Omissions et manipulations de la commission d'enquête sur le 11 Septembre

David Ray Griffin

Omissions et manipulations de la commission d'enquête sur le 11 Septembre

Traduit de l'américain par
Pierre-Henri Bunel,
Geneviève Beduneau,
et Evelyne Dablin

Éditions Demi-Lune

Ils ont aimé le livre de David Ray Griffin

Omissions et manipulation
de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre

« L'étude de Griffin soulève des questions pertinentes au sujet des objectifs politiques de la Commission et de ses méthodes d'enquête. »
Publishers' Weekly

« Avec ce nouveau livre, David Ray Griffin se pose, à côté de Seymour Hersh, comme le **principal dénonciateur de vérités publiques aussi déplaisantes que nécessaires, de l'Amérique.** »
Richard Falk, professeur de droit international à l'université de Princeton

« Ce démontage minutieux de ce que certains ont appelé la "Commission d'omissions sur le 11 Septembre" épingle avec **une rigueur académique** tant la version officielle qu'elle a donné des événements que le processus de dissimulation associé. David Ray Griffin est l'un des esprits les plus affûtés lancés à la poursuite de la vérité sur le 11 Septembre. »
Barrie Zwicker, commentateur et critique des médias canadiens

« David est un trésor national. Son premier livre était remarquable. Celui-ci… est encore meilleur. À lire absolument par tous les citoyens qui posent les questions qui font mal à propos du 11 Septembre. »
Meria Heller, présentateur-producteur de *The Meria Heller Show*

« Le dernier livre de David Ray Griffin explique avec force détails pourquoi on peut désormais ranger la Commission d'enquête sur le 11 Septembre à côté des commissions Warren et Tower dans la catégorie des opérations de dissimulation et de travestissement de la vérité. »
Wayne Madsen, éditorialiste multi-titre, *Investigative Journal*

« Dans cette suite magistrale au *Nouveau Pearl Harbor*, David Ray Griffin dévoile une divergence si flagrante entre le "tricotage" officiel sur le 11 Septembre et les faits établis par les chercheurs indépendants, qu'elle laisse envisager la possibilité d'une crise constitutionnelle comme notre pays n'en a jamais connu… Ce livre met en cause, avec sérieux et de façon inquiétante, l'indépendance et l'impartialité de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ainsi que la validité de son travail. Pour quiconque prend à cœur la lutte contre le terrorisme, sans parler de la défense de la démocratie constitutionnelle, **il faut absolument lire *Omissions et manipulations*** *de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre.* »
Burns H. Weston, professeur émérite de droit à l'université de l'Iowa

« Voici **un démontage méticuleux et ravageur des mensonges diffusés par le rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre** mais aussi des nouvelles contrevérités mises au point pour tenter de rendre cohérentes les impossibles chronologies du gouvernement. Étape par étape, Griffin met à profit les récits crédibles de témoins oculaires pour réfuter les méthodes et allégations de la Commission, en particulier à propos des ordres de non-intervention donnés aux chasseurs lors de l'attaque contre le Pentagone. Ceux qui ont le souci de la survie de notre République en ces temps troublés devraient porter une attention toute spéciale

à ce gros plan sur le noyau personnages qui semblent avoir ce jour-là fourvoyé les moyens de défense de notre pays. Dans le débat à venir sur le 11 Septembre, le livre de Griffin appuiera la cause de ceux qui pensent que la meilleure défense de la démocratie n'est pas la fidélité aveugle aux dirigeants, mais à la vérité. »

Peter Dale Scott, auteur de *Drugs, Oil, and War*

« Il est plutôt évident que la Commission d'enquête sur le 11 Septembre a davantage cherché à camoufler les anomalies qui ont entouré l'événement qu'à enquêter sur elles. Pour la grande presse américaine, elle y est largement parvenue. Voilà une bonne raison de ne pas laisser passer sous silence le fait qu'elle n'a même pas mentionné ces anomalies. **Tous ceux qui cherchent encore la vérité et espèrent une véritable enquête sur les faits doivent absolument lire l'analyse méticuleuse que Griffin fait de ce rapport.** »

John B. Cobb Jr, professeur émérite de théologie
à l'école de théologie de Claremont

« Une **analyse superbement écrite des différentes critiques de la thèse officielle** conduites par de nombreux chercheurs indépendants. Griffin présente d'une manière **académique et impartiale** les arguments en faveur de la théorie officielle aussi bien que ceux soutenant celle de l'arnaque. »

Against the current

« Le livre de Griffin remet en cause le caractère complet et l'authenticité du travail de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre. »

Peter Phillips, directeur du *Project Censored* (Media Research Organization)

« Cela va faire mal de tourner les pages de cet ouvrage réfléchi qui a fait l'objet de recherches méticuleuses. Mais il faut le faire. Ne fût-ce que parce que nous devons la vérité à ceux qui ont perdu la vie. »

Colleen Kelly, sœur de Bill Kelly Jr,
tué le 11 Septembre dans la tour nord du World Trade Center
et co-fondatrice de l'association *September 11th Families for Peaceful Tomorrows*

« David Ray Griffin s'est livré à **des recherches remarquables par leur méticulosité** pour passer en revue les mystères qui planent sur les attaques du 11 Septembre. Elles constituent l'argument le plus convaincant dont j'ai pu avoir connaissance pour justifier de poursuivre l'enquête sur l'implication de l'administration Bush dans cet événement troublant et d'une portée historique. »

Howard Zinn, auteur de *Une histoire populaire des États-Unis*.

« **Voici un livre très important.** L'étude de David Ray Griffin, qui s'appuie sur une recherche et une documentation méticuleuses, démontre qu'il est fortement probable que l'administration a permis que les événements du 11 Septembre se produisent, dans le but de pouvoir mettre en œuvre des plans de guerre déjà mis au point. Un ouvrage à lire absolument par quiconque s'intéresse à la politique étrangère des États-Unis sous l'actuel gouvernement. »

Rosemary Radford Ruether, maître de conférence de théologie féministe,
diplômée de l'Union théologique de Berkeley en Californie.

« Grâce à un passage en revue incisif et attentif, David Ray Griffin réfute habilement les conclusions de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre… »

Michel Chossudovsky, auteur de *Guerre et mondialisation*,
professeur d'économie à l'université d'Ottawa, Canada

Ouvrage publié sous la direction d'Arno Mansouri

Éditions Demi-Lune – 18, rue Eugène Sue 75018 Paris
Tél. : 01 42 64 37 96 – www.editionsdemilune.com

Thierry Palau, pour la conception graphique et la réalisation de la couverture

© David Ray Griffin, 2005
Tous droits réservés

Première édition publiée aux États-Unis par Olive Branch Press, une marque d'Interlink Publishing Group, Inc.

Sous le titre original : *The 9/11 Commision Report, Omissions & Distorsions*
ISBN original 1-56656-584-7

© Éditions Demi-Lune, 2006 pour la traduction française
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

ISBN 2-9525571-1-X

Dépôt légal : août 2006

10 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, de l'auteur ou de leurs ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L-335-2 et suivant du Code de la propriété intellectuelle.

Texte intégral en français du livre de David Ray Griffin *paru aux éditions Demi-Lune*

Sommaire

Remerciements 9
Introduction 11

Première partie :
Omissions et manipulations de la Commission 25

Chapitre 1 : Les supposés pirates 27
Chapitre 2 : L'effondrement des immeubles du World Trade Center 33
Chapitre 3 : La frappe sur le Pentagone 41
Chapitre 4 : L'attitude de Bush et de son Secret Service 49
Chapitre 5 : Pré-alertes sur les attaques 59
Chapitre 6 : Oussama, les ben Laden et la famille royale saoudienne 71
Chapitre 7 : Les Saoudiens quittent le pays par avion 83
Chapitre 8 : Allégations à propos du quartier général du FBI 101
Chapitre 9 : Le Pakistan et son ISI 115
Chapitre 10 : Mobiles possibles de l'administration Bush 127

Deuxième partie :
La défense des militaires américains par la Commission ... 149

Chapitre 11 : Anomalies dans les comptes-rendus d'événements initiaux 151
Chapitre 12 : La Commission et le vol AA11 167
Chapitre 13 : La Commission et le vol UA175 185
Chapitre 14 : La Commission et le vol AA77 205
Chapitre 15 : La Commission et le vol UA93 243
Chapitre 16 : La FAA assume les responsabilités 273

Conclusion 295
Annexe : Conflits d'intérêts impliquant d'anciens membres du DoJ et du FBI 311
Notes 315

Remerciements

Dans *Le Nouveau Pearl Harbor,* j'ai indiqué que je m'étais largement appuyé sur les ouvrages écrits sur le 11 Septembre par Michel Chossudovsky, Thierry Meyssan, Nafeez Ahmed, Eric Hufschmid et sur la chronologie du 11 Septembre établie par Paul Thomson. Comme je ne l'ai pas répété dans le présent ouvrage, je souhaite souligner à nouveau que je continue à dépendre de leur travail et de celui des nombreux chercheurs sur lesquels ils se sont appuyés. Comme j'ai surtout travaillé avec la chronologie de Paul Thomson qu'on ne trouvait que sur l'Internet – au départ sur le site du *Center for the Coopérative Research* – je suis heureux que Paul et le Centre aient maintenant publié *The Terror Timeline : Year by Year, Day by Day, Minute by Minute [Chronologie de la terreur : année par année, jour par jour, minute par minute],* paru juste à temps pour que je puisse y faire référence de temps à autres.

Je suis aussi reconnaissant de l'aide que m'ont apportée de nombreux autres amis, en particulier Daniel Athearn, Tal Avitzur, Fred Burks, Elias Davidsson, Tod Fletcher, Nico Haupt, Kyle Hence, Jim Hoffman, Eric Hufschmid, Allison Jaqua, Peter et Trudy Johnson-Lenz, Michael Kane, David Kubiak, Peter Lance, Nicholas Davis, Derek Mitchell, (du centre pour une recherche coopérative), Pat Patterson, Craig Unger, et Barrie Zwicker. Je les remercie pour avoir donné de leur temps sur leur propre travail pour soutenir mes efforts. Ma reconnaissance va surtout à ma femme Ann Jaqua.

Ce livre trouve son impulsion dans une conférence que j'ai prononcée à Eugène, en Oregon six jours avant la parution du rapport de la Commission sur le 11 Septembre, à l'invitation d'un groupe dirigé par Mary Adams et Mark Rabinowitz. Et je les remercie pour le déclic que m'a donné leur opportune invitation.

Je voudrais, pour finir, remercier les centaines de personnes qui m'ont écrit pour me féliciter d'avoir publié *Le Nouveau Pearl Harbor* et me faire part de leurs efforts pour en signaler l'existence. Certains m'ont dit qu'ils en avaient acheté une dizaine, une cinquantaine voire une centaine d'exemplaires à seule fin de les distribuer dans leur entourage. Les réactions extraordinaires à cet ouvrage ont montré combien il répondait à

un besoin et combien il était indispensable, après que j'eusse terminé la postface de la seconde édition, de me remettre à mon ordinateur pour écrire ce nouveau livre. J'espère qu'il mettra en évidence les nombreuses questions que pose la thèse officielle et, maintenant, l'argumentaire qui vise à défendre cette thèse officielle.

NOTES

Les notes de texte de l'auteur sont renvoyées en fin de livre et classées par chapitre. En revanche, les notes de traduction sont insérées en bas de page.

Introduction

Au cours de cette troisième semaine de juillet 2004, soit presque trois ans après les attaques du 11 septembre 2001, on publie enfin le rapport de la Commission[1] d'enquête sur le 11 Septembre que tous attendaient depuis longtemps. Il est largement accepté comme le compte-rendu définitif des événements du 11 Septembre. Le 7 septembre 2004, lors d'une émission de la National Public Radio sur le sujet, il est même présenté comme le récit le plus complet des événements de ce jour funeste. Il est prétendu aussi qu'il peut être considéré comme une source d'information que personne ne peut mettre en doute.

Faisant référence à plusieurs points du rapport qui contredisent des certitudes antérieures, la commentatrice précise à chaque fois : « Nous savons maintenant. » Par exemple, elle affirme : « Nous savons maintenant que l'autorisation du vice-président Cheney aux militaires d'abattre les avions détournés est arrivée trop tard. »

Dans ce livre, je pose la question de savoir si ce rapport mérite vraiment d'être considéré comme le récit définitif sur le 11 Septembre.

Elle vaut d'être posée parce qu'indépendamment de l'opinion qu'on peut avoir sur sa sincérité, le rapport de la Commission sur le 11 Septembre est l'un des documents les plus importants jamais produits aux États-Unis.

Un document important

En premier lieu, il l'est parce que le 11 Septembre est en soi l'un des événements majeurs de l'histoire contemporaine. Il a eu pour conséquence, entre autres, une « guerre contre la terreur » avec de lourdes conséquences en de nombreuses parties du monde, en particulier en Afghanistan et en Irak.

Ensuite, ce rapport est important parce que la Commission avait reçu pour mission de fournir un récit définitif des « faits et circonstances relatifs aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 » (p. XV)[2]. Elle a cherché, nous exposent le président Thomas Kean et le vice-président Lee Hamilton dans leur préface, « à fournir la relation la plus complète possible des événements relatifs au 11 Septembre ». (p. XVI).

La troisième raison pour laquelle ce rapport est important est que la Commission s'est appuyée sur ses conclusions quant aux raisons du succès des attaques, pour suggérer des modifications structurelles dont la plus importante est la constitution du poste de directeur national du Renseignement (p. 411-415). Cette proposition repose sur la conclusion selon laquelle les attaques n'ont pu réussir qu'en raison de « profonds défauts institutionnels » (p. 265), en particulier parce que « personne n'était clairement désigné comme responsable » (p. 400).

Trois bonnes raisons de se poser des questions

Nous avons ainsi trois raisons évidentes de nous pencher avec soin sur ce rapport pour vérifier si ses conclusions s'appuient sur des preuves. Nous voulons d'abord savoir si la « guerre contre la terreur » de l'administration Bush est une riposte appropriée au 11 Septembre ; ensuite, si l'on peut considérer le rapport de la Commission comme une présentation indiscutable, et, enfin, si les changements structurels préconisés auraient réduit les chances de réussite des attaques.

Il y a eu quelques discussions sur la première question, en particulier pour savoir si la guerre contre l'Irak était une riposte appropriée. Très peu de débats publics ont eu pour objet la deuxième question : on a plutôt considéré le rapport comme la version indiscutable des événements du 11 Septembre. Une réponse affirmative a néanmoins été donnée à la troisième question, puisque les dirigeants des deux partis se sont empressés d'adopter les recommandations de la Commission. Pourtant, cela suppose qu'on ait apporté une réponse affirmative à la seconde question, question qui n'a fait l'objet d'aucun débat public. Il est certain qu'avant d'adopter une proposition fondée sur l'analyse par la Commission des raisons de la réussite des attaques, il faut d'abord se poser la question de savoir si cette analyse est convaincante.

Quatrième raison : le risque de manipulation

Ce sujet nous donne une autre raison d'éplucher soigneusement le rapport de la Commission sur le 11 Septembre. Il est évident que la plupart des Américains croient que l'administration Bush disposait de plus de renseignements sur les attaques à venir qu'elle ne veut bien l'admettre. En 2002, l'*Atlanta Journal-Constitution* fait réaliser un sondage sur le sujet demandant à ses lecteurs s'ils pensent que l'administration Bush n'a pas eu de renseignements avant-coureurs sur les attentats du 11 Septembre.

Seuls cinquante-deux pour cent des lecteurs répondent oui. À la surprise générale, quarante-six pour cent répondent « Je pense que les autorités savaient ce qui allait se passer », tandis que deux pour cent répondent « Je ne suis pas sûr. Le Congrès devrait faire une enquête. »[3] Cela signifie que près de cinquante pour cent des vingt-trois mille personnes qui ont répondu – avant que le sondage soit brusquement retiré du site du journal – suspectent que l'administration cache qu'elle a reçu des indices d'alerte.

Plus récemment, un sondage CBS – *New York Times,* réalisé entre le 23 et le 27 avril 2004, établit que cinquante-six pour cent des Américains pensent que « l'administration dit en grande partie la vérité mais qu'elle cache quelque chose » à propos de l'avant 11 Septembre, tandis que seize pour cent pense qu'elle ment largement[4]. Cela signifie que soixante-douze pour cent des Américains pensent que l'administration Bush est coupable de mensonge à un degré plus ou moins important sur les informations dont elle disposait avant le 11 septembre.

Pourtant, plus récemment, en août 2004, un sondage réalisé par Zogby International demande aux habitants de l'État de New York s'ils sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « certains dirigeants du gouvernement américain ont eu connaissance, à l'avance, des attaques du 11 septembre 2001 et […] ont sciemment évité de prendre des mesures ». Les résultats du sondage donnent quarante et un pour cent de oui, onze pour cent sans opinion, ce qui laisse quarante-huit pour cent de non. Cette affirmation est admise par trente pour cent des républicains et par trente-huit pour cent des citoyens de l'État qui se décrivent eux-mêmes comme « très conservateurs ». Les résultats sont encore plus surprenants dans la ville de New York, où quarante-neuf pour cent des habitants sont d'accord avec l'affirmation. C'est ce dernier chiffre qui est repris en gros titre : la moitié des New-Yorkais croit que les dirigeants américains ont eu connaissance à l'avance des attaques du 11 septembre et ont « délibérément décidé » de ne rien faire. Encore plus de gens, cinquante-six pour cent des habitants de l'État et soixante-six pour cent des habitants de la ville, ont demandé une enquête du Congrès ou du procureur général de la ville de New York, Elliot Spitzer, pour traiter des « questions toujours sans réponses. »[5]

Au Canada, où l'on assiste à davantage de débats publics sur les problèmes que soulève la version officielle, le nombre des gens qui soupçonnent une dissimulation de la connaissance préalable des attentats est évidemment plus important. Un sondage national publié le 20 mai 2004 demande aux sondés s'ils approuvent l'affirmation suivante : « Des membres du gouvernement américain, Maison Blanche comprise, ont eu connaissance à l'avance des plans des attaques du 11 septembre et n'ont

pas pris de mesures pour les empêcher. » De façon surprenante, soixante-trois pour cent des personnes interrogées répondent qu'elles sont d'accord [6].

À l'époque où j'écris (septembre 2004), je n'ai pas entendu parler de sondage aux États-Unis posant de manière explicite la question de la complicité *stricto sensu* de l'administration Bush dans la planification et la conduite de ces attaques. On a pourtant évoqué cette possibilité au Canada et en Europe. Dans le sondage canadien évoqué ci-dessus, seize pour cent des personnes interrogées déclarent qu'elles pensent que des membres du gouvernement américain ont pris part à l'organisation et à l'exécution des attaques. En Allemagne, comme l'a souligné la une du *Wall Street Journal,* un sondage de juillet 2003 révèle que vingt pour cent de l'opinion a soutenu que « c'est le gouvernement américain lui-même qui a commandité les attentats ». Des livres traitant de ce sujet ont connu un grand succès en France, en Italie et en Allemagne. [7]

Comme le montrent ces sondages, bien des gens, loin de penser comme la Commission d'enquête sur le 11 Septembre que « personne n'était clairement désigné comme responsable de la sécurité » croient en revanche que les attaques n'ont pu réussir que parce que quelqu'un *était* aux commandes, donnant des ordres de « retenue » qui ont désarmé différents moyens de protection institutionnels qui auraient en temps normal prévenu toute attaque délibérée du type de celles qui ont eu lieu. Dans mon ouvrage précédent sur la question, *Le Nouveau Pearl Harbor* [8], j'ai récapitulé la plupart des preuves qui viennent appuyer cette thèse.

La quatrième raison d'examiner en profondeur le rapport final de la Commission d'enquête, donc, est d'évaluer s'il démonte ces soupçons, ceux selon lesquels l'administration Bush a préparé les attaques du 11 septembre ou ceux, plus répandus, selon lesquels elle en a au moins été complice en se gardant, sciemment, de faire quoi que ce soit pour les prévenir. Dans cette étude, je vais me pencher d'abord sur cette quatrième question parce que la réponse donnera aussi des indications sur les réponses aux trois précédentes.

Perspectives et choix

Comme nous l'avons vu, le président et le vice-président de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ont déclaré que leur but était de « fournir un récit définitif des faits et circonstances relatifs aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 ». Évidemment, ils ne donnaient pas à cette déclaration son sens littéral, puisqu'il s'est produit des milliards

d'événements le 11 septembre 2001. Ce dont ils voulaient donner un récit complet, c'étaient les éléments significatifs qui avaient trait aux raisons ayant permis aux attaques de réussir.

Ceci pose la question des critères selon lesquels ils ont décrété « significatifs » certains événements plutôt que d'autres pour comprendre le 11 Septembre. Sur quoi la Commission s'est-elle basée pour définir quels événements devaient figurer dans le rapport d'enquête, qu'ils se soient produits avant, pendant ou après ?

Tout mode de sélection présuppose un angle de vue, un *a priori* qui oriente le choix de ce qu'on considère comme significatif. Dans certaines situations, les différents points de vue sont complémentaires, chacun comportant une part de vérité. Parfois, une théorie est juste et les autres sont fausses. Dans d'autres cas encore, tous les points de vue sont erronés. Il faut donc comprendre que ce que l'on considère comme significatif pour répondre à une question dépend entièrement de la vue générale que l'on a du problème.

Appliqué au 11 Septembre, ce que nous considérerons comme des événements significatifs dépendra largement de notre point de vue général sur cette affaire, de notre théorie à propos de ce qui s'est passé ce jour-là.

Les deux théories principales

Comme le montre l'argumentation qui précède, il existe deux théories principales sur le 11 Septembre et chacune est une « théorie du complot ».

L'une est la théorie officielle du complot selon laquelle les attaques ont été préparées et exécutées exclusivement par les seuls terroristes d'*al-Qaida* * sous le commandement d'Oussama ben Laden. Cette théorie d'un complot des musulmans arabes est évidemment celle qui a été répandue par l'administration Bush et ses services, y compris le Pentagone.

Face à cette théorie officielle, on trouve une autre théorie du complot selon laquelle les attaques du 11 septembre n'ont pu réussir que parce que l'administration Bush et ses services les ont facilitées.

Facilitées. Le terme est délibérément vague, ce qui permet deux versions de cette théorie : la faible et la forte. Selon la version faible,

* Les mots arabes seront transcrits en caractères latins en respectant les directives en vigueur dans les instances internationales, en utilisant les accents que bien des pays utilisent. Cela permet de distinguer, notamment, les voyelles longues des brèves. Il en va de même pour les consonnes spécifiques de l'arabe qui ont toutes leur transcription internationale en alphabet latin. J'écris donc *al-Qaida* ou le Sheikh.

l'administration Bush a facilité le succès des attaques en se contentant de ne pas les empêcher. Selon la version forte, l'administration Bush a été directement impliquée dans la planification et la conduite de ces attaques. Pour le moment, nous pouvons faire abstraction de la distinction entre ces deux versions pour nous concentrer entièrement sur l'opposition fondamentale entre la théorie officielle et l'autre.

Définir quels événements « relatifs au 11 Septembre » sont significatifs pour comprendre ce qui s'est passé ce jour-là dépend dans une large mesure du point de vue où on les considère : celui de la théorie officielle ou celui de la théorie opposée. Les gens qui admettent la théorie officielle du complot affirmeront que l'essentiel de l'information concernera Oussama ben Laden et *al-Qaida.* Ils accorderont aussi de l'importance à ce qui s'est passé au sein du gouvernement, en particulier au sein des services de renseignement et notamment les raisons pour lesquelles ces services ont été incapables de découvrir le complot à temps pour empêcher les attaques[9]. Mais tous ces éléments seront examinés sous l'angle des difficultés de compréhension, de la confusion et de ratés dans la communication.

En revanche, les partisans de l'autre théorie du complot se focaliseront sur les éléments qui tendent à établir que ces attaques ont été facilitées par des services ou des membres du gouvernement, que ce soit en entravant les enquêtes, en donnant des ordres de « retenue » visant à neutraliser les procédures opérationnelles ou en dissimulant les indices de l'implication du gouvernement. Ces gens accorderont ou non de l'importance à l'histoire ben Laden. Mais, de toute façon, ils s'intéresseront en priorité aux éléments qui tendront à démontrer l'existence de complicités au sein même de l'administration Bush.

La Commission était-elle « non-partisane » ?

Le président Kean et le vice-président Hamilton affirment que leur Commission a « essayé d'être indépendante, impartiale, exhaustive et non-partisane » (p. xv). Dans cet ouvrage, je poserai la question de savoir si ces qualités se retrouvent dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre. Commençons par nous poser la question de savoir si la Commission était « non-partisane ».

Par ce qualificatif, Kean et Hamilton font allusion au fait qu'elle était composée à la fois de démocrates et de républicains. Ceci suggère qu'elle a réussi à être non-partisane parce que les républicains n'ont pas rejeté toute la responsabilité sur l'administration Clinton tout en défendant

l'administration Bush et que les démocrates ont agi de la même façon en sens inverse. Ceux qui ont suivi les audiences à la télévision savent que les procédures ont été empreintes d'un considérable esprit partisan. Toutefois, à la fin, ses membres se sont mis d'accord pour rendre un rapport adopté à l'unanimité tant par les démocrates que par les républicains. À l'évidence, Kean et Hamilton sont fiers du fait qu'elle ait été en définitive non-partisane en ce sens qu'elle a rendu ce rapport « sans dissentiment » (p. XV).

On a aussi expliqué que la Commission a été non-partisane sur un plan purement factuel du fait qu'elle était composée d'un nombre égal de représentants des deux partis, cinq démocrates et cinq républicains.

Toutefois, et c'est une question d'importance, elle était en fait partisane. Et ceci pour deux raisons. La première est que le président était un républicain. Le vice-président était, certes, un démocrate mais il n'était que vice-président et non co-président.

La seconde raison est encore plus importante. L'homme qui faisait fonction de directeur exécutif, Philip D. Zelikow, est républicain. C'est très important parce qu'en tant que directeur exécutif, c'est lui qui était responsable du personnel administratif de la Commission et c'est ce personnel – et non les commissaires que l'on voyait à la télévision – qui a accompli l'essentiel du travail. Les commissaires ont accompli leur tâche particulière – les débats et les entretiens – sur la base des éléments que fournissait le personnel administratif. Kean et Hamilton font référence à ce fait dans leur déclaration selon laquelle le « personnel administratif professionnel, travaillant sous la direction de Philip Zelikow […] a conduit le travail exigeant de recherches sur lequel la Commission s'est appuyée » (p. XVI-XVII).

Paul Sperry a commenté le niveau d'influence de Zelikow en écrivant, alors que la Commission était encore au travail, qu'il « a plus d'influence sur la Commission que n'importe quel membre, y compris le président. Zelikow choisit les domaines d'enquête, les éléments d'appuis des exposés, le sujet des auditions, les témoins et les axes d'interrogatoire des témoins. En fait, il définit les ordres du jour et oriente les enquêtes. »[10]

La presse a fait peu de commentaires sur ce point d'une importance déterminante. Kean et Hamilton ont été la partie visible de la Commission. Mais les travaux ont été conduits essentiellement par Zelikow.

Plus tard, il a été chargé de superviser la rédaction des comptes-rendus par le personnel administratif, documents dont la plupart ont été repris pratiquement sans changements dans le rapport final. Ensuite, il a été chargé de la publication du rapport final lui-même. Kean et Hamilton le précisent dans leur déclaration aux termes de laquelle « le personnel

administratif professionnel, sous la direction de Philip Zelikow, a passé un temps considérable à mettre en forme ce rapport » (p. XVI). Ainsi, c'est un républicain qui a supervisé à la fois le travail d'enquête et la rédaction du rapport final.

La Commission était-elle « indépendante » ?

En outre, le directeur exécutif de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre n'est pas n'importe quel républicain. Philip Zelikow est un familier de la Maison Blanche de Bush. Il était, avec Condoleezza Rice, membre du Conseil national de sécurité de la première administration Bush où ils servaient comme aides de camp du conseiller à la Sécurité nationale, Brent Scowcroft. Pendant les années Clinton, alors que les républicains étaient sur la touche, lui et Rice ont coécrit un livre [11]. Zelikow a également dirigé le groupe de stratégie Aspen auquel participaient Rice et Scowcroft de même que, entre autres, Dick Cheney et Paul Wolfowitz. Ensuite, il a servi au sein de l'équipe du Conseil national de sécurité pendant la période de transition entre les administrations Clinton et Bush II. À ce poste, il a communiqué des consignes à Rice qui allait devenir conseillère à la Sécurité nationale auprès du président. Peu après le 11 Septembre, Zelikow a été nommé au bureau du conseil du président pour le renseignement extérieur où il est resté jusqu'au moment où il a été nommé directeur exécutif de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, en 2003 [12].

En raison des liens étroits de Zelikow avec la Maison Blanche de Bush, cette nomination a posé problème dès le début. Le comité de pilotage des familles pour la Commission d'enquête sur le 11 Septembre a demandé plusieurs fois sa récusation [13]. En fait, les familles soutenaient que la nomination de Zelikow tournait en ridicule l'image d'indépendance de la Commission.

Cette affirmation ne manque pas de bon sens. Les attaques du 11 septembre se sont produites alors que l'administration Bush était en poste depuis près de sept mois. N'importe quelle enquête aurait dû se poser la question de la complicité ou au moins de la négligence de cette administration. L'enquête sur ce point aurait dû être au centre du travail de la Commission. Il aurait donc fallu qu'elle fût totalement indépendante de la Maison Blanche. Et pourtant, c'est un membre de l'administration Bush qui en a conduit les investigations. La suspiscion ne peut être plus légitime. Le système judiciaire ne laisserait jamais un juge présider une cour chargée d'une affaire impliquant ses proches amis ou collègues ou encore ses anciens employeurs. Mais Zelikow est resté directeur exécutif

de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre. Celle-ci n'était donc pas « indépendante ».

Elle a eu un geste pour évoquer ce problème, mais bien ténu. Son rapport précise que lors de la préparation du passage de pouvoir entre le NSC de l'administration Clinton et celui de l'administration Bush, « Rice a demandé au professeur d'histoire de l'université de Virginie Philip Zelikow de lui donner des conseils à propos de la phase de transition » (p. 199). Dans la note d'accompagnement, on trouve cette déclaration amusante : « Rice et Zelikow ont servi ensemble au NSC pendant la première administration Bush et ont co-écrit un livre sur la réunification de l'Allemagne […]. Comme directeur exécutif de la Commission, Zelikow s'est auto-récusé pour notre travail portant sur la période de la transition Clinton-Bush au NSC » (p. 569 et 165). La première partie de cette déclaration tient compte du problème. Ensuite la seconde tend à faire croire qu'il a suffi pour le résoudre de l'auto-récusation de Zelikow pour les débats traitant de la brève période où il a apporté son aide au cours de la transition.

Cette « solution » concluait implicitement que les relations de Zelikow avec Rice et plus généralement avec l'administration Bush n'auraient posé problème que dans les débats où il aurait été personnellement mis en cause. « Comme si, selon les mots de Paul Sperry, tout possible conflit d'intérêts aurait pu se limiter à ces seuls cas. »[14] Cette supposition ne résiste absolument pas à l'examen, comme tout le monde l'admettrait dans n'importe quelle affaire judiciaire où se poserait une question analogue. Si la Cour suprême devait juger une affaire mettant en cause un ami ou un associé en affaires de Sandra Day O'Connor *, on n'admettrait pas qu'elle ne se récuse que par rapport à une décision qui la mettrait directement en cause. Tout le monde comprendrait que son impartialité et son objectivité seraient remises en question au sujet de toute l'affaire.

En tant que directeur exécutif de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, Zelikow était chargé d'une investigation qui pouvait conduire à mettre en accusation ou innocenter des gens avec lesquels il était en relation étroite aux plans politique, personnel et idéologique. On ne pouvait donc pas limiter le problème de partialité aux seuls événements s'étant produits durant la courte période de la transition. Que la Commission ait pu prétendre le contraire suffit à remettre en question son honnêteté.

* Elle est la première femme membre de la Cour suprême américaine.

La Commission était-elle impartiale ?

Après avoir étudié comment les commissaires ont atteint leurs buts d'indépendance et d'absence d'esprit partisan, demandons-nous comment ils ont conduit leur quête de l'impartialité.

Une enquête impartiale sur les « faits et circonstances relatifs aux attaques terroristes du 11 Septembre » aurait dû commencer, comme n'importe quelle enquête criminelle, en réunissant les preuves et les témoignages sous serment de la part de tous ceux qui pouvaient apporter des éléments. Elle aurait dû chercher avec autant de détermination dans le sens des deux théories principales : des attaques planifiées et exécutées uniquement par les partisans d'Oussama ben Laden, ou des attaques qui n'ont pu réussir que grâce à la complicité de l'administration Bush elle-même.

Bien sûr, des affaires criminelles différentes requièrent des approches distinctes. Dans certaines affaires de meurtre, par exemple, on n'a pas de suspect. Les enquêteurs commencent alors leur travail sans idée préconçue sur le ou les coupables. Ce n'est que peu à peu que se dessine le profil du criminel. Dans d'autres cas, on peut avoir deux suspects dès le départ. Il est alors crucial que l'enquête ne se focalise pas sur un seul. S'affranchir de cette règle est la source la plus sûre d'erreur policière. Même si les enquêteurs sont persuadés que le suspect A est coupable, ils doivent examiner avec la même rigueur tout élément qui pourrait conduire à la culpabilité du suspect B. Ceci sans perdre de vue que quelqu'un d'autre que les deux suspects initiaux peut avoir commis le crime.

L'affaire du 11 Septembre se rapproche de notre second exemple où nous avons deux suspects possibles. On a trouvé un nombre considérable d'indices de la culpabilité des agents d'*AlQaeida,* la plupart de ces indices étant fournis par le gouvernement américain lui-même. Cette première théorie avait une bonne *prima facie* *. Mais beaucoup d'éléments ont conduit raisonnablement de nombreux observateurs à soupçonner que le gouvernement américain était lui-même derrière ces attaques ou en était au moins complice. On comprend aisément que la Commission ait eu une inclination vers la première théorie. Mais comme dans toute enquête criminelle, elle aurait dû chercher des preuves tendant à prouver l'autre thèse, l'un de ces éléments de preuve étant que la Maison Blanche a tenté d'entraver toute enquête en ce sens. [15]

---

* *Prima facie.* Locution latine utilisée en droit américain qui consiste à considérer un indice comme suffisamment probant pour être retenu comme preuve, à moins qu'on en apporte la preuve contraire. Dans un système où la preuve et l'aveu sont essentiels, c'est un moyen de faire entrer légalement un peu d'intime conviction dans la décision de la Cour, ce qui est très mal admis en principe en droit américain.

Le président Kean reconnaît l'importance qu'il faut accorder à cette approche lorsqu'il déclare :

« De nombreuses théories courent à propos du 11 Septembre et tant qu'il courra quelque document qui en soutienne l'une ou l'autre, nous laisserons des questions sans réponse. Or nous ne pouvons pas laisser de question sans réponse. »[16]

En évoquant ici des « théories », Kean faisait sans doute référence à des théories dérivant de la version officielle. Mais cette remarque s'applique de la même façon à la thèse officielle qu'à l'autre. En conséquence, avant d'éliminer les thèses qui dérivent de la version officielle, la Commission aurait dû se demander s'il existait plus d'indices pour la soutenir qu'il n'en existe pour soutenir l'autre théorie du complot. Elle aurait aussi dû rester ouverte aux indices soutenant d'autres thèses mais, pour simplifier notre propos, nous nous limiterons à la nécessité de traiter équitablement les deux thèses principales. Une telle enquête aurait été impartiale si elle avait à tout le moins traité avec autant de soin des indices qui étayent des théories qui s'opposent.

Toutefois, le rapport de la Commission ne brille pas par son impartialité sur ce point. En fait, il semble qu'elle ait présupposé que la thèse officielle du complot était la bonne. Loin d'examiner équitablement les indices en faveur des deux théories, l'essentiel du rapport de la Commission ignore purement et simplement les « événements relatifs au 11 Septembre » qu'on a invoqués comme preuve de l'autre thèse du complot.

En fait, la Commission d'enquête est tellement partiale qu'elle a occulté l'existence de la thèse opposée. Elle en avait pourtant assurément connaissance. Les gens qui sont au courant des indices sur lesquels elle repose repèrent çà et là dans le rapport les passages où la Commission tente implicitement de les réfuter. Mais elle a considéré à l'évidence que l'autre théorie, selon les propres mots de Zelikow, « ne mérite pas même d'être évoquée. »[17]

Il y a de quoi être déçu d'une telle partialité de la Commission, mais compte tenu de son manque d'indépendance vis-à-vis de la Maison Blanche, on ne saurait en être surpris. En tant que directeur exécutif, Zelikow était en mesure de décider des « événements relatifs au 11 Septembre » sur lesquels il fallait porter son attention et ceux qu'il fallait délibérément omettre, et donc de lancer ses limiers précisément sur les indices étayant la théorie commanditée par la Maison Blanche. Il devenait possible d'ignorer la plupart des éléments soutenant l'autre thèse repris dans le flot des publications sur le sujet.

On peut ainsi expliquer la partialité de la Commission, qui transparaît dans tout le rapport comme le reste de cette étude va le démontrer, par son manque d'indépendance vis-à-vis de la Maison Blanche. De même que nous ne nous serions pas attendus à ce qu'une enquête conduite par George Bush, Dick Cheney ou Condoleezza Rice soit impartiale, de même nous ne pouvions pas nous attendre à ce qu'une enquête conduite par leur homme au sein de la Commission, Philip Zelikow, le fût. En fait, ce dernier a publiquement comparé le débat sur les autres thèses à propos du 11 Septembre à « vider une bassine avec une écumoire. »[18]

On baptise souvent les Commissions du nom de leurs membres. C'est pourquoi on a parfois appelé la Commission nationale d'enquête sur les attaques terroristes (du 11 Septembre) sur les États-Unis, la « Commission Kean ». Mais c'est probablement plus Philip Zelikow qui a formaté tant son travail que son rapport.

C'est pourquoi il vaudrait mieux parler de Commission et de rapport Kean-Zelikow.

La Commission a-t-elle été exhaustive ?

Après avoir recherché l'objectivité, l'indépendance et l'impartialité, ont déclaré Kean et Hamilton, la Commission a cherché à être exhaustive. Pour que son rapport puisse présenter cette qualité, elle aurait précisément dû faire ce que Kean suggérait dans la citation que nous avons rapportée plus haut, à savoir traquer le moindre élément de preuve qui conduit vers l'une ou l'autre des théories sur le 11 Septembre. J'ai déjà montré que le rapport n'a pas été bien loin dans ce sens. Le manque d'exhaustivité est l'un des aspects les plus frappants du travail de la Commission et nous l'avons évoqué par le mot « omissions » dans le titre de cette étude.

C'est le fait que le rapport final soit marqué par des omissions importantes qui a constitué l'idée maîtresse d'une lettre adressée le 13 septembre 2004 au Congrès par vingt-cinq personnes « ayant travaillé dans diverses agences gouvernementales comme le FBI, la CIA, la FAA * et les Douanes, et responsables de la sécurité et la sûreté publiques ». Voici ce qu'elles écrivent :

* *Federal Aviation Authority* équivalent américain de la direction de l'aviation civile en France. Dans la version française, nous conserverons l'abréviation FAA, sans la traduire, parce qu'elle fait partie du vocabulaire aéronautique de toutes les langues.

« Les omissions sont l'un des principaux défauts du rapport de la Commission. Nous savons que des éléments importants lui ont été dûment rapportés par ceux qui en avaient eu connaissance directe, mais qu'ils ont, d'une manière ou d'une autre, échappé à son attention. De sérieux problèmes et défaillances survenus au sein d'agences gouvernementales ont été également rapportés à la Commission mais n'ont pas été intégrés dans le rapport. Ce dernier a tout simplement éludé les questions clés relatives au renseignement, à la sécurité aérienne et aux services et autorités de police. Les omissions relevées dans des domaines si importants portent en elles-mêmes gravement atteinte à la validité du rapport et de ses recommandations. »[19]

Cette lettre ne propose aucune raison expliquant pourquoi « des éléments importants dûment rapportés à la Commission par ceux qui en avaient eu connaissance directe » ont été oubliés dans la rédaction du rapport final et se contente de souligner qu'ils ont « d'une manière ou d'une autre échappé à son attention ». Dans cette étude, je suggère que ces omissions ne relèvent en aucun cas du hasard mais bien d'un dessein délibéré.

La Commission a tenté d'être exhaustive dans certains domaines. Elle l'est totalement sur l'énumération des événements tournant autour du 11 Septembre qui sont compatibles avec la thèse officielle du complot telle qu'elle a été soutenue par l'administration Bush. Par exemple, elle va loin dans le détail en ce qui concerne Oussama ben Laden, l'émergence d'*AlQaeida* et la biographie des prétendus pirates de l'air. La Commission a aussi implicitement tendu à l'exhaustivité en ce qui concerne la protection de la Maison Blanche, du ministère de la Justice, du FBI et de la CIA en omettant de manière exhaustive ou en balayant tout compte-rendu qui aurait pu laisser penser à une complicité de leur part. Elle a aussi cherché à assurer une défense exhaustive de l'armée américaine contre toute suggestion qui aurait pu laisser penser qu'elle a une responsabilité dans la réussite des attaques du 11 septembre, que ce soit par complicité ou par incompétence. Ainsi, par bien des côtés, le rapport Kean-Zelikow présente des qualités d'exhaustivité.

Toutefois, en ce qui concerne les domaines où cela était indispensable, la Commission a lamentablement failli. Son mandat, comme l'ont précisé Kean et Hamilton, était d'enquêter sur « les faits et circonstances liés aux attaques du 11 septembre » pour en produire ensuite « le récit le plus complet ». Mais en fait, ce à quoi elle s'est attachée a été de fournir un récit plutôt complet des éléments étayant la thèse officielle du complot du 11 Septembre. Tout élément discordant a été soit manipulé, soit carrément omis.

J'ai suggéré que, puisque le document produit devrait porter le nom de rapport Kean-Zelikow, il ne faut pas s'étonner de ces omissions ou manipulations. Pourtant, je pense que bien des lecteurs seront outrés par le nombre très élevé des premières et l'ampleur des secondes.

Nature et plan de l'étude

On peut critiquer le rapport de la Commission sur le 11 Septembre sous divers angles tout aussi légitimes les uns que les autres. Cette étude-ci, comme je l'ai indiqué, l'évalue du point de vue de la principale thèse sur le 11 Septembre qui s'oppose à l'officielle. Je demande quels éléments en faveur de la thèse opposée sont repris dans le rapport – la plupart ont été exposés dans mon précédent livre, *Le Nouveau Pearl Harbor.* Ces éléments suggérant que la thèse officielle est mensongère laissent supposer par conséquent que ceux qui l'ont émise ont probablement conspiré pour permettre ou mettre sur pied ces attaques. L'un des objectifs principaux du rapport Kean-Zelikow, bien qu'il reste implicite, est de défendre la véracité du récit officiel contre toute discussion qui s'appuierait sur ces éléments de preuve. La présente étude évalue le succès de cette tentative.

L'examen que je conduis sur cette tentative est en deux parties. Dans la première, je souligne les preuves contre la thèse officielle que le rapport a manipulées et celles qu'il a purement et simplement omises. Dans la seconde, j'étudie la façon dont le rapport traite l'accusation qui porte sur les militaires et selon laquelle si, le 11 septembre, ils avaient appliqué leurs procédures opérationnelles réglementaires, ils auraient pu empêcher ces attaques. C'est cette accusation que la Commission s'est le plus attachée à réfuter.

Le titre de cette étude, *Omissions et manipulations*, fait surtout référence au contenu de la première partie. En fait, il convient aussi à la deuxième partie, parce que la Commission n'a pu bâtir cette nouvelle explication – qui paraîtra vraisemblable aux lecteurs qui ne seront pas au fait d'éléments importants – que parce qu'elle a omis ou manipulé beaucoup desdits éléments.

Il n'est pas nécessaire, pour lire ce livre, d'avoir lu *Le Nouveau Pearl Harbor.* Mais il peut être utile d'en avoir un exemplaire à portée de main, de préférence la dernière édition mise à jour.

Première partie

OMISSIONS ET MANIPULATIONS DE LA COMMISSION

Chapitre 1

Les supposés pirates

Comme nous l'avons exposé en introduction, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ignore purement et simplement la plupart des éléments de preuves qui pourraient semer le doute sur la version officielle des événements relatifs au 11 Septembre. Lorsqu'elle les évoque, elle n'en mentionne avec exactitude qu'une partie et omet ou déforme le reste. Le présent chapitre illustre cette critique de la façon dont la Commission réagit aux questions qui n'ont pas manqué de se poser à propos des supposés pirates de l'air.

Six supposés pirates de l'air sont bien vivants

Le problème est que six des dix-neuf hommes officiellement identifiés comme les pirates-suicide sont reparus bien vivants, dit-on, après le 11 Septembre. Par exemple, Walid al-Shehri, dont on a affirmé qu'il était sur le vol AA11 qui a frappé la tour nord du WTC, a été interviewé après le 11 Septembre par un journal qui paraît à Londres[1]. Associated Press rapporte qu'il s'est aussi exprimé le 22 septembre à l'ambassade des États-Unis au Maroc, expliquant qu'il vit à Casablanca où il travaille pour Royal Air Maroc[2].

De même, Ahmed al-Nami et Saîd alGhamdi, tous deux présentés comme étant sur le vol UA93 qui s'est écrasé en Pennsylvanie, ont été choqués, ont-ils déclaré au journaliste David Harrisson, d'apprendre qu'ils étaient morts dans cet accident. Al-Nami, qui travaillait à l'époque comme cadre administratif à la compagnie Saudi Airlines, a précisé : « Je n'avais jamais entendu parler de la Pennsylvanie. » AlGhamdi a expliqué qu'il venait de passer à Tunis les dix mois qui ont précédé, en stage de pilotage d'Airbus[3]. D'après la BBC, le journal *Al-Sharq al-Awsat,* qui paraît en arabe à Londres, a également signalé qu'il a interviewé al-Ghamdi[4].

L'ambassade d'Arabie Saoudite à Washington a déclaré que trois autres pirates supposés, Muhand al-Shehri, Salim al-Hamzi et Abd al-Azîz al-Omari,

étaient bien vivants en Arabie Saoudite[5]. Salim al-Hamzi, accusé d'avoir détourné le vol AA77, « vient de reprendre son travail dans un complexe pétrochimique de l'est de la ville de Yanbou après un congé en Arabie pendant que les pirates opéraient » rapporte David Harrisson[6]. Al-Omari, supposé être aux commandes du vol AA11 mais qui était en fait pilote à la compagnie Saudi Airlines « s'est rendu au consulat des États-Unis à Djeddah pour exiger des explications » à propos de la déclaration des Américains selon laquelle il était l'un des pirates et qu'il était mort dans le détournement[7].

Malgré ces révélations venant de sources d'informations sérieuses, la Commission d'enquête se contente de reprendre dans ses cinq premières pages la liste de dix-neuf noms initialement fournie par le FBI, et diffuse leurs photographies en pages 238 et 239, en se gardant bien de mentionner qu'au moins six des identités se sont révélées fausses. Le rapport donne force détails sur ces six hommes (p. 231 à 242, 524 et 525 et notes 91, 98, 105 et 106), supposant même que Walid al-Shehri est probablement coupable d'avoir poignardé un des membres d'équipage du vol AA11 (p. 5). Comment croire que le travail de la Commission s'est appuyé sur « un exigeant travail d'investigation » comme l'ont affirmé Kean et Hamilton dans le préambule du rapport si l'équipe n'a même pas découvert, en se basant sur des sources comme Associated Press, le *Telegraph* ou la BBC, que six des hommes initialement identifiés comme des pirates de l'air sont encore en vie aujourd'hui ? Évidemment, il est possible qu'elle en ait eu connaissance et qu'elle ait simplement omis de le porter à notre connaissance. Mais cela ne serait-il pas encore plus grave ?

Les omissions à propos de Mohammed Atta

Les résultats des recherches sur Mohammed Atta, présenté comme la tête pensante des pirates sont également farfelus. Comme je l'ai souligné dans *Le Nouveau Pearl Harbor,* des reportages parus dans les grands organes de presse comme *Newsweek* et le *San Francisco Chronicle* ont précisé que Atta avait un comportement dissolu de joueur, de buveur et d'amateur de danseuses nues se produisant spécialement pour lui, attitude qui ne cadre pas avec l'image d'un fondamentaliste musulman sur le point de rencontrer son Créateur.[8]

Dans le même temps, le journaliste d'investigation Daniel Hopsicker rapporte que lorsque Atta habitait en Floride, il vivait avec une prostituée, buvait comme un trou, se droguait à la cocaïne et mangeait des côtes de porc.[9]

Cependant, le rapport de la Commission sur le 11 Septembre se garde bien de faire mention de ces informations. Au contraire, il dépeint Atta non seulement comme un religieux, mais encore comme un fanatique (p. 161). Bien que la Commission mentionne qu'Atta a rencontré d'autres agents à Las Vegas peu de temps avant le 11 Septembre, elle déclare ne pas trouver de raison valable à ce que les agents se soient rendus en avion ou se soient rencontrés à Las Vegas en cette occasion ou en d'autres (p. 248). Toutefois, d'après un éditorial du *Wall Street Journal :*

« En Floride, plusieurs des pirates, y compris leur réputée tête pensante Mohammed Atta, ont dépensé entre deux cents et trois cents dollars chacun pour des danseuses nues au club de strip-tease le *Pink Pony* […]. À Las Vegas, au moins six des pirates ont passé des soirées au strip-tease en plusieurs occasions entre mai et août. »[10]

Faut-il conclure que les commissaires ont eu connaissance de ce récit mais qu'ils n'en ont pas fait mention simplement parce qu'ils ne le jugeaient pas « crédible » ? Ou bien l'équipe, malgré ses recherches prétendument très étendues, n'a-t-elle pas eu connaissance des comptes-rendus concordants de *Newsweek* et du *San Francisco Chronicle* ? Ou alors, les commissaires ont-ils délibérément omis de mentionner des informations qui auraient pu semer le doute sur la version officielle qui présente Atta et d'autres pirates comme de pieux musulmans ?

La thèse officielle au sujet de Mohammed Atta est encore plus sujette à caution si l'on se penche sur les éléments qui tendent à souligner son rôle dans le détournement auquel il est censé avoir pris part. Deux de ses bagages qui n'avaient pas été embarqués sur le vol n° 11 contenaient des manuels de simulateurs de vol pour Boeing, un exemplaire du Coran, une cassette religieuse, une note à l'intention des autres pirates sur la préparation psychologique, ses dernières volontés, son passeport et son permis de conduire international[11]. Mais pourquoi donc Atta a-t-il l'intention d'emporter tout ceci dans un avion destiné à la destruction complète ? Seymour Hersch notera plus tard dans le *New Yorker* que « de nombreux enquêteurs pensent que certains des indices initiaux que l'on a découverts au sujet de l'identité et des préparatifs des terroristes, comme les manuels de vol, étaient faits pour être découverts ». Un ancien membre de haut niveau des services secrets m'a confié : « Tous les indices qui ont été laissés l'ont été délibérément, pour donner du grain à moudre au FBI. »[12] Les membres de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ne font pas même allusion à tous ces faits intrigants. Ont-ils purement et simplement estimé qu'il n'était pas venu à l'idée d'Atta qu'un avion en route vers l'enfer n'est pas l'endroit idéal où ranger son testament ?

HANI HANJOUR : PILOTE D'ÉLITE OU « CAFOUILLEUX* » FINI ?

Le travail de la Commission sur Hani Hanjour laisse au moins aussi sceptique. Cet homme est censé être le pilote du vol AA77 dont on a dit qu'il s'est écrasé sur le Pentagone. Comme je l'ai indiqué dans *Le Nouveau Pearl Harbor,* les gens qui ont connu Hani Hanjour dans les stages de pilotage l'ont décrit comme un pilote lamentable. Pourtant, les radars ont montré que l'appareil qui a frappé l'aile ouest du Pentagone n'a pu le faire qu'au prix d'une manœuvre très difficile. Comme le souligne elle-même la Commission, lorsque l'avion arrive à huit kilomètres du Pentagone, il « entame un virage de trois cent trente degrés au terme duquel il a perdu sept cents mètres d'altitude ». (p. 9)

Le rapport minimise la difficulté de la manœuvre réelle en affirmant que le pilote « a mis les gaz à fond et plongé sur le Pentagone » (p. 9). En réalité, l'aéronef, au lieu de frapper le bâtiment depuis le haut, ce qui aurait été le cas s'il avait plongé, l'a frappé presque horizontalement en ayant approché de l'aile ouest en volant à la hauteur de la cime des arbres. Il faut un pilote expérimenté pour réussir cette manœuvre à pleine puissance. Rien qu'exécuter la spirale descendante telle que la décrit la Commission est une figure très difficile. Comme l'explique l'article du *Washington Post,* le pilote « a exécuté un pivot si serré qu'il a fait penser aux témoins à une évolution d'avion de chasse […]. Selon des sources aéronautiques, l'appareil était piloté avec maestria, ce qui a conduit à penser qu'un pilote à l'évidence expérimenté tenait le manche. »[13]

La Commission Kean-Zelikow résout ce problème au prix de contradictions. D'un côté, elle rapporte qu'on repousse systématiquement tous les actes de candidature de Hanjour comme pilote parce qu'il est considéré comme un « danger public », et, pas plus tard qu'au mois de juillet 2001, il est encore si mauvais aux commandes d'un avion qu'un instructeur refuse de remonter avec lui (p. 225-226, p. 529 note 56, p. 242). Alors que la Commission se contente en général de passer sous silence les éléments de preuve qui la gênent, elle reconnaît dans ce cas l'existence d'une difficulté. Mais elle l'aborde en en ignorant les conséquences et en évitant de se demander comment un pilote aussi lamentable a pu réussir une manœuvre aussi difficile. Ayant éludé cette question, elle peut alors expliquer sans gêne apparente, qu'« en tant qu'ancien pilote, le président a été frappé par

* Terme de navigation de plaisance qui désigne un barreur aux compétences lamentables…

l'apparente complexité de l'opération et en particulier par certaines figures de pilotage, dont le piqué à haute vitesse de Hanjour sur le Pentagone » (p. 334).

Quelles preuves au sujet des pirates de l'air ?

Ainsi que nous l'avons vu, bien des gens ont posé des questions pertinentes sur au moins huit des prétendus pirates. Mais il en reste une encore plus déterminante. Existe-t-il une quelconque preuve publiable établissant qu'un des dix-neuf hommes désignés par le FBI et la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ait pris place dans un des quatre avions ce jour-là ? La réponse est stupéfiante : « Non ». On nous a dit que les noms étaient sur les manifestes de vol. Or ceux qui ont été publiés ne comportent pas de noms arabes.[14] Des chercheurs qui ont tenté de se procurer les listes de passagers des avions auprès des compagnies aériennes se les sont vu refuser.[15] On peut penser que la Commission aurait pu obtenir, en vertu de son pouvoir de réquisition, les copies des vraies listes de passagers auprès de United Airlines et American Airlines, tranchant ainsi une bonne fois pour toutes la question de savoir si les noms des prétendus pirates de l'air y figurent. Or, non seulement son rapport ne contient pas de copie de ces documents, mais encore il n'évoque même pas que cette question ait été débattue. À l'évidence, la Commission s'est contentée sur ce point de reprendre la version officielle sur les dix-neuf prétendus pirates de l'air arabes sans examen sérieux des interrogations qu'elle a suscitées.

La façon dont elle a traité la question des supposés pirates, point primordial pour la théorie officielle du complot que la Commission a présupposé être la vraie, n'augure rien de bon pour la validité du reste du rapport. On pourrait considérer, bien sûr, que si la question des supposés pirates a été mal traitée, il s'agit d'un cas fortuit dû au fait qu'on aurait confié les investigations sur le sujet à un des enquêteurs les moins qualifiés. Mais nous allons voir que la mauvaise qualité de ce passage du rapport Kean-Zelikow se retrouve dans l'ensemble du document.

Chapitre 2

L'effondrement des immeubles du World Trade Center

Comme je l'ai souligné dans mon livre précédent, la version officielle sur l'effondrement des Tours Jumelles et de l'immeuble n° 7 du World Trade Center pose de nombreux problèmes. Elle conclut que la cause en est le feu. En se penchant sur la façon dont le rapport de la Commission sur le 11 Septembre les traite, on peut se faire une bonne idée du degré de fiabilité à lui accorder. Je vais aborder le débat avec six de ces anomalies.

Six énigmes de la thèse officielle

La première est posée par le fait que jusqu'alors, le feu n'avait jamais causé l'effondrement d'immeubles de grande hauteur à armature d'acier, même lorsque le combustible en cause était un produit hautement énergétique capable de tout consumer, comme ce fut le cas lors de l'incendie du One Meridian Plaza de Philadelphie en 1991[1]. De fait, on a procédé à des essais pour déterminer si les feux à très haute température peuvent causer l'effondrement de tours à structure d'acier, comme le souligne le rapport de la Fema, la Fédéral Emergency Management Agency ou, en français, le Bureau fédéral de gestion des situations d'urgence [2]. La Commission soutient qu'à sa connaissance, « aucun des commandants au feu * présents ne pensait qu'il était possible que les tours s'effondrent complètement » (p. 302) [3]. On peut considérer ceci comme une reconnaissance implicite de sa part de ce que jamais un tel effondrement ne s'était produit auparavant ; mais si c'est le cas, cette reconnaissance reste implicite.

* « Commandant au feu » : terme du langage des pompiers qui désigne l'officier ou sous-officier responsable sur un feu ou un secteur de feu du commandement des équipes de sapeurs qui opèrent au contact.

Une autre énigme est que les incendies étaient de faible intensité, en particulier dans la tour sud et l'immeuble n° 7. Nous avons tous vu les images de la gigantesque boule de feu qui est apparue immédiatement après la frappe sur la tour sud. Cette boule de feu ne signifiait pas qu'un incendie faisait rage à l'intérieur, au contraire. S'il est apparu une telle boule de feu à l'extérieur, c'est que l'avion avait frappé l'immeuble près d'un angle, donc la majeure partie du carburant a pris feu à l'extérieur. Par conséquent, il n'y avait que peu de kérosène pour alimenter l'incendie dans le bâtiment. En fait, les images montrent qu'aucun des étages situés au-delà n'atteint une température suffisante pour mettre le feu au papier ou au plastique, voire pour faire éclater les fenêtres. Comment peut-on croire, alors, qu'un incendie de ce niveau ait pu affaiblir l'acier au point de provoquer l'effondrement ?[4] En ce qui concerne l'immeuble n° 7, qu'aucun avion n'a frappé, les photos montrent qu'il n'y a eu incendie qu'aux septième et douzième étages de cette tour qui en comptait quarante-sept. Il s'est pourtant effondré contrairement aux immeubles 5 et 6 où le feu faisait rage.[5]

Troisième énigme. Si les Tours Jumelles avaient été jetées à bas par la chaleur des incendies – peut-être combinée à la force des impacts des avions – la tour nord se serait effondrée la première. Elle a été frappée dix-sept minutes avant la tour sud. En outre, les foyers y étaient plus étendus et plus chauds. Cette différence a été évoquée dans un article du *New York Times* selon lequel quoique « vraisemblablement plus de cinquante personnes » aient sauté ou soient tombées de la tour nord, personne n'a sauté ou n'est tombé de la tour sud[6]. Et pourtant, c'est la tour sud qui s'est effondrée d'abord, vingt-deux minutes avant la tour nord comme le reconnaît elle-même la Commission (p. 285). Autrement dit, bien que la tour sud ait été soumise à des incendies de moindre ampleur, elle s'est effondrée en cinquante-six minutes alors que la tour nord où les foyers étaient plus importants n'est tombée qu'au bout d'une heure et quarante-deux minutes[7]. Comme l'a souligné un critique : « C'est la mauvaise tour qui est tombée en premier »[8], sous-entendant par là que les immeubles ont été jetés à bas par autre chose que l'incendie.

La quatrième énigme tient au fait que même si les incendies avaient fait rage dans les deux tours et l'immeuble n° 7, ils auraient été loin d'être assez chauds pour faire fondre l'acier, parce que les feux normaux d'hydrocarbures – comme ceux dus au kérosène – ne peuvent atteindre au mieux qu'une température de neuf cents degrés alors que l'acier fond à mille cinq cents[9].

Cinquième énigme : tout le monde s'est accordé à reconnaître qu'il est difficile d'expliquer l'effondrement de la tour n° 7. La Fema, à qui on a confié la tâche, admet que la meilleure explication qu'on puisse trouver est « une coïncidence dont la probabilité était très faible »[10].

La sixième énigme est que l'effondrement des Tours Jumelles et celui de la tour n° 7 présentent dix analogies avec ceux provoqués par « démolition contrôlée » que l'on obtient en disposant des explosifs en différents endroits d'un bâtiment et que l'on fait sauter dans un ordre déterminé. En particulier :

1. Chaque effondrement s'est produit pratiquement à la vitesse d'une chute libre.

2. Chaque immeuble s'est effondré sur lui-même, le gros du bâtiment tombant sur son emprise au sol[11].

3. Pratiquement tout le béton s'est transformé en fine poussière.

4. Dans le cas des Tours Jumelles, la poussière a été soufflée horizontalement sur soixante mètres, voire davantage[12].

5. Les immeubles se sont complètement effondrés sans qu'il reste de morceaux de colonnes d'acier pointant de plusieurs dizaines de mètres vers le ciel.

6. Les vidéos des effondrements montrent la propagation d'« ondes de démolition » qui sont le signe de la « convergence d'ondes de petites explosions »[13].

7. La plupart des poutres et piliers d'acier se sont brisés en tronçons qui n'avaient pas plus de dix mètres de long[14].

8. D'après de nombreux témoins, il y a eu des explosions à l'intérieur des immeubles[15].

9. Chaque effondrement s'est produit concurremment avec des vibrations sismiques qui laissent penser à des explosions souterraines.

10. Chaque effondrement a laissé des traces d'acier fondu – qui sont produites notamment par des explosifs – causant des « points chauds » qui ont subsisté plusieurs mois[16].

Bien que les auteurs du rapport de la Commission sur le 11 Septembre aient, déclarent-ils, aspiré à en faire « le récit le plus complet des événements tournant autour du 11 Septembre », le document n'a ni évoqué, ni tenté de résoudre aucune de ces énigmes.

Tours Jumelles : on ne parle pas des colonnes centrales

Le rapport admet implicitement que la tour nord s'est effondrée sur elle-même en grande partie sur sa propre emprise au sol en évoquant un

effondrement « en château de cartes » (p. 308). Mais il ne se demande pas comment un incendie a pu provoquer un tel effondrement[17]. Le rapport mentionne aussi que la tour sud s'est effondrée en dix secondes (p. 305), ce qui est pratiquement en vitesse de chute libre. Mais il ne contient aucune mention d'étonnement des commissaires sur la façon dont un incendie a pu causer l'effondrement aussi rapide d'un immeuble de cent dix étages.

En ce qui concerne la question la plus fondamentale, à savoir pourquoi les Tours Jumelles se sont effondrées, la Commission sous-entend une réponse en présentant les éléments suivants :

« L'extérieur de chaque tour était couvert d'une structure de colonnes d'acier de trente-cinq centimètres de largeur […]. Ces murs extérieurs supportaient l'essentiel du poids du bâtiment. L'armature centrale des immeubles constituait un puits d'acier où passaient les ascenseurs et les cages d'escaliers. » (p. 541, note 1).

Cette justification implicite constitue une véritable manipulation en ce sens que l'armature centrale ne constituait pas un puits creux mais quarante-sept colonnes d'acier massif entre lesquelles se trouvaient les cages d'ascenseurs et d'escaliers. Les colonnes mesuraient à leur base quarante-six centimètres sur quatre-vingt-dix avec des parois de dix centimètres d'épaisseur. Ces parois s'affinaient en plaques de six millimètres d'épaisseur dans les hauts étages où le poids à supporter était moindre[18]. Ce sont ces colonnes d'acier massif qui « supportaient l'essentiel du poids du bâtiment ». L'un des principaux problèmes que pose la thèse officielle est de savoir pourquoi le tas de décombres qui en a résulté n'avait que la hauteur de quelques étages, même si c'est le feu qui a causé l'effondrement des étages en « château de cartes », comme le veut l'explication généralement admise. Pourquoi les colonnes d'acier massif ne pointaient-elles pas de plusieurs dizaines de mètres vers le ciel ?[19] La Commission évite ce problème épineux en niant purement et simplement leur existence, témoignant ainsi d'une ignorance crasse ou proférant une énorme contrevérité.

L'effondrement de la tour n° 7 et la déclaration de Silverstein

La Commission esquive un autre sujet embarrassant, à savoir l'exposé des raisons pour lesquelles la tour n° 7 s'est, elle aussi, abattue pratiquement à la vitesse de la chute libre. Elle comptait quarante-sept étages, ce que l'on aurait considéré comme un gratte-ciel s'il ne s'était trouvé à proximité des Tours Jumelles hautes de cent dix étages. Mais la Commission n'a pas

même jugé utile de faire de commentaire sur la chute d'un immeuble aussi imposant. A-t-elle eu connaissance de son effondrement ? Ou considérait-elle qu'il ne posait pas de problème, contrairement à ce qu'estime la Fema ? Ou encore, savait-elle qu'aucune explication plausible ne saurait cadrer avec la thèse officielle sur le 11 Septembre ?

Oubli particulièrement éclatant en ce qui concerne l'effondrement, la Commission se garde d'examiner la déclaration provocante de Larry Silverstein qui – ainsi que le souligne la seule mention de lui dans le rapport final – avait pris un bail de longue durée sur le World Trade Center seulement six semaines avant le 11 septembre (p. 281)[20]. Dans un documentaire de PBS intitulé « America Rebuilds » [L'Amérique reconstruit] diffusé pour la première fois en septembre 2002, Silverstein fait la déclaration suivante à propos de la tour n° 7 :

« Je me souviens avoir reçu un coup de téléphone du, euh, commandant au feu qui me disait ne pas être sûr de pouvoir circonscrire l'incendie, et je lui ai répondu : "Nous avons eu tant de pertes humaines qu'il est peut-être plus sage de le détruire." Ils ont pris cette décision et nous avons regardé l'immeuble s'effondrer. »[21]

Étant donné que le mot anglais employé, « *to pull* » [en français, on dirait « souffler »], est de l'argot de sapeur qui signifie « détruire aux explosifs », cette déclaration semble signifier que Silverstein et les pompiers ont décidé de détruire l'immeuble. Et s'il a effectivement été « soufflé », cela expliquerait pourquoi les images laissent penser que le bâtiment a implosé comme ceux que l'on détruit à l'explosif. Ainsi que l'a noté le présentateur de CBS Dan Rather au soir du 11 septembre, l'effondrement de la tour n° 7 « rappelle les images que nous avons tous vues à la télévision lorsqu'un immeuble est détruit volontairement par des charges de dynamite judicieusement disposées pour le faire tomber ».[22]

Si Silverstein a effectivement admis que l'on avait délibérément détruit la tour n° 7, cela pose de nombreuses questions. L'une serait de connaître les raisons pourquoi lui et les autres personnes qui savent comment cet immeuble s'est effondré n'ont pas informé la Fema. Silverstein aurait ainsi évité à la Fema le désagrément de publier, quatre mois avant cette déclaration, un rapport comportant un scénario qu'elle-même a qualifié de tout à fait improbable.

Autre question plus sérieuse : pourquoi Silverstein et les pompiers de New York ont-ils décidé qu'il était impossible de sauver la tour n° 7, Après tout, comme nous l'avons vu plus haut, l'incendie de cet immeuble de quarante-sept étages n'était pas très intense. Il n'y avait des feux qu'aux septième et douzième étages et le système d'arrosage intégré de l'immeuble

aurait fort bien pu en venir à bout.[23] Comme l'a demandé Alex Jones dans son émission : « Pourquoi ont-ils décidé de faire tomber l'immeuble alors qu'on n'y voyait que quelques poches d'incendie ? »[24] La Commission a évité de répondre à cette interrogation en ne faisant pas état de la déclaration de Silverstein, ni même du mystère que constitue l'écroulement de la tour.

Pour éviter toute ambiguïté, on aurait pu arguer du fait que la déclaration de Silverstein pouvait s'interpréter autrement. Mais alors la Commission d'enquête sur le 11 Septembre qui s'était donné pour mission d'enquêter sur les « faits et circonstances relatifs aux attaques terroristes du 11 Septembre » aurait dû l'interroger pour lui demander ce qu'il avait voulu dire. Il aurait fallu inclure les résultats de cette audition et de l'enquête incidente dans le rapport au peuple américain.

Les similitudes entre les Tours Jumelles et la tour n° 7

Si la Commission avait conclu que l'effondrement de la tour n° 7 relevait d'une démolition contrôlée, elle aurait été logiquement conduite à se demander s'il en était de même pour les Tours Jumelles ou au moins si leur implosion était analogue à celle de la tour n° 7. Or, elle l'est. Certes, pas complètement. L'effondrement de chacune des tours a commencé aux étages supérieurs, près du point d'impact des avions, alors que la tour n° 7 a suivi le schéma d'une démolition conventionnelle dans lequel l'effondrement commence par le bas. Mais par ailleurs, l'effondrement des Tours Jumelles présente les caractéristiques des démolitions contrôlées comme nous l'avons évoqué plus haut. La Commission ne mentionne pas ces similitudes, évidemment puisqu'elle ne fait pas même mention de l'effondrement de la tour n° 7.

Autre similitude significative, la façon dont on a traité l'acier des trois immeubles après le 11 Septembre. On l'a pratiquement tout de suite enlevé des lieux avant que quiconque ait pu procéder à quelque expertise judiciaire que ce soit[25], et on l'a vendu à des ferrailleurs qui l'ont ensuite exporté à l'étranger, en Corée et en Chine notamment. Ceci peut être important parce que si les colonnes ont été détruites à l'explosif, elles devraient en porter des traces. Normalement, enlever des indices d'une scène de crime est un délit fédéral. Mais en l'espèce, le FBI a laissé se poursuivre l'évacuation. Le *New York Times* s'en est plaint en ces termes : « La décision de recycler rapidement les colonnes, les poutres et armatures d'acier du WTC dans les jours qui ont immédiatement suivi le 11 septembre a fait que l'on ne connaîtra sans doute jamais les réponses définitives aux questions qui se posent. » La semaine suivante, une analyse parue dans *Fire Engineering*

alertait ainsi : « Il faut arrêter immédiatement la destruction et l'enlèvement des preuves. »[26] Mais tout a continué en vitesse.

L'excuse avancée par les autorités fut qu'il pouvait encore se trouver des survivants dans les décombres et qu'il fallait enlever l'acier aussi vite que possible pour que les secouristes puissent les atteindre. Ce prétexte est une raison de plus de se pencher avec attention sur l'effondrement de la tour n° 7 : tout le monde avait évacué le bâtiment des heures avant qu'il ne s'effondre, vers 17 h 30, donc il ne pouvait pas se trouver de victimes sous les décombres. Et pourtant, on a enlevé aussi rapidement les débris d'acier de cet immeuble. On cherche en vain quelque mention de ces questions dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre.

Omission de la déclaration de Giuliani

La déclaration de Larry Silverstein n'est pas la seule de nature provocante et sur laquelle il aurait fallu se pencher. Rudolf Giuliani, alors maire de New York, déclare à Peter Jennings sur ABC News *:* « Nous opérions depuis là [le P.C. d'urgence installé au vingt-troisième étage de la tour n° 7] lorsqu'on nous a annoncé que le World Trade Center était sur le point de s'écrouler, et il s'est effondré avant que nous ayons eu le temps de quitter le bâtiment. »[27]

Voilà une déposition digne d'intérêt. Il n'y avait aucune raison objective de penser que les Tours Jumelles allaient s'écrouler. Après tout, jamais auparavant un incendie n'avait entraîné l'effondrement d'immeubles de grande hauteur à structure d'acier. Et les incendies des Tours Jumelles n'avaient rien de feux d'enfer capables de tout consumer. C'est tout particulièrement vrai pour la tour sud qui s'est écroulée en premier. Les pompiers qui y sont montés par les escaliers ne pensaient sûrement pas qu'elle était sur le point de tomber. Et pourtant, la déclaration de Giuliani laisse entendre que quelqu'un savait que les tours allaient s'écrouler puisqu'il déclare qu'on le leur a dit. La Commission n'aurait-elle pas dû lui poser quelques questions du genre : « Qui vous a dit que les tours étaient sur le point de s'écrouler ? Comment se peut-il que quelqu'un en ait été informé à l'avance ? » Mais le rapport ne fait aucune référence à la déclaration de Giuliani.

Omission des proches du président Bush

Bien sûr, si les Tours Jumelles et la tour n° 7 avaient été garnies d'explosifs de façon à être « soufflées » au moment opportun, nous aurions

l'explication du fait que certains aient su à l'avance que les bâtiments allaient s'écrouler. Le fait que le frère du président, Marvin Bush, et son cousin, Wirt Walker III, étaient les dirigeants de la société responsable de la sécurité du World Trade Center, Walker en étant le directeur général de 1999 à janvier 2002 [28], donne de la cohérence à cette hypothèse.

La Commission Kean-Zelikow, si elle n'avait déjà eu connaissance des relations entre Marvin Bush et cette société, aurait pu se mettre au courant grâce au livre célèbre de Craig Unger *House of Bush, House of Saud [Maison Bush, Maison Saoud]* d'où je tire cette citation :

« L'amusant de l'affaire est que le frère du président, Marvin Bush, était actionnaire de la société Stratesec, dont il était directeur et qui traitait de la sécurité de trois clients, principales parties prenantes des frappes, United Airlines, l'aéroport de Dulles d'où était parti le vol AA77 et le World Trade Center lui-même. » [29]

Unger ajoute :

« L'un des associés de Marvin Bush était Mishal al-Sabah, membre de la famille royale koweïtienne sauvée et remise sur son trône par le père de Marvin lors de la guerre du Golfe de 1991. La famille al-Sabah est celle-là même qui avait aidé George Bush père à faire fortune avec le groupe Zapata Off-Shore quarante ans auparavant. Et bien sûr, c'est aussi la famille de Nayirah, la jeune fille de quinze ans dont le faux témoignage devant le Congrès à propos de soldats irakiens qui auraient arraché les nourrissons des couveuses avait donné le prétexte au lancement de la guerre du Golfe. » [30]

Étant donné que ces informations étaient à la disposition de ses enquêteurs, le lecteur comprendra que la Commission aurait au moins dû entendre Marvin Bush et Wirt Walker. Mais en fouillant son rapport, on ne trouve mention ni de leurs noms, ni de Stratesec, anciennement Securacom [31].

En résumé, de nombreux aspects du rapport de la Commission Kean-Zelikow donnent l'impression qu'il vise à camoufler les éléments factuels qui ne cadrent pas avec l'affirmation des commissaires selon laquelle les attaques du 11 septembre ont été planifiées et exécutées uniquement par des membres *d'al-Qaida :* dans son étude de l'effondrement des immeubles, il ne se penche pas sur le fait que jamais un incendie n'avait fait tomber de gratte-ciel à structure d'acier, il travestit la vérité sur l'ossature interne des Tours Jumelles, il ne mentionne pas l'écroulement de la tour n° 7, il n'étudie pas les similitudes que présente l'effondrement des immeubles avec celui des bâtiments qu'on souffle volontairement, il n'évoque pas les déclarations provocatrices de Silverstein et Giuliani, et il ne parle pas des fonctions tenues par le frère et le cousin du président.

Chapitre 3

La frappe sur le Pentagone

Comme nous l'avons vu, le rapport de la Commission sur le 11 Septembre omet délibérément de nombreux éléments relatifs aux présumés pirates de l'air et à l'effondrement des tours du World Trade Center, des éléments qu'il aurait fallu intégrer dans le document s'il constituait effectivement « le récit le plus complet des événements relatifs au 11 Septembre ». Il évite aussi de traiter de nombreuses questions que pose la thèse officielle sur les dégâts qu'a subis le Pentagone. Officiellement, c'est un avion d'American Airlines détourné par des pirates qui les a causés. Nous avons déjà traité de l'une de ces questions : comment Hani Hanjour, pilote lamentable, aurait-il pu réussir la très difficile spirale verticale qu'il aurait fallu imposer au gigantesque avion de ligne pour frapper l'aile ouest du Pentagone ? Mais il reste encore de nombreuses autres énigmes.

Pourquoi l'aile ouest ?

Le fait même qu'on ait frappé l'aile ouest constitue la deuxième énigme. Un pilote terroriste aurait sans aucun doute essayé de causer le plus de dégâts possibles. Et pourtant, l'aile ouest était en travaux pour rénovation. Au lieu des quelques milliers de personnes qui y travaillaient en temps ordinaire, il n'y en avait que huit cents[1]. Conséquence, au lieu des milliers de morts qu'aurait causés une frappe sur toute autre partie du Pentagone, celle-ci n'a tué que cent vingt-cinq personnes, dont beaucoup de civils employés aux travaux. La Commission elle-même souligne qu'il y a eu plus de victimes civiles que militaires. (p. 314)[2]

En outre, un terroriste aux commandes d'un avion détourné aurait été tenté de tuer le maximum de hautes autorités. Or elles se trouvaient ailleurs. À ce qu'on a annoncé, la frappe sur l'aile ouest n'a tué aucun personnage important du ministère et seulement un officier général[3]. Il est évident que des terroristes d'*al-Qaida* suffisamment brillants pour

concocter et réussir une frappe sur le Pentagone auraient su que l'aile ouest constituait le plus mauvais objectif et non le meilleur. La Commission Kean-Zelikow ne fait preuve d'absolument aucune curiosité quant à cette aberration.

La façade qui ne s'écroule pas et le petit trou d'entrée

La Commission évite de faire état d'une photo qui soulève le problème le plus gênant pour la thèse officielle. Ce cliché du caporal Jason Ingersoll du Corps des Marines, repris par Thierry Meyssan dans *Le Pentagate* * et sur de nombreux sites Internet[4], montre l'aile ouest peu de temps après l'arrivée des camions de pompiers, mais juste avant que la façade ne s'écroule. Point embarrassant, la photo prouve que la façade ne s'est tout simplement pas encore effondrée. Ce n'est que le 12 septembre qu'on annonce qu'elle n'est tombée qu'à 10 h 15, soit une demi-heure après la frappe[5]. On n'y est revenu que très rarement plus tard[6]. Le cliché du caporal Ingersoll continue de témoigner de cette vérité. Seulement, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ne fait état ni des articles de presse ni de la photographie. En conséquence, elle a évité de se poser la question la plus évidente : comment une façade, même si on l'a renforcée récemment, peut-elle rester debout une demi-heure après avoir été frappée par un avion de ligne géant pesant plus de soixante tonnes et lancé à plusieurs centaines de kilomètres à l'heure ?

Autre élément embarrassant révélé par la photo, le trou percé dans la façade n'est pas très grand, pas plus de trois mètres de diamètre. Un Boeing 757 a une envergure de presque quarante mètres et sa dérive monte à environ treize mètres de haut. Comment un avion de cette taille a-t-il percé un trou si petit ? Un article du *Washington Post* prétend que le trou était « de la hauteur d'un immeuble de cinq étages et large de trente mètres ».[7] Même si le trou avait été aussi grand que cela après l'effondrement de la façade, ce qui n'était pas le cas, le sujet épineux est bien la taille du trou causé au moment de l'impact par l'aéronef qui a frappé le Pentagone.

Où est le Boeing ?

Le trou est de la taille d'une partie d'un Boeing 757, son nez. Mais ceci soulève une autre question embarrassante. Si le nez d'un Boeing avait

* *Le Pentagate*, Thierry Meyssan, Carnot, 2002 ; disponible en français.

pénétré la façade, le reste de l'appareil, ailes, moteur, fuselage et queue, serait resté dehors. Or, on ne voit aucun Boeing sur les photos prises immédiatement après la frappe, ni celle du caporal Jason Ingersoll déjà cité, ni une autre qu'a prise Tom Horan d'Associated Press un peu auparavant, à l'arrivée des camions de pompiers et qui est en couverture du livre de Thierry Meyssan *L'Effroyable Imposture.* On la trouve aussi sur le site de Meyssan *Cherchez le Boeing*[8]. À la seule lecture du rapport Kean-Zelikow, toutefois, personne ne pourrait imaginer que se pose ce genre de question. Il passe tout simplement sous silence ces éléments dérangeants.

On comprend bien que la Commission, si elle voulait soutenir la version officielle de la frappe sur le Pentagone, n'allait pas se lancer dans l'étude de ces éléments troublants. Mais si elle s'en tenait à sa mission de diffuser « l'information la plus complète possible sur les éléments et circonstances relatifs au 11 Septembre » de façon indépendante et impartiale, elle aurait dû en faire état, aussi embarrassants qu'ils fussent pour ceux qui ont concocté et diffusé la thèse officielle.

Comment la Commission Kean-Zelikow aurait-elle pu défendre la position officielle si elle avait fait état du fait que les photos montrent qu'il n'y a pas eu d'avion ? Il y aurait bien eu la possibilité de faire sienne l'explication officielle qui veut que l'avion soit entré tout entier dans le Pentagone. C'est peut-être la théorie que la Commission admet de façon implicite. Mais cette théorie a du mal à résister à l'examen. D'abord, elle fait abstraction de la photo du caporal Ingersoll qui montre que le trou était trop petit pour avoir laissé passer un Boeing 757. Autre difficulté, le témoignage d'Ed Plougher, commandant des pompiers du secteur, chargé d'éteindre l'incendie du Pentagone. Lors d'une conférence de presse le lendemain, on lui demande s'il reste quelque chose de l'avion. Il répond qu'il reste « quelques petits morceaux […] mais pas de grandes pièces […] il n'y a pas de tronçons de fuselage ni rien de ce genre ».[9] Lee Evey, directeur du projet de rénovation, et Terry Mitchell ont déclaré tous les deux qu'on ne voyait aucun grand morceau d'avion.[10]

Le rapport de la Commission passe aussi sous silence ces éléments embarrassants. Il ne mentionne ni le témoignage de Plaugher en 2001, ni même les noms de Evey et Mitchell.[11] Si la Commission avait fait état de ce témoignage visuel, elle aurait encore défendu la thèse officielle en endossant l'explication qu'on a offerte au public : si personne n'a trouvé de débris d'un Boeing 757 à l'intérieur du Pentagone, c'est parce que le feu est tellement monté en température qu'il n'a pas seulement fait fondre le métal, y compris les moteurs en acier trempé, il l'a vaporisé.[12] Mais cette explication nous ramène à la question du type d'incendie qui causerait de

tels effets. Rappelons qu'un feu de kérosène atteint au plus neuf cents degrés Celsius, mais que pour faire fondre l'acier, il faut une température de mille cinq cents degrés. Pour complètement vaporiser l'acier, il aurait fallu une température encore plus élevée. En outre, l'affirmation que le feu était aussi chaud ne cadre pas avec un autre passage de l'histoire officielle, celui qui veut qu'on ait identifié les passagers du vol AA77 grâce à leurs empreintes digitales[13]. Comment une Commission dont le travail était d'essayer d'expliquer ce qui s'est réellement passé le 11 Septembre a-t-elle pu omettre d'enquêter sur ces contradictions ?

Quid du système antimissiles du Pentagone ?

Autre interrogation : comment un avion de ligne, même s'il est arrivé au-dessus de la capitale fédérale sans avoir été repéré par la FAA ni par les radars militaires, peut-il avoir vraiment frappé le Pentagone ? N'est-il pas vrai, comme on l'a dit, que le Pentagone est protégé par cinq batteries de missiles antimissiles très sophistiquées ? N'est-il pas vrai qu'elles sont réglées pour tirer automatiquement si quelque aéronef approche du Pentagone sans envoyer un signal d'identification « ami » par son transpondeur ? Thierry Meyssan n'est-il pas dans le vrai lorsqu'il écrit : « Un missile ne devrait pas pouvoir passer. En ce qui concerne un gros Boeing 757-200, il n'a rigoureusement aucune chance » ? La Commission ne s'est pas posé ces questions.

Il est intéressant de noter qu'elle a soulevé le problème à propos d'un autre objectif potentiel. Une critique de la thèse officielle a porté sur le fait que si les attaques sur le WTC avaient été le fait de terroristes désireux d'infliger des dommages importants aux États-Unis, on se demande pourquoi ils n'ont pas percuté la centrale nucléaire qu'ils ont survolée en allant sur New York. Une telle frappe aurait causé la mort immédiate de dizaines de milliers d'Américains, en aurait contaminé encore plus et aurait rendu inhabitable pour longtemps une grande zone du nord-est des États-Unis. Comparés à cette perspective, les morts, les dégâts et le ralentissement économique entraînés par les frappes sur le World Trade Center ont été minimes.

La Commission répond implicitement à cette critique en expliquant que les terroristes ont considéré cette possibilité mais y ont renoncé pour diverses raisons. L'une d'entre elles est qu'ils ont « pensé qu'un objectif nucléaire serait difficile à atteindre à cause de l'interdiction de pénétration de l'espace aérien environnant qui empêche tout vol de reconnaissance et accroît la probabilité que tout appareil soit détruit

avant d'atteindre sa cible » (p. 245). On peut, bien sûr, espérer que les installations nucléaires américaines sont bien protégées. Mais doit-on supposer que le Pentagone l'est moins ? Est-on censé croire que si les terroristes avaient supposé que leur avion détourné risquait d'être abattu en cas de tentative d'attaque sur une centrale nucléaire, il ne risquait pas la même chose avec le Pentagone ?

De toutes les anomalies du rapport Kean-Zelikow qui respire la malhonnêteté dans le soutien à la thèse officielle, celle-ci est sans doute la plus poussée. En faisant état d'un risque de destruction en vol dans un cas et en la passant sous silence dans l'autre, il donne l'impression d'avoir délibérément oublié un aspect très sujet à polémique du compte-rendu officiel des événements.

Où sont passés les enregistrements vidéo ?

Encore une anomalie dans la thèse officielle. Alors que nous avons tous vu les images vidéo des avions s'encastrant dans les tours du WTC, on ne nous a soumis aucune vidéo montrant un Boeing 757 en train de percuter le Pentagone. La moindre des choses pour les militaires serait de publier ces enregistrements, s'ils veulent étayer leurs affirmations. Mais ils n'ont rien fait de tel.

Il faut reconnaître, pour être complet, que le 7 mars 2002, après la publication de l'affirmation de Thierry Meyssan selon laquelle l'aéronef qui a frappé le Pentagone n'était pas un Boeing 757, les militaires ont diffusé quelques images de l'une des caméras de sécurité. Ces clichés étaient censés soutenir la thèse officielle [14]. Mais ces vues ne sont pas assez nettes pour appuyer l'affirmation du Pentagone. Au pire, selon certains critiques, les prises de vue, dans la mesure où elles montrent quelque chose, prouvent que l'aéronef n'était pas un Boeing 757 [15]. Outre l'ambiguïté de ces images, leur diffusion soulève d'autres questions. Pourquoi n'en a-t-on diffusé que cinq ? Cette caméra de sécurité est-elle la seule à avoir pris dans son champ l'appareil en approche vers le Pentagone ?

La Commission d'enquête sur le 11 Septembre aurait accompli une œuvre importante si elle avait répondu à ces questions et mis fin à la controverse. Elle aurait dû examiner toutes les vidéos prises par les caméras de sécurité extérieures du Pentagone pendant la période considérée ainsi que celles prises depuis l'hôtel Sheraton et le ministère des Transports de l'État de Virginie. Elle aurait dû aussi se pencher sur cette affaire de confiscation par le FBI d'une caméra de sécurité d'une station-service

proche, immédiatement après la frappe sur le Pentagone. D'après cet article publié dans le *Richmond Times* dix jours plus tard :

« Un employé de la station-service située de l'autre côté de la rue du Pentagone et qui ne sert que des militaires a déclaré que les caméras de sécurité de la station devraient avoir enregistré le moment de l'impact. Seulement, ajoute-t-il, "je n'ai aucune idée de ce à quoi ressemblent les images. Le FBI est arrivé dans les minutes qui ont suivi et a confisqué le film". »[16]

La Commission d'enquête sur le 11 Septembre aurait dû auditionner le pompiste, José Velasquez, ainsi que le journaliste qui a recueilli l'information, Bill McKelway Mais leurs noms ne figurent pas dans le rapport. Elle aurait dû aussi réclamer au FBI la vidéo qu'il a confisquée, et auditionner les agents fédéraux pour déterminer qui leur avait donné l'ordre de saisir l'enregistrement, et quand. Rien n'indique pourtant que la Commission Kean-Zelikow ait procédé à ces actes.

Lors d'une interview au cours de laquelle Philip Zelikow déclare qu'il est « indiscutable » que le vol AA77 a frappé le Pentagone, on lui demande s'il existe des photos non diffusées de l'attaque qui pourraient convaincre les sceptiques. Sa réponse : « Non ».[17] C'est probablement l'un des seuls points sur lesquels Zelikow et les sceptiques tomberont d'accord.

Une autre hypothèse

Les objections à la thèse officielle que nous avons mentionnées ici, le choix de l'aile ouest, la façade qui ne s'effondre pas, le petit trou d'entrée, l'absence de Boeing 757, l'échec des batteries antimissiles à protéger le Pentagone, l'incapacité du Pentagone à fournir les enregistrements vidéo, ont conduit Meyssan et d'autres à avancer que ce qui a, en fait, frappé le Pentagone est un petit avion militaire ou un missile avec des ailes. Cette autre hypothèse cadre beaucoup mieux avec les preuves matérielles existantes. Finalement, la seule chose qui étaye l'hypothèse selon laquelle c'est le vol AA77 qui a frappé le Pentagone, c'est que ce sont les militaires qui nous l'ont dit.[18]

À dire vrai, des témoins oculaires ont déclaré qu'ils ont vu un appareil d'American Airlines frapper le Pentagone ou au moins s'en approcher. Mais les témoignages oculaires ne sauraient primer sur les preuves matérielles. En l'occurrence, ils s'avèrent, à l'examen, moins probants qu'ils ne le paraissaient au premier abord, car ils sont contredits par d'autres. Des témoins ont en effet rapporté qu'ils ont vu ce qui semblait être un missile avec des ailes ou un petit avion militaire.[19]

N'incombait-il pas à la Commission d'examiner cette autre hypothèse ? Si les commissaires l'estimaient sans fondement, ne devaient-ils pas nous expliquer pourquoi ? En outre, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld paraît avoir, lors d'une interview, admis par inadvertance l'hypothèse du missile en faisant référence au « missile [utilisé] pour endommager ce bâtiment ». [20] La Commission n'aurait-elle pas dû demander à Rumsfeld en notre nom pourquoi il avait tenu ces propos ?

On pourrait supposer, bien sûr, que les commissaires n'ont pas examiné l'hypothèse de Meyssan, et donc l'apparente confirmation que lui apporte Rumsfeld, simplement parce qu'ils n'en avaient pas entendu parler. Seulement, tant le FBI que le Pentagone ont dénoncé la suggestion de Meyssan lors de protestations officielles [21] ; ils en avaient donc connaissance. Si les commissaires de Kean et Zelikow ont persisté dans leur ignorance de cette hypothèse, leur ignorance est coupable. Mais l'autre possibilité est aussi impardonnable : ils en avaient connaissance et l'ont dissimulée.

Chapitre 4

L'attitude de Bush et de son Secret Service*

L'une des questions qui se posent généralement, surtout depuis la parution du film de Michael Moore *Fahrenheit 9/11,* est de savoir pourquoi le président Bush s'est attardé si longtemps dans la salle de classe de Sarasota, en Floride, après qu'on lui ait rendu compte de la seconde frappe sur le WTC. On aurait pu penser que la Commission aurait eu particulièrement à cœur d'apporter une réponse satisfaisante à cette question qui intéresse tant de monde. Ce chapitre traite de sa réponse.

Le lambin en chef

On raconte qu'après qu'on lui eut rendu compte de l'impact sur la première tour, le président en a parlé comme d'un horrible accident. Vu cette interprétation, on comprend qu'il ait décidé de poursuivre son programme par la séance de photos au cours de laquelle il devait être pris avec des élèves pour faire la promotion de sa politique scolaire. Mais après que la seconde tour eut été frappée, il devenait évident que le pays subissait une attaque terroriste sans précédent. Et pourtant, vers 9 h 05, il apprend la seconde attaque mais il s'attarde si longtemps dans la classe qu'un de ses admirateurs inconditionnels le traite de « lambin en chef » Cet exemple le prouve, nombreux sont les critiques de l'attitude du président à se focaliser sur le fait qu'en tant que commandant en chef des forces armées, il aurait dû immédiatement endosser cette fonction, se renseigner sur ce qui était en train de se passer et s'assurer que les militaires prenaient les mesures pour empêcher de nouvelles attaques.

* Sur le Secret Service, cf. *Le Secret Service*, Philip H. Melanson, Carnot, 2004.

Pourquoi n'a-t-on pas évacué rapidement le président ?

Pourtant, d'autres critiques soulèvent une question encore plus grave. Si les attaques sur le WTC étaient ce qu'on prétend, une frappe totalement inattendue, le président et le chef de son détachement du Secret Service auraient dû juger que Bush lui-même pouvait être un objectif clé des agresseurs. En fait, un agent du Secret Service ayant vu la seconde frappe à la télévision se serait écrié : « Faut qu'on se tire d'ici. »[2]

Mais s'il l'a effectivement dit, on ne l'a manifestement pas écouté. Au même moment, on poussait le vice-président Cheney dans le bunker du sous-sol de la Maison Blanche[3]. Et pourtant commente *The Globe & Mail*, « pour une raison inconnue, les agents du Secret Service ne poussent pas le président à partir ». Le fait qu'ils agissent ainsi est proprement sidérant étant donné que, selon deux critiques, « les pirates de l'air auraient pu faire tomber un avion sur l'endroit où on avait publiquement annoncé la présence de Bush, et sa sécurité* n'aurait rien pu faire ».[4]

Comme l'indique cette déclaration, tout le monde avait été largement informé de l'endroit où se trouvait Bush, et des terroristes dignes de ce nom auraient su où le trouver. Autant que le Secret Service ait pu le savoir si on ajoute foi à la version officielle, il semble qu'un avion de ligne détourné ait foncé vers eux à ce moment-là, se préparant à s'écraser sur l'école. Les hommes du Secret Service auraient alors dû immédiatement évacuer Bush vers un endroit secret. Et pourtant, ils ne l'ont pas fait. Le rapport de la Commission précise que l'équipe présidentielle est restée dans l'école jusqu'à 9 h 35, heure à laquelle le cortège automobile s'est mis en route pour l'aéroport (p. 39).

La Commission déclare qu'ayant questionné le président sur les raisons pour lesquelles il était resté dans la salle de classe, elle a reçu la réponse suivante :

« Le président nous a répondu que son instinct lui a dicté de faire régner le calme, de faire que le pays n'assiste pas à une réaction épidermique en un moment de crise grave. La presse se tenait derrière les enfants. Il a vu leurs téléphones et leurs *pagers* commencer à sonner. Le président a compris qu'il devait donner une image de force tranquille jusqu'à ce qu'il sache un peu mieux ce qui se passait. » (p. 38)

---

* Il s'agit ici du Secret Service en charge de la protection rapprochée et de la sécurité du président et de personnalités que le gouvernement américain tient à protéger.

La Commission ne nous dit pas si cette réponse la satisfait, ni si quelqu'un a demandé au président s'il s'était rendu compte qu'en restant à l'école il faisait des élèves et des professeurs les cibles potentielles d'une attaque terroriste. Elle ne nous dit pas si quelqu'un a suggéré au président que, dans de telles circonstances, un petit manque de calme aurait été de bon ton.

De toute manière, comme le sait sûrement la Commission, c'est le Secret Service qui décide de ce qu'il faut faire dans ce genre de situation. Lors de son passage à l'émission *Meet the Press,* le vice-président Cheney déclare que « dans [de telles] circonstances [les agents du Secret Service] agissent. Ils ne disent pas "Monsieur", ne font pas assaut de politesse. Ils [se contentent de dire] "Il faut partir tout de suite" et [vous agrippent] [5] ». Les agents du Secret Service ont empoigné Dick Cheney, explique-t-il, et l'ont emporté pour le mettre en sécurité. Alors que ceux du président l'ont laissé sur place une bonne demi-heure, exposé à tous les dangers.

La Commission aurait dû poser des questions précises au détachement présidentiel du Secret Service et exiger des agents des réponses satisfaisantes. Mais voici le texte intégral de sa déclaration sur la raison qui a poussé le Secret Service à ne pas mettre d'urgence le président Bush à l'abri lorsqu'il fut évident qu'une attaque terroriste au moyen d'avions de ligne était en cours contre le pays :

« Les gens du Secret Service nous ont précisé qu'ils voulaient à tout prix emmener le président vers un endroit plus sûr, mais qu'ils ne pensaient pas qu'il fallait absolument qu'il se rue dehors. » (p. 39)

Bien évidemment, il n'est venu à l'idée d'aucun commissaire de suggérer qu'il y aurait peut-être eu un juste milieu entre « se ruer dehors » et rester une demi-heure de plus dans l'école. Les agents auraient pu, par exemple, sortir calmement avec le président, se rendre aux véhicules et ensuite partir vers un endroit gardé secret. Mais les membres de la Commission d'enquête ont accepté sans sourciller l'explication douteuse du Secret Service.

Or, l'accepter supposerait de notre part admettre que les agents très entraînés du Secret Service et le président lui-même se soient montrés plus soucieux de sauver les apparences que de tenir compte du fait qu'un avion détourné aurait bien pu frapper l'école, tuant tout le monde, y compris la délégation officielle. À notre connaissance, personne au sein de la Commission n'a trouvé bizarre cette inversion des priorités. Le manque évident de curiosité de la Commission Kean-Zelikow transparaît dans le fait que « leur enquête exigeante » s'est bornée à simplement interroger un seul des fonctionnaires du Secret Service (p. 463, note 204).

Richard Clarke, à l'époque coordinateur national de la Sécurité et du contre-terrorisme, montre dans le récit qu'il fait de cette matinée qu'il a été considéré que le président courait un réel danger. Dans son livre *Against All Enemies,* Clarke raconte que peu de temps après le début de la téléconférence qu'il tenait depuis le Centre de situation de la Maison Blanche, lui-même et les autres participants se sont interrompus pour écouter le discours du président depuis l'école de Sarasota. Pendant cette pause, raconte Clarke, Brian Stafford, directeur du Secret Service, le prend à part et lui dit : « Faut qu'on le sorte de là et qu'on le mette à l'abri […] dans un endroit secret. » Après quoi, Clarke demande à son chef de cabinet de voir avec Strafford « où emmener le président ». [6]

Ce récit a beau montrer une certaine sensibilité tardive à la critique de la part des protagonistes, il n'allège pas les charges contre les responsables de la sécurité. Pourquoi Stafford, dont la mission principale est d'assurer la sécurité du président, y pense-t-il seulement lorsque Bush est encore en cet endroit au vu et au su de tout le monde, une demi-heure après qu'il est évident que des terroristes attaquent des objectifs importants au moyen d'avions de ligne ? En supposant que Stafford n'ait pas su qui avait organisé les frappes, il ne pouvait pas deviner combien il restait en vol d'avions détournés. En fait, d'après ce que raconte Clarke, Stafford aurait entendu dix minutes plus tôt la directrice de la FAA, Jane Garvey, annoncer qu'il y en avait onze [7]. Cela aurait dû attirer son attention, mais il n'a de toute évidence pas appelé le chef de détachement du Secret Service à Sarasota pour lui donner l'ordre d'évacuer le président sans attendre. A-t-il jugé qu'il était plus important de laisser le président prononcer son discours télévisé plutôt que de s'assurer que le chef de l'État, sa délégation et tous les gens présents dans l'école ne seraient pas tués par un autre avion de ligne ?

On aurait pu penser que la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, qui a sûrement connaissance du livre de Clarke, questionnerait Stafford sur ce qui y est relaté. Mais rien n'indique qu'elle l'ait fait.

Pourquoi n'a-t-on pas demandé de couverture aérienne ?

La Commission n'a apparemment pas jugé bon de faire pression sur le Secret Service pour obtenir des éclaircissements sur une autre décision qui témoigne d'une incompétence crasse, à moins qu'elle n'ait été fondée sur la connaissance préalable de ce que le président ne serait pas un objectif pour les pirates de l'air. Aucun responsable du Secret Service n'a demandé de couverture aérienne pour la période où le président restait à l'école, ni

pour les dix minutes que durait le trajet du cortège automobile entre l'école et l'aéroport, ni pour escorter ensuite *Air Force One* *. Lorsque l'avion du président décolle à 9 h 54 [8], des terroristes aux commandes d'un avion de ligne auraient pu tout simplement se jeter sur lui.

En fait, les commissaires ont eu conscience qu'il y a eu à un moment donné une crainte pour *Air Force One.* Ils le révèlent lorsqu'ils écrivent que « *Air Force One* a décollé vers 9 h 54 sans destination précise. Le but était de gagner l'air aussi vite et aussi haut que possible, et ensuite de décider où aller » (p. 39). Mais ils n'ont pas, pour autant qu'on puisse le savoir, demandé au Secret Service pourquoi il n'avait pas commandé de couverture aérienne plutôt que de laisser au pilote le soin d'éviter les terroristes éventuels.

Incidemment, le Secret Service n'aurait pas pu prétendre qu'il n'y avait pas dans le secteur de bases aériennes avec des patrouilles de défense aérienne en alerte. Même si les militaires ne cessent de prétendre depuis le 11 Septembre qu'il n'y avait, sur tout le pays, que sept bases à maintenir des intercepteurs en alerte permanente – sujet que nous allons aborder au chapitre douze –, deux de ces sept bases sont en Floride – Homestead et Tyndall – distantes respectivement de trois cents et trois cent quatre-vingts kilomètres de Sarasota [9]. Il n'aurait donc fallu que quelques minutes pour mettre des chasseurs d'escorte à la disposition du détachement présidentiel. Pourtant, les agents du Secret Service, entraînés à l'impossible pour protéger le président, n'ont, à l'évidence, pas jugé nécessaire de fournir une couverture aérienne à *Air Force One.*

Cela relève de la pure témérité. Les faits ne tardent pas à en apporter la preuve. Vers 10 h 55, le pilote d'*Air Force One* reçoit un message signalant qu'un avion non identifié s'approche de l'appareil présidentiel. Il doit prendre des mesures de sauvegarde et monter pour atteindre une altitude située au-dessus de celle des routes aériennes normales [10].

Il aurait fallu demander une couverture aérienne, et certains en ont convenu *a posteriori.* La Commission rapporte elle-même que juste avant 10 h 00, « la Maison Blanche a demandé […] des chasseurs pour assurer l'escorte d'*Air Force One* » (p. 38). D'après Richard Clarke, elle a fait cette demande après que le directeur du Secret Service, Brian Stafford lui-même, l'ait demandé à Clarke. [11]

---

* Nom de baptême de l'avion avec lequel se déplace le président des États-Unis. En ce moment, il s'agit d'un Boeing 747 aménagé avec une zone vie, une zone bureau, une zone direction des affaires du pays, et une zone technique avec les moyens de transmission et de communication avec les grands corps de l'État.

On a doublement du mal à croire à la véracité de ce récit. D'abord, le directeur du Secret Service n'avait pas à adresser sa demande à Richard Clarke. Ayant la primauté en ce qui concerne la protection présidentielle, il peut demander directement une protection pour *Air Force One.* (Effectivement, la Commission rapporte que le Secret Service a ordonné à des appareils de la base d'Andrews de décoller en urgence un peu plus tard ce matin-là (p. 44).) Autre doute quant à ce récit, Stafford traîne à déposer sa « demande » jusqu'à plus de 9 h 30 alors que l'avion du président doit décoller vingt minutes plus tard. Donc, quoique Clarke raconte sa surprise de voir à quelle vitesse on lui donne l'autorisation après avoir demandé la confirmation du vice-président Cheney, il ne peut la transmettre au Pentagone qu'au moment où *Air Force One* est sur le point de décoller[12]. En outre, l'on n'est pas sûr que la demande ait été faite à ce moment-là, parce que Cheney a déclaré plus tard que l'escorte de chasse n'est arrivée qu'après 11 h 10[13], témoignage cohérent avec le fait qu'à 10 h 55, le pilote de l'avion présidentiel a dû prendre des mesures de protection.

Quoi qu'il en soit, même si les choses ne se sont pas passées comme l'a raconté Clarke, le fait que le sujet ait été abordé dans la conversation montre combien il aurait été nécessaire de fournir une couverture aérienne. Clarke a attiré l'attention sur la question et le fait que la Commission se soit gardée d'aller au fond du problème est à tout le moins significatif.

La Commission ignore l'accusation la plus grave

La Commission a traité de ce point de la façon la moins satisfaisante possible. À moins que personne dans l'entourage du président n'ait été inquiet du fait qu'il aurait pu être une des cibles de l'attaque terroriste. Cette question aurait dû être une préoccupation essentielle des commissaires. Si l'attaque terroriste était bien une totale surprise comme le présente leur rapport, personne à l'école ne pouvait savoir ce jour-là combien d'avions avaient été détournés. On nous explique : « Personne dans la délégation présidentielle ne savait à ce moment-là que d'autres avions avaient été détournés ou étaient portés manquants. » (p. 39) Si l'on prend cette déclaration pour argent comptant, on peut s'étonner du manque de réactivité du Secret Service, pourtant entraîné à réagir en envisageant le pire.

Si le pays était aux prises avec une attaque terroriste, le président et les agents de son Secret Service auraient dû considérer qu'ils constituaient l'un des objectifs principaux. Le rapport Kean-Zelikow nous affirme que nous étions agressés par un ennemi qui hait les États-Unis (p. XVI). Quelle plus grande victoire pour des terroristes que de tuer le président américain ? Et

pourtant, rien n'indique que pendant presque une heure les autorités responsables se soient souciées de cette éventualité. Certains critiques se sont appuyés sur cette attitude pour suggérer qu'elles n'étaient pas inquiètes parce qu'elles connaissaient les objectifs et savaient que le président n'en faisait pas partie. La Commission répond à cette accusation comme elle le fait toujours : en l'ignorant.

En revanche, elle tente de répondre à l'accusation la plus répandue contre le comportement du président ce jour-là, à savoir qu'il est resté si longtemps loin de Washington parce qu'il avait peur. La Commission nous ressasse sans relâche que c'est injuste. « La seule décision prise par [l'équipe du président] entre 9 h 15 et 9 h 30, nous dit-on, a été de rentrer à Washington. » (p. 39) Mais pendant le trajet vers l'aéroport, la délégation apprend l'attaque sur le Pentagone et cela la conduit à changer d'avis malgré le désir contraire du président :

« Le chef de détachement du Secret Service a compris que la situation est trop instable à Washington pour que le président puisse y rentrer, et [Andrew] Card en convient. Le président tient à tout prix à rentrer à Washington et ne consent qu'avec réticence à se rendre ailleurs. La décision n'est pas encore prise lorsque le président s'entretient avec le vice-président à peu près au moment où *Air Force One* est sur le point de décoller. Le vice-président rappelle ensuite le président pour le presser de ne pas revenir à Washington. » (p. 39)

En outre, la note sur ce débat signale « d'autres sources sur la volonté du président de rentrer à Washington » (p. 423, note 201). La Commission Kean-Zelikow a sûrement considéré de son devoir de le soutenir face à l'accusation selon laquelle il est resté éloigné de Washington la plus grande partie de la journée parce qu'il avait peur pour sa propre sécurité.

Toutefois, cette défense rend encore plus incompréhensible le fait de ne pas avoir relevé l'accusation la plus sérieuse, à savoir que la vraie question n'est pas qu'il ait pu paraître avoir peur plus tard dans la journée, mais bien que ni lui ni personne de sa délégation n'ait paru avoir la moindre inquiétude plus tôt, au moment où tous auraient dû avoir *très* peur.

La Commission nie que la délégation présidentielle ait eu connaissance de l'attaque avant qu'elle ait lieu

Or, cette apparente absence de peur est particulièrement importante parce qu'elle conduit à penser que dans la délégation, en particulier le chef de détachement du Secret Service, des gens savaient qu'il n'y avait aucun danger. Ce qui peut nous amener à envisager, par voie de conséquence, qu'ils savaient ce qui était en train de se passer. La Commission d'enquête

sur le 11 Septembre répète à l'envi que personne au sein de la délégation n'a eu, à l'avance, connaissance des attaques. Comme nous venons de le voir, elle insiste sur cette ignorance de la délégation présidentielle en déclarant : « Personne dans la délégation présidentielle ne savait à ce moment-là que d'autres avions avaient été détournés ou étaient portés manquants. » (p. 39). Cette affirmation est primordiale et ne permet pas d'expliquer rationnellement ni pourquoi le président continue à participer à la leçon de lecture, ni pourquoi le Secret Service a pris la décision de rester à l'école.

Toutefois, des sources sûres ont conduit à penser qu'en affirmant cela, la Commission travestit la vérité. L'une de ces sources est le vice-président Cheney. Cinq jours après le 11 Septembre, il déclare lors d'une interview : « Le Secret Service a un accord avec la FAA. Ils étaient en communication permanente après que le World Trade Center ait… »[14] Bien que Cheney n'ait pas terminé sa phrase, il était apparemment sur le point de dire que le Secret Service était en contact permanent avec la FAA depuis la première frappe sur le World Trade Center.

L'autre source est Richard Clarke. Il a raconté que, durant sa téléconférence, Stafford, le directeur du Secret Service, lui fait passer une note qui dit : « Des radars suivent un avion qui se dirige vers ici. » Clarke écrit alors en matière d'explication : « Le Secret Service avait un système qui lui permettait de suivre ce que voyaient les radars de la FAA. »[15] Ceci montre que si la FAA savait dès 9 h 00 du matin que le vol AA77 avait été détourné, ce qui était le cas comme nous le verrons dans la deuxième partie de cet ouvrage, alors le Secret Service en avait lui aussi connaissance. Cela signifie aussi qu'il devait avoir appris, avant même que Stafford ait entendu Jane Garvey l'annoncer, que la FAA pensait que onze avions pouvaient avoir été détournés. Ce qui conduit à penser que le chef d'équipe du Secret Service de la délégation présidentielle était parfaitement au courant de tout. Autre chose renforce la conviction que la délégation présidentielle savait ce qui se passait : Clarke a déclaré plus tard qu'il était en contact permanent avec la capitaine Deborah Lower, chef du Centre de situation de la Maison Blanche qui faisait partie de la délégation présidentielle.[16]

L'affirmation de la Commission selon laquelle celle-ci ignorait tout des autres détournements est donc certainement mensongère. Et cela conduit à conclure qu'il n'y a aucune raison avouée pour que la Commission paraisse accepter l'explication qu'avance le Secret Service pour ne pas s'être empressé de mettre le président en sécurité. Si le Secret Service savait que la FAA pensait que le vol AA77 et dix autres avaient été détournés, la seule explication possible pour ne pas avoir précipité la mise

en sécurité du président aurait été : « Nous savions que le président ne risquait rien. » Mais bien sûr, on ne pouvait pas le reconnaître. Le fait que la Commission Kean-Zelikow ait pris soin de ne pas soulever cette question épineuse est l'un des indices qui prouvent qu'elle a un autre but que celui de révéler la vérité au sujet du 11 Septembre.

Chapitre 5

Pré-alertes sur les attaques

La Commission d'enquête sur le 11 Septembre aborde de façon mitigée la question des avertissements préalables sur les frappes. D'une part, elle fait état d'éléments qui font douter de la version de l'administration Bush qui prétend que les attaques l'ont totalement prise par surprise. Par exemple, elle reprend une déclaration de George Tenet, le directeur de la CIA, « Les signaux étaient au rouge », comme titre de chapitre (p. 250). Elle rapporte que la CIA avait intercepté des communications d'*al-Qaida* qui prédisaient une attaque « à grand spectacle » dans un proche avenir. Elle a aussi publié – soi-disant dans son intégralité – le fameux texte du point de situation au président, le 6 août 2001, qui contenait une note de renseignement de la CIA intitulée « Ben Laden est décidé à frapper aux États-Unis »[1]. Il faut souligner que comme le savent tous ceux qui se sont penchés sur la question, l'administration ne l'a diffusée qu'après que la Commission eut exercé une forte pression pour l'obtenir. On constate que cette note de renseignement évoquait des activités « laissant envisager des préparatifs de détournements d'avion ou d'autres types d'actions », ainsi qu'un rapport selon lequel « un groupe d'admirateurs de ben Laden se trouvaient aux États-Unis pour mettre au point des attentats à l'explosif » (p. 262). En publiant cette note de renseignement, la Commission démontre, sans s'en prendre directement au président, qu'il a travesti la vérité lorsqu'il a soutenu que ce point de situation du 6 août était de « teneur purement événementielle » (p. 260). D'autre part, la Commission admet sans autre forme de procès les raisons avancées pour expliquer que personne n'ait éventé le complot ourdi en vue des attaques.

La défense « face à l'outre-mer »

La Commission a cru sur parole des autorités du renseignement qui s'attendaient à des frappes intervenant en priorité « outre-mer » (p. 263). De plus, pour tenter d'expliquer pourquoi apparemment personne ne

s'attendait à des attaques du type de celles auxquelles on a assisté, la Commission a mis au point un subtil distinguo :

« Les frappes du 11 Septembre ont trouvé la faille qui sépare la menace externe de la menace venant de l'intérieur des frontières. Les services de renseignement opérant à l'étranger surveillaient l'outre-mer, attentifs aux menaces contre les intérêts américains apparaissant là-bas. Les services métropolitains attendaient des signes de menaces à l'intérieur venant de cellules dormantes infiltrées aux États-Unis. Personne n'avait pensé à une menace de l'extérieur qui aurait attaqué des objectifs à l'intérieur. Celle qui couvait ne venait pas de cellules dormantes mais de l'étranger ; seulement, ces étrangers s'étaient infiltrés aux États-Unis. » (p. 263)

Toutefois, la Commission n'explique pas la différence entre des étrangers qui font partie de cellules dormantes et des étrangers infiltrés. Et encore moins ce que cette différence aurait changé à la situation.

Est-on supposé croire qu'un agent du FBI, par exemple, va se dire : « Je ne vais pas m'intéresser à ces étrangers infiltrés parce que mon ordre de mission précise que je dois me limiter aux cellules dormantes » ?

Dans tous les cas, ce qui prime, c'est de savoir comment la Commission Kean-Zelikow peut prétendre que les services de renseignement américains s'attendaient à des frappes hors des frontières malgré le point du 6 août et d'autres éléments d'information qui soulignaient la probabilité d'attaques d'*al-Qaida* aux États-Unis au moyen de détournement d'avions et avec des explosifs. Elle ne peut le faire qu'en laissant de côté ou en réfutant d'autres avertissements préalables sur les attaques du 11 septembre, certains étant très ciblés.

L'AVERTISSEMENT À L'*ATTORNEY GENERAL* * ASHCROFT

John Ashcroft, le ministre de la Justice, reçoit une note de synthèse du FBI quelque temps avant le 11 septembre 2001. On prétend qu'en se fondant sur cette synthèse, il a décidé un peu avant cette date de ne plus prendre de vol commercial. Cette information a fortement retenu l'attention. « Il est évident que le FBI savait que quelque chose se préparait », se lamente le *San Francisco Chronicle. «* Le FBI a, à l'évidence, conseillé à Ashcroft de se tenir à l'écart des vols commerciaux. Nous, les citoyens ordinaires, il ne nous restait qu'à avoir de la chance. » Dan Rather, de

* *L'Attorney general* en Grande-Bretagne est l'équivalent du procureur général, tandis qu'aux États-Unis, la fonction est celle de ministre de la Justice.

CBS, interroge : « Pourquoi cet avertissement n'a-t-il pas été largement diffusé publiquement ? »[2] Voilà une question à laquelle de nombreux Américains aimeraient avoir la réponse. Un journaliste de l'agence Associated Press raconte que lorsqu'on a posé la question à Ashcroft, il est sorti de son bureau pour éviter de répondre[3].

Finalement, l'on aurait sans doute pu découvrir ce qu'Ashcroft avait à dire sur le sujet puisque, la Commission ayant le pouvoir de réquisition, elle aurait pu le forcer à répondre à ses questions. Le sujet est évidemment de toute première importance puisque des articles de presse comme celui du *Chronicle* ont avancé que le FBI avait à coup sûr plus de renseignements sur les attaques à venir qu'il ne l'a admis, notamment à propos des avions de ligne. Pourtant, si le lecteur se penche sur les vingt-six passages du rapport de la Commission sur le 11 Septembre[4] qui concernent Ashcroft, ils n'y trouveront rien sur ce point[5].

Ashcroft et David Schippers

Ce n'est cependant pas la seule omission à propos des comptes-rendus qui laisse penser que le FBI disposait de renseignements plus que précis avant que les frappes ne se produisent. Deux jours après le 11 Septembre, le procureur David Schippers déclare publiquement que, plus de six semaines avant le jour fatidique, des agents du FBI l'ont informé d'attaques à venir sur le « sud de Manhattan ». Les renseignements étaient très précis, déclare Schippers, avec la date, les objectifs et les sources de financement des terroristes. Il ajoute que les enquêteurs du FBI lui ont raconté que leurs recherches ont été interrompues sur ordre du siège, qui les a menacés de poursuites s'ils portaient leurs informations à la connaissance du public. Finalement, pour en venir à la partie de la déclaration de Schippers qui nous intéresse plus particulièrement ici, il raconte que six semaines avant le 11 Septembre, il a essayé d'alerter l'*Attorney general* Ashcroft, mais que celui-ci ne l'a pas rappelé[6].

On peut supposer, effectivement, que le cabinet du ministre de la Justice recevait toutes sortes d'appels téléphoniques fantaisistes et que les fonctionnaires n'ont pas pris en compte les appels de Schippers, estimant que cela ne faisait qu'un farfelu de plus. Mais quand même ! Schippers avait été le chef du conseil d'enquête de la commission de la Justice à la Chambre des représentants en 1998 et le premier procureur de la procédure d'*impeachment* lancée contre le président Clinton en 1999. Donc il aurait dû être à la fois connu et estimé dans les cercles du parti républicain.

On aurait donc pu supposer que la Commission allait poser des questions à Ashcroft sur les déclarations publiques de Schippers. Le ministre a-t-il eu vent de ses appels ? Si oui, pourquoi ne l'a-t-il pas rappelé ? Mais rien n'indique dans son rapport que la Commission ait posé ces questions.

On aurait aussi pu s'attendre à ce que les commissaires interrogent Schippers pour entendre de sa propre bouche ce qu'il savait. La Commission aurait sûrement été intéressée par un témoignage sous serment portant sur les éléments d'alerte précis que des agents du FBI sont supposés lui avoir transmis. Mais lorsque l'on cherche le nom de Schippers dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre, on ne le trouve pas.

Les enquêteurs du FBI

On aurait aussi pu penser que la Commission aurait à cœur d'identifier et d'interroger sous serment, éventuellement avec détecteur de mensonge, les agents du FBI qui ont contacté Schippers. D'autant plus que ses déclarations ont été confirmées dans le journal conservateur, *The New American.* D'après l'article, trois agents du FBI interrogés par l'auteur ont déclaré que « les renseignements fournis à Schippers étaient connus de tout le Bureau avant le 11 Septembre ». L'un d'entre eux aurait ajouté que certains enquêteurs du FBI, qui font partie des « types qui ont le plus de métier […] ont prédit exactement ce qui allait se passer le 11 Septembre ». Cet agent aurait aussi raconté que « tout le Bureau savait que Washington ne tenait pas compte de ces avertissements »[7].

« Washington », bien sûr, cela signifie le Q.G. du FBI où Thomas Picard était directeur et Dale Watson chef du contre-terrorisme. Watson a déclaré à la Commission qu'il « avait eu la nette sensation que quelque chose allait se produire [mais que] le renseignement sur la menace était "nébuleux" » (p. 265). La Commission n'aurait-elle pas dû tenir à confronter Pickard et Watson à la déclaration loin d'être nébuleuse de ces enquêteurs du FBI ? Pourtant, lorsqu'on regarde tous les passages du rapport qui parlent de Pickard et Watson, on ne trouve trace ni de questions qu'on leur aurait posées au sujet desdits comptes-rendus, ni d'auditions de ces enquêteurs du FBI.

La Commission Kean-Zelikow conclut que les terroristes sont parvenus à « mettre à profit les profondes failles institutionnelles internes à notre gouvernement » (p. 265). Cette conclusion intermédiaire prépare aux recommandations de la conclusion générale du rapport dans laquelle la Commission préconise de profonds changements institutionnels. Mais

la Commission ignore une évidence : les échecs sont imputables non à des failles institutionnelles mais aux actions – ou aux non-actions – de personnalités identifiées, John Ashcroft, Thomas Pickard et Dale Watson.

En finir avec les options de vente

Quoique la Commission ignore en règle générale tout ce qui peut conduire à penser qu'on disposait d'informations précises sur les projets d'attentats, elle fait une exception significative à cette attitude. Elle écrit que peu avant le 11 Septembre, le marché à terme enregistre une hausse suspecte des achats de *Put Options* [options de vente] sur actions. Il s'agit de paris sur le fait que l'action en question va s'effondrer. On a acheté un très grand nombre de ces actions de Morgan Stanley Dean Witter qui occupait vingt-deux étages du World Trade Center et des deux compagnies aériennes dont les avions allaient servir pour les attaques, United Airlines et American Airlines. Le bénéfice estimé de l'opération après le 11 Septembre atteint entre dix millions et quinze *milliards* de dollars[8]. Ce volume d'achats « conduit à soupçonner que les investisseurs ont su à l'avance que les frappes allaient se produire » écrit le *San Francisco Chronicle*[9].

Allen Poteshman, professeur d'économie et finances de l'université de l'Illinois a entre-temps étudié ce qui a provoqué ce soupçon dans un article intitulé « L'activité inhabituelle de la bourse et les attaques du 11 septembre 2001 ». Il part du sentiment général que cette activité était telle qu'on a pu penser qu'elle était liée à une pré-connaissance des attentats. Poteshman souligne qu'on ne peut pas se faire une opinion sur la question « en l'absence de données objectives sur les caractéristiques des marchés d'actions ». En d'autres termes, il faut des critères objectifs à partir desquels on pourra étudier les achats apparemment anormaux d'actions dans les jours qui précèdent le 11 Septembre. Poteshman commence par fournir ces critères, puis étudie l'activité liée à American et United Airlines au cours de la période du 5 au 10 septembre 2001. En se servant d'une étude appuyée sur « un volume anormal d'options de vente à long terme » qui pourrait refléter « le moyen le plus simple pour les terroristes ou leurs associés de tirer profit du fait qu'ils savaient à l'avance que les attaques allaient avoir lieu », il annonce que cette étude « prouve effectivement que les terroristes ou leurs associés ont joué en bourse en amont des attaques du 11 septembre »[10].

Autre aspect intéressant de ce volet de l'affaire, les enquêteurs ont découvert que la Deutsche Bank, par laquelle sont passés de nombreux ordres d'achat de ces options de vente, a été dirigée jusqu'en 1998 par

A.B. Krongard dit « Buzzy ». Cela a causé beaucoup d'embarras, parce qu'après avoir quitté son poste, Krongard est venu travailler pour la CIA. En fait, en mars 2001, le président Bush l'a nommé directeur adjoint de la CIA. On pourrait penser, bien sûr, que les relations de Krongard à la fois avec la CIA et la Deutsche Bank ont servi au plus vaste et diabolique délit d'initié de l'histoire[11].

En tout cas, sur le sujet qui nous intéresse, il est encore plus important de noter que les services de renseignement qui surveillent ce type d'affaires[12] auraient eu de bonnes raisons de penser que, dans un proche avenir, des avions d'American et United Airlines allaient servir à des attaques contre le World Trade Center. Ils auraient ainsi disposé d'indices d'alerte précis sur les frappes. La Commission a réagi à cette étude, mais seulement sous la forme d'une note de fin de texte.

Toutefois, ce qui frappe le plus dans sa réaction, c'est la façon dont elle aborde la question. Elle formule sa conclusion *a priori* en écrivant : « De fait, on a constaté une activité inhabituelle des marchés, mais ce phénomène a une cause naturelle. » La première explication de la Commission porte sur United Airlines. L'irruption d'un fort volume d'options de vente sur ces valeurs le 6 septembre, déclare-t-elle, « pouvait paraître très suspect ». Mais elle ajoute : « Une enquête plus poussée a montré que cette activité n'a aucun rapport avec le 11 Septembre. »

Sur quoi la Commission appuie-t-elle cette conclusion ? En premier lieu sur le fait qu'un seul investisseur institutionnel basé aux États-Unis et qu'on ne peut soupçonner d'avoir des liens avec *al-Qaida* a acheté 95 % des options de vente de UAL (p. 499, note 30). Le syllogisme implicite qui se cache derrière cette conclusion semble suivre le cheminement logique ci-après :

1. Les attaques du 11 septembre ont été planifiées et exécutées par la seule *al-Qaida.*

2. Personne d'autre, individu ou service, n'a joué de rôle dans les attaques ou n'en a eu connaissance à l'avance.

3. L'acheteur des options de vente sur les actions de UAL n'avait aucun lien avec *al-Qaida.*

4. Donc l'acheteur ne pouvait pas avoir connaissance au préalable des attaques.

Voilà un parfait exemple de la façon dont le travail de la Commission Kean-Zelikow a été entièrement orienté par un postulat de base jamais remis en cause : les attaques ont été préparées et perpétrées par la seule *al-Qaida,* sans aide d'autorités américaines ou de qui que ce soit d'autre.

En conséquence, si *al-Qaida* n'a pas averti les acheteurs à l'avance, ceux-ci n'étaient au courant de rien. Point final.

On aurait pu se satisfaire de cette articulation logique si la Commission nous apportait la preuve d'abord qu'*al-Qaida* est effectivement le seul responsable des attaques du 11 septembre, ensuite que personne d'autre, groupe ou individu, n'a eu connaissance de ses plans. Mais au lieu de tenter de prouver cette hypothèse, la Commission se contente de la considérer comme vraie.

Cette présupposition est en fait considérée comme si inattaquable qu'elle peut même servir à bloquer toute recherche qui aurait pu tenter de l'invalider. Imaginons qu'un des membres de l'équipe d'enquêteurs ait suggéré de vérifier si l'acheteur des options de vente sur les actions de United Airlines n'aurait pas obtenu des informations sur les attentats à venir par les Saoudiens, les Pakistanais, les services de renseignement américains, quelqu'un de United Airlines ou quelqu'un en relation avec le World Trade Center. Compte tenu du postulat indiscutable de la Commission, on lui aurait répondu que s'engager sur cette piste était une perte de temps et on l'en aurait empêché.

De toute façon, la Commission consolide sa position au moyen d'une deuxième raison qui conforte son affirmation du caractère anodin de cet achat massif. En plus de l'invraisemblance de l'existence de lien entre lui et *al-Qaida,* comme on nous l'a affirmé, cet investisseur institutionnel a acheté les options de vente de United Airlines le 6 septembre « dans le cadre d'une stratégie d'investissements qui comportait aussi l'achat de cent quinze mille actions d'American Airlines le 10 septembre » (p. 499, note 130). L'argument implicite ici, est que sur la base d'informations internes, cet acheteur n'aurait pas acheté des actions d'American mais des options de vente.

Seulement, l'argument ne tient pas, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, il est possible que cet institutionnel n'ait eu d'information que sur un seul incident sur le point de se produire et qui ferait s'effondrer le cours de l'action United Airlines. Si c'était le cas, acheter des actions d'American aurait été une autre bonne façon de faire de l'argent. Ensuite, on ne nous dit pas de quelle façon les pertes et profits se compensaient entre les deux transactions. En d'autres termes, nous ne savons pas si les pertes subies par cet investisseur en achetant des parts d'American ne s'équilibraient pas grâce aux bénéfices générés par les achats d'options de vente sur United. Faute de cette information, on est en droit de se demander si l'achat d'actions d'American n'était pas un bon moyen de préparer justement le type de défense que la Commission est en train de mettre en avant maintenant.

Outre qu'il est d'une logique défaillante, ce second argument pose un autre problème. Il ne nous apprend pas qui était cet « investisseur institutionnel ». Si la transaction était anodine dans son ensemble, pourquoi ne pas nous dire qui l'a conduite ? Si la Commission était sûre de sa position, elle devrait être heureuse que des enquêteurs indépendants confirment la véracité de ses dires. De cette manière, on démonterait les soupçons sur la connaissance préalable des attentats. Mais comme la Commission a choisi de ne pas révéler le nom de cet investisseur ni d'aucun autre, elle renforce les soupçons au lieu de les apaiser.

Elle donne ensuite un troisième argument pour démontrer le caractère anodin des transactions financières :

« On a suivi la piste des nombreux échanges apparemment suspects concernant American Airlines le 10 septembre. Elle nous a conduits à une lettre d'information commerciale domiciliée aux USA, spécialisée dans les échanges d'options, et faxée à ses souscripteurs le dimanche 9 septembre, qui recommandait ces échanges. » (p. 499, note 130).

Il y a là plusieurs éléments troublants. D'abord, le fait que quelqu'un publie cette recommandation dans une lettre d'information commerciale ne prouve pas que l'information ne venait pas d'une source interne. Deuxièmement, on ne nous donne aucune idée de ce que signifie « nombreux », tout comme nous restons dans l'inconnu sur le reste des achats d'options de vente d'American Airlines (peut-être 65 % ?). Troisièmement, on ne nous donne pas le titre de cette lettre d'information, si bien que nous devons le chercher par nous-mêmes.

Toujours est-il qu'en s'appuyant sur ces exemples, la Commission poursuit : « Ces exemples sont caractéristiques des indices examinés par l'enquête. » (p. 499, note 130). Cette affirmation pose doublement question. D'une part, même si nous la supposons vraie, elle ne nous assure pas que tous les achats d'options de vente, ni même la plupart, étaient anodins en raison des nombreuses questions que suscitent ces exemples que nous venons d'examiner. D'autre part, en admettant que les achats choisis comme exemples par la Commission soient vraiment anodins, quelle base avons-nous pour croire qu'ils sont vraiment représentatifs ? Uniquement sa parole. Cela pourrait suffire si le reste du rapport nous donnait des raisons de lui faire confiance. Mais nous l'avons vu et le verrons encore plus clairement dans les prochains chapitres, la Commission n'a tout simplement, pour rester courtois, pas prouvé sa fiabilité. Alors, chaque fois que son argumentaire, sur quelque sujet que ce soit, se résumera à dire « Faites-nous confiance ! », restons sur nos gardes.

Pour assurer ses arrières, elle appuie sa théorie non seulement sur sa propre parole mais sur les enquêtes de deux services fédéraux :

« La SEC * et le FBI, aidés par d'autres services et par l'industrie de la sécurité, ont consacré d'énormes moyens à l'enquête sur ce sujet, y compris en s'assurant la collaboration de nombre de gouvernements étrangers. Cette enquête a prouvé que ce qui paraissait initialement suspect s'est avéré finalement anodin, et ce de la façon la plus logique qui soit. » (p. 499, note 30)

Seulement, pour étayer ses dires, la Commission se contente de citer quelques entretiens, plus un mémo de la SEC et un dossier du FBI[13]. Comme d'habitude, elle cite des références auxquelles nous n'avons pas accès. Et nous devons prendre pour parole d'Évangile ce qu'elle nous dit des découvertes de la SEC et du FBI. Il aurait fallu publier les études de la SEC pour qu'on puisse les examiner dans le détail. Ailleurs dans le présent ouvrage, en particulier au chapitre 8 et dans la conclusion mais aussi ça et là au hasard des chapitres, on trouve des rapports qui tous justifient qu'on se méfie des déclarations du FBI dès qu'il s'agit du 11 Septembre. C'est pourquoi, même si la Commission rapporte fidèlement ce que le FBI lui a déclaré, cela ne nous incite pas particulièrement à faire confiance au contenu de son rapport.

La Commission traite ce problème très important de façon bien superficielle, ce qui ne va pas sans susciter de nombreuses interrogations. En effet, elle se garde bien de faire état d'autres sources d'informations possibles. Par exemple, on a beau savoir que des soupçons pèsent sur A.B. « Buzzy » Krongard, la Commission ne précise pas si elle a enquêté sur son rôle effectif dans ces achats d'options de vente suspects. Le Dr Philip Zelikow a beau appartenir au monde de l'enseignement supérieur, son équipe ne fait référence à aucune étude universitaire sur le sujet qui nous préoccupe. Même pas celle d'Allen Poteshman que nous avons évoquée plus haut. Pour toutes ces raisons, on ne saurait conclure que la Commission a pu prouver que les achats inhabituels d'options de vente qui ont précédé le 11 Septembre ne relèvent pas d'un délit d'initiés.

* *Security and Exchange Commission* : équivalent en France de FAMF (ex-Cob).

Le maire Willie Brown et les autorités du Pentagone

D'autres éléments laissent penser que certaines personnes savaient que quelque chose aller arriver. Parmi ces éléments, on peut citer l'information selon laquelle Willie Brown, maire de San Francisco, qui a prévu de se rendre à New York, reçoit un message de mise en garde du personnel de sécurité de l'aéroport huit heures avant le départ. On conseille à l'élu d'être très prudent lors de son voyage.[14] Quelle que soit la véracité de cette histoire, on en a beaucoup parlé. Donc la Commission aurait dû se pencher dessus. Pourtant, son rapport ne fait pas mention de Willie Brown.

Autre incident qui laisse penser que certains savaient. Cette histoire aussi est très connue, puisque *Newsweek* y a consacré un article quinze jours après les attaques. Le 10 septembre, d'après le périodique, « une délégation des hautes autorités du Pentagone annule brusquement un projet de déplacement prévu pour le lendemain, semble-t-il dans un souci de sécurité »[15]. Rien n'indique dans son rapport que la Commission d'enquête sur le 11 Septembre se soit penchée sur cette histoire.

10 septembre : interception d'un message de KSM à Mohammed Atta

Les informations selon lesquelles tant Willie Brown que certaines autorités du Pentagone ont reçu des mises en garde le 10 septembre prennent tout leur intérêt à la lueur d'un message qu'intercepte le même jour la National Security Agency, ou NSA. Celle-ci « intercepte et analyse les communications étrangères et en casse les codes » nous rappelle la Commission. « Elle écoute à leur insu les conversations entre étrangers. » (p. 86 et 87). D'après les écoutes du 10 septembre, Mohammed Atta aurait reçu l'approbation définitive de la part de Khalid Sheikh Mohammed (KSM), présumé organisateur des attentats, pour lancer l'opération le lendemain.

D'après un article de *The Independent* daté de quatre jours après le 11 Septembre, la NSA n'avait pas encore rendu publique la date de sa traduction de l'interception[16]. L'enquête conjointe sur le 11 Septembre, conduite en 2002 par les commissions du renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants rapporte ceci : « Entre le 8 et le 10 septembre 2001, la NSA a intercepté sans les traduire ni les diffuser jusqu'après le 11 des communications qui étaient autant d'indices d'imminentes actions terroristes. »[17]

Il semble toutefois qu'on est arrivé à cette conclusion sur la simple foi des déclarations d'autorités de la NSA. Il paraît surprenant que ce service n'ait pas traduit immédiatement les interceptions des communications de KSM étant donné que, d'après ce que déclare l'enquête conjointe, les services de renseignement américains avaient appris au mois de juin que l'homme « préméditait d'envoyer des terroristes aux Etats-Unis ». [18] La NSA n'aurait-elle pas donné pour consigne interne de traduire immédiatement toute interception des communications de KSM ?

Étant donné que la Commission d'enquête sur le 11 Septembre avait l'intention de travailler de façon plus approfondie que les parlementaires n'ont pu le faire, le lecteur au fait du sujet avait des raisons d'espérer trouver davantage d'informations dans le rapport final de la Commission. Il pensait peut-être qu'elle allait faire témoigner les autorités de la NSA non seulement sous serment mais encore sous détecteur de mensonge pour savoir si l'interception en question était bien restée non traduite jusqu'après le 11 Septembre. Mais non. Le rapport Kean-Zelikow a beau faire référence à KSM dans deux cent soixante-douze paragraphes, on n'y trouve aucune mention de cette interception d'importance capitale [19].

Comme le montre ce chapitre, la Commission Kean-Zelikow vole au secours de l'administration Bush et de ses services de renseignement qui prétendent qu'ils n'avaient pas eu d'avertissements préalables aux frappes du 11 Septembre. Mais il apparaît qu'elle n'apporte ce soutien qu'en faisant abstraction purement et simplement de tous les éléments de preuve qui pourraient contredire une position fondée sur un postulat par définition indiscutable, repoussant ainsi toute question.

Chapitre 6

Oussama, les ben Laden et la famille royale saoudienne

Parmi les doutes que nous avons émis à propos du rapport officiel sur le 11 Septembre, il en est un qui porte sur la possibilité de liens cachés et d'arrangements particuliers entre l'administration Bush, la famille royale saoudienne et la famille ben Laden – y compris Oussama lui-même. Certains de ces doutes, pas tous, ont été largement mis en lumière grâce à la publication du livre mentionné plus haut de Craig Unger, *House of Bush, House of Saud,* et au film de Michael Moore, *Fahrenheit 9/11,* qui a diffusé largement quelques-unes des hypothèses d'Unger. Du reste, ce que la Commission aurait pu trouver sur ces allégations est susceptible d'intéresser beaucoup de monde.

À la poursuite d'Oussama ben Laden

Les doutes sur la version officielle naissent de récits qui paraissent réfuter que les Américains se soient vraiment lancés « à la poursuite de ben Laden ». L'un de ces récits évoque des événements survenus en juillet 2001. À cette époque, Oussama ben Laden était déjà le criminel « le plus recherché » par les États-Unis, qui avaient mis sa tête à prix pour cinq millions de dollars. Malgré cette récompense, Richard Labevière, journaliste d'investigation très respecté en Suisse, a prouvé qu'Oussama ben Laden avait passé deux semaines à l'Hôpital Américain de Dubaï, aux Émirats Arabes Unis. Cette histoire, que la presse américaine n'a en général pas reprise, a été confirmée par plusieurs agences de presse européennes. Pendant son séjour dans cet hôpital, Oussama ben Laden aurait été soigné par un chirurgien américain, le Dr Terry Callaway, et l'agent local de la CIA, Larry Mitchell, lui aurait rendu visite. Comme on pouvait s'y attendre, la CIA, l'hôpital et Oussama ben Laden lui-même ont tous nié en bloc.

Mais les agences de presse européennes sont restées sur leur position tandis que le Dr Callaway se refusait simplement à tout commentaire[1]. On pensait que la Commission d'enquête sur le 11 Septembre allait faire la lumière sur cette polémique, se servir de son droit de citation pour enjoindre le Dr Callaway de témoigner sous serment. Mais son rapport ne montre pas qu'elle l'ait fait. Et naturellement, la recherche dans l'index ne permet pas de trouver la moindre mention des noms de Callaway, Mitchell ou Labevière.

En plus de cette histoire qui conduit à penser que le gouvernement américain ne tenait pas autant qu'il le prétendait, à capturer Oussama ben Laden avant le 11 Septembre, d'autres sources laissent entendre que cette attitude a continué après les attentats. Même si le président s'est distingué en déclarant qu'il voulait l'ennemi public n° 1 «mort ou vif». Comme je l'ai souligné dans *Le Nouveau Pearl Harbor,* de grands médias dont *Newsweek* ont publié des articles annonçant que les militaires américains ont laissé s'enfuir Oussama ben Laden et ses forces d'*al-Qaida* à quatre reprises, des montagnes de Tora Bora en Afghanistan. Le général Richard Myers a en outre déclaré que «le but n'a jamais été de capturer ben Laden» Une autorité américaine aurait averti que si par chance on capturait ben Laden, «cela entraînerait l'effondrement prématuré de l'entente internationale»[3]. Ces actes et déclarations ont conduit certains critiques à soupçonner les militaires américains d'avoir délibérément permis à Oussama ben Laden et aux troupes d'*al-Qaida* de s'enfuir pour que la poursuite de la chasse puisse servir de prétexte à la réalisation des desseins des États-Unis. Voici ce qu'a écrit un journaliste du *Telegraph :* «*A posteriori* et en tenant compte des témoignages de dizaines de participants aux opérations, la bataille de Tora Bora a plutôt l'air d'une pantalonnade.»[4]

La Commission aurait pu rendre un grand service en demandant des comptes au général Myers et à d'autres chefs militaires sur ces témoignages et déclarations, puis en nous en faisant part à tous. Mais rien n'apparaît dans le rapport Kean-Zelikow.

Oussama, les ben Laden et le gouvernement saoudien

Autre thème dont on n'a pas débattu, Oussama est-il bien le «mouton noir» désavoué de la famille ben Laden que présente son portrait officiel? Selon Labevière, tandis qu'Oussama ben Laden se trouvait à l'hôpital à Dubaï, il a reçu aussi la visite «de plusieurs membres de sa famille ainsi que d'importants Saoudiens et Emiratis»[5]. Un autre indice laisse penser qu' Oussama ben Laden n'a pas vraiment été ostracisé. Unger raconte que

« durant l'été 2001, quelques mois seulement avant le 11 Septembre, plusieurs des ben Laden se sont rendus au mariage du fils d'Oussama en Afghanistan, où Oussama lui-même était présent »[6]. Mais la Commission ne se penche sur aucun de ces rétits.

Les relations d'Oussama ben Laden avec le gouvernement saoudien posent une question liée à la précédente. La version officielle veut que tous les liens effectifs aient été rompus plusieurs années avant le 11 Septembre. Selon le prince Fayçal ben Salmân, « Oussama ben Laden est le principal ennemi du régime saoudien. Il a été banni du pays il y a dix ans. On l'a déchu de sa citoyenneté. »[7] Seulement, parmi les nombreux articles qui semblent contredire cette version des faits, celui de Labevière rapporte que les visiteurs de Dubaï comprenaient le chef du renseignement saoudien, le prince Turki. Nous reviendrons plus loin sur ce point précis[8]. Là encore, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre aurait dû pouvoir obtenir des informations en forçant le Dr Callaway à témoigner. Mais elle n'avait à l'évidence pas pour priorité d'éclaircir cette question.

Les Saoudiens savaient-ils, avant les attentats ?

Autre question connexe, beaucoup plus explosive : la famille royale saoudienne a-t-elle quelque chose à voir avec le 11 Septembre ? Gerald Posner a publié un texte qui va dans ce sens[9]. Il se réfère à l'interrogatoire d'un agent important d'*al-Qaida,* Abu Zubaydah, capturé en mars 2002. Voici le résumé du récit de Posner. J'examinerai ensuite si l'on peut admettre cette version des faits.

Selon Posner, Zubaydah est interrogé par deux agents arabo-américains qui prétendent venir comme lui d'Arabie Saoudite. Croyant parler à des compatriotes, il leur confie avoir travaillé pour le compte de hautes autorités saoudiennes. Puis, pour étayer ses dires, il donne de mémoire à ses interlocuteurs les numéros de téléphone d'un des neveux du roi Fahd, le prince Ahmed ben Salmân. Il s'agit du fondateur de la Thoroughbred Corporation [en français, la Société du Pur-Sang], qui possédait Point Given, cheval de l'année 2001, et *War Emblem*, vainqueur de courses célèbres, dont le Derby du Kentucky et le prix Preakness en 2002. Le prince Ahmed, selon lui, sert d'intermédiaire entre *al-Qaida* et les Saoudiens. Il confirmerait la chose, assure Zubaydah à ses interrogateurs.

Les agents objectent que, même si c'était vrai avant, le 11 Septembre a sans doute tout changé et le prince Ahmed a probablement cessé de soutenir *al-Qaida.* Au contraire, réplique Zubaydah. Rien n'a changé parce que le prince Ahmed savait à l'avance que l'Amérique allait être

attaquée le 11 Septembre. Pour être précis, ajoute Zubaydah, le prince Ahmed « savait d'avance qu'un attentat était programmé sur le sol américain pour ce jour-là [mais] en ignorait la nature »[10].

Posner ajoute que Zubaydah, cherchant à convaincre à tout prix ses interlocuteurs, leur donne de mémoire le numéro de téléphone de deux autres parents du roi Fahd, le prince Sultan ben Fayçal et le prince Fahd ben Turki. Selon Zubaydah, ils serviraient aussi d'intermédiaires entre le gouvernement saoudien et *al-Qaida.* Eux aussi confirmeraient sans doute ses dires[11].

Posner croit à l'exactitude de ce récit pour trois raisons. D'abord, l'histoire lui a été racontée séparément par deux sources appartenant au gouvernement fédéral. Ensuite, une autre source lui a confirmé que la description des techniques d'interrogation * correspond à la vérité[12].

Enfin, et plus important : peu après que des autorités de la CIA aient répété à leurs collègues saoudiens les propos de Zubaydah, c'est-à-dire en mai de cette année 2002, les trois Saoudiens en question meurent en huit jours vers la fin juillet. À chaque fois, la cause du décès a de quoi surprendre. Le prince Ahmed aurait succombé à une crise cardiaque pendant son sommeil ; il n'avait que quarante et un ans. Le prince Sultan aurait péri dans un accident de voiture en se rendant aux funérailles d'Ahmed, l'accident n'impliquant que son seul véhicule. Quant au prince Fahd, vingt et un ans, il serait mort de soif dans le désert[13].

Une raison de plus nous conduit à ajouter foi à la version de Posner. Il existe un élément surprenant sur le prince Ahmed. Ce n'est pas Posner qui le rapporte mais Craig Unger, qui expose et admet le récit de Posner sur l'entretien de Zubaydah avec les pseudo-saoudiens[14]. Un mois et demi avant la mort du prince Ahmed le 22 juillet, ce dernier ne se présente pas au prix Belmont, alors qu'il a annoncé qu'il n'y avait pratiquement rien de plus important pour lui que de gagner cette course. Son cheval Point Given est arrivé cinquième dans le Derby du Kentucky en 2001. Le prince est au trente-sixième dessous alors que l'animal a pourtant gagné les deux autres courses de la Triple Couronne cette année-là, les prix Preakness et Belmont. En avril 2002, le prince Ahmed voit une nouvelle occasion de

* Il s'agit de la technique par « recueil de confidences provoquées ». Il faut que l'interrogé prenne les agents « débriefeurs » pour des amis auxquels il fait des confidences spontanées. Toute la difficulté consiste ensuite à évaluer la fiabilité du récit peut-être « enjolivé » par le narrateur qui peut vouloir se mettre en avant. Il faut alors questionner l'interrogé pour le conduire à se recouper, mais sans qu'il s'en doute, afin d'éviter de susciter sa méfiance, voire d'être identifié comme interrogateur et de perdre alors le « contact ».

réaliser son rêve. Il suit la course de *War Emblem* qui gagne le Derby de l'Illinois de six longueurs. Il puise dans son immense fortune pour acheter ce cheval « pour le prix stupéfiant de neuf cent dix mille dollars[15] », convaincu qu'il peut gagner le Derby du Kentucky. Et le 7 mai, il réussit, remplissant Ahmed de la fierté d'être, dit-il, « le premier Arabe à triompher au Derby du Kentucky ». Puis, deux semaines plus tard, *War Emblem* gagne le prix Preakness. Ahmed n'est plus qu'à deux doigts d'être le premier depuis 1977 à remporter la Triple Couronne. À un journaliste qui lui demande à quel point il tient à cette victoire, il répond : « Autant que marier mon fils et ma fille […]. Gagner la Triple Couronne serait pour moi la consécration. »[16]

Mais le 8 juin, c'est-à-dire selon Posner après que les agents de la CIA aient averti leurs collègues du renseignement saoudien des propos de Zubaydah, Ahmed n'assiste pas au prix Belmont, invoquant « des obligations familiales »[17]. Et le 22 juillet, il est mort. La version officielle est une crise cardiaque à un âge certes fort jeune, mais qui s'expliquerait par son style de vie et des causes héréditaires[18]. Elle serait sans doute plus crédible si les deux autres hommes cités par Zubaydah n'étaient pas morts immédiatement après, eux aussi en de mystérieuses circonstances.

Le récit de Posner ne peut que troubler tous les partisans de la version officielle des événements du 11 Septembre, en particulier les commissaires dont la mission était d'élucider tous les « faits et circonstances » qui tournent autour du 11 Septembre. Que certains membres de la famille royale saoudienne puissent avoir eu connaissance préalable des attentats aurait sans nul doute dû faire partie des éléments importants sur lesquels se pencher. En outre, les commissaires n'auraient dû avoir aucune raison *a priori* de se méfier de Posner puisque, sur la plupart des sujets, il soutient la version officielle, y compris l'opinion de la Commission pour qui les attentats n'ont pu réussir que grâce à divers dysfonctionnements bureaucratiques, en particulier les réticences des services à partager le renseignement[19]. Pourtant, là encore, la Commission ne mentionne même pas l'ouvrage de Posner.

Pas plus qu'elle ne mentionne d'ailleurs les propos d'Abu Zubaydah. Cette omission n'est certainement pas due à son ignorance de l'existence de l'homme. Elle le cite dans trente-neuf paragraphes, ce qui en fait l'un des personnages majeurs de sa narration. Et aucun de ces passages ne traite du fait qu'il affirme qu'au moins trois membres de la famille royale saoudienne ont eu connaissance à l'avance des attentats du 11 Septembre. En effet, le prince Ahmed a beau être l'un des Saoudiens les plus connus en Amérique, son nom n'apparaît pas dans le rapport de la Commission.

Peut-être la Commission Kean-Zelikow a-t-elle senti que même une simple mention de cette révélation pourrait nuire aux relations américano-saoudiennes. On aurait pourtant pu croire que l'intérêt de constituer une Commission *indépendante,* c'était qu'elle pourrait découvrir des éléments significatifs et en rendre compte sans s'occuper des conséquences politiques éventuelles.

Comme je viens de le signaler, ce qui me trouble le plus en ce qui concerne Posner, c'est qu'il soutient des thèses proches de celle de la Commission, sauf cette histoire Zubaydah si elle est vraie. Pourtant la Commission ne veut absolument pas étudier ses thèses, ne fût-ce que pour les réfuter.

Il serait intéressant de savoir si l'histoire de Posner est crédible. Bien que ce soit une question secondaire dans la perspective de ce livre, je vais l'examiner brièvement en soulignant qu'il y a là une base pour envisager les choses sous un autre angle.

On pourrait douter de cette histoire pour plusieurs raisons. D'abord, on a mis en doute dans le passé l'érudition de Posner et même son honnêteté. Ensuite, son examen du cas Zubaydah est la seule partie de son livre qui diverge avec la théorie officielle du complot à propos du 11 Septembre. Enfin, Posner a soutenu dans le passé les thèses officielles dans des affaires qui ont donné lieu à controverses. Et ce probablement de la façon la plus fameuse ou la plus notoire dans son livre *Case Closed,* où il soutient que le président Kennedy a été assassiné par un Lee Harvey Oswald agissant entièrement seul[20]. S'appuyant sur ces considérations, certains soupçonnent Posner de faire partie d'un complot qui prépare l'opinion américaine à l'invasion de l'Arabie Saoudite dans un avenir encore indéterminé. Le but en serait de prendre le contrôle des réserves de pétrole les plus riches du monde. En ajoutant l'histoire Zubaydah de Posner à l'affirmation que quinze des pirates de l'air étaient de nationalité saoudienne, le gouvernement américain pourra arguer, si cela lui convient et quand le moment sera venu, qu'il a découvert que les attentats du 11 Septembre ont été préparés et financés par le gouvernement saoudien.

D'autant plus qu'on pourrait envisager ce scénario même sans mettre en doute la sincérité du livre de Posner parce que, comme il le souligne, il tient toute son information sur Zubaydah, de sources internes au gouvernement des États-Unis. On pourrait supposer que ce gouvernement, ou du moins certains de ses éléments, ont utilisé Posner pour désinformer l'opinion sur les princes saoudiens et l'enflammer contre eux.

Mais par ailleurs, de nombreux éléments viennent en appui du récit de Posner. D'abord, il est un fait que trois princes saoudiens sont morts peu

après la capture de Zubaydah. De même qu'un officier pakistanais lui aussi dénoncé par Zubaydah est mort d'un accident curieux peu de temps après. Nous y reviendrons au chapitre 9. Ensuite, c'est également un fait que le prince Ahmed ne s'est pas montré au prix Belmont, malgré son ardent désir de gagner la Triple Couronne, élément dont Posner n'avait peut-être pas connaissance. Puis, les rapports ultérieurs de Craig Unger, Josh Meyer et du sénateur Bob Graham, que nous étudierons plus loin, recoupent le récit qu'on attribue à Zubaydah, et qui présente les relations réelles de la famille royale saoudienne avec *al-Qaida* sous un jour très différent de celui des versions gouvernementales, tant saoudienne qu'américaine.

Évidemment, pour ceux qui pensent que l'histoire de Posner fait partie d'un vaste plan pour préparer le public américain à l'invasion de l'Arabie Saoudite, on pourrait dire la même chose de ces autres histoires, du moins de celles que rapportent Meyer et Graham. En tout cas, je n'ai personnellement aucun élément pour évaluer la vérité sur cette question de lien entre les Saoudiens et les terroristes, pas plus que sur d'autres sujets liés au 11 Septembre. C'est pourquoi je n'essaie pas d'expliquer « ce qui s'est réellement passé ». Pas plus dans ce livre que je ne l'ai fait dans *Le Nouveau Pearl Harbor.* Je me concentre sur les problèmes que posent les versions officielles. De même que dans le livre précédent je me suis borné aux incohérences de la version officielle du 11 Septembre, de même dans celui-ci je me focalise sur les questions que pose la tentative de défense de la thèse officielle à laquelle se livre la Commission.

Une de ces questions est que, même si l'histoire de Posner fait désormais partie du domaine public, la Commission ne la mentionne pas.

Le financement saoudien d'*al-Qaida*

Selon Posner, Zubaydah affirme avoir servi d'intermédiaire entre

al-Qaida et les Saoudiens, mais aussi que ces derniers envoyaient régulièrement de l'argent à *al-Qaida*[21]. La Commission oublie de faire état de cette déclaration. Certes, elle nie explicitement avoir trouvé la moindre preuve de soutien saoudien aux terroristes. Soit dit en passant, le récit que fait Posner des affirmations de Zubaydah n'indique pas clairement si les fonds dont il parle viennent du gouvernement saoudien ou de membres de la famille royale agissant à titre personnel. Seulement, la Commission réfute les deux hypothèses :

« L'Arabie Saoudite a longtemps été considérée comme la première source de financement d'*al-Qaida,* mais nous n'avons trouvé aucune preuve que le gouvernement saoudien en tant qu'institution ni que de

hautes autorités saoudiennes prises individuellement financent cette organisation. (Cette conclusion n'exclut pas la possibilité que des œuvres caritatives fortement soutenues par le gouvernement saoudien détournent des fonds pour *al-Qaida).* » (p. 171).

La mise en garde entre parenthèses en fin de paragraphe permet à la Commission de reconnaître que des « œuvres caritatives » parrainées par les Saoudiens peuvent avoir financé *al-Qaida.* Mais l'admettre reste cohérent avec l'essentiel de son propos, à savoir qu'elle n'a « pas trouvé de preuve » que le gouvernement saoudien ou des membres de la famille royale saoudienne aient intentionnellement fourni des fonds aux terroristes.

Cette précaution rhétorique ne fait évidemment pas référence au livre de Posner. Elle ne mentionne, en fait, qu'un entretien avec un certain David Aufhauser (p. 498, note 122). Voilà à nouveau une très étrange manière d'illustrer un « travail d'enquête exigeant ». Il semble difficile de ne pas conclure que les « recherches » de la Commission Kean-Zelikow sur ce sujet ont moins eu pour objet de découvrir des preuves tangibles que d'étayer une conclusion prédéterminée – en l'occurrence, une conclusion qui facilite les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. En tout cas, le gouvernement saoudien a apprécié, puisqu'un encart publicitaire acheté par les relations publiques saoudiennes et récemment publié aux États-Unis cite le texte de la Commission : « [Nous n'avons] trouvé aucune preuve que le gouvernement saoudien en tant qu'institution ni que des hautes autorités saoudiennes prises en tant qu'individus financent cette organisation. » Et pourtant, encore une fois la mission de la Commission consistait à fournir « le compte-rendu le plus complet possible des événements liés au 11 Septembre » et pas nécessairement celui qui aurait les meilleures conséquences politiques pour les relations de l'Amérique avec les pays pétroliers.

En outre, un article de John Meyer du *Los Angeles Times* nous apporte une preuve venue de l'intérieur même de la Commission que sa déclaration répond à une préoccupation politique. Titré « Deux alliés ont aidé ben Laden, révèlent des membres de la Commission d'enquête », cet article de Meyer s'appuie sur des entretiens avec « plusieurs membres importants » de la Commission du 11 Septembre dont il n'en nomme qu'un seul : Bob Kerrey. Il est publié le 20 juin 2004, soit un mois environ avant le rapport final. Il fait écho à un rapport de la Commission rendu public un peu plus tôt dans le mois, lors d'une audience sur les origines d'*al-Qaida* et du complot du 11 Septembre. Ce rapport fait allusion aux découvertes sur le rôle joué à la fois par l'Arabie Saoudite et le Pakistan dans le développement de l'organisation terroriste. Lors de ces interrogatoires, raconte

Meyer, des membres importants de la Commission ont déclaré que leurs enquêtes « ont mis à jour des preuves plus sérieuses que ne le laisse entendre le rapport ». Ils ont en particulier trouvé la preuve que « l'Arabie Saoudite fournissait des fonds et de l'équipement aux talibans et probablement directement à ben Laden »[22].

En d'autres termes, la Commission a découvert des preuves similaires à celles de Posner. Mais son premier souci n'est évidemment pas de fournir « le compte-rendu le plus complet possible », et ceci sans se préoccuper des conséquences politiques de ses découvertes. « Aujourd'hui, écrit Meyer, cette Commission bipartite se débat sur la manière d'exposer une information politiquement aussi sensible dans son rapport final et même sur la nécessité de l'inclure. »[23]

Pour mesurer quelle préoccupation l'a emporté dans le débat – éliminer « l'information politiquement sensible » ou fournir « le compte-rendu le plus complet possible » – il suffit de lire le texte de son rapport définitif : « Nous n'avons trouvé aucune preuve que le gouvernement saoudien en tant qu'institution ni que de hautes autorités saoudiennes prises en tant qu'individus financent cette organisation. » Si l'article de Meyer est exact, on peut difficilement qualifier ces propos officiels autrement que de mensongers. Ce que cette Commission aurait pu dire en toute sincérité, vu que Meyer emploie le mot « probablement », c'est qu'elle n'a pas trouvé « de preuves permettant de conclure avec certitude » à un tel financement. Mais dénier avoir découvert la moindre preuve quelle qu'elle soit est à coup sûr faux.

Du reste, selon le sénateur Bob Graham, la Commission n'aurait pas eu besoin d'évoquer une preuve tangible pour demeurer sincère. Dans son récent ouvrage, *Intelligence Matters,* il révèle des détails sur le financement saoudien d'*al-Qaida* qu'il a étudié comme co-président de l'enquête parlementaire sur les attentats du 11 Septembre menée par les commissions Renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants. Bien que le rapport public, non classifié, de l'enquête ait été publié en juillet 2003, de nombreux éléments ont été censurés par la CIA, le FBI et la NSA avec la bénédiction de la Maison Blanche. Le livre de Graham s'intéresse à une section de vingt-sept pages de ces passages censurés qui traitait du « gouvernement saoudien et [de] l'aide qu'il a apportée à certains et peut-être à tous les terroristes du 11 Septembre ».[24]

Le personnage central de l'ouvrage de Graham est Omar al-Bayoumi, auquel je n'ai consacré qu'un paragraphe dans *Le Nouveau Pearl Harbor.* Voici les faits principaux à son sujet : en 1999, alors qu'il vit à San Diego, il rencontre deux des présumés pirates de l'air, Nawaf Alhaz-mi et

Khalid Almihdhar, à l'aéroport de Los Angeles. Il les installe dans un appartement situé à proximité de chez lui et les aide à localiser des écoles de pilotage. Un informateur du FBI pense qu'il s'agit d'un officier de renseignement saoudien. Après le 11 Septembre, il est arrêté par des agents en Angleterre où il s'est installé deux mois plus tôt. Mais le FBI le fait relâcher parce qu'il déclare croire à sa version des faits, à savoir qu'il avait rencontré par hasard Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar[25]. Graham comble avec de nombreux détails les lacunes des articles qui avaient déjà été consacrés à al-Bayoumi.

Non content de démontrer que la rencontre d'al-Bayoumi avec les deux agents d'*al-Qaida* n'avait rien de fortuit, Graham souligne que, juste avant de les retrouver, il a également rencontré au consulat d'Arabie Saoudite de Los Angeles un homme soupçonné d'avoir des liens avec le terrorisme[26]. Graham révèle aussi non seulement qu'al-Bayoumi a un « emploi fictif », pour lequel il est payé plus de trois mille dollars par mois sur insistance du gouvernement saoudien, mais aussi que son salaire est monté à six mille cinq cents dollars par mois pendant que Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar vivaient avec lui[27]. De plus, Graham relève que al-Bayoumi, en plus du nombre extraordinaire de ses communications téléphoniques avec des autorités saoudiennes, a aussi en sa possession le numéro d'un contact à l'ambassade d'Arabie quand il est arrêté en Angleterre[28]. Enfin, Graham cite une note de renseignement de la CIA datée d'août 2002 qui le désigne comme « agent » et parle de « la preuve indiscutable de l'existence d'un soutien à ces terroristes [al-Bayoumi, et Oussama Basnan, sur lesquels nous allons revenir] à l'intérieur du gouvernement saoudien »[29].

Pourtant, malgré tous ces éléments à charge, le FBI clôt le dossier al-Bayoumi en affirmant que l'homme « s'est contenté de prêter pour un court laps de temps de l'argent à deux des dix-neuf pirates de l'air » et que toute l'aide qu'il leur a apportée « correspond à la coutume musulmane de bienveillance envers les étrangers [plutôt qu'à] une quelconque relation avec les services de renseignement saoudiens »[30]. Graham, étonné de cette conclusion, demande à interroger les agents qui ont rédigé ce rapport, mais le directeur du FBI, Robert Mueller, refuse[31]. Graham a beau se rendre compte du fait que ce refus peut s'interpréter comme un simple souci du FBI d'éviter les complications, il envisage aussi une « hypothèse bien plus grave », à savoir « que leur informateur savait peut-être sur le complot quelque chose dont la révélation pourrait s'avérer catastrophique et que c'est ce que le FBI essaie de dissimuler ».[32]

En fin de compte, les reproches de Graham ne s'adressent pas au FBI mais bien à l'administration qui lui donne des ordres. Au cours de ses

enquêtes, il a découvert non seulement que « la Maison Blanche organise la dissimulation, [mais qu'elle le fait] pour d'autres motifs que la sécurité nationale »[33]. Les preuves qu'il a réunies conduisent notamment à penser que la Maison Blanche a orchestré la dissimulation « non seulement pour couvrir les services qui ont failli mais aussi pour préserver les relations entre les États-Unis et le royaume d'Arabie Saoudite ».[34]

Pour mieux comprendre tout ce que les révélations de Graham entraînent à propos du rapport de la Commission sur le 11 Septembre, il faut seulement se souvenir que celle-ci a commencé en s'appuyant sur le contenu du rapport final de l'enquête parlementaire. Il n'y a même pas à s'interroger si l'équipe de la Commission est tombée ou non sur les thèmes du livre de Graham. Elle avait cette information en mains quand elle a entamé son travail. En gardant ce fait à l'esprit, comment ne pas considérer qu'elle ment lorsqu'elle écrit : « Nous n'avons trouvé aucune preuve que le gouvernement saoudien en tant qu'institution ni que de hautes autorités saoudiennes prises individuellement financent cette organisation » ?

La dissimulation par la Commission de ce qu'elle a appris sur le soutien financier de l'Arabie Saoudite à travers Omar al-Bayoumi présente une autre dimension.

Le prince Bandar et la princesse Haïfa ont-ils aidé *AlQâeida* ?

L'histoire qui court sur l'argent versé par la famille d'un officiel saoudien aux agents d'*al-Qaida* et qui a eu le plus d'écho concerne rien moins que le prince Bandar ben Sultan, ambassadeur d'Arabie Saoudite aux États-Unis, et son épouse, la princesse Haïfa. Selon Unger et Graham, le couple envoie plus de cent mille dollars à l'épouse d'Oussama Basnan, un ami d'al-Bayoumi. Le plus gros de la somme venant de la princesse Haïfa, l'argent est à l'origine destiné à la femme de Basnan pour se faire soigner la thyroïde. Mais elle se met, au début 2000, à signer des chèques à l'ordre de la femme d'al-Bayoumi. Une partie de cet argent est reversé à Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar. Basnan sait ce qui se passe. Cela devient clair quand il se vante plus tard devant des agents du FBI d'avoir fait plus qu'al-Bayoumi pour les pirates de l'air[35]. Unger conclut : « C'est indubitable : les fonds en provenance de l'épouse du prince Bandar ont indirectement fini dans la poche des pirates de l'air. »[36]

Comment la Commission rend-elle compte de cette histoire « indubitable » ? De façon très laconique. Elle explique en note : « Nous n'avons trouvé aucune preuve que la princesse saoudienne Haïfa al-Fayçal

ait fourni des fonds à la conspiration, directement ou indirectement. » Pour étayer son propos, elle ajoute seulement (p. 498, note 122) : « Voir entretien avec Adam Drucker (19 mai 2004) », sans nous dire comment nous pourrions le « voir ». Elle n'atténue même pas son commentaire en suggérant, comme Unger, que la princesse Haïfa n'a pas fourni ces fonds « intentionnellement ». Elle déclare seulement qu'elle n'a pas trouvé de preuve de ce que la princesse ait fourni des fonds, même indirectement – point final.

Donc, la Commission semble nier avoir entendu parler de l'histoire telle que la résume Unger, voire prétend en nier la véracité. Pourtant on en trouve trace dans d'autres articles de presse comme ceux de Michael Isikoff de *Newsweek.* Et, nous l'avons souligné, elle aurait pu avoir connaissance de l'affaire en lisant le rapport final de l'enquête parlementaire. Peut-être que, si c'est le cas, lorsqu'elle répète son antienne – « Nous n'avons pas trouvé de preuve » – elle veut signifier : « Nous n'avions pas besoin d'en trouver. L'enquête parlementaire nous les avait fournies. »

En tout cas, la Commission ne mentionne pas même le prince Bandar ben Sultan comme partie prenante du réseau. Unger le fait. Ayant souligné qu'au moins une partie de l'argent venait de Bandar lui-même, il soutient qu'il y a eu « des accusations contre le prince Bandar pour avoir financé des terroristes en connaissance de cause »[37]. Unger ne porte pas lui-même ces accusations, mais il rapporte qu'on les a lancées. Pas la Commission Kean-Zelikow.

En ce qui concerne cette partie de son rapport, nous n'avons, à ma connaissance, aucun accès à ses délibérations. Mais à la lumière de l'histoire de Josh Meyer, nous pouvons conclure qu'elle a décidé de publier des preuves établissant que l'Arabie Saoudite a financé *AlQaeida,* et on a toutes les raisons de penser que les considérations politiques l'ont, une fois encore, emporté sur l'intention de fournir le compte-rendu le plus complet possible des événements.

Chapitre 7

Les Saoudiens quittent le pays par avion

Une affaire mérite à elle seule un chapitre entier à cause des interrogations qu'elle suscite au sujet des relations entre la Maison Blanche d'une part et la famille ben Laden et la famille royale saoudienne de l'autre. Il s'agit de plusieurs départs d'avions grâce auxquels de nombreux ressortissants saoudiens ont pu quitter le pays peu après le 11 Septembre ; parmi eux, des membres de la famille ben Laden et de la famille royale. Ces vols au profit de Saoudiens ont défrayé la chronique parce que trois rumeurs ont couru. Premièrement, le 13 septembre, on autorise à titre exceptionnel un vol privé à conduire des Saoudiens de Tampa à Lexington. Deuxièmement, entre le 14 et le 24, on autorise des vols qui font quitter le pays à des Saoudiens, sans enquête approfondie sur les passagers. Troisièmement, ces vols n'ont été autorisés que grâce à une intervention politique de la Maison Blanche. Le rapport de la Commission sur le 11 Septembre a cherché à réfuter ces trois allégations.

Le vol Tampa-Lexington du 13 septembre

La Commission répond à la première en déclarant qu'elle n'a « trouvé aucune preuve qu'un vol intérieur ou international de ressortissants saoudiens ait décollé avant la réouverture de l'espace aérien national le matin du 13 septembre 2001 ». (p. 329) Cela réfute-t-il la rumeur pour autant ? Les lecteurs qui n'ont pas l'habitude de ce genre de controverse auront du mal à se prononcer, parce que, comme d'habitude, la Commission ne nous dit pas où est née cette hypothèse, ni qui en est l'instigateur.

En l'espèce, c'est le journaliste d'investigation Craig Unger qui a le premier lancé cette accusation. Nous avons déjà évoqué son livre *House of Bush, House of Saoud.* Il affirme que le 13 septembre, on a autorisé un avion privé à conduire trois jeunes Saoudiens de Tampa à Lexington. Comme l'interdiction générale de l'espace aérien était encore en vigueur,

Unger en conclut : « Ce vol n'a pu décoller qu'avec l'approbation de la Maison Blanche. »[1]

Le *Tampa Tribune* du 5 octobre 2001 est le premier à publier cette information[2], mais le FBI, la FAA et la Maison Blanche démentent, nous dit Unger. Seulement, lui, il a authentifié cette histoire en interviewant des « sources qui ont aidé à organiser ces vols » ainsi que deux gardes de sécurité qui accompagnaient les Saoudiens[3]. L'un d'entre eux est un ancien agent du FBI. La Commission avait forcément connaissance des accusations d'Unger, car il les avait répétées dans un de ses articles du *Boston Globe* explicitement dirigé contre elle[4].

En fait, elle a joué son rôle en établissant la réalité de ce vol. En juin 2004, la direction de l'aéroport international de Tampa, pressé par la Commission, confirme qu'il a bien eu lieu[5].

La Commission en a-t-elle conclu pour autant que le FBI, la FAA et la Maison Blanche aient menti ? Non, elle affirme qu'il s'agit d'une erreur, de bruit pour rien. En fait, elle laisse entendre que le FBI n'a jamais vraiment démenti l'existence de ce vol :

« On dit que le FBI a affirmé n'avoir aucune trace de ce vol et a démenti qu'il ait eu lieu, contribuant par là à nourrir une rumeur sur un « vol fantôme »[6]. Il s'agit encore d'un malentendu. Sur la façon dont les Saoudiens ont rejoint Lexington, le FBI a été initialement mal informé par un officier de la police locale qui n'avait pas d'information directe sur la question. Ce n'est que plus tard que le Bureau a appris l'existence de ce vol. » (p. 557, note 25).

Ceci n'explique rien parce qu'on ne nous donne pas le nom de « l'officier de la police locale », et que le seul élément pour étayer l'affirmation de la Commission sur ce qui s'est réellement passé n'est qu'un entretien du 18 juin 2004 avec un certain « James M. ». Comment des journalistes pourraient-ils contrôler par eux-mêmes l'affirmation selon laquelle le FBI a commencé par être mal informé ? La Commission ne nous dit pas non plus à quel moment, « plus tard », le Bureau a « appris l'existence de ce vol », ce qui fait que nous ne savons pas si elle entendait contredire l'affirmation d'Unger d'après qui le FBI a continué à démentir l'existence de ce vol jusqu'au beau milieu de 2004. Puisqu'on ne nous dit pas combien de temps le FBI est resté « mal informé », nous ne savons pas davantage si on veut nous faire admettre que le FBI s'est fié pendant longtemps à l'information erronée qu'il avait reçue de l'officier de police de Lexington. Est-ce pendant les trois ans durant lesquels il a continué à nier les faits, à ce que dit Unger ? Si c'est le cas, veut-on nous faire croire que le FBI n'a pas enquêté à l'aéroport international de Tampa pendant cette longue période ? Veut-on nous

faire croire que le FBI n'est pas en mesure de savoir qu'un des gardes de sécurité de ce vol était un de ses anciens fonctionnaires ?

Mais les propos de la Commission sont si confus que personne ne comprend ce qu'on nous demande de croire.

Autre problème de cette ligne de défense, elle ne fait référence qu'au FBI. La Commission ne répond pas à ce qu'expose Unger, à savoir qu'un porte-parole de la FAA, Chris White, a déclaré au *Tampa Tribune :* « Ce n'est pas dans nos registres […] cela ne s'est pas passé »[7], ni au fait que la Maison Blanche lui a assuré son « absolue certitude » que le prétendu vol n'a jamais eu lieu[8].

La Commission laisse également entendre que ces services n'avaient aucune raison de mentir puisque ce vol ne présentait rien d'anormal. En fait, le pivot de son argumentation, c'est que cet avion n'a décollé que plusieurs heures après « la réouverture de l'espace aérien national au matin du 13 septembre 2001 ». Pour donner l'impression de fouiller la question, la Commission Kean-Zelikow explique : « Le département des transports a rouvert l'espace aérien national aux transporteurs américains à partir de 11 h 00 le 13 septembre 2001 », et l'avion des Saoudiens « a décollé à 16 h 37, après la réouverture de l'espace aérien national, soit plus de cinq heures après que d'autres vols soient arrivés ou soient partis de cet aéroport » (p. 329 et p. 556, note 25). Pour bien confirmer que rien d'extraordinaire ne s'est produit, rien qui aurait exigé une intervention de la Maison Blanche » elle enfonce le clou : « Le pilote de l'avion nous a dit qu'il n'a absolument rien constaté d'"anormal" lors de ce vol, sinon qu'il y avait peu d'avions dans le ciel » (p. 556, note 25).

Mais si nous avons là tous les éléments de l'affaire, pourquoi Craig Unger a-t-il centré son livre entier sur ce vol – ainsi que sur d'autres vols qui ont quitté le pays, et que nous étudierons plus loin ? Pourquoi en fait-il le sujet principal de ses premier et dernier chapitres ? On pourrait avancer que la réponse est contenue dans les propos du pilote : « Il y avait peu d'avions dans le ciel. » N'est-ce pas étrange ? Tous les vols civils du pays ont été cloués au sol depuis le 11 Septembre. Il y a donc sûrement des milliers d'avions avec des millions de passagers, qui rongent leur frein en attendant de décoller. Et après 16 h 30 le 13 septembre, il n'y aurait encore que peu d'avions dans le ciel ? Pourquoi ?

Pour répondre, il faut faire une distinction essentielle que la Commission passe sous silence. Le vol Tampa-Lexington est autorisé, « alors que l'interdiction des vols privés est encore pleinement en vigueur ». Elle se contente d'écrire que les autorités « ont rouvert à 11 h 00 l'espace aérien aux transporteurs américains » en passant sous silence la

distinction primordiale entre les vols commerciaux et les vols privés. Alors qu'Unger, lui, la souligne :

« Les vols commerciaux ont lentement commencé à reprendre mais, à 10 h 57, la FAA publie une autre Notam * rappelant que les vols privés sont toujours interdits. Trois avions privés violent l'interdit, dans le Maryland, en Virginie Occidentale et au Texas, et dans chaque cas deux chasseurs les forcent à atterrir. En ce qui concerne les vols privés, l'Amérique est encore clouée au sol. »[9]

Unger précise que ce n'est que le lendemain, vendredi 14 septembre, que « les avions privés peuvent reprendre leurs vols »[10]. Une fois encore, la Commission passe cet élément sous silence.

Omission particulièrement troublante si l'on se souvient qu'Unger lui-même, plus d'un mois avant la parution du rapport de la Commission du 11 Septembre, le corrige clairement par avance dans une tribune libre du *New York Times.* Soulignant que l'équipe d'enquêteurs a déjà conclu qu'« il n'existe pas de preuve tangible qu'un vol affrété par des ressortissants saoudiens soit parti des États-Unis avant la réouverture de l'espace aérien », Unger réplique que, « en réalité, il y existe encore certaines restrictions sur l'espace aérien américain lorsque les vols saoudiens commencent ».

Comment interpréter le fait que la Commission évite de souligner cette distinction entre vol commercial et vol privé ? Cherche-t-elle délibérément à tromper le public ? Ou bien le soi-disant « travail d'investigation exigeant » de son équipe reflète-t-il en fait une incroyable incompétence ? Quelle que soit la réponse qu'on adopte, elle a pour conséquence dérangeante de saper la confiance qu'on devrait accorder aux conclusions de la Commission sur les « faits et circonstances » qui entourent le 11 Septembre.

Ceux qui estiment qu'elle déforme les faits plus à dessein que par incompétence verront leurs soupçons renforcés par la façon dont elle se sert du discours du pilote – ce vol ne présentait « rien d'inhabituel ». C'est peut-être vrai en ce qui concerne le vol lui-même. Mais reste à savoir si on peut considérer comme normal le simple fait que cet avion ait été autorisé à décoller le 13 septembre. Et une fois encore, la Commission passe tout simplement sous silence une information essentielle. Unger rapporte ce que lui a dit un garde du corps affecté au vol en question : « Les restrictions de vol n'avaient pas encore été levées. » Il s'agit de Dan Grossi,

* *Notice to Airmen*, notification au personnel navigant. Il faut noter que même en jargon aéronautique français, on parle fréquemment de « la Notam sur tel ou tel sujet ».

récemment à la retraite après avoir servi vingt ans au département de la Police de Tampa. Il ajoute : « On m'a dit qu'il fallait le feu vert de la Maison Blanche. J'ai pensé que [ce vol] n'aurait pas lieu. » Unger cite également l'autre garde de sécurité – Manuel « Manny » Perez, l'ancien agent du FBI. Il aurait déclaré : « Ils ont obtenu l'autorisation de quelque part. Cela a dû venir du plus haut niveau du gouvernement. »[11]

Voilà un tableau très différent de celui que nous brosse le rapport Kean-Zelikow qui ne nous offre que le discours du pilote, cité plus haut, et un exposé d'un propriétaire de la société affrétant cet avion. Ce dernier a déclaré que ce vol « n'était pour nous qu'un voyage de routine », ajoutant que, s'il y avait eu quelque chose d'inhabituel, il en aurait entendu parler (p. 556 et p. 557, note 25). Les notes de fin de texte nous apprennent que la Commission a interrogé Dan Grossi et Manuel Perez. Mais elle ne fait pas mention de leur surprise, relevée par Unger, de ce que l'avion ait reçu l'autorisation de décoller. Son équipe, conduisant son « travail d'enquête exigeant », aurait-elle manqué de lire l'ouvrage d'Unger ? A-t-elle oublié, lors de son audition, d'évoquer les propos de Grossi et Perez ? Ou bien a-t-elle simplement choisi de passer sous silence cette partie de leur témoignage ? Une fois encore, quelle que soit la réponse, elle dérange.

La Commission nous dit aussi que le pilote a déclaré avoir suivi les procédures réglementaires et déposé son plan de vol à la FAA avant de décoller. Ensuite, elle ajoute que « les enregistrements de la FAA le confirment » (p. 557, note 25). Cela semblerait vouloir dire que lorsqu'en 2001 Chris White, de la FAA, dit de ce vol : « Il n'est pas dans nos registres […], il n'a pas eu lieu », il mentait ou du moins était sérieusement troublé. Mais comme la Commission n'a pas porté à la connaissance des lecteurs qu'un porte-parole de la FAA avait fait ce commentaire, elle n'a pas cherché à rapprocher ces témoignages contradictoires. L'ouvrage d'Unger, publié début 2004, a beau expliquer que la FAA dément encore l'existence de ce vol au moment où le livre est sous presse, la Commission donne à ses lecteurs l'impression que, l'ayant porté sur ses registres, jamais ce service officiel n'aurait dû en nier l'existence.

En conclusion, la Commission Kean-Zelikow n'a pu convaincre ses lecteurs de ce que la première affirmation est sans fondement qu'en faisant abstraction de la distinction essentielle entre vol commercial et vol privé. Pour le reste, elle fait un compte-rendu incomplet et très déformé des événements[12]. Pour les lecteurs plus au fait du sujet, elle n'entame pas la conviction que le vol Tampa-Lexington du 13 septembre n'a pu décoller sans l'aval de la Maison Blanche. J'en viens maintenant à la façon dont la Commission traite de la seconde allégation.

Les vols qui ont emmené des Saoudiens hors du pays

La seconde allégation veut qu'entre le 14 et le 24 septembre, des vols transportant des Saoudiens aient été autorisés à quitter le pays sans enquête suffisante ni interrogatoire de leurs passagers. La Commission argue de nouveau qu'il ne s'est rien passé que de conforme aux règles, et en tout cas rien d'assez inhabituel pour avoir exigé l'intervention de la Maison Blanche. Le rapport explique : « Nous avons la conviction que le FBI a filtré de façon satisfaisante les ressortissants saoudiens qui ont quitté le pays par vols spéciaux […]. Le FBI a interrogé avant leur départ tous les individus qui ont embarqué sur ces vols et présentaient de l'intérêt. Les agents fédéraux ont conclu qu'aucun des passagers n'avait de lien avec les attentats du 11 Septembre et n'ont trouvé aucun élément susceptible de conduire à les soupçonner. Notre examen indépendant des Saoudiens concernés confirme que personne ayant des liens connus avec le terrorisme n'est parti sur ces vols. » (p. 329 et 330).

Cette explication pose un problème. En effet, elle semble confondre deux notions très différentes : n'avoir aucun lien *connu* avec le terrorisme et ne pas être lié aux attaques du 11 septembre. Néanmoins, les lecteurs qui ont une confiance aveugle en la capacité de jugement de la Commission pourraient être tentés d'admettre que ce passage du texte suffit à établir la réalité des choses. Mais pour ceux qui ont décidé de vérifier le bien-fondé de ses conclusions, on trouve des faits troublants, tant dans les notes du rapport que dans les écrits d'Unger.

Dans ses notes, la Commission porte une attention spéciale au « prétendu vol ben Laden » qui aurait quitté le pays le 20 septembre avec « vingt-six passagers, la plupart d'entre eux parents d'Oussama ben Laden »[13] . Elle semble se satisfaire du fait que « vingt-deux des vingt-six passagers du vol ben Laden ont été interrogés par le FBI. On a posé des questions précises à beaucoup d'entre eux » (p557, note 28). Mais cette présentation des faits implique que certains de ceux qui ont été interrogés n'ont *pas* eu droit à des questions précises. Elle implique aussi que quatre des passagers n'ont pas été interrogés du tout. Sans se sentir gênée le moins du monde par cette conclusion qui s'impose d'elle-même, la Commission soutient sans faillir la conclusion du FBI qu'« aucun des passagers n'avait de lien avec les attentats du 11 Septembre ». Elle affirme : « Aucun des passagers n'a déclaré avoir eu de contact récent avec Oussama ben Laden ou avoir eu connaissance de ses activités terroristes » (p. 557, note 28). À l'évidence, la Commission Kean-Zelikow a supposé que les ben Laden disaient nécessairement la vérité. Nous ne pouvons que nous demander si

elle conseillerait cette façon de procéder à des officiers de police chargés de l'interrogatoire d'un suspect dans une affaire criminelle.

Il est particulièrement surprenant qu'elle ait abordé cette question avec tant de désinvolture apparente alors qu'Unger dans son ouvrage connu de beaucoup de monde a souligné qu'on a de bonnes raisons de douter que la famille ben Laden ait « coupé les ponts avec le terroriste dévoyé qui est du même sang qu'elle ». Unger approfondit la question quand il écrit : « D'après Carmen ben Laden, belle-sœur d'Oussama brouillée avec lui, plusieurs membres de la famille ont pu continuer à lui donner de l'argent. Au moins un membre de la famille, son beau-frère Mohammed Jamal Khalifa, a été un personnage central d'*al-Qaida* et on a beaucoup dit qu'il était partie prenante dans l'attentat de 1993 contre le World Trade Center […]. Deux autres parents ont été des personnages clefs d'une fondation caritative liée à Oussama. La branche américaine de l'assemblée mondiale de la jeunesse musulmane (World Assembly of Muslim Youth, Wamy) était dirigée par Abdullah ben Laden […]. Son frère Omar ben Laden faisait également partie du bureau de la Wamy […]. « La Wamy a été impliquée dans le soutien d'activités terroristes », affirme un fonctionnaire de sécurité qui a servi sous George W Bush […]. Des documents du FBI classifiés « Secret Défense » et codés « 199 » ce qui signifie « affaire concernant la sécurité nationale », montrent qu'Abdullah et Omar ben Laden ont fait l'objet d'une enquête de neuf mois en 1996 et que le dossier a été réouvert le 19 septembre 2001, huit jours après les attentats. »[14]

Est-ce que les informations fournies par Unger, auxquelles les commissaires avaient accès, n'auraient pas dû attirer leur attention sur le fait que tous les ben Laden aient été si rapidement autorisés à partir ?

Autre élément qui dérange dans les notes de la Commission, c'est que l'enquête du FBI sur le vol au profit des ben Laden a été à l'évidence très poussée si on la compare à celle sur les autres vols pour lesquels « la plupart des passagers n'ont pas été interrogés » (p. 557, note 28).

Toujours est-il que la Commission d'enquête donne l'impression que ces vols d'exfiltration ont été organisés avec méthode. Elle nous assure que « rien d'anormal n'a été commis pour permettre le départ de ces vols » (p. 556, note 25). Elle nous assure aussi que tous, en tout cas ceux qu'elle a examinés, « ont été passés au crible selon les procédures mises en place par le Q.G. du FBI et coordonnées au niveau de tous les services » (p. 557, note 28). On pourrait supposer que ces vols sont partis selon les règles normales, en vigueur depuis longtemps au FBI, par opposition à des procédures qui auraient été mises au point pour la circonstance, et que les agents du bureau local ont eu tout le temps nécessaire pour les appliquer,

en particulier en interrogeant longuement les passagers qu'ils considéraient comme « présentant de l'intérêt ».

Pourtant, Unger semble dire que les choses se sont passées de façon assez différente. Un des vols quitte Las Vegas pour Genève le 16 septembre avec quarante-six passagers, dont plusieurs membres de la famille royale saoudienne. Une de ses sources, qui a participé à l'opération, l'aurait décrite comme un « cauchemar ». Il explique pourquoi en ces termes :

« On leur a soumis le manifeste de vol la veille. À l'évidence, quelqu'un à Washington avait donné son accord mais le bureau local du FBI ne voulait pas les laisser partir. La tension est donc montée. Finalement, on n'a interrogé personne. »

Unger précise : « Le FBI n'a même reçu le manifeste qu'à deux heures du départ. Même s'il avait voulu procéder à l'interrogatoire des passagers, ce dont le Bureau n'avait pas très envie, il n'aurait pas eu assez de temps. »[15]

Pour lui, ce vol au moins ne reflète pas l'image de rigueur dans l'application des procédures que veut donner la Commission. Et puis, on ne peut pas croire que tous les « gens présentant de l'intérêt » aient été interrogés, à moins de supposer le FBI capable de déterminer en deux heures qu'aucun des quarante-six passagers n'appartenait à cette catégorie.

Un autre vol quitte l'aéroport Logan à Boston le 19 septembre. Ce matin-là, rapporte Unger, Logan a appris qu'un jet privé est arrivé d'Arabie Saoudite pour prendre dix membres de la famille ben Laden. Le directeur de l'aviation, ne pouvant croire que des membres de la famille d'Oussama ben Laden puissent être évacués après qu'il ait organisé « le pire acte de terrorisme de l'histoire », déclare qu'il ne pourra rien faire sans ordre de Washington. Lorsque celui-ci arrive, c'est en ces termes : « Laissez-les partir », comme pour tous ces vols au profit des Saoudiens. D'après Unger, l'avion décolle ce soir-là sans qu'aucun des passagers n'ait été interrogé par le FBI[16].

Pour Unger, ces deux vols sont plus à l'image de ce qui s'est fait à ce moment-là que des exceptions à la règle générale. Il assure que le FBI a insisté pour que personne n'autorise ces vols à décoller avant que les agents fédéraux ne connaissent au moins les noms des passagers. Pourtant, il « a systématiquement refusé d'interroger ces Saoudiens ou de s'entretenir avec eux de façon approfondie »[17]. Les agents fédéraux avec qui Unger a discuté lui ont dit qu'« ils avaient identifié les passagers à bord de ces vols mais n'ont pas pu leur parler longuement. »[18]

Si on le lit soigneusement, le compte-rendu de la Commission qui admet que « la plupart des passagers n'ont pas été interrogés » ne diffère

pas vraiment de celui d'Unger. La Commission essaye toutefois d'enjoliver le tableau en écrivant que le FBI a interrogé les « gens intéressants ». Mais même si c'est vrai, ce qui reste à prouver, cela laisse ouverte la question de savoir si le FBI avait suffisamment d'éléments d'appréciation. La Commission semble simplement conclure que si les fédéraux n'ont interrogé personne en particulier, c'est qu'il n'y avait aucune raison de le faire.

Unger apporte un élément d'information qui conduit à douter du bien-fondé de cette conclusion. Il est particulièrement consternant et porte sur un vol au départ de Lexington le 16 septembre. Ayant obtenu la liste des passagers, Unger s'étonne de voir que l'un des Saoudiens qui ont quitté le pays par ce vol n'est autre que le prince Ahmed ben Salmân[19]. Le prince Ahmed, rappelons-le, est le propriétaire de la Thoroughbred Corporation, ce qui explique sa présence à Lexington. Il venait d'y acheter deux chevaux pour un million deux cent mille dollars[20], au lendemain du 11 septembre. Mais Gerald Posner l'accuse aussi d'avoir servi d'intermédiaire entre *al-Qaida* et le gouvernement saoudien. Et nous apprenons maintenant par Unger que le FBI a eu l'occasion de l'interroger juste cinq jours après les attentats, mais qu'il ne l'a pas fait alors que les agents fédéraux l'avaient identifié[21]. Le FBI ne considérait à l'évidence pas le prince comme « quelqu'un d'intéressant ». Pourtant, si le récit de Posner sur Zubaydah est exact, le prince s'attendait à des attentats aux États-Unis le 11 septembre.

Bien sûr, les commissaires pourraient rétorquer que le FBI n'avait aucun moyen de savoir le 16 septembre 2001 ce que Zubaydah n'a révélé qu'en 2002. Le problème, toutefois, c'est que la Commission ne peut pas logiquement conclure qu'aucun des passagers n'était lié au 11 Septembre du simple fait que le FBI a raisonné, ou au moins déclaré avoir raisonné de la même façon. D'après Zubaydah, le prince Ahmed était suffisamment « lié aux attentats du 11 Septembre » pour en avoir eu connaissance à l'avance. En avril 2004, Unger suggère que « la Commission devrait faire déposer [le directeur du FBI Robert] Mueller sur l'interrogatoire de Zubaydah. Elle devrait aussi demander si le FBI a soumis le prince Ahmed à un interrogatoire avant son départ. »[22] Pourtant, le rapport Kean-Zelikow, n'indique pas qu'on ait posé l'une ou l'autre de ces questions à Mueller.

En outre, Unger souligne qu'avant même les révélations de Zubaydah en avril 2002, il existait suffisamment de raisons de ne pas permettre au prince Ahmed de quitter le pays immédiatement après le 11 septembre, du moins pas avant de l'avoir soumis à une sérieuse enquête. Il rapporte que le père du prince Ahmed, le prince Salmân ben abd al-Azîz, a « travaillé étroitement avec Oussama ben Laden et ses Arabes afghans durant la

guerre d'Afghanistan pendant les années 80 ».[23] Le FBI ne se serait sans doute pas montré exagérément méfiant s'il s'était demandé si le fils du prince Salmân avait conservé des liens avec Oussama ben Laden, comme l'assure Zubaydah.

En tout cas, quoi que nous puissions penser de ce qu'aurait dû faire le FBI, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, qui a travaillé pour l'essentiel après que Posner eut publié son récit de l'interrogatoire de Zubaydah, avait par là suffisamment de raisons d'approfondir ce sujet. Mais rien dans son rapport n'indique qu'elle l'a fait. À l'évidence, elle n'a pas considéré qu'il aurait fallu s'intéresser à Ahmed ben Salmân et ne fait pas allusion à lui dans son rapport.

Unger, non content d'avoir révélé que le prince Ahmed est l'un des Saoudiens qui sont partis sans avoir été soumis à un interrogatoire sérieux, a plus tard assuré que le nombre de Saoudiens qui ont quitté le pays par avion juste après le 11 Septembre est beaucoup plus élevé que ne l'indique le rapport de la Commission. Bien que le document, publié le 22 juillet 2004, ne fasse pas le compte exact des Saoudiens qui sont partis, il parle de dix vols : un avion du gouvernement saoudien plus neuf appareils affrétés, « avec cent soixante personnes, la plupart ressortissants saoudiens, [qui] ont quitté les États-Unis entre le 14 et le 24 septembre » (p. 556, note 25). C'est cohérent avec le nombre de cent quarante-deux Saoudiens dont parle Unger dans son livre. Pourtant, le 1er juin, Unger avait signalé un document que *Judicial Watch* avait obtenu du département de la Sécurité intérieure grâce à la loi sur la liberté de l'information, et publié. Le texte montrait qu'entre le 11 et le 15 septembre, cent soixante autres Saoudiens avaient quitté le pays sur cinquante-cinq appareils partis d'une vingtaine de villes, pour la plupart des vols commerciaux. Cette nouvelle information, souligne Unger, signifie qu'« au total, environ trois cents personnes […] sont parties avec l'apparent feu vert de l'administration Bush. »[24]

Cette révélation soulève une autre question fort sérieuse à propos du rapport de la Commission sur le 11 Septembre. Aurait-elle tout ignoré de ces vols ? Cette ignorance pourrait faire peser un doute déplaisant sur le caractère approfondi de son enquête.

Si *Judicial Watch* a été capable d'obtenir cette information, pourquoi pas l'équipe de Philip Zelikow ? Même si elle n'avait pas découvert cette information par elle-même, il semble qu'elle aurait pu l'apprendre par l'article d'Unger paru le 1er juin. Elle en aurait ainsi eu connaissance à temps pour y faire au moins allusion puisque les notes du rapport Kean-Zelikow font référence à des entretiens réalisés jusqu'en juillet 2004. Ou

alors, elle en a eu connaissance largement à temps et a, là encore, décidé de ne pas la mentionner ?

En parler aurait à coup sûr risqué d'invalider la conclusion officielle selon laquelle aucun ressortissant saoudien n'a été autorisé à quitter le pays sans avoir été convenablement interrogé. La Commission aurait dû prétendre que ces cent soixante autres Saoudiens, y compris les quarante-huit qui sont partis le 13 septembre, avaient fait l'objet d'un examen approfondi. Si elle connaissait l'existence de ces vols, elle avait le devoir de prouver que tous ces gens avaient vraiment été interrogés dans les règles ou alors de revoir sa conclusion. Vu la façon dont elle a traité cette question, on pourrait conclure qu'elle a délibérément caché ce qu'elle savait pour éviter d'être forcée à changer d'avis.

Si elle a eu connaissance de l'existence de ces cent soixante autres Saoudiens, elle aurait dû faire deux choses avant de pouvoir continuer à conclure en toute honnêteté qu'il ne s'est rien passé que de conforme aux règles. D'abord, vu son insistance à affirmer que l'espace américain a été ouvert aux vols commerciaux à 11 h 00 le 13 septembre, elle devait, à notre avis, s'assurer que celui qui a quitté le pays en emportant quarante-huit Saoudiens ne l'avait pas fait avant 11 h 00. Ensuite, elle devait s'assurer que l'avion qui a décollé le 11 Septembre avec un passager saoudien est bien parti avant la fermeture de l'espace aérien à tous les vols, commerciaux et privés.

La Commission a beau ne pas faire référence à ces cinquante-cinq vols supplémentaires, dont la plupart étaient commerciaux, elle cherche à tout prix à réfuter des allégations de journalistes pour qui plusieurs vols commerciaux ont quitté le pays en emmenant des Saoudiens suspects. Elle annonce avoir comparé « les noms des Saoudiens ayant pris les vols commerciaux » ainsi que ceux de tous les passagers susceptibles de se trouver dans les dix vols mentionnés plus haut avec la liste Tipoff de surveillance des terroristes, et affirme : « Aucun nom ne correspondait. » (p. 558, note 31)

Mais comme le prouve le cas du prince Ahmed, le fait que quelqu'un ne figure pas sur cette liste ne prouve pas qu'il ne détient pas d'information intéressante sur le 11 Septembre. On peut prendre d'autres exemples de passagers pour l'illustrer. Unger a appris que la liste des passagers d'un vol du 19 septembre comportait le nom d'Omar ben Laden[25]. Nous avons vu que le FBI venait de rouvrir son dossier le jour même. Donc, quand il part cette nuit-là, il est bien devenu une « personne intéressante » aux yeux du FBI. Et pourtant, nous explique Unger, ce vol est parti sans qu'aucun des passagers n'ait été interrogé.

L'aval de la Maison Blanche

La Commission ne réussit pas à démonter les deux premières allégations, ce qui nous amène à nous pencher sur la troisième, à savoir que les vols d'exfiltration des Saoudiens ont eu lieu grâce à une intervention politique de la Maison Blanche. C'est explosif, parce que cela veut dire que la Maison Blanche a contribué à faciliter le départ de « nombre de Saoudiens qui auraient été en mesure de faire la lumière sur le plus grand crime de l'histoire américaine », selon les termes d'Unger, et « a ainsi interféré avec une enquête sur le meurtre de près de trois mille personnes.[26] Et ici, la référence à la Maison Blanche est en fait une allusion au président.

En ce qui concerne cette troisième allégation, le rapport final de la Commission du 11 Septembre déclare :

« Nous n'avons trouvé aucune preuve d'intervention politique, ni que quiconque à la Maison Blanche au-dessus du niveau de Richard Clarke ait participé à la prise d'une décision sur le départ de ressortissants saoudiens […]. Andrew Card, chef de cabinet de la Maison Blanche, […] a déclaré […] qu'il n'a demandé à personne de faire quoi que ce soit à propos [de cette demande des Saoudiens]. Le président et le vice-président nous ont assurés qu'ils n'étaient absolument pas au courant de cette affaire jusqu'à ce qu'elle fasse surface dans les médias beaucoup plus tard. » (p. 329)

La Commission a évidemment l'intention de nous amener à en conclure que jamais personne à la Maison Blanche au-dessus de Richard Clarke n'est intervenu dans cette affaire. Reste à savoir si elle nous fournit une seule bonne raison d'arriver à cette conclusion. Nous pouvons commencer par nous demander s'il est plausible que le président Bush n'ait eu vent de cette affaire que beaucoup plus tard, comme la Commission le pense de toute évidence.

Le 13 septembre 2001, le président honore un rendez-vous pris avant le 11 Septembre avec le prince Bandar ben Sultan[27]. Outre qu'il s'agit de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite aux USA, le prince Bandar, souligne Unger, est « le neveu du roi Fahd […] et le petit-fils de l'ancien roi Abdul Aziz, le fondateur de l'Arabie Saoudite moderne* ». En 2001, les familles Bush et Saoud, ajoute Unger, « ont des relations étroites depuis plus de

* Il est aussi le frère du prince Khaled ben Sultan qui a commandé les troupes arabo-islamiques de la coalition des opérations Désert Shield et Désert Storm. Leur père, le prince Sultan, était alors ministre de la Défense et de l'Aviation du royaume d'Arabie et à ce titre avait comme soutien important le général prince Turki, directeur du renseignement, très lié à la Maison Blanche du premier président George Bush.

vingt ans. Partenaires en affaires et amis personnels, les Bush et les Saoud ont de plus ont remporté des batailles secrètes compliquées et ont fait la guerre côte à côte. Ils ont partagé des secrets qui portaient sur d'inimaginables fortunes personnelles, de spectaculaires forces militaires [et] les plus riches ressources énergétiques au monde. »[28]

À propos de cette amitié, Unger souligne que depuis 1990 les Bush considéraient le prince Bandar presque comme un membre de leur famille, le surnommant même « Bandar Bush ».[29]

Le 13 septembre, en tant qu'ambassadeur d'Arabie Saoudite, le prince Bandar doit être fort aise d'avoir un ami à la Maison Blanche, parce que cela fait deux jours qu'il s'acharne à mettre en musique le départ des Saoudiens[30]. En tout cas, à son arrivée à la Maison Blanche, « lui et le président Bush se retirent sur le balcon Truman*, un lieu en plein air propre à se détendre […] qui offre aussi un brin d'intimité […]. Les deux hommes allument chacun un [cigare] Cohiba et commencent à discuter de la façon dont ils vont travailler ensemble à la guerre contre le terrorisme […]. Seuls Bush et Bandar savent ce qu'ils se sont dit ce jour-là. Mais les liens entre les deux familles étaient si forts qu'il n'a pas dû être difficile à Bush de permettre aux Saoudiens de quitter l'Amérique […]. Un porte-parole de l'ambassade d'Arabie Saoudite a déclaré plus tard ne pas savoir s'ils avaient abordé le sujet du rapatriement. »[31]

Il est vrai que nous ne savons pas s'ils en ont discuté, mais cette question est sûrement l'une des principales préoccupations de l'ambassadeur quand il rencontre le président Bush. Voudrait-on nous faire croire que lorsque George et Bandar Bush se sont trouvés seuls ensemble à fumer le cigare, Bandar n'a pas abordé le sujet ? Comment croire George Bush lorsqu'il nous dit qu'il n'a rien su de cette affaire à ce moment-là ? Voudrait-on nous forcer à penser que c'est par simple coïncidence que plus tard dans la journée des avions privés transportant des passagers saoudiens sont autorisés à décoller ?[32]

D'ailleurs, il ne faut pas croire que la Maison Blanche, le président compris, ait attendu cette rencontre pour donner les autorisations nécessaires. « Pendant les quarante-huit heures qui ont suivi les attentats, nous explique Unger, le prince Bandar est resté en contact permanent avec le secrétaire d'État Colin Powell et la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice. »[33] Cette dernière est sans doute aussi restée en contact plutôt suivi avec le président pendant ces journées.

* Cf. *Le Secret Service*, Philip Melanson, Carnot, 2004.

Pourtant, la Commission Kean-Zelikow n'évoque pas de contacts entre Bandar et Rice lorsqu'elle affirme qu'à sa connaissance, personne à la Maison Blanche au-dessus de Richard Clarke n'a pris la décision de laisser partir les Saoudiens. Unger a beau nous avoir informé de ces contacts, les commissaires ne précisent pas s'ils ont demandé à Rice si elle en avait discuté avec le prince Bandar lors de ses rencontres avec lui entre le 11 et le 13 septembre. Ils se contentent d'affirmer : « Aucun des fonctionnaires que nous avons interrogés ne s'est souvenu que des membres de la classe politique soient intervenus dans cette affaire ou leur aient donné des directives. » (p. 329) Ils indiquent ensuite sous forme de note que Rice fait partie des personnes qu'ils ont entendues (p. 557, note 27). Comme souvent, les « recherches » de la Commission semblent avoir consisté essentiellement à interroger des individus et enregistrer leurs réponses sans s'attacher à l'invraisemblance de leurs réponses.

Ce que la Commission a tiré de plusieurs entretiens et mis en évidence, c'est une idée de la façon dont on a organisé ces vols, et cela n'a pas grand-chose à voir avec ce que raconte Unger. Voici comment on a traité le problème, assure le rapport officiel :

« Dans les jours qui ont suivi le 11 Septembre, de peur de représailles contre des ressortissants saoudiens, Rihab Massoud, premier conseiller à l'ambassade d'Arabie à Washington, a appelé Dale Watson, le directeur de la lutte antiterroriste au FBI, et lui a demandé de l'aider à faire sortir certains de ses concitoyens du pays. » (p. 557, note 27)

Le seul élément qui vienne étayer cette information est un entretien avec Rihab Massoud lui-même. Et il y a d'autres raisons de nous méfier de son récit, notamment le fait qu'il ne soit pas fait mention du prince Bandar – ce qui contribue à renforcer la thèse de la Commission qui veut que le président ne se soit pas impliqué.

En tout cas, si on suppose que le prince Bandar a bien demandé cette faveur, il importe de savoir si la Maison Blanche l'a accordée. D'après ce que pense Unger, les événements semblent indiquer qu'il y a eu marchandage. D'un côté, le plus haut niveau de l'exécutif[34], qui peut seul autoriser le rapatriement des ben Laden donne le feu vert au décollage des vols destinés à évacuer les Saoudiens, dont certains membres de la famille royale. De l'autre, l'ambassadeur Bandar promet en échange que « l'Arabie Saoudite aidera à stabiliser le cours des marchés mondiaux du pétrole ». Promesse tenue. « Faisant outrageusement étalage de leur influence sur le marché du brut, les Saoudiens expédient neuf millions de barils de pétrole aux États-Unis. En réaction, le cours passe immédiatement de vingt-huit à vingt-deux dollars le baril. »[35]

Donc Unger met en évidence l'existence de solides preuves indirectes d'une intervention du président. Pourtant, la Commission Kean-Zelikow n'en mentionne aucune. Si elle l'avait fait, aurait-elle encore pu affirmer qu'elle n'avait pas trouvé de preuve d'intervention politique ? Bien qu'une preuve indirecte ne soit par définition pas directe, elle reste une preuve.

Unger produit en outre un témoignage oral venant du côté saoudien qui montre effectivement une intervention de la part de la présidence. Dans un entretien avec Nail al-Jubeir, porte-parole de l'ambassade d'Arabie, Unger affirme que c'est « le plus haut niveau du gouvernement des États-Unis »[36] qui a autorisé le décollage des avions, formulation qui semble désigner le président lui-même. La Commission d'enquête sur le 11 Septembre omet, là aussi, de faire mention de cette déclaration.

De plus, quoique le FBI ait nié pendant longtemps avoir facilité le départ de ces vols, à ce que dit Unger, nous avons vu qu'il existe des indices concordants qui démontrent qu'il s'en est mêlé. Nous avons encore un témoignage verbal venant des Saoudiens : le prince Bandar déclare sur CNN que le FBI a joué un rôle déterminant dans les exfiltrations[37]. Plus tard, quand on lui demande lors de l'émission *Meet the Press* à qui il a demandé l'autorisation de décollage des avions, il répond : « Au FBI. »[38] Certains pourraient être tentés d'arguer de cette déclaration pour affirmer que c'est le FBI et non le président qui a permis le départ de ces vols. Seulement, la Commission serait incapable de faire admettre que le FBI ait pu agir sans l'aval présidentiel. Évidemment, rien dans son rapport n'indique qu'elle a cuisiné Mueller, le directeur, ou d'autres dirigeants du FBI pour leur demander s'ils s'étaient rendus coupables d'une telle usurpation de prérogative. Le rôle qu'a joué le FBI prouve encore indirectement qu'il y a bien eu autorisation du président.

Certes, tout le monde est désormais en quelque sorte tombé d'accord sur le fait que ces vols d'évacuation ont reçu l'aval de « la Maison Blanche ». Mais la version officielle reprise par la Commission d'enquête sur le 11 Septembre veut que l'autorisation ne soit venue ni du président Bush, ni du vice-président Dick Cheney, ni même de la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice. Comme nous l'avons vu, la Commission déclare plus volontiers qu'elle n'a aucune raison de penser que « quiconque à la Maison Blanche au-dessus du niveau de Richard Clarke ait pris la décision d'autoriser le départ de citoyens saoudiens ».

Cependant, Clarke en personne aurait affirmé lors d'une interview qu'il a accordée à Unger : « Quelqu'un nous a transmis pour approbation la décision de laisser un avion rempli de Saoudiens, y compris des membres de la famille ben Laden, quitter le pays. »[39] Clarke a déclaré

presque la même chose en déposant devant la Commission : « J'aimerais être capable de vous dire qui l'a fait, qui m'a fait passer cette proposition, mais je l'ignore. » (p. 557, note 27).

Comment la Commission a-t-elle pu passer de cette déposition à la conclusion qu'apparemment personne à la Maison Blanche au-dessus de Richard Clarke n'a participé à cette prise de décision ? Elle semble faire reposer en partie cette conclusion sur une déclaration de Clarke : « Je ne me souviens pas avoir demandé de confirmation auprès de qui que ce soit à la Maison Blanche. » (p. 329). Mais, bien évidemment, si Clarke savait par avance que ses supérieurs tenaient à cette évacuation, il n'a pas eu besoin de leur demander confirmation.

Matière à réflexion

C'était la troisième affirmation : l'administration Bush est intervenue pour rendre possible le départ rapide de citoyens saoudiens sans qu'ils aient subi l'interrogatoire qui s'imposait. La Commission échoue lamentablement à réfuter cette thèse, de même qu'elle a été incapable de démonter les deux précédentes.

Que des lecteurs ayant admis la validité de la position officielle reconnaissent cet échec et les conséquences peuvent être graves. Car d'après la version officielle, c'est un groupe d'hommes en majorité saoudiens qui a perpétré les attentats sous l'autorité d'Oussama ben Laden, membre d'une des plus éminentes familles d'Arabie Saoudite. On a eu beau dire qu'Oussama ben Laden a été rejeté par les siens, il est évident qu'au moins quelques-uns des membres de sa famille sont restés en contact avec lui. Autre élément dérangeant dans le paysage, deux de ses proches qui vivaient aux États-Unis, Omar et Abdullah ben Laden, ont été les animateurs d'une organisation dont des autorités américaines ont déclaré qu'elle soutenait le terrorisme.

De plus, même si on a dit que la famille royale a ostracisé et banni Oussama ben Laden, des rapports ont établi qu'il entretenait encore des relations avec certains princes de sang. D'après Posner, Abu Zubaydah a déclaré que certains Saoudiens ont continué à soutenir pécuniairement *al-Qaida,* thèse que soutient désormais le sénateur Bob Graham de la commission Renseignement du Sénat.

Abu Zubaydah aurait également affirmé avoir été présent en 1998 lors d'une rencontre entre Oussama ben Laden et le prince Turki ben Fayçal, chef du renseignement saoudien, lors de la conclusion d'un marché[40]. Le récit de Richard Labevière donne un regain de crédibilité à cette histoire.

Lors de son séjour à l'hôpital de Dubaï, Oussama ben Laden était encore en contact avec le chef du renseignement saoudien en juillet 2001[41]. Un fait ajoute de l'intérêt à tout ce qui se dit sur le prince Turki ; après avoir longtemps dirigé le renseignement saoudien, il est relevé de cette fonction dix jours seulement avant le 11 Septembre pour être nommé ambassadeur en Grande-Bretagne[42].

Au vu de tous ces éléments et rapports, comment la Commission a-t-elle pu traiter avec tant de désinvolture l'hypothèse selon laquelle des membres de la famille royale ou de la famille ben Laden auraient pu être autorisés à quitter le pays immédiatement après le 11 Septembre ? Pourquoi ne montre-t-elle pas au président qu'elle est scandalisée ? Peu importe qui a autorisé ces vols, il a fait obstruction à une enquête criminelle sur la plus grande attaque terroriste de l'histoire des États-Unis et il n'y a que trois possibilités : ou le président a directement donné le feu vert pour ces vols, ou il a permis en toute connaissance de cause à ses subordonnés de les autoriser ; ou alors il a ignoré que ses subordonnés aient donné cette autorisation, et c'est inadmissible. Quelle que soit la bonne hypothèse, le président est responsable d'extraditions qui ont fait obstruction à une enquête sur ce crime abominable. Mais le rapport Kean-Zelikow, ici comme sur la plupart des autres questions, semble plus tenir à défendre la Maison Blanche que de donner au peuple américain « le compte-rendu le plus complet possible des événements liés au 11 Septembre ».

Chapitre 8

Allégations à propos du quartier général du FBI

Des agents du FBI ont, à plusieurs reprises, accusé leur quartier général d'avoir bloqué des enquêtes en relation avec le 11 Septembre. Certaines de ces allégations concernent des événements antérieurs au 11 Septembre et les examiner attentivement aurait conduit à des découvertes permettant de prévenir les attentats. D'autres se rapportent à des décisions prises après le 11 Septembre, susceptibles d'avoir occulté des informations sur ceux qui ont perpétré ces attaques. Une des questions qui se posent à propos du rapport de la Commission du 11 Septembre, c'est de savoir comment elle a traité ces assertions au sujet du FBI. Nous examinerons d'abord sa réponse aux affaires bien connues de Phoenix, Chicago et Minneapolis, toutes trois concernant des enquêtes qui auraient pu faire découvrir les plans. Nous verrons ensuite sa réaction aux dénonciations de l'ancienne traductrice du FBI Sibel Edmonds sur les sérieux problèmes du programme de traduction de la division antiterroriste du FBI.

Le mémo de Kenneth Williams, Phoenix

En juillet 2001, Kenneth Williams, un agent du FBI de Phoenix, envoie un mémorandum au quartier général. Il y avertit que des partisans d'Oussama ben Laden sont en train de prendre des leçons de pilotage dans un but terroriste, et recommande que le FBI mette en place un programme national de traque des étudiants suspects des écoles de pilotage. On n'a jamais lancé une telle opération [1].

Le rapport de la Commission du 11 Septembre nous explique pourquoi :

« Les responsables de l'Unité Oussama ben Laden et de l'Unité des fondamentalistes radicaux au quartier général du FBI en étaient destinataires mais ils n'ont même pas vu le mémo avant le 11 septembre. Aucun responsable au quartier général n'a vu ce mémo avant cette date. » (p. 272)

Il est clairement sous-entendu qu'on ne peut reprocher aux gens du quartier général du FBI de ne pas avoir lancé l'opération proposée par Kenneth Williams puisqu'ils ignoraient sa suggestion.

Comment la Commission est-elle parvenue à cette conclusion ? Elle n'a évidemment pas enquêté elle-même puisqu'elle se contente de renvoyer le lecteur intéressé à une investigation menée par l'enquête conjointe du Congrès et à un rapport publié le 2 juillet 2004 par l'inspecteur général du département de la Justice (p. 540, notes 86 et 88). Elle ne nous dit pas comment ces rapports précédents sont arrivés à la conclusion qu'« aucun responsable au quartier général n'a vu ce mémo avant le 11 Septembre ». Avaient-ils des preuves de cette assertion ou bien ont-ils simplement cru les responsables sur parole ?

Une réponse à cette question intéresserait particulièrement les lecteurs qui connaissent l'affaire de Zacarias Moussaoui et de l'agent du FBI Coleen Rowley sur laquelle nous reviendrons plus loin, parce que les comptes-rendus sur ce cas n'incitent pas à croire en l'intégrité du responsable de l'Unité des fondamentalistes radicaux, David Frasca. Ainsi, dans une lettre de treize pages adressée au directeur Robert Mueller et à la commission Renseignement du Sénat, document dont la majeure partie est consultable sur le site web de *Time Magazine,* Rowley indique que Frasca a été « instruit » du mémo Williams, « alerté » par lui, mais n'en a « jamais dévoilé » l'existence aux agents de Minneapolis qu'il a tout fait pour empêcher d'examiner l'ordinateur de Moussaoui. Elle ne pensait absolument pas que s'il ne les avait pas avertis, c'était parce que le mémo de Phoenix, d'une manière ou d'une autre, n'était jamais venu à sa connaissance [2].

Toutefois, la Commission se contente de nous assurer que Frasca n'a pas vu ce mémo avant le 11 Septembre, sans mentionner ce que tout le monde sait, que Rowley dit le contraire. Peut-être a-t-elle établi que Rowley faisait erreur. Mais si c'est le cas, pourquoi ne pas nous dire comment elle l'a déterminé ? Puisqu'elle avait conscience qu'il était très pratique pour Frasca de nier avoir vu le rapport, n'aurait-elle pas dû se lancer là dans un « travail d'enquête exigeant » pour vérifier si cette affirmation résistait à un examen serré ? Elle ne pouvait pas faire référence au rapport de l'enquête conjointe au lieu de son propre travail d'investigation dans une matière impliquant le FBI, étant donné qu'il existe des rapports établissant que certains membres de ces comités ont fait l'objet d'intimidations de la part du FBI pendant qu'ils menaient leur enquête [3]. Mais à l'évidence, l'équipe de Zelikow n'a pas jugé utile de perdre du temps sur ce sujet.

L'accusation de l'agent du FBI de Chicago, Robert Wright

Dans l'affaire du mémo de Phoenix, les allégations ont été faites par d'autres que Williams. Mais dans une autre affaire que j'évoque dans *Le Nouveau Pearl Harbor,* l'agent du FBI de Chicago Robert Wright a lancé des accusations très directes contre le quartier général du FBI. En voici le résumé :

« En 1998, un agent du FBI, Robert Wright, a commencé de traquer une cellule terroriste à Chicago, soupçonnant que l'argent utilisé pour les attentats à la bombe de 1998 contre les ambassades américaines venait d'un Saoudien multimillionnaire vivant à Chicago. En janvier 2001, alors qu'il était certain que cette affaire était en bonne voie, on lui a dit qu'on allait la classer. En juin, il écrit un mémo interne accusant le FBI de "récolter du renseignement pour savoir qui arrêter quand les attentats terroristes auraient eu lieu" plutôt que d'essayer de les empêcher. En mai 2002, Wright annonce qu'il va poursuivre le FBI pour lui avoir refusé l'autorisation de publier un livre sur cette affaire. Dans sa description des actions de ses supérieurs pour restreindre ses investigations, on trouve des mots comme "prévenir", "contrecarrer", "obstruction", "menace", "intimidation" ou "représailles". Dans un entretien ultérieur, […] il déclare : "Le 11 Septembre est le résultat direct de l'incompétence de l'Unité terrorisme international du FBI"[4]. »

Étant donnée la nature des accusations de Wright, on pourrait supposer que la Commission du 11 Septembre aurait dû vivement souhaiter en apprendre plus sur ce qu'il avait à dire. Et comme ces accusations ont été rapportées par nombre de sources importantes comme UPI, ABC News et le *LA Weekly,* la Commission connaissait sûrement l'affaire[5]. Mais rien n'indique dans le rapport qu'elle ait interrogé Wright. Même si elle avait de bonnes raisons de ne pas le questionner, elle aurait dû demander au directeur Mueller, à propos de ces accusations, si Wright avait fait l'objet d'une intimidation de la part du quartier général du FBI. Mais bien qu'elle ait eu largement le temps d'interroger Mueller à ce sujet, le nom de Robert Wright ne se trouve nulle part dans le rapport de la Commission.

L'affaire Coleen Rowley / Zacarias Moussaoui

La plupart des lecteurs n'auront pas noté l'omission de l'affaire Robert Wright dans le rapport de la Commission, parce qu'on n'en a peu parlé. En revanche, l'affaire concernant Coleen Rowley et Zacarias Moussaoui, a été énormément médiatisée. Rowley a même été nommée l'une des « trois

personnes de l'année » par *Time Magazine* en 2002[6]. Avant d'examiner le traitement réservé à cette affaire par la Commission, je citerai le résumé que j'en ai fait dans *Le Nouveau Pearl Harbor* :

« À la mi-août 2001, les dirigeants d'une école de pilotage de Minneapolis appellent le FBI pour l'informer qu'ils soupçonnent Zacarias Moussaoui, qui s'est offert un entraînement sur un simulateur de Boeing 747, de projeter d'utiliser un vrai 747 « comme arme ». Après que des agents du FBI de Minneapolis l'ont arrêté et découvert de nombreuses choses suspectes à son sujet, ils demandent au quartier général du FBI un mandat pour perquisitionner le disque dur de son ordinateur portable et ses autres biens. Toutefois, bien que le FBI ait reçu de France des renseignements complémentaires sur Moussaoui – qui, selon les fonctionnaires français, avait clairement montré qu'il représentait une menace – les hauts fonctionnaires du FBI déclarent que cette information « est trop vague pour justifier un mandat de perquisition dans son ordinateur ». Les agents de Minneapolis qui ont lu le rapport du renseignement français sont « en transe », l'un d'eux imagine même que Moussaoui pourrait bien essayer « d'envoyer un avion dans le World Trade Center ». « Désespérés de [ne pouvoir] examiner le disque dur de l'ordinateur », les agents de Minneapolis demandent au quartier général du FBI un mandat de perquisition au titre de la Loi de surveillance du renseignement étranger (Foreign Intelligence Surveillance Act, Fisa) pour être certains de l'obtenir, car, dans le passé, pratiquement toutes les demandes pour ce motif ont été acceptées.

Seulement, au quartier général du FBI, on confie le dossier à l'Unité des fondamentalistes radicaux (RFU) […]. La requête de Minneapolis est alors transmise à l'agent RFU Marion « Spike » (Marion « Pique ») Bowman, qui fait honneur à son surnom en commençant par faire disparaître la preuve que Moussaoui était lié à *al-Qaida* via un groupe de rebelles tchétchènes. Après quoi, le conseiller général adjoint du FBI, sur la base de cette demande reformulée, déclare que le lien avec *al-Qaida* est insuffisant pour justifier un mandat de perquisition et ne transmet même pas la demande au FISA. Rowley s'interroge : « Pourquoi un agent du FBI voudrait-il délibérément saboter une affaire ? »

« […] Plus tard, Rowley publie un long mémo sur le traitement de l'affaire Moussaoui par le FBI, que *Time Magazine* a qualifié de « réquisitoire colossal contre la négligence de notre principale agence de maintien de l'ordre ».

[…] Marion « Spike » Bowman […] reçoit en décembre 2002 une récompense du FBI pour « services exceptionnels ». Elle lui est décernée,

en outre, après qu'un rapport du Congrès eut estimé que son unité RFU a donné aux agents de Minneapolis "une information inexcusablement confuse et inexacte […] fausse de manière patente". »[7]

Bien que le rapport de la Commission du 11 Septembre évoque cette affaire, il omet des détails essentiels. Parmi ceux-ci, le fait que Marion « Spike » Bowman a fait disparaître la preuve d'un lien entre Moussaoui et *al-Qaida* via ce groupe tchétchène. Le rapport relate simplement :

« [Il y a eu discussion] pour savoir si les tchétchène rebelles et [leur chef] Kattab sont assez étroitement associés à une organisation terroriste pour constituer une "puissance étrangère" selon les critères de la loi Fisa. Le quartier général du FBI ne pensait pas que l'affaire en valait la peine et son unité "loi sur la sécurité nationale" a refusé de demander de lancer la procédure Fisa. »

Selon ce compte-rendu, la personne qui, au quartier général du FBI a refusé de lancer la procédure Fisa, ne l'a fait qu'à cause d'une divergence d'opinion. On ne précise pas que cette personne n'a pas vu la requête telle qu'elle a été écrite à Minneapolis, mais telle que Bowman l'a modifiée en faisant sauter l'information sur le lien de Moussaoui avec le groupe tchétchène. Comme la Commission a omis cette partie de l'histoire, il n'est pas surprenant de voir qu'elle a également omis la question de Rowley se demandant pourquoi un agent du FBI voudrait « délibérément saboter une affaire ». Dans l'univers de la Commission, il n'y a pas de sabotage délibéré, seulement d'honnêtes divergences d'opinion. Finalement, ayant laissé de côté le rôle de « Spike » Bowman, la Commission n'a pas eu l'occasion de souligner l'ironie du fait qu'il ait ensuite reçu une médaille pour « services exceptionnels » alors même que son unité, commandée par Dave Frasca, a fourni « des renseignements inexcusablement confus et inexacts ».

On est bien forcé de se demander comment la Commission a pu ignorer ces détails. Sans doute son équipe a-t-elle lu les reportages de *Time* au cours de son « travail d'enquête exigeant ». Sans doute Coleen Rowley, si elle avait eu l'occasion de témoigner devant la Commission, aurait-elle fourni tous ces détails. Et sans doute, comme elle a été nommée par *Time* une des « personnes de l'année » pour sa confrontation avec le quartier général du FBI sur cette affaire, elle aurait dû être invitée à témoigner devant la Commission. Et pourtant, il semble qu'elle n'a pas été interrogée. Il n'existe, en fait, qu'une seule référence à Coleen Rowley dans l'ensemble du document, et cette référence – un entretien de l'inspecteur général du département de la Justice avec elle en juillet 2002 – ne contient rien de ses démêlés avec le quartier général du FBI (p. 540 note 94).

À l'évidence, la Commission du 11 Septembre ne considère pas que l'anicroche entre Coleen Rowley et le quartier général du FBI soit digne d'être mentionnée, même si *Time Magazine* l'a décrite comme l'une des plus importantes histoires de l'année. On pourrait expliquer cette omission par le fait que la clause conditionnelle de la Commission a encore joué – clause selon laquelle son « compte-rendu le plus complet possible des événements liés au 11 Septembre » doit rester cohérent avec l'histoire officielle. Et au vu de ce compte-rendu, on n'a pas le moindre indice permettant de conclure que le quartier général du FBI a refusé de lancer les recherches visant à découvrir les plans des attentats du 11 Septembre.

Sibel Edmonds contre le FBI et l'Attorney General

En plus des affaires citées plus haut, qui concernent des accusations sur la conduite discutable d'une partie du quartier général du FBI avant le 11 Septembre, on en trouve du même ordre sur son comportement après le 11 Septembre. Celle qui a reçu le plus de publicité a été lancée par Sibel Edmonds, une citoyenne turco-américaine recrutée comme traductrice par le FBI peu après le 11 Septembre. Elle a d'abord rapporté à ses supérieurs qu'une femme recrutée en même temps qu'elle, Melek Can Dickerson, avait mal ou pas entièrement traduit certains documents sur une organisation étrangère pour laquelle elle avait travaillé. Edmonds ajouta que Dickerson travaillait encore pour cette organisation en tant qu'espionne et qu'elle avait tenté de la convaincre de se rendre complice d'espionnage.

Ne recevant pas de réponse de ses supérieurs, Edmonds écrit alors au département de la Justice, à la suite de quoi elle est renvoyée [8]. Elle engage des poursuites selon la loi de protection des informateurs, mais l'*Attorney general* John Ashcroft demande à la cour de rejeter la plainte « pour protéger des intérêts de politique étrangère et de Sécurité nationale des États-Unis ». Ashcroft invoque également le privilège du « secrets d'État », procédure rare, pour obtenir une ordonnance « de bâillon » afin d'empêcher Edmonds de révéler quelque détail que ce soit sur ce qu'elle a appris en travaillant pour le FBI. J'ai brièvement abordé l'affaire Edmonds et les faits que je viens de citer dans la première édition (anglaise) de *Le Nouveau Pearl Harbor* [9].

J'ai ensuite exposé les développements ultérieurs de l'affaire dans la postface à la seconde édition [10], où je reviens en partie sur la tentative d'Edmonds de faire lever l'ordonnance « de bâillon » en attaquant l'utilisation par le département de la Justice du privilège de secret d'État. Au moment où j'écrivais, le juge Reggie Walton venait juste de renvoyer l'audience pour la quatrième fois, sans donner aucune raison.

Peu après, le 6 juillet, le juge Walton – nommé par le président George W. Bush – se prononçait en faveur de la requête du département de la Justice et rejetait la plainte d'Edmonds. En riposte, celle-ci écrivit :

« Le combat implacable de John Ashcroft contre moi, les renseignements que j'ai fournis et mon affaire […] s'est déroulé dans le cadre d'une vague tentative de justification de sa part qu'il a appelée « Protection de certaines relations étrangères et diplomatiques au profit de la Sécurité nationale ». Le 11 septembre 2001, trois mille personnes sont mortes. Pourtant, cette administration a encore entravé toutes les enquêtes passées et en cours sur les causes de cette journée terrible en invoquant cette vague notion de protection de « certaines relations diplomatiques et étrangères ». »[11]

Mon exposé des « développements ultérieurs » dans la postface traitait également du discours d'Edmonds sur ses trois heures et demie de témoignage « à huis clos » devant l'équipe de la Commission du 11 Septembre. En rapportant sa décision de commencer à révéler (en termes généraux) le genre d'informations qu'elle a communiquées dans son témoignage, j'ai mentionné que, comparant le « huis clos » à un « trou noir », elle avait prédit que ce qu'elle a révélé derrière l'huis clos « y resterait et n'en sortirait jamais ».

Maintenant que ce document est paru, on voit bien que sa prédiction était exacte. Le rapport Kean-Zelikow ne contient qu'une référence à son témoignage. Et cette référence insérée en note de fin de texte, n'est que l'une des quatre qui servent à étayer un exposé lénifiant et général sur la nécessité de garder au programme de traduction du FBI « une sécurité rigoureuse et des normes de compétence pour lui permettre de respecter des exigences de contrôle de qualité » (p. 473 note 25). On n'y aborde pas ses longs démêlés avec le FBI et le département de la Justice, si ce n'est dans le titre d'une des autres références – « Récapitulation des mesures prises par le FBI face aux allégations avancées par la linguiste contractuelle Sibel Edmonds », publié par l'inspecteur général du département de la Justice. Il n'y a aucune indication sur ses accusations ni sur les réponses du FBI. Plus grave en ce qui nous concerne ici, il n'est pas fait mention, en dehors des recommandations sans relief dont nous avons parlé plus haut, à ce qu'elle a pu révélé pendant trois heures et demie.

Toutefois, devant cette énorme lacune dans le rapport de la Commission, Sibel Edmonds elle-même, a décidé de publier ce qu'elle a dit par une lettre ouverte à Thomas Kean, président de la Commission. Soulignant dans son paragraphe d'introduction que Kean demande aujourd'hui aux Américains d'appliquer les recommandations de son rapport, elle expose surtout ses griefs en général :

« Malheureusement, je considère que votre rapport pêche gravement en ne posant pas les sérieuses questions de renseignement dont j'ai eu à connaître, qui ont été confirmées et dont je vous ai fait part en témoignant devant votre Commission. De ce fait, je ne puis que supposer que d'autres questions sérieuses dont j'ignore tout ont été, elles aussi, exclues de votre rapport. Ces omissions jettent le doute sur sa validité, donc sur ses conclusions et recommandations. »[12]

Après cette critique d'ensemble, Edmonds rappelle à Kean les huit points qu'elle a abordés devant son équipe. Je vais en résumer quatre en la citant le plus possible.

Elle aborde d'abord le cas de Melek Can Dickerson, avec qui commence toute l'affaire. Edmonds répète ce qu'elle a dit devant la Commission :

« Pendant des mois, Melek Can Dickerson a occulté des informations très importantes relatives à […] des organisations semi-légales et à des individus avec qui elle et son mari étaient associés. Elle a estampillé « non pertinents » des centaines, si ce n'est des milliers de documents relatifs à ces cibles […]. Melek Can Dickerson, avec l'aide de son superviseur direct, Mike Feghali, a sorti du FBI pour des destinataires inconnus des centaines de pages de documents de renseignement classifiés top-secret. Melek Can Dickerson, avec l'aide de son superviseur direct, a falsifié des signatures sur des documents top-secret relatifs à certains détenus du 11 Septembre. Après que tous ces incidents eurent été confirmés et rapportés à la direction du FBI, on a permis à Melek Can Dickerson de rester à son poste, de continuer la traduction du renseignement sensible reçu par le FBI et de garder son accréditation d'accès aux informations top-secret […]. J'ai fourni à vos enquêteurs un compte-rendu précis à ce sujet, les noms des autres témoins prêts à corroborer tout cela, ainsi que des documents supplémentaires. (Reportez-vous, s'il vous plaît, à l'enregistrement au magnétophone des trois heures et demie d'audition de Sibel Edmonds fourni à vos enquêteurs le 11 février 2004.)

Aujourd'hui, plus de deux ans après que l'incident Dickerson ait été rapporté au FBI, et plus de deux ans après que cette information ait été confirmée par le Congrès des États-Unis et rapportée à la presse, les administrateurs du FBI en charge de la sécurité du personnel et des départements de langue du FBI restent à leur poste de chargés de la qualité de la traduction et de la sécurité de la division « Langues ». Melek Can Dickerson et plusieurs cibles d'enquêtes du FBI ont précipitamment quitté les États-Unis en 2002 et cette affaire est restée sans suite du point de vue criminel. Non seulement le superviseur qui a facilité ces conduites criminelles reste

au poste de superviseur, mais on lui a confié les sections de langue arabe pour les enquêtes de l'antiterrorisme et du contre-espionnage du FBI […]. Pourquoi votre rapport a-t-il choisi d'exclure ces renseignements et les questions sérieuses qu'ils posent malgré les preuves qu'on vous a fournies et les exposés qu'on vous a faits ? »[13]

Ailleurs, Edmonds discute « d'un informateur/correspondant de longue date du FBI qui a alimenté ce bureau en renseignements depuis 1990 ». Plus de quatre mois avant le 11 septembre, cet informateur, qui « était autrefois un officier de renseignement de haut niveau en Iran, chargé de traiter le renseignement venant d'Afghanistan », a averti deux agents du FBI et un traducteur qu'Oussama ben Laden préparait un attentat terroriste majeur impliquant des avions aux États-Unis dans les quelques mois à venir. Elle continue :

« Les agents qui ont reçu cette information en ont rendu compte à leur supérieur, l'agent spécial en charge de l'antiterrorisme, Thomas Frields, du bureau local du FBI à Washington […]. L'agent spécial en question n'a pris aucune mesure, et après le 11 Septembre, ces agents et les traducteurs ont été priés de « se taire » sur cette affaire. Le traducteur qui était présent durant cette session avec l'informateur du FBI, monsieur Behrooz Sarshar, a adressé un rapport écrit au directeur Mueller puis à l'inspecteur général du département de la Justice. Le […] reportage du *Chicago Tribune* du 21 juillet 2004 déclare que des fonctionnaires du FBI ont confirmé que cette information est bien arrivée en avril 2001 et, en outre, le *Chicago Tribune a* cité un assistant du directeur Mueller selon qui il (Mueller) était surpris que la Commission n'ait pas abordé cette question particulière avec lui durant son audition […]. Monsieur Sarshar a rapporté cette affaire à vos enquêteurs le 12 février 2004 et leur a fourni de manière précise les dates, lieux, noms des témoins, et éléments nécessaires pour contacter ce correspondant iranien et les deux agents spéciaux qui ont reçu cette information. (Reportez-vous, s'il vous plaît, à l'enregistrement au magnétophone fourni à vos enquêteurs des deux heures et demie de témoignage de monsieur Sarshar le 12 février 2004.) […]. Pourquoi votre rapport a-t-il choisi d'exclure cette information sur un correspondant iranien et Behrooz Sarshar de son récapitulatif des occasions manquées ? […] Pourquoi, durant son audition, n'avez-vous pas interrogé le directeur Mueller sur cet incident significatif qui est aussi une faute caractérisée ? Il en a été le premier surpris. Si vous voulez bien vous rappeler, vous vous êtes trouvé à court de questions lors des auditions du directeur Mueller et de l'*Attorney general* Ashcroft, alors ne prenez pas pour excuse que "votre temps était compté". »[14]

Edmonds raconte un troisième épisode qui commence environ un mois après le 11 Septembre quand un agent spécial d'un bureau local du FBI, pensant que le traducteur d'un certain document pouvait avoir omis des informations importantes sur un suspect dans une enquête, renvoie le document au bureau local de Washington pour le faire retraduire. La nouvelle traduction, explique Edmonds, prouve que le soupçon de l'agent est fondé. Mais alors, « après que la retraduction est faite, le superviseur en charge d'une partie des langues du Moyen-Orient, Mike Feghali, décide de ne PAS transmettre ce renseignement retraduit à l'agent spécial qui a adressé la demande. À la place, le superviseur décide de lui envoyer une note disant que la traduction a été revue et qu'elle est exacte […]. J'ai fourni à vos enquêteurs, avec un compte-rendu détaillé et précis sur cette affaire, le titre et la date de cette enquête particulière ainsi que les noms d'autres témoins susceptibles de tout corroborer […]. Le dossier du superviseur impliqué dans cet incident, Mike Feghali […] comporte une liste importante de fautes antérieures à ces événements. Bien que plusieurs des fautes sévères de ce superviseur aient été rapportées au plus haut niveau de la hiérarchie du FBI et au bureau de l'inspecteur général, ainsi qu'au Congrès des États-Unis et à la Commission du 11 Septembre, on lui a donné de plus hautes responsabilités en plaçant aussi l'Unité de langue arabe du FBI sous sa supervision. Aujourd'hui, ce superviseur, Mike Feghali, reste au bureau local du FBI à Washington, et il est responsable d'une section de langue qui reçoit les indiscrétions sur lesquelles se fonde notre système de codage-couleur des menaces. Et pourtant votre rapport n'évoque en rien ces problèmes fonctionnels du système […]. Pourquoi votre rapport passe-t-il délibérément sous silence ces informations et ces sujets graves en dépit des preuves qui vous sont parvenues et des exposés que l'on vous a faits ? »[15]

Edmonds aborde un nouveau sujet, sans doute le plus important, en déclarant que, bien que « le dernier sujet à la mode concernant le renseignement soit le partage de l'information au sein des services et entre les services », le plus sérieux problème est « le blocage intentionnel du renseignement ». Elle précise :

« Si le contre-espionnage reçoit du renseignement sur du blanchiment d'argent, du trafic d'armes ou du trafic de drogue directement liés à des activités terroristes ; s'il met en cause certains pays, certaines organisations semi-légales et possède un lien avec certaines relations d'affaires ou politiques dans ce pays, alors cette information n'est pas partagée avec l'Antiterrorisme, sans égard aux graves conséquences possibles. Dans certains cas, des agents du FBI frustrés ont cité « des pressions directes

du Département d'État » […]. J'ai fourni à vos enquêteurs, avec un compte-rendu détaillé et précis de cette question, les noms d'autres témoins susceptibles de le corroborer et les noms de certains officiels américains impliqués dans ces arrangements et ces façons de faire […]. Après presque trois ans […] les membres des familles de victimes ne mesurent pas que l'information et les réponses qu'ils ont réclamées avec acharnement depuis plus de deux ans ont été bloquées par une volonté tacite camouflées sous le prétexte de « sauvegarder certaines relations diplomatiques ». Votre rapport ne tente même pas d'aborder ces pratiques tacites bien que, contrairement à moi, vous ne soyez soumis à aucune loi du silence. » [16]

Ayant relevé ces points, et d'autres encore, Edmonds déclare dans son avant-dernier paragraphe :

« Comme vous le savez fort bien, les faits, incidents et problèmes cités dans cette lettre ne sont d'AUCUNE façon basés sur une opinion personnelle ou des allégations non vérifiées […]. Vous avez également été informés que, selon des officiels ayant une connaissance directe du rapport de l'inspecteur général du département de la Justice sur mes accusations, « aucune n'a été réfutée ». Vous savez aussi que même des officiels du FBI « ont confirmé toutes mes assertions et n'en ont démenti aucune » durant leurs rencontres non classifiées avec l'équipe judiciaire du Sénat, il y a plus de deux ans. Toutefois, ni vos audiences, ni votre rapport de cinq cent soixante-sept pages, ni vos recommandations n'incluent ces questions graves, ces incidents majeurs ou ces dysfonctionnements fonctionnels. Votre rapport ne consacre aux problèmes de traduction au FBI qu'une brève et microscopique note de bas de page […]. Et maintenant, votre Commission démarre agressivement au quart de tour, pressant notre gouvernement de mettre en œuvre en toute hâte les mesures et recommandations fondées sur votre rapport déficient et incomplet. » [17]

En admettant que Sibel Edmonds, dans sa lettre au président Kean, a vraiment repris son témoignage devant la Commission du 11 Septembre – et il est difficile d'en douter puisque son témoignage a été enregistré, et que donc Kean pourrait aisément réfuter un faux exposé – sa lettre constitue un des plus forts réquisitoires contre le travail de la Commission et son rapport. Pour ne mentionner que la question la plus évidente soulevée par ses révélations, à savoir la gravité des charges contre Mike Feghali – le fait qu'il « a sorti du FBI des centaines de pages de documents sensibles top-secret pour des destinataires inconnus » et menti à un agent zélé sur l'exactitude d'une traduction – on aurait pu s'attendre à ce qu'il soit assigné à comparaître pour s'expliquer sur ces accusations. Mais la

recherche du nom de Feghali dans le rapport de la Commission du 11 Septembre s'avère vaine. Vu que Sibel Edmonds reproche à Thomas Frields de n'avoir pris aucune mesure, après avoir été averti par un informateur iranien de longue date du FBI qu'Oussama ben Laden préparait un attentat terroriste majeur impliquant des avions aux États-Unis dans les mois à venir, puis d'avoir ensuite demandé aux agents et aux traducteurs du FBI de « se taire » sur le fait que cette information était parvenue au service, on pourrait penser que la Commission l'a interrogé sur cette double accusation. Mais le nom de Thomas Frields ne se trouve nulle part dans le rapport Kean-Zelikow.

On pourrait évidemment objecter que la Commission ne disposait que d'un temps et d'un budget limités. Elle ne pouvait tout simplement pas interroger tous les gens qui avaient déclaré quelque chose en rapport avec son enquête. Seulement on peut avoir du mal à l'accepter en ce qui concerne Feghali et Frields, étant donnée la gravité des accusations portées contre eux. Et à supposer qu'on l'admette, on se serait attendu au moins à ce que la Commission interroge le directeur Mueller sur eux et sur sa décision de promouvoir Feghali au lieu de le renvoyer. Mais, comme l'a souligné Edmonds, il n'y a pas eu de question sur ces sujets lors de l'audition publique de Mueller – dont on a dit qu'il s'est montré lui-même surpris qu'on ne lui ait rien demandé concernant Frields et l'informateur iranien.

Bien sûr, l'équipe de la Commission a directement entendu l'un des traducteurs impliqués, Behrooz Sarshar, sur l'épisode Frields. Le lecteur curieux serait donc en droit de s'attendre à ce que l'on trouve quelque référence à cet épisode dans les notes sur l'entretien avec Sarshar. Mais une recherche révèle que le rapport Kean-Zelikow ne contient aucune mention de cet entretien – bien qu'Edmonds rappelle que Sarshar a témoigné pendant deux heures et demie.

Donc, six heures de témoignage de ces deux employés du FBI ayant rapporté des fautes extrêmement graves qui ont eu lieu à l'intérieur de la division du FBI où ils travaillaient, ont eu comme résultat une unique référence à Sibel Edmonds. Celle-ci est citée en tant que Tune des quatre personnes interrogées qui ont fait remarquer que le programme de traduction du FBI nécessitait « une sécurité rigoureuse et des normes de compétence pour lui permettre de respecter des exigences de contrôle de qualité ». Elle a certainement dit ça. Mais sans sa lettre ouverte au président Kean, le lecteur du rapport de la Commission du 11 Septembre n'aurait rien su des violations des lois très précises et démesurées qu'elle a décrites – violations où un esprit plus soupçonneux pourrait voir

comme la manifestation de ce que le FBI s'était en fait mis à jeter l'ombre plutôt que la lumière sur les forces à l'œuvre le 11 Septembre.

Dans l'intervalle, Edmonds s'est jointe à vingt-quatre autres anciens employés du FBI et d'autres agences gouvernementales pour envoyer au Congrès la lettre citée dans l'introduction. Tous ont signé en tant que personnes « ayant eu à connaître directement » d'incidents sérieux et de problèmes internes à ces agences, qui en ont « dûment rendu compte » devant la Commission du 11 Septembre mais n'en ont pas trouvé trace dans le rapport final. Tous partagent, peut-on penser, la déduction à laquelle est arrivée Edmonds elle-même. Après avoir précisé à Kean qu'elle avait repéré les omissions sur ce qu'elle avait personnellement rapporté à la Commission, elle conclut : « De ce fait, je ne puis que supposer que d'autres questions sérieuses dont j'ignore tout ont été, elles aussi, exclues de votre rapport. »

Le présent livre montre le total bien-fondé de cette impression.

Chapitre 9

Le Pakistan et son ISI

On a découvert une quantité considérable d'éléments de preuve de l'implication du Pakistan dans le 11 Septembre, en particulier de son ISI *(Inter-Service Intelligence)*. L'ISI est l'équivalent pakistanais de la CIA. Les deux organisations ont, en fait, travaillé étroitement ensemble[1]. Une autre question se pose à propos du rapport de la Commission du 11 Septembre : c'est la façon dont il aborde les preuves suggérant une complicité de l'ISI dans les attentats. Certes, de telles preuves menaceraient la thèse de la Commission pour qui *al-Qaida* les a préparés et exécutés seule. Elles menaceraient aussi les recommandations qu'elle fait vers la fin du rapport, engageant les États-Unis à maintenir « le niveau actuel d'aide au Pakistan » (p. 369). Étant donné ce que nous avons déjà vu de la façon dont la Commission traite les éléments controversés, nous pouvons prédire qu'elle va purement et simplement passer sous silence toute preuve suggérant une implication de l'ISI. Mais penchons-nous tout de même sur la question. Je vais étudier la façon dont la Commission examine sept types de preuves d'une implication de l'ISI dans les attentats du 11 Septembre.

Le chef de l'ISI, Mahmoud Ahmad, à Washington

Le chef de l'ISI pakistanais, le général Mahmoud Ahmad, se trouvait à Washington du 4 septembre 2001 jusque plusieurs jours après le 11 septembre. On dit qu'il a rencontré George Tenet, le chef de la CIA, du 4 au 9 septembre, puis des officiels du Pentagone, du Conseil national de sécurité et du département d'État. Immédiatement après le 11 Septembre, le Pakistan est devenu l'un des principaux alliés des États-Unis dans la soi-disant guerre à la terreur. C'est plutôt une remarquable coïncidence, donc, que le chef de l'agence de renseignement pakistanaise se soit trouvé à Washington pour une rencontre d'une semaine avec le chef du renseignement américain. Cela a d'ailleurs été traité comme tel par la presse

américaine, puisque le *New York Times* a déclaré que le général Ahmad « se trouvait [à Washington] pour une visite de routine »[2].

Cependant, même s'il ne s'agissait là que d'une coïncidence, cela reste un fait d'importance. On aurait donc pu s'attendre à ce que le rapport de la Commission eût fait mention de la présence d'Ahmad à Washington cette semaine-là, vu le but avoué de fournir « le compte-rendu le plus complet possible des événements liés au 11 Septembre ». Eh bien, ce rapport ne fait pas mention du fait qu'Ahmad était en ville depuis le 4 septembre et passait le plus clair de son temps avec le chef de la CIA. Pas plus que ne sont mentionnées ses autres rencontres. Par exemple, le sénateur Bob Graham ouvre son récent livre, *Intelligence Matters,* par un récit du petit-déjeuner de travail qu'il a pris, en compagnie de Porter Goss et d'autres membres des commissions Renseignement du Congrès, avec le général Ahmad le matin du 11 septembre, jusqu'à ce qu'il soit interrompu par les attentats[3]. On pourrait supposer que Graham et Goss – devenu entre-temps le nouveau chef de la CIA – aurait évoqué cette rencontre devant la Commission. Et tout ce qu'elle est parvenue à rapporter de la remarquable présence du général Ahmad à Washington durant cette remarquable semaine, c'était que, le 13 septembre, le secrétaire d'État adjoint Richard Armitage a rencontré « le chef du service de renseignement militaire du Pakistan, alors en visite, Mahmoud Ahmed » (p. 331, orthographe de la Commission). Ce que le lecteur va apprendre, c'est que le général Ahmad n'est venu à Washington qu'après le 11 septembre, peut-être pour offrir son aide. La Commission donne cette impression en déclarant qu'Armitage a dit au général Ahmad et à l'ambassadeur du Pakistan que « les États-Unis demandaient au Pakistan d'entreprendre sept démarches » et que le Pakistan avait accepté dans l'après-midi (p. 331).

Pour sûr ! Même si le Pakistan est devenu l'un des principaux alliés de l'Amérique dans sa « guerre à la terreur » immédiatement après le 11 Septembre, on pourrait ne pas tenir compte de cet oubli, ne pas accorder à cette présence de signification particulière, l'expliquer peut-être par le fait qu'il quittait ses fonctions peu après le 11 Septembre. Seulement, des rapports ultérieurs donnent de l'importance à cet oubli volontaire.

Le rapport qui dit que le chef de ISI, Ahmad, a fait envoyer de l'argent à Atta

Un de ces rapports veut qu'un agent de l'ISI, Saïd Sheikh, ait viré cent mille dollars à Mohammed Atta, considéré comme le meneur des pirates de l'air du 11 Septembre. En elle-même, si elle avait été largement

connue, cette histoire aurait eu des conséquences explosives pour les relations positives espérées entre le Pakistan et les États-Unis après le 11 Septembre. Et plus potentiellement explosif encore était le récit selon lequel Saïd Sheikh a viré cet argent sur les instructions de rien moins que le chef de l'ISI, Mahmoud Ahmad[4]. Ce « lien accablant » comme l'appelle l'Agence France Presse, aurait des conséquences explosives non seulement pour les relations américano-pakistanaises, mais aussi – étant donné les liens étroits entre la CIA et l'ISI – sur la question d'une implication possible de la CIA dans ces attentats[5].

Il n'est donc pas surprenant d'apprendre que l'administration Bush a évidemment essayé de masquer tous les liens possibles entre l'ISI et les dessous du 11 Septembre. Un exemple : quand l'*Attorney general* Ashcroft a lancé plus tard une accusation criminelle contre Saïd Sheikh, c'était uniquement pour son rôle dans le kidnapping et le meurtre du reporter du *Wall Street Journal* Daniel Pearl, affaire que nous abordons plus loin dans cet ouvrage. Ashcroft n'a fait mention ni du rôle de Saïd dans le financement des attentats du 11 Septembre ni de ses liens avec l'ISI[6].

L'administration Bush a tout aussi évidemment tenté de cacher que le général Ahmad se trouvait à Washington dans la semaine précédant le 11 Septembre. Michel Chossudovsky un expert canadien en économie globale, a attiré l'attention sur une transcription de la Maison Blanche qui conduit à conclure qu'elle a bien essayé de disimuler cette visite. Durant la conférence de presse de Condoleezza Rice du 16 mai 2002, l'échange suivant a lieu entre elle et un journaliste :

« Question : Êtes-vous au courant des rapports de cette époque selon lesquels le chef de l'ISI se trouvait à Washington le 11 Septembre et que, le 10 septembre, 100 000 dollars ont été virés du Pakistan aux groupes dans cette région ? Et pourquoi était-il là ? Vous a-t-il rencontrée, ou qui que ce soit de cette administration ?

Mme Rice : Je n'ai pas vu ce rapport et je ne l'ai absolument pas rencontré. »

Cette transcription de la conférence de presse a été publiée par le Service fédéral d'information. Toutefois, la version de la Maison Blanche commence ainsi :

« Question : Êtes-vous au courant des rapports de cette époque selon lesquels (inaudible) se trouvait à Washington le 11 Septembre […] »

Cette version de la transcription, qui cache que la personne concernée était le chef de l'ISI, est celle qu'ont reçue tous les médias. C'est, par exemple, la seule reprise dans l'émission de CNN *Inside Politics* plus tard dans la journée[7].

Cet effort de la Maison Blanche a été suivi d'assez de succès, semble-t-il, car à ce jour peu d'Américains semblent avoir conscience de la présence du général Ahmad à Washington dans la semaine précédant le 11 Septembre ou du fait qu'il aurait ordonné de virer cent mille dollars à Mohammed Atta. Pour réaliser à quel point « cette ignorance » est étrange, on peut imaginer ce qu'aurait été la réaction des USA si un rapport avait annoncé que Saddam Hussein avait envoyé de l'argent au meneur des pirates de l'air. Cette affaire aurait fourni les gros titres de tous les journaux du pays et dominé les émissions d'information des télévisions pendant des semaines. L'administration Bush n'aurait pas eu besoin de rapports sur des armes de destruction massive ni de quoi que ce soit d'autre pour justifier son invasion de l'Irak. Et cette attaque de l'Irak aurait même pu précéder celle de l'Afghanistan.

Le comportement de l'administration Bush ici – annoncer à son de trompe de prétendus liens entre l'Irak et le 11 Septembre tout en dissimulant ceux impliquant le Pakistan – n'est simplement qu'une version extrême du genre de manipulation auquel on doit, hélas, s'attendre de la part des politiciens et des idéologues. Mais la Commission du 11 Septembre a été explicitement créée en tant qu'instance d'enquête non politique, non partisane. Les républicains devaient forcer les démocrates à être honnêtes et vice-versa. On était donc en droit de penser que, sans s'occuper de mettre en difficulté l'administration Bush en révélant ces deux histoires sur le chef de l'ISI – qu'il a rencontré le chef de la CIA dans la semaine précédant le 11 Septembre et qu'il avait ordonné de virer de l'argent à Mohammed Atta – la Commission Kean-Zelikow en aurait débattu, ne fût-ce que pour les réfuter. Mais elle n'en a pas même fait mention.

Elle est allée jusqu'à nier avoir connaissance du moindre élément tendant à prouver que l'ISI pakistanais avait fourni des fonds aux pirates de l'air via Atta. Dans son paragraphe sur « le financement du complot du 11 Septembre », elle déclare :

« Les organisateurs du 11 Septembre ont envoyé quelque part entre quatre et cinq cent mille dollars pour préparer et mener leur attaque. Les preuves disponibles indiquent que les dix-neuf agents ont été financés par *al-Qaida* […]. Nous n'avons pas vu de preuve qu'un gouvernement étranger – ou le représentant d'un gouvernement étranger – ait fourni de fonds. » (p. 172).

Cela semblerait signifier que la Commission, en dépit du « travail d'enquête exigeant » de son équipe, n'a rien appris sur l'article du *Times of India* intitulé « L'Inde aide le FBI à retracer les liens entre l'ISI et les terroristes », lequel rapporte que le général Ahmad a ordonné d'envoyer de l'argent à Atta[8].

Si cette équipe ne sait rien de cette histoire, c'est qu'elle a dû passer à côté de l'ouvrage publié en 2002 par Michel Chossudovsky, *War and Globalization : The Truth Behind September 11 [Guerre et mondialisation : les vrais dessous du 11 Septembre]*. Peut-on vraiment croire que l'équipe de la Commission n'ait pas immédiatement recherché tous les livres dont le titre comprenait « 9/11 » ou « 11 Septembre » ? Sans doute le Dr Philip Zelikow, qui a écrit plusieurs ouvrages érudits, a-t-il dû donner cette directive. À cette aune, pouvons-nous réellement croire l'affirmation de la Commission, selon laquelle elle n'a pas vu « de preuve qu'un gouvernement étranger – ou un fonctionnaire d'un gouvernement étranger – ait fourni de fonds » ? Notons que cette phrase ne laisse pas même aux commissaires d'échappatoire en limitant l'affirmation aux preuves crédibles. Ils déclarent qu'ils n'ont vu aucune preuve, point final. Ou c'est un mensonge, ou cela signifie que la Commission a fondé son rapport sur une recherche qui a été incapable de trouver un seul des éléments de départ les plus élémentaires.

À la lumière de l'histoire de Josh Meyer que nous avons vue au chapitre 6[9], on peut se dire en toute logique que la responsabilité de cet échec n'incombe pas au travail d'enquête auquel s'est livrée l'équipe de la Commission. Cette omission résulte vraisemblablement d'une autocensure politique que se sont appliqué ceux qui avaient la charge de déterminer ce qui serait inclus dans le rapport final.

Quoi qu'il en soit, en faisant abstraction des éléments de preuve de financement par le Pakistan, la Commission est peut-être passée encore plus loin de la vérité sur le financement des attaques du 11 septembre qu'on ne l'a déjà laisssé entendre. Comme je l'ai expliqué ci-dessus, l'ISI pourrait bien avoir transféré dans les trois cent vingt-cinq mille dollars à Atta[10]. Donc cela signifie que le Pakistan – le principal allié asiatique de l'Amérique dans la guerre contre la terreur – a fourni la majeure partie de l'argent qu'exigeait, l'opération du 11 Septembre. La Commission elle-même, évidemment, ne s'en soucie pas, ayant déclaré la question de « l'origine de l'argent utilisé pour les attaques du 11 septembre […] de peu d'importance réelle » (p. 172). Mais la majorité des citoyens ne sera sans doute pas d'accord.

La révocation du général Ahmad

Cette histoire offre un autre aspect. Comme je l'ai indiqué plus haut, le général Mahmoud Ahmad a quitté son poste à la tête de l'ISI. Cette démission est intervenue le 8 octobre, moins d'un mois après le 11 Septembre.

Officiellement, il a simplement décidé qu'il était temps de se retirer. N'est-il pas alors bizarre qu'il ait passé plus d'une semaine en réunions avec des officiels de Washington s'il avait prévu de se retirer ? Mais on dispose d'autres éléments que le seul raisonnement *a priori* pour examiner la question. En effet, le *Times of India,* après avoir rapporté la version officielle de la brusque décision d'Ahmad de se retirer, a affirmé que « la vérité est plus choquante » : le renseignement indien, ayant donné à des représentants des États-Unis des preuves du transfert d'argent ordonné par Ahmad, celui-ci a été discrètement révoqué après que « les autorités américaines eurent demandé son renvoi ».

Si le dirigeant du Pakistan, le général Pervez Musharraf, a réellement révoqué Mahmoud Ahmad à cause de pressions américaines, il ne peut s'agir de pressions mineures. Car, comme le souligne Steve Coll dans *Ghost Wars,* le général Musharraf devait son propre poste au général Ahmad. C'est essentiellement grâce à Faction d'Ahmad que le coup d'État d'octobre 1999 contre Nawar Sharif a réussi. Ahmad s'est alors écarté pour permettre à Musharraf de prendre le pouvoir. Ce dernier a récompensé Ahmad en faisant de lui le nouveau directeur général de l'ISI [12]. Compte tenu de ce contexte, il a dû falloir de fortes pressions pour convaincre Musharraf de forcer Ahmad à démissionner seulement deux ans plus tard. Si c'est le cas, l'administration Bush doit avoir considéré le départ d'Ahmad comme une question de la plus haute importance.

Si c'est ce qui s'est vraiment passé, cela ne fait-il pas penser à du camouflage ? Nafeez Mosaddeq Ahmed, l'auteur d'un des premiers livres sur le 11 Septembre, en était certain. Bien qu'on ait pu croire que les États-Unis « feraient tout pour obtenir une enquête à grande échelle sur le rôle de l'ISI, écrit-il, ils ont empêché quiconque d'aller de l'avant en exigeant en coulisses que le chef de l'ISI […] démissionne tranquillement ». Pour expliquer son hypothèse, Ahmed continue :

« En faisant pression pour que le directeur général de l'ISI démissionne sans scandale sous prétexte de remanier le gouvernement, tout en évitant toute publicité sur la question du détournement de fonds destiné à alimenter le chef présumé des pirates de l'air, Mohammed Atta, les États-Unis ont bloqué de manière effective toute enquête sur l'affaire. Ils ont empêché toute publicité sur ces faits et permis au chef de l'ISI, lequel était clairement complice des attaques terroristes du 11 Septembre, de partir librement. » [13]

Si tout ceci est vrai, si le général Mahmoud Ahmad a été évincé à cause des pressions des États-Unis et si ces derniers les ont exercées pour éviter la publicité autour des liens financiers entre l'ISI et les pirates de

l'air, on peut imaginer diverses raisons pour lesquelles l'administration Bush a cherché à dissimuler ces faits.

Doit-on espérer la même chose de l'« indépendante et impartiale » Commission du 11 Septembre ? Dans la mesure où l'on a publiquement accusé les États-Unis d'avoir fait pression sur le Pakistan pour forcer le général Ahmad à démissionner afin de dissimuler qu'il avait ordonné un transfert d'argent au meneur présumé des pirates de l'air, ne devait-on pas s'attendre à ce que la Commission enquête sur cette histoire ?

Une fois de plus, on allait être déçu. Il n'y a aucune mention de la « démission » du général Mahmoud Ahmad. Pas plus que de l'article de *Times of lndia* ni du livre de Nafeez Mosaddeq Ahmed. Pour découvrir cette histoire, de plus, l'équipe de la Commission n'aurait même pas eu à dénicher ce livre ni l'article du *Times of lndia,* car ce dernier a été partiellement repris dans un éditorial du *Wall Street Journal.* Intitulé « Nos amis les Pakistanais », il cite le passage suivant :

« Des sources au plus haut niveau ont confirmé ici mardi que le général a perdu son emploi à cause des « preuves » que l'Inde a fournies de ses liens avec un des kamikazes qui ont détruit le World Trade Center. Les autorités américaines voulaient son départ après confirmation du fait que Ahmad Umar Sheikh [sic] a viré cent mille dollars au pirate de l'air du WTC Mohammed Atta, depuis le Pakistan sur ordre du général Mahmoud [sic]. »

L'éditorialiste ajoute : « Des sources gouvernementales de haut niveau ont confirmé que l'Inde a largement contribué à établir le lien entre ce transfert de fonds et le rôle joué par le chef révoqué de l'ISI [14]. »

Ainsi, les deux parties de cette embarrassante histoire – que le général Mahmoud Ahmad a ordonné de virer de l'argent à Atta et qu'il fut forcé de partir sous la pression américaine – ont été confirmées par le *Wall Street Journal.* Mais le rapport de la Commission du 11 Septembre garde le silence sur tout cet épisode. C'est sûr que pour ceux qui ont des yeux pour voir, on en trouve une allusion dans l'index des principaux points abordés dans le rapport. « Mahmoud Ahmed » est identifié comme « directeur général du directorat de l'Inter-Services Intelligence, 1999-2001 » (p. 433). Mais il n'y a mention ni là ni ailleurs du fait que son temps de fonction fut aussi court parce que les États-Unis l'ont forcé à partir. Le rapport Kean-Zelikow, plutôt que d'essayer de donner au peuple américain le compte-rendu le plus complet possible des événements liés au 11 Septembre, a préféré soutenir les efforts de l'administration Bush visant à jeter un voile sur cette histoire.

L'assassinat d'Ahmad Shah Massoud

Une autre dimension de cet épisode concerne l'assassinat d'Ahmad Shah Massoud[15], le chef de l'Alliance du Nord en Afghanistan. Il s'est produit le 9 septembre, juste deux jours avant le 11 Septembre, et juste après la semaine de rencontre entre les chefs de l'ISI et de la CIA. Était-ce une simple coïncidence ? Nous pourrions supposer que oui, qu'il est inimaginable que le décès de Massoud ait pu servir les intérêts américains.

Chossudovsky, toutefois, a suggéré que la mort de Massoud servait bel et bien les intérêts américains. Après le meurtre de Massoud, écrit Chossudovsky, « l'Alliance du Nord s'est fragmentée en diverses factions. Si Massoud n'avait pas été assassiné, il serait devenu le chef du gouvernement post-taliban formé dans le sillage des bombardements américains en Afghanistan[16]. » Mais les États-Unis recherchaient un gouvernement dirigé par quelqu'un qui servirait plus fidèlement les intérêts américains en Afghanistan, comme nous le verrons au chapitre suivant. L'élimination de Massoud signifie que l'Alliance du Nord, après avoir aidé les forces américaines à vaincre les talibans, ne devait pas trouver en son sein de chef capable de prendre le pays en charge. La plausibilité de la suggestion de Chossudovsky augmente quand nous apprenons que Massoud, surnommé « le Lion du Panshir », était non seulement « le plus formidable chef militaire d'Afghanistan », mais aussi « un chef charismatique populaire ». En fait, Massoud avait tant d'importance, que le prologue du récent ouvrage de Steve Coll sur l'Afghanistan – d'où sont tirées ces citations[17] – se concentre presque entièrement sur lui.

Autre facteur qui peut avoir joué son rôle, la compétition pour la construction d'un pipeline de pétrole et gaz à travers l'Afghanistan, que nous verrons au chapitre suivant. L'Amérique soutenait Unocal tandis que Massoud, comme l'écrit Coll, « avait signé un accord avec le concurrent argentin d'Unocal », ce qui a conduit les fidèles de Massoud à craindre « d'avoir été présentés comme des ennemis d'Unocal – et par conséquent de l'Amérique[18] ».

Mais, pourrait-on répliquer, même si les États-Unis peuvent avoir cherché à éliminer Massoud, le fait que les chefs de la CIA et de l'ISI se soient rencontrés pendant plusieurs jours juste avant son assassinat n'a rien à voir, puisque Massoud a été tué par *al-Qaida* et non par l'ISI. C'est la position du rapport de la Commission du 11 Septembre, qui assure que les deux hommes qui ont été en mesure de tuer Massoud en se faisant passer pour des journalistes arabes étaient « réellement des assassins d'*al-Qaida* » (p. 214). Dans une note, la Commission se réfère à l'analyse

de cet assassinat dans le livre de Coll, lequel fournit une bonne preuve de ce que les assassins ont bien été envoyés par *al-Qaida*[19].

Elle évite tout examen de la possibilité que l'ISI ait aussi pris part à ce complot. Dans la mesure où elle dément implicitement cette collusion, son argument semble être : c'est *al-Qaida,* donc ce n'est pas l'ISI. Le problème de cette logique, c'est qu'elle ignore la possibilité qu'*al-Qaida* et l'ISI aient pu travailler ensemble sur cette opération, et c'est précisément ce qu'a affirmé l'Alliance du Nord. Le 14 septembre, l'Alliance du Nord a publié un communiqué officiel affirmant qu'un « axe ISI pakistanais/Oussama/talibans » était responsable de cet assassinat. « Nous pensons qu'il s'agit d'un triangle entre Oussama ben Laden, l'ISI qui est l'organisme de renseignement de l'armée pakistanaise et les talibans[20] ». Pourquoi la Commission ne mentionne-t-elle pas cette position ? On est bien obligé de penser qu'elle a eu connaissance de ce communiqué de presse qui a été diffusé par Reuters News Service et publié plus tard dans le livre de Chossudovsky *War and Globalization.* Mais si c'est le cas, pourquoi son rapport n'en fait-il pas mention ?

Quelqu'un qui approuve cette omission de la Commission pourrait plaider que l'accusation de l'Alliance du Nord est tout simplement trop peu plausible pour être digne d'être mentionnée. Toutefois, le livre de Coll, cité par la Commission pour étayer que cet assassinat est le fait d'*al-Qaida,* raconte aussi qu'en 1998, la CIA et d'autres services de renseignement américain ont « réuni des éléments sur de nombreux liens entre l'ISI, les talibans [et] ben Laden ». Coll rapporte même qu'en 1999, « ben Laden et *al-Qaida* […] ont développé leurs liens avec le renseignement pakistanais[21] ».

Mais, pourrait-on arguer, ces liens n'étayent pas le soupçon de Chossudovsky sur une implication de la CIA dans la programmation de cet assassinat. Cette théorie – en supposant qu'il soit vrai que l'ISI et *al-Qaida* ont travaillé ensemble sur cette opération – impliquerait que les États-Unis, au moins implicitement, travaillaient avec *al-Qaida,* et cela, diront les défenseurs de la Commission, serait absurde. Dans les chapitres six et sept, toutefois, nous avons vu des raisons de soupçonner que les relations entre Oussama ben Laden (OBL) et les États-Unis, surtout sous l'administration Bush, ont en réalité été quelque peu différentes de celles décrites dans le discours officiel.

Étant donné les relations de long terme entre la CIA et l'ISI, entre l'ISI et OBL, la possibilité que celles entre les États-Unis et OBL n'aient pas été totalement rompues, les raisons pour lesquelles les États-Unis pouvaient avoir cherché à se débarrasser de Massoud avant que ne

commence la guerre visant à faire tomber le régime des talibans et le fait que cet assassinat ait immédiatement suivi la rencontre d'une semaine entre les directeurs de l'ISI et de la CIA. On pourrait donc penser que la Commission du 11 Septembre aurait au moins mentionné la possibilité que la CIA soit impliquée dans la préparation de l'assassinat d'Ahmad Shah Massoud. Mais, une fois de plus, il semble que le désir de donner un compte-rendu complet a été moins fort que celui de n'évoquer que des « faits et circonstances » compatibles avec la version officielle de l'administration Bush.

KSM (Khalid Sheikh Mohammed) et l'ISI

Khalid Sheikh Mohammed, généralement désigné dans le rapport de la Commission par le sigle KSM, est au centre de son récit. Elle l'appelle le cerveau secret du 11 Septembre. Il aurait été capturé par les forces américaines en 2003. Il est mentionné dans deux cent soixante-douze paragraphes qui fournissent sur lui toutes sortes d'informations. Pas un seul, toutefois, ne mentionne la possibilité qu'il ait eu des liens non seulement avec *al-Qaida* mais avec l'ISI.

Il n'y aurait, certes, pas de raison d'en parler si aucune source crédible n'avait jamais fait la relation entre KSM et l'ISI. Mais, comme je l'ai précisé dans *Le Nouveau Pearl Harbor,* Josef Bodansky a déclaré en 2002 que KSM était lié à l'ISI, qui avait agi pour le protéger[22]. Et Bodansky, qui fut le directeur de la *Congressional Task Force on Terrorism and Unconventional Warfare* [Mission du Congrès sur le terrorisme et les armes non conventionnelles], peut être considéré comme une source crédible.

S'il est dans le vrai, les implications sont considérables, surtout si l'on se souvient de l'histoire mentionnée dans le chapitre 5, selon laquelle KSM a téléphoné à Mohammed Atta la veille du 11 septembre pour lui donner le feu vert final du piratage des avions. Si on la recoupe par d'autres rapports, la préparation du 11 Septembre semble avoir réuni les éléments suivants :

1. Un agent de l'ISI, Saïd Sheikh, a viré une grosse somme d'argent à l'homme décrit comme le meneur des pirates de l'air, Mohammed Atta.

2. Saïd l'a fait sur l'ordre du général Mahmoud Ahmad, directeur de l'ISI.

3. Mohammed Atta a reçu le feu vert final de sa mission de piratage par le cerveau du complot, KSM, également lié à l'ISI.

Il semblerait donc qu'il fallait au moins mentionner la possibilité que KSM ait opéré pour le compte de l'ISI.

Daniel Pearl, KSM et l'ISI

Le journaliste du *Wall Street Journal* Daniel Pearl a été kidnappé au Pakistan en janvier 2002. Il était là, à première vue, pour enquêter sur les liens entre Richard Reid (l'homme aux semelles explosives) et des extrémistes pakistanais. Le jour où Pearl a été enlevé, il allait rencontrer un chef religieux lié à la fois à Saïd Sheikh et à l'ISI. Comme l'écrit le *Washington Post : «* Pearl a peut-être marché sur les plates-bandes d'organismes secrets de renseignement pakistanais.[23] » UPI est allé encore plus loin en affirmant que le renseignement américain pensait que les kidnappeurs étaient liés à l'ISI. Après l'assassinat de Pearl, on a appris que l'agent de l'ISI Saïd Sheikh avait pris part à l'enlèvement. Peu après, dans des circonstances qui laissent penser qu'on a extorqué ses aveux à Saïd, on l'a accusé de l'assassinat de Pearl[24]. Selon des rapports ultérieurs, les autorités américaines ont alors conclu que le meurtre de Pearl a été ordonné et peut-être même exécuté par KSM[25].

À cette époque, les articles de la presse américaine ne mentionnaient plus la possibilité d'un lien entre l'ISI et l'enlèvement de Pearl. Mais si Saïd et KSM étaient tous deux liés à l'ISI, on a une bonne raison de penser que l'enlèvement et l'assassinat de Daniel Pearl ont été arrangés par l'ISI qui aurait pu avoir comme mobile la crainte que ses enquêtes ne conduisent le journaliste à cerner de trop près la vérité sur le 11 Septembre.

À l'évidence, le gouvernement des États-Unis n'admet pas qu'on puisse envisager cette éventualité. Le secrétaire d'État Powell a déclaré qu'il n'existait pas de liens entre le meurtre de Pearl et des « éléments de l'ISI ». Le *Guardian,* devant la preuve accablante que Saïd Sheikh travaillait avec l'ISI, a qualifié le démenti de Powell de « choquant »[26]. Malheureusement, on s'est habitué au fait que nos dirigeants politiques nationaux mentent comme des arracheurs de dents lorsqu'il s'agit de réaliser leurs ambitions occultes.

Oui, mais on a créé la Commission nationale d'enquête dans le but avoué de découvrir la vérité sur le 11 Septembre, non pour promouvoir quelque programme politique. Elle paraît néanmoins avoir participé à l'effort de l'administration Bush pour empêcher tout examen de l'éventualité d'un lien entre l'ISI et le meurtre de Pearl. Et le nom de Daniel Pearl est l'un des nombreux dont le rapport Kean-Zelikow ne fait même pas mention.

Abu Zubaydah, Mushaf Ali Mir et l'agent de l'ISI Rajaa Gulum Abbas

Le premier des deux derniers indices d'une implication possible de l'ISI dans les événements du 11 Septembre nous est donné par le témoignage d'un agent d'*al-Qaida,* Abu Zubaydah, comme le rapporte Gerald Posner. « Selon Zubaydah, déclare Posner, il était présent en 1996, au Pakistan, quand ben Laden a conclu un accord avec Mushaf Ali Mir, militaire de haut rang qui était en étroites relations avec les éléments les plus pro-islamistes de l'ISI. Ce lien était encore actif et fournissait à ben Laden et à *al-Qaida* protection, armes et soutien logistique. »

Zubaydah aurait également affirmé que Mir, comme les trois Saoudiens qu'il a dénoncés, savait qu'une attaque d'*al-Qaida* était prévue sur le sol américain le 11 septembre 2001. Posner rapporte que, sept mois après la mort surprenante des trois Saoudiens, l'avion militaire de Mir, pourtant inspecté récemment, s'est écrasé par beau temps, le tuant lui, sa femme et plusieurs amis[27]. Comme celle des Saoudiens, la mort de Mir a ajouté de la crédibilité aux allégations de Zubaydah, à savoir que le miltaire était étroitement lié à l'ISI comme à *al-Qaida* et qu'il savait que des attaques d'*al-Qaida* allaient avoir lieu aux États-Unis le 11 Septembre.

Une histoire qui met en scène un informateur du gouvernement américain, Randy Glass, donne encore plus de corps à l'idée qu'au sein même de l'ISI pakistanais, on était au courant à l'avance des attaques du 11 septembre. En juillet 1999, Glass enregistre une conversation entre un agent de l'ISI nommé Rajaa Gulum Abbas et plusieurs trafiquants d'armes. Cette conversation a lieu dans un restaurant d'où l'on peut voir le WTC. Après avoir expliqué qu'il cherche à acheter des armes de guerre américaines volées pour les donner à ben Laden, Abbas montre, dit-on le WTC et déclare : « Ces tours vont s'écrouler. »[28] Ces deux dernières affaires fournissent, semble-t-il, des indices extrêmement graves et concordants, du fait qu'au sein de l'ISI, on savait que les attentats du 11 Septembre allaient avoir lieu. La Commission aurait au moins dû les évoquer si elle cherchait vraiment ne fût-ce qu'à tenter de donner un compte-rendu complet des « faits et circonstances » liés au 11 Septembre. Seulement, le lecteur ne s'étonnera sûrement plus d'apprendre que les noms de Mushaf Ali Mir, Randy Glass et Rajaa Gulum Abbas sont tous absents du rapport Kean-Zelikow.

Chapitre 10

Mobiles possibles de l'administration Bush

La Commission du 11 Septembre a compris que son mandat, comme nous l'avons vu, consistait à fournir « le compte-rendu le plus complet possible » des « faits et circonstances » liés au 11 Septembre. Parmi ceux-ci, il en est un qui, selon certains critiques du rapport officiel, fournit la preuve de ce que l'administration Bush a intentionnellement permis ces attentats. Il a même été suggéré qu'elle avait facilité activement ces attaques. Comme plusieurs livres ont été écrits pour proposer de tels points de vue, dont certains en anglais, l'équipe dirigeante de la Commission, étant donné son « travail d'enquête exigeant », les a sans doute découverts. Ou sinon, elle aurait au moins dû prendre connaissance de l'article paru à la une du *Wall Street Journal* sur la question. Les lecteurs de cet article ont appris non seulement qu'un sondage montrait que 20 % de la population allemande pensait que « le gouvernement des USA a lui-même ordonné les attentats », mais aussi que des idées similaires couraient dans d'autres pays d'Europe [1]. De même, comme nous l'avons vu dans l'introduction, des sondages montrent qu'un pourcentage significatif d'Américains et de Canadiens jugent que le gouvernement des USA a délibérément permis les attentats, et que certains d'entre eux croient que l'administration Bush les a effectivement organisés. Sachant que de telles idées circulent, la Commission, à notre avis, aurait dû se sentir appelée à répondre à ces soupçons.

Une réponse adéquate contiendrait au moins les éléments suivants :

1. la reconnaissance de l'existence de ces soupçons ;

2. un résumé des principaux rapports et faits allégués cités comme preuves par ceux qui les ont avancés ; et

3. une explication établissant que ces rapports et faits ne constituent pas réellement une preuve de la complicité de l'administration Bush.

Enfin, la persistance de ces assertions et leur documentation largement répandue signifie qu'une réponse adéquate nécessiterait d'examiner (au moins pour les démolir) les mobiles supposés de l'administration Bush pour faciliter les attentats du 11 Septembre, tout comme la Commission a analysé avec raison les mobiles qu'Oussama ben Laden et son organisation *al-Qaida* ont pu avoir pour les planifier. Pour beaucoup d'Américains, ne serait-ce qu'envisager la possibilité que leur propre gouvernement puisse avoir eu des raisons de faciliter de telles attaques est particulièrement déplaisant. Mais si un compte-rendu doit être le plus complet possible, on ne peut pas décider à l'avance de le borner aux idées agréables.

Dans ce chapitre, par conséquent, nous examinerons le rapport de la Commission du 11 Septembre dans cette perspective, nous demandant comment elle a répondu aux critiques de la version officielle qui ont prétendu que l'administration Bush aurait eu plusieurs mobiles pour permettre les attentats, voire aider à leur succès.

Les attentats du 11 Septembre comme « opportunités »

Une manière d'aborder cette question est de se demander si les attentats ont procuré à cette administration des bénéfices que l'on pouvait raisonnablement anticiper.

Il n'est pas douteux que ce soit le cas. Plusieurs membres de l'administration Bush l'ont d'ailleurs publiquement reconnu. Le président lui-même a déclaré que les attaques avaient fourni « une grande opportunité »[2]. Donald Rumsfeld a affirmé que le 11 Septembre créait « le genre d'opportunité qu'avait offert la deuxième guerre mondiale, celle de refaçonner le monde ». Condoleezza Rice a la même idée en tête lorsqu'elle déclare aux membres du Conseil national de sécurité de « penser à « la façon de capitaliser ces occasions » pour changer fondamentalement [...] la configuration du monde[3] ». Dans la stratégie nationale de sécurité des États-Unis d'Amérique publiée par l'administration Bush en septembre 2002, on lit : « Les événements du 11 septembre 2001 ont ouvert de vastes et nouvelles opportunités. »[4]

Évidemment, le fait que des membres de l'administration Bush aient décrit les attentats comme des opportunités ne signifie pas nécessairement qu'ils auraient pu les anticiper comme telles. Toutefois, tous ces jugements, sauf le dernier, ont été portés peu après le 11 Septembre. Si les bénéfices sont devenus visibles aussitôt après les attentats, on peut supposer qu'un peu de réflexion aurait conduit à cette anticipation.

Il semblerait, par conséquent, que la description par l'administration Bush de ces attentats comme pourvoyeurs d'occasions soit une part importante des « événements liés au 11 Septembre » que le « compte-rendu le plus complet possible » aurait dû inclure. Mais les déclarations sur le 11 Septembre en tant qu'« opportunité » ne sont pas mentionnées dans le rapport de la Commission[5].

En aucun cas, l'idée que des membres de l'administration Bush pourraient avoir anticipé les bénéfices d'attentats du type de ceux du 11 Septembre ne saurait être entièrement déduit du fait qu'ils les ont perçus comme des opportunités immédiatement après. Des critiques se sont référés à un document antérieur au 11 Septembre, lequel parle de bénéfices pouvant provenir d'attentats catastrophiques. Nous avons besoin de savoir comment la Commission a répondu à cette partie des faits et circonstances liés au 11 Septembre.

« Un nouveau Pearl Harbor » pour faire avancer la *pax americana*

Fin 2000, un an avant le 11 Septembre, un document intitulé *Reconstruire les défenses de l'Amérique* fut publié par une organisation qui se nommait elle-même « Projet pour le nouveau siècle américain » (acronyme anglais : PNAC)[6]. Cette organisation fut fondée par d'anciens membres ou du moins des partisans des administrations Reagan et Bush I, certains d'entre eux étant devenus des figures centrales dans l'administration Bush II. Ils comprennent Richard Armitage, John Bolton, Dick Cheney, Zalmay Khalilzad (très proche de Paul Wolfowitz[7]), Lewis « Scooter » Libby, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et James Woolsey Libby (actuellement chef de cabinet de Cheney) et Wolfowitz (actuellement adjoint de Rumsfeld) sont connus pour avoir participé directement à la préparation de *Reconstruire les défenses de l'Amérique.* Aussi intéressant, John Lehman, un des membres de la Commission du 11 Septembre, a fait partie du PNAC ou du moins s'est publiquement aligné sur lui[8].

Ce document du PNAC, après avoir déploré que le budget militaire n'ait pas continué de capter autant de l'enveloppe fédérale qu'auparavant, argue qu'il est nécessaire d'augmenter nettement le budget de la Défense si « l'on doit maintenir et étendre la *pax americana* », car celle-ci « doit pouvoir s'appuyer sur une prééminence militaire américaine qui ne soit pas remise en question ». Pour atteindre et maintenir cette prééminence, il faut prendre plein avantage de la « révolution dans les affaires militaires »

rendue possible par les avancées technologiques. Opérer cette transformation des forces américaines sera toutefois un processus long et lent, en partie parce qu'il risque de coûter très cher. Cependant, suggère le document, ce processus pourrait s'engager rapidement si l'Amérique subissait « quelque événement catalyseur catastrophique, comme un nouveau Pearl Harbor[9] ». Cette déclaration, nous aimerions le penser, devrait avoir retenu l'attention de certains membres de la Commission.

Après les attentats du 11 Septembre, du reste, l'idée qu'ils constituaient un nouveau Pearl Harbor a été exprimée par le président et certains de ses partisans. À la fin de cette journée, le président Bush a, dit-on, écrit dans son journal : « Le Pearl Harbor du XXIe siècle a eu lieu aujourd'hui. »[10] Et quelques minutes après que le président se soit adressé à la nation un peu plus tôt dans la journée, Henry Kissinger postait un article sur le Web dans lequel il concluait : « Le gouvernement devrait être chargé d'une riposte systématique qui, on l'espère, pourrait aboutir là où a conduit l'attaque de Pearl Harbor – à la destruction du système responsable. »[11]

On pourrait penser que l'existence de telles déclarations aurait été perçue par la Commission comme des « événements » pertinents « liés au 11 Septembre », qui devraient être inclus dans un « compte-rendu le plus complet possible ». Mais aucune mention n'est faite de ces déclarations dans les 567 pages du rapport Kean-Zelikow.

Ces pages sont largement remplies – dans la lignée des préjugés non remis en cause par la Commission – des exposés sur Oussama ben Laden, *al-Qaida,* le terrorisme islamiste de façon plus générale et les ripostes américaines. Puis, après la dissolution de la Commission, son équipe dirigeante a publié un autre rapport de 155 pages sur le financement d'*al-Qaida*[12]. Ces thèmes sont naturellement considérés comme essentiels à la compréhension des « faits et circonstances en relation avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ».

Mais le fait que des membres et des partisans principaux de l'administration Bush-Cheney aient signé un document indiquant qu'un « nouveau Pearl Harbor » serait utile pour réaliser leurs desseins : que certains soutiens de cette administration et jusqu'au président lui-même aient ensuite comparé les attentats du 11 Septembre à l'attaque de Pearl Harbor, et que plusieurs membres de cette administration aient affirmé que le 11 Septembre fournissait des « opportunités », ce fait complexe n'a pas été jugé digne de mériter une seule petite phrase dans le rapport « le plus complet possible » de la Commission. Bien entendu, ce rapport ne fait pas même mention du Projet pour le nouveau siècle américain.

Générer des fonds pour l'US Space Command

Un volet de la « révolution dans les affaires militaires » discuté dans le document du PNAC est si importante qu'il nécessite un traitement séparé. Il concerne la militarisation de l'espace, qui relève désormais d'une nouvelle branche de l'armée américaine, l'US Space Command.

Son but est d'aboutir à « la domination sur tout le spectre ». L'idée, c'est que l'armée des USA avec l'aviation, l'armée de Terre et la Marine domine déjà les airs, le sol et les mers. Le US Space Command assurera la domination de l'espace. « Vision pour 2020 », un document publié par l'US Space Command, révèle : « La synergie émergeant de la supériorité spatiale avec la supériorité terrestre, maritime et aérienne conduit à la domination sur tout le spectre. »[13]

La description par le gouvernement du budget pour l'US Space Command comme le financement d'une « défense antimissile » donne à considérer que sa mission est purement défensive : augmenter la « sécurité du territoire » en défendant les États-Unis contre une attaque par missiles. L'exposé de cette même mission dans « Vision pour 2020 » annonce toutefois : « US Space Command : dominer la dimension spatiale des opérations militaires pour protéger les intérêts et les investissements des USA[14]. » Son premier objectif, en d'autres termes, n'est pas de protéger le sol américain mais les investissements américains à l'étranger. On aura besoin d'une telle protection, affirme-t-on, parce que « la globalisation de l'économie mondiale va creuser l'écart entre « ceux qui ont » et « ceux qui n'ont pas » ». La mission de l'US Space Command, c'est clair, consiste à protéger les Américains « qui ont » contre « ceux qui n'ont pas », soit le reste du monde, alors que la mondialisation conduite par l'Amérique laisse « ceux qui n'ont pas » avec moins encore.

La Commission du 11 Septembre, toutefois, ne fait aucune mention du programme de l'US Space Command et de sa mission. Pour comprendre la pleine signification de cette omission, il est nécessaire de savoir que ce programme comporte trois volets. Le premier met en œuvre une technologie de surveillance spatiale grâce à laquelle les chefs de l'armée américaine peuvent identifier les forces ennemies n'importe où sur la planète[15].

Le second implique d'envoyer dans l'espace des armes, comme des canons laser, avec lesquelles les États-Unis seront capables de détruire les satellites d'autres pays. « Vision pour 2020 » déclare franchement le désir d'être capables « d'interdire à d'autres l'usage de l'espace »[16].

Le troisième volet de ce programme est habituellement nommé « bouclier antimissile » mais son objectif est autant offensif que les deux premiers.

Voici ce qu'expose *Reconstruire les défenses américaines* dans un passage intitulé « Une remarquable admission », rédigé par Rahul Mahajan :

« Après la fin de la guerre froide, l'Amérique et ses alliés […] sont devenus les premières forces de dissuasion et ce sont des États comme l'Irak, l'lran et la Corée du Nord qui ont le plus souhaité développer de telles capacités. Projeter des forces militaires conventionnelles […] sera bien plus complexe et contraignant quand le territoire américain […] sera sujet à une attaque par des régimes voyous par ailleurs faibles mais capables de bricoler ensemble une minuscule force de missiles balistiques. Construire un système antimissile […] efficace est un prérequis pour maintenir la prééminence américaine. »[17]

L'objectif du « bouclier antimissiles », en d'autres termes, n'est pas de dissuader des pays de lancer une première frappe contre les États-Unis, mais de les empêcher de devenir capables de dissuader une première frappe des États-Unis contre eux[18].

L'obstacle majeur pour rendre ce programme opérationnel est qu'il coûte extrêmement cher. Selon un expert, il exigera des contribuables américains plus de mille milliards de dollars[19]. La difficulté de convaincre le Congrès et le peuple américain de payer est la raison principale de l'analyse du document du PNAC selon lequel la transformation désirée prendrait beaucoup de temps « en l'absence d'un événement catalyseur catastrophique – tel qu'un nouveau Pearl Harbor[20] ».

En gommant toute mention de cette volonté de domination globale, la Commission du 11 Septembre est passée à côté d'un projet si énorme que certains de ses partisans, on l'imagine, peuvent avoir été capables de concevoir un attentat coûtant quelques milliers de vies américaines si une telle attaque leur semblait nécessaire pour obtenir les fonds adéquats.

Donald Rumsfeld, nous l'avons vu, était membre du PNAC quand il a rédigé ce document. Il était aussi président de la commission d'évaluation de l'organisation et de la gestion de l'espace pour la sécurité nationale US[21]. La tâche de cette commission – communément nommée « commission Rumsfeld » – était de faire des propositions concernant l'US Space Command. Après avoir émis des suggestions variées pour « augmenter l'asymétrie entre les forces US et celles d'autres puissances militaires », le rapport de la commission Rumsfeld explique que, comme ces propositions coûteraient fort cher et impliqueraient une réorganisation significative,

elles vont sans doute rencontrer une forte résistance. Et ce rapport – publié le 7 janvier 2001 – interroge :

« La question est de savoir si les USA seront assez sages pour prendre leurs responsabilités et le seront assez tôt pour réduire leur vulnérabilité spatiale. Ou si, comme autrefois, une attaque invalidante contre le pays et son peuple – un « Pearl Harbor spatial » – sera le seul événement capable de galvaniser la nation et de pousser le gouvernement à l'action. »[22]

En parlant d'un « Pearl Harbor spatial », le rapport entend une attaque contre les satellites militaires. Les attentats du 11 Septembre ne sont évidemment pas de cette nature. Il est toutefois intéressant que, quelques mois à peine après que le PNAC ait publié son discours à propos d'un « nouveau Pearl Harbor », la commission Rumsfeld ait également souligné qu'une attaque de type Pearl Harbor serait nécessaire pour « galvaniser la nation ».

Quand le nouveau Pearl Harbor s'est produit, Rumsfeld, promu entre temps secrétaire à la Défense, était en position de l'instrumenter pour obtenir plus d'argent pour l'US Space Command. Devant les caméras de télévision, le soir même du 11 Septembre, il déclarait au sénateur Carl Levin, président du Comité des services armés du Sénat :

« Sénateur Levin, vous et d'autres démocrates du Congrès avez exprimé la crainte que nous n'ayons tout simplement pas assez d'argent pour la forte augmentation de la Défense que demande le Pentagone, en particulier pour un programme antimissile […]. Cette sorte de chose vous convainc-t-elle qu'il y a urgence en ce pays à augmenter le budget de la Défense, en puisant dans la Sécurité sociale si nécessaire pour payer, pour augmenter le budget de la Défense ? »[23]

Plus tôt dans la journée, le Pentagone, sous la direction de Rumsfeld depuis près de sept mois, a échoué à prévenir des attaques d'avions sur le World Trade Center et sur son siège. Et ce même soir, Rumsfeld utilise le succès de ces attentats pour obtenir plus d'argent du Congrès pour le Pentagone et, en particulier, pour l'US Space Command. On pourrait penser qu'une aussi remarquable coïncidence aurait retenu l'attention de la Commission du 11 Septembre, car cela suggère que le secrétaire à la Défense peut ne pas avoir cherché à empêcher ce « nouveau Pearl Harbor ». Mais le rapport de la Commission, focalisé uniquement sur les terroristes d'*al-Qaida,* ne mentionne pas ce mobile possible.

Rumsfeld, du reste, n'est pas la seule personne en charge des affaires militaires le 11 Septembre fortement engagée dans la promotion du US Space Command. Il y a aussi le général Ralph E. Eberhart, l'actuel chef de l'US Space Command, qui est également commandant du NORAD[24]. Le

général Richard Myers, l'ancien chef de l'US Space Command, était, le 11 Septembre, le président en exercice de l'état-major interarmes.

Une Commission vraiment « indépendante » et « impartiale » aurait sûrement commenté cette remarquable coïncidence – que trois des hommes en charge de la riposte militaire au 11 Septembre aient été des avocats déclarés de l'US Space Command, que l'armée des USA sous leur contrôle ait échoué à prévenir ces attaques et que l'un de ces hommes ait utilisé le succès de ces attaques pour obtenir des milliards de dollars supplémentaires pour cette branche de l'armée.

Coïncidence ne prouve certes pas complicité. Lorsque parfois des événements correspondent d'une manière improbable, c'est exactement ce que signifie généralement ce terme : une *simple* coïncidence. Mais chacun sait, toutefois, qu'après un crime, la première question à poser est *cui bono* ? À qui profite-t-il ? Une Commission vraiment indépendante aurait au moins dû procéder, à partir de la conjecture que Rumsfeld, Myers et Eberhart apparaissaient comme des suspects potentiels, à une enquête rigoureuse sur leurs actions ce jour-là. Au lieu de quoi, les témoignages de ces trois hommes ont été traités comme des sources d'indubitable vérité sur ce qui s'est vraiment passé – en dépit, comme nous le verrons plus loin, des contradictions de leurs récits[25].

Le plan d'attaque de l'Afghanistan

Des critiques ont avancé un autre mobile possible de la part de l'administration Bush : son désir d'attaquer l'Afghanistan afin de remplacer les talibans par un gouvernement ami, dans le but d'atteindre des objectifs économiques et géopolitiques.

La Commission a reconnu que la guerre américaine en Afghanistan – laquelle a commencé le 7 octobre, moins d'un mois après le 11 Septembre – était destinée à produire un « changement de régime » (p. 203). Selon elle, toutefois, les États-Unis souhaitaient ce changement parce que les talibans, en plus d'être incapables d'assurer la paix et de mettre fin à la guerre civile, perpétraient des violations des droits de l'Homme et procuraient un « havre sûr » d'*al-Qaida* (p. 111, 203, 337). En limitant à ces derniers aspects les motivations des USA, la Commission a ignoré les preuves abondantes de ce que les mobiles étaient plus complexes, plus intéressés et plus ambitieux.

Au centre de ces motivations, on trouve le désir de rendre possible la construction d'un pipeline de plusieurs milliards de dollars par un consortium nommé CentGas (Central Asia Gas Pipeline), formé par le géant pétrolier américain Unocal. Ce pipeline amènerait pétrole et gaz des bords

de la Caspienne, avec ses énormes réserves, jusqu'à l'océan à travers l'Afghanistan et le Pakistan. Courant 2001, les talibans furent perçus comme un obstacle à ce projet.

Ils reçurent d'abord le soutien des États-Unis œuvrant de concert avec l'ISI pakistanais. Le projet de pipeline était alors l'enjeu crucial de ce qu'Ahmed Rashid surnommait en 1997 « le nouveau grand jeu »[26]. Une des questions de ce jeu fut de savoir qui construirait le pipeline – le consortium CentGas dominé par Unocal ou Bridas Corporation, d'Argentine. L'autre question : quels pays traverserait-il ? Les États-Unis ont soutenu Unocal et son projet de tracé à travers l'Afghanistan et le Pakistan, qui évite à la fois l'Iran et la Russie[27]. Le principal obstacle à ce plan était la guerre civile qui faisait rage en Afghanistan depuis le retrait de l'Union Soviétique en 1989. Les États-Unis soutenaient les talibans depuis la fin des années 1990 dans l'espoir qu'ils seraient capables d'unifier le pays grâce à leur puissance militaire et d'instaurer ainsi un gouvernement stable.

Le titre que Rashid a donné à deux de ses chapitres montre qu'il s'agit d'une question centrale : « Inventer les talibans : la bataille du pipeline. »[28] À propos en particulier des États-Unis, il affirme que « la stratégie autour des pipelines était devenue le moteur derrière l'intérêt que Washington portait aux talibans[29]. » Cependant, bien que la Commission Kean-Zelikow cite plusieurs fois l'ouvrage bien connu de Rashid, elle ne fait pas référence à la discussion sur l'importance des pipelines dans la perspective de Washington.

À la lecture du rapport de la Commission, en fait, on ne soupçonnerait jamais que la « guerre du pipeline » (comme on l'a appelée) fût un souci américain majeur. Le projet de pipeline en général et d'Unocal en particulier ne sont mentionnés que dans un paragraphe et la note qui l'accompagne. Et la Commission suggère ici que le département d'État portait intérêt au projet d'Unocal seulement parce que « la perspective du partage des profits du pipeline pouvait rendre la table de conférence séduisante pour les chefs des factions » (p. 111). Les États-Unis, en d'autres termes, ne considéraient le projet de pipeline que comme un moyen d'aboutir à la paix. Cela peut certes avoir été l'opinion de certains des participants américains. Mais le principal espoir tant d'Unocal que du gouvernement des USA, c'était que les talibans fassent la paix par la défaite de leurs adversaires – à commencer par Ahmad Shah Massoud – après quoi le gouvernement des USA et les Nations Unies auraient reconnu les talibans comme le gouvernement d'Afghanistan, ce qui aurait alors permis à Unocal d'obtenir les prêts nécessaires au financement de ses projets[30].

Le rapport de la Commission, au contraire, suggère que ni le gouvernement des USA ni Unocal n'ont pris le parti des talibans dans la guerre civile. La Commission nous dit que Marty Miller, qui fut en charge du projet de pipeline pour Unocal, « a nié travailler exclusivement avec les talibans et nous a affirmé que sa compagnie désirait œuvrer avec toutes les factions afghanes pour instaurer la stabilité nécessaire à la mise en route du projet » (p. 480 note 14). Comme c'est souvent le cas, le « travail d'enquête exigeant » consistait principalement à interroger les gens et enregistrer leurs réponses. Si elle avait consulté l'ouvrage de Steve Coll, *Ghost Wars [Guerres fantômes],* qu'elle cite ailleurs, elle aurait appris que, bien que « Marty Miller insistait publiquement sur le fait qu'Unocal restait « fanatiquement neutre » quant à la politique afghane, [en réalité, lui] et ses collègues espéraient que la prise de Kaboul par les talibans accélérerait les négociations sur le pipeline[31] ». Coll fait ici référence à septembre 1996, lorsque les talibans, très fortement financés par le Pakistan et l'Arabie Saoudite, se sont emparés de Kaboul, en forçant Massoud à fuir. Dès que cela s'est produit, rapporte Rashid, un exécutif d'Unocal « a télégraphié aux agences que le projet de pipeline serait plus facile à mettre en route maintenant que les talibans avaient pris Kaboul »[32]. On peut de nouveau se demander si les recherches de la Commission Kean-Zelikow furent simplement inadéquates ou si elles ont délibérément oublié l'information qui ne confortait pas leur version.

Un problème similaire se pose avec la déclaration de la Commission à propos de la neutralité des USA. Elle énonce platement : « Les diplomates américains n'ont pas favorisé les talibans aux dépens de factions rivales, mais voulaient simplement " leur donner une chance ". » (p. 111). Les entretiens sont de nouveau le seul support offert. Si la Commission avait consulté l'ouvrage de Rashid sur cette question, elle y aurait lu que les États-Unis « ont accepté l'analyse de l'ISI […] qu'une victoire des talibans en Afghanistan faciliterait beaucoup le travail d'Unocal[33] ». Rashid rapporte aussi que « dans les heures suivant la prise de Kaboul par les talibans » – alors que la majeure partie du pays restait sous contrôle des autres factions – « le département d'État a annoncé qu'il souhaitait établir des relations diplomatiques avec [eux]. »[34] L'abandon de la neutralité des USA ressort également de cette phrase de Steve Coll : « Le département d'État a fait sien le programme d'Unocal, ce qui signifiait, évidemment, soutenir les talibans. »[35]

Rashid, résumant la situation, explique que « le partenariat USA/Unocal a soutenu les talibans et cherché la victoire totale de ces derniers, même si les USA et Unocal affirmaient qu'ils n'avaient pas de favoris en

Afghanistan[36]». La Commission Kean-Zelikow, au contraire, se contente de présenter les déclarations publiques de certains acteurs des USA et d'Unocal, répétées lors d'entretiens récents, comme l'histoire réelle.

Pourquoi est-il important de souligner cette distorsion ? Parce que le tableau brossé par la Commission de l'attention portée par les États-Unis à l'Afghanistan suggère qu'ils n'ont pas d'intérêts impérialistes ou bassement matériels dans cette zone – le genre d'intérêts qui pourraient conduire un gouvernement à inventer un prétexte pour entrer en guerre. La question gagne en importance quand on arrive à ce point de l'histoire où les États-Unis en viennent à penser que les talibans sont un obstacle plutôt qu'un moyen pour le projet de pipeline d'Unocal (CentGas).

En juillet 1998, les talibans, après avoir échoué en 1997 à prendre au nord la ville de Mazar-i-Sharif, y parviennent finalement, ce qui leur donne le contrôle de la majeure partie de l'Afghanistan, y compris tout le trajet du pipeline. Après cette victoire, CentGas annonce immédiatement être « prêt à commencer les travaux. »[37] Peu après, les ambassades américaines sont victimes d'attentats au Kenya et en Tanzanie, ce qui conduit les USA à lancer des missiles de croisière contre les camps d'Oussama ben Laden en Afghanistan. Ces événements et leurs conséquences amènent Unocal à se désengager de CentGas, convaincu que l'Afghanistan sous les talibans ne connaîtra jamais la paix et la stabilité exigées par le projet de pipeline[38]. Rashid, qui termine son livre à la mi-1999, écrit que l'administration Clinton a reporté son soutien au tracé d'un pipeline d'Azerbaïdjan en Turquie via la Géorgie, ajoutant que « désormais, personne ne cherche le contact avec l'Afghanistan et les talibans. »[39]

Toutefois, lorsque l'administration Bush arrive au pouvoir, elle décide d'offrir une dernière chance aux talibans. Celle-ci se présente lors d'une rencontre de quatre jours à Berlin en juillet 2001, rencontre qui doit figurer dans toute analyse sur la façon dont a été déclenchée la guerre des USA en Afghanistan. Selon le délégué du Pakistan, Niaz Naik, les représentants américains, tentant de convaincre les talibans de partager le pouvoir avec les factions pro-américaines, déclarent : « Soit vous acceptez notre tapis d'or, soit nous vous enterrons sous un tapis de bombes. »[40] Naik rapporte que les Américains le prévinrent qu'une « action militaire contre l'Afghanistan serait menée […] avant que la neige commence à tomber en Afghanistan, vers la mi-octobre au plus tard[41] ». L'attaque américaine a commencé, en fait, le 7 octobre, dès que les militaires ont pu être prêts après le 11 Septembre[42].

Le rapport de la Commission du 11 Septembre sur ce qui a transpiré en juillet est beaucoup plus anodin. Certains membres de l'administration

Bush, nous dit-on, « ont fini par accepter de tenter un dernier effort pour convaincre les talibans de changer de position et, s'ils échouaient […], les États-Unis devraient essayer une action secrète pour faire tomber les talibans de l'intérieur ». (p. 206) Il n'y a pas de mention de Niaz Naik ou de la rencontre de Berlin. La référence de la Commission au fait que les États-Unis cherchaient à ce que les talibans « changent de position » ne mentionne pas que ce changement impliquait non seulement de se détourner d'Oussama ben Laden mais aussi de se joindre à un « gouvernement d'unité » qui permettrait au projet de pipeline d'Unocal de voir le jour. La Commission ne mentionne pas non plus le discours des représentants des USA selon lesquels, si les talibans refusaient, les États-Unis utiliseraient la force militaire, et pas uniquement l'action secrète. Et toute cette information était alors disponible dans des livres et des articles de journaux que l'équipe dirigeante de la Commission aurait dû être capable de trouver.

Il existe un élément de plus ignoré par la Commission, de ce que la guerre des USA contre les talibans était plutôt liée au projet de pipeline qu'au 11 Septembre. L'envoyé spécial du président Bush en Afghanistan, Zalmay Khalilzad (mentionné plus haut comme membre du PNAC), et le nouveau premier ministre, Hamid Karzai, étaient tous deux auparavant des salariés d'Unocal. Comme l'écrit Chalmers Johnson : « La collaboration prolongée de Khalilzad et Karzai dans l'Afghanistan de l'après 11 Septembre suggère fortement que l'administration Bush était et demeure aussi intéressée par le pétrole que par le terrorisme dans cette région. »[43] Dès le 10 octobre, le département d'État informe le ministre pakistanais du pétrole qu'« au vu des récents développements géopolitiques », Unocal est de nouveau prêt à aller de l'avant avec le projet de pipeline.[44] Finalement, comme l'a dit un écrivain israélien : « Si l'on regarde la carte des grandes bases américaines, on est frappé par son identité parfaite avec le tracé du projet de pipeline vers l'océan Indien. »[45]

Il existe donc un indice significatif que, selon les termes de Chalmer Johnson, « le soutien [aux deux pipelines, pour le gaz et le pétrole, depuis le sud du Turkménistan jusqu'à la côte pakistanaise de la mer d'Arabie via l'Afghanistan] semble avoir été une considération majeure dans la décision de l'administration Bush d'attaquer l'Afghanistan le 7 octobre 2001 », un point que Johnson soulève en dehors de toute allégation selon laquelle l'administration Bush aurait orchestré les attentats du 11 Septembre[46]. Mais la Commission du 11 Septembre ne mentionne même pas que beaucoup de gens partagent les vues de Johnson, que la guerre des USA en Afghanistan était motivée par un souci plus large que ceux mentionnés dans le rapport final.

De plus, ce souci plus large, suggère Johnson, « n'était pas seulement de faire de l'argent, mais d'établir une présence américaine en Asie Centrale ». Ce qui fournit la preuve de cette vision des choses, c'est le fait que les États-Unis, en l'espace d'un mois après le 11 Septembre, ont établi des bases permanentes non seulement en Afghanistan mais au Pakistan, au Kirghizstan et en Ouzbékistan[47]. Ils semblent ainsi mettre en œuvre la prescription de Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage de 1997, *Le Grand Échiquier : la primauté américaine et ses impératifs géo-stratégiques,* dans lequel il décrit l'Asie Centrale, avec ses vastes réserves pétrolières, comme une clef de la puissance mondiale. Brzezinski, qui fut le conseiller à la Sécurité nationale de l'administration Carter, considère que l'Amérique, pour assurer la pérennité de sa « primauté », doit prendre le contrôle de cette région. L'instrumentation du 11 Septembre par l'administration Bush pour établir des bases dans plusieurs pays de cette zone représente un pas essentiel dans cette direction. Dans le rapport de la Commission du 11 Septembre, toutefois, on ne trouve pas d'allusion à ce développement. Les États-Unis ont simplement cherché à stopper la guerre, mettre fin aux violations des droits de l'Homme par les talibans et empêcher l'Afghanistan de devenir un refuge pour les terroristes (p. 111, p. 203). Dans le monde de la Commission Kean-Zelikow, les États-Unis n'ont pas d'ambitions plus vastes.

L'omission de l'ouvrage de Brzezinski entraîne, de plus, celle de la suggestion antérieure qu'un nouveau Pearl Harbor serait utile. Brzezinski, ayant argué que la présente « fenêtre d'opportunité historique pour une exploitation constructive par l'Amérique de sa puissance globale pourrait se révéler relativement brève[48] », déplore le fait que le public américain pourrait ne pas vouloir utiliser cette puissance pour des objectifs impérialistes. Le problème, selon l'analyse de Brzezinski, est que :

« L'Amérique est trop démocratique à l'intérieur pour être autocratique à l'extérieur. Cela limite l'usage de la puissance américaine, spécialement sa capacité d'intimidation militaire […]. Le renoncement économique (c'est-à-dire le budget militaire) et le sacrifice humain (des victimes, même chez les soldats professionnels) exigés par cet effort ne sont pas congénitaux aux instincts démocratiques.

La démocratie n'est pas l'amie de la mobilisation impérialiste. »[49]

Brzezinski suggère, toutefois, que cette faiblesse de la démocratie peut être surmontée. Ayant déclaré que « la poursuite de la puissance n'est pas un but qui soulève la passion populaire », il ajoute : « … sauf dans les

conditions d'une menace soudaine ou d'un défi au sens qu'a le public du bien-être intérieur»[50].

Ce qui pousserait le public américain à accepter les sacrifices humains et économiques requis par la «mobilisation impérialiste», suggère-t-il, serait «une menace extérieure directe perçue très massivement et très largement». Ce passage, vers la fin du livre, fait écho à un passage antérieur dans lequel Brzezinski souligne que le public a bien voulu soutenir «l'engagement de l'Amérique dans la Seconde Guerre mondiale largement à cause de l'effet de choc de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor»[51]. Un nouveau Pearl Harbor, selon lui, permettrait aux USA de s'assurer une primauté durable en gagnant le contrôle de l'Asie Centrale.

En décidant de ce qui entrait dans la catégorie des événements pertinents pour comprendre pourquoi et comment les attentats du 11 Septembre se sont produits, la Commission a choisi d'inclure le discours de 1998 d'Oussama ben Laden faisant devoir aux musulmans de tuer des Américains (p. 47). Il fut naturellement considéré comme pertinent. Mais elle n'a pas inclus la suggestion de Brzezinski de 1997 qu'un nouveau Pearl Harbor pousserait les Américains à accepter l'augmentation de budget militaire requise pour soutenir une mobilisation impérialiste, même si la Commission souligne que le 11 Septembre a eu exactement le résultat qu'il prédisait :

«La nation a engagé d'énormes ressources pour la Sécurité nationale et pour contenir le terrorisme. Entre l'année fiscale 2001, le dernier budget adopté avant le 11 Septembre, et la présente année fiscale 2004, le budget fédéral total pour la Défense (y compris les expéditions en Afghanistan et en Irak), la sécurité intérieure et les affaires internationales ont augmenté de plus de 50%, de 345 milliards de dollars à environ 547 milliards. Les États-Unis n'ont pas vécu une telle croissance des dépenses de Sécurité nationale depuis la guerre de Corée» (p. 361).

Mais les commissaires ont à l'évidence pensé que c'était trop d'effort de se demander si le mobile pouvait être déduit de l'effet.

Nous voyons de nouveau comment les préjugés non remis en question par la Commission – que les attaques du 11 septembre ont été planifiées et exécutées entièrement par *al-Qaida* sous la conduite d'Oussama ben Laden – ont déterminé à l'avance sa sélection de ce qui constituait les «événements liés au 11 Septembre». Dans la lignée de ce préjugé, elle nous a brossé une image extrêmement simpliste des motivations des USA quant à l'attaque de l'Afghanistan. Elle a, en particulier, omis tous les faits suggérant que le 11 Septembre était plus le prétexte que la cause de cette guerre.

Le plan pour attaquer l'Irak

L'attaque de l'Irak par l'administration Bush en 2003 est probablement la question sur laquelle la Commission du 11 Septembre a été le plus critique lorsqu'elle a jugé ne pas trouver d'indice d'une « collaboration opérationnelle » entre Oussama ben Laden et Saddam Hussein et, en particulier, aucune preuve que « l'Irak a coopéré avec *al-Qaida* pour développer ou mener à bien une attaque contre les États-Unis » (p. 66). Cet exposé, publié dans un rapport interne environ un mois avant la publication du rapport final, a soulevé de nombreux commentaires dans la presse, d'autant plus que le président et surtout le vice-président ont fortement réagi, qualifiant d'« outrageant » un article à la une du *New York Times* intitulé « La Commission ne trouve pas de lien *al-Qaida/lrak* ». [52] Les commentaires vont des colonnes de William Safire, où il décoche une flèche du Parthe au président et au vice-président de la Commission pour s'être laissés eux-mêmes « mettre le grappin dessus par leur équipe de manipulateurs », à un article du *New York Times* intitulé « Tumulte politique : des membres de la Commission du 11 Septembre débattent du lien *al-Qaida/lrak* », puis à un article de Joe Conason intitulé « La Commission du 11 Septembre devient le cauchemar de Cheney ». [53]

Ce commentaire fait apparaître la Commission du 11 Septembre, peut-être en particulier le staff, comme vraiment indépendante, et suggère qu'elle dit la vérité, que celle-ci soit embarrassante ou non pour la Maison Blanche. Mais, naturellement, *ce n'est qu'une* apparence. Néanmoins, étant donné que Bush et Cheney ont continué d'insister sur l'existence de liens entre l'Irak et *al-Qaida,* elle a relevé là quelque chose de contraire à la position publique de la Maison Blanche.

De plus, elle évoque jusqu'à quel point certains membres de l'administration Bush ont poussé à attaquer l'Irak immédiatement après le 11 Septembre. Elle a souligné que le secrétaire à la Défense Rumsfeld a donné instruction au général Myers de dénicher tout ce qu'il pourrait quant à une possible responsabilité de Saddam Hussein dans les attentats. Elle a cité aussi un rapport selon lequel, à la première session de Camp David après le 11 Septembre, Rumsfeld a d'emblée demandé ce qu'on allait faire à propos de l'Irak (p. 334-35). La Commission a même décrit l'adjoint de Rumsfeld, Paul Wolfowitz, en train d'expliquer que Saddam devait être attaqué même s'il n'y avait que 10 % de chances qu'il ait quelque chose à voir avec les attentats du 11 Septembre (p. 335-36). [54] Finalement, elle a rapporté la déclaration de Richard Clarke, à savoir que le président lui avait demandé, le lendemain du 11 septembre, de voir si

Saddam était lié à ces attentats d'une manière ou d'une autre (p. 334). Elle a, de plus, été assez franche sur le fait que plusieurs des têtes de l'administration Bush étaient prêtes depuis le début à attaquer l'Irak à cause de son lien possible avec le 11 Septembre ou du moins *al-Qaida* – lien dont elle affirme n'avoir pu trouver aucune preuve crédible.

La Commission a néanmoins omis des faits à propos de la décision d'attaquer l'Irak, qui auraient dû être inclus dans un « compte-rendu le plus complet possible ». Ils sont importants parce que leur omission signifie que les lecteurs de son rapport seront ignorants des preuves touchant à l'intensité et la permanence de la volonté d'attaquer l'Irak chez plusieurs membres de l'administration Bush.

Certains des faits omis confirment que le plan d'attaque de l'Irak a, selon les termes de Chalmers Johnson, « été à l'œuvre depuis au moins une décennie »[55]. En le faisant remonter aussi loin, Johnson se réfère au fait qu'après la guerre du Golfe de 1991, plusieurs à la Maison Blanche et au Pentagone pensaient que les États-Unis devraient revenir à Bagdad et renverser Saddam Hussein, comme il est indiqué « dans des rapports écrits alors pour le secrétaire à la Défense Cheney ».[56] En 1996, un groupe d'études dirigé par Richard Perle (qui deviendra l'année suivante un membre fondateur du PNAC) a publié un document intitulé « A Clean Break » (Une rupture nette). Recommandant qu'Israël adopte une politique de « préemption », Perle et ses collègues ont suggéré qu'Israël commence par « faire reculer la Syrie », un effort qui devrait se « focaliser sur le renversement de Saddam Hussein en Irak ». Plaidant pour qu'Israël envahisse le Liban puis la Syrie, ce document comprenait des textes prévus pour alimenter des déclarations justifiant cette action d'une manière qui attirerait la sympathie en Amérique. En plus « d'attirer l'attention sur les armes [syriennes] de destruction massive », Israël devait déclarer :

« Les négociations avec des régimes répressifs comme celui de la Syrie requièrent un réalisme prudent […]. Il est dangereux pour Israël de traiter naïvement avec un régime assassin de son propre peuple, ouvertement agressif envers ses voisins […] et soutien des plus dangereuses organisations terroristes. »[57]

Comme le souligne James Bamford dans *A Pretext for War,* ces justifications étaient très proches de celles qu'on a utilisées quelques années plus tard pour l'attaque américaine contre l'Irak[58].

L'argument avancé pour l'attaque américaine contre l'Irak devient encore plus évident l'année suivante, après la formation du PNAC. En décembre 1997, Paul Wolfowitz et Zalmay Khalilzad ont publié un article

dans le *Weekly Standard* – édité par le vice-président du PNAC, William Kristol – intitulé « Saddam doit partir »[59]. Un mois plus tard, ces trois-là et les quinze autres membres du PNAC – y compris Donald Rumsfeld, John Bolton et Richard Perle – ont envoyé une lettre au président Clinton, le pressant d'utiliser la force armée pour « renverser Saddam Hussein et son régime [et ainsi] protéger nos intérêts vitaux dans le Golfe ». En mai 1997, ils ont écrit à Newt Gingrich et Trent Lott – le président de la Chambre et le leader de la majorité au Sénat. En se plaignant que Clinton ne les avait pas écoutés, ils ont affirmé que les États-Unis « devaient établir et maintenir une présence militaire forte dans cette région et se préparer à l'utiliser pour protéger nos intérêts vitaux dans le Golfe, et, si nécessaire, aider à renverser Saddam »[60]. Finalement, *Reconstruire les défenses de l'Amérique,* publié par le PNAC en septembre 2000, soutenait que l'Irak sous Saddam était une menace pour les intérêts américains dans la région[61].

Lorsque l'administration Bush prend ses fonctions en 2001, note Chalmers Johnson, « dix des dix-huit signataires des lettres à Clinton et aux leaders républicains du Congrès [en] sont devenus membres »[62]. Ce n'est donc pas une surprise, que – comme Paul O'Neill et Richard Clarke l'ont tous deux souligné – l'administration Bush ait déjà eu l'intention de renverser Saddam quand elle a pris ses fonctions[63]. Et il n'est pas non plus surprenant de lire qu'immédiatement après les attentats du 11 Septembre, certains de ses membres ont cherché à instrumentaliser les attaques comme mobile pour enfin envahir l'Irak et en changer le régime.

Mais la Commission Kean-Zelikow, ayant laissé de côté ce contexte, ne permet pas à ses lecteurs de comprendre pourquoi et avec quelle force certains membres de l'administration Bush cherchaient à attaquer l'Irak. De fait, elle échoue à montrer à quel point ils étaient prêts à partir en guerre, même s'il n'existait pas de preuve de la complicité irakienne dans ces attentats. Une omission cruciale à cet égard est le silence sur les notes prises par un assistant des entretiens de Rumsfeld sur le 11 Septembre. Révélées plus tard par CBS News, elles indiquent que Rumsfeld cherchait « la meilleure info rapide. Juger si assez bon pour frapper S.H. [Saddam Hussein] en même temps. Pas seulement OBL [Oussama ben Laden]. Y aller en masse. Balayer tout ça. Affaires liées ou non. »[64] James Bamford, après les avoir citées, commente : « A partir de ces notes, il était clair que les attentats seraient utilisés comme prétexte pour une guerre contre Saddam Hussein. »[65]

La Commission, au contraire, expose seulement que des notes de ce jour indiquent que « le secrétaire Rumsfeld a donné instruction à Myers

d'obtenir rapidement autant d'informations que possible [et d'examiner] un large éventail d'options et de possibilités » (p. 334-35). Elle ajoute :

« Le secrétaire a déclaré que son instinct le portait à frapper Saddam Hussein en même temps et pas seulement ben Laden. Le secrétaire Rumsfeld a expliqué plus tard qu'à ce moment, il avait considéré comme responsable l'un d'entre eux ou peut-être quelqu'un d'autre. » (p. 335).

À partir du seul compte-rendu de la Commission, on suppose que Rumsfeld pensait à frapper Saddam si et seulement s'il y avait une preuve importante qu'il était « responsable ». Toutefois, comme le montrent les notes citées par CBS et Bamford, Rumsfeld cherchait à instrumentaliser le 11 Septembre comme la base d'une riposte « massive » qui s'occuperait de plusieurs menaces pour les intérêts américains (« balayer tout ça »), en particulier Saddam Hussein, qu'il soit ou non responsable (« affaires liées ou non »). La Commission Kean-Zelikow, avec ses omissions et manipulations, nous dissimule ce fait.

De plus, comme elle omet de souligner la prédominance du pétrole et des bases militaires dans l'intérêt que l'administration Bush porte à l'Afghanistan, elle fait la même chose avec l'Irak – même si ce pays dispose des secondes plus importantes réserves de pétrole connues au monde. Elle se contente de déclarer qu'à une réunion du Conseil national de sécurité le 17 septembre, « le président Bush a ordonné au département de la Défense d'être prêt à s'occuper de l'Irak si Bagdad agissait contre les intérêts américains, avec des plans pour une occupation possible des champs de pétrole irakiens » (p. 335)- Mais c'est la seule allusion dans le rapport Kean-Zelikow à ce que l'administration Bush puisse avoir quelque intérêt à prendre le contrôle du pétrole irakien.

Même cet exposé, du reste, est doublement atténué. Loin de montrer que Rumsfeld, Wolfowitz et d'autres membres de l'administration Bush rongeaient leur frein en attendant d'attaquer l'Irak comme le révèle la lettre du PNAC, la Commission suggère que l'administration Bush avait pensé se retourner contre Saddam seulement s'il « agissait contre les intérêts américains ». Et loin de montrer la prise de contrôle du pétrole irakien comme une motivation centrale, elle suggère que les plans d'attaque allaient seulement inclure la « possibilité » d'une occupation des champs pétroliers.

D'après d'autres sources, nous obtenons toutefois un tableau assez différent. Dans les mois qui ont suivi le 11 Septembre, selon Paul O'Neill, la Defense Intelligence Agency qui travaille pour Rumsfeld, a commencé de cartographier les champs de pétrole irakiens. Elle a aussi fourni un document intitulé « Prétendants étrangers pour des contrats sur les champs

de pétrole irakiens » qui suggérait comment on pourrait partager les immenses réserves de l'Irak[66]. L'importance du pétrole a également été soulignée par Stephen Gowans :

« Le principal objectif du programme du Pentagone, une fois qu'il aurait donné l'ordre aux « bottes de cavalier » de marcher sur Bagdad, était de sécuriser les champs de pétrole du sud de l'Irak. Et quand le chaos s'est abattu sur Bagdad, les forces américaines ont laissé les bandes de pillards et d'incendiaires mettre à sac le ministère du Plan, le ministère de l'Education, le ministère de l'Irrigation, le ministère du Commerce, le ministère de l'Industrie, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Culture et le ministère de l'Information. […] Mais au ministère du Pétrole, où l'on trouve les archives et les fichiers liés à toute la richesse pétrolière, à tout ce qui démangeait Washington de mettre la main dessus, tout était calme ; pour entourer le ministère, il y avait une phalange de chars et de voitures personnelles blindées. »[67]

Ces récits révèlent l'image déformée fournie par les commissaires du 11 Septembre, dont la seule mention du pétrole irakien suggère que les troupes américaines, si elles attaquaient l'Irak, pouvaient occuper ou non les champs pétroliers.

Un compte-rendu plus réaliste est également donné par Chalmers Johnson qui relève que, dans les régions riches en pétrole, les intérêts pétroliers des USA et leurs besoins en bases militaires vont main dans la main.

« L'intérêt renouvelé pour l'Asie Centrale, du Sud et du Sud-Ouest comprenait l'ouverture de liens militaires avec les républiques indépendantes d'Asie Centrale du Kirghizstan et d'Ouzbékistan et le soutien au gouvernement taliban en Afghanistan comme un moyen d'obtenir des droits pour le pipeline gaz et pétrole d'un consortium dirigé par les Américains. Mais le joyau de la couronne de cette grande stratégie était le plan pour remplacer le régime Baas en Irak par un gouvernement de marionnettes pro-américain et construire là des bases militaires permanentes. »[68]

Johnson met en relief que le PNAC lui-même révèle le mobile pour augmenter le nombre de bases militaires dans un document daté de 2000 :

« Les États-Unis, depuis des décennies, ont souhaité jouer un rôle plus durable dans la sécurité régionale du Golfe. Tandis que le conflit non résolu avec l'Irak offre une justification immédiate, le besoin de présence d'une force américaine substantielle dans le Golfe transcende la question du régime de Saddam Hussein. »[69]

Comme l'indique cet exposé, on programmait que l'armée américaine reste en Irak longtemps après le renversement de Saddam Hussein, peut-être jusqu'à l'extinction des réserves pétrolières.

Si nous dépassons le compte-rendu simpliste et non contextuel livré par la Commission du 11 Septembre des raisons de l'administration Bush pour attaquer l'Irak, nous pouvons mesurer que les enjeux étaient immenses, impliquant non seulement des milliers de milliards de dollars, mais aussi le contrôle géopolitique global. (Par exemple, même si les États-Unis n'avaient pas besoin du pétrole irakien dans un futur proche, s'ils contrôlaient ainsi les ressources pétrolières de l'Extrême-Orient et de l'Europe, ils seraient capables d'exercer une forte influence sur leur vie politique et économique.) Ainsi, nous pouvons constater que le désir d'attaquer et occuper l'Irak, exprimé par ceux qui suggéraient qu'un « nouveau Pearl Harbor » serait utile, pourrait avoir fourni un mobile pour faciliter l'attaque du 11 Septembre.

Mais le rapport de la Commission omet toutes les parties de cette histoire qui pourraient conduire à une telle conclusion. Nous n'avons ainsi aucune idée que l'Irak pourrait avoir été « le joyau de la couronne » du plan directeur des USA. Dans le monde du rapport Kean-Zelikow, en fait, l'Amérique n'a pas de plan impérialiste. C'est simplement une nation altruiste luttant pour se défendre contre des ennemis qui haïssent ses libertés.

Résumé

Comme je l'ai souligné dans l'introduction, le rapport de la Commission endosse la théorie officielle du complot selon laquelle les attentats du 11 Septembre ont été exécutés uniquement par *al-Qaida* sous la direction d'Oussama ben Laden. J'examine ce rapport dans la perspective d'une théorie du complot alternative, selon laquelle des officiels du gouvernement des USA seraient impliqués. Bien que la Commission ne fasse pas mention de cette hypothèse, elle cherche clairement à saper sa plausibilité. Une façon de le faire pourrait être de montrer que, contrairement à ce qu'affirment ceux qui soutiennent cette hypothèse, l'administration Bush n'avait aucun intérêt ni plan qui lui aurait donné un mobile suffisant pour arranger ou au moins permettre de telles attaques contre ses propres citoyens. La Commission ne le fait pas directement, en abordant explicitement les motifs allégués par ceux qui endossent cette hypothèse alternative. Mais elle le fait indirectement, en traçant un portrait de l'administration Bush et plus généralement du gouvernement des USA tel, qu'ils semblent dénués des mobiles en question.

La Commission Kean-Zelikow, toutefois, ne peut y parvenir que grâce à de nombreuses omissions et manipulations : elle omet la référence de l'administration Bush aux attentats du 11 Septembre comme à des « opportunités » ; elle tait tout débat au sujet de l'US Space Command, avec sa mission d'assurer la domination globale, et du document du PNAC, avec sa suggestion qu'un nouveau Pearl Harbor serait utile. Elle néglige de mentionner des faits historiques témoignant que l'administration Bush possède avant le 11 Septembre des plans pour attaquer l'Afghanistan et l'Irak, si bien que les attentats furent plus le prétexte que la cause. Et enfin, elle a déformé les mobiles des USA dans ces attaques, décrivant les leaders américains comme intéressés seulement par l'autodéfense, les droits humains et la paix, et non par le pétrole, les bases militaires et la primauté géopolitique.

Deuxième partie

LA DÉFENSE DES MILITAIRES AMÉRICAINS PAR LA COMMISSION

Chapitre 11

Anomalies dans les comptes-rendus d'événements initiaux

Le principal reproche émis par les critiques envers le compte-rendu officiel réside dans le fait que si les procédures opérationnelles normales * en vigueur en cas de détournement d'avion avaient été appliquées le 11 Septembre, les chasseurs de la défense aérienne auraient intercepté les vols AA11, UA175 et AA77 bien avant qu'ils ne percutent la tour nord, la tour sud et le Pentagone. Ils auraient également intercepté le vol UA93 longtemps avant qu'il ne s'écrase. Les procédures opérationnelles normales sont celles de la FAA et des militaires américains.

Par « militaires américains », on entend ici essentiellement le NMCC (le Centre opérationnel des armées) qui est situé au Pentagone, et le NORAD (le Commandement de la défense aérienne pour l'Amérique du Nord) dont le siège se trouve à Colorado Springs. Le NORAD est divisé en différentes zones de responsabilité. Une seule d'entre elles est partie prenante dans la catastrophe du 11 septembre : la Zone de défense aérienne du Nord-Est, plus connue sous le nom de NEADS.

Dans ce chapitre, j'évoquerai les procédures opérationnelles en vigueur lors d'un détournement d'avion et leur non-respect le 11 Septembre. Dans les chapitres suivants, j'analyserai la tentative de la Commission pour démontrer que les militaires américains les ont appliquées.

---

* *Standard operating procedures*, procédures opérationnelles normales (PON). Il s'agit des procédures de réponse aux situations de crises prévisibles. À opposer aux *Contingency operating procedures* [Procédures opérationnelles de circonstance (POC) qui visent à répondre aux situations imprévues]. En l'occurrence, il suffisait des « PON » pour faire face aux détournements d'avions qui sont déjà prévus dans les procédures civiles et militaires de la direction de l'aviation civile américaine. Dans la suite du texte, nous évoquerons les PON sous le nom usuel de « procédures opérationnelles ».

Procédures opérationnelles en cas de détournement d'avion

D'après les procédures opérationnelles, la FAA doit contacter le NMCC lorsqu'un avion semble victime d'un détournement. Il existe trois indices d'alerte particulièrement révélateurs : l'avion dévie de son plan de vol, le contact radio est interrompu ou le transpondeur est éteint (le transpondeur est un appareil électronique qui permet l'identification de l'avion sur l'écran de l'aiguilleur du ciel, et qui indique sa position et son altitude exactes ; il permet aussi d'envoyer un signal d'alerte codé à quatre chiffres en cas de détournement). Si l'un de ces indices apparaît, le contrôleur aérien essaie de contacter le pilote afin de régler le problème. Si le pilote ne répond pas de façon nominale ou si on ne peut pas rétablir rapidement le contact radio, la FAA doit requérir l'assistance du NMCC.

Il faut noter qu'il n'appartient pas à la FAA de déterminer si un avion est effectivement détourné. Les instructions données aux contrôleurs aériens sont en revanche sans équivoque : « Si […] vous ne savez pas si une situation présente un danger réel ou potentiel, considérez-la comme une urgence avérée. »[1] En d'autres termes, traitez un détournement possible comme un détournement réel.

Les règlements militaires stipulent que « dans le cas d'un détournement d'avion, la FAA doit informer le NMCC dans les plus brefs délais. »[2] Le NMCC chargera alors le NORAD de faire décoller – en *scramble** – un ou deux chasseurs en alerte sur la base aérienne la plus proche afin d'intercepter l'avion suspect. Glen Johnson, rédacteur au *Boston Globe* relatant les explications fournies par le major Mike Snyder, porte-parole du NORAD, précise ce qui suit :

« Lorsqu'on intercepte un avion, on l'aborde par phases progressives. En approche, pour attirer l'attention du pilote, l'avion de chasse peut balancer les ailes, faire une passe frontale devant l'appareil. En dernier ressort, il peut tirer quelques obus traceurs le long de l'axe de vol de l'avion, voire, dans certaines circonstances, l'abattre avec un missile. »[3]

Abattre un avion est un acte très grave auquel le pilote ne peut procéder qu'après autorisation du Pentagone. Il est important de bien faire la distinction entre la destruction d'un avion et une interception qui est une intervention de routine ainsi que l'a mentionné le major Snyder.[4] On compte en moyenne une centaine d'interceptions par an. Le rapport de la

* En décollage immédiat. Cette expression héritée de la Bataille d'Angleterre est conservée dans la plupart des armées de l'air modernes.

FAA a ainsi fait état de soixante-sept interceptions entre septembre 2000 et juin 2001.[5]

En outre, une interception est très rapide. Ainsi que le général Ralph Eberhart, commandant le NORAD l'explique en octobre 2002, il faut à la FAA une minute pour contacter le NORAD lorsqu'elle détecte quelque chose d'anormal. Il suffit au NORAD de quelques minutes pour envoyer des intercepteurs en n'importe quel point des États-Unis.[6] D'après le site Internet de l'US Air Force, les appareils peuvent aller n'importe où en si peu de temps parce qu'un F15 « atteint normalement une altitude de huit mille neuf cents mètres deux minutes et demie seulement après l'ordre de décollage », après quoi il vole à trois mille kilomètres à l'heure.[7]

Pour être précis, il faut souligner que les explications d'Eberhart furent précédées du mot « à présent » ; il disait donc qu'à présent, la FAA met environ une minute pour contacter le NORAD et qu'à présent, celui-ci est en mesure d'envoyer des avions de chasse n'importe où aux États-Unis en quelques minutes à peine. Eberhart insinue donc que les procédures sont plus rapides depuis le 11 Septembre. Si cette affirmation est exacte, elle pourrait être confortée en comparant le temps de réaction du NORAD pour lancer l'interception d'un avion avant et après le 11 Septembre.

Il ne m'est pas possible d'effectuer une telle étude. Le rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ne fait état d'aucune comparaison ni allusion à quelque vérification d'une telle amélioration des procédures. Je suis personnellement convaincu que rien n'a changé. Cette conviction s'appuie en partie sur un document de 1998 qui avertissait les pilotes que tout avion conservant un comportement anormal « risquait de se retrouver avec deux (avions de chasse) dans son sillage dans les dix minutes ».[8]

Ce n'est pourtant pas ce qui s'est produit le 11 Septembre. Le premier avion de ligne détourné, le vol AA11, a montré à 8 h 14 ce matin-là, les signes évidents d'un possible détournement, et malgré cela, lorsqu'il a percuté trente-deux minutes plus tard la tour nord du World Trade Center, aucun intercepteur n'avait reçu d'ordre de décollage. Les trois autres vols détournés avaient, eux aussi, signalé leur détournement, et on aurait eu largement le temps de les intercepter. Quelqu'un a de toute évidence enfreint les procédures opérationnelles. Des observateurs ont avancé que quelqu'un avait donné des ordres de non-intervention qui ont bloqué la mise en œuvre des procédures opérationnelles.

Compte-rendu des militaires sur le 11 Septembre : les deux versions

Durant les tout premiers jours qui ont suivi le 11 Septembre, les porte-parole des forces armées américaines parurent donner crédit à l'accusation de non-intervention. Le 13 septembre, on demanda au général Richard Myers, qui faisait fonction de président du Comité des chefs d'état-major le 11 septembre, si l'ordre de faire décoller les intercepteurs avait été donné avant ou après la frappe sur le Pentagone. Sa réponse fut la suivante : « Cet ordre, autant que je sache, fût donné après la frappe sur le Pentagone. »[9]

Le porte-parole du NORAD, Mike Snyder a dit la même chose lors de l'interview au *Boston Globe.* Selon Glen Johnson, le journaliste, Snyder « a raconté que les intercepteurs restent au sol pendant plus d'une heure après le premier compte-rendu de détournement, délai pendant lequel trois immeubles sont frappés et un quatrième avion détourné survole la Pennsylvanie en direction de Washington. »[10]

Au moment de cette interview, le 14 septembre, CBS News diffuse une information différente : « Contrairement aux précédents communiqués, les chasseurs ont décollé ce mardi alors que les attaques étaient en cours. » Le reportage précise qu'on avait lancé des chasseurs vers les villes de New York et de Washington, mais qu'ils étaient arrivés trop tard pour prévenir l'attaque.[11] Mais selon Johnson, la version de Snyder est différente.

Ce dernier affirme que « le commandement (NORAD) n'a fait lancer aucune patrouille d'interception, bien qu'il ait été alerté du détournement dix minutes avant que le premier avion […] percute la première tour du World Trade Center […]. Le porte-parole déclare que les avions de chasse sont restés au sol jusqu'après que le Pentagone ait été heurté par le vol 77 d'American Airlines […]. C'est à ce moment-là que les autorités militaires ont réalisé l'ampleur de l'attaque, selon Snyder, et ont finalement ordonné aux chasseurs de décoller. Ce délai a été confirmé par le général d'armée aérienne Richard B. Myers, qui a été désigné comme nouveau président du Comité des chefs d'état-major. » *[12]

---

* *Chairman of the Joint Chiefs of Staff committee*, président du Comité des chefs d'état-major. Les chefs d'état-major de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air sont en principe autonomes aux États-Unis. En fait, ils se réunissent en un comité présidé par un ancien chef d'état-major d'armée, le CJCS. Le président de ce Comité correspond au chef d'état-major des armées du système français, qui est le vrai patron des forces armées. Aux États-Unis, le CJCS traite souvent directement avec le président et assiste en principe aux réunions du Conseil de sécurité nationale qui gère les crises lors de sessions dans le Bureau ovale.

Par conséquent, selon le scénario exposé aussi bien par Myers que par Snyder, les chasseurs ne reçoivent l'ordre d'interception qu'après 9 h 38, c'est-à-dire au moins cinquante-deux minutes après la frappe sur la tour nord et au moins une heure après que le NORAD a été averti du détournement du vol AA11.

Matthew Wald déroule le même scénario dans un article paru dans le *New York Times* le 15 septembre 2001. Il écrit que « vers 9 h 25 du matin, la FAA, en accord avec le Pentagone, prend la mesure radicale d'interdire tout décollage sur le continent américain, mais que personne n'a encore fait partir les chasseurs. »[13]

Deux mois avant la parution du compte-rendu final de la Commission, une interview contenue dans l'un des rapports élaborés par ses membres fait état d'un scénario identique. Selon ce rapport, Rudolph Giuliani, le maire de New York, aurait téléphoné à la Maison Blanche à peu près une minute avant que la tour sud ne commence à s'effondrer, par conséquent à environ 9 h 58. Au directeur politique adjoint du président, Chris Henick, qu'il parvient à joindre, Giuliani demande qu'on lui envoie une couverture aérienne pour sa ville. Selon Giuliani, Henick lui répond que les avions ont été envoyés douze minutes plus tôt et qu'ils ne vont pas tarder à arriver.[14] Ce qui signifie que les avions auraient décollé aux alentours de 9 h 46. Si la déclaration de Giuliani est exacte, le témoignage de Henick apporterait la confirmation (c'est du moins ce que tout le monde affirmait les tout premiers jours) qu'aucun avion de chasse n'a décollé avant 9 h 38, heure de la frappe sur le Pentagone.

Quoi que l'on puisse penser de l'épisode que rapporte Giuliani, la première version des faits paraît la plus plausible. Le général Myers, alors président du Comité des chefs d'état-major, le commandant Mike Snyder, porte-parole du quartier général du NORAD à Colorado Springs, doivent être au courant de ce qui s'est passé le 11 septembre. Il n'est pas envisageable qu'ils aient pu inventer toute cette histoire pour la raison évidente qu'elle ne montre pas l'armée américaine sous un jour favorable. En fait, si telle avait été la version officielle, on ne voit pas comment le président Bush et le Pentagone auraient pu nier leur responsabilité dans la suspension des procédures opérationnelles le 11 Septembre.

Toutefois, comme nous l'avons indiqué plus haut, une seconde version du compte-rendu officiel commence très vite à circuler et est adressée le 14 septembre au grand public sur CBS lors du bulletin d'information du soir, *Evening News*.[15] Glen Johnson raconte que Snyder, au nom du NORAD, se refuse à tout commentaire sur ces déclarations de CBS. Mais, le 18 septembre, le NORAD apporte des informations qui font de cette seconde version la

thèse officielle des circonstances du drame du 11 Septembre. Les avions ont effectivement décollé, mais sont arrivés trop tard. Ces renseignements sont présentés sous la forme d'une chronologie reprenant les groupes date-heure* où la FAA a averti le NEADS et ceux où le NEADS[16] a donné l'ordre aux avions de décoller. Le but implicite de cette seconde variante est d'imputer toute la faute à la FAA qui n'aurait pas alerté l'armée assez vite.

Cette version n'apaise pas vraiment les soupçons des sceptiques qui continuent à penser que quelqu'un a donné un ordre de non-intervention. En admettant l'exactitude de la chronologie publiée par le NORAD, la FAA semble avoir manifestement enfreint plusieurs fois sa propre réglementation. En outre, en dépit de ces violations des procédures opérationnelles, les critiques estiment que les chasseurs auraient dû intercepter les quatre avions de ligne détournés. Par conséquent, la chronologie publiée par le NORAD le 18 septembre semble accuser à la fois la FAA et les militaires. Je vais démonter pourquoi et comment en examinant le cas de chacun des vols. Dans ces relations, j'insiste, je résume la conviction générale telle qu'elle se présentait avant le rapport de la Commission sur les attentats du 11 Septembre, et qui s'appuyait sur les bulletins de presse et la chronologie publiée par le NORAD le 18 septembre 2001. Il s'agit de montrer pourquoi, sur la base de ces informations, les critiques des comptes-rendus officiels estiment que quelqu'un a donné un ordre de non-intervention. Il est essentiel de mesurer pourquoi la chronologie de 2001 du NORAD a fragilisé l'armée américaine face à cette accusation pour comprendre la nouvelle version entérinée par le rapport Kean-Zelikow.

Violations des procédures opérationnelles : le vol AA11**

Selon la chronologie de 2001 du NORAD et les bulletins d'information qui en traitent, voici ce qui s'est passé pour le vol AA11 : entre 8 h 14 et 8 h 15, il n'obtempère pas à l'ordre de prendre de l'altitude donné par la FAA. Puis il coupe le contact radio et interrompt son transpondeur.[17] À 8 h 20, l'avion quitte complètement la route prévue par son plan de vol. L'aiguilleur du ciel en conclut qu'il a probablement été détourné par des pirates de l'air mais il n'avertit pas les militaires.[18] À 8 h 21, un membre

* Groupe date-heure. Expression militaire qui évoque la façon de dater les événements dans les rapports et comptes-rendus.

** Le vol American Airlines AA11, souvent évoqué dans ce texte sous l'appellation de vol n°11.

de l'équipage téléphone à American Airlines pour signaler que l'avion est sous contrôle de pirates de l'air et qu'ils ont déjà tué quelques personnes.[19] À 8 h 24, l'aiguilleur du ciel entend la voix d'un pirate de l'air qui s'adresse aux passagers : « Nous sommes maîtres de plusieurs avions. Restez tranquilles et tout se passera bien. Nous retournons à l'aéroport. »[20] L'aiguilleur du ciel raconte par la suite qu'à cet instant précis, il « sait qu'il avait affaire à un détournement. »[21] À 8 h 25, des contrôleurs de Boston avertissent d'autres centres de contrôle aérien de la FAA que le vol n° 11 a été détourné.[22] À 8 h 28, ils voient l'avion virer de cent degrés vers le sud en direction de New York.[23]

Cependant, selon la chronologie du NORAD du 18 septembre, la FAA n'alerte pas le NORAD (NEADS) avant 8 h 40.[24] Ainsi, au lieu d'avertir les militaires peu après 8 h 14 ou immédiatement après 8 h 20 comme le voudraient les procédures opérationnelles, la FAA attend entre vingt et vingt-quatre minutes après l'apparition des indices de détournement du vol n° 11. Apparemment, elle enfreint délibérément les procédures opérationnelles. Selon un commentaire d'ABC News : « Il ne semble pas que l'alerte ait été donnée, les aiguilleurs du ciel ayant pris de grandes libertés avec les règles de police du ciel ou les règlements militaires. Il y a une inconnue qu'il faudra élucider. »[25]

Autre élément curieux de la chronologie du NORAD, elle affirme implicitement qu'American Airlines n'informe pas les militaires de la situation, alors que, selon les articles parus dans la presse, la compagnie aérienne reçoit à 8 h 21 un appel téléphonique d'un membre de l'équipage l'avertissant que des pirates de l'air se sont emparés de l'avion et qu'ils ont tué plusieurs personnes.

En tout état de cause, les critiques suggèrent que si la chronologie du NORAD est exacte, la FAA doit avoir donné à son personnel l'ordre de ne pas intervenir. Comme aucun membre du personnel de la FAA n'a été licencié ou réprimandé publiquement, on soupçonne fortement que les choses se sont déroulées ainsi ou que le NORAD a fourni une chronologie mensongère.

En outre, cette nouvelle version ne dégage pas la responsabilité des militaires. Il semble que lorsqu'ils apprennent, à 8 h 40, ce qui est arrivé au vol n° 11, ils devraient donner un ordre d'interception immédiat à la base aérienne de McGuire située à proximité dans le New Jersey. Les intercepteurs auraient pu être en vol à 8 h 42. À la vitesse de cinquante kilomètres à la minute, ils auraient alors pu couvrir à temps les cent dix kilomètres qui les séparaient de la ville de New York et intercepter le vol n° 11 un peu avant 8 h 46, heure à laquelle il s'écrase contre la tour nord. Au lieu de

cela, le NORAD, selon ses propres affirmations, ne donne l'ordre de décollage que six minutes plus tard, à 8 h 46. Qui plus est, cet ordre n'est pas donné à la base de McGuire mais à celle d'Otis, située à Cape Cod dans le Massachusetts, qui est deux fois plus éloignée de New York. Enfin, les deux F15 attendent encore six minutes avant de décoller, ce qui signifie qu'ils ne sont en l'air qu'à 8 h 52, six minutes après la frappe sur la tour nord.[26] Tous ces facteurs laissent penser que les militaires ont donné l'ordre de laisser courir les délais, ordre qui se serait ajouté à celui de la FAA de ne pas intervenir comme le laisse supposer la chronologie du NORAD.

Violations des procédures opérationnelles : le vol UA175

Pourtant, malgré tous ces retards dus à la FAA, au NORAD, et à Otis, les F15 auraient dû arriver à temps à New York pour intercepter le vol 175 avant qu'il ne percute la tour sud à 9 h 03. Mais, ce ne fut pas non plus le cas. Voici comment se sont déroulés les événements d'après la chronologie du NORAD et les remarques qu'elle contient.

Entre 8 h 41 et 8 h 42, les contrôleurs aériens de Boston entendent des émissions suspectes provenant du vol n° 175, dont ceci : « Tout le monde reste assis. »[27] Puis, à 8 h 42, l'avion se déroute de son plan de vol et le signal de son transpondeur disparaît des écrans.[28] La FAA contacte les militaires presque immédiatement. Le NORAD déclare n'avoir été mis au courant qu'une minute plus tard, à 8 h 43. Cette précision horaire a été publiée par plusieurs journaux dont le *Washington Post* le 12 septembre[29], avant les déclarations du NORAD le 18 septembre. Rapidement alerté, le NORAD a devant lui vingt bonnes minutes avant 9 h 03, heure de la frappe sur la tour sud.

Toutefois, les intercepteurs désignés pour la mission sont deux F15 en alerte sur la base d'Otis et, nous l'avons vu, ils ne décollent qu'à 8 h 52. On est donc forcé de conclure qu'il a fallu neuf minutes pour donner l'ordre de décollage et qu'il soit exécuté. C'est proprement stupéfiant. La chronologie du NORAD ne donne aucune explication sur ce délai énorme, mais il est évident qu'il est incompatible avec les procédures opérationnelles.

Pourtant, malgré ces délais incompréhensibles, les onze minutes qui restent devraient largement suffire pour réaliser l'interception. On peut aussi penser qu'après la frappe de la tour nord par le premier avion de ligne, l'armée va donner à ses pilotes l'autorisation d'abattre le vol UA175 en cas de refus d'obtempérer. Par conséquent, même si on peut discuter

des délais disponibles pour éviter la frappe sur la tour nord, il reste évident qu'on pouvait empêcher celle sur la tour sud. Le NORAD a eu beau donner des explications, les faits sont là.

On nous a dit qu'après avoir décollé à 8 h 52, les F15 se dirigent vers New York. C'est ce que racontent à la fois le lieutenant-colonel Timothy Duffy, l'un des deux pilotes, et le général de division aérienne Larry Arnold[30], commandant le NORAD. Selon leurs rapports, les F15 volent aussi vite que possible, Duffy précisant qu'ils volent « plein pot pendant tout le trajet »[31], c'est-à-dire qu'ils atteignent les trois mille kilomètres à l'heure.[32] Étant donné qu'ils sont en vol dès 8 h 52, ils devraient être sur Manhattan en six minutes, c'est-à-dire à 8 h 58.[33] Mais à 9 h 03-9 h 02, selon le NORAD – heure de la frappe sur la tour, les F15 sont encore, d'après le NORAD, à cent dix kilomètres de leur but.[34] D'après les calculs des sceptiques, les chasseurs n'ont pas volé à fond, mais sûrement à une vitesse plus de deux fois inférieure.[35] Il est évident que quelqu'un ment.

La nouvelle chronologie du NORAD ne lève pas le doute sur un point : l'armée de l'Air n'a pas intercepté le vol UA175 tout simplement parce qu'elle n'a pas essayé. Le rapport de la Commission sur le 11 Septembre tente de faire disparaître toute source de soupçon en fournissant encore une nouvelle chronologie, troisième version du compte-rendu officiel des événements du 11 Septembre. Toutefois, avant de l'examiner, il faut revenir sur ce que nous avons déjà dit au sujet des vols AA77 et UA93.

Infractions aux procédures opérationnelles : le vol AA77

Le vol AA77 quitte l'aéroport de Washington-Dulles à 8 h 20 du matin. À 8 h 46, il se déroute nettement de son plan de vol.[36] À 8 h 50, il revient sur sa route, mais n'a plus de contact radio.[37] Dans un article du *New York Times,* on peut lire que les aiguilleurs du ciel apprennent à peu près au même moment que le vol AA77 a été détourné.[38] À 8 h 56, le transpondeur de l'avion s'éteint.[39] Juste avant, selon d'autres articles de presse, l'avion survole le nord-est du Ken-tucky, puis fait demi-tour pour revenir vers l'est[40]. « Vers 8 h 57, écrit le *New York Times*, il est évident que le vol 77 est perdu. »[41]

Pourtant, selon le NORAD, la FAA ne donne pas d'alerte pour le vol AA77 avant 9 h 24, heure à laquelle elle prévient que l'avion pourrait avoir été détourné et semble revenir vers Washington.[42] Ce qui signifierait que bien que la FAA, selon le *New York Times,* soit au courant du détournement de l'avion à 8 h 50, elle attend encore trente-quatre minutes avant d'alerter les militaires. Si on considère comme vrais l'article du journal et

la chronologie du NORAD, la réaction de la FAA face aux anomalies du vol AA77 enfreint encore plus les procédures opérationnelles que pour celles du vol n° 11.

Pourtant, en dépit de tous les reproches qu'on adresse à la FAA, la chronologie publiée par le NORAD le 18 septembre 2001 n'exonère pas ce dernier de toute critique quant à sa réaction aux anomalies du vol AA77. On ne peut certes pas lui reprocher, cette fois, d'avoir tardé à donner l'ordre de décollage. Le NORAD affirme avoir donné l'ordre d'interception du vol AA77 à 9 h 24, c'est-à-dire quelques secondes après avoir reçu le message d'alerte, déclaration qui devrait faire réfléchir ceux qui croient qu'il faut plusieurs minutes pour donner un ordre d'interception.

Toutefois, la base aérienne à laquelle cet ordre est envoyé pose un problème. Il s'agit de la B.A.* de Langley en Virginie, située à deux cent dix kilomètres de Washington. Selon les critiques, il aurait fallu faire intervenir la base d'Andrews dans le Maryland, à seize kilomètres de Washington et dont la mission est la défense aérienne de la capitale fédérale.

Autre énigme : malgré un ordre de décollage donné à 9 h 24, il semble que les F16 de Langley ne quittent le sol qu'à 9 h 30. Pourquoi leur faut-il six minutes pour décoller alors que nous avons vu précédemment qu'il suffit de deux minutes et demie à un intercepteur pour atteindre huit mille neuf cents mètres d'altitude après avoir reçu l'ordre de décollage ?

Autre interrogation : malgré le retard et l'éloignement de Langley, les F16 auraient dû arriver largement à temps pour empêcher la frappe sur le Pentagone à 9 h 38, heure généralement admise – voire à 9 h 37, heure de la chronologie du NORAD[43]. Les F16 peuvent voler à mach 2,5 soit quarante kilomètres à la minute. À cette allure, ils peuvent parcourir les deux cent dix kilomètres qui les séparent de Washington en à peine plus de cinq minutes, ce qui leur laisse presque trois minutes pour intercepter et, si nécessaire, abattre l'avion détourné. Seulement, d'après la chronologie donnée par le NORAD le 18 septembre 2001, les F16, au lieu d'arriver sur Washington à 9 h 35, en sont encore éloignés de cent soixante-dix kilomètres lors de la frappe sur le Pentagone.[44]

Les sceptiques, après calcul, ont souligné que la version du NORAD est absurde. Elle sous-entend que durant les huit minutes de vol qui suivent le décollage, les F16 ne parcourent que quarante kilomètres, c'est-à-dire qu'ils ont volé à moins de trois cent vingt kilomètres à l'heure.[45]

* B.A. base aérienne ; cette abréviation est très courante dans les milieux aéronautiques.

Autre interrogation. Pourquoi ne fait-on pas évacuer le Pentagone ? Surnommé avec humour « le point zéro » par son personnel, le Pentagone possède un snack bar à ce nom.[46] Pour quelle raison les autorités, qui ont connaissance des attaques contre le WTC et savent que le vol AA77 paraît se diriger vers Washington, ne donnent-elles pas l'ordre d'évacuation immédiate ? La réponse officielle est que le secrétaire à la Défense Rumsfeld ainsi que d'autres autorités du Pentagone ignorent tout du danger, ainsi que le déclare un porte-parole du Pentagone : « Le Pentagone n'était tout simplement pas au courant que l'avion se dirigeait vers nous. »[47] Seulement, comme dans le rapport du NORAD, il est noté à 9 h 24 que le vol AA77 a probablement été détourné et qu'il semble se diriger vers Washington, on ne peut accorder foi à ces dénégations.

Comme tout le monde le comprendra immédiatement, il faut revoir complètement la version des événements relatifs au vol AA77 qu'on a servie au public le 18 septembre. Les militaires se servent du rapport de la Commission sur le 11 Septembre pour publier un récit entièrement refondu de la façon dont ils ont traité le vol AA77. Toutefois, avant d'étudier cette version revue et corrigée, il faut se pencher sur les infractions aux procédures opérationnelles relatives au vol UA93, à la lumière de ce que nous avons déjà découvert.

Infractions aux procédures opérationnelles : le vol UA93

Voici la version généralement acceptée à propos du vol UA93 d'après la chronologie de 2001 du NORAD et des événements qui y sont liés. L'avion quitte Newark à 8 h 42. À 9 h 27, les pirates de l'air ont manifestement pris le contrôle du cockpit et les aiguilleurs du ciel entendent l'un d'entre eux, qui s'exprime avec un accent, dire qu'il y a une bombe à bord.[48] Vers 9 h 28, les aiguilleurs entendent des cris, des bruits étouffés et des hommes qui parlent de « nos exigences » dans un anglais très rudimentaire, largement entrecoupé de mots étrangers.[49] Il est évident qu'un détournement est en cours. Cela devient plus net à 9 h 30, quand le transpondeur disparaît[50] et encore plus manifeste à 9 h 34 quand les aiguilleurs entendent ce message : « Mesdames et Messieurs, c'est le commandant de bord qui vous parle. Veuillez regagner vos sièges et rester assis. Nous avons une bombe à bord. »[51]

Et pourtant, pendant tout ce laps de temps, si nous en croyons la chronologie du NORAD, la FAA ne contacte pas les militaires pour demander de l'aide. Après l'appel de la FAA au NEADS, la chronologie porte simplement la mention « N/A » – non pertinent.

Toutefois, selon un communiqué de CNN le 17 septembre 2001, le NORAD a déclaré que la FAA a signalé au NEADS à 9 h 16 que le vol UA93 était en difficulté. Si cette information est exacte, alors la FAA a appliqué très rapidement ses procédures, en signalant au NEADS un détournement sur une base d'indices que nous ne connaissons pas encore. Évidemment, comme on ne les connaît toujours pas, on pourrait peut-être tout simplement considérer que cette information est une erreur individuelle et ne pas en tenir compte. Mais, l'idée que le NORAD a été alerté sur le vol UA93 à 9 h 16 est manifestement bien ancrée dans la mémoire collective de son personnel. Lorsqu'il témoigne le 23 mai 2003 devant la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, le général Larry Arnold du NORAD répète cette version des faits, en déclarant qu'à 9 h 16, la FAA a signalé un possible détournement du vol UA93 [52] de la compagnie United Airlines. Cette affirmation suscite une mise au point dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre ; soulignant que cette assertion est le fait d'« autorités du NORAD », la Commission déclare : « Cette information est inexacte. Il n'y a eu aucun détournement à signaler à 9 h 16. Le vol UA93 était nominal * à ce moment-là. »

Quoi qu'il en soit, la chronologie fournie par le NORAD le 18 septembre 2001, et qui est devenue la version officielle, implique que non seulement la FAA n'a pas mieux réagi par rapport aux autres vols, mais qu'elle a fait pire. Car, en dépit d'une succession d'indices qui apparaissent à 9 h 27 et ne laissent aucun doute au sujet du détournement du vol UA93, d'après le NORAD, la FAA n'a jamais contacté les militaires.

On pourrait penser que cette chronologie du NORAD, indiquant que l'armée n'a pas été alertée au sujet du vol UA93, écarte l'éventualité d'une mauvaise réaction des militaires sur l'incident. Ceci est pourtant faux, quoique les soupçons qui naissent alors impliquent une faute d'une autre nature que dans le cas des autres vols. Pour ceux-ci, l'hypothèse est que les militaires n'ont pas abattu les avions de ligne alors qu'ils auraient dû le faire. Pour ce vol-ci, l'hypothèse est qu'ils ont abattu un avion alors qu'ils n'auraient pas dû le faire. Plusieurs raisons conduisent à cette conclusion.

D'abord, bien que l'heure de l'écrasement du vol UA93 ne fasse pas l'unanimité, tout le monde est d'avis qu'il ne se produit pas avant 10 h 03. [53] Le vice-président Cheney donnant, selon plusieurs sources

* Nominal. Langage aéronautique hérité de l'anglais. Signifie que le vol se déroule conformément aux données théoriques fixées avant le décollage, route, altitude, vitesse et chronologie prévus au plan de vol.

d'informations concordantes[54], l'ordre aux intercepteurs d'abattre le vol UA93 peu après 9 h 56, ils disposent du temps nécessaire pour l'exécuter.

Deuxièmement, on rapporte qu'un aide de camp militaire demande au vice-président Cheney : « Un avion vole à cent trente kilomètres d'ici. Il y a un intercepteur à proximité. Est-ce qu'on tire ? » Cheney répond oui. Le F16 prend alors en chasse le vol UA93. Puis, au moment où il s'en approche, Cheney s'entend demander à deux reprises de confirmer l'ordre de tir ; il confirme.[55]

Troisièmement, la chaîne CBS rapporte, peu avant la chute de l'appareil, que deux chasseurs F16 talonnent le vol UA93. Un aiguilleur du ciel, ignorant la consigne formelle donnée aux contrôleurs de ne rien divulguer aux médias, annonce qu'« un F16 serre de près le vol UA93. »[56]

Quatrièmement, le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, confirme par la suite ces déclarations, lorsqu'il dit que « l'armée de l'Air poursuivait l'avion détourné qui s'est écrasé en Pennsylvanie […] et a été en mesure de l'abattre, en cas de nécessité. »[57]

Cinquièmement, des témoins oculaires ont soutenu que l'avion a été « perforé » par un ou deux missiles. Plusieurs personnes affirment avoir entendu « une forte explosion » ou « deux fortes explosions » juste avant que l'avion ne commence à tomber. Le maire de Shanks-ville a déclaré connaître deux personnes, dont l'une avait « fait » le Vietnam, qui lui ont rapporté avoir entendu un missile.[58] D'autres témoins ont trouvé, à une distance de treize kilomètres du point d'impact, des débris ainsi que des restes probables d'êtres humains.[59] Des ouvriers d'un chantier situé à dix kilomètres de l'impact déclarent avoir vu des débris formant un nuage de confettis descendre sur le lac où ils travaillaient et sur les fermes alentour après avoir entendu l'explosion.[60] Enfin, une pièce d'un des deux moteurs pesant une demi-tonne est trouvée « à une distance considérable » du lieu d'impact, selon les constatations du FBI. L'article d'un journal trouve ce fait « bizarre » car les missiles air-air thermoguidés Sidewinder qui arment les F16 auraient plutôt dû toucher l'un des deux énormes moteurs du Boeing 757.[61]

Sixièmement, des appels téléphoniques de passagers, dont certains ont été écoutés par le FBI[62], indiquent que des passagers – parmi lesquels un pilote[63] – se sont battus avec les pirates pour reprendre le contrôle de l'avion. Au moment où il semble qu'ils allaient y parvenir, des indices laissent penser que l'avion a été touché. Par exemple, une femme qui a dit un peu plus tôt à son mari que les passagers étaient en train d'essayer d'entrer en force dans la cabine de pilotage s'exclame : « Ils vont y arriver ! Ils y arrivent ! Ils y arrivent ! » Juste après, le mari entend des

hurlements suivis par « un bruit de soufflerie, comme une forte rafale de vent » puis encore des cris, ensuite il perd le contact.[64] Un autre passager qui appelle des toilettes raconte, dit-on, qu'il a entendu « une sorte d'explosion » et qu'il voit de la fumée blanche qui vient de l'avion.[65] Selon un article du *Mirror :* « Des sources déclarent que la dernière chose qu'on entend sur la bande de l'enregistreur de voix du cockpit est un bruit de vent qui laisse penser que l'appareil a été perforé. »[66]

Septièmement, le commandant Daniel Nash, l'un des deux pilotes de la patrouille de F15 envoyée à New York, a rendu compte plus tard qu'une fois retourné à sa base, on l'informe que des F16 avaient abattu un quatrième avion de ligne en Pennsylvanie.[67]

Cette rumeur s'est suffisamment répandue pour que, lorsque le général Myers est entendu par la commission du Sénat pour les Forces armées, le 13 septembre 2001, le président de ladite commission, le sénateur Carl Levin, soutienne qu'il existe des déclarations selon lesquelles « l'appareil qui s'est écrasé en Pennsylvanie a été abattu ». Il ajoute : « Ces histoires continuent de circuler. » Myers affirme que les militaires n'ont abattu aucun appareil.[68]

Mais il existe de graves indices selon lesquels ils ont effectivement abattu le vol UA93 et qu'ils l'ont fait au moment où les passagers étaient sur le point de reprendre le contrôle de l'appareil. Abattre un avion civil dans ces conditions est à l'évidence une infraction caractérisée aux procédures opérationnelles.

En résumé : les éléments de preuve dont on dispose à propos de chacun des vols considérés établissent que le 11 Septembre, non seulement la FAA mais aussi les militaires ont enfreint les procédures opérationnelles relatives à la sécurité de l'espace aérien fédéral. Que les critiques adoptent la première ou la seconde version officielle des événements, ils ont de bonnes raisons de penser qu'on a donné l'ordre de suspendre l'application des procédures opérationnelles ce jour-là.

Le chapitre premier du rapport de la Commission sur le 11 Septembre vise principalement à enlever tout fondement à ces soupçons. Comment le rapport procède-t-il ? En nous donnant rien de moins qu'une troisième version officielle des événements. Les chapitres qui suivent vont étudier la nouvelle thèse de la Commission sur les quatre vols. Pour faciliter le suivi des chronologies des trois versions pour chacun des quatre vols, je vais donner au lecteur une vue d'ensemble des trois versions officielles des événements relatifs à chacun des vols.

Version n° 1 du 11 au 14 septembre 2001

1 - Vol AA11
07 h 59 : décollage de Boston
08 h 46 : frappe de la tour nord du WTC
Aucun décollage de patrouille de D A. (Défense Aérienne)
2 - Vol UA175
08 h 14 : décollage de Boston
09 h 03 : frappe sur la tour sud du WTC Aucun décollage de patrouille de DA.
3 - Vol AA77
08 h 20 : décollage de l'aéroport de Washington-Dulles
08 h 38 : frappe sur le Pentagone Aucun décollage de patrouille de DA.
4 - Vol UA93
08 h 42 : décollage de Newark
10 h 03 ou 10 h 06 : le vol s'écrase en Pennsylvanie.
Une patrouille de D A. décolle peu de temps avant que l'appareil s'écrase.

Version n° 2, donnée par le NORAD le 18 septembre 2001

1 - Vol AA11
08 h 40 : la FAA alerte le NEADS, le NORAD donc.
08 h 46 : impact, le NEADS donne l'ordre d'interception à la based'Otis
08 h 52 : les F15 d'Otis décollent.
2 - Vol UA175
08 h 43 : la FAA alerte le NEADS, le NORAD donc.
08 h 46 : ordre d'interception du NEADS (aux mêmes deux F15 que pour le vol AA11)
08 h 52 : les F15 d'Otis décollent
09 h 02 (environ) : impact ; les deux F15 sont à 110 kilomètres de là.
3 - Vol AA77
09 h 24 : la FAA alerte le NEADS, le NORAD donc.
09 h 24 : le NEADS donne l'ordre d'interception à Langley.
09 h 30 : décollage des F16 de Langley.
09 h 37 (environ) : impact ; les F16 sont à 170 kilomètres.
4 - Vol UA93
La FAA rend compte : N/A (non pertinent).
Ordre d'interception N/A, les F16 de Langley ont déjà décollé pour intercepter le vol AA77.
10 h 03 (environ) : l'appareil s'écrase ; les F16 sont à 170 kilomètres (en défense de Washington).

VERSION 3 : RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LE 11 SEPTEMBRE, JUILLET 2004, P. 32 ET 33

1 - Vol AA11
08 h 25 : la FAA – CCA (centre de contrôle aérien) de Boston – apprend le détournement.
08 h 30 : la FAA – CCA de Boston – informe le NEADS (NORAD) du détournement.
08 h 46 : ordre d'interception du NEADS à la base d'Otis.
08 h 46 m 40 s : le vol AA11 frappe le WTC.
08 h 53 : décollage des F15 d'Otis.
09 h 16 : American Airlines apprend que le vol AA11 a percuté le WTC.
09 h 21 : le CAA de Boston informe par erreur que le vol AA11 fait route vers Washington.
09 h 24 : le NEADS donne aux F16 de Langley l'ordre d'intercepter un vol n° 11 fantôme.
2 - Vol UA175
08 h 42 – 08 h 47 : indices d'un détournement.
08 h 52 : un membre d'équipage signale le détournement.
08 h 55 : le CAA de New York soupçonne un détournement.
09 h 03 : le vol UA175 frappe le WTC.
09 h 15 : la FAA informe le NEADS de la frappe, au bout de douze minutes.
3 - Vol AA77
09 h 05 : American Airlines apprend le détournement.
09 h 24 : le NEADS donne aux F16 l'ordre d'intercepter le vol fantôme AA11 et non le AA77.
09 h 34 : la FAA informe le NEADS de ce que le vol AA77 est porté disparu (et non détourné).
09 h 38 : le vol AA77 frappe le Pentagone.
09 h 38 : les F16 envoyés en interception du vol AA11 sont à 240 km de Washington (on les a envoyés dans la mauvaise direction).
4 - Vol UA93
09 h 34 : le P.C. de la FAA apprend le détournement.
10 h 03 : le vol UA93 s'écrase.
10 h 07 : la FAA – le CAA de Cleveland – informe le NEADS du détournement.
10 h 15 : la FAA – le CAA de Washington – informe le NEADS de l'écrasement de l'appareil.

Chapitre 12

La Commission et le vol AA11

Si l'on admet la validité de la troisième version officielle de la relation des événements, la tentative de la Commission pour défendre les militaires soupçonnés d'avoir réagi trop lentement atteint entièrement son but. Il reste quelques interrogations, mais la façon de les évoquer conduit à invoquer une médiocre communication entre les services, la confusion qui régnait ce jour-là, le manque de préparation pour affronter ce genre de crise, etc., mais certainement pas une volonté délibérée de laisser se perpétrer les frappes. Reste qu'il faut se demander si nous sommes en droit d'accepter cette nouvelle version. Je commencerai à répondre à cette question en étudiant les réactions de la FAA et des militaires face aux difficultés que rencontre ce jour-là le vol AA11 telles que les dépeint la Commission dans son rapport.

La Commission dénonce l'incompétence de la FAA

Pour décrire la réaction de la FAA aux incidents du vol n° 11, la Commission s'est tout simplement largement inspirée de la version précédente en mettant l'accent sur l'élément implicitement contenu dans la chronologie que fournit le NORAD le 18 septembre 2001 : le personnel de la FAA ayant enfreint les procédures opérationnelles, les militaires américains n'ont pu empêcher le vol AA11 de frapper la tour nord parce qu'ils n'ont pas été alertés à temps. Après récapitulation des faits, je commenterai le rapport de la Commission.

Le vol AA11 décolle de Boston à 7 h 59 du matin. À 8 h 14, il n'exécute pas l'ordre de prendre de l'altitude et le contact radio s'interrompt. Puis, le transpondeur s'éteint.[1] (p. 18) Comme le signale le rapport de la Commission, « la perte simultanée du contact radio et du signal du transpondeur peut constituer un événement rare et inquiétant ». (p. 16) Néanmoins, on peut lire que ni l'aiguilleur du ciel du Centre de Boston ni son chef d'équipe ne pensent alors à un détournement d'avion. (p. 18)

Ainsi, au lieu d'avertir les militaires, ils se contentent de demander à American Airlines d'essayer d'entrer en contact avec son appareil. Seulement, l'aiguilleur est de plus en plus inquiet du déroutage du vol AA11 (p. 19). Comme nous l'expose MSNBC le 12 septembre, un changement de route est considéré comme un indice de danger réel par les aiguilleurs du ciel, et leur impose « de donner l'alerte générale ».[2] Pourtant, on apprend qu'au lieu de signaler le comportement du vol AA11 aux militaires, la FAA a simplement « tenté de dévier tout autre appareil de la route qu'il a prise » (p. 19).

Pour finir, vers 8 h 25, le contrôleur aérien reçoit deux émissions en phonie * émanant du vol AA11. Dans la première, une voix annonce : « Nous contrôlons plusieurs avions ». Seulement, on nous explique que « le contrôleur aérien ne capte que des propos inintelligibles ; il n'entend pas distinctement les mots « nous contrôlons plusieurs avions ». (p. 19) Affirmer que cette phrase, qui donne son titre au chapitre premier du rapport de la Commission sur le 11 Septembre, était incompréhensible joue un rôle clé dans son argumentation, car si les contrôleurs avaient compris cette phrase, ils auraient immédiatement su que d'autres avions avaient été détournés. La Commission précise qu'il faut attendre encore quarante minutes pour parvenir à la comprendre et que la FAA, dans son ensemble, n'en a connaissance qu'un peu plus tard (p. 19, 23 et 25).[3]

En tout cas, lors de la deuxième émission en phonie émanant du vol AA11, le contrôleur entend quelqu'un ordonner : « Personne ne bouge […]. Si vous tentez quoi que ce soit, vous vous mettrez en danger avec tout le monde à bord de cet appareil. » D'après ce que déclare la Commission, ce n'est qu'à ce moment précis que le contrôleur comprend qu'il y a bien détournement d'avion. Selon des articles de journaux antérieurs, il a affirmé avoir acquis cette certitude après avoir entendu ces propos : « Nous contrôlons plusieurs avions » (cf. chapitre 11). Il en informe alors son chef de quart, après quoi : « Entre 8 h 25 et 8 h 32, conformément aux procédures opérationnelles de la FAA, les responsables du Centre de Boston rendent compte à leurs supérieurs hiérarchiques du détournement du vol AA11 » (p. 19). Il faut souligner ici que, d'après cette déposition, le personnel de la FAA ne lance pas la procédure de compte-rendu avant d'avoir acquis la certitude du détournement. Or, comme nous l'avons vu au

* Émission en phonie : émission radio de voix par opposition aux émissions de signaux en morse, ce qui n'a plus court en aviation civile, ou en transmission de données comme les signaux IFF ou de transpondeurs qui marquent les écrans des centres de détection et contrôle de l'espace aérien.

chapitre 11, il n'est pas censé attendre d'avoir une certitude. Au contraire, s'il a le moindre doute face à un fait inhabituel, le personnel a pour consigne de « le traiter comme une situation d'urgence ».

Autre point à souligner, les responsables de Boston ne contactent pas directement le NMCC ou le NORAD. Au lieu de cela, ils préfèrent « commencer par avertir leur chaîne hiérarchique ». L'étirement des chaînes hiérarchiques tant de la FAA que du NORAD tient une place essentielle dans la relation des événements par la Commission d'enquête sur le 11 Septembre. Selon ce compte-rendu, « la procédure d'alerte qui s'imposait à la FAA pour demander l'intervention du NORAD, telle qu'elle était en vigueur avant le 11 Septembre, imposait de multiples niveaux de compte-rendu et l'approbation des plus hautes instances gouvernementales » (p. 17). La formulation « les plus hautes instances » signifie dans ce cas le cabinet du secrétaire à la Défense et pas nécessairement ceux du président ou du vice-président (p. 18).

Toutes ces étapes constituaient une perte de temps. Rien qu'à la FAA, un contrôleur qui n'opérait pas dans un centre régional, comme le Centre de Boston, devait appeler son centre régional. Les États-Unis comptent vingt centres régionaux. Ensuite, ce centre régional devait contacter le poste de commandement de la FAA, à Herndon en Virginie. Celui-ci devait alors appeler le coordinateur en charge des détournements au quartier général de la FAA à Washington. Puis, ce dernier devait joindre le NMCC (p. 17 et 18).

Dès réception de l'appel, le NMCC devait obtenir du secrétaire à la Défense l'autorisation de lancer une intervention militaire. Si l'accord était donné, il fallait faire redescendre les ordres par la chaîne de commandement du NORAD (p. 18).

Cette séquence imposait huit ou neuf appels téléphoniques pour déclencher une mission d'interception. Cela demandait donc huit ou neuf minutes, même si chaque appel ne durait qu'une minute. Cette procédure diffère sensiblement de celle schématiquement décrite auparavant selon laquelle « il fallait à peu près une minute » à la FAA pour alerter le NORAD et seulement « environ dix minutes » pour que l'avion suspect soit intercepté. Cette idée que la procédure très processionnelle et consommatrice de temps était en vigueur le 11 septembre, joue un rôle essentiel dans l'argumentation de la Commission visant à démontrer que les militaires n'encourent aucun reproche quant à leur réactivité le 11 septembre.

Revenons au récit de la Commission à propos du vol AA11. Nous avons vu que les responsables de la FAA, au Centre de Boston, « ont commencé par alerter leur chaîne hiérarchique » au lieu de contacter direc-

tement le NMCC ou le NORAD. Cela signifie que Boston contacte le poste de commandement de Herndon à 8 h 28. Puis, quatre minutes plus tard, Herndon appelle le quartier général de la FAA. Si, à cette heure précise, 8 h 32, le quartier général avait joint le NMCC, il serait resté encore quatorze minutes avant que le vol AA11 ne percute la tour nord. Mais, on nous dit que, même lorsque l'information lui parvient, le quartier général de la FAA ne contacte pas le NMCC. Au lieu de cela :

« L'officier de quart nous répondit que les responsables de la sécurité du quartier général venaient de commencer à discuter d'un apparent détournement d'avion, en téléconférence avec le bureau régional de la Nouvelle Angleterre. Le Q.G. avait entamé la procédure opérationnelle pour détournement d'avion, mais n'avait pas demandé de patrouille de D.A. au NMCC. » (p. 19).

On ne comprend pas très bien comment la Commission peut soutenir que le Q.G. de la FAA « avait entamé la procédure opérationnelle », vu que sa responsabilité essentielle dans cette procédure est de contacter le NMCC.

Quoi qu'il en soit, le rapport félicite ensuite le Centre de Boston de ne pas avoir respecté la procédure : « Le Centre de Boston a pris l'initiative de contacter les militaires à 8 h 34. ». Il joint le NEADS à 8 h 38. Le Centre de Boston transmet ce message au NEADS : « Nous avons un avion détourné par des pirates de l'air qui se dirige vers New York, et nous avons besoin […] qu'on leur envoie de toute urgence des F16 ou quelque chose du même genre. » (p. 20). Rappelons que le NEADS est le Secteur de défense aérienne nord-est dont le P.C. est à Rome, dans l'État de New York.

Cette partie de la relation des événements est incohérente avec les explications données auparavant selon lesquelles il fallait obligatoirement respecter les voies hiérarchiques montantes et descendantes. On constate tout d'un coup que les autorités régionales de la FAA ont pu contacter elles-mêmes les militaires sans passer par le Q.G. de Washington. On constate aussi qu'elles n'ont pas eu à passer par le NMCC au Pentagone mais qu'elles ont appelé directement le secteur aérien dont elles relèvent, en l'occurrence le NEADS.

Mais le rapport préfère ignorer cette incohérence en mettant l'accent sur l'essentiel, à savoir que « ce fut la première notification qu'ait reçue les militaires, à quelque degré que l'on se situe, du détournement du vol AA11 American Airlines » (p. 20). En soutenant ceci, le rapport de la Commission sur le 11 Septembre conforte la thèse du NORAD, telle que la présente sa chronologie du 18 septembre. Bien sûr, la Commission fait preuve d'un peu plus d'indulgence envers la FAA en faisant passer l'heure de notification de 8 h 40 à 8 h 38. Mais l'idée de base reste la même : il

subsistait très peu de temps, neuf minutes d'après la Commission (p. 21), avant que le vol AA11 ne frappe le WTC.

La Commission justifie la réaction des militaires

Mais comme nous l'avons vu au chapitre 11, ce point essentiel ne disculpe pas pour autant les militaires, parce qu'à 8h38, la patrouille avait encore le temps d'intercepter l'avion avant 8h47, heure de la frappe sur la tour nord, selon la Commission[4]. Les commissaires ont compris qu'ils devaient expliquer pourquoi cela n'avait pas été possible. Examinons leurs arguments.

Nous avons vu qu'une des accusations que portent les critiques est que le NEADS aurait dû donner un ordre de décollage immédiat à une base aérienne plus proche de New York, celle de McGuire, par exemple. Le rapport de la Commission débute ainsi : « Le NEADS ordonna le décollage immédiat de deux avions en alerte sur la base aérienne d'Otis à Falmouth, dans le Massachusetts, à deux cent cinquante kilomètres de New York. La Commission sous-entend, à propos de McGuire, qu'après la guerre froide, le NORAD « ne disposait que de peu de bases en mesure de répondre à une alerte », de sorte que « le 11 septembre, il ne restait aux États-Unis que sept bases opérationnelles, chacune d'entre elles ayant une patrouille de deux intercepteurs en alerte immédiate » (p. 352, p. 17). Seules deux de ces bases, Otis dans le Massachusetts et Langley en Virginie, relevaient du secteur Nord-Est du NORAD (p. 17). Le NEADS ne put donc choisir qu'entre l'une de ces deux bases. Otis était la plus proche.

Cette présentation de la situation du 11 septembre expliquerait pourquoi le NEADS ne fait pas décoller les intercepteurs de McGuire dans le New Jersey. Elle permettrait aussi de comprendre une autre anomalie, à savoir pourquoi, comme nous l'avons vu dans la seconde version du NORAD, pour protéger Washington, le NEADS fait décoller des appareils de Langley, à deux cent dix kilomètres de Washington, plutôt que de la base d'Andrews, distante seulement d'une vingtaine de kilomètres. Bien que cette assertion justifie ces anomalies flagrantes, il faut nous demander si elle est crédible.

Petit aparté : combien de bases disposaient de patrouilles de d.a. en alerte ?

Plusieurs raisons jettent un doute sur cette affirmation. L'une d'entre elles tient à la nature et à la taille du secteur de responsabilité du NEADS. Comme l'indique une carte du rapport de la Commission (p. 15), la zone

attribuée au NEADS couvre une partie des États-Unis en un rectangle ouvert. Elle va du Maine jusqu'au milieu du Dakota, au nord-ouest, puis du Maine à la Virginie, vers le sud-est, et de la Virginie à l'Oklahoma, à l'ouest. Cette zone correspond, de loin, à la partie la plus peuplée des États-Unis et, donc, au trafic aérien le plus dense. Elle représente aussi, de par sa configuration géostratégique, la région la plus sensible en matière de sécurité. Espère-t-on vraiment nous faire croire qu'avant le 11 Septembre, il n'y avait sur tout ce territoire que deux avions de chasse en alerte ?

Après le 11 Septembre, le colonel Robert Marr, commandant en chef du NEADS, aurait tenu ces propos : « J'ai déterminé, bien sûr, qu'avec seulement quatre chasseurs, nous ne pouvions pas défendre tout le Nord-Est des États-Unis. »[5] C'est une bonne chose qu'il ait précisé « bien sûr », car cela sous-entend que nos chefs militaires n'avaient pas eu besoin de l'expérience du 11 Septembre pour comprendre que quatre chasseurs ne suffisent pas à la défense de l'immense zone de responsabilité du NEADS – « près d'un million trois cent mille kilomètres carrés d'espace aérien ».[6] Faut-il donc conclure que l'assertion sur la disponibilité effective de seulement quatre intercepteurs en alerte est un mensonge ou bien que nos chefs militaires ont délibérément et misérablement laissé le Nord-Est des États-Unis sans protection ?

Cette assertion, soutenue aussi bien par l'armée des États-Unis que par la Commission du 11 Septembre, est d'autant plus incroyable qu'elle implique qu'il n'y avait aucun chasseur en alerte d'après l'article de *Newsday,* sur « des bases proches de deux cibles évidentes pour des terroristes », les villes de Washington et New York.[7]

Il faudrait qu'une révélation aussi stupéfiante s'appuie sur un argumentaire détaillé. Si le reste des bases qui avaient eu des chasseurs en alerte permanente ont reçu l'ordre d'abandonner cette disposition à la fin de la guerre froide, il devrait exister une documentation abondante sur la question. Le Dr. Philip Zelikow, historien émérite, connaît certainement l'importance qu'il y a à pouvoir fournir une documentation contemporaine sur tous les sujets à controverse relatifs à des événements passés, plutôt que de ne prendre en compte que les témoignages du moment, contestables surtout lorsqu'ils sont donnés par des gens qui risquent de vouloir prêcher pour leur paroisse. Et pourtant, le commentaire apporté à cette assertion ne fait état que de la déposition du général Richard Myers en 2004 (p. 17 et note 99 de la p. 458). Or, en tant que président du Comité des chefs d'état-major du Pentagone, le général Myers est l'un des principaux suspects pour ceux qui pensent que des militaires ont donné des ordres de non-intervention le jour fatidique.[8] En tout état de cause, on

n'aurait jamais dû le considérer comme une source impartiale ; or, c'est ainsi que cela s'est passé.

L'assertion selon laquelle Otis et Langley étaient les seules bases auxquelles le NEADS pouvait donner un ordre d'interception est également battue en brèche du simple fait que cette affirmation revient à nier que la base d'Andrews dispose de chasseurs en alerte permanente. Une telle dénégation est tout simplement invraisemblable quand on sait qu'Andrews, située à quinze kilomètres de Washington, a pour mission première de protéger la capitale fédérale. Le *San Diego Union-Tribune* souligne ce point dès le 12 septembre. Citant un porte-parole de la Garde nationale, l'article précise : « La défense aérienne autour de Washington est assurée principalement par les avions de chasse de la base aérienne d'Andrews implantée dans le Maryland, à proximité de la limite du *District of Columbia*. » * [9]

L'assertion selon laquelle Andrews ne disposerait pas d'avions de chasse en alerte permanente est invraisemblable étant donné qu'elle est la base d'accueil d'*Air Force One.* Voudrait-on nous faire croire qu'après la guerre froide, un président grippe-sou a approuvé un plan privant l'avion présidentiel de ses escortes de chasseurs de permanence à Andrews, obligeant ainsi le Secret Service à faire appel aux appareils de Langley pour protéger le président ?

Bien entendu, cette invraisemblance est intentionnellement diffusée peu après le 11 Septembre. Selon ses affirmations, *USA Today* apprend de sources au Pentagone qu'Andrews « ne dispose pas d'avions de chasse ». [10] Le général de division aérienne Larry Arnold, commandant en chef de la Région continentale ** du NORAD, affirme de façon à peine plus vraisemblable : « Nous n'avions pas de chasseurs en alerte à Andrews ». [11]

Il est possible que, d'un point de vue technique, l'on puisse concilier l'affirmation du général Arnold avec le fait qu'Andrews doit toujours disposer de chasseurs en alerte à disposition du Secret Service, si l'on admet que l'officier voulait dire que le NORAD n'avait aucun de ses propres avions en alerte à Andrews ce matin-là. En d'autres termes, que

---

* District de Columbia. Il s'agit d'une zone géographique et administrative totalement indépendante de tout État. La création de cette zone visait à faire en sorte que Washington, capitale fédérale, ne dépende pas administrativement de l'un des États américains. Le Congrès a donc créé ce territoire fédéral lorsque les pères fondateurs des États-Unis ont décidé de construire une capitale à leur pays nouvellement indépendant.

** Région aérienne qui couvre tout l'espace aérien des États-Unis continentaux, c'est-à-dire sans les possessions outre-mer (îles du Pacifique, de l'Atlantique, bases en Asie et en Afrique) ni l'Alaska.

tous les appareils en alerte relevaient d'autres autorités, comme le Secret Service. Cette mise au point ne résout cependant pas la question, puisqu'il y avait bien des avions en alerte que le NORAD aurait pu activer. Il est évident qu'il ne viendrait à l'idée de personne d'essayer de défendre la version officielle en prétendant que le Secret Service a refusé au NORAD ses chasseurs pour défendre le Pentagone. La seule raison qui expliquerait qu'on n'ait pas donné l'ordre d'interception à Andrews est plus générale, et *on l'a invoquée :* il n'y avait pas d'avions en alerte sur cette base. C'est tout simplement invraisemblable.

Mes propres doutes à ce sujet sont étayés par une conversation que Kyle Hence, cofondateur du *9/11 Citizens Watch* [Comité citoyen sur le 11 Septembre], rapporte avoir eue avec Donald Arias, le chef des Affaires publiques * pour la Région continentale du NORAD. Hence, qui avait déjà rencontré Arias en 2003 lors d'une audition de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, lui téléphone en 2004 pour lui poser quelques questions sur les réactions du NORAD le 11 Septembre. « Très vite, raconte Hence, je lui demande s'il y avait des appareils disponibles en alerte sur piste **. Il refuse de répondre et souligne qu'Andrews n'appartient pas au NORAD. Puis, continue Hence, « lorsque j'insiste pour savoir si oui ou non, il y avait ce jour-là à Andrews des chasseurs en alerte qui, bien que n'appartenant pas à NORAD, auraient pu se voir confier la mission, Arias me raccroche au nez ». [12] Si Arias n'a pas eu d'autre alternative que de mentir ou de raccrocher, il est bien à plaindre. Mais sa réaction donne une raison de plus de croire que les militaires mentent au sujet de ce qui s'est réellement passé à Andrews.

Quoi qu'il en soit, outre qu'il est *a priori* invraisemblable qu'il n'y ait eu aucun avion en alerte à Andrews, plusieurs faits objectifs démontent l'assertion qu'on veut nous faire admettre. L'un d'eux, d'ailleurs mentionné dans le rapport de la Commission, est que des avions de la base d'Andrews ont reçu un ordre de décollage immédiat, un peu plus tard ce matin-là (p. 44). Et cela, immédiatement après la frappe sur le Pentagone, ainsi que le général Myers et le commandant Snyder le confirment dans les jours qui suivirent le 11 Septembre.

---

* *Public Affairs.* Fonction qui se retrouve dans les états-majors américains à partir de la Division qui coordonne les relations publiques, dont les contacts avec la presse, mais aussi les relations entre les autorités civiles et les militaires déployés dans leur zone de responsabilité.

** Il s'agit d'appareils en alerte avec les pilotes installés à bord, par opposition aux appareils dont l'équipage est en alerte dans une salle.

« Quelques minutes après l'attaque, écrit le *Telegraph,* des F16 en provenance de la base aérienne d'Andrews survolaient Washington. » Selon un article paru dans le *Denver Post,* « des chasseurs qui avaient décollé d'Andrews et d'autres bases étaient en vol au-dessus de Washington « quelques instants » après les frappes. »[13] Un article d'*Aviation Week and Space Technology* parle même d'avions de chasse armés de missiles en provenance d'Andrews peu après les attaques.[14]

Toutefois, les défenseurs de la thèse officielle pourraient retourner cet argument en soulignant que, selon le même article, des agents du Secret Service ont appelé la base d'Andrews à 9 h 03 pour demander de mettre des F16 armés en alerte immédiate. L'article précise ensuite qu'au moment de la frappe sur le Pentagone, les armuriers sont en train de charger les missiles sur les F16. Ensuite, à 9 h 38, juste après la frappe sur le Pentagone, le Secret Service rappelle Andrews pour ordonner : « Décollage immédiat ! » Le chargement étant pratiquement terminé à ce moment-là, les F16 armés de missiles peuvent décoller instantanément et rejoindre Washington dans les dix minutes.[15] Cette version fournirait, par conséquent, un moyen de concilier l'assertion qu'An-drews n'avait pas d'avion en alerte avec le fait, observé par de nombreux témoins, que cette base ait été en mesure de faire décoller plusieurs intercepteurs quelques minutes après la frappe sur le Pentagone.

Cette explication soulève quelques objections. L'une d'elles vient du fait qu'immédiatement après le 11 Septembre, un porte-parole de la Garde nationale, évoquant le retard pris par Andrews pour dépêcher des chasseurs, ne tente pas de le justifier en s'appuyant sur cette hypothèse. Je fais ici référence au porte-parole de la Garde nationale qui raconte au *San Diego Union-Tribune* que la défense aérienne de Washington est assurée en premier lieu par les intercepteurs d'Andrews. Le journal le cite alors : « Mais les chasseurs n'ont décollé pour l'espace aérien de Washington qu'après l'attaque dévastatrice sur le Pentagone. »[16] Personne ne parle d'avions qui auraient décollé sur ordre, aussi vite que possible, après avoir été équipés de missiles. Cette thèse ne tient pas debout de toute façon. Des chasseurs armés de canons au lieu de missiles auraient assuré une défense remarquablement efficace. Même des avions non armés auraient mieux valu que pas d'avion du tout, compte tenu de leur effet dissuasif et, en cas de nécessité, ils auraient pu percuter un avion de ligne menaçant le Pentagone, la Maison Blanche ou le Capitole.[17] Quoi qu'il en soit, la version des faits donnée le 11 ou le 12 septembre par le porte-parole de la Garde nationale est cohérente avec celles du général Myers et du porte-parole du NORAD faites les tout premiers jours, à savoir qu'aucun avion n'avait décollé avant la frappe sur le Pentagone.

La plus importante remise en cause objective de l'affirmation selon laquelle Andrews ne disposait pas d'intercepteurs en alerte vient tout simplement du propre site Internet des armées qui propose à cette époque une version différente. Selon ce site, la base d'Andrews accueillait le 121e escadron de la 113e escadre de chasse. Cet escadron, équipé de F16, était réputé devoir fournir « des moyens d'intervention rapides et efficaces au District de Columbia en cas de catastrophe naturelle ou d'urgence civile ». Ce site précisait qu'Andrews accueillait également le 321e escadron d'avions d'assaut du Corps des Marines. Outre qu'il mettait en œuvre « le sophistiqué F/A18 Hornet », cet escadron d'attaque était appuyé par un escadron de réserve assumant « les fonctions d'entretien et d'approvisionnement indispensables pour conserver à l'unité de combat sa capacité opérationnelle ».[18] On découvrait, en outre, qu'Andrews accueillait la DCANG (Force aérienne de la Garde nationale pour le District de Columbia). Sur le site, la DCANG déclarait que « sa mission [était] de fournir des unités de combat au plus haut niveau de capacité opérationnelle ».[19]

On peut difficilement imaginer que ces déclarations, en particulier celle de la DCANG sur des moyens de combat maintenus au « plus haut niveau de capacité opérationnelle », puissent évoquer autre chose que des chasseurs en alerte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Nous avons de bonnes raisons de croire qu'en réalité, après le 11 Septembre, les militaires en ont pris conscience et qu'ils ont jugé cette communication embarrassante. Peu après le 11 Septembre, des recherches faites sur le site Internet de la DCANG ont révélé qu'il avait été modifié. Il n'était plus question de « mission », mais de « perspective ». Et cette perspective était simplement d'assurer « une mission de supervision, en temps de paix, du commandement et du soutien administratif permettant aux unités abonnées* de la DCANG du NGB de se maintenir au plus haut niveau de capacité opérationnelle ». Ainsi, la DCANG ne prétendait plus que ses propres forces étaient toujours au plus haut niveau de capacité opérationnelle. Elle se contentait d'espérer aider différents éléments, les unités de la DCANG bien entendu, mais aussi les unités abonnées, « à conserver le plus haut niveau de capacité opérationnelle ». Étant donné que les unités de la DCANG sont

* Unités abonnées. En matière de soutien technique et administratif, on peut être amené pour des raisons d'économie à faire profiter d'infrastructures implantées au profit d'unités appartenant à un commandement militaire d'autres unités qui ne relèvent pas de lui au plan opérationnel. Ces unités sont soutenues par les infrastructures en question pour tout ce qui relève de la vie courante, on dit qu'elles sont abonnées aux infrastructures de soutien.

mises au même niveau que les « unités abonnées », la phrase « au plus haut niveau de capacité opérationnelle » n'implique plus une mise sous alerte opérationnelle permanente des appareils de la Garde nationale.[20] Peut-on comprendre ce tour de passe-passe autrement que comme une tentative des militaires américains de fuir leurs responsabilités ?

Le fait que le Pentagone ait tenté après le 11 Septembre de jeter un voile opaque sur la situation réelle d'Andrews avant ce jour fatidique est également suggéré par une modification dont font état Illarion Bykov et Jared Israël. Après avoir découvert, le 24 septembre 2001, le site Internet de l'armée à Washington DC et les informations relatives à Andrews dont nous venons de parler, ils découvrent un mois plus tard que son adresse a été modifiée, que les renseignements ayant trait à Andrews sont écrits en tout petits caractères et que le site Internet officiel d'Andrews, l'AFB, est « fermé ».[21] Comment prendre pour une coïncidence la simultanéité de ces modifications des sites Internet, surtout quand on constate qu'ils correspondent à une volte-face dans la communication de la DCANG ?

Un autre élément permet de supposer que cette dernière avait bien des avions de combat en alerte le matin du 11 septembre. Il s'agit d'une déclaration attribuée au général Myers que reprend Richard Clarke dans un compte-rendu des événements de ce matin-là. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, Clarke était le Coordinateur national pour la sécurité et la lutte antiterroriste. Il rapporte qu'au cours d'une téléconférence qu'il animait, le général Myers a affirmé, juste après la frappe sur le Pentagone, « qu'Andrews était en train de faire décoller des intercepteurs de la Force aérienne de la Garde nationale pour le District de Columbia ».[22]

Il faut se pencher sur plusieurs points de ce débat. Tout d'abord, et c'est le moins qu'on puisse dire, il est beaucoup plus complexe de savoir combien d'avions de chasse étaient en alerte avant le 11 Septembre qu'on peut le penser à la seule lecture du rapport de la Commission. Ensuite, si les commissaires avaient pris leur mandat plus au sérieux, en examinant l'affaire du 11 Septembre avec autant de rigueur que s'il s'était agi d'un crime de droit commun, les principaux intéressés tels les généraux Myers et Larry Arnold auraient été soumis à un interrogatoire beaucoup plus serré. Leurs dépositions auraient été, en outre, confrontées avec celles de dizaines d'autres personnes, tout le monde déposant sous serment et étant contrôlé au détecteur de mensonge ; on aurait rapproché les dépositions des faits consignés dans des dossiers. Le dernier point est qu'il y a plusieurs raisons, comme nous l'avons vu, de considérer comme fausse l'affirmation que la base aérienne d'Andrews n'ait pas eu d'intercepteurs en alerte ce jour-là.

Finalement, ce troisième point souligne combien il est important de se plonger d'un œil critique dans la version officielle sur le vol AA11. Si les déclarations au sujet d'Andrews sont mensongères, pourquoi croire celles qui concernent McGuire ? Et si ce dernier avait effectivement des avions de chasse en alerte, le fait qu'on ait choisi de faire partir une patrouille d'Otis étaye la thèse selon laquelle des autorités militaires américaines ont activement contribué au succès des frappes terroristes. Cette thèse se renforce encore s'il s'avère que l'armée a menti en prétendant que McGuire n'avait pas d'appareils en alerte. Cette assertion est peut-être vraie. Mais comme la Commission Kean-Zelikow n'a cherché à répondre à aucune des interrogations légitimes que nous avons mentionnées plus haut, le simple fait qu'elle les prenne pour argent comptant ne pousse pas à lui faire confiance.

Un appel téléphonique de huit minutes vers la Floride

Revenons à l'événementiel du vol AA11 : on pourrait peut-être penser qu'ayant appris à 8 h 38 qu'un avion de ligne, de toute évidence détourné par des pirates de l'air, fait route vers New York, le NEADS va immédiatement envoyer une patrouille d'interception. Mais l'officier opérations du NEADS, le colonel Marr, se contente d'ordonner aux pilotes des chasseurs d'Otis de « prendre les dispositions de combat ». Il appelle ensuite en Floride le général de division aérienne Larry Arnold, commandant en chef de la Région continentale du NORAD pour demander l'autorisation d'intervention. Pour ne pas perdre de temps, le général Arnold lui répond, il s'en souviendra par la suite : « Allez-y. Faites-les *scrambler,* nous contacterons les autorités plus tard, (sic) » (p. 20). C'est ainsi que l'ordre d'interception est finalement donné à 8 h 46, quarante secondes seulement avant que le vol AA11 ne frappe la tour nord. Le coup de fil vers la Floride a fait perdre huit précieuses minutes de plus pendant lesquelles les très rapides F15 auraient pu sauver la tour nord.

Petit aparté : des décisions prises au plus haut niveau ?

À ce moment de notre travail, il nous faut soulever une nouvelle objection quant au rapport de la Commission. Dans son texte, il souligne qu'il était obligatoire de suivre les voies hiérarchiques montante et descendante. Pourtant, dans le même rapport, le général Arnold estime qu'on pouvait prendre les dispositions qu'imposait la situation sans autorisation préalable du cabinet du ministre de la Défense. Alors, une telle autorisation était-elle vraiment nécessaire ?

La Commission d'enquête sur le 11 Septembre, pour étayer ses dires, cite une directive du président du Comité des chefs d'état-major diffusée le 1er juin 2001, soit trois mois environ avant le 11 Septembre[23], intitulée « Piraterie aérienne (détournement) et destruction d'objets volants incontrôlés ». Voici le point capital de ce document :

« Le NMCC est au Département de la Défense le pivot des demandes d'assistance. En cas de détournement d'avion, la FAA avertira le NMCC dans les plus brefs délais. Le NMCC, *à l'exception des ripostes instantanées telles qu'autorisées par le texte de quatrième référence,* fera suivre les demandes d'assistance militaire au ministère de la Défense pour approbation. » *

Au vu de cette déclaration, certains observateurs ont conclu que toutes les demandes d'assistance militaire devaient recevoir l'approbation du cabinet du ministère de la Défense. Mais elle indique clairement que quand une situation requiert une riposte instantanée, il n'est pas obligatoire de consulter au préalable le ministre de la Défense. On est encore plus assuré du bien-fondé de cette interprétation si on examine le « texte de quatrième référence ». Il s'agit d'un document de 1997, la Directive 3025.15, qui stipule : « Les membres du ministère de la Défense ** qui reçoivent d'autorités civiles des demandes verbales en cas d'urgence peuvent prendre des mesures non prévues et, si la situation l'exige, déclencher une riposte immédiate. »[24] Cette clause implique que le NEADS avait autorité pour lancer des interceptions.

Faut-il de meilleurs radars au NEADS ?

Par conséquent, le colonel Marr « membre du ministère de la Défense » n'était certainement pas obligé de perdre huit minutes pour appeler la Floride. Si c'est effectivement ce qu'il a fait, il partage avec la FAA la responsabilité de n'être pas parvenu à empêcher la frappe contre la tour nord.

La nouvelle chronologie de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre met en évidence l'importance de ces huit minutes. Elle

* C'est l'auteur qui a mis en italique une partie de la citation.

** Le texte américain emploie *DoD comportants* c'est-à-dire les membres du ministère de la Défense, qu'ils soient civils ou militaires. On peut admettre qu'il faut toutefois qu'ils agissent en respectant leur niveau de compétence. Mais l'idée du texte est bien que dans ce genre de situation, il faut faire preuve d'initiative.

indique que le NEADS est prévenu à 8 h 38, et non à 8 h 40 comme le soutient la chronologie du NORAD en date du 18 septembre 2001. Et elle situe l'heure de l'impact sur la tour nord à exactement 8 h 46 min 40 s (plutôt qu'à 8 h 46), par conséquent plus près de 8 h 47. Cela signifie, selon l'affirmation même de la Commission, que le NEADS disposait « d'un délai de neuf minutes » (p. 21). En comptant un appel d'une demi-minute du NEADS à Otis et deux minutes et demie de plus pour que les F15 passent d'un ordre de décollage immédiat à une altitude de neuf mille mètres, les intercepteurs auraient pu foncer « plein gaz » vers New York dès 8 h 41. À raison de trois mille kilomètres à l'heure, ils auraient pu parcourir les deux cent quarante six kilomètres qui séparent Otis de New York (distance donnée par la Commission en p. 20) en cinq minutes. Pendant ce laps de temps, le Pentagone pouvait donner l'autorisation de tir. Arrivés alors à destination à 8 h 46, les avions de chasse auraient eu quarante secondes pour repérer et abattre l'avion de ligne détourné. Abattre n'importe où au-dessus de New York un avion de ligne détourné par des pirates de l'air avec des passagers à bord aurait certainement provoqué des dégâts matériels et des pertes humaines considérables. Mais est-on sûr que prendre ce risque aurait été pire que de laisser les pirates de l'air atteindre leur objectif ?

Il semble bien que rien que le traitement de cet incident démontre l'échec de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre dans sa tentative de blanchir les militaires. Malgré tout, elle avance un argument qui vise implicitement à empêcher quiconque de retourner sa chronologie contre les militaires. En effet, elle affirme que dans l'éventualité où l'appel téléphonique vers la Floride ne leur aurait pas fait perdre huit minutes, les chasseurs n'auraient pas pu, malgré tout, intercepter le vol AA11.

Le NEADS n'aurait pas été en mesure d'indiquer aux pilotes des F15 la position de l'appareil détourné car, comme l'explique la Commission, le système radar utilisé par le NEADS n'était pas assez performant. D'après la Commission :

« Lorsque les pirates de l'air éteignent le transpondeur de l'avion, le personnel du NEADS passe les minutes qui suivent à examiner leurs écrans radar pour retrouver la trace de l'écho initial. Le vol AA11 percute la tour nord à 8 h 46. Peu après, à 8 h 50, le personnel du NEADS est toujours en train de chercher à localiser le vol quand ils apprennent que l'avion a percuté le World Trade Center. »[25] (p. 20).

Ce rapport laisse penser qu'en cas d'extinction d'un transpondeur, les militaires américains n'ont en fait plus la possibilité de suivre la trajectoire des avions.

Mais si tel était le cas, des avions soviétiques envahissant l'espace aérien au cours de la guerre froide auraient pu éviter d'être détectés rien qu'en éteignant leurs transpondeurs. Le système de défense militaire du pays reposait-il sur l'hypothèse que les pilotes soviétiques auraient la courtoisie de laisser leurs transpondeurs branchés ? Je n'ai trouvé aucune trace de cette objection pourtant si évidente dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre. Au contraire, il semble qu'elle admet et fixe sur le papier le plus imperturbablement du monde que le personnel du NEADS a passé sept minutes à essayer de localiser le vol AA11 sur les écrans radar.

Une telle affirmation donne une image entièrement fausse de l'efficacité des radars de l'armée américaine. Tout d'abord, les radars militaires, à la différence des radars civils, n'ont pas besoin d'un signal transpondeur pour donner l'altitude d'un avion. En outre, comme Thierry Meyssan le fait remarquer, le propre site Internet du Pentagone laisse entendre qu'il possède (selon la formulation de Meyssan) « plusieurs systèmes de surveillance radar très sophistiqués, sans aucune comparaison avec les systèmes civils ». Le site Internet évoque l'un de ces systèmes, appelé Pave Paws, comme « capable de détecter et de surveiller un grand nombre de cibles équivalant à une attaque massive de missiles MSBS (Mer-sol balistique stratégique : missile tiré d'un sous-marin) ». [26] Le système Pave Paws n'est certainement pas conçu en partant de l'hypothèse que ces missiles MSBS seraient équipés de transpondeurs. Faut-il croire que nos systèmes radars militaires capables de suivre simultanément la trajectoire de dizaines de missiles lors d'une « attaque massive MSBS » seraient incapables de surveiller un simple avion de ligne se dirigeant vers New York ?

On voit bien qu'il s'agit là d'une manipulation de plus.

L'incident Payne Stewart

Quelques critiques des temps de réaction de la FAA et de l'armée américaine le 11 Septembre ont ressorti le cas de l'interception de l'avion privé du célèbre golfeur Payne Stewart pour démontrer qu'on aurait pu intercepter le vol AA11, ainsi que les autres appareils détournés.

Stewart et quatre passagers, partent d'Orlando le 25 octobre 1999 à 9 h 20 du matin à bord d'un *Lear jet.* Selon le rapport du NTSB (Bureau national de la sûreté des transports), il y a contact radio de routine à 9 h 27. Mais à 9 h 34, lorsqu'on envoie des instructions de vol à l'avion de Stewart, il ne répond pas. Stewart et ses passagers ont manifestement perdu conscience à cause d'une désoxygénation de la cabine. Le contrôleur du trafic aérien tente de rétablir le contact pendant quatre ou cinq

minutes, puis appelle les militaires à 9 h 38.[27] Voici ce que dit l'article du *Dallas Morning News :*

« Selon la chronologie des événements fournie par l'armée de l'Air, une série d'avions militaires ont pris en escorte de secours le *Lear jet* en difficulté, d'abord avec deux F16 Falcon des éléments aériens de la Garde nationale partis de la base de Tyndall en Floride, environ vingt minutes après que les contrôleurs au sol eurent perdu le contact. »[28]

Si ces renseignements sont exacts, la FAA a appelé l'armée moins de cinq minutes après avoir compris que le contact radio était perdu. Puis, les F16 sont arrivés environ quatorze minutes plus tard, vers 9 h 52.

Par comparaison, la présentation officielle des événements souligne que la FAA et l'armée ont fait preuve de bien peu de réactivité dans le cas du vol AA11. Malgré la perte de contact radio à 8 h 14, la FAA n'appelle le NEADS que vingt-quatre minutes plus tard, à 8 h 38. Et neuf minutes plus tard, quand le vol AA11 frappe le WTC, le NEADS n'a toujours pas d'intercepteur en l'air.

La Commission d'enquête sur le 11 Septembre, consciente que l'incident Payne Stewart a servi à établir une comparaison défavorable, tente d'en saper l'utilisation. Voici ce qu'elle affirme :

« En réponse aux allégations selon lesquelles le NORAD aurait réagi plus rapidement lors de l'accident d'avion dans lequel Payne Stewart trouva la mort le 25 octobre 1999, qu'il ne le fit lors du détournement du vol AA11 par des pirates d'air, nous avons comparé les temps de réaction du NORAD pour chacun des incidents. La dernière communication normale du vol Stewart a eu lieu à 9 h 27 min 10 s du matin, heure du fuseau Est*. Le SEADS [Southeast Air Défense Sector = Secteur de défense aérienne Sud-Est] fut averti de la situation à 9 h 55, soit vingt-huit minutes plus tard. Dans le cas du vol AA11, la dernière communication normale reçue de l'avion eut lieu à 8 h 13, heure du fuseau Est. Le NEADS fut averti à 8 h 38, soit vingt-cinq minutes plus tard. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'existait aucune différence significative dans la réaction du NORAD aux deux incidents. » (p. 459, note 121).[29]

Cette affirmation pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, elle sous-entend que le contact avec l'avion de Stewart s'interrompt à 9 h 27, alors

* Les États-Unis s'étendent sur trois fuseaux horaires et il est courant de préciser heure du fuseau Est, centre, ou Ouest, ou tout simplement « heure Est, heure Centre ou heure Ouest ».

que cette heure correspond simplement à celle de la dernière transmission normale. Ce n'est qu'à partir de 9 h 34 que le contrôleur aérien constate que quelque chose ne va pas, ainsi que le précise le compte-rendu du NTSB que cite la Commission.[30] Ensuite, la raison pour laquelle la Commission prétend que le SEADS n'est averti qu'à 9 h 55 n'est pas claire ; le compte-rendu du NTSB ne mentionne pas cette heure. Quoi qu'il en soit, selon l'article du *Dallas MorningNews,* les F16 sont déjà sur place à 9 h 54.

Mais, bien qu'il reste une incertitude sur l'heure exacte d'arrivée des chasseurs lors de l'incident Payne Stewart[31], le problème essentiel que pose l'affirmation de la Commission est qu'elle prétend traiter le sujet principal, à savoir le temps de réaction du NORAD le 11 Septembre, et qu'elle en est incapable. Le rapport affirme d'abord que les commissaires « ont comparé les temps de réaction du NORAD lors de chaque incident ». Et à la fin, nous lisons ceci : « Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'existe aucune différence significative entre les réactions du NORAD lors des deux incidents. » Or, comme le lecteur peut le constater, le rapport ne contient absolument rien au sujet du temps de réaction du NORAD dans les deux cas étudiés. La seule comparaison porte sur le temps que la FAA a mis pour alerter le SEADS ainsi que le NEADS.

Au point où nous en sommes, il est difficile d'établir si on a volontairement cherché à brouiller les cartes ou si les rédacteurs du compte-rendu et ceux qui l'ont approuvé ne nageaient pas eux-mêmes dans la plus grande confusion. En tout état de cause, la façon dont le rapport Kean-Zelikow traite de cette question nous donne une raison de plus de conseiller au lecteur d'aborder avec la plus grande méfiance ce document qui est censé faire autorité.

Conclusion

Le rapport de la Commission sur le 11 Septembre a clairement pour but de défendre les militaires américains face à leur incapacité à empêcher le vol AA11 de frapper la tour nord. Mais chaque point de cette défense est litigieux.

La Commission accuse d'incompétence le personnel de la FAA, tant au plan local qu'au plan national : les contrôleurs aériens de Boston n'ont pas été à même de déduire que le vol AA11 avait été détourné alors qu'ils avaient sous les yeux tous les indices courants et les gens de la direction centrale, une fois avertis du détournement d'avion, n'ont pas pris la peine de décrocher le téléphone pour alerter les militaires. Plus grave, la

Commission se garde bien de soulever la question de savoir pourquoi, si le personnel de la FAA a réagi avec une telle incompétence, personne n'a été licencié ou même n'a fait l'objet de sanctions publiques. Elle traite aussi la question des chaînes hiérarchiques en se contredisant. D'une part, elle accepte l'assertion selon laquelle on a suivi la procédure processionnelle consommatrice de temps qui imposait de faire passer toutes les demandes par chaque échelon de la chaîne hiérarchique. D'autre part, elle félicite le personnel de la FAA de Boston pour avoir pris « l'initiative » de contacter le NEADS directement. Elle n'a manifestement pas mesuré qu'elle remet ainsi en question une partie essentielle de sa propre argumentation visant à la défense de la version officielle.

L'examen que fait la Commission des réactions des militaires est également sujet à caution. Elle omet de vérifier l'affirmation selon laquelle la base aérienne de McGuire n'avait pas d'avions en alerte. Elle ne remet pas en cause l'affirmation selon laquelle le NEADS avait dû téléphoner au général Arnold, en Floride, simplement pour obtenir l'autorisation de donner un ordre de décollage d'alerte, assertion d'autant plus sujette à caution qu'Arnold précise qu'il n'avait pas besoin, en ce qui le concerne, de demander l'aval du NORAD. Ensuite, la Commission se garde bien d'examiner pourquoi, même si on considère cet appel en Floride comme nécessaire, il a pris huit minutes ; ce temps paraît particulièrement surprenant à la lueur de ce qu'a affirmé Arnold par la suite, à savoir qu'il n'aime pas laisser traîner les affaires. De la même manière, la Commission omet de souligner que, sans cette perte de temps de huit minutes, les F15, même en décollant d'Otis, auraient eu au moins une chance d'empêcher la frappe sur la tour nord, bien que la Commission, après avoir étudié l'incident Payne Stewart, semble sous-entendre qu'il ne restait pas assez de temps aux chasseurs pour intervenir le 11 septembre 2001. Pour finir, elle se garde de relever l'absurdité de l'affirmation selon laquelle le personnel du NEADS avait perdu la trace du vol AA11 faute de signal transpondeur.

Il paraît évident, jusqu'à présent en tout cas, que la Commission n'a pas réussi à dissiper l'impression que les militaires ont donné le 11 Septembre des ordres visant à ne pas intervenir sur les appareils détournés.

Chapitre 13

La Commission et le vol UA175

Les incohérences que l'on relève au cours de la tentative de la Commission du 11 Septembre de défendre le comportement de l'armée américaine ne se limitent pas à son examen du vol AA11. En réalité, elles s'aggravent même en ce qui concerne les trois autres vols, en partie parce que, dans ces trois cas, la Commission revoit de façon radicale la version initiale. Le présent chapitre met l'accent sur les révisions auxquelles elle se livre au sujet du vol UA175.

Dès le 18 septembre 2001, le NORAD déclare que la FAA a rendu compte au NEADS d'un détournement possible du vol UA175 à 8 h 43. Il signale aussi que les F15 ont essayé d'arriver à Manhattan à temps pour intercepter le vol, mais en sont encore à cent quinze kilomètres quand l'avion de ligne percute la tour sud.[1] Cependant, comme nous l'avons vu au chapitre 11, cette version pose un problème parce que les heures ne concordent pas. Des F15, volant plein pot seraient arrivés à Manhattan bien avant 9 h 03.

La Commission choisit comme solution de nous livrer une version révisionniste qui consiste simplement à présenter comme fausse la chronologie que le NORAD a donnée le 18 septembre. Avant d'analyser cette version, je vais étudier la nature des hypothèses révisionnistes en général et de celles qui tournent autour du 11 Septembre en particulier, ainsi que les critères grâce auxquels on peut les évaluer.

Révisionnisme et 11 Septembre

Le révisionnisme consiste tout simplement à reconsidérer en profondeur un ou plusieurs éléments de ce qui jusqu'ici a été accepté comme vrai au sujet d'un événement quelconque. Certains historiens présentent le « révisionnisme » comme une infamie, de sorte qu'utiliser le mot « révisionniste » pour qualifier une thèse revient *ipso facto* à la rejeter. Pourtant, le révisionnisme n'a rien de répréhen-sible en soi. Les versions

toutes faites de nombre d'événements historiques se sont avérées inexactes. Et ce n'est souvent qu'à travers le révisionnisme qu'on a pu se rapprocher de la réalité de ce qui s'est effectivement passé.

Bien sûr, il existe une sorte de révisionnisme qui mérite sa mauvaise image. Certaines thèses révisionnistes ne visent pas à revenir à ce qui s'est réellement passé, mais plutôt à redéfinir une réalité historique dans la ligne de ce que l'on veut faire croire à l'opinion pour justifier un projet à venir. Dans un écrit révisionniste de ce genre, la recomposition des faits est motivée non par l'intention de mieux cadrer avec des preuves tangibles, mais par la volonté de promouvoir les desseins de ceux pour le compte de qui on a procédé à cette recomposition.

Le critère objectif de la véracité d'une thèse révisionniste est qu'elle prend en compte tous les éléments de preuve significatifs dont on dispose. Elle ne se contente pas de retenir les éléments à l'appui de son propos en passant les autres sous silence, technique souvent dite de « la cueillette des cerises ». Autre signe de recherche de la vérité, la thèse révisionniste honnête explique en quoi la version précédente qu'elle vise à remplacer est erronée. Elle ne se contente pas de la nier mais fournit des éléments qui prouvent qu'elle comporte des erreurs et démontre en quoi les éléments qui vont à rencontre de la version généralement admise étayent la version révisée qu'elle propose, en y joignant éventuellement des éléments de preuve complémentaires.

Une partie non négligeable de la tâche consiste, bien sûr, à démontrer que les preuves qu'on apporte sont crédibles. Nous devrions avoir cette exigence envers la narration révisionniste des événements du 11 Septembre que présente la Commission. Nous ne devrions l'accepter que si nous estimons, à la lueur de tous les éléments de preuve sérieux, qu'elle est plus plausible que la version admise au départ. Mais cela ne suffirait pas non plus parce que la version antérieure, fondée sur la chronologie présentée par le NORAD le 18 septembre 2001, était elle-même révisionniste par rapport à celle que l'armée a donnée immédiatement après le 11 Septembre. Donc, nous ne devrions accepter la version révisionniste de la Commission que si elle est également plus plausible que celle des militaires pour qui aucun avion de chasse n'avait décollé avant la frappe sur le Pentagone.

Nous devons y ajouter une condition supplémentaire. Il faudrait qu'au vu des éléments fiables dont on dispose, la version de la commission soit plus vraisemblable que les thèses révisionnistes concurrentes, comme celle qui soutient que les attaques ont été permises, voire préparées, par des éléments appartenant au gouvernement américain. C'est, bien entendu, précisément la question de cette dernière hypothèse qui a motivé

l'écriture du présent ouvrage. Son objectif est de savoir si la Commission a fait la meilleure exploitation possible des éléments de preuve sur lesquels se fondent certains rapports évoquant la complicité de personnages officiels. Dans la première partie de cette investigation, nous avons vu, ou du moins c'est ce dont j'ai traité, que la Commission s'est montrée incapable d'exploiter de façon crédible nombre de ces éléments de preuve. En fait, elle les a, pour la plupart, tout simplement ignorés.

Ici, dans la deuxième partie, je traite de la même question générale : la Commission a-t-elle invalidé les thèses qui évoquent une complicité gouvernementale en produisant un rapport qui, prenant en compte de façon crédible tous les faits significatifs à sa disposition, exonère l'administration Bush et l'armée américaine de tout reproche ? Mais, alors que la question générale reste posée, elle se présente sous un autre aspect : la nouvelle chronologie de la Commission est elle plausible dans sa description des réactions de la FAA et des militaires ?

La question est légitime parce que la première version officielle, celle selon laquelle aucun avion de chasse n'avait décollé avant la frappe sur le Pentagone, impliquait que les militaires n'avaient pas appliqué leurs propres procédures opérationnelles ordinaires. Cette première version semblait indiquer qu'en fait quelqu'un avait ordonné de ne pas intervenir. La deuxième version fournie le 18 septembre par le NORAD pouvait être interprétée comme une tentative de contourner ce problème en soutenant que, bien que l'armée ait donné l'ordre de décollage immédiat, les avions étaient arrivés trop tard parce que la FAA n'avait pas averti l'armée à temps. Mais, comme nous l'avons vu, cela ne suffit pas non plus à disculper l'armée, et par voie de conséquence l'administration Bush, tout simplement parce que cette version n'est pas plausible. D'après ce que déclare le NORAD sur les heures auxquelles on l'a alerté, ses avions de chasse auraient dû pouvoir empêcher les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone.

On peut considérer la nouvelle chronologie de la Commission du 11 Septembre, qui semble être fondée presque entièrement sur les dépositions récentes d'autorités militaires ainsi que sur des documents fournis par eux, comme une troisième tentative de l'armée de présenter une version des événements où elle n'a rien à se reprocher. Elle a beau y réussir dans une certaine mesure, reste la question de savoir si cette thèse révisionniste est plausible. Je vais maintenant aborder la version révisionniste de la Commission sur le vol UA175.

Les F15 sans cap ?

La Commission affirme que, bien que « les chasseurs F15 aient reçu l'ordre de décollage immédiat à 8 h 46 de la base aérienne d'Otis […], les données radar indiquent qu'ils n'étaient en l'air qu'à 8 h 53 » (p. 20). Pourquoi a-t-il fallu sept minutes aux pilotes rien que pour décoller quand, ainsi que nous l'avons vu, ils atteignent d'ordinaire l'altitude de neuf mille mètres deux minutes et demie après réception de l'ordre de décollage ? D'après la Commission, c'est parce que l'on n'avait pas dit aux pilotes où ils devaient aller.

« Le NEADS ignorait où envoyer les appareils en alerte, et l'officier chargé d'orienter les chasseurs a insisté pour avoir plus d'informations. « Je ne sais pas où j'envoie ces types. Il me faut un cap, une destination ». » (p. 20).

Les F15 ont donc dû attendre au sol de connaître leur objectif.

Cette explication est très vague. La Commission annonce sans ambiguïté que l'officier d'Otis ignorait où il devait envoyer ses avions de chasse. Mais elle ne nous explique pas pourquoi. Elle se contente d'affirmer que « le NEADS ne savait pas ». Est-ce que cela veut dire que le colonel Marr, le commandant du NEADS qui avait passé huit minutes à appeler la Floride, ne savait pas quel cap donner aux pilotes ? Comment serait-ce possible ? Le Centre de Boston avait informé le NEADS : « Nous avons un avion détourné par des pirates de l'air qui se dirige vers New York » (p. 20). Cette information aurait dû suffire pour envoyer les F15 dans la bonne direction.

Ce message-là concernait incontestablement le vol AA11 et non l'UA175. Mais au moment où on a donné l'ordre de décollage immédiat à Otis, l'AA11 n'avait pas encore percuté le World Trade Center, de sorte que c'est vers lui qu'on aurait dû envoyer les F15. Pendant leur vol d'approche sur New York, les F15 auraient pu recevoir des indications plus précises sur leur destination exacte. Au fil des événements, ces indications auraient été de ne plus cibler le vol AA11 mais le vol UA175. Alors, ayant décollé peu après 8 h 46, ils auraient eu tout le temps nécessaire pour localiser, intercepter et éventuellement abattre le vol UA175.

En outre, on a d'autres éléments que le seul bon sens pour savoir comment les choses auraient dû se passer. Nous avons des cahiers d'événements chronologiques qui indiquent que les F15 ont effectivement décollé à 8 h 46, même s'ils ignoraient où ils devaient aller. Dans un article publié en janvier 2002 par *Newhouse News Service,* Hart Seely écrit : « Au moment où le premier avion a frappé le World Trade Center, les F15 quittaient les

pistes d'Otis dans le grondement de leurs moteurs.» Puis, Seely, citant le commandant James Fox, l'officier qui à Otis aurait donné l'ordre de décollage immédiat, déclare ceci : «Nous n'avions aucune idée de l'endroit où se trouvait l'avion de ligne. Nous savions seulement qu'il survolait la région, alors nous avons expédié les chasseurs vers la région.»[2]

James Bamford poursuit avec plus de détails. Il raconte qu'après que les pilotes, Nash et Duffy, aient mis le cap sur New York, Duffy a appelé pour connaître la localisation de la cible, et a reçu la réponse suivante : «Votre contact survole Kennedy.»[3]

Si la nouvelle chronologie de la Commission du 11 Septembre laisse supposer que toutes ces informations sont fausses, elle ne donne cependant aucune explication sur la façon dont elles sont alors apparues.

En l'espèce, l'affirmation du rapport Kean-Zelikow que les pilotes n'ont pas pu décoller rapidement après 8 h 46 parce qu'ils ne savaient pas où ils devaient aller révèle manifestement son intention de justifier l'échec de l'armée à intercepter le vol UA175. Mais il est tout aussi évident que cette affirmation n'a pas de sens et qu'en plus elle contredit ce que les gens du NORAD et les médias avaient rapporté à l'époque.

Les F15 en manque d'objectif ?

Quoi qu'il en soit, même si les F15 n'avaient pas décollé avant 8 h 53, ils auraient encore pu arriver à Manhattan à temps pour empêcher la frappe sur la tour sud à 9 h 03. Pourtant, le rapport de la Commission affirme : «Sans objectif désigné, les F15 ont été dirigés vers l'espace aérien sous contrôle militaire situé au large de la côte de Long Island» où ils sont restés jusqu'à dix minutes après la frappe sur la tour (p. 20). En manque d'objectif ?

Dans la troisième version du compte-rendu officiel, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre mentionne que les militaires n'ont appris le détournement du vol UA175 qu'après que l'avion de ligne eut frappé la tour sud. Selon la Commission, les F15 sont restés sans objectif à 8 h 53, parce que le vol AA11 avait déjà frappé la tour nord et que l'armée n'avait pas été informée du détournement du vol UA175.

Cette version procède du plus parfait révisionnisme. Je viens d'évoquer l'article de Bamford qui signalait que les F15 devaient se diriger sur l'aéroport Kennedy. Dans le chapitre 11, nous avons lu les déclarations de Duffy et du général Larry Arnold, citées par ABC News, MSNBC et *Slate,* selon lesquelles les F15 se dirigeaient vers New York.[4] J'ai aussi cité la remarque haute en couleur de Duffy disant qu'ils «avaient volé plein pot pendant tout le trajet».[5]

Pourtant, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre a purement et simplement traité ces déclarations comme si personne ne les avait jamais faites. Elle ne mentionne que trois fois le nom de Duffy et chaque fois dans des notes relatives à une déposition qu'il a faite en janvier 2004, sans aucune indication sur la teneur de ses propos. L'une de ces références se trouve dans une note du paragraphe qui affirme que les F15 n'ont pas décollé parce qu'ils n'avaient pas d'objectif. Rien dans cette note n'indique que Duffy a été questionné au sujet de son précédent témoignage, aux termes duquel lui et Nash savaient parfaitement qu'ils se dirigeaient vers New York, ni sur sa remarque qui a été largement citée sur le fait qu'ils volaient « plein pot ».

La nouvelle position de la Commission relative à la notification, qui veut que le NORAD n'a reçu aucun message d'alerte au sujet du vol UA175 avant qu'il ait frappé la tour sud, est réfutée par les déclarations antérieures du NORAD lui-même. Elle contredit la chronologie du NORAD en date du 18 septembre 2001 qui indiquait que la FAA l'avait averti du détournement du vol UA175 à 8 h 43. Elle va également à l'encontre d'un article du *Toronto Star* rapportant une conversation mettant en scène le capitaine* Michael Jellinek, un Canadien qui supervisait le quartier général du NORAD, dans le Colorado. Alors qu'il était au téléphone avec le NEADS, il aurait demandé après avoir vu le crash contre la tour sud : « Est-ce que c'était l'avion détourné dont on a parlé ? » Son correspondant au NEADS lui aurait répondu que c'était bien lui.[6] Comme les déclarations attribuées à Duffy et à Arnold, cette histoire ne cadre pas avec la nouvelle version officielle, aussi est-elle purement et simplement exclue du rapport.

Naturellement, si, comme le pensent plusieurs critiques de la version officielle, les déclarations précédentes étaient inexactes parce qu'aucun avion dé chasse n'avait décollé avant la frappe sur le Pentagone, on n'aurait alors pas commis de crime grave contre la vérité historique, même si le nouveau compte-rendu de la Commission est faux. Remplacer un mensonge par un autre est un péché somme toute véniel. Mais bien sûr, ceci ne saurait constituer la ligne de défense de la Commission. Même si elle savait que les déclarations antérieures de Duffy et Arnold étaient toutes les deux intentionnellement fausses, elle ne pouvait pas en venir

* Le capitaine Jellinek appartient à l'armée de l'Air canadienne. À la différence de celle des États-Unis qui a repris les traditions de l'armée de Terre, l'armée de l'Air canadienne, comme la britannique, a repris celles de la marine. Le capitaine Jellinek est donc un *Group Captain*, équivalent d'un colonel dans l'armée de l'Air américaine. Nous l'appellerons donc colonel dans la suite de cet ouvrage.

droit aux faits et le reconnaître, ou alors cela aurait sapé toutes les théories pouvant faire admettre la troisième version des militaires sur ce qui s'est réellement passé le 11 Septembre.

Mais la Commission n'avait pas, en toute objectivité, à considérer ces déclarations comme mensongères et agir comme si elles n'avaient simplement pas existé. Et c'est, pourtant, ce qu'elle a fait. Elle a donné une nouvelle version sans expliquer comment est née l'ancienne, à laquelle on nous avait demandé de croire sur parole pendant trois ans et considérée à présent comme fausse. Les autorités qui ont mis au point la chronologie du NORAD du 18 septembre ont-elles menti ? Se sont-elles simplement trompées ? On ne nous le dit pas. Maintenant, on nous demande purement et simplement de croire en cette nouvelle version.

La Commission fait appel à la foi du charbonnier

Par ailleurs, en l'espèce, la foi est censée combler les quelques lacunes assez importantes de cette version. Tout d'abord, on nous dit qu'après avoir décollé à 8 h 53, les F15 ont été à un moment donné « dirigés vers l'espace aérien sous contrôle militaire, au large de la côte de Long Island », qu'on les a alors « conservés « en réserve » » dans l'espace aérien militaire » et que « de 9 h 09 à 9 h 13, les chasseurs d'Otis sont restés dans cette posture d'attente ». (p. 20) Mais que s'est-il passé pendant les seize minutes qui séparent 8 h 53 de 9 h 09 ? Supposons qu'après avoir décollé à 8 h 53, les avions de chasse aient mis quatre minutes pour aller d'Otis à « l'espace aérien sous contrôle de l'armée », au large de Long Island. Il resterait encore un écart de douze minutes non pris en compte. Alors qu'en fait d'horaires la Commission est parfois précise à la seconde près au sujet de ce qui s'est passé ce jour-là, c'est à très grands traits qu'elle décrit cette période des événements.

Il y a encore une autre lacune en bout de parcours. On nous dit qu'à 9 h 13, les F15, qui « se trouvaient à cent quatre-vingt cinq kilomètres de la ville quittent leur posture d'attente pour foncer droit sur Manhattan.

Ils arrivent à 9 h 25 et conduisent une patrouille de défense aérienne * au-dessus de la ville » (p. 24) Bien que les F15 soient capables, en douze minutes, de couvrir cinq cent quatre-vingts kilomètres, ceux-là en parcourent seulement cent quatre-vingt-cinq, selon le rapport de la Commission.

* CAP, *combat air patrol*, en français, patrouille de défense aérienne. Il s'agit d'interdire le vol d'aéronefs ennemis dans une zone donnée.

Ainsi cette dernière n'a-t-elle pas su éviter les incohérences que contient la chronologie de 2001 du NORAD.

Autre problème que pose aussi la version de la Commission à propos des chasseurs d'Otis, elle contredit le rapport dont il est fait mention au chapitre 11, établi par les membres de la Commission deux mois avant la publication du rapport final. Selon ce rapport, comme nous l'avons vu, le maire de New York, Rudolph Giuliani, a déclaré que le directeur politique adjoint du président Bush, Chris Henick, l'avait informé que des avions de chasse avaient été envoyés vers la ville de New York à environ 9 h 46[7]. Mon hypothèse est que l'affirmation d'Henrick ferait allusion à l'heure à laquelle les chasseurs ont reçu l'ordre de décollage immédiat de la base d'Otis. Si tel est le cas, elle contredit l'assertion de la Commission selon laquelle ils auraient décollé une heure plus tôt, à 8 h 53. Mais on pourrait aussi supposer que l'affirmation d'Henrick ne fait pas référence à l'ordre initial de décollage immédiat, mais à la décision de faire quitter aux F15 leur posture d'attente au large de Long Island. Cette interprétation contredirait également l'assertion de la Commission qui situe ce fait à 9 h 13.

Il n'est peut-être pas surprenant, par conséquent, que la conversation Giulani-Henrick n'ait pas trouvé place dans le rapport Kean-Zelikow.

Pourquoi les F15 ont-ils décollé à 8 h 53 ?

Même si on ne cherche pas à savoir si le compte-rendu du NORAD en 2001, modifié ensuite par la Commission, est une œuvre de fiction, les étranges impasses du récit officiel sur le trajet d'Otis à New York attirent l'attention sur une question fondamentale. La Commission admet l'assertion du NORAD selon laquelle les F15 ont décollé à 8 h 53. Mais pourquoi auraient-ils décollé à 8 h 53 s'ils n'avaient pas d'objectif défini et n'avaient même pas de mission de D.A. ? Dans un premier temps, le NORAD avait donné une réponse : ils allaient intercepter le vol UA175 mais étaient arrivés un peu trop tard. Seulement, maintenant, la Commission prétend que le NORAD ignorait le détournement du vol UA175. Pour étayer ce démenti par un récit cohérent, elle devrait nous expliquer de façon plausible pourquoi les F15 ont décollé à 8 h 53. Mais elle se contente d'effleurer le problème par ces mots : « Faute d'objectif, on a dirigé les F15 vers l'espace aérien sous contrôle de l'armée au large de la côte. » (p. 20). Or, cette affirmation ne fait que nous expliquer pourquoi les avions ne sont pas allés à New York à ce moment-là, mais absolument pas pourquoi on a commencé par faire décoller les F15 en « scramble ».

Les ratés de la Commission, à ce point de l'étude

Elle a mis au point cette version nouvelle mais très incomplète à l'évidence pour étayer sa nouvelle thèse : la FAA n'a pas alerté l'armée du détournement du vol UA175 à 8 h 43 et les militaires n'ont donc pas envoyé les deux F15 d'Otis à sa poursuite. Pour rendre cette nouvelle version crédible, elle devrait expliquer pourquoi le NORAD avait commencé par déclarer qu'on lui avait donné l'alerte au sujet du vol UA175 à 8 h 43 et qu'il lui avait alors lancé les F15 à ses trousses.

Elle devrait également expliquer l'origine de toutes les informations, telles celles de Duffy et Arnold, qui faisaient partie de ce compte-rendu mais qu'on traite maintenant comme totalement fausses. Elle devrait aussi présenter une explication vraiment plausible de ce que faisaient les F15 s'ils n'étaient pas à la poursuite du vol UA175. Pourtant, nous avons vu qu'elle n'en a rien fait.

Abordons maintenant un autre élément indispensable à la Commission pour rendre plausible sa thèse révisionniste sur la réaction au détournement du vol UA175, l'explication de la raison pour laquelle la FAA n'a pas alerté l'armée au sujet du vol UA175.

La FAA est lente à identifier le problème

Rappelons que le vol UA175 quitte Boston à 8 h 14. Puis, selon les sources citées au chapitre 11, l'avion se déroute et on perd le signal de son transpondeur à 8 h 42, après quoi, à 8 h 43, la FAA avertit le NEADS.

Toutefois, d'après le compte-rendu de la Commission, les événements se sont déroulés de façon tout à fait différente. L'avion ne change de direction que « quelques minutes » après 8 h 42 et ce n'est qu'à 8 h 47 que quelque chose se produit au niveau du transpondeur, (p. 21) En outre, selon le récit de la Commission, on n'a pas perdu le signal du transpondeur, mais « le code du transpondeur change une première fois, puis une seconde ». D'après ce récit, la FAA n'avait aucune raison d'avertir le NEADS à 8 h 43, parce que le vol n'avait, à cette heure-là, donné aucun signe qui pouvait faire penser à un détournement.

Par ailleurs, on nous dit que lorsque ces signes sont finalement apparus, le personnel de la FAA ne s'en est aperçu que plus tard. Le contrôleur de la FAA affecté au vol UA175 au centre de Boston n'a pas repéré le changement de route ni le problème de transpondeur, nous dit-on, parce que, par une coïncidence fâcheuse, il était aussi le contrôleur du

vol AA11 et il cherchait encore à le localiser sans se rendre compte qu'il avait percuté le World Trade Center une minute auparavant (p. 21).

Cette excuse paraît singulière, étant donné que la Commission avait exposé plus tôt que le superviseur du contrôleur, après avoir appris que celui-ci devait s'occuper du vol AA11, avait « désigné un autre contrôleur pour l'aider ». (p. 19) Pourquoi ce second contrôleur n'a-t-il remarqué ni le changement de route, ni celui du code du transpondeur ? Le lecteur est peut-être censé savoir que la plupart des gens qui travaillent pour la FAA ne sont que des incapables.

Version révisionniste et version historique

Le scepticisme envers cette présentation des choses ne se nourrit pas seulement de telles considérations fondées sur des *a priori.* Il y a aussi la presse écrite, comme par exemple un article du *New York Times* publié cinq semaines après le 11 Septembre, qui contredit la version de la Commission. Un aiguilleur du ciel, parlant du vol UA175 à 8 h 42, aurait déclaré ceci : « On dirait qu'il se dirige vers le sud, mais il n'y a aucun transpondeur, non absolument aucun, et personne ne communique avec lui. »[8] Cet article montre que le contrôleur avait immédiatement remarqué le changement de route et le problème du transpondeur parce que, ainsi qu'un article du *Newsday* l'a indiqué, le transpondeur n'est resté éteint que trente secondes environ, puis le signal est réapparu mais avec un code différent.[9]

Si ces articles du *Newsday* et du *New York Times* sont exacts, alors le compte-rendu de la Commission est faux. Et s'il est faux, alors la question de savoir pourquoi le second contrôleur n'a pas constaté le changement de direction et de code du transpondeur ne se pose pas, parce que le contrôleur affecté au vol UA175 les a remarqués immédiatement à 8 h 42. Mais la conséquence la plus importante est que si la version de la Commission est fausse, alors nous n'avons pas de raison valable de douter de l'assertion du NORAD en date du 18 septembre 2001, selon laquelle il a été averti du détournement du vol UA175 à 8 h 43. Afin de voir si la Commission Kean-Zelikow nous donne une très bonne raison de douter de cette assertion antérieure, nous allons revenir sur sa présentation des réactions de la FAA devant le vol UA175.

Problèmes de communication

Selon le scénario révisionniste de la Commission, le contrôleur finit par remarquer le changement du transpondeur à 8 h 51, puis il essaye à

plusieurs reprises de contacter le pilote, en vain. (p. 21) Il s'adresse à un autre contrôleur : « Il s'agit peut-être d'un détournement. » (p. 22) Comme nous l'avons vu précédemment, les procédures de la FAA précisent que si les contrôleurs soupçonnent qu'il a pu se produire un détournement, ils doivent le considérer comme réel. Il faut alerter l'armée. Mais on nous explique qu'aucun des contrôleurs n'a enclenché la procédure.

Finalement, à 8 h 55, le contrôleur prévient une chef de service de la FAA à New York qu'il pense que le vol UA175 a été détourné. Elle réagit rapidement, mais d'après les procédures, elle n'a accès qu'à l'échelon hiérarchique immédiatement supérieur au sien, c'est-à-dire aux directeurs régionaux. Elle effectue la démarche malgré tout, en pure perte, car lorsqu'elle essaye de prévenir les directeurs régionaux, « on lui dit qu'ils sont en réunion, pour une question de détournement d'avion […] et qu'ils refusent qu'on les dérange ». (p. 22) Est-il possible que des directeurs régionaux soient à ce point irresponsables, spécialement le jour où on a déjà détourné un avion de ligne ?

Quoi qu'il en soit, on nous dit ensuite que, peu après 9 h 01, un directeur de New York, celui-là ou un autre, contacte le P.C. de Herndon et dit : « Nous avons plusieurs avions en difficulté. Ça va de plus en plus mal. Nous avons besoin que l'armée intervienne. » (p. 22) Mais, ajoute-t-on, l'armée n'a pas reçu d'appel de Herndon. Cette affirmation est importante, parce que si les F15 étaient sur hippodrome * au large de Long Island, ils auraient pu arriver à Manhattan très rapidement.

La Commission ne propose aucune explication sur la raison pour laquelle le Centre de Commandement de Herndon, après cet appel au secours très clair, n'a pas décroché le téléphone pour appeler le NMCC. Peut-être y a-t-il une explication implicite dans le nouveau commentaire de la Commission : « Des indications prouvent que cette communication est la seule indication d'un second détournement d'avion reçue tant par le Q.G. de la FAA que par le PC de Herndon avant le second crash. » (p. 22) Est-ce que la Commission insinue que les dirigeants de la FAA à Herndon sont si obtus qu'ils avaient besoin de plus d'un avis d'alerte pour appeler l'armée ?

* Hippodrome. Les avions sur hippodrome volent à une altitude que leur fixe le contrôleur aérien et parcourent une figure en forme de stade. On place sur hippodrome les avions en attente d'atterrissage, de ravitaillement aérien ou de jonction avec d'autres appareils en train de les rejoindre. Ici, on peut admettre que le NORAD a placé les avions sur hippodrome pour attendre des directives en gardant une possibilité de réaction très rapide sur New York.

Quoi qu'il en soit, la Commission livre ensuite la conclusion vers laquelle tendait à conduire sa présentation des événements : la première indication qui soit parvenue aux responsables de la défense aérienne au NORAD sur un second détournement, celui du vol United 175, est venue d'un appel téléphonique du Centre de New York au NEADS à 9 h 03. C'est-à-dire à peu près au moment où l'avion percutait la tour sud. (p. 23)

À l'appui de ses dires, la Commission Kean-Zelikow se contente de citer quatre témoignages. Par conséquent, le lecteur est bien forcé de la croire sur parole.

La Commission fait appel à l'oubli et à la foi

Selon cette troisième version de ce qui s'est passé le 11 Septembre, on ne peut rien reprocher à l'armée qui est déchargée de toute responsabilité quant à la frappe sur la tour sud. Elle ne pouvait pas intervenir pour l'empêcher parce qu'elle a eu connaissance du détournement du vol UA175 après que l'avion eut atteint sa cible.

Pour y croire, il faut d'abord oublier plusieurs choses. Tout d'abord, que des journaux tels que *Newsday* et le *New York Times* ont publié un article selon lequel le contrôleur aérien a reconnu immédiatement, à 8 h 42, les indices d'un détournement d'avion. Il faut aussi négliger de chercher à savoir pourquoi de nombreux journaux auraient fait paraître des articles communiquant la même information dès le 12 septembre, à savoir que le NORAD a été averti à 8 h 43 du détournement du vol UA175.[10] Il faut aussi taire la question de savoir pourquoi le NORAD, dans sa chronologie officielle du 18 septembre, aurait écrit qu'il avait été alerté sur le vol UA175 à 8 h 43. Il faut encore passer sous silence la dé-claration du NORAD incluse dans cette même chronologie précisant qu'on a envoyé les avions d'Otis intercepter le vol UA175. Et encore faire abstraction de toutes les déclarations liées à ce précédent compte-rendu, comme celle de Duffy, précisant que Nash et lui volaient « plein pot » vers New York.

Mais il faut pour cela avoir la foi chevillée au corps. Il faut croire que, le vol UA175 ayant commencé à montrer des signes évidents de détournement à 8 h 42, l'aiguilleur n'en vient à cette conclusion qu'au bout de dix minutes. Et aussi tenir pour véridique que le même aiguilleur, après avoir compris la situation, attend encore plusieurs minutes avant d'en rendre compte à son supérieur. Il faut ensuite être convaincu que quand ce dernier, chef de service au Centre de la FAA de New York, essaie de contacter les directeurs régionaux, ceux-ci refusent de prendre son appel. Et encore prendre pour argent comptant qu'après l'appel d'un directeur de

New York au commandement du Centre national à Herndon pour demander l'aide de l'armée de l'Air, les responsables oublient d'alerter les militaires. Il faut encore tenir pour certain que, bien qu'on nous dise maintenant que les déclarations du NORAD en date du 18 septembre étaient mensongères, l'armée américaine nous dit maintenant la vérité. Il faut également être fermement convaincu que l'armée américaine, malgré ce qu'elle présente sur ses sites Internet, est pratiquement aveugle et dépend entièrement de la FAA pour savoir ce qui se passe dans l'espace aérien américain. Si on parvient à fermer les yeux sur tous ces éléments, alors on peut peut-être croire le rapport révisionniste de la Commission Kean-Zelikow sur le vol UA175.

Un dernier problème : les échanges permanents

Cet argumentaire révisionniste sur le vol UA175 pose un dernier problème. Je l'aborde ici, en fin de chapitre, car il soulève une question qui sera aussi très importante pour nos analyses des comptes-rendus de la Commission au sujet des vols AA77 et UA93. Ce problème est l'existence de cinq témoignages indiquant que la FAA et l'armée américaine auraient été en contact permanent pendant une période significative avant que le vol UA175 ne s'écrase contre la tour sud à 9 h 03. La Commission soutient, à plusieurs reprises, que personne de la FAA n'a téléphoné à l'armée. Mais si la FAA et l'armée étaient de manière constante en communication, comme le soulignent ces rapports, il n'était pas forcément nécessaire de passer par des appels téléphoniques individuels.

Un de ces témoignages est cité dans le récit de Hart Seely, mentionné précédemment. Il montre qu'après que la FAA eut averti le NEADS du détournement du vol AA11 – à 8 h 40, selon Seely, l'heure indiquée sur la chronologie du NORAD – les techniciens du NEADS, en écoutant le Centre de Boston de la FAA, ont une information supplémentaire : « À 8 h 43, leurs écouteurs branchés sur la fréquence du Centre de Boston, les techniciens de Dooley entendent qu'un second avion, le vol United 175 qui, lui non plus, ne répond pas, se dirige également vers New York. »[11]

Si ce témoignage est exact, il n'était alors pas nécessaire que les responsables du NEADS reçoivent une « notification » de la FAA en bonne et due forme pour être informés du détournement du vol UA175. Ils l'auraient appris rien qu'en écoutant les conversations au Centre de la FAA à Boston.

La FAA – mise en place d'une téléconférence

Un second témoignage porte sur l'organisation d'une conférence téléphonique, parfois appelée « pont téléphonique », reliant la FAA, le NORAD et le NMCC. Mettre en place une téléconférence de ce type en période de crise fait partie des procédures opérationnelles de la FAA.

La Commission du 11 Septembre ne conteste pas ce fait, mais semble soutenir qu'aucune téléconférence de ce genre n'a été lancée avant 9 h 20. Elle précise qu'« à 9 h 20 environ », le personnel du service de sécurité du Q.G. de la FAA organise une téléconférence « détournement d'avion » entre plusieurs services, dont le ministère de la Défense, (p. 36) Manifestement, la Commission n'a pas cherché à savoir pourquoi la FAA aurait attendu quinze minutes après la seconde frappe contre le World Trade Center pour l'organiser. Peut-être, tout simplement, un exemple de plus de l'incompétence de la FAA. En tout cas, la déduction que nous pouvons tirer de ce qu'écrit la Commission, c'est que les militaires n'avaient pas pu apprendre le détournement du vol UA175 lors d'une téléconférence mise en place par la FAA, puisqu'elle n'a commencé que quinze minutes après que le vol UA175 se fut écrasé contre la tour sud.

Toutefois, l'assertion de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre est invalidée par un témoignage, cité dans une note de Laura Brown, adjointe aux Affaires publiques au quartier général de la FAA. Ce mémo a été envoyé le 22 mai 2003, à la suite de la déposition de la directrice de la FAA, Jane Garvey, devant la Commission plus tôt le même jour. Le mémo de Laura Brown, intitulé *Communications de la FAA avec le NORAD le 11 septembre 2001*, commence par cette affirmation : « Quelques minutes après que le premier avion de ligne eut percuté le World Trade Center, la FAA instaura immédiatement plusieurs ponts téléphoniques entre ses services d'intervention, son centre de commandement, son quartier général, le département de la Défense, le Secret Service, et d'autres services gouvernementaux. » [12]

Donc, selon Laura Brown, la FAA n'a pas attendu 9 h 20 pour mettre en place une téléconférence (un pont téléphonique). Elle l'a organisée « immédiatement » – « quelques minutes » – après le crash contre la tour nord. Étant donné qu'il a eu lieu peu avant 8 h 47, on peut supposer que la téléconférence a commencé vers 8 h 50.

Le lecteur se trouve ici face à une contradiction flagrante. La Commission d'enquête sur le 11 Septembre déclare que la téléconférence de la FAA n'a commencé que « vers 9 h 20 », alors que Laura Brown affirme qu'elle a débuté une demi-heure plus tôt, vers 8 h 50. Qui croire ? Le choix paraît difficile, au moins à première vue.

D'une part, le bureau de Laura Brown se trouve au quartier général même de la FAA. Elle pouvait voir ce qui se passait dans le Centre « Opérations ». Et nous imaginons, sans peine, qu'en tant que cadre de carrière * le plus ancien de la FAA, elle a dû estimer que ce jour était le plus important de sa vie. Il est difficile de croire qu'un an et demi plus tard, lorsqu'elle a rédigé sa note, ses souvenirs de ce qui s'est passé ce jour-là aient été flous. 11 nous faut donc soit la croire, soit l'accuser de mentir.

D'autre part, bien que la Commission étaye son affirmation en ne s'appuyant que sur un seul document, il s'agit d'un document qu'on devrait pouvoir considérer comme incontestable. Elle écrit cette note : « Pour l'heure de la téléconférence, voir le rapport de la FAA, chronologie ADA-30, 11 septembre 2001 ». En lisant ceci, beaucoup de lecteurs peuvent penser que soit Laura Brown a peut-être menti, soit ses souvenirs étaient confus. Certes, la main-courante ** rédigée le jour même doit primer sur son témoignage raconté de mémoire, car même la meilleure mémoire est faillible.

Il y a pourtant deux raisons de douter de l'heure qu'avance la Commission Kean-Zelikow, en dehors du fait qu'elle semble ici faire preuve de partialité dans l'intention évidente de justifier que les militaires n'aient pas su à l'avance que le vol UA175 allait être détourné.

Une des raisons est qu'il est possible que la main-courante de la FAA ait été modifiée après coup. Cette idée pourrait, au premier abord, paraître absurde. Pourquoi, se demandera-t-on, la FAA aurait-elle modifié sa « chrono » dans un sens qui lui est défavorable ? Ce serait effectivement une bonne question, si nous avions la certitude que la main-courante chronologique n'a pas quitté les bureaux de la FAA au cours de toute cette période. Mais Laura Brown m'a signalé que la FAA a dû remettre tous ses registres au FBI immédiatement après le 11 Septembre. Ce n'est pas inhabituel lors d'une catastrophe majeure, me dit-elle. Mais, normale-

* Laura Brown fait partie des fonctionnaires de carrière de la FAA, par opposition au personnel contractuel ou réserviste. En effet, la FAA emploie de nombreux CDD et des « réservistes », comme un organisme militaire qu'elle n'est pas. Il s'agit d'anciens du service ou de personnes qui ont un contrat et qu'on peut faire venir en cas de besoin. Des sortes de CDD pré-listés, en quelque sorte.

** Main-courante : registre où l'on consigne mois par mois, jour par jour, heure par heure, tous les événements qui surviennent pendant un quart ou un tour de permanence. On la surnomme aussi parfois « la chrono ».

ment, on les remet au NTSB (Bureau national de la sécurité des transports), pas au FBI.[13] En admettant que cette main-courante faisait partie de ces registres, ceux qui, comme nous, savent que le FBI a paru moins s'intéresser à découvrir la vérité sur le 11 Septembre qu'à la dissimuler comprendront qu'on a là une bonne raison de soupçonner une modification de la main-courante.

Une seconde raison de douter de l'heure de 9 h 20 avancée par la Commission c'est qu'alors que l'équipe Kean-Zelikow étaye souvent ses arguments en se contentant de s'appuyer sur des témoignages récents et en évitant les documents écrits du passé, elle s'appuie ici sur ce seul document, sans communiquer de déposition de témoin. Si la téléconférence a commencé à 9 h 20, il devrait sûrement se trouver plusieurs employés de la FAA prêts à le confirmer. Et le seul témoignage que nous ayons d'un employé de la FAA contredit que la téléconférence ait commencé à 9 h 20.

Et si on admet l'heure donnée par Laura Brown, on ne peut que s'intéresser aux deux paragraphes suivants de son mémo.

« L'officier de liaison de l'armée de l'Air auprès de la FAA * s'est immédiatement branché sur la téléconférence du Q.G. de la FAA et a pris contact avec le NORAD par une autre ligne.

La FAA a échangé en temps réel par le pont téléphonique des informations sur le déroulement des événements, y compris la perte de communication avec l'avion de ligne, la perte des signaux du transpondeur, les changements de direction non autorisés et d'autres évolutions de tous les vols sous surveillance […]. Les autres parties prenantes à la téléconférence ont répondu en faisant connaître les mesures qu'ils étaient en train de prendre, et ceci par le pont téléphonique. »[14]

Il faut souligner ici quelques éléments d'importance. Le premier est que le NORAD a été intégré à la téléconférence de la FAA par l'officier de liaison de l'armée de l'Air. Le second point important est qu'on a diffusé les indices d'alerte de détournements d'avions pour « tous les vols sous surveillance », et la Commission elle-même reconnaît que le vol UA175 a été classé comme tel vers 8 h 55. Selon son compte-rendu, le contrôleur aérien a remarqué le changement de code du transpondeur à 8 h 51 et en a conclu à 8 h 55 que l'avion avait été détourné.

* La FAA a beau être un organisme civil, l'armée de l'Air y détache en permanence un officier de liaison chargé du rôle d'interface entre la FAA et les niveaux adéquats des organismes militaires en fonction des questions à traiter.

Si on accepte cette version, on en conclut alors que le NORAD a appris le détournement du vol UA175 à ce moment-là au plus tard. Et si, comme nous l'avons vu plus haut, le NORAD avait deux avions F15 sur hippodrome au large de la côte de Long Island, il aurait pu faire intercepter le vol UA175 avant 9 h 03.

Le NMCC – mise en place de la téléconférence

Le troisième témoignage auquel je fais référence est celui du journaliste Tom Flocco. Il porte sur une téléconférence mise en place par le NMCC. Normalement, cette téléconférence aurait dû être organisée par le général de brigade aérienne Montague Winfield, sous-chef « Opérations » du NMCC. Mais il avait lui-même été remplacé à 8 h 30 ce matin-là par son adjoint. Quand celui-ci, le capitaine de vaisseau Charles Leidig, témoigne devant la Commission du 11 Septembre, le 17 juin 2004, il est interrogé sur cette téléconférence. On l'a d'abord configurée en conférence « événement grave », évidemment à cause de l'inexpérience de Leidig, mais on l'a rapidement reconfigurée en conférence « menace aérienne ». Cependant, on n'a évidemment pas questionné Leidig sur l'heure de début de cette conférence téléphonique. Cela n'empêche pourtant pas la Commission d'annoncer qu'elle a débuté à 9 h 29 (p. 37), sans fournir aucun élément pour étayer son propos. Dans la note accolée au paragraphe en question, elle se contente de citer un témoignage antérieur de Leidig (du 29 avril 2004). De plus, contrairement aux notes similaires, celle-ci n'indique pas que la transcription de ce témoignage précise l'heure. Le seul commentaire à ce propos est la note de bas de page suivante : « Toutes les heures données pour cette conférence sont des estimations que nous-mêmes ainsi que le département de la Défense croyons être exactes, avec une marge d'erreur de trois minutes en plus ou en moins. » (p. 37) En d'autres termes, le seul élément qui vienne à l'appui de cette heure du début de la téléconférence est la parole d'un anonyme du Pentagone.

Le témoignage de Tom Flocco suggère qu'elle a pu débuter beaucoup plus tôt. C'est de nouveau Laura Brown qui est à l'origine de cette hypothèse.

Flocco est présent à l'audition du 17 juin 2004. Se précipitant vers la barre des témoins avant que Leidig ne parte à la fin de l'audience, il lui demande à quelle heure à peu près ont été ouverts ses ponts téléphoniques. À deux reprises, Leidig lui répond qu'il est incapable de s'en souvenir et que Flocco devrait consulter le registre.[15]

Ce dernier dit ensuite que, lors de la première audition de la Commission qui a lieu les 22 et 23 mai 2003, il s'entretient avec Laura Brown. Il raconte qu'elle lui précise que les ponts téléphoniques de Leidig ont été ouverts aux environs de 8 h 20 ou 8 h 25, puis il ajoute que « cette assertion semble crédible, vu qu'on a considéré le vol AA11 comme détourné à 8 h 13, 8 h 20 ou 8 h 24 du matin ». Mais Flocco écrit ensuite : « Après être retournée à son bureau et s'être entretenue avec ses supérieurs, Brown a envoyé dans la même journée à 19 h 00 un courriel à l'auteur [Flocco] pour rectifier sa déclaration initiale sur l'heure d'ouverture de la conférence téléphonique de Leidig et la porter à 8 h 45 du matin. »[16] À l'évidence, Flocco soupçonne que la première déclaration de Laura Brown, celle qui date d'avant le rafraîchissement de sa mémoire par ses supérieurs, était plus conforme à la vérité. Qui plus est, un autre de ses articles, paru en juillet 2003, révèle qu'il a de bonnes raisons de se méfier. Il rapporte qu'une de ses sources au département des Transports lui a appris que des ponts téléphoniques reliant entre eux des dirigeants du NORAD, du Secret Service, du département de la Défense et du département des Transports avaient été mis en place à 8 h 20.[17]

Quoi qu'il en soit, même si nous acceptons la version la plus récente de Laura Brown, c'est-à-dire 8 h 45, elle diffère de quarante-quatre minutes vers l'amont avec l'heure donnée par la Commission Kean-Zelikow (9 h 29). Et cet écart changerait tout au sujet du vol UA175, car cela voudrait dire qu'il existait une autre voie par laquelle les militaires auraient pu apprendre le détournement de l'avion suffisamment tôt pour l'intercepter.

Le quatrième témoignage auquel je fais référence est celui du colonel Michael Jellinek qui, ainsi que cela a été mentionné, supervisait le commandement du NORAD le 11 Septembre. D'après les articles de journaux parus en 2002, il aurait déclaré que l'audioconférence « menace aérienne » du NMCC avait été ouverte peu de temps après la première frappe contre le World Trade Center et englobait des dirigeants du NORAD et de la FAA.[18] Sa déclaration, telle qu'elle a été rapportée, ne correspond pas au point de vue de Brown, pour qui ce pont téléphonique a commencé avant la première frappe contre le WTC (soit à 8 h 20 ou à 8 h 45). Au contraire, il déclare qu'elle a été ouverte peu après, tandis que Laura Brown dit que celle de la FAA a débuté « quelques minutes » après la première attaque. Il est possible que ces deux téléconférences aient embrouillé certains esprits. Mais même si le colonel Jellinek a voulu dire que la conférence établie par le NMCC avait commencé peu après la première frappe, son affirmation contredirait celle de la Commission, selon laquelle elle n'a débuté qu'à 9 h 29. Et si nous la situons « peu de

temps après la première collision », quelque part entre 8 h 49 et 8 h 53, son affirmation fournit une indication supplémentaire que l'armée a eu la possibilité, au cas où elle n'aurait pas déjà été au courant, d'apprendre par la FAA le détournement du vol UA175 suffisamment tôt pour l'intercepter.

Le cinquième témoignage vient de Richard Clarke, le coordinateur national de la Sécurité et de la lutte antiterroriste. Il rapporte qu'au moment où il se dirigeait du bureau de Cheney au centre de conférence vidéo sécurisé, où il allait pour assister à la téléconférence qu'il avait organisée, il a traversé le Centre « Opérations » de la salle d'état de crise de la Maison Blanche. Il déclare qu'en chemin il est arrêté par le chef de C.O. * adjoint qui lui rend compte : « Nous sommes en ligne avec le NORAD, en audioconférence "menace aérienne".[19] Étant donné les heures précisées par Clarke, aussi bien avant qu'après la rencontre, il semblerait que cela se soit produit peu avant 9 h 15. Bien que l'affirmation de Clarke ne nous dise pas quand l'audioconférence en question a commencé, elle devait être en cours depuis quelque temps puisqu'on l'avait déjà reconfigurée de conférence "événement grave" en conférence « menace aérienne ».

En tout cas, le récit de Clarke indique clairement qu'elle avait commencé bien avant 9 h 29, parce qu'il rapporte de nombreux échanges ayant eu lieu durant sa téléconférence avant 9 h 28.[20]

Les témoignages de Clarke, Laura Brown, Tom Flocco et Michael Jellinek – tous à des postes où ils étaient bien informés – contredisent l'heure donnée par la Commission comme étant celle du début de la conférence « menace aérienne » de la NMCC. Il apparaît que cette heure a été déterminée par la nécessité, et non d'après les témoignages.

Tout compte fait, le soutien de la Commission Kean-Zelikow à la nouvelle ligne de défense de l'armée américaine à propos du vol UA175 – à savoir : les militaires ont appris le détournement de ce vol seulement après le crash de l'avion contre la tour sud – est très faiblement étayé. Son argumentation est contredite par tant de témoignages qu'elle ne peut convaincre que les gens n'étant pas au courant des éléments qui le contredisent, ou ceux qui ont de bonnes raisons de se contenter de croire sur parole la Commission d'enquête sur le 11 Septembre.

* C.O. : Centre « Opérations ».

Chapitre 14

La Commission et le vol AA77

Le compte-rendu de la Commission du 11 Septembre sur les réactions de la FAA et du NORAD au vol UA175 constitue, comme nous l'avons vu, un exemple de révisionnisme historique. Il en est de même à propos du vol AA77.

Les contrôleurs de la FAA ne réagissent pas aux indices de détournement

Dans sa chronologie du 18 septembre, le NORAD a mentionné qu'à 9 h 24, c'est-à-dire treize ou quatorze minutes avant la frappe sur le Pentagone, la FAA l'avait averti de la possibilité que le vol AA77 ait été détourné. Le NORAD a aussi écrit qu'il a aussitôt ordonné aux chasseurs de la base aérienne de Langley de décoller. Mais cette version des faits, ainsi que nous l'avons vu au chapitre 11, pose un problème. Car malgré les deux assertions du NORAD – selon lesquelles l'ordre de décoller a été donné à la lointaine base de Langley et les F16 n'ont été en vol qu'à partir de 9 h 30 – les calculs montrent que les avions de chasse auraient dû arriver à temps sur Washington pour empêcher l'attaque à 9 h 38. Si on a informé le NORAD à 9 h 24 que le vol AA77 paraissait se diriger sur la capitale, une question se pose : pourquoi ne pas avoir fait évacuer le Pentagone ? En treize minutes, quasiment tout le monde aurait pu avoir quitté les lieux. L'impact n'aurait pas causé la mort des cent vingt-cinq personnes qui y travaillaient. C'est pourquoi il n'est peut-être pas surprenant que l'armée ait donné à la Commission du 11 Septembre un compte-rendu revu et corrigé.

Selon cette nouvelle version, le vol AA77 ne commence à dévier de sa route qu'à 8 h 54. La Commission ne mentionne pas le rapport de 2001 selon lequel huit minutes plus tôt, à 8 h 46, le vol AA77 avait, pendant plusieurs minutes, changé de direction de façon notable, incident qui aurait certainement retenu l'attention du contrôleur aérien de la FAA en

poste à Indianapolis. Le fait que le premier déroutement n'apparaisse nulle part dans le compte-rendu de la Commission, peut vouloir dire beaucoup sur sa façon de rendre compte de la suite des événements. À 8 h 56, quand le contrôleur aérien d'Indianapolis perd non seulement le signal du transpondeur mais aussi le vol AA77 sur l'écran radar, il en déduit que « le vol AA77 a subi une panne mécanique ou électrique », à la suite de laquelle il s'est écrasé, (p. 24)

L'idée même que le contrôleur soit arrivé à cette conclusion plutôt que de penser à un détournement serait probablement plus difficile à accepter si, dans sa version des faits, la Commission avait reproduit l'information du précédent compte-rendu selon lequel le vol AA77 avait changé de direction à 8 h 46. Pourtant, elle omet de le mentionner alors qu'*USA Today* l'a largement raconté et diffusé [1]. Elle nie implicitement que l'avion ait dévié de sa route, sans expliquer pourquoi les journalistes ont estimé qu'il l'a fait. Voici un exemple de révisionnisme historique sans preuve.

Et la perspective que le contrôleur aérien d'Indianapolis ait cru que le vol AA77 avait subi une « panne électrique ou mécanique » plutôt qu'un détournement serait encore plus difficile à accepter s'il avait su qu'un ou deux avions avaient déjà été détournés ce matin-là. Mais, on nous apprend : « Il ne savait pas que d'autres avions avaient été détournés. » (p. 24) Pourtant, d'après des articles parus dans le *Guardian* et le *Village Voice,* publiés peu après le 11 Septembre, les contrôleurs aériens de Boston avaient averti à 8 h 25 d'autres centres régionaux, dont celui d'Indianapolis, du détournement du vol AA11. [2] En passant carrément sous silence cette information discordante, la Commission ne peut plus écarter le doute que ce reportage jette sur ses affirmations.

La rumeur de la chute du vol AA77

La Commission propose cependant une explication de l'origine de la rumeur selon laquelle le vol AA77 se serait écrasé dans l'Ohio ou au Kentucky ; une rumeur qui, bien sûr, a soutenu l'hypothèse envisagée par certains qu'un autre aéronef que le vol AA77 aurait percuté le Pentagone. La Commission, avec l'espoir peut-être de mettre fin à la rumeur, déclare que des autorités de la FAA à Indianapolis ont très rapidement décrété que c'était faux. On nous dit qu'à 9 h 20, Indianapolis « apprit que d'autres avions de ligne avaient été détournés et commença à douter que l'avion se soit écrasé, comme ils l'avaient tout d'abord supposé ». (p. 24) La Commission ne dit pas que, pendant toute cette période, la rumeur a persisté assez longtemps et a été suffisamment confirmée pour que la

directrice de la FAA, Jane Garvey, avertisse la Maison Blanche de la chute de l'avion et pour que Dale Watson, le directeur du département antiterroriste du FBI, parle d'un « rapport disant qu'un gros avion de ligne se serait écrasé au Kentucky, dans une région limitrophe de l'Ohio », au cours de la téléconférence de Richard Clarke. Du moins, c'est ce que dit Clarke.[3]

Un autre défaut du compte-rendu de la FAA

Indianapolis fait alors part de ses doutes à Herndon qui, à 9 h 25, avertit le Q.G. de la FAA qu'il « craint que [le vol AA77] ait été détourné ». (p. 24 et 25) Mais ensuite, bien que « [à 9 h 25], le Centre de commandement de la FAA à Herndon et le siège sachent que deux avions de ligne se sont écrasés contre le World Trade Center et que le vol AA77 est perdu » (p. 26), personne n'appelle le NMCC. Herndon et le siège passent, manifestement, une dure journée.

Comment on a perdu le vol AA77 sans pouvoir le retrouver

Le compte-rendu précédent du NORAD sur le vol AA77 soulève une autre question. Elle est suscitée par l'information selon laquelle cet avion avait fait demi-tour vers Washington[4] juste avant de disparaître des écrans radar. Cet élément a servi à soutenir l'assertion officielle selon laquelle l'appareil qui avait percuté le Pentagone était bien le vol AA77. Mais elle visait aussi à invalider une partie plus importante du compte-rendu officiel, à savoir que la FAA a perdu toute trace du vol AA77 après qu'il fut retourné vers Washington. Par exemple, après avoir résumé les articles de journaux qui rapportaient que l'avion avait été porté disparu parce que les contrôleurs aériens cherchaient son écho radar vers l'Ouest sans se rendre compte que l'avion se dirigeait vers l'Est, Paul Thompson a demandé : « Puisque l'avion avait déjà commencé à tourner à l'Est avant l'arrêt du transpondeur, pourquoi les contrôleurs aériens n'ont ils pas cherché dans cette direction ? »[5]

La Commission du 11 Septembre, néanmoins, élimine l'idée que quelqu'un ait vu le vol AA77 changer de cap. Elle précise que quand le vol AA77 fit demi-tour pour se diriger vers l'Est, le radar de la FAA à Indianapolis n'indiquait, « pour des raisons d'ordre technique », aucune information sur ce vol. La Commission peut alors scander sa réponse ordinaire :

« Au moment où le centre d'Indianapolis continue à chercher l'avion de ligne, deux responsables ainsi que le contrôleur aérien affecté à la

surveillance du vol AA77 regardent à l'Ouest et au Sud-Ouest, dans la direction que l'avion aurait dû suivre, mais pas à l'Est, vers où il est en train de se diriger […]. En résumé, le Centre d'Indianapolis n'a jamais vu le vol AA77 faire demi-tour. Au moment où il reparaît sur l'écran radar, les contrôleurs aériens ont soit cessé de le chercher […], soit continué à regarder vers l'Ouest » (p. 25).

Voici comment, selon la Commission, « le vol AA77 a volé pendant trente-six minutes sans être détecté, sans doute vers l'Est en direction de Washington » (p. 25).

Il va de soi que pour croire cette explication, il faut faire l'impasse sur le fait que, quelles que soient les défaillances du système radar d'Indianapolis et des autres centres régionaux, les systèmes radar du Q.G. de la FAA et plus encore ceux du Pentagone, sans oublier le performant système Pave Paws, n'auraient eu aucune difficulté à voir le vol AA77 faire demi-tour. Il faudrait aussi oublier que ceux qui surveillent l'espace aérien de l'intérieur du Pentagone doivent être plus particulièrement attentifs à tout objet volant non identifié se dirigeant tout droit sur eux. Si on peut faire abstraction de ces considérations, et de quelques autres qui seront abordées plus tard, on peut peut-être croire qu'un Boeing 757 se dirigeant tout droit vers Washington a pu ne pas être détecté pendant trente-six minutes.

La modification du précédent compte-rendu du NORAD

La Commission du 11 Septembre a manifestement réussi à mettre ces considérations de côté. Elle se contente d'avancer que le Pentagone ne savait pas que le vol AA77 se dirigeait vers Washington parce que « le NEADS n'a jamais reçu notification du détournement du vol AA77 ». (p. 34) Ceci est en fait le point clé du récit révisionniste de la Commission au sujet du vol AA77.

En mettant l'accent sur l'importance de ce point, la Commission déclare sans détours, lorsque le général Larry Arnold témoigne que le NEADS a reçu à 9 h 24 une notification de ce détournement d'avion, que son affirmation est « inexacte » (p. 34). Elle conclut aussi que les affirmations d'autres membres du NORAD sont « inexactes » en ce qui concerne l'ordre de décoller donné aux chasseurs de Langley à la suite de cette notification (p. 34).

Ces erreurs sont malencontreuses, déclare-t-elle, parce qu'elles « donnent l'impression que l'armée a été avertie à temps pour riposter ». (p. 34) Tout le récit de la Commission concernant le vol AA77 est destiné à détruire cette conviction.

La Commission n'explique pas pourquoi Arnold et d'autres membres du NORAD ont fait des déclarations inexactes. En d'autres termes, elle n'indique pas s'ils mentaient ou bien s'ils se trompaient. Il est évident que la Commission aurait pu expliquer ces erreurs en indiquant que ces deux assertions avaient été mentionnées dans la chronologie du 18 septembre du NORAD. Mais cela n'aurait fait que repousser le problème. Les autorités qui ont élaboré cette chrono mentaient-elles ou bien se sont-elles trompées ? Et quelle qu'ait été la réponse, elle aurait créé un malaise. Si la Commission avait conclu que les gens s'étaient trompés, elle aurait dû expliquer comment les autorités du NORAD avaient pu le faire sur un événement qui s'était passé une semaine plus tôt. Si elle avait considéré que les militaires mentaient, cela aurait suggéré que l'armée avait quelque chose à cacher. On peut donc peut-être comprendre pourquoi la Commission Kean-Zelikow a préféré se contenter de qualifier les affirmations d'Arnold et des autres membres de NORAD d'« inexactes ». Mais cette déclaration ne fait qu'inciter à approfondir la question.

Quoi qu'il en soit, le point important soutenu par la Commission du 11 Septembre dans son rapport révisionniste du vol AA77 est sa double dénégation : elle nie que le NORAD ait été averti du détournement du vol AA77 et que les F16 de Langley aient reçu l'ordre de décollage pour l'intercepter.

INTERLUDE : « L'AVION FANTÔME »

Mais si l'armée n'a pas reçu de notification sur le vol AA77 à 9 h 24, pour quelle raison les avions de chasse de Langley étaient-ils en vol à 9 h 30 ? La Commission a ici été confrontée au même problème que celui qui consiste à expliquer pourquoi les F15 avaient reçu l'ordre de décollage en *scramble* d'Otis à 8 h 53, alors que le vol s'était déjà écrasé et que le NORAD ne savait pas que le vol n° 175 avait été détourné. Au moins, dans le cas présent, elle propose une explication.

Cette justification est possible grâce à l'introduction d'un nouveau concept, celui de « l'avion fantôme ». On nous explique en fait que la FAA a commis une autre erreur inexplicable. Le NEADS, nous dit-on, apprend par la FAA à 9 h 21, trente-cinq minutes après la frappe de la tour nord par le vol AA11, que celui-ci est toujours en l'air et qu'il se dirige vers Washington. C'est la raison pour laquelle Langley a reçu l'ordre de décoller à 9 h 24. Les avions de chasse sont censés se porter sur la région de Baltimore et prendre position « entre le vol AA11 en route vers le sud et la capitale du pays » (p. 26 et 27).

Parce que ce concept joue un rôle fondamental dans le récit de la Commission, il est compréhensible qu'elle soit étonnée que « cette riposte à l'avion fantôme n'ait été reprise dans aucune chronologie publique, ni dans aucune déclaration de la FAA ou du département de la Défense. Les comptes-rendus inexacts ont donné l'impression que le décollage de Langley constituait une riposte logique à un réel détournement d'avion de ligne » (p. 34).

Toutefois, la Commission nous assure que le NEADS a effectivement reçu de quelqu'un de la FAA la fausse information selon laquelle le vol 11 était toujours en l'air et se dirigeait vers Washington. Elle déclare que ce fait « est avéré par des conversations enregistrées non seulement au NEADS mais aussi dans les centres de la FAA, par les cassettes de cette période compilées au NEADS, au Q.G. de la région continentale et au NORAD, ainsi que par d'autres enregistrements ». (p. 34)

Pourtant, la note explicative de ce paragraphe ne fournit aucune référence de ces conversations. A leur sujet, il faut se contenter de croire la Commission sur parole.

La seule référence qu'on nous donne concerne des cassettes audio du NEADS (p. 26, p. 416 notes 148 à 152). La cassette audio la plus importante contient une conversation entre un technicien du NEADS et quelqu'un du Centre de la FAA de Boston qui déclare à 9 h 21 : « On vient de me signaler que le vol AA11 est toujours en l'air et qu'il est en route vers Washington » (p. 26). On se demande comment un membre de la FAA a pu commette une erreur aussi grossière.

Cette question prend de l'ampleur à cause des éléments de preuve aux termes desquels les contrôleurs aériens du Centre de Boston auraient été très clairs sur le sort du vol 11. Dans un article paru dans le *Christian Science Monitor* deux jours après le 11 Septembre, les contrôleurs aériens déclarent qu'ils n'ont jamais perdu de vue le vol.[6] Le contrôleur Mark Hodgkins rapporta plus tard : « J'ai suivi l'écho du vol AA11 pendant toute sa descente. »[7] D'autres témoignages disent que dès que les contrôleurs aériens de Boston ont appris qu'un avion avait percuté le WTC, ils ont su qu'il s'agissait du vol AA11 parce qu'ils avaient suivi sa trace sans discontinuer dès qu'il avait dévié de sa route.[8]

Étant donné cette situation, comment l'un des contrôleurs du Centre de Boston aurait-il pu décider, trente minutes plus tard, que le vol AA11 était en fait encore en vol et qu'il se dirigeait vers Washington ? Même si quelque chose avait pu amener le contrôleur à supposer que c'était le cas, comment pourrait-on croire qu'il ou elle était suffisamment sûr(e) de son fait pour en faire part au NEADS sous forme de renseignement confirmé ?

Seulement, nous n'aurons pas de réponse à cette question parce que nous ne pouvons pas interroger ce contrôleur. La Commission affirme, apparemment sans en faire plus de cas : « Nous n'avons pas été en mesure d'identifier la source de cette fausse information de la FAA. » (p. 26)

Bien entendu, cette affirmation est un autre aspect énigmatique de son récit au sujet de l'avion fantôme. De nos jours, on peut déterminer avec une grande précision l'identité des individus à partir de leur voix. La Commission déclare que le NEADS possède une cassette dans laquelle cette conversation a été enregistrée. Puisque le NEADS et la FAA ont, paraît-il, des enregistrements des voix de tous les contrôleurs aériens, pourquoi les identités des deux personnes ne peuvent-elles être définies d'après leur voix ? Cela aurait pu constituer une partie intéressante du « travail d'investigation » mené par les membres de la Commission.

Cette histoire est d'autant plus invraisemblable qu'ils ont généralement présenté le personnel de la FAA comme réticent à avertir l'armée, même lorsqu'il a eu l'absolue certitude d'un détournement. Et on nous dit qu'un contrôleur, ayant un doute apparemment sérieux, aurait fait part de son information à un technicien du NEADS avec une telle conviction que celui-ci en a rendu compte à son chef comme d'un fait avéré.

Si tout ceci n'était pas improbable, il faudrait alors admettre que le commandant du NEADS aurait donné à Langley un ordre de décollage en *scramble* sans vérifier l'authenticité de ce message invraisemblable auprès des responsables du Centre de Boston. La Commission du 11 Septembre a jusqu'à présent insisté sur le fait que toutes les communications de ce type devaient suivre la voie hiérarchique et on nous explique maintenant qu'une conversation entre quelqu'un du Centre de Boston et un technicien du NEADS, dont aucun jusqu'alors n'a pu être identifié, a suffi à déclencher une intervention militaire. Selon le rapport de la Commission sur le 11 Septembre, il ne s'est rien passé ce jour-là. L'armée n'a pas fait décoller ses avions de chasse pour intercepter les vols AA11, UA175, AA77 ou UA93, comme nous le verrons par la suite. La seule fois où les chasseurs ont reçu l'ordre de décollage d'urgence, on les a envoyés à la poursuite d'un fantôme.

Pourtant, la Commission semble se désintéresser de tous ces problèmes. De son point de vue, la seule chose importante est que les cassettes audio du NEADS contiennent cette conversation entre des personnes non identifiées au sujet de l'avion fantôme. Cela devrait en fait susciter une interrogation, au moins la question de savoir si cette conversation a vraiment eu lieu, à supposer que ces cassettes audio reflètent fidèlement le cours des événements.

Mais doit-on vraiment le croire ? En premier lieu, étant donné que le seul témoignage disponible – la cassette audio du NEADS – est resté entre les mains des militaires pendant tout ce temps, on ne peut pas se contenter de supposer qu'elle n'a pas été falsifiée. Dans tous les procès criminels où une situation analogue se présente, le ministère public exige les tests les plus rigoureux avant d'exclure cette hypothèse. Pourtant, la Commission, qui se comporte plutôt comme l'avocat de la défense, tout en remplissant les fonctions de juge et de jury, ne fournit aucune indication prouvant qu'elle a bien fait procéder à ce genre de tests. En second lieu, elle signale elle-même que l'hypothèse que le vol AA11 n'ait pas frappé le World Trade Center mais ait été détourné vers Washington est un concept nouveau qui n'avait jamais été avancé auparavant, ni par la FAA ni par le département de la Défense. C'est à première vue assez suspect. Enfin, la Commission Kean-Zelikow a déformé tant d'autres choses, ce qui sera encore plus évident au chapitre 15, que nous n'avons aucune raison de lui faire confiance pour celle-ci.

Cette histoire, selon laquelle les chasseurs de Langley ont reçu l'ordre de décoller à 9 h 24 pour intercepter le vol AA11 fantôme au lieu du vol AA77, prend une telle place dans le récit de la Commission du 11 Septembre sur les événements de ce jour-là et dans notre évaluation de sa fiabilité qu'il est utile de se pencher sur l'échange verbal qui a eu lieu au cours de l'audience traitant de ce problème. Cet entretien a lieu entre le commissaire Richard Ben-Veniste et le général Larry Arnold, qui comme nous l'avons vu, était le commandant du NORAD pour la région continentale des États-Unis.

R. Ben-Veniste : « En mai dernier, lors de votre comparution devant la Commission, pour quelle raison n'a-t-il pas été mentionné, d'une part que la FAA avait été informée à tort que le vol AA11 se dirigeait vers le sud, et d'autre part qu'en dépit des affirmations contraires qui sont faites de cette période, le NORAD n'a pas été averti que le vol AA77 était détourné ?

Général Larry Arnold : Avant de répondre à la première partie de votre question, j'aimerais tout d'abord préciser que tous ces renseignements que vous avez obtenus lors de votre enquête sur les événements du 11 Septembre nous ont aidés à reconstituer tout ce qui s'est passé ce jour-là. Vous voulez parler du vol AA11 et plus particulièrement de l'appel téléphonique en provenance de ce vol, c'est bien ce à quoi vous faites allusion ?

RB : En effet.

LA : L'AA11, qui était… son appel après l'impact, est-ce bien ce à quoi vous faites allusion ?

RB : Non. Ce dont je parle, c'est de cette information fausse selon laquelle le vol AA11 continuait sa route vers le sud, au lieu de s'être écrasé.

LA : C'est bien ce à quoi je fais référence. C'est exactement ça. Lorsque nous… lorsque nous avons examiné ce point avec votre comité, c'est probablement la question de l'heure qui nous a le plus préoccupés. Rappelez-vous que cet appel, je m'en souviens, est arrivé après que les vols United 175 et American 11 eurent percuté les tours sud et nord du World Trade Center. Cela nous a beaucoup inquiétés, car nous ne connaissions pas les indicatifs des avions qui avaient frappé le World Trade Center, et nous avons été très inquiets à l'idée que ces avions, que des avions puissent se diriger vers Washington.

RB : Mon général, n'est-il pas vrai que comme vous n'avez pas attiré notre attention sur cette fausse information et sur cette notion d'un vol AA11 fantôme continuant sa route plein sud à partir de la ville de New York, tous les rapports sur le 11 Septembre s'en trouvent faussés ? Cela fausse le rapport officiel de l'armée de l'Air contenu dans le livre *The Air War Over America.* Il n'y est pas mentionné que vous suiviez le vol AA11 ou que vous pensiez qu'il continuait sa route, ni que vous n'aviez reçu aucune notification concernant le détournement du vol AA77.

LA : Eh bien, je vous le rappelle, tout d'abord, je ne connaissais pas les indicatifs des avions quand ces événements se sont produits. Quand on m'a téléphoné pour m'avertir d'un éventuel détournement de l'American 11, cet avion m'a conduit à penser qu'il y avait d'autres avions dans le dispositif qui représentaient une menace pour les États-Unis.

RB : Général Arnold, au mois de mai de l'année dernière, lorsque vous avez témoigné devant cette Commission, vous connaissiez ces faits.

LA : En mai dernier, je ne me suis pas souvenu de ces faits. C'est la bonne explication. En fait, je vous rappelle qu'à ce moment-là, la seule question qui me préoccupait était de savoir pourquoi… pour quelle raison nous avions fait décoller en urgence les appareils de la base aérienne de Langley, les F16 de la base aérienne de Langley On a dit, c'est dans le rapport du vol AA77, que nous avions donné l'ordre de décoller à ces avions, ce qui n'est pas le cas, et ça, je le savais parfaitement.

Et j'essayais de rassembler mes souvenirs pour trouver ce qui nous avait poussé à faire décoller ces appareils. Et j'ai pensé sur le moment que c'était le vol UA93. Mais quand j'y suis parvenu… nous ne savions pas à quelle heure cela s'était passé… quand on nous a alertés. Je n'avais pas cette information à ce moment-là. Non, je ne l'avais pas.

RB : Général Arnold…

LA : Donc, nous avons lancé ces chasseurs en direction de Washington, pour protéger la ville.

RB : D'après nos enquêteurs, comme vous le savez, il a été très difficile d'obtenir des renseignements du NORAD. On nous a répondu que toute la documentation nécessaire à notre enquête nous avait été envoyée. Nous sommes donc allés sur le terrain et avons interrogé un certain nombre de personnes. Nous avons appris ainsi, lors de ces entretiens, qu'il existait des cassettes sur lesquelles les faits se rapportant au vol AA11 étaient enregistrés.

Nous avons aussi trouvé des informations complémentaires, grâce auxquelles nous avons pu, à la suite d'un travail assidu et fastidieux, et après avoir écouté un grand nombre d'enregistrements, reconstituer les événements tels qu'ils se sont déroulés. Vous avez pu entendre la déposition des membres de la Commission chargés de l'enquête.

Je constate que vous êtes d'accord avec les faits exposés par notre équipe. Elle les a communiqués à l'avance, afin de permettre de les commenter. Je pense que, maintenant, vous êtes d'accord avec les conclusions des membres de la Commission sur ces faits.

LA : Je suis d'accord.

RB : Nous avons… je ne vais pas m'étendre sur ce sujet, mais il est dérangeant de constater que l'on s'est évertué à corriger des rapports postérieurement à leur publication, peu après le 11 Septembre. On a communiqué aux membres de la Commission des courriels qui avaient été envoyés à peu près au moment de la catastrophe du 11 Septembre, dans lesquels on trouve une version des faits malheureusement différente de celle qui a été présentée, précédemment, devant cette Commission.

Quand on vous… a questionné au sujet de l'existence des cassettes sur lesquelles des entretiens téléphoniques étaient enregistrés… vous nous avez répondu que vous n'en aviez pas le souvenir.

LA : En effet, la Région de défense aérienne Nord-Est avait apparemment une cassette dont nous ignorions l'existence à ce moment-là. Et votre… autant que je sache, les membres de la Commission m'ont dit qu'ils n'arrivaient pas à lire la bande. Et c'est plus tard, après avoir fait appel à un technicien, qu'ils ont pu écouter l'enregistrement.

Donc, pour autant que je sache, lorsqu'en mai dernier j'ai affirmé ne pas connaître l'existence de ces cassettes, je disais la vérité. Si je les avais eues à ma disposition, j'aurais certainement pu vous donner des informations plus précises.

Nous tentions de définir à quelle heure ces événements se sont produits et ne nous sommes pas souciés de savoir à quand nous… nous n'avions

pas d'enregistrement… Je n'ai pas la chronologie des moments où on vous a communiqué d'autres éléments. »[9]

Ce fastidieux témoignage embarrassé ne contribue certainement pas à accroître notre confiance dans les assertions de la Commission du 11 Septembre sur le vol AA77 et le vol AA11 fantôme. Elle nous dit ailleurs que le colonel Robert Marr, le commandant du NEADS, devait téléphoner au général Arnold pour avoir l'autorisation de faire partir des chasseurs pour intercepter le vrai vol AA11. Mais maintenant, on nous demande de croire que des chasseurs ont été lancés à la poursuite du vol fantôme AA11 sans qu'Arnold ait jamais été au courant de ce vol. On nous demande aussi de croire qu'il a appris plus tard la vérité au sujet de ce vol fantôme, mais que, lors de son premier témoignage devant la Commission, il a été incapable de s'en souvenir. On n'est vraiment pas enclin à croire à la version de la Commission lorsque nous voyons comment le général Arnold a dû être exhorté et incité à l'approuver verbalement.

Pour résumer, en considérant tous les problèmes inhérents à l'assertion de la Commission sur le vol AA11 fantôme, je pense, personnellement, que tant qu'un organisme d'enquête indépendant et totalement neutre n'aura pas fait la lumière sur l'origine du témoignage lié à cette nouvelle hypothèse, nous aurons de bonnes raisons de nous demander si « l'avion fantôme » n'est pas lui-même un fantôme.

Le NEADS apprend la disparition du vol AA77

En tout cas, la Commission présente comme argument que Langley a reçu l'ordre de faire décoller les chasseurs à 9 h 24 à cause de cet avion fantôme et non parce que le NEADS a appris que le vol AA77 a été détourné.

Néanmoins, peut-être pour tenter d'expliquer comment est née cette hypothèse, la Commission déclare que le NEADS a eu vent de quelque chose au sujet du vol AA77 à ce moment-là.

« Des autorités du NORAD ont déclaré qu'à 9 h 24, le NEADS a reçu un communiqué l'informant du détournement de l'American 77. Cette déclaration était […] erronée. Le message que le NEADS a reçu à 9 h 24 dit que l'American 11 n'a pas heurté le World Trade Center et qu'il se dirigeait vers Washington. » (p. 34)

Mais cette affirmation de la Commission est elle-même erronée, du moins par rapport à sa propre narration selon laquelle (p. 26 et 32) le faux renseignement sur le vol AA11 arrive à 9 h 21 et pas à 9 h 24. Par conséquent, cette assertion ne peut pas expliquer l'origine de cette hypothèse.

Quoi qu'il en soit, ce que les autorités du NEADS apprennent vraiment, d'après la Commission, c'est simplement que le vol AA77 a disparu. Et ils en ont connaissance à 9 h 34, pas à 9 h 24. Le NEADS l'a appris, dit-on, tout à fait « par hasard ».

D'après la Commission Kean-Zelikow, le NEADS a téléphoné à un directeur de la FAA au Centre de Washington pour lui parler du vol AA11, et au cours de cet entretien, ce directeur lui a déclaré, selon toute évidence en aparté : « Nous cherchons […] nous avons aussi perdu l'American 77. » (p. 27). La Commission, continuant à présenter la FAA comme un ramassis d'incompétents, conclut : « Si le NEADS n'avait pas donné de coup de téléphone, la défense aérienne du NEADS n'aurait jamais rien su de ce vol, même pas qu'il était porté manquant. » Néanmoins, ce renseignement ne sert à rien car, et la Commission insiste de nouveau sur ce point : « Personne au Q.G. de la FAA n'a demandé d'assistance militaire pour l'American 77.» (p. 27).

Pourquoi les chasseurs de Langley étaient-ils si loin ?

Si on admet que l'hypothèse du vol fantôme peut expliquer pourquoi on a fait décoller les chasseurs de Langley, on peut encore se demander pour quelle raison ils n'étaient pas sur Washington au moment de l'arrivée du vol AA77. Selon le rapport officiel dans sa version initiale, ainsi que nous l'avons vu au chapitre 11, bien que les F16 aient décollé de Langley à 9 h 30, ils sont encore éloignés de cent soixante-dix kilomètres à 9 h 38, lors de la frappe sur le Pentagone. On ne procède à aucune analyse de la raison pour laquelle des avions qui peuvent voler à mach 2,5, soit quarante kilomètres à la minute, mettent huit minutes pour parcourir… quarante kilomètres. Dans son nouveau compte-rendu du vol AA77, la Commission réussit, sans enfreindre les lois élémentaires des mathématiques, à expliquer pourquoi les avions sont loin de Washington. Le motif invoqué est l'incompétence, mais cette fois-ci, ce sont les pilotes qui souffrent de cette affection, très répandue ce jour-là.

On nous dit que le Centre de la FAA à Boston avertit le NEADS, à 9 h 36, de la présence d'un avion non identifié, en approche à dix kilomètres au sud-ouest de la Maison Blanche, (p. 27) D'après le récit de la Commission, cet avion n'est autre que le vol AA77 qui est parvenu à ne pas être repéré pendant tout son trajet retour vers Washington (p. 9 et 27). En tout cas, en apprenant cette stupéfiante information, le chef de l'équipe « missions » du NEADS ordonne aux chasseurs de Langley de foncer vers la Maison Blanche. « Il apprend ensuite avec surprise que les chasseurs de Langley ne font pas route au nord vers la zone de Baltimore comme on le

leur a ordonné mais vers l'est, au-dessus de l'océan.» Ils n'ont pas compris les instructions. En conséquence, lors de la frappe sur le Pentagone à 9 h 38, «les chasseurs de Langley sont à une distance de deux cent quarante kilomètres», un peu plus loin, donc, que les cent soixante-dix kilomètres annoncés initialement par le NORAD (p. 27)[10].

Blâme pour le pilote, absolution pour l'armée

La Commission explique ainsi dans son rapport pourquoi les chasseurs de Langley, en dépit du fait qu'ils ont décollé à 9 h 24, ne se trouvent nullement à proximité du Pentagone lors de sa frappe. En outre, elle absout les militaires de tout blâme par ce commentaire, qui est l'argument principal de sa thèse :

«Les militaires n'ont pas eu quatorze minutes pour réagir devant l'American *77,* ainsi qu'un témoignage devant la Commission en mai 2003 peut le suggérer. Ils ont eu au plus une ou deux minutes pour riposter à l'avion non identifié qui s'approchait de Washington, et les chasseurs ne se trouvaient pas au bon endroit pour être utiles. Ils agissaient sur un renseignement qui les envoyait intercepter un avion qui n'existait pas.» (p. 34)

Bien sûr, ce rapport n'absout pas complètement «l'armée», c'est-à-dire tous les militaires, parce qu'il implique que les trois pilotes de Langley, en particulier le chef de patrouille, ont commis une terrible erreur. Mais cette façon de présenter les choses disculpe sa haute hiérarchie, ainsi que son chef civil, le secrétaire d'État à la Défense Rumsfeld, et c'est bien sûr ce qui importe. Il n'y eut pas d'ordre de non-intervention, ni même d'ordre de prendre son temps, mais seulement l'erreur de bonne foi d'un pilote.

Cette méprise joue, de toute évidence, un rôle de premier plan dans la nouvelle version racontée par les militaires à travers la Commission du 11 Septembre. Cette version vise de manière claire à expliquer pour quelle raison on a d'abord pensé à tort que les chasseurs de Langley ont décollé à 9 h 24 pour intercepter le vol AA77, immédiatement après avoir été informés de son détournement. Cette erreur d'interprétation serait due à une confusion entre deux éléments des événements réels. D'une part, les chasseurs de Langley ont bien reçu l'ordre de décoller à 9 h 24, bien qu'ils aient décollé pour intercepter le «vol AA11 fantôme» et qu'ils se soient ensuite trompés de direction. D'autre part, la FAA a effectivement alerté les militaires au sujet du vol AA77 mais à 9 h 34 au lieu de 9 h 24 ; il ne s'agissait que d'un message les informant de la disparition du vol AA77. Par conséquent, il n'était pas nécessaire de lancer un décollage en *scramble.* Évidemment, ces faits se sont en quelque sorte confondus dans

l'esprit d'autorités du NORAD qui ont cru qu'on avait fait décoller les chasseurs de Langley à 9 h 24.

Ce problème étant résolu, il ne restait plus qu'à expliquer pourquoi on n'a envoyé aucun avion sur Washington pour prévenir la frappe du vol AA77 sur le Pentagone. C'est à quoi vise l'assertion que les pilotes sont allés dans la mauvaise direction.

Explication de l'erreur des pilotes

Mais est-ce vraisemblable ? Voici l'explication de la Commission : « Les pilotes de Langley se dirigent à l'est, pas au nord, pour trois raisons : tout d'abord, contrairement à un ordre *scramble* normal, cet ordre n'inclut ni la distance de l'objectif, ni sa localisation. Ensuite, un plan de vol « générique », conçu pour que les avions soient rapidement en vol et hors de l'espace aérien local, amène les chasseurs de Langley à croire qu'ils ont reçu l'ordre de voler plein est – route au 90 – sur 100 kilomètres. En dernier lieu, le chef de patrouille et le contrôleur de la FAA locale présument à tort que les instructions du plan de vol, qui sont d'aller « au 090 sur 100 km », annulent et remplacent l'ordre initial de décollage en *scramble.* »

Mais qu'est-ce que c'est que cette explication ? Elle n'est pas très probante.

En ce qui concerne le premier point, on nous dit que l'ordre n'inclut ni la distance, ni l'objectif. Mais il n'y a pas de mystère, les avions sont supposés aller à Baltimore.

En ce qui concerne le second point, on ne nous explique pas pourquoi ils partent sur plan de vol « générique », puisque les F16 sont supposés se diriger vers Baltimore. Et le fait que les avions doivent « être rapidement en vol et hors de l'espace aérien local » ne justifie pas l'application d'un simple plan de vol « générique ». Tous les avions de chasse qui décollent « en *scramble* » sont rapidement en vol, et ils ne sont pas ralentis parce qu'on leur dit ensuite où ils sont censés se rendre. En fait, il semble que les F15 d'Otis aient été ralentis parce qu'ils ignoraient où ils devaient aller. Par ailleurs, au lieu d'être en vol rapidement, les pilotes de Langley mettent six minutes pour décoller (la nouvelle chronologie, comme l'ancienne, indique que l'ordre de décoller a été donné à 9 h 24, mais que les F16 n'ont fini de décoller qu'à 9 h 30).

En ce qui concerne le troisième point, il n'est pas très clair. Bien évidemment, quelqu'un de la FAA est lié à cet incident, donc le pilote de l'armée n'est pas entièrement fautif. Mais dans la mesure où le reste dépend d'une supposition erronée de la part tant du chef de patrouille que du contrôleur de la FAA, tout est de prime abord invraisemblable. Le

contrôleur de la FAA sait certainement, à ce moment-là, que le pays fait face à des détournements intérieurs et non à une menace extérieure « de l'outre-mer ». Mais, si tel est le cas, pourquoi aurait-il conclu que les F16 devaient se diriger au-dessus de l'océan ? Est-ce que, oui ou non, il n'aurait pas dû demander confirmation d'un ordre aussi étrange ?

Éléments appuyant la thèse de l'erreur du pilote

Afin d'appréhender tous ces problèmes, nous allons aborder la seconde question à poser au sujet de cette explication révisionniste : pourquoi les F16 étaient-ils si loin de Washington ? De quels éléments de preuve dispose-t-on ? On fait référence à l'audition de Dean Eckmann, le chef de patrouille, qui eut lieu en décembre 2003, mais sans en donner le contenu (p. 27, 461, note 153).[11] Et il existe deux mémos de la FAA, datés de septembre 2003 (p. 461, note 153), sans élément qui puisse permettre de vérifier l'authenticité des documents de 2001 sur lesquels ils sont fondés.

Étant donné que nous évoquons ici une explication qui suppose une énorme méprise de la part d'un contrôleur de la FAA et d'un pilote tous deux hautement qualifiés, méprise qui a eu pour conséquence la réussite d'une attaque aérienne contre le Q.G. de la force militaire la plus puissante de l'histoire, ne faudrait-il pas mieux étayer cette hypothèse révisionniste ? Les personnes impliquées, comme les pilotes, le contrôleur de la FAA et l'officier de l'armée de l'Air qui a donné l'ordre de décollage, ne devraient-elles pas être soumises à un interrogatoire en règle, sous serment et détecteurs de mensonge ? Philip Zelikow est un historien. Il sait que s'il publiait un dossier révisionniste au sujet d'un événement historique controversé comme la division de l'Allemagne au début de la guerre froide, il lui faudrait l'étayer de manière plus probante que la Commission ne le fait ici pour sa thèse, s'il voulait que son dossier soit pris au sérieux.

Je veux montrer par cet exemple qu'il faut être dans cet état d'esprit non seulement pour examiner cette version de l'erreur du pilote, mais aussi tous les points essentiels que contient la présentation des faits relatifs au vol AA77 : l'affirmation que le Q.G. de la FAA n'a pas averti ses centres régionaux des premiers détournements avant 9 h 20, celle que le vol AA77 a traversé l'espace aérien pendant trente-six minutes vers le Pentagone sans être détecté, la théorie selon laquelle bien qu'American Airlines et la plupart des contrôleurs aériens du Centre de Boston sachent que le vol AA11 a percuté la tour nord, l'un d'eux informe quelqu'un du NEADS que le vol est toujours en l'air et enfin l'affirmation que la FAA n'a jamais demandé aux militaires d'intervenir sur le vol AA77.

Liaisons permanentes entre la FAA et les militaires

La principale assertion révisionniste de la Commission au sujet du vol AA77 est, comme nous l'avons vu, que la FAA n'a pas averti les militaires du détournement ni à 9 h 24 ni à aucun autre moment avant 9 h 38, heure à laquelle la frappe sur le Pentagone s'est produite. La Commission Kean-Zelikow, en faisant le lien entre cette assertion et l'hypothèse que les militaires ignorent en général ce qui se passe dans l'espace aérien américain à moins d'en être informés par la FAA, conclut que personne au Pentagone ne savait que le vol AA77 se dirigeait sur lui. Comme dans la thèse similaire qui concerne le vol n° 175, il existe des témoignages qui contredisent cette affirmation.

Le mémo de Laura Brown

Daté du 23 mai 2003, y sont consignées toutes les informations relatives au pont téléphonique mis en place par la FAA. Elle a déclaré, comme nous l'avons vu précédemment, que cette téléconférence qui englobait le département de la Défense et l'officier de liaison de l'armée de l'Air en contact avec le NORAD, a commencé « quelques minutes » après la première frappe, par conséquent à environ 8 h 50. Elle poursuit avec une déclaration qui n'a pas encore été citée dans son intégralité en disant que la FAA a échangé ses « informations en temps réel [au sujet de] tous les vols sous surveillance, y compris le vol AA77 ».

Finalement, elle exprime ouvertement son désaccord avec la déposition du général Arnold disant que la FAA n'a alerté le NORAD sur le vol AA77 qu'à 9 h 24. Naturellement, par cette affirmation, Arnold ne faisait que reprendre ce qu'indiquait la chronologie du NORAD du 18 septembre. Elle déclare ce qui suit :

« Il est mentionné dans les registres du NORAD que la FAA a adressé une notification formelle sur le vol AA77 à 9 h 24, mais les renseignements sur le vol ont été transmis en permanence au cours des ponts téléphoniques avant la notification formelle. »

Lors de mon entretien téléphonique avec Laura Brown, elle a mis l'accent sur l'importance de cette distinction, en me précisant que la « notification formelle » est avant tout une formalité et qu'elle n'a aucune incidence sur l'heure à laquelle les militaires ont été alertés sur le vol AA77. Elle m'explique que ce qui importe, c'est que les officiers ont reçu « les renseignements en temps réel » sur le vol AA77, au moyen du pont téléphonique mis en place par la FAA à 8 h 50. Bien qu'elle s'exprime d'une voix neutre, elle est visiblement troublée par la déclaration des chefs

militaires qui soutiennent n'avoir eu aucune connaissance du détournement du vol AA77 avant la notification formelle.

Et, à présent, comme si cette affirmation des militaires n'était pas suffisamment aberrante pour des membres de la FAA tels que Laura Brown, la Commission déclare qu'il n'y a pas eu de notification à 9 h 24. L'affirmation d'abord considérée comme orthodoxe du général Arnold est déclarée « inexacte ». La nouvelle orthodoxie que la Commission Kean-Zelikow espère instaurer veut que la FAA n'a jamais signalé aux militaires le détournement du vol AA77 avant la frappe sur le Pentagone. Le contact permanent entre la FAA et les militaires au sujet du vol AA77, auquel Laura Brown fait référence dans son mémo, est effacé de l'histoire parce que la Commission du 11 Septembre a déclaré que la conférence mise en place par la FAA, qui a commencé, selon Brown, quelques minutes après la première frappe sur le World Trade Center, n'a en réalité commencé qu'à 9 h 20 (p. 36).

Laura Brown à la téléconférence du NMCC

La Commission cherche aussi à exclure la possibilité qu'une conversation concernant le vol AA77 puisse s'être déroulée au cours de la téléconférence mise en place par le NMCC. Elle déclare, nous l'avons vu, que la conférence décidée par le capitaine de vaisseau Leidig n'a commencé qu'à 9 h 29. (p. 37) Nous avons également vu que Laura Brown affirme tout d'abord qu'elle n'a débuté qu'à 8 h 25. Elle rectifie par la suite, peut-être à cause de pressions, mais seulement de vingt minutes. Elle indique alors que cette téléconférence a commencé à 8 h 45, soit au moins quarante-quatre minutes avant l'heure donnée par la Commission.

Si on la croit, on est alors forcé de conclure que les militaires utilisent maintenant la Commission du 11 Septembre pour proférer un mensonge. La conviction que Laura Brown, plutôt que les militaires, dit ici la vérité est confortée par le fait que, comme nous l'avons vu précédemment, Tom Flocco rapporte que le capitaine de vaisseau Leidig lui-même, ne « pouvait se rappeler » quand la téléconférence a commencé. Et pourtant, c'était la première fois qu'il présidait une conférence de ce genre, ce moment a donc sûrement été l'un des plus forts de sa vie.

L'article de Matthew Wald dans le New York Times

En outre, il ne s'agit pas simplement ici de la parole de Laura Brown contre celle des porte-parole officiels des militaires. Son point de vue sur ce sujet est conforté par un second témoignage. L'article très connu de Matthew Wald, publié dans le *New York Times* quatre jours après le 11 Septembre, commençait par cette affirmation :

« Pendant tout le temps, environ une heure, où le vol American Airlines AA77 est passé sous le contrôle des pirates de l'air, jusqu'au moment où il s'est abattu sur l'aile ouest du Pentagone, des autorités militaires qui se trouvaient dans un poste de commandement situé dans l'aile est de l'édifice se sont entretenus en urgence avec les responsables du maintien de l'ordre et des responsables du contrôle aérien sur les mesures à prendre. »[12]

Le « poste de commandement de l'aile est » est, bien sûr, le NMCC. Et les « responsables du contrôle du trafic aérien » sont les dirigeants de la FAA.

Là encore, on voit bien que tout le monde savait que le NMCC a été longtemps en contact avec la FAA, en particulier au sujet du vol AA77. Combien de temps ? Lorsque Wald écrit cet article, il croit que le Pentagone a été touché à 9 h 45. Mais même avec ce décalage de sept minutes, en affirmant que la conversation a duré environ une heure, il conforte l'opinion de Laura Brown selon laquelle la conversation a commencé au moins pendant la téléconférence mise en place par le NMCC, avant la première frappe sur le WTC. Ceci est possible, étant donné que tout le monde s'accorde à penser que les militaires savaient à 8 h 40 que le vol AA11 était détourné. En ce qui concerne le vol AA77 et le Pentagone, cette précision sur l'heure de la conférence, avant ou après la frappe sur la tour nord, est, bien entendu, d'une importance secondaire.

Ce qui importe, selon Matthew Wald et Laura Brown, c'est que les militaires auraient été au courant des indices d'alerte révélateurs du détournement du vol AA77 peu après l'apparition de ces signes et des discussions qui s'en sont suivies au sein de la FAA. L'article de Wald était, en fait, intitulé : Pentagon Tracked Deadly Jet but Found No Way to Stop it [Le Pentagone a poursuivi un avion tueur mais n'a pu l'arrêter]. La volonté montrée par la Commission du 11 Septembre de nier que le Pentagone savait que le vol AA77 était détourné ne suffit pas à effacer de tels témoignages de l'historique des événements.

Le compte-rendu de Richard Clarke de la téléconférence de la Maison Blanche

Richard Clarke confirme lui aussi l'existence d'un contact permanent entre la FAA et les militaires, établi bien avant la frappe sur le Pentagone. Il affirme dans son récit de ce matin-là, qu'à 9 h 15, l'audioconférence « menace aérienne » du NMCC est en cours depuis un certain temps. Ainsi qu'il l'est également mentionné, Clarke tient aussi sa propre téléconférence depuis la Maison Blanche. La Commission du 11 Septembre, se référant au cahier d'événements de la salle de réunion de la Maison

Blanche, conclut que la conférence de Clarke ne commence qu'à 9 h 25. Elle ajoute même : « En fait, il n'est pas évident pour nous que la vidéoconférence était parfaitement mise en place avant 9 h 37, au moment de la frappe sur le Pentagone » (p. 36). Mais Clarke indique dans son propre compte-rendu qu'elle commence plutôt avant 9 h 15. Voici pourquoi.

Si on tient compte de la précision toute relative de ce compte-rendu, on peut déduire des deux horaires que cite Clarke que sa téléconférence commence entre 9 h 10 et 9 h 28. D'un côté, il déclare qu'après avoir constaté qu'il était 9 h 03 au moment où il se dirige en toute hâte vers la Maison Blanche, on lui dit à son arrivée que « l'autre tour venait d'être percutée ». Nous pouvons conclure de ces éléments qu'il est arrivé à 9 h 05. Il se précipite alors dans le bureau de Cheney, où il semblerait qu'il ait un entretien d'environ cinq minutes. En supposant qu'il soit entré dans le bureau de Cheney à environ 9 h 06, il l'a donc quitté à 9 h 11, heure à laquelle il dit être allé au centre de vidéoconférence qui donne sur la salle de réunion. D'un autre côté, il explique qu'un instant plus tard il a constaté qu'il était 9 h 28. Peu après, sa conférence est interrompue pendant l'allocution télévisée du président, qui a commencé à 9 h 30. Sa téléconférence doit donc avoir commencé entre 9 h 10 et 9 h 28.

Des discussions qui ont lieu au cours de cette période, on peut déduire que la conférence de Clarke doit avoir débuté bien avant 9 h 28, peut-être même un peu avant 9 h 15. Il rapporte qu'au début de sa téléconférence, il parle du protocole à respecter au cours de la téléconférence. Puis, il a une longue conversation avec Jane Garvey, qui représente la FAA. Pendant cet entretien, ils abordent différents sujets : les deux attaques contre le World Trade Center, où peut donc se trouver le ministre des Transports Norman Mineta, la question de savoir si Garvey peut ordonner l'arrêt complet du trafic aérien, le nombre d'avions qui peuvent avoir été détournés et le fait que pour Ben Sliney, c'est sa première journée comme directeur national des opérations de la FAA. Cet échange verbal a bien dû prendre plusieurs minutes.

Clarke rapporte ensuite que Norman Mineta est arrivé à la Maison Blanche et s'est dirigé vers la salle de situation, après quoi Clarke indique avoir rejoint le vice-président dans l'abri souterrain de la salle de conférence, officiellement connu sous le nom de Centre « Opérations » de crise du président ou PEOC.

Clarke rapporte qu'ensuite, il a un entretien avec le général Richard Myers, représentant les chefs d'état-major, au cours duquel ils parlent de faire décoller des chasseurs et placer une patrouille de défense aérienne sur Washington. C'est à cet instant, quand il demande à Myers le temps que cela prendra, qu'il constate qu'il est 9 h 28. [13]

Tout cela a bien dû prendre dix minutes, probablement plus. Par conséquent, Clarke, dans son compte-rendu, contredit fermement la Commission du 11 Septembre qui estime que la téléconférence de la Maison Blanche n'a commencé qu'à 9 h 25. Toutes ces discussions n'ont pas pu avoir lieu en trois minutes.

Le fait que la conférence de Clarke, selon son rapport, ait commencé plus tôt, est aussi conforté par un témoignage porté devant la Commission du 11 Septembre, par Norman Mineta en personne. Le 23 mai, au cours de sa déposition, Mineta rapporte qu'après son arrivée à la Maison Blanche, il a une brève entrevue avec Clarke, puis il doit aller au PEOC où il arrive à 9 h 20.[14] Selon le récit de Clarke, Mineta arrive à la Maison Blanche cinq minutes après le début de la vidéoconférence de celui-ci. 9 h 20 correspondant à l'heure d'arrivée de Mineta au PEOC, la conférence de Clarke a donc commencé vers 9 h 15.

La suggestion faite par la Commission que la conférence de Clarke pourrait ne pas avoir été pleinement mise en place même à « 9 h 37, heure de la frappe sur le Pentagone » est de plus contredite dans la partie suivante du rapport de Clarke. Il dit que lorsqu'il reprend la téléconférence à la fin du discours présidentiel, il revient vers Jane Garvey, qui discute de la possibilité d'autres détournements, y compris de celui du vol United 93. À ce moment-là, Brian Stafford, le directeur du Secret Service, lui tend une note signalant qu'un avion se dirige dans leur direction. Il s'apprête à ordonner l'évacuation générale de la Maison Blanche, lorsque Ralph Steigler, l'adjoint au chef de C.O. de la salle de réunion, fait irruption en déclarant : « Il y a eu une explosion dans le parking, peut-être une voiture piégée ! » À la suite d'un bref débat sur la CoG (Continuité du gouvernement), l'adjoint de Clarke, Roger Cressey, annonce : « Un avion vient de percuter le Pentagone. » Afin de rendre compte de l'ampleur des dégâts, Roger Cressey fait ce commentaire : « J'aperçois encore Rumsfeld sur l'écran, par conséquent, l'édifice n'est pas entièrement atteint. »[15] Donc, même s'il ne paraît pas évident à la Commission du 11 Septembre que la téléconférence de Clarke était pleinement en place avant la frappe sur le Pentagone, pour Clarke, cela ne fait aucun doute.

Alors, qui croire, Clarke ou la Commission ? Sur quoi fonder un jugement ? D'un côté, si on accepte le rapport de la Commission, il faut croire que Richard Clarke a menti ou que sa mémoire lui a fait cruellement défaut ce matin-là. Mais peut-on supposer qu'il a menti sur l'heure du début de sa conférence, en suggérant qu'elle a commencé environ quinze minutes avant le discours que le président a prononcé à 9 h 30, même en sachant qu'une vidéocassette de la téléconférence peut prouver

qu'il se trompe ? Si tel n'est pas le cas, peut-on supposer que sa mémoire lui ait fait défaut au sujet des quinze minutes d'une matinée qui a dû représenter pour lui l'une des plus intenses de sa vie professionnelle ? D'un autre côté, peut-on mettre en doute l'heure du début estimée à 9 h 25 par la Commission, étant donné qu'elle est attestée, à ce que dit celle-ci, par la main-courante de la cellule de crise de la Maison Blanche ?

Toutefois, bien que la conclusion puisse paraître une question de rhétorique, ce n'est pas le cas. On a des raisons de mettre en doute l'heure de début de la conférence donnée par la Commission, malgré sa référence à la main-courante. Après tout, on est obligé de croire la Commission sur parole quand elle affirme que c'est ce qui est écrit. Notre confiance est suffisamment limitée pour savoir que si ce n'est pas le cas, ce n'est pas la Maison Blanche de Bush qui nous en fera part. Bien sûr, la Commission en publiant son rapport en juillet 2004 a dû envisager la possibilité que l'administration Bush-Cheney soit remplacée par une administration démocrate, qui pourrait, elle, rendre publique la main-courante. Mais elle aurait aussi pu vouloir se garantir contre cette éventualité. Après tout, il suffisait de modifier ce registre pour qu'il corresponde avec sa chronologie. Obtenir une telle modification aurait été l'un des avantages des relations étroites entre la Maison Blanche de Bush et le directeur exécutif de la Commission.

À ce stade, un lecteur attentif aux notes situées à la fin du rapport de la Commission du 11 Septembre ne peut manquer de remarquer que l'heure du début de la conférence, située à 9 h 25, est aussi attestée par la chronologie de la FAA du 11 septembre 2001. (p. 462, note 189) Cependant, comme nous l'avons vu au chapitre 13, pendant tout ce temps cette chronologie n'est pas restée entre les mains de la FAA ou du NTSB, comme c'est le cas en temps normal, mais entre les mains du FBI. Si la Commission Kean-Zelikow a modifié le registre de la salle de réunion de la Maison Blanche, elle a, alors, également modifié la chronologie de la FAA.

Pour penser que des membres de la Commission ou son personnel puissent agir ainsi, il faut bien sûr croire qu'ils pourraient délibérément mentir et falsifier des preuves. Une telle supposition, faite en toute connaissance de cause, devrait être fondée sur la façon dont la Commission appréhende les autres questions. La confiance que j'ai personnellement en la Commission Kean-Zelikow ne porte pas à croire qu'elle, (c'est-à-dire certains de ses membres et/ou son personnel), n'est pas prête à mentir ou à falsifier une preuve si elle le juge nécessaire pour défendre sa cause.

Autre contradiction sérieuse entre le rapport de Clarke et celui de la Commission ; elle porte sur la participation de la FAA et du Pentagone.

D'après le rapport de Clarke, Jane Garvey est là depuis le début, répondant aux questions qui lui sont posées avant 9 h 20, évidemment. Mais la Commission affirme qu'aucun échange significatif n'a eu lieu, dans quelque téléconférence que ce soit, entre la FAA et les militaires. Pour soutenir son assertion, elle déclare que Garvey n'a rejoint la téléconférence de Clarke qu'à 9 h 40, c'est-à-dire, bien sûr, après la frappe sur le Pentagone (p. 36). Dans le rapport de Clarke, comme nous l'avons vu, la première conversation qu'il a avec Garvey porte sur les avions de ligne détournés et l'arrêt du trafic aérien, alors que la Commission soutient que le premier sujet abordé était « la sécurité physique du président, de la Maison Blanche et des agences fédérales » (p. 36). Elle estime que cette discussion a commencé à 9 h 40, qui est aussi selon ses dires l'heure à laquelle la FAA a rejoint la téléconférence. Elle explique ensuite : « Immédiatement après, on a signalé qu'un avion avait percuté le Pentagone. » (p. 36) Par conséquent, sa chronologie exclut la possibilité que la FAA puisse avoir transmis une information importante aux représentants des militaires avant la frappe sur le Pentagone. Une fois encore, on a à se prononcer : faut-il croire Clarke ou la Commission Kean-Zelikow ?

En ce qui concerne la participation du Pentagone, le rapport de la Commission ne contredit pas directement celui de Clarke. Mais en ne le confirmant pas, elle sous-entend qu'il est inexact. Voici ce qu'elle dit :

« Nous ne savons qui, du département de la Défense, était présent mais nous savons qu'au cours de la première heure, aucun membre du personnel en charge de la gestion de la crise n'était là, Et aucune des informations apportées par la vidéoconférence de la Maison Blanche, du moins pendant la première heure, n'a été transmise au NMCC » (p. 36).

Autrement dit, bien que les commissaires ne sachent pas qui représentait le département de la Défense, ils savent qu'il ne s'agissait pas de quelqu'un d'important et que cette personne ne transmettait aucune information au NMCC. Mais alors, s'ils ignorent de qui il s'agit, comment savent-ils ce qu'il ou elle faisait ? En fait, comment peuvent-ils savoir que ce n'était pas carrément un représentant du NMCC ?

Cependant, ces affirmations qui se contredisent elles-mêmes ne constituent pas la plus grave incohérence du compte-rendu de la Commission du 11 Septembre. C'est son assertion qu'elle « ne sait pas qui du département de la Défense participait ». Comment pourrait-on la croire ? Beaucoup de gens au Pentagone savent sûrement qui a participé à la téléconférence de la Maison Blanche. En outre, comme on l'a déjà suggéré, la cassette vidéo de

cette conférence a certainement été conservée. Si personne au Pentagone ne s'en souvient, les enquêteurs auraient pu se faire remettre cette cassette et la visionner dans le cadre de leur travail d'investigation. Ils auraient alors appris, en admettant que le rapport de Richard Clarke soit exact, que les participants du département de la Défense étaient deux personnages plutôt importants : le général Richard Myers, qui assurait l'intérim de président du Comité des chefs d'état-major, et Donald Rumsfeld, le ministre de la Défense. En fait, l'équipe de la Commission n'avait même pas besoin de dénicher la cassette vidéo. Il lui suffisait de lire le livre de Clarke, qui a été le principal sujet de conversation à Washington et dont les émissions d'information on parlé pendant plusieurs semaines après sa parution au début de 2004.

J'ai cité la téléconférence de la Maison Blanche dirigée par Richard Clarke, car elle montre bien, grâce à la présence de témoins, que la FAA et des autorités de l'armée américaine sont restées en contact permanent le matin du 11 septembre bien avant la frappe sur le Pentagone. Mais la Commission nie que la FAA ait pu informer les militaires du détournement du vol AA77 suffisamment à temps pour leur permettre de riposter. Voici sa position générale sur l'ensemble des téléconférences, suivie de ce qu'elle dit de cette téléconférence et de ce vol en particulier :

« La FAA, la Maison Blanche et le département de la Défense ont organisé chacun sa téléconférence inter-services avant 9 h 30. Comme ne participait à ces téléconférences, au moins avant 10 h 00, aucun représentant du bon niveau, tant à la FAA qu'au département de la Défense, personne n'est parvenu à coordonner de façon efficace la riposte de la FAA et des militaires aux détournements […]. Nous n'avons aucune preuve que les participants à la vidéoconférence de Richard Clarke aient eu quelque information préalable de ce que l'American AA77 était détourné » (p. 36).

Ces deux assertions sont fondamentales dans l'argumentation de la Commission du 11 Septembre qui veut démontrer que les militaires ignoraient totalement le détournement du vol AA77.

Malheureusement pour la première assertion, la version de Clarke montre que la téléconférence réunissait exactement des personnes idoines : Jane Garvey, Richard Myers et Donald Rumsfeld.

En ce qui concerne la seconde assertion, le rapport de Clarke ne contredit pas directement celui de la Commission, parce qu'il ne dit pas que le vol AA77 a été mentionné avant la frappe sur le Pentagone, tant par Garvey que par quelqu'un d'autre. Mais dans la vidéoconférence de Clarke, Garvey de la FAA est en liaison avec Myers et Rumsfeld du

Pentagone. Et Garvey devait, à ce moment-là, avoir connaissance des indices d'alerte relatifs au détournement du vol AA77. Comme nous l'avons vu, Laura Brown indique dans son mémo que la FAA, au cours de sa téléconférence, a tenu les responsables de l'armée informés de l'évolution de la situation du vol AA77. Par conséquent, la téléconférence de la Maison Blanche de Clarke offre un contexte supplémentaire dans lequel les militaires, au cas où ils ne l'auraient pas déjà été, auraient pu être informés du détournement du vol AA77.

L'affirmation de la Commission que les militaires n'avaient pas connaissance du détournement du vol AA77 paraît ne pas être fondée sur un examen impartial des éléments de preuve, mais uniquement sur son but qui est de disculper les militaires soupçonnés d'avoir délibérément laissé la frappe sur le Pentagone avoir lieu. Le NORAD, en affirmant de façon déjà outrancière dans sa chronologie du 18 septembre que la FAA ne l'a pas alerté avant 9 h 24, n'a pas réussi à éradiquer ce soupçon. Il a donc fallu déclarer cette assertion « inexacte », et la remplacer par l'affirmation encore plus excessive que les militaires n'ont jamais été avertis du détournement du vol AA77. Cependant, ceux pour qui les preuves et le bon sens ont plus de valeur que la réputation des militaires la trouveront probablement douteuse.

L'étrange dénégation de la Commission à propos de Myers et de Rumsfeld

Il reste un détail à examiner au sujet de la conférence dont il est fait état au paragraphe précédent. J'y ai donné certaines raisons de penser qu'il est parfaitement invraisemblable que la Commission du 11 Septembre ne sache pas qui représentait le département de la Défense à la vidéoconférence de Clarke. En réalité, on ne peut considérer cette dénégation que comme un énorme mensonge. Comme je l'ai mentionné plus haut, quand on soupçonne quelqu'un de mentir, on le soupçonne d'avoir un mobile. À quel mobile la Commission répond-elle lorsqu'elle prétend qu'elle ne sait pas que Myers et Rumsfeld participaient à la conférence de Clarke ?

Elle aurait été fondée à le dire si Myers et Rumsfeld avaient déclaré qu'ils faisaient autre chose à ce moment-là. Imaginons que cela ait été le cas et qu'ensuite la Commission du 11 Septembre, après avoir visionné la cassette vidéo, découvre que ces deux hommes participaient en réalité à la téléconférence de Clarke. Imaginons que la Commission ait ensuite rapporté ce fait. La révélation des mensonges de Myers et de Rumsfeld auraient jeté le doute sur toutes leurs autres dépositions. Les lecteurs en

auraient logiquement déduit que si Myers et Rumsfeld mentaient à ce sujet, ils devaient essayer de dissimuler quelque chose et donc qu'ils mentaient probablement sur d'autres sujets. Cela aurait affaibli le propre rapport de la Commission, parce qu'il repose essentiellement sur les dépositions de Rumsfeld, Myers, ainsi que d'autres chefs militaires. Par conséquent, si Myers et Rumsfeld ont menti sur ce qu'ils faisaient ce matin-là, la Commission a pu juger nécessaire de dissimuler ces mensonges afin d'éviter que de hautes autorités ne doutent de la validité de sa propre narration des événements du 11 Septembre.

Myers et Rumsfeld ont effectivement déclaré qu'ils faisaient autre chose ce matin-là. Je vais d'abord analyser la version de Myers sur le déroulement de sa matinée, puis je la comparerai avec celle de Clarke. Je ferai de même ensuite avec Rumsfeld.

Myers selon Myers : dans une note, la Commission explique ceci : « [Myers] se trouvait sur la colline du Capitole lors de la frappe sur le Pentagone et il a vu de la fumée en revenant en voiture vers l'édifice (déposition de Richard Myers, 17 février 2004) » (p. 463, note 199).

Comme on peut le voir, cette déclaration sur l'endroit où se trouvait Richard Myers ne repose que sur son seul témoignage. La Commission aurait certainement pu citer la déposition du secrétaire d'État à la Défense Rumsfeld, selon laquelle lorsqu'il (Rumsfeld) est arrivé au NMCC à 10 h 30, « Myers revenait juste du Sénat ».[16] Cela n'aurait pas apporté grand-chose parce que, d'après Myers, il était de retour depuis environ cinquante minutes et la Commission elle-même a noté qu'il était au NMCC vers 10 h 00 (p. 38). Par conséquent, il est peut-être compréhensible que la Commission ne cite pas le témoignage de Rumsfeld pour appuyer celui de Myers. Il ne lui reste donc que la déposition de Myers qui est le seul à témoigner qu'il était parti au Sénat.

En outre, si on craint que quelqu'un parmi les membres de la Commission ait simplement mal compris ce que Myers expliquait, on peut vérifier par d'autres sources que la déclaration de la Commission concorde avec une histoire assez élaborée que Myers a semble-t-il racontée à propos de ce qu'il faisait au Sénat. Dans le livre de James Bamford, *A Pretext for War*, on lit l'explication suivante :

« Le général d'armée aérienne Richard Myers, vice-président du comité des chefs d'état-major, commandait les forces armées du pays. Mais, aussi incroyable que cela paraisse, il n'aurait pas été au courant de ce qui se passait autour de lui pendant toute la série d'attaques.

Myers attendait au Sénat de rencontrer le sénateur de la Géorgie, Max Cleland, pour lui confirmer au cours d'un entretien son souhait de

succéder au président du comité des chefs d'état-major lors de la relève à venir. Dans l'antichambre du bureau de Cleland, il regardait à la télévision les reportages en direct qui ont suivi la première frappe contre le World Trade Center, puis il est entré dans le bureau de Cleland pour s'entretenir avec lui. Il y est resté quarante-cinq minutes à faire valoir ses capacités à devenir le nouveau commandant en chef des forces armées […].

Pendant tout ce temps, le général exerçant le commandement des forces armées du pays était totalement ignorant du fait que les États-Unis subissaient les attaques les plus graves depuis près de deux siècles. »[17]

Comme source de cette information, Bamford cite un article du sergent Kathleen Rhem, de l'armée américaine*, publié par le service de presse des Forces américaines environ six semaines après le 11 Septembre.[18]

Comme le dernier paragraphe de Bamford le suggère, cette histoire est incroyable. On veut nous faire croire qu'après qu'un avion de ligne ait percuté la tour nord du World Trade Center, le général d'armée aérienne Myers, faisant fonction de président du Comité des chefs d'état-major, s'est contenté de rester assis à regarder un reportage télévisé comme un citoyen américain ordinaire. On souhaiterait nous convaincre qu'il n'a pas téléphoné au NMCC et que personne du NMCC ne l'a appelé. On veut ensuite nous persuader qu'il est entré dans le bureau de Cleland sans demander à la secrétaire de celui-ci de l'avertir de tout nouveau rebondissement qu'annoncerait la télévision. On veut nous faire croire que même après la frappe sur la tour sud, la secrétaire ne lui a rien dit et que personne du NMCC ou de n'importe où au Pentagone ne l'a appelé pour lui rendre compte et demander des instructions. Pour finir, on veut même nous faire admettre que personne ne l'a appelé après la frappe sur le Pentagone lui-même.

Vu le caractère incroyable de cette histoire, Bamford aurait certainement dû vérifier l'article du sergent Rhem en le comparant avec les versions de gens qui ne dépendaient pas hiérarchiquement de Myers. Bien sûr, Bamford qui, dans un précédent livre retrace « l'Opération Northwoods »[19], ne croit peut-être pas vraiment à ce qu'explique Rhem ; peut-être ne le présente-t-il que comme un élément de la version officielle ? Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas reprocher à Bamford de n'avoir pas comparé l'article de Rhem avec le rapport publié par Clarke, car les livres de Bamford et de Clarke sont sortis en librairie à peu près en même temps (début 2004). Mais ce n'est pas le cas du rapport de la Commission

* L'auteur précise, parce qu'aux États-Unis un sergent n'est pas forcément un militaire. Il peut être policier.

du 11 Septembre, qui n'a été terminé que plusieurs mois après la parution du livre de Clarke. Examinons donc plus attentivement la version de Myers telle qu'elle a été exposée par Bamford et la Commission, puis comparons-la avec ce que le récit de Clarke dit de Myers.

Selon Bamford, Myers regardait à la télévision le reportage retransmis en direct après le premier crash, qui s'est produit à 8 h 46, puis il est entré dans le bureau de Cleland avant le second crash, qui s'est produit à 9 h 03. On peut donc en déduire qu'il est entré dans le bureau de Cleland entre 8 h 55 et 9 h 02. Il y serait ensuite resté jusqu'à 9 h 40. Cette estimation concorde avec le compte-rendu de la Commission, selon lequel « Myers était sur la colline du Capitole lors de la frappe sur le Pentagone, et il a vu de la fumée en revenant en voiture vers l'édifice ».

Myers selon Clarke : le compte-rendu de Clarke sur sa vidéoconférence (laquelle, on s'en souvient, a dû commencer vers 9 h 15) commence par ces déclarations :

« Lorsque je suis entré au centre de vidéoconférence […], j'ai vu des gens qui se précipitaient vers les différents studios : Donald Rumsfeld à la Défense et Georges Tenet à la CIA […]. Le général d'armée aérienne Dick Myers assurait l'intérim du président du Comité des chefs d'état-major, Hugh Shelton, lequel se trouvait quelque part au-dessus de l'Atlantique. Bob Mueller était au FBI […]. »

Plus tard, après avoir discuté avec Jane Garvey, il s'est entretenu avec Myers :

« CEMA, CEMA *. Je présume que le NORAD a fait décoller des chasseurs […] »

« Ce n'est pas beau à voir, Dick ». Dick Myers, lui-même pilote de chasse, continue : « Nous sommes en plein Vigilant Warrior, un exercice du NORAD, mais […]. En ce moment, Langley essaie d'envoyer deux chasseurs. »

« D'accord, combien de temps pour une CAP sur D.C. ** ? »

« On fait au mieux. Quinze minutes ? », répond Myers après avoir interrogé du regard les généraux et les colonels qui l'entourent. Il est alors 9 h 28. [20]

---

* Le texte original dit « JCS, JCS [...] » *Joint Chiefs of Staff*. Comité des chefs d'état-major. En France, la fonction équivalente est celle de CEMA, chef d'état-major des armées.

** Washington - ville.

Ce compte-rendu concorde avec la chronologie du 18 septembre 2001 du NORAD, selon laquelle Langley reçoit l'ordre d'envoyer des chasseurs à 9 h 24. À 9 h 28, la base tente encore de faire décoller deux appareils.

Dans son récit, Clarke parle ensuite de l'arrêt (pendant l'allocution présidentielle), d'une reprise des conversations, de la frappe sur le Pentagone et de la directive transmise par Cheney, qui concerne l'autorisation donnée par le président d'abattre les avions. Ensuite, selon Clarke : « Le général Myers demande : "D'accord, on abat des avions, mais quelles sont les règles d'ouverture du feu * ?" ».[21] Un peu plus tard, après une pause, Clarke écrit ceci :

« Nous avons repris la vidéoconférence. "Defmin **, à vous". J'ai demandé au Pentagone de nous faire le point sur le déploiement de la défense aérienne. »

Dick Myers avait un point de situation prêt. « Nous avons trois F16 de Langley sur le Pentagone, Andrews est en train de faire partir des chasseurs de la Garde nationale aérienne de D.C. […]". »"

Encore plus tard, lorsque Clarke revient de la salle de conférence de l'abri souterrain où il s'est entretenu avec Cheney, les conversations portent sur les nouveaux rebondissements. Dans la dernière phrase du rapport de Clarke sur sa vidéoconférence, à propos des discussions qui ont lieu peu après 15 h 00, on peut lire ceci : « "Les talibans ont prévu de bombarder quarante-deux cibles majeures", a annoncé le général Myers, en parcourant un communiqué qu'on venait de lui remettre. »[23]

Par conséquent, d'après Clarke, le général Myers a pris part du début jusqu'à la fin à la vidéoconférence de la Maison Blanche, avec peut-être quelques interruptions. Si ce que rapporte Clarke est exact, les commissaires auraient pu avoir connaissance de la participation de Myers rien qu'en lisant le livre de Clarke et en vérifier la véracité en visionnant la cassette vidéo. Et s'ils avaient découvert que Myers n'était pas présent, ils

---

* Le texte parle de ROE *rules of engagement*. On ne peut envoyer une force au combat sans lui donner des règles précises d'emploi de la force en général et d'ouverture du feu en particulier. Ici, comme les avions détournés ne sont pas armés, on ne parle que de règles d'ouverture du feu, puisqu'il s'agit de les abattre. Les avions ont déjà les procédures opérationnelles ordinaires d'interception des avions civils, opération de routine, mais le commandement vient d'y ajouter le feu vert pour abattre les avions. Il faut donc compléter les POO par des règles d'ouverture du feu.

** Defmin. En argot militaro-diplomatique français, utilisé dans les réunions interorganismes notamment, le Mindef est le ministre en personne, Defmin est le représentant du ministère. Le texte anglais dit « DoD » ce qui revient au même que Defmin.

auraient dû nous dire que le rapport était faux. Mais la Commission évite même de mentionner le rapport de Clarke qui montre que non seulement Myers était au Pentagone, mais qu'il participait activement à un exercice du NORAD. Il est difficile de ne pas en conclure que elle a délibérément tenté de protéger le compte-rendu de Myers de toute remise en cause.

Il faut aussi se souvenir qu'elle aurait facilement mis fin à cette controverse si seulement Mac Cleland en était resté membre. Ainsi que je l'ai expliqué dans *Le Nouveau Pearl Harbor*[24], Cleland, un démocrate qui a perdu son siège de sénateur lors de la précédente élection, avait besoin d'un emploi salarié. Des sénateurs démocrates l'ont recommandé pour siéger, en tant que représentant démocrate, au conseil d'administration de la Banque d'Import-Export, et la Maison Blanche a envoyé cette proposition au Sénat à la fin de l'année 2003. D'après la Constitution, il est interdit à une même personne d'occuper ces deux fonctions. Cleland démissionna de la Commission où l'ancien sénateur Bob Kerrey l'a remplacé. Mais, si Cleland était resté à la Commission, il aurait pu confirmer ou infirmer la présence de Myers à son bureau, de 8 h 45 à 9 h 45 le matin du 11 septembre. Bien sûr, la présence physique de Cleland à l'audience n'était pas nécessaire. Les commissaires auraient simplement pu lui téléphoner pour lui poser la question, mais, de toute évidence, ils ne leur est pas venu à l'esprit de passer cet appel. On ne dispose donc que des deux rapports contradictoires de Myers et de Clarke pour se forger une opinion.

Rumsfeld selon Rumsfeld : Examinons à présent les divergences entre les affirmations de Clarke sur Rumsfeld d'une part, et la version de Rumsfeld de son propre comportement d'autre part. Mais cette comparaison est compliquée par le fait qu'il existe (au moins) trois versions différentes des activités de Rumsfeld, toutes trois manifestement autorisées par Rumsfeld lui-même.

Version 1 : Peu après le 11 Septembre, Rumsfeld affirme qu'il était dans son bureau du troisième étage au moment de la frappe sur le Pentagone. Il déclare qu'ensuite il est descendu pour voir ce qui se passait et qu'on lui a dit qu'un avion avait percuté le Pentagone. Puis il est allé aider à placer les blessés sur des brancards et à les transporter dans des ambulances. Il est resté « dehors un bon moment » puis il s'est dit qu'il devrait retourner à son bureau pour réfléchir aux mesures à prendre. Cette version a été publiée sur le site Internet du département de la Défense ainsi que dans de nombreux journaux et aux actualités télévisées.[25]

La durée d'un « bon moment » serait « d'environ une demi-heure », d'après un communiqué du département de la Défense, quatre jours après le 11 Septembre.[26] Étant donné que le bureau de Rumsfeld est situé dans

l'aile est, à environ six cents mètres de l'aile ouest, il lui a fallu au moins dix minutes pour faire simplement l'aller et retour. S'il est ensuite allé dans le parking pendant trente minutes, il est resté absent de son bureau de 9 h 40 à 10 h 20.

Version 2 : Lorsque Rumsfeld témoigne devant la Commission, il raconte, bien entendu, une histoire plutôt révisée. Selon un rapport des membres de la Commission publié en mars 2004, il déclare :

« J'étais à mon bureau en compagnie d'un *briefer* de la CIA […]. À 9 h 38, le Pentagone est secoué par une violente explosion d'origine alors inconnue […]. Je suis sorti pour comprendre ce qui se passait. Je ne suis pas resté là longtemps parce que j'étais de retour au Pentagone pour mettre en place avec mon équipe un plan d'urgence vers 10 h 00, à une ou deux minutes près. »[27]

Dans cette version, il n'est pas fait mention de son assistance aux blessés sur des brancards, ni d'un quelconque soutien de sa part. Il est simplement sorti pour voir ce qui se passait, puis il est retourné à son bureau vers 10 h 00. Il a dû y rester très peu de temps puisqu'il a passé la plus grande partie des vingt minutes à faire l'aller et retour.

Il n'est certainement pas resté « une demi-heure ».

Par conséquent, soit Rumsfeld n'a pas dit la vérité, soit lui ou quelqu'un d'autre a divulgué des informations mensongères sur le site Internet du département de la Défense. Mais la Commission, en dépit de sa détermination à présenter « un rapport le plus complet possible » sur le 11 Septembre, n'a pas cherché à savoir auprès de Rumsfeld laquelle de ces deux versions est exacte, si tant est qu'une des deux le soit.

Version 3 : Quoi qu'il en soit, le rapport de la Commission a livré une autre version des activités de Rumsfeld pendant cette période : « Après la frappe sur le Pentagone, le secrétaire d'État à la Défense Rumsfeld s'est dirigé vers le parking afin d'aider les secouristes. » (p. 37)[28] La Commission rapporte aussi qu'à 9 h 44, le NORAD ne savait pas où était Rumsfeld (p. 38). Elle déclare ensuite :

« Il a quitté le parking pour regagner son bureau où il s'est adressé au président (peu après 10 h 00), puis il est allé au Centre technique de soutien où il a pris part à la vidéoconférence de la Maison Blanche. Il s'est dirigé vers le NMCC peu avant 10 h 30 afin de rejoindre le vice-président Myers » (p. 43 et 44).

Il est intéressant de constater ici que la Commission montre qu'elle savait que Rumsfeld avait participé à la vidéoconférence de Clarke, même brièvement. Mais le problème principal de cette version de la Commission réside dans le fait qu'elle associe les deux précédentes versions, bien

qu'elles soient contradictoires. Comme dans la première version, celle de la Commission mentionne l'aide apportée par Rumsfeld aux secouristes. Mais comme dans la seconde, celle de la Commission précise qu'il est revenu à son bureau vers 10 h 00. Donc cette dernière ne peut qu'être fausse.

Il est encore plus important de savoir si toutes les versions concernant Rumsfeld sont fausses. On pourrait envisager cette possibilité s'il est exact, comme certains l'ont dit, qu'il n'existe aucune photographie ni témoin oculaire pour confirmer la présence de Rumsfeld sur le site du crash.[29] De toute façon, on est obligé de conclure que les trois versions de Rumsfeld selon Rumsfeld sont en réalité fausses si on tient pour vraies les déclarations de Clarke à son sujet.

Rumsfeld selon Clarke : Comme nous l'avons vu précédemment, le rapport de Clarke commence ainsi : « Lorsque je suis entré au centre de vidéoconférence […] j'ai vu des gens qui se précipitaient dans les différents studios : Donald Rumsfeld à la Défense et Georges Tenet à la CIA. » Plus loin dans le récit de Clarke, après avoir appris la frappe sur le Pentagone, il déclare : « J'aperçois encore Rumsfeld sur l'écran. » Puis, peu après, il écrit ceci :

« Rumsfeld raconte que la fumée entrait à l'intérieur du bâtiment où se trouvait le centre de téléconférence sécurisé du Pentagone. Franklin Miller lui conseilla vivement de se rendre en hélicoptère sur un site de desserrement* du Pentagone. "Je suis bien trop vieux pour aller sur un site de desserrement", lui a répondu Rumsfeld qui s'est dirigé vers un autre bâtiment du Pentagone. »

Un peu plus tard, lorsque Clarke revient de la salle de conférence de l'abri souterrain où il s'est entretenu avec Cheney, les conversations portent sur les nouveaux rebondissements, puis : « Le directeur de la CIA, Georges Tenet, est remonté assez vite […]. Le secrétaire d'État à la Défense, Don Rumsfeld, a fait un point de l'état des forces**. »[30]

Donc, d'après Clarke, Rumsfeld n'était pas à son bureau lors de la frappe sur le Pentagone, ainsi qu'il le dit dans son propre compte-rendu de ses activités, mais « au centre de téléconférence sécurisé » du Pentagone.

---

* Une zone ou un site de desserrement est un lieu où l'on déplace les unités de combat ou les installations sensibles en cas de crise qui met en danger les installations stratégiques politiques ou militaire d'un pays menacé.

** Il s'agit d'un point de situation général qui fait l'état des forces en mesure d'être engagées immédiatement, celles qui sont déjà en alerte de permanence, et celles qu'on peut mobiliser immédiatement.

En outre, après la frappe sur le Pentagone, il n'est pas allé vers l'aile ouest pour voir ce qui se passait. Il est simplement allé vers un autre bâtiment.

Dans le cadre du sujet de ce chapitre, l'intérêt de cette étude est qu'elle permet de tirer deux conclusions principales de l'examen des versions des activités de Rumsfeld. La première, c'est que la Commission connaissait certainement l'existence de ces versions contradictoires de Rumsfeld et qu'elle a pourtant choisi d'en faire état. Il semble donc qu'elle a délibérément dissimulé le fait que Rumsfeld a menti dans deux de ses versions, voire dans les trois.

La seconde, c'est que si la version de Clarke est exacte, alors Rumsfeld, tout comme Myers, était présent et aurait pu entendre tout ce qui se disait au sujet du vol AA77, en dépit de la tentative de la Commission de proclamer le contraire.

Le compte-rendu de Norman Mineta

Dans les deux sous-chapitres précédents, on a examiné des comptes-rendus qui laissent supposer que le Pentagone a appris par la FAA qu'un avion de ligne se dirigeait vers lui. Mais une autre déclaration, faite par le secrétaire aux Transports, Norman Mineta, suggère que le vice-président Cheney Ta, lui, appris directement.

Comme on l'a vu précédemment, Mineta déclare le 23 mai 2003, lors de sa déposition devant la Commission du 11 Septembre, qu'il est arrivé à 9 h 20 au Centre opérationnel d'urgence présidentiel dirigé par le vice-président Cheney. Au cours de son témoignage, il rapporte le fait suivant :

« Pendant qu'un avion faisait route vers le Pentagone, il y avait un jeune homme qui venait régulièrement informer le vice-président : "L'avion est à quatre-vingts kilomètres." "L'avion est à cinquante kilomètres." Et lorsqu'il est arrivé à "quinze kilomètres", le jeune homme a interrogé le vice-président : "Est-ce que les ordres tiennent toujours ?" Le vice-président s'est alors vivement tourné vers lui et a répondu : "Bien sûr que les ordres tiennent toujours. Avez-vous entendu quoi que ce soit qui vous laisse croire le contraire ?" »[31]

Lorsque le commissaire Timothy Roemer lui demande combien de temps après son arrivée cette conversation a eu lieu, Mineta répond : « Probablement cinq ou six minutes », ce qui, comme l'a indiqué Roemer, correspondrait à « 9 h 25 ou 9 h 26 environ ». Quant aux ordres auxquels il est fait allusion, Mineta présume qu'ils étaient d'abattre l'avion.

La supposition de Mineta pose cependant trois problèmes. Tout d'abord, cette interprétation impliquerait que Cheney a donné l'autorisa-

tion d'abattre l'avion avant 9 h 25, ce qui est beaucoup plus tôt, comme nous le verrons par la suite, que ce que Clarke affirme. Ensuite, l'interprétation de Mineta ne concorde pas avec ce qui s'est passé par la suite puisque l'avion qui se dirigeait vers le Pentagone n'a pas été abattu. Pour finir, l'interprétation de Mineta rendrait les choses incompréhensibles. Si Cheney avait donné l'ordre attendu – abattre un avion qui s'approchait du Pentagone – on ne pourrait pas expliquer pourquoi le jeune homme a demandé si les ordres tenaient toujours. Il lui aurait paru évident que les ordres tiendraient jusqu'à ce que l'avion soit effectivement abattu. Pourtant, sa question aurait un sens si « les ordres » en question présentaient un caractère inhabituel.

Quelques critiques du compte-rendu officiel ont donc émis l'idée que « les ordres » en question consistaient à *ne pas* abattre l'avion. Mais, bien sûr, cette interprétation, qui paraît la plus plausible, mettrait l'administration Bush et le Pentagone en grande difficulté.

Il n'y a donc rien de surprenant à ce que, bien que le compte-rendu de Mineta ait été mentionné en mai 2003, dans le rapport des membres de la Commission sur le 11 Septembre, il ne soit pas inclus, ni même mentionné, dans le rapport final. Cet escamotage est une preuve assez évidente que l'objectif réel de la Commission n'est pas de présenter le rapport le plus complet possible sur le 11 Septembre mais de défendre la version soutenue par l'administration Bush et le Pentagone.

Quand a-t-on signalé l'appareil non identifié pour la première fois ?

Si le témoignage de Mineta avait été inclus dans le rapport, cela aurait créé un autre problème à propos de l'assertion principale de la Commission sur le 11 Septembre au sujet de la frappe sur le Pentagone : l'alerte au sujet d'un avion non identifié se dirigeant vers Washington n'est intervenue qu'à 9 h 36, soit seulement « une ou deux minutes » avant que le Pentagone soit touché, (p. 34) Contrairement à la chronologie du NORAD en 2001 et au témoignage de ses membres en mai 2003, la Commission Kean-Zelikow en conclut que les militaires n'ont pas eu quatorze minutes mais tout au plus une ou deux pour réagir à l'avion non identifié qui s'approchait du Pentagone, (p. 34) Mais le compte-rendu de Mineta, avec son témoignage sur l'avion en approche à quatre-vingts, puis cinquante, et ensuite quinze kilomètres, conduit à conclure que les responsables gouvernementaux ont disposé de plus de deux minutes de temps de réaction.

Quant à la question de savoir quelle version croire, une enquête qui se serait penchée sur les faits aurait permis de montrer que le témoignage de Mineta concorde avec ce qu'avaient auparavant rapporté les médias. Un an après le 11 Septembre, la chaîne ABC News donne pratiquement la même version sur le déroulement du vol de l'avion, à savoir qu'il était à quatre-vingts, puis à cinquante, puis à quinze kilomètres, la seule différence étant la question de l'heure exacte des faits. ABC indique qu'à 9 h 27, l'avion se trouvait à quatre-vingts kilomètres, alors que Mineta situe ce moment entre « 9 h 25 et 9 h 26 ». [32] Donc, les deux versions, celle de Mineta et celle d'ABC News, se rejoignent sur le fait que le vice-président Cheney avait eu des renseignements précis sur l'avion non identifié neuf minutes plus tôt que ce qu'affirme aujourd'hui la Commission. Le gouvernement aurait donc eu onze ou douze minutes pour riposter et pas seulement « une ou deux minutes ».

Bien sûr, l'assertion de la Commission en tant que telle est que les militaires avaient seulement une ou deux minutes pour réagir, alors que les comptes-rendus donnés par Mineta et ABC News portent à croire que le vice-président Cheney ainsi que d'autres personnes présentes dans l'abri souterrain avaient été informés plus tôt. La Commission aurait pu concilier ces versions en déclarant simplement que ni Cheney, ni les agents du Secret Service, ni l'officier de liaison au PEOC n'ont rendu compte de cette information au Pentagone. Mais évidemment, cela ne passerait pas. Donc, la contradiction demeure.

En outre, en dehors du fait que le compte-rendu de la Commission est incompatible avec les rapports des médias de cette période et le témoignage du secrétaire des Transports de l'administration Bush, il comporte un autre problème. Il se contredit lui-même.

D'un côté, la Commission Kean-Zelikow nous dit que les « une ou deux minutes » ont seulement permis au Pentagone d'identifier l'avion. Après avoir été informé à 9 h 36, le Pentagone aurait donné l'ordre à un avion-cargo militaire C-130H non armé déjà en vol, « d'identifier et de suivre l'avion suspect ». Après quoi :

« Le pilote du C-130H l'a repéré, identifié comme étant un Boeing 757, a essayé de rester dans son sillage, et à 9 h 38, quelques secondes après l'impact, a rendu compte à la tour de contrôle : "On dirait que l'appareil s'est écrasé contre le Pentagone, Monsieur" » (p. 25 et 26).

Cet élément de sa narration est évidemment important parce que s'il est exact, il réfuterait l'allégation selon laquelle l'avion qui a percuté le Pentagone n'était pas un Boeing 757. Cependant, aussi utile soit-il, ce compte-rendu nous paraît difficile à concilier avec ce qui nous a été dit auparavant.

Nous avons vu au chapitre 1 que la Commission avait répété le célèbre compte-rendu sur la manœuvre sidérante exécutée par l'avion avant qu'il percute le Pentagone. D'après ce rapport, le Secret Service a entendu parler par l'aéroport d'un avion non identifié à 9 h 34 et non à 9 h 36. Par ailleurs, dans ce rapport on nous dit :

« Le vol AA77 se trouvait à huit kilomètres ouest-sud-ouest du Pentagone, et a entamé un virage de trois cent trente degrés. En fin de manœuvre, il a continué à descendre de sept cents mètres et a mis le cap sur le Pentagone » (p. 9).

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, cet élément du compte-rendu est mentionné beaucoup plus loin dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre avec cette remarque que le président a été très impressionné par « la vitesse vertigineuse à laquelle Hanjour est entré dans le Pentagone ». (p. 334)

On n'en parle cependant pas dans le dernier rapport, qui explique comment on a identifié l'avion comme étant un Boeing 757. Après avoir identifié l'avion, le pilote militaire s'est contenté « d'essayer de rester dans son sillage », puis il a fait ce commentaire : « On dirait que l'appareil s'est écrasé contre le Pentagone» (p. 25 et 26). Au vu de l'autre compte-rendu, on aurait pu s'attendre à ce que le pilote du C-130H fasse une remarque sur la difficulté qu'il avait à « rester dans son sillage » pendant que l'appareil effectuait une spirale descendante de trois cent trente degrés. Et on aurait été en droit de s'attendre à ce que le pilote militaire soit au moins autant impressionné que le président par cet autre pilote qui avait réussi une manœuvre aussi étonnante avec un Boeing 757.

En outre, en dehors du mal qu'elle a manifestement à se prononcer d'une manière formelle sur la version à donner des dernières minutes de l'avion qui a frappé le Pentagone, la Commission a aussi, à l'évidence, des difficultés à se prononcer sur l'heure à laquelle les agents du Secret Service de Cheney ont reçu la première notification concernant l'avion. Nous avons vu aux pages 27 et 34 que les agents l'ont eue à 9 h 36. À la page 9, ils l'ont eue à 9 h 34. Dans le rapport du 17 juin 2004, les agents ont reçu cette notification à 9 h 32.

Ces contradictions internes au sein même de la Commission, jointes aux divergences entre son rapport et les comptes-rendus de Mineta et d'ABC News, qui ont situé la plage horaire entre 9 h 25 et 9 h 27, laissent supposer que la Commission a finalement statué sur l'heure, 9 h 36 selon son estimation, non pas en se fondant sur des preuves tangibles mais parce que cette heure lui permet d'affirmer que les militaires « avaient eu au plus une ou deux minutes pour réagir face à l'avion non identifié qui s'approchait de Washington ».

Pourquoi les chasseurs n'étaient-ils pas depuis plus longtemps au-dessus de Washington ?

La plupart des éléments du rapport de la Commission que nous avons vus jusqu'à présent – l'omission de la FAA à alerter les militaires, la perte du vol AA77, l'avion fantôme, l'erreur du contrôleur aérien de la FAA et du chef de patrouille, l'hypothèse qu'il n'y a pas eu de contact permanent entre la FAA et les militaires et celle selon laquelle les militaires n'ont eu qu'une ou deux minutes pour réagir à l'arrivée d'un avion –, ont servi à expliquer pour quelle raison il n'y avait aucun avion militaire en mesure d'empêcher la frappe sur le Pentagone au-dessus de Washington. Seulement, pourquoi n'avait-on pas déployé de chasseurs beaucoup plus tôt au-dessus de la capitale, dès qu'il a été évident que le pays était attaqué ? Pourquoi, en d'autres termes, n'a-t-on pas déployé une couverture de CAP au-dessus de Washington, dès 9 h 03, après la frappe sur la seconde tour ?

L'excuse donnée par le NORAD est que la FAA ne l'a pas averti que le vol AA77 se dirigeait vers Washington. Mais n'aurait-il pas dû être évident pour les militaires qu'ils devaient envoyer des chasseurs pour protéger la capitale, après qu'ils eurent compris qu'une attaque terroriste était en cours au moyen d'avions de ligne, même si on ne leur avait pas signalé de menace précise ?

Cette question prend toute sa dimension à la lecture d'un article de William B. Scott, publié en 2002 dans *Aviation Week and Space Technology.* Selon lui, après la seconde attaque contre le World Trade Center, « […] des appels provenant d'unités de chasseurs […] ont commencé à affluer au NORAD et dans les centres opérationnels du secteur pour demander : "Que pouvons-nous faire pour vous aider ?" À Syracuse, dans l'État de New York, un commandant de l'armée de Terre de la Garde nationale a fait cette offre à Marr, le commandant du NEADS : "Donnez-moi dix minutes et je vous donnerai des canons. Donnez-moi trente minutes et j'aurai des missiles thermoguidés. Donnez-moi une heure et je vous fournirai l'artillerie lourde." Marr a répondu : "Je veux tout." »[33]

Si ce récit est exact, dans ce cas, pourquoi n'y avait-il aucun chasseur au-dessus de Washington à 9 h 37 ? On aurait pu penser que la Commission sur le 11 Septembre demanderait au colonel Marr ou au général Ralph Eberhart, le commandant du NORAD, pour quelle raison, si ces offres « ont commencé à affluer au NORAD », elles ont été déclinées. Si c'est le cas, alors que par la suite le NORAD a déclaré que le Pentagone a été touché parce qu'aucun chasseur n'était disponible pour protéger Washington, on devrait en déduire qu'il a délibérément laissé la capitale

sans protection. On est en droit de penser que cette déduction valait bien quelques minutes du temps de la Commission. Toutefois, dans son rapport, elle n'évoque pas ces offres.

Toujours plus de preuves contre les thèses de la Commission

Les preuves qui remettent en question le compte-rendu de la Commission sur le vol AA77 et la frappe sur le Pentagone ne se limitent pas aux éléments mentionnés dans ce chapitre. On trouve l'essentiel des preuves au chapitre 3 qui contient un grand nombre d'arguments réfutant l'affirmation selon laquelle l'avion qui a frappé le Pentagone était le vol AA77. Ces arguments sont les suivants :

1) Hani Hanjour, le prétendu pilote du vol AA77, n'avait pas les compétences requises pour réussir la manœuvre qui aurait conduit l'avion contre l'aile ouest du Pentagone,

2) l'aile ouest du Pentagone était la partie la moins susceptible d'être frappée par les terroristes,

3) les photographies prises peu après la frappe montrent que la façade de l'aile ouest ne s'était pas encore effondrée et que le trou creusé à l'entrée par l'avion, lors de l'attaque en piqué, était très petit,

4) le fait qu'aucun débris du Boeing 757 n'était visible aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du Pentagone, associé au fait que les incendies, en particulier les incendies normaux à base d'hydrocarbures, ne font pas fondre des avions, pas plus qu'ils ne les font « disparaître » !

5) un avion commercial aurait été automatiquement abattu par des batteries antimissiles du Pentagone parce qu'il ne possédait pas de transpondeur militaire, et

6) le Pentagone n'a pas présenté de vidéos montrant que l'avion était bien un Boeing 757.

Pour les personnes qui ont connaissance de toutes ces preuves, le fait que la Commission se refuse à même les mentionner conduit à penser qu'elle a compris qu'elle ne pouvait pas les réfuter. Son seul essai en ce sens est une tentative de prouver que « l'avion non identifié » qui se dirigeait vers le Pentagone était effectivement un Boeing 757. Cependant, comme nous l'avons vu, son histoire sur l'essai d'identification de l'avion juste avant qu'il frappe le Pentagone en contredit une autre sur les dernières minutes de vol de l'appareil. En d'autres termes, la seule réfutation de la Commission contre toutes les preuves citées ci-dessus est un témoignage qui est démenti dans d'autres pages du rapport Kean-Zelikow lui-même.

Conclusion

La Commission sur le 11 Septembre a essayé de défendre les militaires, soupçonnés de complicité dans l'attaque contre le Pentagone. Cependant, pour ceux qui connaissent les incohérences de son argumentation, elle est loin d'y être parvenue.

Tout d'abord, elle a purement et simplement ignoré presque toutes les preuves qui conduisent à penser que l'avion qui a frappé le Pentagone ne peut pas être le vol AA77, parce qu'il ne peut pas s'agir d'un Boeing 757.

En second lieu, dans sa détermination à vouloir démontrer que les militaires n'avaient pratiquement aucun renseignement avant la frappe sur le Pentagone, elle a inventé une histoire pleine d'invraisemblances, d'omissions, de contradictions par rapport à d'autres témoignages crédibles, et même de théories qui se contredisent. Parmi les invraisemblances, on compte les histoires du vol AA11 fantôme et des pilotes de Langley survolant l'océan. Quant aux omissions, on peut y classer le rapport selon lequel le Centre de la FAA à Indianapolis n'a appris le détournement du vol AA11 que lorsque le vol AA77 a commencé à divaguer, le fait que la sophistication des systèmes radar militaires rend absurde l'hypothèse qu'on ait pu perdre la trace du vol AA77 pendant plus d'une demi-heure, et la plus sérieuse, celle du témoignage selon lequel la FAA et les militaires se sont longuement entretenus du vol AA77 ; une probabilité que la Commission sur le 11 Septembre s'est acharnée à réfuter jusqu'aux limites de l'absurde, au point de dissimuler les incohérences des comptes-rendus sur les activités de Myers et de Rumsfeld. Les contradictions avec d'autres témoignages crédibles portent notamment sur ceux de Clarke et de Mineta. Les théories qui se contredisent elles-mêmes portent sur les trois heures différentes auxquelles elle situe l'alerte sur l'avion en approche et sur les deux versions de ses dernières minutes avant qu'il ne percute le Pentagone.

La tentative de la Commission de défendre l'attitude adoptée par les militaires quant au vol AA77 est aussi inefficace que celles qu'elle a entreprises quant aux vols AA11 et UA175. Étudions maintenant sa tentative quant au vol UA93, du même tonneau bien qu'elle porte sur des problèmes différents.

Chapitre 15

La Commission et le vol UA93

Jusqu'à présent, la Commission a tenté de démontrer les trois-quarts de la thèse centrale de son premier chapitre. Cette thèse consiste en la double affirmation suivante :

- Le « préavis de neuf minutes [reçu par le NEADS au sujet du vol AA11 avant qu'il ne frappe la tour nord] est le plus long qu'aient reçu les militaires pour les quatre vols » (p. 21).

- En fait, les militaires n'ont reçu « aucune alerte concernant le second avion, le troisième ou le quatrième » (p. 31).

Après avoir défendu sa position dans le cas des trois premiers avions, la Commission entreprend de présenter des arguments concernant le quatrième avion, le vol UA93. Selon son rapport, voici ce qui s'est réellement passé.

Une fois encore, la FAA ne donne pas l'alerte

Le contrôleur aérien du Centre de la FAA de Cleveland reçoit la dernière transmission normale du vol United Airlines n° 93 à 9 h 27. Moins d'une minute plus tard, il entend des « sons indistincts qui ressemblent à des cris », puis il remarque que le vol UA93 est descendu de deux cents mètres. À 9 h 32, il entend quelqu'un qui ordonne : « Restez assis. Nous avons une bombe à bord. » Le contrôleur informe immédiatement son supérieur, et cette information remonte rapidement la chaîne de commandement : « À 9 h 34, l'information sur le détournement parvient au Q.G. de la FAA » (p. 28).

Mais là cesse la rapidité de transmission. À 9 h 36, le Centre de Cleveland de la FAA appelle le P.C. de Herndon pour savoir si quelqu'un a demandé aux militaires d'intercepter le vol. Cleveland propose même d'appeler directement. Mais « Le P.C. répond à Cleveland que c'est aux gens de la FFA placés beaucoup plus haut dans la hiérarchie de demander l'appui de l'armée de l'Air, et qu'ils sont en train de travailler sur le sujet »

(p. 28 et 29). C'est peut-être l'argument le plus fort qu'avance la Commission pour étayer sa thèse selon laquelle avoir rigoureusement suivi la voie hiérarchique a empêché les centres régionaux de la FAA d'appeler directement les militaires. Elle suggère également ici que des responsables de Herndon et du Q.G. de la FAA ont obstinément refusé de faire appel aux militaires, même quand leurs subordonnés sur le terrain les en ont instamment priés.

À en croire ce compte-rendu, il nous faut admettre que Monte Belger, le directeur de quart au Q.G. de la FAA et Ben Sliney, le nouveau directeur national des opérations au P.C. de Herndon, ainsi peut-être que d'autres responsables de ces mêmes centres de décision, ont été obligés de se concerter pour savoir si une information disant qu'un avion de ligne était détourné avec une bombe à bord valait la peine que l'on dérange les militaires. En plus, ils ont sûrement dû en débattre pendant pas mal de temps. Après dix autres minutes, à 9 h 46, Herndon annonce au Q.G. de la FAA que le vol United Airlines n° 93 est à « vingt-neuf minutes de Washington » (p. 29). On pourrait supposer que ce renseignement aurait finalement décidé le responsable des détournements de la FAA, qui se trouvait à Washington vers où l'avion se dirigeait, à décrocher son téléphone pour appeler le NMCC. Mais, au lieu de cela, encore trois minutes plus tard, à 9 h 49, « treize minutes après que le Centre de Cleveland eut appelé pour demander s'il fallait appeler les militaires à l'aide », il paraît que la conversation suivante a lieu entre le P.C. de Herndon et le Q.G. de la FAA :

PC. : Euh… Est-ce qu'on envisage, euh… de faire *scrambler* la chasse ?

Q.G. de la FAA : Mon Dieu, je n'en sais rien.

PC. : Euh… Il va bien falloir que quelqu'un se décide… et sans doute dans les dix minutes qui viennent.

Q.G. de la FAA : Euh… Tu sais, tout le monde vient de quitter la salle [de situation] (p. 29).

En publiant cette conversation, le but de la Commission est manifestement de donner l'impression que l'incompétence continuait de sévir à la FAA.

Quoi qu'il en soit, on nous dit qu'à 9 h 53, Monte Belger est en pleine discussion avec Peter Challan, directeur adjoint du service du trafic aérien, pour décider s'il faut demander aux militaires de lancer la chasse. C'est, du moins d'après un témoin, ce dont ils s'entretiennent, mais tous les deux affirment ne pas se souvenir de cette discussion (p. 29 et 30, p. 461 note

167). Mais qu'ils l'aient tenue ou non, ils n'appellent finalement pas. Pendant les dix minutes qui suivent, d'après la Commission, le Q.G. de la FAA continue à être informé sur la progression du vol UA93 jusqu'au moment où, à 10 h 03, l'avion s'écrase près de Shanksville, en Pennsylvanie, à deux cents kilomètres de Washington (p. 30).

Les militaires ignorent le détournement du vol UA93

Dans l'éventualité où certains lecteurs auraient manqué le point le plus important de ce récit, le rapport Kean-Zelikow donne un résumé de son argumentation.

« Bien qu'on ait discuté de savoir s'il fallait appeler l'armée à l'aide, personne au Q.G. de la FAA ne demande l'intervention des militaires ni ne leur transmet les informations qui arrivent sur le vol UA93 » (p. 30).

Cette conclusion est, bien entendu, de la plus grande importance, car les militaires ont été soupçonnés, dès le début, d'avoir abattu l'avion en question. Par ailleurs, nous avons vu au chapitre 11 que de nombreux éléments contribuent à entretenir ce soupçon. Néanmoins, le rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ne fait allusion à aucun de ces éléments. Il note simplement : « Les responsables du NEADS chargés de la défense aérienne n'ont jamais pu localiser le vol, ni même le suivre sur leurs écrans radars. L'avion s'était déjà écrasé au moment où ils apprirent qu'il était détourné » (p. 31).

C'est le point central de l'argumentation de la Commission sur le vol UA93. Pour s'en convaincre, il faut noter que cette affirmation est répétée à trois autres reprises :

« Au moment où les militaires entendent parler de l'avion, il s'est déjà écrasé. » (p. 34).

« À 10 h 03, heure à laquelle le vol United Airlines 93 s'écrase en Pennsylvanie, son détournement n'a pas été signalé aux militaires » (p. 38).

« Le NORAD n'a connaissance du détournement de l'avion qu'après qu'il s'est écrasé » (p. 44).

Ce qu'implique cette assertion maintes fois répétée, c'est qu'il est impossible que les militaires aient abattu le vol UA93 puisqu'ils ignoraient qu'il avait été détourné. L'argument serait valable si cette affirmation était exacte.

Mais il existe de bonnes raisons de croire qu'elle ne l'est pas. En ce qui concerne les vols UA175 et AA77, ainsi que nous l'avons vu, les téléconférences ont servi à étayer les affirmations de la Commission. Celle-ci

soutient que les militaires ignoraient le détournement de ces deux vols pour les raisons suivantes :

– Ils n'avaient reçu aucun appel téléphonique les en informant officiellement ;

– Les téléconférences ont commencé trop tard pour être d'une quelconque utilité.

Pourtant, dans chacun de ces cas, plusieurs récits de personnes ayant connaissance de la vérité battent en brèche cette affirmation sur les téléconférences. Quant à celle qui porte sur le vol UA93 et qui veut qu'au moment où les militaires apprennent son détournement, l'avion se soit déjà écrasé, il existe aussi des témoignages qui l'invalident.

Les téléconférences n'ont-elles servi à rien ?

En ce qui concerne le vol UA93, le rapport Kean-Zelikow ne peut pas invoquer le moment beaucoup trop tardif de la mise en place des téléconférences pour justifier l'ignorance des militaires. Même sa toute dernière chronologie situe l'heure du début des trois téléconférences à 9 h 30. Alors, elle soutient en contrepartie que toutes les téléconférences n'ont, en pratique, été d'aucune utilité, du moins pour ce qui est de l'éventualité que les militaires auraient pu être informés par la FAA du détournement du vol UA93. J'examinerai au cas par cas le point de vue de la Commission sur les trois téléconférences : celle de la FAA, celle du NMCC et la vidéoconférence de la Maison Blanche.

La téléconférence de la FAA

La façon dont la Commission prend soin de séparer le département de la Défense et la FAA apparaît dans la description qu'elle fait de la téléconférence de la FAA. Voici ce qu'elle en dit :

« À 9 h 20 environ, les membres de la sécurité du Q.G. de la FAA débutent une téléconférence « détournements d'avions » qui les met en relation avec plusieurs ministères et services, dont le département de la Défense. Le représentant du NMCC qui y a participé nous précise que la conférence n'était diffusée que par intermittence, car l'information arrivait par à-coups, n'apportait pas grand-chose et que d'autres tâches importantes s'imposaient » (p. 36).

En fait, d'après le compte-rendu de la Commission, le NMCC n'a rien pu retenir de cette téléconférence, sinon qu'elle « n'a pas apporté grand-chose ».

La téléconférence du NMCC

Selon la Commission Kean-Zelikow :

« Au sein du NMCC, le sous-chef “Opérations” ordonne le lancement d’une conférence « événement grave » tous sujets. Elle débute à 9 h 29 par un bref récapitulatif […]. On demande à la FAA de faire un point sur la situation, mais la ligne reste muette : on n’a pas inclus la FAA dans la téléconférence. » (p. 37).

Ainsi donc, le NMCC commence par refuser de participer à la téléconférence de la FAA, puis omet de l’ajouter à sa propre téléconférence. Quoi qu’il en soit, on nous explique ensuite qu’après une brève interruption :

« La téléconférence reprend à 9 h 37 sous le format “ menace aérienne ” et dure plus de huit heures. Le président, le vice-président, le secrétaire à la Défense, le vice-président du Comité des chefs d’état-major, le conseiller adjoint à la Sécurité nationale, Stephen Halley, y prennent tous part à un moment ou à un autre, ainsi que les militaires de Fabri souterrain de la Maison Blanche et l’aide de camp du président en place dans Air Force One. Les opérateurs s’activent fébrilement pour inclure la FAA, mais ils se heurtent à des difficultés techniques et ont du mal à trouver des lignes téléphoniques sécurisées » (p. 37).

En d’autres termes et pour une raison indéterminée, le NMCC est en mesure de relier tout le monde à sa téléconférence, sauf la FAA, organisme qui, par définition, informe le NMCC de tous les incidents relatifs aux avions, et ceci au moyen de téléphones sécurisés.

La Commission continue ensuite à jouer à « Cherchez l’erreur » en affirmant :

« Le NORAD demande, à trois reprises, de confirmer la présence de la FAA dans le réseau de téléconférence. Le représentant de la FAA qui rejoint enfin la conférence à 10 h 17 n’a ni l’expérience ni l’autorité pour faire face à un détournement d’avion. Il n’a accès ni aux décideurs ni à aucune des informations dont dispose la direction de la FAA » (p. 37).

Cette déclaration, outre qu’elle insiste sur le fait que le NORAD a demandé la participation de la FAA, nous apprend que lorsque celle-ci rejoint enfin la téléconférence du NMCC, elle place un incapable au téléphone. Nous sommes également renseignés sur le fait que cela n’a, en fin de compte, rien changé : quand la FAA rejoint enfin le groupe, le vol UA93 s’est déjà écrasé. Décidément, il n’y a aucune chance que la FAA ait averti les militaires du détournement de l’appareil.

La visioconférence de Clarke avec la Maison Blanche

La Commission admet que la FAA et le département de la Défense sont tous deux représentés à la téléconférence de Richard Clarke. Pourtant, elle précise qu'« aucune des informations diffusées lors de la téléconférence de la Maison Blanche, du moins pendant la première heure, n'est transmise au NMCC » (p. 36). La Commission affirmant que la conférence de Clarke n'a commencé qu'à 9 h 25, cette « première heure » couvre la période pendant laquelle on a transmis l'autorisation d'abattre l'avion et qui se termine par la chute du vol UA93.

Si nous n'avions que le compte-rendu de la Commission sur cette téléconférence, nous n'aurions aucune raison de la contredire sur l'hypothèse que la FAA n'a pu transmettre aucune information au NMCC sur le vol UA93. Seulement, et nous l'avons déjà souligné, nous disposons du propre compte-rendu de Clarke qui brosse un tableau très différent.

Tout d'abord, ainsi que nous l'avons vu au chapitre 14, la Commission affirme qu'à « aucune [des trois] téléconférences, du moins avant 10 h 00, la FAA ni le département de la Défense n'avaient délégué les responsables idoines ». Pourtant, d'après le compte-rendu de Clarke que nous avons déjà évoqué, c'est faux, puisque la directrice de la FAA Jane Garvey, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le faisant fonction de président du Comité des chefs d'état-major, Richard Myers, y ont pris part.

Un autre élément du compte-rendu de Clarke ébranle encore plus l'affirmation de la Commission selon laquelle les militaires n'apprennent le détournement du vol UA93 qu'après sa chute. Selon Clarke, lorsque sa téléconférence reprend après une interruption à 9 h 30 pour écouter le président, la conversation suivante s'engage :

« FAA, FAA, à vous. Votre point de la situation ! Vous estimez à combien le nombre d'avions encore détournés ? »

Garvey parcourt une liste : « Tous les avions ont reçu l'ordre de se poser sur la piste d'atterrissage la plus proche. Voici ce que nous avons comme détournements potentiels : le Delta 1989 au-dessus de la Virginie Occidentale et l'United 93 au-dessus de la Pennsylvanie [...] »

Le directeur du Secret Service, Brian Stafford, glisse une note à Clarke. « Le radar signale que l'avion se dirige par ici. » Le Secret Service a un système qui leur permet de voir ce que capte le radar de la FAA.

Ralph Steigler passe la tête dans l'ouverture de la porte : « Il y a eu une explosion dans le parking du Pentagone, peut-être une voiture piégée ! [1] »

Après quoi, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, Clarke déclare avoir aperçu Rumsfeld sur l'écran, puis en conversation avec Myers.

Ainsi, d'après la déposition de Clarke, Rumsfeld et Myers auraient tous deux appris avant 9 h 40 que le vol UA93 avait probablement été détourné. Supposant alors que les frappes contre le WTC et le Pentagone étaient des attaques surprises lancées par des terroristes étrangers, Rumsfeld et Myers auraient sans aucun doute immédiatement transmis le renseignement au NMCC. Si on considère que le récit de Clarke est rigoureusement exact, il disqualifie complètement l'affirmation de la Commission qui soutient que les militaires ne savaient rien du vol UA93.

Incidemment, la déposition de Clarke ne réfute pas seulement l'affirmation de la Commission sur le vol UA93, mais aussi celles qu'elle a posées sur les autres vols, au moins FUA175 et TAA77. Je fais référence à ce qu'il révèle et dont j'ai parlé au chapitre 4, à savoir que le Secret Service a accès à tout ce que fait la FAA. Et on peut évidemment parler ici de « révélation » plutôt que de simple « allégation », parce qu'il est difficile de mettre en doute sa sincérité. Si le Secret Service a pour mission de protéger le président, il est à coup sûr en liaison avec les systèmes radar de la FAA. Et alors, la thèse de la Commission s'effondre, puisqu'elle se fonde sur le postulat que seule la FAA était au courant des détournements.

Si nous accordons confiance au récit de Clarke, nous avons une raison de douter d'un élément central de la position de la Commission sur la conférence mise en place par le NMCC. Voici ce que dit le rapport Kean-Zelikow :

« À 9 h 48, un représentant de l'abri souterrain de la Maison Blanche demande si on a signalé d'autres détournements d'avions. Le directeur adjoint des opérations mentionne le Vol Delta et conclut « qu'il pourrait être le quatrième avion détourné […] ».

À 10 h 03, lorsque le vol UA93 s'écrase en Pennsylvanie, il n'a pas été fait mention de son détournement et la FAA n'avait pas encore rejoint la téléconférence » (p. 38).

Même si nous acceptions la proposition finale qui témoigne une fois de plus de la volonté très nette de la Commission de nous convaincre que la FAA n'a pas pu transmettre le moindre message aux militaires avant la chute du vol UA93, nous aurions encore une raison de mettre en doute l'affirmation selon laquelle « on n'avait pas fait mention du détournement du vol UA ». Si on estime pouvoir accorder du crédit au récit de Clarke, Rumsfeld et Myers ont dû entendre Garvey parler non seulement du vol Delta 1989, mais aussi du vol UA93. Ils ont dû, alors, certainement en informer le NMCC.

Une des nombreuses failles du rapport Kean-Zelikow est qu'il évite d'examiner la déposition de Clarke alors qu'elle met directement en cause les conclusions mêmes de la Commission.

Pourquoi trois téléconférences ?

Autre faille : bien que la Commission évoque les téléconférences, elle ne cherche pas à savoir pourquoi il y en a eu trois. Elle affirme que ces téléconférences se sont en quelque sorte fait concurrence, ce qui a contribué au fait que, du moins aux yeux des commissaires, elles n'ont dans l'ensemble servi à rien. À l'appui de ce jugement, elle cite un témoin : « On aurait dit qu'il y avait plusieurs chaînes de commandement parallèles […]. À mon avis, il y a eu télescopage en matière de commandement et de prise de décision. » (p. 36). D'après la Commission, l'existence même de ces trois téléconférences simultanées est l'une des causes principales de la réussite de la frappe sur le Pentagone et de l'échec de l'interception du vol UA93. Ce qui fait que, toujours du point de vue de la Commission, l'avion aurait probablement frappé la Maison Blanche ou le Capitole si les passagers n'avaient pas fait en sorte qu'il s'écrase (p. 44 et 45). Il aurait donc fallu inscrire en priorité à son ordre du jour de chercher à comprendre pourquoi on a organisé ces trois téléconférences simultanées.

Si les commissaires avaient interrogé Laura Brown à ce sujet, elle leur aurait vraisemblablement dit ce qu'elle m'a raconté au téléphone : que la procédure normale pour la FAA consiste à mettre en place les liaisons téléphoniques entre son quartier général, le P.C. de la FAA à Herndon, les centres régionaux de la FAA, le NMCC et le NORAD, ainsi qu'avec le Secret Service et d'autres instances gouvernementales. Elle insiste sur le fait qu'il ne faisait pas partie de la procédure normale que le NMCC organise sa propre téléconférence. Si c'est vrai, la Commission aurait dû demander aux autorités du NMCC pourquoi elles avaient jugé bon de passer outre les procédures en organisant leur propre téléconférence, plutôt que de participer pleinement et activement à celle de la FAA.

Question apparemment incontournable, puisqu'on a avancé que cette concurrence des téléconférences aurait entravé la communication entre la FAA et les militaires. D'une part, on nous dit que le NMCC n'est pas parvenu à connecter la FAA à sa téléconférence avant 10 h 17 malgré tous les efforts qu'il a déployés. D'autre part que, bien que le NMCC ait pu se connecter à la FAA grâce aux moyens qu'elle a mis en place, « la conférence n'était diffusée que par intermittence [au NMCC], car l'information arrivait par à-coups, n'apportait pas grand-chose et que d'autres tâches

importantes s'imposaient». Les tâches plus importantes comprenaient probablement la participation à la propre téléconférence du NMCC, lequel n'avait malheureusement pas pu être connecté à la FAA à cause de «problèmes techniques et de difficultés à trouver les lignes téléphoniques sécurisées».

Si on avait procédé à une enquête sérieuse, on aurait cherché à savoir si tout ceci n'allait pas trop dans le sens de la thèse des militaires qui prétendent n'avoir pas été informés des détournements à temps pour intercepter les avions.

Si, selon le proverbe, il n'y a pas d'effet sans cause, on peut parfois trouver le mobile en partant de la conséquence. La Commission n'aurait-elle pas dû, en l'espèce, envisager que le NMCC a organisé sa propre téléconférence en contravention avec les procédures opérationnelles normales, justement pour pouvoir ensuite prétendre avoir souffert d'une mauvaise coordination dans la communication? Son rapport final n'indique en aucune façon que la Commission Kean-Zelikow ait exploré cette hypothèse. Une raison supplémentaire de conclure qu'elle n'a pas eu pour objectif réel de rechercher la vérité.

Pourquoi le général Winfield se fait-il remplacer par le capitaine de vaisseau Leidig?

Comme nous l'avons vu plus haut, la Commission précise que c'est «l'adjoint au sous-chef "Opérations"» qui a initié la téléconférence du NMCC (p. 37). Ainsi que je l'ai signalé précédemment, cet adjoint est le capitaine de vaisseau Charles Leidig. Il conduit l'opération parce que le sous-chef «opérations», le général de brigade Mon-tague Winfield, lui a demandé de le remplacer. Leidig en donne lui-même l'explication, au cours de son témoignage le 17 juin 2004, en lisant cette déposition préparée à l'avance :

«Le 10 septembre 2001, le général de brigade Winfield, de l'armée de Terre, m'a demandé de remplir le lendemain la fonction de sous-chef "Opérations" du NMCC par intérim. J'acceptai et je relayai le général de brigade Winfield à 8h30 le 11 septembre 2001.»[2]

Leidig signale également qu'il n'avait été habilité à tenir cette fonction que récemment. Il était devenu adjoint au sous-chef «Opérations» du NMCC que deux mois avant le 11 Septembre, et ce n'est qu'au mois d'août qu'il avait reçu l'habilitation pour assurer la surveillance à la place de Winfield. Ce que nous pouvons déduire de sa déposition, c'est qu'il assurait cette fonction pour la première fois le 11 septembre.

On aurait pu penser que la Commission allait trouver bien curieux :

- Que Winfield ait prévu la veille pour le lendemain de se décharger de ses responsabilités sur son adjoint à un moment dans la journée qui allait se révéler le jour le plus dramatique et le plus catastrophique de l'existence du NMCC.

- Que l'heure précise à laquelle Winfield a demandé à Leidig de le remplacer le 11 septembre, soit 8 h 30 du matin, c'est-à-dire quinze minutes après que le vol n° 11 ait montré des signes de détournement et dix minutes après que les liaisons téléphoniques entre la FAA et le NMCC aient été mises en place. C'est du moins ce que Tom Flocco nous indique en se référant, tout d'abord, à Laura Brown, puis à quelqu'un du département des Transports.

- Que Leidig manque d'expérience de ce genre de situation. Ce qui le prouve est qu'il a d'abord lancé une téléconférence pour « événement grave », qui, comme l'explicite la Commission, ne vise normalement qu'au recueil d'informations, pour l'actualiser ensuite en téléconférence pour « menace aérienne » (p. 37 et p. 463 note 194).

Au vu de tout ceci, des esprits soupçonneux pourraient se demander si le NMCC n'était pas en train de se préparer à plaider « l'inexpérience », en sous-entendant que ce qui paraissait être des défaillances du NMCC pourrait être mis au compte de défaillances de communication, explicables par l'inexpérience de Leidig à animer des téléconférences.

C'est ce que pense Tom Flocco. En signalant que les reportages datant de cette période faisaient état de « confusion et de chaos » et « d'une gestion catastrophique des communications » ce jour-là, Flocco intitule son analyse de cet intérim « Rookie in the 9-11 Hot Seat ? » [Un bleu à la barre le 11 Septembre ?]. Il précise son point de vue en évoquant la possibilité d'une « volonté de non-intervention évidente des militaires le 11 septembre, apparemment masquée par une confusion simulée, le chaos et des communications en dents-de-scie ». [3]

Toutefois, rien dans le rapport final de la Commission Kean-Zelikow n'indique qu'elle ait entretenu de tels soupçons. On pourrait penser que les commissaires auraient au minimum demandé à Winfield pour quelle raison il n'avait pas repris ses fonctions après la première frappe sur le World Trade Center ou au moins après la deuxième frappe. Ne pas l'avoir fait ne constitue-t-il pas un grave abandon de poste ? Est-ce qu'un général responsable laisse un « bleu à la barre » un jour pareil ? Mais il apparaît qu'on n'a pas même évoqué la question.

Par ailleurs, le président semble considérer, à l'instar de la Commission, qu'il n'y a pas lieu de s'interroger sur l'attitude de Winfield ou de Leidig.

Flocco nous informe qu'« en mai 2003, Bush a promu le général de brigade Montague Winfield au grade de général de division et le capitaine de vaisseau Charles Leidig a été récemment promu par le président au grade de vice-amiral ». [4] Il est évident que l'on a considéré qu'ils avaient parfaitement assumé leurs fonctions respectives.

Quand a-t-on donné l'autorisation de tir ?

L'idée maîtresse de la Commission à propos du vol UA93 est, comme nous l'avons vu, qu'« au moment où les militaires apprennent le détournement du vol, il s'est déjà écrasé ». Cette affirmation, formulée explicitement, est d'une importance capitale, car elle sert de justification à ce que la Commission soutient implicitement : les militaires n'ont pas abattu le vol UA93. Que ce postulat reste implicite suggère peut-être qu'elle a considéré qu'il était trop dangereux d'en faire état, même pour réfuter l'accusation qui pourrait menacer l'armée de l'Air. En tout état de cause, un des arguments qu'avance la Commission pour tenter d'étayer sa thèse est que les militaires n'ont rien pu apprendre par les téléconférences sur le vol UA93. C'est ce que nous avons passé en revue plus haut.

Mais cette thèse sur le vol UA93 repose essentiellement sur une nouvelle chronologie des événements autour de l'autorisation finalement donnée aux pilotes de chasse d'abattre les avions de ligne détournés. Si l'on admet la validité de cette nouvelle chronologie, la question du postulat implicite de la Commission est résolue. Toutefois, nous verrons que cette nouvelle chronologie contredit des déclarations antérieures.

Tout le monde semble confirmer que l'autorisation d'abattre les avions a été donnée par le vice-président Cheney pendant qu'il était dans « la salle de réunion du bunker souterrain », nom usuel du centre d'opérations de crise du président, situé au sous-sol de l'aile ouest de la Maison Blanche. Selon la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, voici quand et comment se sont déroulés les faits.

À 10 h 02, les agents du Secret Service auprès du vice-président apprennent par la FAA qu'un avion se dirige vers Washington (p. 41). Puis, entre 10 h 10 et 10 h 15, la FAA précise que cet avion n'est plus qu'à cent trente kilomètres (p. 41). La FAA parle du vol UA93. Mais cet avion s'est, bien sûr, écrasé à 10 h 03. Ainsi donc, la FAA a encore commis une énorme erreur (p. 30). Mais, ni les militaires, ni les agents du Secret Service de Cheney ne le savent, aussi les militaires demandent-ils à Cheney l'autorisation de tir. Celui-ci la leur donne, « en moins de temps qu'il n'en faut à un batteur de base-ball pour frapper la balle », selon l'expression de Libby (p. 41). [5]

Cependant, comme ceci se passe sept à douze minutes après que le vol UA93 se soit écrasé, les militaires n'ont pas pu abattre l'avion. La Commission enfonce encore le clou en affirmant que non seulement ils ne l'auraient jamais fait sans l'autorisation de la Maison Blanche (p. 45), mais également que cette autorisation ne leur a été donnée qu'à 10 h 31 (p. 42 et 45).[6]

À l'évidence, cette argumentation a été largement admise dans l'opinion. Par exemple, dans une émission diffusée sur la radio publique nationale que j'ai mentionnée dans l'introduction, on nous informe que « nous savons maintenant » grâce au rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, que l'autorisation donnée aux militaires par le vice-président Cheney d'abattre tout avion de ligne en cours de détournement « est arrivée trop tard ».

Pourtant, présenter cet argument ne fait que contredire de nombreux témoignages dont l'authenticité n'est pas mise en doute. Étant donné que je les ai mentionnés au chapitre 11, je vais simplement dresser ici une liste de la plupart d'entre eux, afin d'illustrer ces propos. La Commission contredit un premier témoignage :

1. Celui selon lequel les chasseurs ont reçu l'ordre de tir peu après 9 h 56 (plutôt qu'à 10 h 30). Ce témoignage a été repris dans les articles d'*USA Today,* du *Washington Post* et diffusés dans les bulletins d'information des chaînes ABC News et CBS News.[7] Pour étayer mes dires, voici certains passages du compte-rendu que donne James Bamford de l'enregistrement d'un bulletin d'information consacré au 11 Septembre et diffusé sur la chaîne ABC News :

« Alors que le vol UA93 se rapproche de la Maison Blanche […], Cheney est en conversation avec le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, puis il demande à Bush de donner l'ordre d'abattre l'appareil de United Airlines. […] Mais Bush se défausse sur Cheney, le laissant prendre la responsabilité de l'ordre de tir. Quelques minutes plus tard, Cheney transmet l'ordre à […] la cellule de crise du Pentagone. En réunion dans "l'aquarium" * du centre opérationnel de la zone de défense aérienne du Nord-Est du NORAD à Rome, dans l'État de New York, le Colonel Robert Marr de l'armée de l'Air reçoit le coup de téléphone. Puis,

* Il s'agit d'une salle vitrée, insonorisée et climatisée qui domine la « fosse » où opèrent les différentes équipes. De là, le chef du centre « Opérations » peut observer tous les opérateurs et surtout les cartes qu'ils tiennent à jour des différents secteurs de la zone d'opérations aériennes que couvre la zone de défense N.E. du NORAD.

il ordonne aux contrôleurs aériens de transmettre aux pilotes de chasse l'ordre de destruction de l'avion de United Airlines […] "Le vol UA93 ne doit pas arriver à Washington", ajoute Marr.»[8]

Bamford conclut, comme l'émission d'ABC News, en reprenant la version officielle qui veut que les militaires n'ont pas eu à abattre le vol UA93 puisque ce sont les passagers qui ont fait en sorte qu'il s'écrase.

L'intérêt aujourd'hui du récit de Bamford est qu'il illustre bien à quel point on a médiatisé le témoignage qui, alors, faisait foi. Il souligne aussi que non seulement on a donné l'ordre de tir pour tous les avions et non le seul vol UA93, mais encore qu'on l'a donné avant qu'il ne s'écrase. Si ce que raconte Bamford est faux, ainsi que le prétend maintenant le rapport Kean-Zelikow, ne sommes-nous pas fondés à nous demander pourquoi la Maison Blanche et le Pentagone n'ont pas tenu une conférence de presse afin de mettre les choses au clair ? Pourquoi n'ont-ils pas exigé de démenti de la part d'ABC News et d'autres organes de presse qui donnaient la même version ? Quoi qu'il en soit, après ce premier témoignage sur lequel je me suis un peu attardé, en voici maintenant un certain nombre d'autres que contredit aussi la Commission.

Celui selon lequel, peu après que le Secret Service ait donné l'ordre à la base Air Force d'Andrews de «décoller immédiatement» à la suite de la frappe sur le Pentagone, quelqu'un de la Maison Blanche avait déclaré que Washington et ses environs étaient «zone de tir libre». Un des pilotes racontera plus tard : «Cela signifiait qu'on nous avait donné l'autorisation de faire usage de la force si la situation l'exigeait pour défendre la capitale du pays, son patrimoine et sa population.»[9] Ce récit suggère aussi que l'autorisation d'abattre ait pu être donnée à 9 h 45, voire un peu plus tôt.

Des témoignages cités dans des articles parus dans la *Pittsburgh Post-Gazette* et le *Washington Post,* qui soutiennent que le renseignement selon lequel l'avion était à cent trente kilomètres et l'autorisation de Cheney de l'intercepter qui a suivi sont parvenus avant l'écrasement du vol UA93, plutôt qu'après entre 10 h 10 et 10 h 15 ; ensuite, une fois cette autorisation de tir donnée, un F16 décolle à la poursuite du vol en question.[10]

Des témoignages retransmis par la chaîne CBS ainsi que celui d'un contrôleur aérien qui établissent que le vol UA93 était talonné par au moins un F16.[11]

Des témoignages parus le 15 septembre 2001 dans le *Boston Herald* et le *New York Times,* qui révèlent que le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, a déclaré que «l'armée de l'Air poursuivait l'avion détourné qui s'est écrasé en Pennsylvanie […] et était en mesure de l'abattre en cas de nécessité».[12]

La déclaration du commandant Daniel Nash, l'un des deux pilotes de la patrouille de F15 envoyés à New York, à qui l'on a dit que des F16 avaient abattu un avion de ligne en Pennsylvanie.[13]

Des témoignages de personnes présentes à bord du vol UA93 et au sol, mentionnés au chapitre 11, qui suggèrent que l'avion a été abattu par un missile de l'armée.

La Commission ne réfute aucun de ces témoignages initiaux, auxquels on a généralement accordé du crédit. Elle les ignore tout simplement. Nous avons là encore un exemple de révisionnisme sans preuve et sans le moindre argument.

Richard Clarke et l'autorisation de tir

Le récit de Richard Clarke vient lui aussi contredire la thèse de la Commission. Il affirme avoir appelé la salle de réunion de l'abri souterrain peu après 9 h 30. Lorsqu'il réussit à joindre son agent de liaison auprès de Cheney, il lui demande d'obtenir l'autorisation pour « l'armée de l'Air d'abattre tout avion, y compris un vol commercial détourné, qui semblerait menacer de frapper au sol et d'y causer des dommages de grande ampleur ». Alors que Clarke s'attend à ce que la décision soit lente à lui parvenir, son correspondant le rappelle peu avant le décollage d'*Air Force One,* qui a finalement lieu vers 9 h 55, pour lui annoncer : « Dites au Pentagone que le président leur donne toute latitude pour abattre n'importe quel avion hostile, je répète, ils ont toute latitude pour abattre n'importe quel avion hostile. » Clarke déclare qu'il a été « stupéfait de la vitesse à laquelle la décision, venant de Bush par l'intermédiaire de Cheney, lui est parvenue ».[14]

Ainsi que nous l'avons vu auparavant, selon plusieurs sources médiatiques dont ABC News, CBS News et le *New York Times,* l'autorisation de tir est arrivée peu après 9 h 56, c'est-à-dire peu après l'envol d'*Air Force One.* Clarke, dans son récit, la situe avant que l'avion présidentiel ait décollé, par conséquent plusieurs minutes plus tôt. Il suggère, en fait, qu'il n'a appris l'ordre de Cheney que vers 9 h 45, juste après le début de l'évacuation de la Maison Blanche. Par conséquent, Clarke semble dire qu'il a eu connaissance de l'autorisation vers 9 h 50.[15] En outre, son récit est recoupé par le second des six témoignages présentés plus haut, selon lequel le Secret Service a dit aux pilotes des chasseurs, peut-être avant 9 h 45, de considérer l'espace aérien de Washington comme une « zone de tir libre ».

La Commission ne conteste pas directement le récit de Clarke. Elle déclare simplement : « Clarke a affirmé qu'ils étaient en train de demander

au président l'autorisation d'abattre tout avion. Cette autorisation est arrivée à 10 h 25. » (p. 37). Donc, bien que la Commission reconnaisse l'authenticité du témoignage de Clarke affirmant qu'il cherchait effectivement à obtenir l'autorisation de tir, elle ignore tout simplement ce qu'il avance à propos de l'heure où il l'a reçue ; elle persiste obstinément à affirmer que l'autorisation est arrivée à 10 h 25, soit trente-cinq minutes plus tard que ce que déclare Clarke. Elle n'explique pas comment les souvenirs de l'homme peuvent être si confus, ni pourquoi il aurait menti. Elle se contente de donner une heure beaucoup plus tardive.

Pour être crédible, ainsi que nous l'avons vu précédemment, il faudrait que cette version révisionniste explique pourquoi la thèse généralement admise est erronée. Il faudrait aussi expliquer l'origine des témoignages sur lesquels se fonde la thèse généralement admise. Néanmoins, la Commission ne réfute aucun des témoignages qu'on avait d'abord acceptés. Elle n'explique pas comment ils sont apparus, s'ils sont faux. Elle se contente d'imposer une nouvelle chronologie, la sienne. Son argumentation implicite paraît être : en fonction de cette chronologie, les témoignages qui la contredisent ne peuvent en aucun cas être crédibles. La logique est imparable. Mais la Commission devrait nous donner une raison valable pour justifier sa version ; et cela, elle ne l'a pas fait.

Quand Cheney descend-il dans le bunker souterrain ?

Cette chronologie révisionniste contredit encore d'autres témoignages. Nous avons vu que, en s'appuyant sur elle, les agents du détachement du Secret Service qui protègent le vice-président entendent dire qu'un avion approche de Washington à 10 h 02 seulement. La Commission soutient cette position en prétendant que Cheney n'arrive au C.O. de crise que « peu avant 10 h 00, peut-être même à 9 h 58 » (p. 40).

Elle valide cette heure en réagissant au témoignage de Cheney en personne, cité dans la version initialement admise, qui soutient qu'il se précipite vers la salle de réunion de l'abri souterrain dès qu'il apprend qu'un avion approche de la Maison Blanche. D'après la Commission, un contrôleur aérien de l'aéroport national Reagan déclare à 9 h 33 au Secret Service : « Un avion arrive sur vous et on a perdu tout contact avec lui. » Mais elle affirme aussi que les agents du Secret Service reçoivent immédiatement après, un autre message les informant que l'avion s'est dérouté de la Maison Blanche, de sorte qu'« on ne prend pas la décision d'évacuer le vice-président, à ce moment-là » (p. 39).

Ayant réfuté l'heure initialement avancée du mouvement du vice-président vers le souterrain, la Commission nous raconte ensuite que le Secret Service ne demande la mise à l'abri de Cheney que « juste avant 9 h 36 », ainsi n'entre-t-il dans la structure tubulaire* qu'à 9 h 37. La Commission prétend ensuite que, même alors, Cheney ne se rend pas directement dans la salle de réunion de l'abri souterrain à l'autre bout du couloir. En fait :

« Une fois à l'intérieur, le vice-président Cheney et les agents s'arrêtent dans une partie du tunnel équipée d'un téléphone sécurisé, d'un banc et de la télévision. Le vice-président demande à parler au président, mais il faut du temps pour établir la liaison. Il apprend dans le tunnel la frappe sur le Pentagone et il voit la retransmission télévisée de la fumée qui s'échappe de l'édifice » (p. 40).

Nous apprenons ensuite qu'il lui faut environ vingt minutes pour être mis en liaison, regarder la télévision et parler au président :

« Le Secret Service consigne l'arrivée à la Maison Blanche de Madame Cheney qui rejoint son mari dans le tunnel. D'après la main courante de ce jour-là, le vice-président est encore au téléphone avec le président à 9 h 55 […]. À la fin de la communication, Madame Cheney et le vice-président quittent le tunnel pour la salle de réunion de l'abri souterrain […]. Nous en avons conclu que, d'après les éléments tangibles dont nous disposons, le vice-président est arrivé dans la salle peu avant 10 h 00, peut-être à 9 h 58 » (p. 40).

Seulement, cette chronologie s'oppose à des témoignages antérieurs au terme desquels les agents du Secret Service conduisent Cheney dans le couloir qui conduit à la salle de réunion bien avant 9 h 36. Le *New York Times* et le *Telegraph* déclarent qu'il était environ 9 h 06. Un témoin oculaire, David Bohrer, photographe à la Maison Blanche, avance que cela a lieu « juste après 9 h 00 ». [16] Donc, la Commission retient une heure largement postérieure à celles indiquées précédemment. L'heure qu'elle avance, 9 h 36, contredit aussi le reportage d'ABC News selon lequel Cheney est déjà dans le C.O. de crise à 9 h 27 quand on lui annonce qu'un avion en approche se trouve à quatre-vingts kilomètres de Washington. [17] Donc, soit les journalistes étaient très mal informés, soit la Commission sur le 11 Septembre essaie de modifier l'histoire non pour donner un compte-rendu plus exact, mais bien pour blanchir les militaires, soupçonnés d'avoir abattu le vol UA93.

* Structure tubulaire. Il s'agit d'un couloir oblique en métal dans lequel s'enfonce un escalier qui conduit à l'entrée du centre de crise enterré. (NdT).

Richard Clarke invalide lui aussi la chronologie de la Commission. D'après le récit qu'il a fait des événements de ce matin-là, nous pouvons déduire qu'il se rend vers 9 h 06 dans le cabinet de Cheney où Condoleezza Rice s'entretient avec le vice-président. Clarke affirme, nous l'avons déjà vu, qu'il s'est rendu immédiatement dans le cabinet de Cheney dès son arrivée à la Maison Blanche, juste après la frappe sur la tour sud, soit seulement quelques minutes après 9 h 03. À la fin de l'entretien qui ne dure que cinq minutes, Rice annonce que le Secret Service insiste pour que Cheney et elle-même descendent dans l'abri antinucléaire, c'est-à-dire le C.O. de crise. Cheney commence à rassembler ses documents pour suivre les huit gardes du corps qui l'attendent à l'extérieur de son bureau. Le compte-rendu de Clarke semble donc indiquer que Cheney est descendu vers 9 h 12. [18]

La suite du récit de Clarke conduit à conclure que Cheney descend effectivement à cette heure-là. Il raconte que Rice et lui-même se rendent directement à la salle vidéo pour participer à leur téléconférence qui commence de toute évidence vers 9 h 15. Rice y reste quelques minutes, puis elle aurait prévenu : « Je vais au C.O. pour être avec le vice-président. Dites-nous ce dont vous avez besoin. » Clarke lui répond : « Ce qu'il me faut, c'est une ligne directe avec Cheney et vous. » Clarke déclare ensuite, nous l'avons vu, qu'il transmet les demandes adressées à Cheney, par cette ligne, peu après 9 h 30, et qu'il obtient les réponses avant 9 h 55. [19] Par conséquent, le compte-rendu de Clarke concorde avec les différents articles des journaux qui concluent que Cheney est allé dans le C.O. beaucoup plus tôt que ce que prétend maintenant le rapport Kean-Zelikow.

En fait, en élaborant sa nouvelle vérité historique, la Commission contredit jusqu'au propre compte-rendu de Cheney paru dans *Meet the Press* seulement cinq jours après le 11 Septembre [20]. Au cours de cette interview accordée à Tim Russert, Cheney déclare que peu après avoir assisté à la seconde frappe sur le World Trade Center, à 9 h 03, il s'entretient au téléphone avec le président sur ce que celui-ci mettra dans son discours à la nation. Cheney continue : ce n'est que plusieurs minutes plus tard que les agents du Secret Service pénètrent dans son cabinet et l'emmènent « très rapidement » dans la structure tubulaire, « parce qu'ils viennent d'apprendre qu'un avion se dirige vers la Maison Blanche ». Dans le récit de Cheney, contrairement à celui de la Commission, ce passage n'a pas été immédiatement effacé. Selon lui, la conversation téléphonique entre Cheney et le président a dû avoir lieu entre le moment « peu avant 9 h 15 » où Bush quitte la salle de classe (p. 39) et 9 h 25, heure à laquelle une photo montre Bush assis dans une salle, attendant de prononcer son allocution qui

commence à 9 h 30.[21] En fait, l'agenda personnel du président indique que ce coup de fil a lieu à 9 h 15, comme le signale la note n° 204 (p. 463) du rapport de la Commission. Même si on admet que cette conversation dure jusqu'à trois minutes avant 9 h 25, heure à laquelle la photographie est prise, elle se termine à 9 h 22. S'il est exact que Cheney n'est conduit d'urgence dans la structure tubulaire que « plusieurs minutes » plus tard, il semble confirmer lui-même l'information d'ABC News qui veut qu'il se trouve déjà dans l'infrastructure souterraine à 9 h 27.

Et finalement, nous l'avons vu, la déposition du témoin oculaire Norman Mineta réfute de façon catégorique et sans appel le travestissement des faits auquel se livre la Commission. Hormis le fait qu'il déclare qu'à son arrivée au C.O. souterrain Cheney s'y trouve déjà, Mineta précise aussi que Cheney y est depuis suffisamment longtemps pour donner des « ordres » que Mineta prend peut-être à tort pour des ordres de tir. Par conséquent, le compte-rendu de Mineta paraît conforter le récit de Clarke. Cheney aurait donc quitté son cabinet pour l'abri souterrain vers 9 h 12.

Et quand la Commission affirme à présent que Cheney ne fut contraint de descendre dans le souterrain qu'à 9 h 36, elle se livre à une opération de révisionnisme assez audacieuse.

Par ailleurs, ce révisionnisme ne s'appuie sur rien. La Commission ne tente même pas, par exemple, d'expliquer comment Cheney a pu se tromper sur l'heure seulement cinq jours après l'événement. Elle a beau citer une interview de Cheney parue dans *Newsweek* le 19 septembre 2001, elle ne mentionne pas l'interview beaucoup plus connue que le vice-président a accordée à Tim Russel le 16 septembre, au cours de laquelle il a laissé entendre qu'il est descendu vers 9 h 25. La thèse de la Commission s'appuie essentiellement sur un rapport du Secret Service, qui indiquerait qu'on n'a conduit le vice-président dans la structure tubulaire qu'à 9 h 37. Les commissaires admettent toutefois qu'on leur a dit lors d'un exposé du Secret Service que « l'heure d'entrée, 9 h 37, inscrite dans leur chronologie, était basée sur un cahier d'événement qu'on ne peut plus récupérer » (p. 464, note 209). Par conséquent, aucun document n'étaye ce point de la nouvelle chronologie de la Commission.

Le pire, c'est qu'il est formellement contredit par la déposition que fait le secrétaire aux Transports Norman Mineta, témoin visuel. En présentant sa chronologie révisionniste, la Commission Kean-Zelikow laisse supposer que soit le témoin a menti, soit ses souvenirs de ce matin-là sont très confus. Mais on a du mal à comprendre pourquoi Mineta mentirait sur l'heure à laquelle il est arrivé au C.O. de la Maison Blanche et sur tout ce dont il a été témoin là-bas. Il est également difficile de supposer que les

événements d'une telle matinée aient pu ne pas se graver à jamais dans sa mémoire. En outre, nous l'avons vu précédemment, son récit concorde à la minute près avec celui de Clarke et avec le bulletin d'information d'ABC News sur l'heure à laquelle a eu lieu la discussion à propos de l'avion alors à quatre-vingts kilomètres de là.

Nous sommes donc forcés de conclure que la chronologie que présente la Commission Kean-Zelikow a été redéfinie non sur la base de faits nouveaux, mais uniquement pour soutenir la thèse qui veut que Cheney n'a pu donner l'ordre de tir qu'après que le vol UA93 se fut écrasé.

L'AUTORISATION PRÉSIDENTIELLE DU TIR : DE LA POUDRE AUX YEUX ?

Dès le début, la thèse officielle sur le 11 Septembre repose sur l'idée que l'autorisation d'abattre les avions de ligne détournés ne peut venir que du président des États-Unis. Lors de l'interview qu'il donne à *Meet the Press,* le vice-président a même suggéré que la « question de l'interception ou non d'un avion commercial [est] du domaine du président ». [22] Les commentateurs les mieux informés, qui savent que l'interception est une intervention de routine conduite une centaine de fois par an, n'ont pas été dupes de ce mensonge. Mais le citoyen normal est resté sur l'idée que seul le président peut donner l'autorisation d'abattre des avions. Sans cette conviction, la plupart des controverses qui ont surgi à propos de l'autorisation de tir de ce jour-là n'existeraient pas.

Nous en avons déjà exploré une, celle qui porte sur l'heure exacte à laquelle le vice-président Cheney reçoit l'autorisation du président et la transmet aux militaires. La Commission, nous l'avons vu, la situe bien plus tard que toutes les sources antérieures.

Autre question : Cheney a-t-il effectivement discuté de ce sujet avec le président ou a-t-il pris sur lui de donner l'autorisation ? L'existence de cette controverse est effleurée dans ce remarquable passage du rapport de la Commission :

« Le vice-président s'est souvenu qu'il avait téléphoné au président juste après être entré dans la salle de réunion de l'abri souterrain […]. Le vice-président a déclaré qu'il avait appelé le président pour discuter des règles d'engagement de la CAP * […]. Il s'est rappelé que cela ne servait

* Règles d'engagement : les règles précises d'emploi des armes. L'expression anglo-saxonne est la traduction littérale de cette formule de l'armée française apparue au cours de la première guerre mondiale. La CAP, *Combat Air Patrol*, est la fonction d'une armée de l'Air qui consiste à interdire un espace aérien à des aéronefs hostiles. (NdT).

à rien de mettre en place de la CAP si les pilotes n'ont pas de règles précises d'emploi des armes au cas où un avion refuse d'obtempérer. Il a précisé que le président a tranché la question. Le président a affirmé qu'il se souvenait de cette conversation et […] nous a expressément précisé qu'il avait autorisé la destruction des avions détournés […]. Rice […] s'est souvenue avoir entendu [le vice-président] informer le président : « Monsieur, la CAP est en vol. Monsieur, ils vont vouloir savoir ce qu'ils doivent faire. » Puis, elle s'est souvenue l'avoir entendu dire, « Oui, monsieur. » […] Parmi toutes les sources qui évoquent d'autres événements importants de ce matin-là, il n'y a rien qui prouve que cette communication a bien eu lieu […]. D'autres gens qui se trouvaient à proximité et qui prenaient des notes, comme Scooter Libby, le chef de l'état-major particulier du vice-président qui était assis à côté de lui, ou encore Madame Cheney, n'ont pas noté de communication téléphonique entre le président et le vice-président juste après que ce dernier fût dans la salle de conférence » (p. 40, 41).

C'est ici que la Commission est le plus près d'accuser le président et le vice-président de mensonge sur quelque point que ce soit. Et cette question d'ordre de tir, ainsi que celle de savoir s'il y a eu un lien entre *al-Qaida* et l'Irak, a donné lieu à force débats dans la presse. *Newsweek* a même publié : [bien que] « certains membres de la Commission soient en réalité très sceptiques sur le témoignage du vice-président et aient exprimé ouvertement leur opinion dans un premier jet de leur rapport de synthèse », de fortes pressions de la Maison Blanche ont conduit à la rédaction d'un rapport « édulcoré ». [23]

Est-il possible, cependant, que tout ce bruit ne soit que de la poudre aux yeux ? Le récit de la Commission semble montrer qu'il est de son intérêt de faire admettre l'idée que l'autorisation de tir ne peut effectivement être donnée que par le président. Outre le passage que je viens de citer, qui l'affirme tout en suggérant que Cheney ait pu s'affranchir des règles en donnant l'autorisation sans consulter Bush, la Commission ajoute :

« Avant le 11 Septembre, il était entendu que l'ordre d'abattre un avion de ligne devait être donné par l'Autorité de commandement national (expression qui désigne le président et le secrétaire à la Défense). » (p. 17).

Ce passage semble délibérément ambigu. Il se garde bien de préciser si l'ordre doit venir du président, du secrétaire à la Défense ou des deux à la fois. Cependant, les commissaires ne retiennent pas le deuxième terme de l'alternative, puisque selon leur version, l'ordre est donné par le président et le vice-président ; ils ne font pas mention du secrétaire à la Défense (p. 43). Mais si « l'Autorité de commandement » signifie autant le prési-

dent que le secrétaire à la Défense, ce dernier pourrait aussi bien prendre la décision de tir sans en référer au président ou au vice-président.[24] Cela, manifestement, ne tient pas.

La Commission exprime plus clairement sa position dans le passage suivant :

« Dans la plupart des cas, la voie hiérarchique autorisant l'usage de la force va du président au secrétaire à la Défense et du secrétaire à la Défense au commandant de l'unité de combat. Il semble que le président a eu ce matin-là son premier entretien avec le secrétaire Rumsfeld, peu après 10 h 00 […]. L'appel fut de courte durée et les deux hommes n'ont pas abordé la question de savoir qui peut donner l'autorisation de tir » (p. 43).

L'intérêt de ce passage qui décrit ce qu'est la voie hiérarchique uniquement « dans la plupart des cas » n'est pas tellement de laisser penser qu'on peut dans certains cas ne pas passer par le président. Non, ce qui est intéressant, c'est que, dans certains cas, le secrétaire pourrait ne pas faire partie de la chaîne de décision.

D'autres commentaires enfoncent le clou. Par exemple, la Commission cite le cas d'autorités militaires qui ont déclaré qu'elles pouvaient ordonner de leur propre chef à des chasseurs d'intercepter un avion, mais « qu'il leur faut un ordre de « l'Exécutif » pour ouvrir le feu » (p. 458 note 98).

La Commission affirme expressément qu'il est obligatoire, au moins en pratique, de demander l'autorisation du président dans un argumentaire portant sur le vol UA93 au sujet de « ce qu'il aurait fallu faire si… » Envisageant ce qui aurait pu se passer si les passagers du vol n° 93 n'avaient pas fait en sorte qu'il s'écrase, elle émet cette hypothèse :

« Il est possible que le commandement du NORAD ait pu donner l'ordre de tir sans l'autorisation du vice-président, mais vu la gravité de la décision d'abattre un avion de ligne et compte tenu de la prudence du NORAD qui tient à éviter toute erreur possible, nous considérons cette éventualité comme invraisemblable » (p. 45).

Mais est-il vrai qu'en règle générale, seul le président puisse donner l'autorisation d'ouvrir le feu ? La réponse est non, ainsi que le démontre le passage ci-dessous tiré d'une directive du 1er juin 2001 déjà citée au chapitre 12 :

« En cas de détournement d'avion, la FAA avertira le NMCC dans les plus brefs délais. Le NMCC, à l'exception de cas nécessitant une riposte instantanée […] fera suivre les demandes d'assistance militaire au ministre de la Défense pour approbation. »[25]

Aucune mention ici de la Maison Blanche. Par ailleurs, « assistance militaire » ne signifie pas simplement « interception ». Le texte concept

évoque la possibilité d'abattre un avion de ligne détourné. Comme nous l'avons vu au chapitre 11, Glen Johnson du *Boston Globe* résume de la manière suivante la précision apportée par Mike Snyder, porte-parole du NORAD :

« Lorsqu'on intercepte un avion, on l'aborde par phases progressives. En approche, pour attirer l'attention du pilote, l'avion de chasse peut balancer les ailes, faire une passe frontale devant l'appareil. En dernier ressort, il peut tirer quelques obus traceurs le long de l'axe de vol de l'avion voire, dans certaines circonstances, l'abattre avec un missile. »[26]

J'insiste sur ce point à cause du manque total de réalisme et de précision historique avec lesquels la Commission décrit l'intervention. Elle donne, elle, l'explication suivante :

« La FAA et le NORAD ont mis en place une procédure opérationnelle commune visant à pouvoir intervenir de concert en cas de détournement d'avion […]. Lorsqu'un détournement est confirmé, cette procédure impose de faire appel au coordinateur de quart en charge du détournement. Celui-ci contacte le Centre opérationnel des armées au Pentagone (le NMCC) et demande qu'un avion de la patrouille de D.A. suive le vol et rende compte de tout fait inhabituel […]. La procédure n'envisage pas l'interception. Elle suppose que la patrouille militaire doit se montrer discrète, « guidée par radio pour rester à huit kilomètres derrière l'avion détourné », d'où elle pourra accomplir sa mission qui est de surveiller la route que suit l'avion » (p. 17 et 18).

Pour étayer ses affirmations sur la « procédure », la Commission aurait pu nous présenter des cas récents d'intervention de la chasse. D'après des articles de presse, les intercepteurs du NORAD ont reçu l'ordre de décoller cent vingt-neuf fois en 2000.[27] En outre, l'Associated Press fait état de soixante-sept décollages en *scramble* entre septembre 2001 et juin 2002.[28] En supposant que la Commission ait décrit de façon exacte des procédures opérationnelles en vigueur avant le 11 Septembre, elle aurait dû démontrer que bien que ces chasseurs aient décollé, ils n'ont pas réellement intercepté les avions, mais sont restés « discrets », se contentant de suivre les appareils suspects en restant à huit kilomètres et de surveiller leur comportement. Mais cela, elle ne le fait pas. Étant donné le manque de preuves, ne sommes-nous pas en droit de présumer que Mike Snyder et certains membres du personnel du NORAD ont jugé plutôt risible la façon dont la Commission Kean-Zelikow présente la procédure opérationnelle de décollage en *scramble* ?

Revenons à l'explication de Snyder et donc au monde réel dans lequel non seulement les chasseurs interceptent les avions détournés, mais sont

même en droit de les abattre : les pilotes peuvent « descendre [l'avion détourné] avec un missile », bien sûr seulement s'ils en ont l'autorisation. Et cette autorisation, comme le réaffirme le document du 1er juin, vient en principe du cabinet du secrétaire à la Défense. Rien n'impose l'intervention de la Maison Blanche ; comme s'il fallait réveiller le président au milieu de la nuit, l'obliger à s'éclipser d'une salle de concert ou à s'interrompre au milieu du Discours sur l'état de l'Union, si une situation de crise exige une autorisation de tir immédiate pour éviter un désastre.

Qui plus est, en cas d'urgence, rien n'impose que l'autorisation vienne du cabinet du secrétaire à la Défense et encore moins du secrétaire lui-même. Nous avons déjà largement traité de ce point au chapitre 12.

Donc, s'étendre sur la double question de l'autorisation présidentielle, *quand* et même *si* le président Bush a autorisé les militaires à détruire le vol UA93, est bien une manœuvre de déception*. Elle vise à détourner l'attention des journalistes et du public qui cherchent à évaluer les fautes commises le 11 septembre par le Pentagone, qui non seulement était autorisé à abattre des avions de ligne « pour sauver des vies, préserver la population ou atténuer les dommages causés au patrimoine », mais encore en avait le devoir s'il n'y avait pas d'autre solution.

En définitive, il faut même considérer la tentative du rapport Kean-Zelikow de démontrer que les militaires n'ont pas failli lors de leur échec désastreux du 11 Septembre comme une faute en soi.

À quel moment le vol UA93 s'écrase-t-il ?

Nous avons vu que le but principal de la Commission dans sa façon de traiter de la chute du vol UA93 est de convaincre les lecteurs que non seulement les militaires n'ont pas abattu cet avion, mais encore qu'il leur était impossible de le faire. L'un des litiges qui agitent ce débat porte sur l'heure exacte de la chute de l'avion. En fait, la Commission admet bien que « l'heure précise du crash a été sujet à controverse » (p. 30). Le NORAD la situe à 10 h 03, la Commission entérine cette donnée en précisant qu'il était 10 h 03 et 11 secondes. Par ailleurs, la FAA l'estime à 10 h 07.[29] Une étude sismique autorisée par l'armée de Terre indique une heure qui s'approche de celle donnée par la FAA, 10 h 06 et 5 secondes étant l'heure exacte du crash[30] (p. 461 note 168). Cette heure est largement validée[31], mais la Commission Kean-Zelikow la rejette.

* Manœuvre de déception. En langage militaire, manœuvre de camouflage qui tend à focaliser l'attention de l'adversaire sur un point du terrain sans importance en utilisant des leurres. (NdT).

Le débat est important pour deux raisons. Premièrement, l'heure de 10 h 03, qui a la préférence de la Commission, indique une marge supérieure de quelques minutes entre l'heure de l'écrasement et la fourchette courte (10 h 10) du moment où, selon la Commission, Cheney aurait pu donner l'autorisation de tir. Par conséquent, cette heure rend encore plus invraisemblable que l'armée ait pu abattre l'avion. Deuxièmement, la bande de l'enregistreur du cockpit s'arrête à 10 h 02. Si la chute intervient à 10 h 03, il manque peu de longueur d'enregistrement. Mais si elle a lieu à 10 h 06, alors il y a un blanc de quatre minutes.[32] Certes, le décalage chronologique est de toute façon suspect, même s'il n'est que d'une minute. D'après un article du *New York Observer,* « certains proches des victimes ressentent le besoin de découvrir pourquoi, au moment crucial de l'échauffourée à bord, la bande cesse soudain d'enregistrer des voix et pourquoi tout ce qu'on entend pendant les soixante dernières secondes, c'est un bruit de moteur. »[33] Mais un blanc de quatre minutes serait encore plus suspect. Il est donc certainement préférable pour l'administration Bush et les militaires qu'on admette 10 h 03 comme heure officielle de l'écrasement de l'appareil.

Seulement, en fonction de quoi la Commission peut-elle remettre en question les résultats de l'étude sismique ? Elle procède par étapes. En premier lieu, elle affirme :

« L'heure de l'impact, 10 h 03 et 11 secondes, est confirmée par des analyses antérieures conduites par le Bureau national de la sécurité des Transports et par des preuves apportées aux membres de la Commission par l'analyse des radars, de l'enregistreur de données du vol, de l'enregistreur des voix du cockpit, des données des satellites infrarouges, et des transmissions du Contrôle aérien » (p. 30).

Pourtant, cette affirmation pose problèmes sur trois plans. D'abord, on ne nous donne aucune précision concernant « l'analyse préalable du Bureau national de la sécurité des transports ». Ensuite, on a cité en février 2004 Mary Schiavo, ancienne inspectrice générale du département des Transports, qui aurait déclaré : « Nous n'avons pas trace ici d'enquête du NTSB *[National Transportation Safety Board,* Bureau national de la sécurité des transports]. »[34] Enfin, toutes les autres preuves mises en avant reposent sur « l'analyse des membres de la Commission ». Il nous faut tout simplement lui faire confiance et, très franchement, l'équipe que dirige Zelikow ne s'en est pas montrée digne jusqu'à présent.

La seconde étape de sa démonstration consiste purement et simplement à nier la fiabilité de l'étude sismique. Son argumentation est la suivante :

« Les données sismiques sur lesquelles [les deux auteurs de l'étude] ont basé leur estimation présentent un ratio signal-bruit beaucoup trop faible. Elles laissent trop de place à la spéculation en terme de signal-source pour permettre de contredire l'heure de l'impact établie par la très précise synthèse, réalisée par les services officiels, du radar et de l'ensemble des données recueillies sur le site de l'impact. Cet ensemble de données permet de déterminer l'heure de l'impact du vol UA93 à une seconde près. Il porte en particulier sur le site du choc et sur l'avion, et a pour sources les codes horaires automatiquement enregistrés sur les cassettes audio de l'ATC [Air Traffic Control, contrôle de la circulation aérienne] pour le compte des centres de la FAA et recoupés avec chaque série de données selon une méthode unanimement acceptée dans la communauté internationale des enquêtes sur les accidents d'avions » (p. 462, note 169).

Mais bien qu'il paraisse à première vue imparable, cet argument n'est qu'une suite d'affirmations. Aucune preuve tangible ne permet de vérifier ces données. On nous demande une fois encore de croire la Commission Kean-Zelikow sur parole.

En outre, si on se plonge réellement dans l'étude sismique réalisée à la demande des militaires par Won-Young Kim de l'observatoire terrestre Lamont-Doherty de l'université de Columbia, et par Gerald R. Baum du cabinet d'études géologiques du Maryland, elle paraît laisser bien moins de place à la « spéculation » que ne le prétend la Commission. Kim et Baum, à qui on a demandé de faire une étude des données sur les quatre impacts, affirment que seul le signal du choc sur le Pentagone est trop faible pour pouvoir en déterminer l'heure exacte. Élément intéressant qui s'ajoute à d'autres pour conforter l'opinion de ceux qui pensent que le Pentagone n'a pas été frappé par un énorme avion de ligne. En ce qui concerne la chute du vol UA93, ils ont examiné les enregistrements sismographiques des quatre stations implantées près du point de chute. Alors que le ratio signal-bruit était très bas pour deux d'entre elles (environ 1 pour 1), il était à environ 2,5 pour 1 pour une autre (SSPA). Kim et Baum en concluent ce qui suit :

« Bien que les signaux sismiques diffusés sur le réseau ne soient pas aussi prononcés et aussi nets que dans le cas du World Trade Center […], trois sismogrammes à la station SSPA […] sont tout à fait nets. [… De ces enregistrements] nous pouvons déduire que le vol UA93 s'est écrasé aux environs de 14 h 06 et 5 secondes en temps universel, soit 10 h 06 et 5 secondes locales. »[35]

Par conséquent, il apparaît que la Commission s'est livrée à une lecture biaisée dans le sens qui lui convient.

La troisième étape de sa démonstration consiste à affirmer que «l'un des auteurs de l'étude admet à présent que les "données sismiques concernant le vol UA93 ne sont pas irréfutables" ». [36] Toutefois, en dehors du fait que nous ne savons pas dans quelles conditions, ni sous quelles réserves, l'auteur en question, Won-Young Kim, a pu faire cette concession, nous pouvons conclure que l'autre auteur principal de l'étude sismique, le Dr. Gerald Baum, *n'admet pas,* lui, que ces données soient réfutables.

En somme, la Commission n'a pas été capable de justifier la nouvelle heure qu'elle propose pour la chute du vol UA93. Mais, même si l'heure déterminée s'avérait la bonne, cela ne suffirait pas pour étayer son argumentation contre la destruction volontaire de l'avion.

Nouveau rapport sur le général Winfield

Nous l'avons vu plus haut, le général de brigade Montague Winfield, sous-chef «Opérations» du NMCC, s'est fait remplacer à 8 h 30 le matin du 11 septembre par son adjoint, le capitaine de vaisseau Charles Leidig. Cette relève est pour le moins digne d'intérêt en raison du moment où elle a lieu. Mais elle l'est aussi pour une autre raison. Le capitaine de vaisseau Leidig, amené à s'expliquer devant la Commission sur son intérim, précise que Winfield a repris ses fonctions juste avant la chute du vol UA93. [37]

Ce témoignage montre notamment tout l'intérêt d'un élément du compte-rendu de James Bamford sur ces heures fatidiques, élément dont on n'avait pas fait état jusqu'à présent.

«Alors que le vol UA93 s'approche de la Maison Blanche, […] Cheney […] demande à Bush de donner l'ordre d'abattre l'avion de United Airlines. […] Mais, Bush [… le laisse] prendre la décision […]. Quelques minutes plus tard, Cheney transmet l'ordre au général de brigade de l'armée de Terre Montague Winfield dans la Salle de crise du Pentagone. «Le président nous a donné l'autorisation d'abattre un banal avion de ligne qui menaçait Washington, D.C.», ajoute Winfield […] Le Colonel Robert Marr de l'Air Force […] demande aux contrôleurs aériens de donner aux pilotes de chasse l'instruction de détruire l'appareil.» [38]

Le compte-rendu de Bamford est lui aussi particulièrement intéressant, étant donné qu'on a cité plus tard une déclaration du Général Winfield sur le vol UA93 : «Pendant un moment, on nous a donné une heure sur objectif, puis on s'est rétracté, puis on en a donné une autre, mais rien ne se passait. Vous imaginez facilement la tension qui régnait au NMCC.» [39]

Que pouvait signifier «l'heure sur objectif», si ce n'est l'heure à laquelle ils s'attendaient à ce que l'avion de chasse parvienne à hauteur du

vol UA93 ? C'est une question que la Commission Kean-Zelikow aurait au moins dû poser au général Winfield.

Résumé et conclusion

Comme nous venons de le voir, nous avons de très nombreuses raisons de conclure que les militaires ont abattu le vol UA93, notamment :

1. Divers témoignages indiquent que l'autorisation de tir a été donnée avant 10 h 00, peut-être même vers 9 h 45.

2. Des témoignages révèlent qu'après la diffusion de cette autorisation, on envoie un F16 à la poursuite du vol UA93.

3. Un bulletin d'information de CBS News ainsi que les témoignages d'un contrôleur aérien et de Paul Wolfowitz affirmentque le vol n° 93 était talonné par un F16.

4. La déposition du général Montague Winfield semble montrer qu'il s'attendait, comme toutes les personnes présentes au NMCC, à ce que le vol UA93 soit abattu.

5. Une rumeur courre au sein de l'armée qu'un des F16 aurait abattu un avion de ligne en Pennsylvanie.

6. Des témoignages de personnes à bord du vol UA93 et d'autres au sol laissent penser que c'est un missile qui a abattu l'appareil.

Les preuves qui nous mènent à la conclusion que le vol n° 93 fut abattu par les militaires sont vraiment accablantes.

La Commission Kean-Zelikow, en tentant de réfuter cette option, ne conteste pas explicitement les témoignages. En fait, elle ne les mentionne même pas. Elle choisit de faire reposer son argumentation sur deux affirmations :

1) Les militaires n'ont appris le détournement du vol qu'après qu'il se fut écrasé ;

2) L'autorisation de tir transmise par le vice-président Cheney ne l'a été qu'après la chute du vol UA93.

Cependant, nous avons vu que les arguments de la Commission pour étayer ces affirmations sont loin d'être probants.

La première affirmation – les militaires n'étaient pas au courant du détournement du vol UA93 – repose sur la double assertion que la FAA n'a jamais appelé les militaires pour les alerter et que les téléconférences n'étaient pas équipées pour acheminer ces informations. Mais nous avons de bonnes raisons de douter de cette hypothèse. Dans la mesure où les téléconférences de la FAA et du NMCC se seraient effectivement avérées incapables de transmettre les informations de la FAA aux militaires, il

semblerait que le NMCC ait délibérément saboté le système ; mise en place de sa propre téléconférence, permanence assurée par un bleu, affirmation de l'impossibilité à se connecter à la FAA et non participation à la téléconférence de la FAA. En outre, il existe quelques bonnes raisons de douter que ces téléconférences aient été aussi inefficaces qu'on nous le dit. Souvenons-nous de la note de Laura Brown, intitulée *Les communications de la FAA avec le NORAD le 11 septembre 2001.* Selon ce document, immédiatement après la première frappe contre le World Trade Center, la FAA a établi un réseau téléphonique englobant aussi bien le Pentagone que le NORAD. Alors :

« Grâce au réseau téléphonique, la FAA a échangé des informations en temps réel sur le déroulement des événements, y compris sur la perte de liaison avec l'avion, la disparition des signaux du transpondeur, les changements de route non autorisés et tous éléments relatifs à n'importe quel vol à risque. »[40]

Et même le rapport Kean-Zelikow admet que vers 9 h 34, le vol UA93 est un « vol à risque » pour la FAA.

L'affirmation de la Commission sur l'inutilité des téléconférences est aussi battue en brèche par le compte-rendu de Clarke, selon lequel Jane Garvey annonce le détournement probable vers 9 h 40, au moment où Myers et Rumsfeld sont tous deux présents dans la salle. Clarke révèle aussi que le Secret Service, qui est branché sur tous les services d'État liés à la sécurité, suit les écrans radar de la FAA.

La première affirmation du rapport – les militaires n'apprennent le détournement du vol n° 93 qu'après qu'il se soit écrasé – ne tient donc pas à l'examen, même en faisant abstraction du fait mentionné au chapitre 11 que certains membres du NORAD sont avertis de la menace à 9 h 16.

Il en est de même pour la seconde affirmation – l'autorisation de tir est arrivée trop tard, sept minutes au moins après la chute du vol UA93. Hormis le fait que l'assertion de la Commission – cette autorisation n'arrive qu'à 10 h 10 – est catégoriquement contredite par de nombreux témoignages antérieurs, y compris celui de Richard Clarke lui-même, la nouvelle chronologie de l'arrivée du vice-président Cheney dans la salle de conférence de l'abri souterrain est probablement l'élément d'argumentation de la Commission le plus visiblement mensonger. Non seulement il n'existe aucun témoignage pour le valider, mais encore il est contredit par de nombreux autres témoignages, notamment ceux de trois témoins oculaires : Richard Clarke, Norman Mineta et le photographe de la Maison Blanche, David Bohrer. L'autre élément de l'argumentation de la

Commission – le vol UA93 s'est écrasé trois minutes plus tôt que ce qu'indique l'étude sismique – doit être jugé au mieux bien faible.

Les circonlocutions filandreuses par lesquelles la Commission Kean-Zelikow tente d'expliquer en force ce décalage de trois minutes conduit en fait à penser que le but essentiel de l'équipe officielle est de lever les soupçons que fait naître l'examen de l'enregistrement du vol. Elle essaie de prouver qu'en réalité les quatre dernières minutes de bande ne manquent pas, ces quatre dernières minutes qui auraient révélé la cause réelle de la chute de l'avion.

Le rapport Kean-Zelikow échoue complètement dans sa tentative de démontrer que les militaires n'ont pas pu abattre le vol UA93. Si on constate qu'il n'a réfuté aucun des éléments menant à la conclusion que les militaires ont effectivement abattu l'avion détourné, cette dernière hypothèse reste probable.

En fait, nous disposons à présent d'un autre élément qui va dans ce sens : la Commission Kean-Zelikow non seulement évite avec soin d'examiner directement quelque témoignage que ce soit sur le sujet, mais encore elle s'est enferrée dans les plus flagrantes manipulations de preuves, tant elle tenait à écarter même la simple évocation directe de la question.

Chapitre 16

La FAA assume les responsabilités

Comme nous l'avons constaté, la reconstitution de la journée du 11 septembre par la Commission a pour but de blanchir les militaires soupçonnés de n'avoir pas riposté de façon appropriée. L'assertion centrale de cette argumentation est que la FAA n'a pas informé les militaires des détournements à temps pour qu'ils puissent parer les attaques. Des comptes-rendus semblant indiquer le contraire, la Commission déclare que « l'aptitude de la FAA à renseigner les militaires à temps et utilement est surévaluée ce matin-là » (p. 34).

Cependant, nous avons vu qu'il existe des raisons de suspecter que l'on demande à la FAA d'assumer seule la responsabilité de ce qui s'est passé, afin de protéger les militaires. Dans ce chapitre, nous explorerons plus directement cette question. J'examinerai, tout d'abord, l'argumentation de la Commission à l'égard des militaires, puis son argumentation à l'égard de la FAA.

La Commission justifie les militaires

Au cours de l'exposé de son argumentation pour justifier les militaires, j'étudierai d'abord la nouvelle chronologie établie par la Commission, puis j'examinerai d'autres paramètres.

La nouvelle chronologie des militaires est acceptée

Le rapport Kean-Zelikow a déchargé les militaires de toute complicité et même d'une grave incompétence de deux façons. La Commission a accepté, et peut-être même créé, par endroits la nouvelle chronologie des militaires, en particulier dans le cas des trois derniers vols. Et elle a survolé les zones d'ombre et autres discordances de cette chronologie.

En ce qui concerne le vol n° 11, elle n'a pas cherché à découvrir pourquoi l'appel téléphonique du NEADS au général Arnold en Floride a pris huit minutes, ni si cet appel était nécessaire. Elle n'a pas insisté non

plus pour connaître la raison pour laquelle les chasseurs d'Otis, après avoir reçu un ordre *scramble* à 8 h 46 ne furent en vol qu'à 8 h 53.

En ce qui concerne le vol n° 175, elle n'a pas exigé qu'on lui dise pourquoi, si le NORAD n'avait pas été averti du détournement à 8 h 43, il a soutenu pendant presque trois ans qu'il l'avait été. Elle n'a pas insisté pour savoir pourquoi, si le vol n° 11 s'était déjà écrasé à 8 h 53 et les militaires n'avaient pas encore été alertés au sujet du vol n° 175, les chasseurs d'Otis étaient néanmoins en vol. Elle n'a pas non plus cherché à obtenir des éclaircissements auprès des autorités du NEADS sur ce que firent réellement les chasseurs après avoir décollé, pourquoi ils planaient au-dessus de la côte de Long Island au lieu d'être envoyés sur la ville pour mettre en place une patrouille aérienne de combat.

En ce qui concerne le vol n° 77, elle a accepté la nouvelle présentation des militaires selon laquelle, contrairement à ce que le NORAD avait affirmé en 2001, ils ne furent pas avertis à 9 h 24 du détournement. elle oublie d'insister auprès des autorités du NORAD pour qu'ils expliquent pourquoi, en 2001, ils ont donné cette fausse information. Elle présente aussi, pour appuyer cette nouvelle assertion, un conte élaboré à partir d'éléments nouveaux : la découverte du vol fantôme n° 11, la découverte de la journée à la mer des pilotes de Langley, et la découverte que le NEADS avait appris de la FAA que le vol n° 77 était seulement perdu, pas qu'il avait été détourné. Afin de soutenir l'assertion du Pentagone qu'il ignorait totalement qu'un avion venait dans sa direction, elle a supprimé le témoignage qu'elle a recueilli de Norman Mineta, où il a affirmé que le vice-président Cheney fut informé de la présence de l'avion non identifié quand celui-ci se trouvait à une distance de quatre-vingts kilomètres. La Commission, en acceptant la version du pilote de l'armée ayant identifié cet avion comme étant un Boeing 757, refuse de voir la contradiction entre cette version et les autres au sujet de ses toutes dernières minutes de vol. En définitive, la Commission ignore purement et simplement toutes les preuves matérielles montrant que l'avion qui a percuté le Pentagone ne peut pas avoir été un gigantesque avion de ligne, et donc ne peut pas avoir été le vol n° 77.

En ce qui concerne le vol n° 93, la Commission Kean-Zelikow entre dans de grandes circonvolutions afin de créer une chronologie qui rende impossible le fait que les militaires aient abattu l'avion. Dans cette optique, elle situe non seulement l'heure du crash trois minutes plus tôt que l'étude sismique, mais aussi l'autorisation d'abattre l'avion au moins vingt minutes plus tard par rapport aux premiers comptes-rendus. Par ailleurs, afin d'étayer l'horaire de cette autorisation, le rapport Kean-

Zelikow, dans ce qui est probablement l'épisode fabriqué le plus évident, dépeint le vice-président entrant dans la salle de conférence du bunker quarante-cinq minutes plus tard que ce qu'indiquent d'autres comptes-rendus, y compris ceux de deux membres de l'administration Bush : Richard Clarke et Norman Mineta. Ce rapport ignore aussi, bien sûr, toutes les preuves qui confortent l'hypothèse selon laquelle le vol n° 93 a été abattu par les militaires.

Finalement, en ce qui concerne les quatre vols, spécialement les trois derniers, la Commission met tout en œuvre pour nous convaincre que les militaires n'ont pas pu être informés de leur détournement par la FAA, malgré les trois téléconférences, même si cette tentative est contredite par le bon sens, mais aussi le témoignage de Richard Clarke et celui de Laura Brown de la FAA.

Aucune question sur les autres chasseurs disponibles

L'assertion des militaires, comme nous l'avons vu, est qu'aucun avion n'arriva à New York ou à Washington à temps pour empêcher les attaques, en partie parce qu'il n'y avait pas de chasseurs disponibles suffisamment proches. Il existe pourtant des témoignages qui laissent supposer le contraire.

Selon l'un d'eux, trois F16 de la base Air Force d'Andrews étaient en mission en Caroline du Nord, dans le cadre d'un exercice d'entraînement, lorsque la tour nord fut percutée à 8 h 46. N'étant alors qu'à trois cent trente kilomètres de Washington, il leur aurait donc été possible d'atteindre les lieux vers 9 h afin d'établir une CAP jusqu'à ce qu'une autre patrouille soit envoyée pour les remplacer. Mais ils ne commencèrent à survoler Washington qu'à 10 h 45. [1]

Il semblerait que ce témoignage ait donné lieu à une conversation animée entre le colonel Marr, les généraux Myers, Eberhart et Arnold. Pourtant, nous n'avons aucune indication dans le rapport de la Commission que le sujet ait même été abordé.

Toutefois, il est fait légèrement allusion à une histoire similaire. Dans un passage surprenant, on peut lire en ce qui concerne la riposte au détournement du vol n° 11 : « Le Centre de Boston […] a essayé de contacter une ancienne base à Atlantic City, ignorant qu'elle avait été progressivement abandonnée. » (p. 20). Ce que ce passage ne mentionne pas, c'est que le 177e escadron de chasseurs, basé à l'aéroport international d'Atlantic City à Pomona dans le New Jersey, était parfaitement opérationnel et que deux de ses F16, armés de bombes, effectuaient, à ce moment-là, des sorties à seulement huit minutes de Manhattan. Ces faits sont rapportés dans un article de Mike Kelly, publié dans le *Bergen Record* du New Jersey. [2]

On pourrait supposer qu'ils ne furent pas mentionnés parce que la Commission n'en avait pas eu connaissance. Pourtant, le président Kean et l'un des principaux enquêteurs, John Farmer, furent interviewés par Kelly et cités dans son article. Mais bien que Farmer lut personnellement, à l'audience du 17 juin 2004, les conclusions des membres sur ce sujet, il n'est fait aucune mention de ces F16.

Peter Lance, qui raconte cette histoire dans *Cover Up,* cite Lorie van Auken dont le mari est décédé dans la tour nord :

« Je suis sincèrement abasourdie par ceci […]. Si deux chasseurs se trouvaient à seulement huit minutes de distance, la Commission aurait dû faire une enquête approfondie pour savoir pourquoi on n'a pas fait appel à eux. Ne pas enregistrer officiellement leur déposition dépasse l'entendement. »[3]

Peut-être que l'une des raisons pour lesquelles ce fait a été omis est qu'il n'aurait pas été conforme à l'hypothèse, acceptée par la Commission, que le NEADS avait seulement deux bases avec des chasseurs en alerte. James Bamford, qui rapporte l'histoire concernant les F16 à seulement huit minutes de Manhattan, précise que le NEADS pouvait faire appel à « des pilotes de chasse en alerte des unités de la Garde nationale à Burlington dans le Vermont ; Atlantic City dans le New Jersey ; Cape Cod dans le Massachusetts et Duluth dans le Minnesota ».[4] En ajoutant Langley en Virginie, plus Andrews, on arrive à un total de six bases. Peut-être que l'une des nombreuses façons dont la Commission protège les militaires est de ne pas publier ni même dire quoi que ce soit qui remettrait en question l'assertion du général Myers selon laquelle, en septembre 2001, le NEADS avait seulement deux bases qui gardaient des chasseurs en alerte.

Acceptation de l'excuse « menace externe » des militaires

Hormis le fait qu'elle accepte leur nouvelle chronologie, qui rejette toutes les fautes graves sur la FAA, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre accepte aussi les excuses données par les militaires sur les raisons pour lesquelles ils n'étaient pas préparés à affronter de telles attaques. Le problème, comme l'explique la Commission, a été que les « procédures opérationnelles » mises en place par le NORAD et la FAA « afin de pouvoir coopérer lors d'un détournement d'avion » se sont révélées « inadaptées à tout point de vue par rapport à ce qui allait se passer » (p. 17, 18). Ces procédures opérationnelles, pour être plus précis, présumaient à tort que :

L'avion détourné serait immédiatement identifiable et ne tenterait pas de disparaître.

Le temps qu'il faudrait pour traiter le problème par la chaîne hiérarchique réglementaire de la FAA et du NORAD serait suffisant.

Le détournement suivrait les standards habituels, c'est-à-dire qu'il ne serait pas un détournement suicide destiné à transformer l'avion en un missile guidé (p. 18).

J'examinerai ces trois présomptions dans l'ordre.

La première est que l'avion « ne tenterait pas de disparaître », ce qui signifie simplement que son transpondeur ne serait pas éteint. À la place, le pilote l'utiliserait pour déclencher le code universel de signal d'un détournement (p. 17). Ainsi, l'avion serait facilement repéré, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours au radar primaire. Il est certainement exact que l'une des fonctions du transpondeur est de permettre au pilote d'envoyer ce code d'alerte à quatre chiffres. Et il est aussi vrai que si le pilote le fait, il y a peu de raisons de douter qu'un détournement soit en cours.

Mais nous avons déjà vu l'absurdité de la double suggestion selon laquelle la FAA ne s'attendait pas à ce que les pirates de l'air éteignent le transpondeur et que, l'ayant fait, l'avion « disparaisse » virtuellement. Le manuel de la FAA mentionne la disparition du signal du transpondeur comme l'un des trois signes standard qu'un avion a été détourné. Par conséquent, l'une des affirmations les plus stupides du rapport Kean-Zelikow est que « la défense de l'espace aérien des États-Unis fut, le 11 septembre […], improvisée par des civils qui n'avaient jamais eu à faire face à un avion détourné qui tentait de disparaître » (p. 31). Peut-être ne s'étaient-ils jamais trouvés dans cette situation, mais ils connaissaient certainement les procédures à suivre dans le cas où le transpondeur d'un avion n'émet plus aucun signal. Nous avons également vu qu'il est tout aussi absurde de suggérer que les systèmes radar des militaires sont fondés sur l'hypothèse que les pilotes de bombardiers soviétiques, par exemple, ne seraient pas discourtois au point d'éteindre leur transpondeur. Par conséquent, je ne m'attarderai pas plus longtemps sur cette première hypothèse et je porterai toute mon attention sur les deux autres.

La deuxième est que « le temps qu'il faudrait pour traiter le problème par la chaîne hiérarchique réglementaire de la FAA et du NORAD serait suffisant », ce qui implique deux hypothèses. L'une est qu'avant le 11 Septembre, les procédures étaient appliquées en fonction d'une « chaîne hiérarchique » rigide, par laquelle il fallait au moins dix minutes pour obtenir un ordre de décollage en *scramble.* Nous avons déjà suffisamment examiné cette hypothèse, aussi bien en ce qui concerne la FAA que les militaires. J'examinerai, par conséquent, seulement la deuxième hypothèse qui est l'assertion que dès l'instant où les militaires s'attendaient à ce que

des avions représentent des menaces pour la mère patrie, ils viendraient d'outre-mer. Dans le chapitre 5, nous avons vu de quelle façon la Commission utilise l'argument « observation outre-mer » pour excuser les services de renseignement. Nous allons voir comment elle s'en sert aussi pour excuser les militaires.

L'hypothèse que les militaires étaient seulement préparés pour riposter à des menaces venant de l'étranger fut avancée la première fois par le général Myers. Dans sa déposition devant la Commission le 17 juin 2004, il déclare en exorde : « La position de nos militaires le 11 septembre, selon la loi, la politique et les traditions, fut de se tenir prêts à riposter à tout danger extérieur, danger dont l'origine est au-delà de nos frontières. » Plus tard, lors d'un interrogatoire avec le commissaire John Lehman, il explique que cette « position » avait un lien avec notre système de transmission radar, en se justifiant ainsi : « Toute notre attention était portée sur l'extérieur. Nous ne savions rien de la situation interne parce que nous n'avions pas de transmission radar. » [5]

Le commissaire Jamie Gorelick réplique à Myers :

« […] la question qui doit rester présente à l'esprit du peuple américain est de savoir où se trouvaient nos militaires au moment où ils auraient dû nous défendre et je pense que cette demande est justifiée […]. Et la réaction du NORAD […] est qu'il n'était en position de nous défendre sur notre territoire que si quelqu'un arrivait de l'étranger, avec toutes les conséquences que cela implique. […] C'est pourquoi je reviens sur ce mot « position », nous étions en position contre une menace externe.

Je sais par expérience que les militaires ont une charte extrêmement précise et qu'il est clairement indiqué qui est supposé faire quoi. Par conséquent, si vous vous référez à cette charte en consultant les documents fondamentaux du NORAD, il n'est pas dit que vous devez nous défendre seulement contre un danger venant d'outre-Atlantique ou de l'extérieur de nos frontières. L'armée a deux missions et l'une d'elles est le contrôle de l'espace aérien du territoire des États-Unis, ainsi que le contrôle et la surveillance de l'espace aérien du Canada et des États-Unis. Pour moi, ce concept de souveraineté aérienne signifie que vous avez une mission que vous avez supprimée de votre champ d'action, si vous étiez seulement en position contre une menace externe. »

Myers lui répond avec un argument absurde : « Ce que nous nous efforçons de faire, c'est de respecter la loi, et la loi est très claire en ce qui concerne le *Posse comitatus,* qui définit si oui ou non l'armée doit intervenir pour faire respecter la loi sur le territoire national […]. »

Gorelik fait vivement remarquer l'absurdité de cet argument :

« Permettez-moi de vous interrompre, mais quand j'étais conseiller général au département de la Défense, j'ai régulièrement précisé, et je crois que d'autres l'ont également fait, que le *Posse comitatus* stipule que vous ne pouvez pas procéder à des arrestations. Il ne signifie pas que les militaires n'ont ni autorité, ni obligation, ni aptitude à défendre les États-Unis contre des attaques qui pourraient avoir lieu sur le territoire des États-Unis. »

Néanmoins, bien que Gorelick ait entièrement sapé l'argument de Myers, c'est l'opinion de celui-ci qui est consignée dans le rapport Kean-Zelikow, dans lequel on peut lire la déclaration suivante :

« La mission du NORAD était et est de défendre l'espace aérien de l'Amérique du Nord […]. Cette mission ne fait pas de distinction entre une menace interne et une menace externe ; mais du fait que le NORAD fut créé pour contrer la menace soviétique, il en est venu à cantonner son champ d'action à la défense contre des attaques externes » (p. 16).

L'exactitude de la remarque de Gorelick est reconnue. Mais elle ne l'est que comme une affirmation sur la façon dont le NORAD *aurait dû* comprendre sa mission. Pour ma part, je l'interpréterai de façon plus critique, car elle exprime son incrédulité à l'idée que le NORAD ait pu réellement penser que sa mission était seulement de défendre le pays contre des menaces externes. Néanmoins, le rapport Kean-Zelikow prend Myers au mot. À tort ou à raison, il conclut que le NORAD a, en fait, « limité son champ d'action (seulement) à la défense du pays contre des attaques externes ». Nous trouvons cette affirmation rappelée à la fin du livre :

« Les défenseurs du territoire américain étaient tournés vers l'extérieur […]. Les scénarios d'anticipation du [NORAD] ont envisagé le danger potentiel d'avions détournés qui seraient dirigés sur des cibles américaines mais seulement dans le cas d'avions qui viendraient d'outre-mer » (p. 352).

La Commission, sur ce point, émet une critique à l'encontre des militaires :

« Nous reconnaissons que le coût occasionné par un changement dans la position de défense du NORAD pour faire face au danger que représentent des pirates de l'air kamikazes, avant qu'une telle menace ait pu être mise réellement à exécution, aurait été dur à faire accepter. Mais le NORAD ne sollicita pas les services de renseignement pour tenter de présenter une demande appuyée sur des arguments convaincants » (p. 352).

Il s'agit cependant d'une critique bien tiède qui se contente de constater que les dirigeants du NORAD furent coupables d'incompétence bureaucratique : ils auraient dû essayer d'être plus actifs pour obtenir ce dont ils avaient besoin.

Voici une observation, peut-être judicieuse, de Michael Patenti qui pense que « les politiques se servent [parfois] de l'incompétence comme d'une couverture », c'est-à-dire comme une façon de nier leur implication active dans quelque opération illégale. Cette reconnaissance de l'incompétence est ensuite « très vite adoptée par de nombreux commentateurs » parce qu'ils préfèrent voir leurs dirigeants faire preuve d'incompétence « que mentir délibérément ». [6] Il suffit simplement de remplacer « les politiques » par « les chefs militaires » pour voir si la même dynamique fonctionne avec les différentes affirmations des chefs militaires américains. Dans le cas présent, nous avons la déposition de Myers qui montre qu'il a mal compris la signification de *Posse comitatus* et donc la nature de la mission du NORAD, suivie par la rectification apportée par la Commission sur la séparation qu'il fixe entre les menaces externes et internes, puis la critique de son incapacité (et de façon plus générale, de celle du NORAD) à déposer une demande de subvention en vue de l'acquisition d'un radar tourné vers l'intérieur.

L'assertion « méconnaissance » des militaires est acceptée

La troisième hypothèse est que « tout détournement d'un avion de ligne américain ne serait pas un détournement suicide destiné à transformer l'avion en missile guidé » (p. 18). En raison de ce critère, la Commission d'enquête sur le 11 Septembre affirme que nous avons « une armée non préparée qui doit faire face à la situation d'un avion de ligne commercial transformé en arme de destruction massive » (p. 31).

Ce critère vient du témoignage du général Myers, qui justifie la « position » d'observation vers l'extérieur des militaires en prenant pour référence l'absence de menaces extérieures du genre de celles qui se produisirent le 11 septembre. Au cours de son témoignage, il explique :

« L'utilisation d'un avion en tant qu'arme, en tant que missile, autre que dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale ou celui d'un kamikaze, je l'ignore, j'ai effectué des recherches et tout ce que je peux dire, c'est qu'à ma connaissance, aucun avion n'a jamais été utilisé comme une arme. Or, des avions ont atterri sur la pelouse de la Maison Blanche. […] On a parlé d'avions qui allaient s'écraser dans les locaux de la CIA. Mais, dans la plupart des cas de menaces datant d'avant le 11 Septembre, il s'agissait de détournements d'avion en mode « détournement normal », et non en mode « arme ». […] Même pour tout ce qui a été entrepris et les détournements d'avions qui furent projetés pour les Philippines, dans ce complot très connu, il avait été décidé, au tout début, que des avions devaient être détournés dans le but de les faire sauter. Aussi […] les

services de renseignement ne s'intéressèrent-ils pas à ce genre de danger et je pense que cela explique notre position. »[7]

Myers déclare, en d'autres termes, que la position de surveillance externe était justifiée par l'absence d'incidents significatifs, ou même de menaces, que des avions seraient utilisés comme des armes.

La Commission d'enquête a suivi Myers en liant ces deux problèmes. C'est-à-dire que, bien qu'elle ait fait la distinction entre la deuxième et la troisième hypothèses, elle les a en réalité traitées ensemble, en concluant : « La menace de terroristes détournant des avions de ligne commerciaux à l'intérieur des États-Unis, et les utilisant en tant que missiles guidés, ne fut pas prise en compte par le NORAD avant le 11 Septembre. » (p. 17). Au cours d'une entrevue privée que la Commission eut avec le commandant en chef du NORAD, le général Ralph E. Eberhart, celui-ci parla de « méconnaissance » (p. 458, note 98). Par la suite, le rapport Kean-Zelikow construit une part significative de sa défense des militaires autour de cette affirmation.

Cette défense contient, bien sûr, une critique. Mais elle se limite au « manque d'imagination », repris d'un mémo de Paul Wolfowitz à Rumsfeld peu après le 11 Septembre, dans lequel il commente le complot aérien de Manille de 1995, qui visait à faire écraser un avion chargé d'explosifs sur le quartier général de la CIA.[8] À la lumière du fait que les autorités américaines savaient, Wolfowitz déplore le peu de réflexion consacré à la menace potentielle de pirates de l'air suicide, ce qu'il attribue à « un manque d'imagination » (p. 335). La Commission adopte et développe cette conception. De ce fait, elle a émis une critique, si l'on peut dire, envers l'institution militaire.

Mais cette critique, comme les précédentes sur l'incompétence bureaucratique, n'est pas très grave comparée à l'accusation de complicité. Les officiers ne sont probablement pas trop ennuyés par cette critique, d'autant qu'elle est faite dans le but de prévenir des charges plus sérieuses. La simple accusation d'incompétence n'entraîne pas le risque de poursuites comparativement à, entre autres, un crime de masse.

La défense des militaires par la Commission repose sur ce que l'on pourrait appeler « les échecs d'interception » du NORAD, d'où cette tiède critique du « manque d'imagination ». On nous explique que ces échecs sont compréhensibles et même excusables car les officiers du NORAD, étant dépourvus d'imagination, ont simplement ignoré la « menace de terroristes détournant des avions de ligne commerciaux à l'intérieur des États-Unis, et les utilisant en tant que missiles guidés » (p. 17).

Bien entendu, pour que cette défense soit crédible, l'assertion « méconnaissance » doit être elle-même crédible.

L'affirmation que le danger ne fut pas réellement identifié est en partie dû au fait que le rapport Kean-Zelikow a associé la deuxième et la troisième hypothèses en une seule double présomption : que les avions de ligne commerciaux ne seraient pas a) détournés à l'intérieur des États-Unis et ensuite b) utilisés en tant que missiles guidés par des pirates de l'air suicide. Comme il est nécessaire que les deux conditions soient réunies pour servir de contre-exemple à la « méconnaissance » d'Eberhart, le rapport Kean-Zelikow peut annuler plusieurs cas similaires en constatant que l'une ou l'autre des deux conditions n'est pas remplie. Le rapport a mentionné, par exemple, un test préétabli soumis au NORAD, et fondé sur l'hypothèse « qu'un avion de ligne détourné venant d'outre-mer s'écrase sur le Pentagone » (p. 346). Cet exemple, qui part de l'idée d'un avion venant d'outre-mer, ne peut pas réfuter l'affirmation selon laquelle personne n'avait envisagé qu'un avion serait détourné à l'intérieur des États-Unis et ensuite, utilisé pour frapper le Pentagone ; la différence cruciale réside dans le fait que si l'avion venait d'outre-mer, on aurait largement le temps de l'identifier et de *scrambler* des intercepteurs.

Toutefois, même sous réserve que les deux conditions soient remplies, il existe des preuves évidentes qui vont à l'encontre de la crédibilité de l'affirmation d'Eberhart.

Certaines de ces preuves sont, contre toute attente, fournies par la Commission elle-même. Je vais établir une liste de neuf exemples cités dans le rapport Kean-Zelikow qui, d'une manière évidente ou implicite, contredisent l'adhésion du rapport à la « méconnaissance » d'Eberhart :

1. « Un groupe d'Algériens a détourné un avion de ligne en 1994 […] peut-être pour le faire s'écraser contre la tour Eiffel » (p. 345). L'avion fut détourné à Alger. Mais étant donné que la distance qui sépare Alger de Paris est inférieure à celle qu'il faut parcourir pour traverser les États-Unis, il est probable que le temps imparti pour intercepter l'avion aurait été moindre que celui dont nous disposerions pour intercepter un avion détourné à l'intérieur de ce pays. Il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour transposer ce scénario aux États-Unis.

2. « Au début de l'année 1995, Abdul Hakim Murad, le complice de Ramzi Youssef dans le complot des avions de ligne chargés d'explosifs à Manille, a avoué aux autorités des Philippines qu'ils avaient envisagé avec Youssef d'envoyer un avion détourné sur le quartier général de la CIA » (p. 345). Nous avons vu que c'est ce complot qui a fourni la base au commentaire de « manque d'imagination » de Paul Wolfowitz.

3. « En août [1998], les services de renseignement ont été informés qu'un groupe de Libyens espéraient faire s'écraser un avion contre le

World Trade Center.» (p. 344-45). La Commission ne dit pas explicitement que l'avion serait détourné de l'intérieur des États-Unis, mais elle ne dit pas non plus le contraire.

4. «Richard Clarke s'est intéressé au danger que peut représenter un avion, au moins depuis les Jeux Olympiques d'Atlanta en 1996 […]. En 1998, il présida un exercice fondé sur un scénario dans lequel un groupe de terroristes s'emparait d'un Learjet sur une base aérienne d'Atlanta, le chargeait d'explosifs et l'envoyait sur une cible à Washington» (p. 345). La Commission conclut ailleurs la description de cet exercice en commentant que le groupe terroriste «décolla pour une mission suicide vers Washington» (p. 457-58 note 98).

5. «Après les alertes du millénaire 1999-2000, […] Clarke tint une réunion de son groupe de sécurité de contre-terrorisme consacré en grande partie à la possibilité d'un éventuel détournement d'avion par *al-Qaida* […]. La possibilité était imaginable et imaginée» (p. 345).

6. «Début août 1999, un service de la FAA résuma la menace de détournement d'avion par ben Laden […]. Le document identifiait quelques scénarios principaux, dont l'un était une "opération de détournement d'avion suicide"» (p. 345).

7. Un rapport de la CIA le 12 juin 2001 signale que KSM «est en train de recruter des gens pour aller rencontrer aux États-Unis des collègues déjà sur place afin qu'ils puissent conduire des attaques terroristes au nom de ben Laden. Le 22 juin, la CIA avertit tous ses chefs de section que les services de renseignement envisagent la possibilité d'une attaque suicide d'*al-Qaida* sur une cible américaine dans les jours à venir.» (p. 256).

8. «En juillet dernier [2001], à cause de menaces, l'Italie a fermé l'espace aérien au-dessus de Gènes et monté des batteries antiaériennes à l'aéroport de Gènes pendant le sommet du G8, auquel le président Bush assistait» (p. 258). Nous apprenons d'autre part que les Italiens ont gardé des chasseurs en vol au-dessus de la ville et que la menace fut prise tellement au sérieux que Bush a passé toute la nuit sur un porte-avions.[9] Bien que cet exemple, comme le premier, représente une menace en Europe et pas aux États-Unis, il est, de toute évidence, en contradiction avec la notion d'un «manque d'imagination» qui exclut la possibilité que des terroristes pourraient essayer d'utiliser des avions pour attaquer le président Bush. Un autre fait curieux à propos de cet exemple, est que la Commission, en mentionnant que «des batteries antiaériennes» avaient dû être installées à l'aéroport de Gènes, omet de signaler que la Maison Blanche et le Pentagone ont déjà leurs propres batteries antiaériennes qui abattraient tout avion, sauf s'il émet un signal transpondeur confirmant qu'il appartient à l'armée des États-Unis.

9. Le 6 août 2001, la réunion quotidienne présidentielle comprend un mémo de renseignement faisant état, entre autres choses, d'un « message menaçant selon lequel ben Laden a l'intention de détourner un avion américain […]. Les informations du FBI indiquent, depuis lors, des signes d'activités suspectes qui correspondent à des préparatifs de détournements d'avion ou à d'autres types d'attaques. La CIA et le FBI enquêtent sur un appel envoyé au mois de mai à notre ambassade aux Emirats arabes unis, qui prévenait qu'un groupe de partisans dévoués à la cause de ben Laden se trouvaient aux États-Unis et projetaient de lancer des attaques avec des explosifs » (p. 262).

Il est donc surprenant, bien que le rapport Kean-Zelikow adhère sans réserve à l'affirmation d'Eberhart selon laquelle « la menace de terroristes détournant des avions de ligne commerciaux à l'intérieur des États-Unis, et les utilisant comme missiles guidés, ne fut pas envisagée par le NORAD avant le 11 Septembre », qu'elle soit réfutée par des exemples à l'intérieur même du document.

Elle est même réfutée plus loin. Je vais citer six exemples :

1. En 1993, un panel d'experts délégués par le Pentagone suggère que des avions pourraient être utilisés comme des missiles pour détruire des monuments nationaux. En 1994, l'un de ces experts écrit dans le magazine *Futurist :*

« Des cibles telles que le World Trade Center ne fournissent pas seulement les victimes nécessaires, mais aussi plus d'impact, en raison de leur nature symbolique. Afin d'optimiser leurs chances de réussite, des groupes terroristes envisageront probablement de monter de multiples opérations simultanées. »[10]

2. En 1995, le sénateur Sam Nunn, qui fait la couverture de *Time,* décrit un scénario dans lequel des terroristes font s'écraser un avion radio-guidé contre le Capitole.[11]

3. En 1999, le National Intelligence Council, qui conseille le président et les services de renseignement américains au sujet des menaces potentielles, explique dans un rapport consacré au terrorisme : « Les représailles attendues d'*al-Qaida* aux tirs de missile de croisière des États-Unis [de 1998] […] pourraient prendre plusieurs formes d'attaques terroristes contre le Congrès. Des terroristes suicide appartenant au Bataillon des martyres d'*al-Qaida* pourraient faire percuter un avion bourré d'explosifs […] contre le Pentagone, le quartier général de la CIA ou la Maison Blanche. »[12]

4. En octobre 2000, des responsables du Pentagone conduisent un exercice afin de se préparer à la possibilité d'un avion de ligne détourné s'écrasant contre le Pentagone.[13]

5. En juillet 2001, selon un article intitulé « Le NORAD avait des exercices d'avion à réaction pour toute arme », les militaires programment un exercice dans lequel des avions de ligne détournés, en provenance des États-Unis, sont utilisés en tant qu'armes pour s'écraser contre des cibles, dont le World Trade Center.[14]

6. Le 11 Septembre à 9 h, le National Reconnaissance Office, qui contrôle des satellites espions et recrute son personnel parmi les militaires et les membres de la CIA, a programmé la simulation de l'atterrissage forcé d'un avion de ligne contre son quartier général, situé à six kilomètres de l'aéroport de Dulles, à Washington. La simulation devait, bien entendu, être conduite par John Fulton « et son équipe à la CIA ».[15]

De tous ces exemples, on peut déduire que l'affirmation de « méconnaissance » d'Eberhart est tout simplement invraisemblable et que la Commission sur le 11 Septembre devait le savoir. Par conséquent, nous pouvons en conclure que son adhésion à cette affirmation reflète moins sa croyance en son exactitude que son engagement à protéger la réputation des militaires, même s'il faut pour cela déformer la réalité historique.

Aucune enquête sur les mystères qui entourent le Pentagone

Comme nous l'avons vu, l'attitude d'au moins trois des officiers en chef du Pentagone, le matin du 11 septembre, est entourée de mystère. Le rapport du général Richard Myers sur ses activités personnelles au cours des attaques, en dehors du fait qu'il est en lui-même invraisemblable, est contredit par le compte-rendu de Richard Clarke sur la participation de Myers à la visioconférence de la Maison Blanche. Le compte-rendu de Clarke contredit aussi les trois versions du secrétaire à la Défense Rumsfeld sur ces activités, versions qui sont elles-mêmes contradictoires. Et il est certainement étrange que le général Montague Winfield, directeur des communications au NMCC, ait été remplacé par son adjoint récemment habilité pour assumer ce rôle et qu'ensuite, lorsqu'il fut manifeste qu'une attaque terroriste était en cours, Winfield ne reprit pas ses fonctions.

Néanmoins, la Commission Kean-Zelikow n'éprouve aucun intérêt à insister auprès de ces messieurs pour qu'ils essaient de clarifier ce qu'ils faisaient ce matin-là. Par conséquent, après avoir lu le *Rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre,* nous n'avons aucune idée de ce que Myers et Rumsfeld faisaient, disons entre 8 h et 9 h 15 (bien que, pour anticiper la suite de ce récit, Clarke indique qu'il participait à un *war game,* une simulation de guerre). Nous ne savons absolument pas ce que Winfield faisait pendant la plus grande partie de la matinée.

Peut-être ces hommes ne faisaient-ils rien de terrible. Mais le rapport Kean-Zelikow essaye de les protéger au moins de l'accusation de mentir. Et, bien entendu, en règle générale, les gens mentent sur le lieu où ils se trouvaient à un moment particulier, seulement lorsqu'ils faisaient quelque chose qu'ils veulent garder secret. Par conséquent, il est possible qu'en n'approfondissant pas la question de savoir si les dirigeants du Pentagone mentaient, la Commission du 11 Septembre ait contribué à dissimuler de plus grands méfaits.

Aucune enquête à propos des simulations de guerre

Certains critiques croient que si nous obtenions un compte-rendu complet de la façon dont les attaques ont pu réussir, nous verrions que des exercices militaires programmés pour ce matin-là, parfois appelés *war games,* ont joué un rôle vital.[16]

Le rapport de la Commission n'évite pas complètement d'aborder cette question, mais le fait façon succincte. Ce point est évoqué au cours d'une conversation entre la FAA et le NORAD au sujet du vol n° 11. Après que la personne de la FAA ait signalé qu'ils avaient un avion détourné se dirigeant vers New York et qu'ils « avaient besoin que quelqu'un fasse décoller des F16 ou envoie quelque chose là-haut » son interlocuteur au NEADS posa cette question : « C'est réel ou s'agit-il d'un exercice ? » (p. 20). L'annotation en marge de cet entretien donne l'explication suivante.

« Le 11 septembre, il était prévu que le NORAD conduise un exercice militaire, Vigilant Guardian, qui supposait une attaque par un bombardier de l'ancienne Union Soviétique. Nous avons cherché à savoir si les dispositions prises par les militaires en vue de ces exercices à grande échelle avaient été préjudiciables à leur réaction contre l'attaque terroriste réelle du 11 Septembre. Selon le général Eberhart, « il fallut environ trente secondes » pour que rajustement à la situation réelle soit effectué […]. Nous avons constaté que la réaction fut plutôt accélérée par le nombre accru de personnes présentes sur zone et au NORAD, en raison de l'exercice programmé » (p. 458 note 116).

Ceux qui croient que les simulations de guerre ont joué un rôle majeur dans les événements de ce jour-là considèrent que cette investigation superficielle est une couverture. Par exemple, Michael Kane, s'inscrivant en faux contre l'insinuation que Vigilant Guardian fut la seule simulation de guerre ce matin-là[17], explique : « Il y en avait au moins trois, ainsi que cela a été rapporté dans la majorité des journaux, et il est possible qu'il y ait eu plus de cinq exercices de ce genre en cours. »[18] Le plus connu avec Vigilant Guardian est Vigilant Warrior, mentionné dans le livre de Richard

Clarke[19]. Il y en a un autre encore, appelé Northern Vigilance.[20] Un quatrième était l'exercice effectué par le National Reconnaissance Office.

L'importance que de nombreux observateurs du 11 Septembre accordent à cette question apparaît lors de l'audience finale par la réaction des personnes dans l'assistance qui se mirent à crier au moment où le commissaire Jamie Gorelick commençait son interrogatoire : « Parlez-nous des simulations de guerre. »[21] Mais Gorelick ne posa aucune question à ce sujet. Lorsque par la suite on lui demanda pourquoi elle ne l'avait pas fait, elle répondit que « les membres avaient conclu [que les simulations de guerre] n'avaient pas été une entrave à l'action des militaires et que, par conséquent, je n'allais pas perdre mon temps avec ça »[22], montrant ainsi le pouvoir de l'équipe Zelikow à décider quels sujets devaient être examinés.

Kane rapporte que le seul membre de la Commission à avoir posé une question sur les exercices en cours ce matin-là fut Timothy Roemer. S'adressant au général Eberhart, il lui demande :

« Vous étiez en position pour effectuer un exercice contre l'ancienne Union Soviétique. Est-ce que cela vous a aidé ou gêné ? Est-ce que cela vous a aidé en termes d'un plus grand nombre de personnes préparées ? Aviez-vous plus de personnes fin prêtes ? Est-ce qu'il y avait plus d'avions de chasse qui avaient fait le plein ? Ou est-ce que cela vous a gêné en termes de personnes pensant « Non, il n'y a aucune possibilité pour que ce soit réel, nous effectuons un exercice », et occasionné du retard ? »

Eberhart répondit : « Ce que je crois, c'est que cela nous a aidés, du point de vue des effectifs et de la concentration. »

Ensuite, Kane rapporte que lorsque la déposition du général Eberhart fut terminée, il lui demanda qui était chargé de coordonner les diverses simulations de guerre en cours le 11 septembre, ce à quoi Eberhart se permit un « Sans commentaire » laconique. Kane poursuit : « Si les simulations de guerre ont aidé « au point de vue de la concentration », pourquoi le général Eberhart n'a-t-il pas envie de faire de commentaire juste sur qui en était en charge ? »[23]

Par conséquent, il semble que les simulations de guerre en cours le 11 Septembre soient un autre problème pour lequel la Commission du 11 Septembre aide les militaires à éviter les questions embarrassantes.

Aucune mention de l'Opération Northwoods

La Commission les a aussi protégés du soupçon de n'avoir pas signalé « les incidents » qui ont été dans le passé provoqués par les militaires américains pour justifier la guerre. Les guerres de conquête des États-Unis

contre le Mexique et les Philippines, par exemple, furent provoquées par des incidents orchestrés par l'armée américaine.[24] Le naufrage du *Maine,* qui fournit un prétexte aux États-Unis pour envahir Cuba en 1898, sous le cri de guerre « Souvenez-vous du Maine, à bas l'Espagne », est souvent inclus dans la liste de tels incidents, mais il se peut que l'explosion qui a coulé le bateau ait été un accident.[25] Quoi qu'il en soit, les défenseurs des militaires américains pouvaient annuler la pertinence de ces incidents en rappelant qu'ils se sont produits à une autre époque, avant que les standards d'intégrité actuels aient été institutionnalisés. Par conséquent, le plus judicieux, c'est le plan connu sous le nom d'Opération Northwoods *, devenu célèbre grâce au livre de James Bamford, *Body of Secrets*[26], paru en 2001.

L'ancien président, Dwight Eisenhower, avait demandé à la CIA de lui trouver un prétexte pour envahir Cuba. Son but était « le remplacement du régime Castro par un autre plus dévoué aux intérêts réels du peuple cubain et plus acceptable pour les États-Unis, exécuté de manière à éviter que l'intervention américaine apparaisse ».[27] Après le fiasco de la baie des Cochons, Kennedy fit suivre le projet au département de la Défense. Au début de l'année 1962, les chefs d'état-major des armées, conduits par leur président, le général Lyman Lemnitzer, soumirent à Kennedy un plan appelé « Opération Northwoods ».

Ce plan top secret décrivait « des prétextes qui justifieraient une intervention militaire américaine à Cuba ».[28] Le document explique que la décision d'intervenir à Cuba « résultera d'une période de tension exacerbée entre Cuba et les États-Unis qui place ces derniers en position d'avoir des revendications légitimes ». Le plan préparerait aussi le monde à une intervention américaine « en donnant l'image d'un gouvernement cubain inconsidéré et irresponsable, représentant une menace imprévisible et alarmante pour la paix de l'hémisphère occidental ».[29] Il listait ensuite une série d'actions possibles pour créer cette image. Par exemple : « Nous pourrions développer une campagne de terreur du communisme cubain à Miami, dans d'autres villes de la Floride et même à Washington […]. Nous pourrions couler un bateau de Cubains en route vers la Floride (réel ou simulé) ».[30] À la lumière de ce qui s'est réellement passé le 11 Septembre, l'idée suivante est particulièrement intéressante :

« Il est possible de créer un incident qui démontrera de façon convaincante qu'un avion cubain a attaqué et abattu un avion de ligne civil […].

* Des extraits de ce plan sont publiés dans *L'Effroyable Imposture*, *op. cit.*

La destination serait choisie en fonction du plan de vol de l'avion dont la route croiserait celle de Cuba […]. »

Un avion de la compagnie Eglin AFB serait peint et immatriculé de façon à être le double exact d'un avion civil enregistré appartenant à un organisme dont la CIA est propriétaire dans la zone de Miami. Au moment prévu, le double serait substitué au véritable avion civil et monteraient à bord les passagers choisis, enregistrés sous des pseudonymes soigneusement préparés. Le véritable avion enregistré serait remplacé par un drone.

Les heures de décollage du drone et du véritable avion seraient programmées pour qu'ils se croisent au sud de la Floride. L'avion transportant des passagers descendrait alors à une altitude minimum et rejoindrait directement une piste auxiliaire […]. Pendant ce temps, le drone continuerait à suivre le plan de vol déposé. Une fois au-dessus de Cuba, il se mettrait [sic] à transmettre sur la fréquence internationale de détresse un message « MAY DAY » indiquant qu'il subit l'attaque d'un avion Mig cubain. La transmission serait interrompue par la destruction de l'avion, déclenchée par signal radio.[31]

On trouverait ensuite la liste des passagers dans les journaux afin de « causer une vague d'indignation internationale ».[32]

Plusieurs de ces schémas, tels que faire « couler un bateau de Cubains », entraîneraient des morts réelles, y compris d'Américains, comme dans un incident du type « Souvenez-vous du *Maine* » : « On pourrait faire sauter un avion américain dans la baie de Guantanamo et accuser Cuba. »[33]

Bien que Kennedy ait rejeté ce projet, il montre que les généraux Myers, Eberhart et Winfield appartiennent à une tradition où de tels programmes ne sont pas inconnus. Une Commission d'enquête aurait dû se demander si les attaques du 11 septembre pouvaient avoir été le dernier d'une série de prétextes à la guerre créés par les militaires.

Mais ce n'est pas le genre de la Commission Kean-Zelikow. L'Opération Northwoods ne fut pas même mentionnée une seule fois. Garder le silence sur cette partie de la tradition des militaires est une façon de plus de les laver de tout soupçon.

La Commission juge la FAA

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la Commission exerce une justice radicalement différente selon qu'elle considère le cas de la FAA ou celui des militaires. Mais ensuite, les commissaires, en

continuant à vouloir donner l'apparence qu'ils sont déterminés à ne blâmer personne pour les attaques du 11 septembre, tirent cette conclusion surprenante : « Nous ne croyons pas que le compte-rendu exact de ce qui a été fait ce matin-là jette le discrédit sur le personnel opérationnel […] dans les centres de la FAA » (p. 31).

Comment peuvent-ils écrire ceci ? Des contrôleurs aériens et des surveillants, selon le récit de la Commission, furent d'une lenteur constante à réaliser que les avions avaient été détournés, même si *ces* avions possédaient les trois critères d'une telle situation. Quand ils comprirent enfin ce qui se passait, ils furent lents à contacter leurs supérieurs. Et si le personnel de la FAA sur le terrain se montra incompétent, leurs supérieurs furent encore plus inaptes. Le vol n° 175 ne fut pas arrêté, en partie parce que les responsables régionaux refusèrent de prendre l'appel par lequel ils auraient appris qu'il était détourné. Mais la plus grande irresponsabilité revient aux officiels, à Washington. Bien qu'ils aient été informés à temps au sujet de trois des vols pour faire procéder à leur interception, ils se sont abstenus dans chacun des cas d'alerter les militaires. Même si les commissaires déclarent que leur but n'est pas « d'incriminer qui que ce soit, en particulier », ils ont, en réalité, décrit les responsables du siège de la FAA comme étant coupables de négligence criminelle de la pire espèce.

La Commission cherche à donner l'absolution partielle en expliquant que la FAA « n'avait pas été préparée à réagir au type d'attaque lancée contre les États-Unis le 11 septembre 2001 ». On nous dit que les responsables de la FAA se sont efforcés « d'improviser » pour faire face à un « danger qu'ils n'avaient jamais rencontré auparavant et qu'ils n'étaient pas entraînés à affronter » (p. 45). Le problème était surtout que « personne à la FAA […] n'avait déjà été confronté à de multiples détournements » (p. 10).

Cette explication pose trois problèmes. En premier lieu, les déficiences du personnel de la FAA furent pour la plupart, comme il est décrit dans le rapport Kean-Zelikow, sans relation avec le fait qu'il y a eu plusieurs détournements au même moment.

En second lieu, comme la Commission le signale, la FAA eut à assumer ce jour-là une tâche qui lui était tout à fait inhabituelle, celle de faire atterrir tous les avions qui survolaient le pays. Pourtant, la Commission affirme que la FAA « exécuta cet ordre sans précédent à la perfection » (p. 31). N'est-il pas étrange que le personnel de la FAA se soit acquitté si parfaitement de cette tâche inhabituelle et qu'elle ait failli si misérablement à accomplir des tâches qu'elle a toujours pleinement remplies au quotidien ?

En troisième lieu, le personnel de la FAA a contesté la description faite par la Commission de la façon dont la FAA a réagi ce jour-là. Comme nous l'avons vu, Laura Brown, dans son mémo du 22 mai 2003, a catégoriquement affirmé que la FAA a mis en place un pont téléphonique immédiatement après la première frappe sur le World Trade Center, ensuite elle « a échangé des informations, en temps réel, par l'intermédiaire des ponts téléphoniques, sur le déroulement des événements, y compris ceux concernant la perte de communication avec l'avion de ligne, la perte des signaux du transpondeur, les changements de direction non autorisés et d'autres actions sur tous les vols à risque. »

Elle a, de ce fait, contesté à l'avance la conclusion de la Commission selon laquelle les militaires « ne reçurent aucune information préalable au sujet du second avion, du troisième et du quatrième » (p. 31). La Commission du 11 Septembre déclare que la FAA a omis, dans chacun des cas, de le signaler au département de la Défense. Pourtant, selon Laura Brown, la FAA est restée en contact permanent avec le département de la Défense dès 8 h 50 environ.

Si l'on considère que le rapport Kean-Zelikow se contente d'accepter, sans poser de questions, toutes les explications et les excuses fournies par les militaires, associé au fait que sa description de la FAA soit trop négative pour être crédible, on a l'impression que la FAA a été contrainte d'endosser toutes les erreurs afin de protéger les militaires et, par voie de conséquence, l'administration Bush.

Étant donné tous les arguments qui vont dans ce sens, le moment le plus surréaliste des auditions fut certainement celui où le commissaire Bob Kerrey livra une interprétation radicalement opposée. Voici l'échange qui eut lieu entre lui et le général Eberhart au cours de l'audience du 17 juin 2004 :

« **Bob Kerrey :** Général Eberhart, […] connaissez-vous l'expérience du NORAD dans les interceptions d'avion avant le 11 Septembre ?

Général Eberhart : Monsieur, nous pouvons mettre à votre disposition les données. […]

Bob Kerrey : La situation de l'armée dans ce contexte me préoccupe, parce que j'ai le sentiment que l'on rejette sur vous toutes les fautes commises par la FAA. J'aimerais me tromper, mais les apparences sont contre vous, car, général Eberhart, surtout ce jour-là, vous vous êtes couvert de gloire. Je pense que, vu les circonstances particulières, les militaires ont fait preuve d'une maîtrise exceptionnelle et je ne comprends pas pourquoi. […] Il y a eu un briefing à la Maison Blanche le 17 septembre. Et il semble que quelque chose se soit passé au cours de ce

briefing qui ait amené à concevoir comme presque indispensable la nécessité de donner une version des incidents de ce jour-là totalement différente de la réalité.

Général Eberhart, suis-je en train de faire preuve de partialité ? Comme je l'ai dit, si vous regardez tout ce que vous avez accompli ce jour-là, il est difficile de trouver la moindre faute. Et nous n'avons pas eu besoin de le découvrir, c'était disponible, les faits parlent d'eux-mêmes. Mais cela donne l'impression que l'on a essayé de créer une version uniformisée pour que vous tous endossiez des erreurs imputables à la FAA, car la FAA aurait dû vous informer de ce qui se passait, à ce qu'il me semble. […] Dites-moi si je me trompe. Est-ce que je fais fausse route ? Parce que, comme je l'ai dit, il semblerait que vous, les gars, vous ayez fait un travail remarquable ce jour-là, et à présent, vous savez, on a vraiment l'impression que vous servez de paravent à la FAA, sans aucune raison.

Général Eberhart : Monsieur, je souhaiterais m'exprimer à ce sujet. Pour commencer, il n'y a ni manipulation de l'information, ni complot destiné à couvrir ou à rendre responsable qui que ce soit. Pour ma part, dès le lendemain du 11 septembre jusqu'à aujourd'hui, je n'ai pas adhéré au dénigrement systématique de la FAA, parce que je peux m'imaginer ce matin-là, le regard fixé sur les écrans aussi sûrement que si j'avais été sur place, et ressentir le désarroi qui y régnait. Nous avons pleinement conscience que nous aurions pu mieux faire. […] Mais je peux vous assurer qu'il y avait – nous n'avons pas décidé d'un commun accord que nous allions couvrir ou rendre responsable qui que ce soit. […]

Bob Kerrey : Général Eberhart, êtes-vous – je présume que vous n'avez pas participé à ce briefing ?

Général Eberhart : Eh bien, la seule chose que je puisse ajouter, c'est que la FAA – nous étions tributaires de la FAA le 11 septembre. La FAA avait – j'ai eu l'impression que nous avons parfaitement coopéré, en dépit du fait que nous n'étions pas en position pour faire face à ce danger. […]

Bob Kerrey : Bien, j'apprécie que vous ne vouliez pas blâmer la FAA, mais mon Dieu, le Centre de Cleveland a dit qu'il faut que quelqu'un alerte les militaires pour qu'ils fassent décoller des avions et personne ne l'a fait. Vous n'avez été alertés que trente minutes plus tard. Or, il s'avère que les passagers du vol n° 93 se sont chargés d'agir à notre place. Mais c'est – vous savez, je ne crois pas que c'est leur faire un reproche que de leur dire, mon Dieu, vous auriez dû nous alerter – et vous ne l'avez pas fait. Et c'est un sacré échec. »[34]

Cet entretien a eu lieu en juin 2004, c'est-à-dire plus d'un an après l'envoi du mémo de Laura Brown en mai 2003. Il semble que ce mémo n'a eu aucune incidence sur le rapport final de la Commission. Lors de ma conversation téléphonique avec Laura Brown, elle affirma que prétendre que le NMCC n'avait pas été alerté par la FAA est tout simplement faux. Elle ajouta que cette information, ainsi que beaucoup d'autres, ont été communiquées à la Commission du 11 Septembre, mais que cette dernière a toujours accordé le bénéfice du doute aux militaires, jamais à la FAA, sur les sujets portant à débat.[35] Son point de vue, qui correspond certainement avec la façon dont la Commission a jugé les militaires et la FAA, nous donne une raison supplémentaire de croire que la plus grande manipulation est double : faire croire que la FAA n'a pas respecté les procédures opérationnelles afin de masquer le fait que l'armée n'a pas respecté les siennes.

Conclusion

Il devrait être tout à fait clair désormais que le but de la Commission n'était pas de donner « le compte-rendu le plus complet possible des événements qui entourent le 11 Septembre ». Elle s'était assignée celui de démontrer, de façon implicite, que le gouvernement américain n'était pas complice des attaques du 11 septembre. Nous avons vu, cependant, qu'elle n'a pu aboutir à cette conclusion qu'en déformant ou en faisant abstraction de dizaines de faits.

Dans le chapitre 1, nous avons examiné ceux omis par la Commission au sujet des supposés pirates de l'air suicide. Il s'avère que six au moins ont été signalés comme bien vivants ; que certains d'entre eux, dont Mohamed Atta, ne se comportaient pas comme tout bon musulman se préparant à rencontrer son Créateur ; qu'Hani Hanjour n'avaient pas les compétences de pilotage pour accomplir ce que le vol n° 77 fit, à ce qu'il paraît (un fait que la Commission reconnut, puis ignora par la suite) ; et que les manifestes de vol confirmant que ces dix-neuf hommes se trouvaient bien à bord de ces avions n'ont jamais été présentés.

Dans le chapitre 2, nous avons vu qu'elle a ignoré divers faits qui contredisent la théorie selon laquelle l'incendie fut la cause de l'affaissement des bâtiments du WTC (avec, peut-être dans le cas des Tours Jumelles, l'incidence de l'impact des avions). Il faut savoir que le feu n'a jamais auparavant fait s'écrouler des bâtiments de grande hauteur à structure d'acier ; que les incendies, spécialement dans la tour sud et la tour n° 7, n'étaient pas très importants, la chaleur pas assez intense et ils ne s'étaient pas déclarés depuis suffisamment longtemps. Qui plus est, c'est la « mauvaise » tour qui tomba la première. En donnant une explication implicite de la manière dont les tours se seraient effondrées, la Commission, de façon stupéfiante, a simplement nié leur caractéristique la plus importante, à savoir les quarante-sept colonnes en acier massif qui constituaient l'armature de chaque tour. Elle a omis ensuite de mentionner l'effondrement qui est perçu de l'avis général comme le plus improbable à expliquer, celui de la tour n° 7. Elle a aussi passé sous silence, bien sûr, ce qui s'apparente à une confession de Larry Silverstein, que ce building fut démoli de façon contrôlée. La Commission s'est aussi abstenue de

discuter du fait que l'effondrement de ces trois bâtiments compte dix caractéristiques standard de démolitions programmées (deux d'entre elles se sont même effondrées à la verticale et pratiquement à la vitesse de la chute libre). Elle s'est abstenue de commenter la déclaration publique du maire Giuliani suggérant qu'il était au courant que les tours allaient s'effondrer. Elle s'est gardée de mentionner qu'un frère et un cousin du président Bush étaient directeurs de la compagnie chargée de la sécurité du WTC. Et elle ne mentionne pas l'enlèvement accéléré des colonnes et des poutres en acier, même si faire disparaître des preuves du lieu d'un crime constitue normalement un crime fédéral.

Dans le chapitre 3, comme nous l'avons vu, le rapport Kean-Zelikow a omis de traiter divers faits concernant la frappe sur le Pentagone qui sont en contradiction avec la version officielle, à savoir que l'aile ouest était la partie la moins en mesure d'être frappée par des terroristes, que la façade ne s'effondra pas avant une demi-heure après avoir été prétendument percutée par un Boeing 757 volant à plusieurs centaines de kilomètres à l'heure, que le trou à l'entrée était juste assez grand pour le nez d'un Boeing 757, qu'un tel avion n'était visible ni à l'extérieur, ni à l'intérieur du Pentagone, et que le gouvernement, en dehors du fait qu'il ne divulgua pas les vidéos prouvant que l'appareil était bien un Boeing, fit confisquer la vidéo de la station-service à proximité. En définitive, la Commission expliqua la décision des pirates de l'air de ne pas attaquer une centrale nucléaire parce qu'ils avaient peur que leur avion soit abattu, à cause de l'espace aérien interdit autour d'une centrale nucléaire. Mais elle a ensuite simplement ignoré le fait que l'espace aérien autour du Pentagone est aussi sûrement protégé, de sorte que seul un avion militaire peut le traverser sans activer les batteries antimissile.

Nous avons vu au chapitre 4 que, pendant que la Commission entrait dans des détours sans fin pour montrer que ce n'était pas la peur qui avait tenu le président éloigné de Washington après les attaques, elle ne traitait que de façon superficielle un problème plus sérieux : pourquoi le président et le Secret Service affichèrent-ils un *manque* de peur pendant une heure alors qu'ils auraient vraiment dû être effrayés ? Nous avons vu, en outre, qu'elle s'est abstenue de remettre en question la présentation déformée des options disponibles par le Secret Service, comme si la seule possibilité pour se dépêcher de sortir de l'école était d'y rester une demi-heure de plus.

Dans le chapitre 5, nous avons vu que la Commission s'est bien gardée de toute discussion des avertissements préalables manifestement reçus par le ministre de la Justice Ashcroft, le maire Willie Brown et

plusieurs responsables du Pentagone. Elle s'est abstenue d'évoquer les alertes préalables que David Schippers affirme avoir reçues de plusieurs agents du FBI. Elle s'est aussi gardée de mentionner ces agents du FBI qui ont déclaré avoir eu connaissance de la date et des cibles des attaques longtemps à l'avance. Elle a négligé, de la même manière, d'explorer la question de savoir pourquoi un appel de KSM à Mohamed Atta, la veille du 11 septembre, lui donnant l'autorisation finale de mettre le plan à exécution, qui aurait été intercepté par la NSA, ne fut réellement traduit qu'après le 11 Septembre. Finalement, en ce qui concerne les achats massifs d'options sur des titres de sociétés dont les cours en bourse devaient sûrement chuter après les attaques, la Commission a nié qu'ils constituaient des délits d'initié, simplement en se contentant d'éluder la question.

Dans le chapitre 6, nous avons vu que les omissions dans le rapport Kean-Zelikow incluent aussi la preuve qu'Oussama ben Laden a séjourné peu de temps avant le 11 Septembre dans un hôpital américain à Dubaï, où il reçut la visite d'un agent de la CIA ; preuve qu'il n'avait pas réellement été renié par sa propre famille ni par la famille royale saoudienne ; preuve que l'effort pour le capturer en Afghanistan était une mystification ; et le compte-rendu de Posner selon lequel, d'après Abi Zubaydah, trois membres au moins de la famille royale saoudienne savaient que les attaques d'*al-Qaida* sur le territoire américain étaient prévues pour le 11 septembre. En outre, le rapport final de la Commission a clairement déformé des faits connus en niant tout financement saoudien d'*al-Qaida,* et en réfutant en particulier que la princesse Haïfa ait versé de l'argent aux membres d'*al-Qaida,* même indirectement.

Le chapitre 7 a révélé plusieurs autres manipulations de la Commission : son ignorance mise en évidence par Craig Unger, de la distinction entre les vols commerciaux et les vols privés, en relation avec l'avion transportant des Saoudiens le 13 septembre ; son ignorance des preuves que quelque trois cents Saoudiens quittèrent le pays dans les jours qui suivirent ; sa fausse suggestion que chaque personne considérée comme « présentant de l'intérêt » subit un interrogatoire serré ; et son allégation que le prince Bandar ne fut pas lourdement impliqué dans l'affrètement des vols saoudiens. La Commission Kean-Zelikow s'est également abstenue de signaler que soit le président en personne soit certains subordonnés furent, en autorisant ces départs hâtifs, coupables d'obstruction à une investigation criminelle.

Dans le chapitre 8, qui a traité des omissions concernant le FBI, nous avons vu que la Commission s'est abstenue de mentionner les allégations

graves de l'agent du FBI, Robert Wright, sur l'obstruction mise contre son enquête par la hiérarchie au siège ; qu'elle a omis l'accusation, portée par l'agent du FBI à Minneapolis Coleen Rowley, de sabotage par le siège du FBI dans le cas Moussaoui ; qu'elle a écarté le fait qu'un agent au siège avait modifié sa requête FISA avant de la faire suivre ; qu'elle a enlevé tous les détails accablants du témoignage de trois heures et demie de Sibel Edmonds ; et qu'elle n'a manifestement interrogé aucun des agents du FBI qu'Edmonds accuse de malhonnêteté, tels que Mike Feghali et Thomas Frields. Finalement, en associant la lettre d'Edmonds au président Kean à celle des anciens employés fédéraux envoyée au Congrès, citée dans l'introduction, nous pouvons déduire que la Commission a traité d'une manière similaire le témoignage des vingt-quatre anciens employés fédéraux qui, en plus d'Edmonds, ont signé cette lettre dont voici le contenu :

« L'omission est l'un des défauts majeurs dans le rapport de la Commission. Nous connaissons les révélations et les accusations qui lui furent dûment rapportés par ceux d'entre nous au contact direct des faits. […] De graves problèmes et défaillances à l'intérieur des agences gouvernementales furent aussi rapportés à la Commission, mais ne furent pas inclus dans le rapport. »[1]

Si ces vingt-quatre personnes avaient, à l'instar d'Edmonds, écrit une lettre publique explicitant la nature de leur témoignage, nous aurions certainement eu une liste beaucoup plus longue des omissions de la Commission.

Quoi qu'il en soit, nous avons vu au chapitre 9 que le rapport Kean-Zelikow a omis divers faits qui, s'ils étaient connus du grand public, pourraient menacer la coopération avec le Pakistan et son ISI et entraîner des répercussions sur l'aide permanente qui leur est apportée : la présence du chef de l'ISI, Mahmoud Ahmad, à Washington la semaine avant le 11 Septembre ; la preuve qu'il donna l'ordre à un agent de l'ISI de verser cent mille dollars à Mohamed Atta ; la preuve que des officiels américains, après avoir entendu que ce paiement s'ébruitait, pressèrent le gouvernement pakistanais de le « mettre à la retraite » ; la preuve de la participation de l'ISI à l'assassinat d'Ahmad Shah Massoud ; la preuve que KSM, qui aurait donné à Mohamed Atta l'autorisation finale de procéder aux détournements d'avion du 11 Septembre, était lié à l'ISI ; la preuve que Daniel Pearl fut assassiné par des agents de l'ISI, peut-être par KSM ; la preuve que Mushaf Ali Mir, un officier de l'armée lié à l'ISI, connaissait les attaques du 11 septembre à l'avance ; et la preuve qu'en 1999, un agent de l'ISI, Rajaa Gulum Abbas, prédit la destruction des tours. Nous avons vu, finalement, que la Commission, bien qu'elle connaisse sûrement la preuve

du paiement de l'ISI à Atta, prétendit n'avoir vu « aucune preuve » de financement d'*al-Qaida* par un gouvernement étranger.

Dans le chapitre 10, nous avons constaté qu'elle a omis d'évoquer divers faits suggérant que l'administration Bush avait des intérêts qui auraient pu être des motifs déterminants pour organiser ou au moins permettre les attaques du 11 septembre. Le rapport de la Commission exclut, en particulier, la référence de l'administration Bush aux attaques du 11 septembre en tant qu'« opportunités » ; la déclaration du PNAC qu'« un nouveau Pearl Harbor » serait utile pour que soit décidée la réorganisation de l'armée, telle que souhaitée ; le fait que Rumsfeld, Myers et Eberhart, qui étaient chargés de la défense aérienne de l'Amérique le 11 septembre, furent des promoteurs enthousiastes du programme de défense spatiale des États-Unis, pour lequel Rumsfeld obtint un financement accru sur la base des attaques du 11 septembre ; la preuve que la guerre en Afghanistan avait pour cause réelle le gaz, le pétrole et la présence militaire renforcée en Asie Centrale, et rien à voir avec le maintien de la paix ni le respect des droits de l'Homme ; la preuve que plusieurs membres de l'administration Bush souhaitaient depuis longtemps une guerre pour avoir le contrôle de l'Irak ; et le fait que le mémo de Rumsfeld indiquait qu'il voulait attaquer l'Irak, que ce pays soit impliqué ou non dans le 11 Septembre.

Par ailleurs, au-delà de ces omissions et de ces manipulations, il y a toutes celles présentées dans la seconde partie. Présumant qu'elles sont suffisamment fraîches pour que le lecteur les ait encore en mémoire, je ne les résumerai pas ici. J'ajouterai cependant que dans ce livre, nous sommes sûrement encore éloignés de rémunération exhaustive de toutes celles contenues dans le rapport de la Commission d'enquête. C'est parce que je n'ai mentionné que celles que je connais par mon étude des preuves témoignant de la complicité de l'administration Bush dans les attaques du 11 septembre. Mais de longues parties du rapport Kean-Zelikow n'ont pas été traitées dans ce livre. Je n'ai aucune idée du nombre d'omissions et de manipulations qu'il peut y avoir.

J'ai appris, des omissions et des manipulations présentées ici, que le rapport final n'est tout simplement pas crédible. Une confirmation manifeste est l'assertion fausse que le matin du 11 septembre, le vice-président Cheney n'arriva dans la salle de conférence du bunker que peu avant dix heures. Si nous sommes certains que la Commission fabrique une contrevérité sur ce point, comment pouvons-nous lui faire confiance dans sa version de faits que nous ne sommes pas en mesure de vérifier, d'une façon ou d'une autre ?

Si ce rapport supposé faire autorité ne fait pas autorité, il nous faut des explications. Après tout, en règle générale, on ne déforme pas la vérité sans raison. Dans l'introduction, j'ai suggéré qu'une partie de l'explication au moins pouvait se trouver dans les conflits d'intérêts inhérents au directeur exécutif. Étant donné les liens qui unissent Philip Zelikow à la Maison Blanche de Bush sur le plan idéologique, professionnel et personnel, il pouvait difficilement inciter les membres de la Commission à mener une recherche impartiale, indépendante et objective pour connaître la vérité sur les attaques du 11 septembre, spécialement si la Maison Blanche était complice de ces attaques, intentionnellement ou par négligence.

J'ai insisté sur ce problème inhérent à la Commission du 11 Septembre, ainsi que sur le fait que ses deux membres les plus puissants sont républicains, en l'appelant la Commission Kean-Zelikow. A présent, je vais développer ce point, puis élargir l'explication en examinant d'autres conflits d'intérêt à l'intérieur de la Commission et de ses membres. Je vais me baser sur les informations de *Cover Up,* le livre paru en 2004 du reporter d'investigation Peter Lance.[2]

Philip Zelikow et la Maison Blanche

Dans l'introduction, j'ai écrit que « l'enquête de la Commission a été essentiellement conduite par Zelikow ». Peter Lance rapporte que ce jugement est confirmé par un membre de l'équipe, devenu pour lui une source de renseignements confidentielle. Selon cette source, sur les huit équipes d'investigation, le seul dirigeant de l'équipe qui n'était pas contrôlé par Zelikow était John Farmer, « un ancien procureur général du New Jersey proche du président Tom Kean ». Avec pour conséquence que « Farmer n'hésite pas à s'opposer à lui ». Par contraste, toujours selon cette source : « Les autres équipes sont complètement contrôlées par Zelikow. » D'une façon plus générale, la source de Lance affirme : « Zelikow fait la loi. Il fausse l'investigation et la dirige à sa manière. »[3]

Par ailleurs, Lance rapporte qu'il a eu une expérience directe de la façon dont Zelikow exerce son contrôle sur l'enquête. Sur la base de son précédent livre, *1 000 Years for Revenge, International Terrorism and the FBI : The Untold Story,* Lance demanda à témoigner devant la Commission. Zelikow refusa. Mais ensuite, après que le livre de Lance fut porté à l'attention du président Kean, il fut invité à comparaître. Zelikow assigna la tâche de prendre sa déposition au membre de l'équipe Dietrich L. Snell.

Cette attribution pose, cependant, problème. D'un côté, le livre de Lance tourne autour de Ramzi Yousef qui fut l'architecte de l'attentat à la

bombe contre le World Trade Center en 1993, ainsi que du complot « Bojinka », dont l'objectif était de faire sauter une douzaine d'avions américains. Son compte-rendu diffère complètement de celui présenté par les procureurs à charge au cours du procès Bojinka de 1996, à la fin duquel Yousef fut inculpé. De l'autre côté, il se trouve que Dietrich Snell était l'un des procureurs à charge dans ce procès. Donc Lance fut assigné par Zelikow à donner son témoignage à un membre de l'équipe de la Commission du 11 Septembre qui avait un intérêt professionnel à ce qu'il soit rejeté.

Lance rapporte qu'il ne fut pas complètement surpris de découvrir que la plupart des éléments livrés à Snell aient été soit omis, soit manipulés, soit contredits dans le rapport final.[4] Les détails et les raisons de ces différences sont trop complexes pour qu'elles soient résumées ici. Mais, en tout cas, le point principal est que Lance a eu une expérience personnelle de la façon dont Zelikow, avec son pouvoir « de faire la loi », pouvait « fausser l'enquête ».

J'ai suggéré aussi qu'en raison de son pouvoir de modeler l'enquête et le rapport final, combiné avec ses proches relations avec la Maison Blanche de Bush, l'investigation de la Commission ne fut probablement pas plus « impartiale » et « indépendante » que si elle avait été conduite par Condoleezza Rice, Dick Cheney ou George Bush. Lance cite Lorie van Auken qui, parlant au nom du Family Steering Committee, déclare ceci : « Notre impression aujourd'hui, c'est qu'ils ont décidé à l'avance de ce qu'ils voulaient que le public sache, puis ils ont dirigé les auditions afin qu'elles coïncident avec le script préconçu. »[5] En d'autres termes, la Commission ne conduisait pas réellement une enquête, mais était en représentation pour instiller dans l'esprit du public ce « qu'ils avaient décidé au préalable ». Le « ils » dans cette affirmation désigne en premier lieu le directeur exécutif.

De plus, Lance a insisté sur le fait que l'influence de la Maison Blanche dans la production du rapport final n'était pas limitée à celle transmise à travers Zelikow. À cet égard, Lance signale un récit de l'agence UPI publiée le 1er juillet 2004, révélant que les différents rapports intermédiaires qui, dans l'ensemble, se retrouvèrent dans le rapport final avec peu de changements, furent autorisés à l'avance par la Maison Blanche. Cet article, écrit par Shaun Waterman, révéla aussi que les chapitres du rapport final furent envoyés au département de la Justice avant de recevoir l'autorisation d'être publiés.[6] La raison officielle était que ces autorisations garantiraient que, contrairement au rapport de l'enquête conjointe, rien dans le rapport de la Commission n'aurait besoin d'être effacé dans

l'intérêt de la Sécurité nationale. Cependant, Lance cite l'observation de Kristen Breitweiser pour qui ce procédé permet à l'administration, au nom de la sécurité nationale, de « cacher des informations qui sont précisément embarrassantes ou dérangeantes ». [7] Ou même pire, pourrait ajouter un esprit plus soupçonneux…

La relation professionnelle privilégiée que la Commission entretient avec la Maison Blanche explique certains éléments au sujet du rapport final, qui autrement pourraient nous laisser perplexes. L'une d'elles est le fait qu'il ne contient aucune critique à l'encontre du président, en dépit des obstacles qu'il a placés sur le chemin de la Commission. Ces obstacles sont multiples. Le premier a été la longue résistance à ce qu'une telle Commission puisse même simplement voir le jour. Le président n'accéda à cette demande que sous la pression des familles des victimes puis des révélations de l'enquête conjointe, ne laissant d'autre choix à la Maison Blanche que de donner son accord. [8]

Un deuxième obstacle à la formation d'une Commission qui pourrait découvrir la vérité au sujet du 11 Septembre fut la nomination d'Henry Kissinger à la présidence. Cette nomination provoqua l'incrédulité générale, le *New York Times* déclarant qu'« il est tentant de se demander si le choix de Monsieur Kissinger n'est pas une manœuvre habile de la Maison Blanche pour contrôler une investigation à laquelle elle s'est longtemps opposée ». [9] Le scepticisme à l'égard de la capacité de Kissinger à conduire une enquête indépendante était fondé d'une part sur la preuve qu'il percevait non seulement des honoraires en tant que consultant de sociétés ayant réalisé de lourds investissements en Arabie Saoudite, mais aussi d'Unocal, la compagnie pétrolière qui, comme nous l'avons vu au chapitre 10, voulait un pipeline à travers l'Afghanistan, à condition que les talibans soient remplacés par un gouvernement qui apporterait la stabilité nécessaire. [10]

Quand il fut expressément demandé que Kissinger fasse connaître le nom de ses clients d'affaires, le président déclara que cette formalité n'était pas nécessaire. Le Congressional Research Service estima le contraire, et Kissinger préféra démissionner plutôt que de s'y soumettre. [11] C'est seulement après l'échec de cette tentative que Bush nomma Kean et Zelikow.

Quoi qu'il en soit, les obstacles qui devaient être dressés sur le chemin de la Commission ne faisaient que commencer. Le président refusa de lui attribuer le financement adéquat. Alors qu'il fut octroyé cinquante millions de dollars pour l'enquête sur la catastrophe de Challenger, Bush ne s'engagea que sur trois millions de dollars pour le 11 Septembre, beaucoup plus complexe et meurtrier. Puis il résista à la demande d'un

supplément de huit millions de dollars.[12] Après, nous avons été témoins de retards dans l'autorisation de la mise en place d'un service de sécurité ; résistance à fournir des documents ; insistance pour que les agents fédéraux aient des « gardes » présents au moment où ils témoignaient ; résistance à ce que des représentants de la Maison Blanche témoignent, spécialement sous serment ; et résistance à prolonger la date limite quand la Commission réalisa que, à cause des nombreux retards, elle avait besoin de plus de temps.

La frustration que la Maison Blanche fit subir à la Commission à cause de ces retards déborda auprès du public, faisant souvent la une des journaux. Par exemple, lorsque l'habilitation pour Slade Gorton, un ancien sénateur qui connaissait parfaitement les problèmes liés au renseignement, fut retardée, le vice-président, Lee Hamilton, constata qu'il était « étonnant que quelqu'un comme le sénateur Gorton ne puisse pas obtenir immédiatetement une autorisation ». Le président Kean interpréta l'insistance à avoir des gardes comme une tentative « d'intimidation ». Se référant au retard pris pour obtenir des documents de la Maison Blanche, Max Cleland constata : « Il est évident que la Maison Blanche joue la montre […]. Nous sommes toujours en négociation avec un fonctionnaire du conseil de la Maison Blanche afin d'obtenir ces documents, c'est révoltant. » Slade Gorton ajouta qu'il serait « très difficile » de terminer le travail dans les délais impartis en raison du « manque de coopération ». Après que la FAA eut reçu une citation à comparaître, le président Kean déclara que ça « obligerait d'autres agences à prendre en considération nos demandes de document avec le même sérieux qu'une assignation ». Kean indiqua même qu'il était prêt à faire comparaître la Maison Blanche : « Tout document utile à cette investigation ne peut rester hors de notre portée […]. Je ne vais pas demeurer là à [attendre] […]. Nous mettrons tout en œuvre pour avoir accès à chaque document. »[13]

En lisant le rapport de la Commission, nous n'avons pas idée que de tels conflits aient jamais eu lieu. Dans leur préface, Kean et Hamilton ne font aucune mention de la « Maison Blanche » et une seule allusion au président Bush. Après avoir remercié leurs collègues commissaires et l'équipe, ils ajoutent : « Nous remercions le Congrès et le président. » (p. XVII). Dans la déclaration où ils annoncent leur objectif de « présenter le compte-rendu le plus complet possible des faits et des circonstances » en rapport avec le 11 Septembre, Kean et Hamilton ne font aucune mention de l'un des faits se rapportant au 11 Septembre des plus inexplicables : qu'après l'attaque terroriste la plus massive jamais subie par les États-Unis, le président n'ait voulu aucune enquête et, ensuite, une fois qu'il fut

forcé de l'accepter, il fit apparemment tout ce qui était en son pouvoir pour la retarder et lui faire obstruction. Il peut paraître étrange qu'il n'y ait aucune référence à ces actes dans son rapport final, jusqu'à ce que nous nous souvenions que la Maison Blanche avait la possibilité d'intervenir, indirectement par l'intermédiaire de Zelikow et directement dans la production du rapport final.

Les omissions et manipulations de ce rapport ne sont toutefois pas entièrement imputables à l'influence de Zelikow et de la Maison Blanche. Certains des commissaires et des membres de l'équipe de la Commission présentent des conflits d'intérêts.

Autres conflits d'intérêts

Ils sont illustrés par le cas du président Kean en personne. Il était membre du conseil d'administration de la compagnie pétrolière Amerada Hess, qui fusionna avec Delta Oil, d'Arabie Saoudite, l'une des compagnies du consortium CentGas, pour former Hess-Delta.[14] Par conséquent, le remplacement de Kissinger par Kean n'écarta pas le risque que le président de la Commission du 11 Septembre ait pu être opposé à la divulgation de deux sortes d'informations : celles qui pourraient nuire aux relations américano-saoudiennes, et celles qui laisseraient supposer qu'il y avait un rapport entre la guerre en Afghanistan et la mise en route du projet de pipeline CentGas. En fait, comme nous l'avons vu, ces deux sortes d'informations furent omises du rapport de la Commission d'enquête.

Par ailleurs, de nouveaux rapports ont montré que tous les autres commissaires avaient au moins un possible conflit d'intérêts.[15]

De sérieux problèmes se posent aussi à l'intérieur de l'équipe de la Commission. Si nous lisons les pages du rapport où figure le nom des membres de l'équipe (XIII-XIV), nous constatons que nous ne savons rien à leur sujet. On nous dit seulement que, par exemple, Dietrich Snell remplit la fonction de « conseiller senior et chef d'équipe ». On ne nous précise pas qu'il fut autrefois avocat au département de la Justice ni qu'il fut procureur dans le procès Bojinka de Ramzi Yousef. Par conséquent, nous n'avons aucune raison de suspecter que ces « membres de l'équipe » présentent des conflits d'intérêts qui pourraient leur avoir donné des motifs de dissimuler certains des faits révélés par leur travail d'investigation.

Toutefois, Lance rapporte que Dietrich n'était pas une exception : « Presque la moitié des membres de l'équipe avaient des liens avec les agences qu'ils étaient chargés d'examiner. »[16]

Il précise ensuite :

« Des soixante-quinze membres de l'équipe figurant sur le site Internet de la Commission, neuf ont travaillé pour le département de la Justice […], six pour la CIA, et six autres étaient des vétérans du FBI. Quatre membres de l'équipe ont travaillé à la Maison Blanche, trois au département d'État, et cinq autres au Pentagone. L'équipe comprenait également des représentants de l'INS et du NTSB […] ainsi qu'un ancien employé d'un comité de surveillance de renseignements clé. »[17]

En ajoutant les commissaires, les chiffres augmentent. Par exemple, trois – Jamie Gorelick, Richard Ben-Veniste et James Thompson – ont travaillé pour le département de la Justice (DoJ).

À première vue, nous pourrions penser que c'est une bonne chose que la Commission soit composée de membres avec de tels antécédents, parce qu'ils pourront mieux évaluer les actes des agences concernées par le 11 Septembre.

Toutefois, bien que cette situation présente des avantages, les risques l'emportent. L'un d'eux est que ces membres, en vertu de la loyauté à ces agences et des liens avec les personnes qui y travaillent encore, soient tentés de dissimuler des faits qui pourraient causer de l'embarras, des démissions voire des poursuites criminelles. Plus significatif encore est le risque de conflits d'intérêts pour certains membres qui auraient pu être personnellement impliqués dans des affaires qui étaient, ou du moins auraient dû être, instruites par la Commission. Selon Lance, ce fut souvent le cas. Je vais résumer brièvement les exemples qu'il donne de ce genre de conflits impliquant d'anciens employés du DoJ, du FBI et de la CIA.

Conflits d'intérêts avec la CIA

En examinant l'un des rapports remis par l'équipe de la Commission, Lance commente que ce fut « particulièrement facile avec la CIA » quand il décrivit ce qu'il qualifia de « gaffe extraordinaire de l'agence ».[18] Suspectant que la cause puisse provenir du fait que six des membres de l'équipe avaient auparavant travaillé pour elle, il cite l'un d'eux, Douglas MacEachin, afin d'illustrer ce problème. En consultant le rapport de l'équipe n° 11 au sujet de « la performance des services de renseignement », Lance est spécialement critique sur la façon dont elle rend compte de l'idée des avions utilisés comme armes, dont certains exécutants d'*al-Qaida,* tels que Ramzi Yousef discutaient déjà en 1994. Lance mentionne que le rapport de l'équipe présente bien une critique de la CIA, mais qu'elle n'est pas très explicite :

« Notant que le Centre du contre-terrorisme (CTC) à la CIA « n'a pas analysé comment un avion détourné ou d'autres avions pleins d'explosifs pouvaient être utilisés comme arme », l'équipe de la Commission n'accuse personne en particulier. C'est peut-être parce que l'un de ses membres, Douglas MacEachin, fut directeur adjoint des services de renseignement à la CIA jusqu'en 1995. »

Pour souligner ce problème, Lance cite Lorie van Auken qui pose cette question : « Comment la Commission peut-elle utiliser les services d'un haut fonctionnaire de la CIA en retraite pour évaluer le travail de la CIA pendant qu'il y était en fonction ? Comment s'attendre à une analyse objective et transparente ? » [19]

Conflits d'intérêts avec le FBI

Dans mes propres résumés de comptes-rendus sur les obstructions aux investigations en rapport avec le 11 Septembre, à la fois antérieures et postérieures aux attaques, le FBI est la principale agence impliquée. Par exemple, les histoires de Sibel Edmonds, Coleen Rowley, David Schippers et Robert Wright impliquent toutes le FBI. Et pourtant, il y a peu de critiques sérieuses à son encontre, si tant est qu'il y en ait. En réalité, le rapport semble faire des impasses pour dissimuler les fautes du FBI.

Le fait est moins surprenant si nous gardons à l'esprit les observations de Lance sur la composition de la Commission. Outre le fait qu'elle comprend six anciens employés du FBI, deux des commissaires qui ont été procureurs au DoJ, Richard Ben-Veniste et James Thompson, ont collaboré étroitement avec le FBI.[20] Il n'est peut-être pas surprenant alors d'apprendre de Lance que « dans toutes ses audiences publiques, l'équipe et les commissaires n'autorisèrent jamais aucun témoin en dehors du gouvernement à porter un témoignage critique contre le FBI ».[21] Qui plus est, le FBI reçut des louanges plutôt que des critiques de la part des commissaires. Lors d'une audience, Ben-Veniste déclara : « Sans exception, le FBI est la meilleure agence au monde en charge de faire appliquer les lois. » [22]

Lance donne ensuite un exemple de la façon dont cette attitude a empêché tout témoignage contraire. Avant l'audience du mois d'avril qui devait traiter du FBI, il rapporte ceci : « Les veuves de Jersey firent pression pour obtenir de la Commission du 11 Septembre qu'elle aborde les accusations de Sibel Edmonds. » Mais, comme nous l'avons vu au chapitre 8, la Commission n'avait aucune question à poser au directeur du FBI, Mueller, sur aucun des sujets qu'Edmonds avait racontés en détail à l'équipe de la Commission. Puis, Lance continue :

« La seule allusion à cette question vient d'un commentaire crypté de Richard Ben-Veniste […]. "Il y a un domaine que je veux mettre de côté, déclare-t-il, c'est la question des traducteurs du FBI. Je comprends qu'il y ait des investigations actives en ce qui concerne certaines des allégations qui ont été faites. Je ne veux pas aborder ce sujet maintenant. Je ne pense pas que ce soit approprié." »[23]

Donc, bien qu'Edmonds ait rapporté des incidents suggérant un sabotage délibéré de ses propres enquêtes par le FBI, et même une collusion avec des organisations au sujet desquelles le FBI était supposé enquêter, la Commission, créée pour examiner tous les « faits et circonstances » en rapport avec le 11 Septembre, refuse de parler des accusations d'Edmonds, pensant qu'il serait plus « approprié » qu'elles soient vérifiées par le FBI et le DoJ, les agences mêmes contre lesquelles elles sont portées.

Au chapitre 8, nous avons examiné quatre des huit points de la lettre ouverte qu'Edmonds envoya au président Kean pour lui préciser les sujets dont elle a informé son équipe. Pour notre étude, il est utile de regarder l'un de ces points, lequel n'a pas été mentionné auparavant. Il s'agit de la première accusation qu'elle mentionne dans sa lettre. Voici ce qu'elle écrit :

« Après les attaques terroristes du 11 Septembre, nous, les traducteurs au service de traduction le plus important et le plus grand du FBI, fûmes incités à ralentir et à arrêter la traduction d'informations critiques se rapportant aux activités terroristes, de façon à ce que le FBI puisse présenter au Congrès des États-Unis un dossier « d'accumulation croissante de documents non traduits » et justifier sa requête pour l'obtention d'une augmentation de budget et de personnel. Pendant que les agents du FBI des différents bureaux cherchaient désespérément des meneurs et des suspects, et dépendaient complètement du Q.G. du FBI et de ses services de traduction pour leur fournir l'information dont ils avaient besoin, leurs responsables administratifs demandaient à des centaines de traducteurs de laisser le travail s'empiler […]. Ce fait a été confirmé par le Comité judiciaire du Sénat et étayé par le rapport de l'Inspecteur général du département de la Justice (veuillez vous référer au rapport DoJ-IG Re : Sibel Edmonds, et la traduction du FBI vous a été remise avant l'achèvement de votre rapport). J'ai communiqué à vos enquêteurs un compte-rendu détaillé et spécifique sur ce sujet, ainsi que le nom d'autres témoins qui pourront corroborer tout ceci. »

Ce fut l'un des sujets que la Commission estima inapproprié d'aborder.

Étant donné le contexte, il est intéressant de comparer ce que le rapport final avait à dire à ce sujet. Dans la partie consacrée au FBI, nous constatons que la Commission a bien signalé qu'il ne faisait pas un travail efficace. Pourtant, nous découvrons que, selon elle, le problème principal est le manque de financement adéquat. À la fin du paragraphe sur les insuffisances du FBI quant à « l'effort pour réunir des renseignements », nous apprenons que le FBI « manquait de traducteurs parlant couramment l'arabe et d'autres langues clé, conduisant à l'accumulation significative de messages interceptés non traduits » (p. 77). Puis, dans la note de ce paragraphe, nous lisons : « Depuis le 11 Septembre, le FBI a ajouté presque sept cents nouveaux traducteurs » (p. 273, note 25).

Voici, ensuite, la succession des événements après le 11 Septembre. Premièrement, on a demandé aux traducteurs de ralentir et d'arrêter la traduction de documents vitaux de façon à ce que « l'accumulation croissante de documents non traduits » puisse être utilisée pour justifier une augmentation du budget et du personnel. Deuxièmement, Sibel Edmonds a essayé d'éventer cette arnaque (entre autres choses), mais elle fut réduite au silence. Troisièmement, l'arnaque du FBI marcha, il obtint son augmentation. Quatrièmement, la Commission du 11 Septembre reçut le témoignage d'Edmonds en privé, mais refusa de le mentionner publiquement. Cinquièmement, elle justifia l'augmentation du budget et du personnel du FBI en se référant à « l'accumulation significative de messages interceptés non traduits ». Le FBI a dû être heureux d'avoir autant d'amis à la Commission. (Pour un débat sur les conflits d'intérêts impliquant d'anciens membres du département de la Justice, spécialement Jamie Gorelick et le FBI, voir l'annexe.)

Critiques limitées

Étant donné la composition de la Commission du 11 Septembre, la nature des critiques qu'elle émet contre différents organismes, dont les militaires américains, n'est pas surprenante. En conséquence, elle estime qu'elle s'est acquittée de sa mission. Mais les critiques sont inoffensives. Aucun individu n'est accusé en particulier. Et les actes d'accusation relèvent de manques d'imagination, de défaillances de communication et d'autres reproches tout aussi anodins, mais pas de crimes entraînant des poursuites judiciaires. Si le rapport Kean-Zelikow représente le jugement définitif, alors Martha Stewart passera plus de temps en prison que tous ceux qui sont responsables de la mort de presque trois mille personnes le 11 Septembre.

Le commissaire réduit au silence

Peter Lance consacre une page à un membre de la Commission, Max Cleland, qui menaçait d'être une source de problèmes pour la Maison Blanche. Comme je l'ai mentionné au chapitre 14, Cleland a dû démissionner quand il fut nommé à un poste vacant au conseil d'administration de la Banque Import-Export. Lance signale, dans une partie de son livre intitulée « On a réduit le sénateur Cleland au silence » : « ce fut seulement après que celui-ci eut attaqué ouvertement l'administration Bush que la Maison Blanche envoya sa nomination au Sénat ».[24]

Lance fait allusion aux critiques formulées par Cleland lors d'une interview qui fut publiée sous ce titre : « Le président devrait avoir honte ». Cleland y critique tout particulièrement un accord passé entre la Maison Blanche et la Commission à propos de l'accès aux réunions quotidiennes présidentielles. Selon cet accord, la plupart des commissaires n'avaient pas le droit de les accompagner. En réalité, seuls Philip Zelikow et Jamie Gorelick devaient être autorisés à y avoir plein accès.[25] Cleland déclara que « cette décision compromettait la mission de la Commission du 11 Septembre, purement et simplement ». Puis Cleland ajouta :

« Je n'ai pas l'intention de faire partie de ça. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ceux qui n'ont qu'un accès partiel à l'information. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ceux qui se contentent de conclusions hâtives. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ceux qui acceptent que des pressions politiques leur dictent ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ça. »[26]

Et, bien sûr, ce ne fut pas le cas, en vertu de son départ de la Commission. Bien entendu, nous ne saurons jamais quelle en aurait été la conséquence s'il était resté. Je pense néanmoins que cela n'aurait eu que peu d'effet sur l'élaboration du rapport final, en raison du fait qu'il est en réalité le rapport Kean-Zelikow. Mais je pense aussi que si Cleland était resté, Kean et Hamilton n'auraient pas pu annoncer dans la préface que les dix commissaires vinrent ensemble leur « présenter ce rapport, sans aucun dissentiment » (p. XV).

Réflexions finales

Quoi qu'il en soit, quelle qu'aurait pu être l'alternative, c'est au rapport final qui a été livré qu'il nous faut répondre. Ce livre apporte une réponse du point de vue de la question que je considère comme la plus importante. Est-ce que le rapport de la Commission d'enquête sur le

11 Septembre est arrivé à dissiper les soupçons qu'ont un grand nombre de personnes en Amérique et de par le monde quant à la complicité du gouvernement américain sans laquelle les attaques du 11 septembre n'auraient pu réussir ? Dans la première partie, j'ai signalé que la Commission, loin de réfuter aucune des preuves qui vont dans ce sens, les a simplement ignorées pour la plupart et déformées pour les autres. Dans la seconde partie, j'ai suggéré que sa tentative de défendre les militaires américains en particulier contre cette suspicion est, au mieux sérieusement altérée, au pire une suite de mensonges éhontés. Au final, le rapport Kean-Zelikow, loin de diminuer mes soupçons sur une complicité officielle, a servi à les confirmer. Pourquoi les responsables chargés du rapport final s'engageraient-ils dans une telle supercherie, si ce n'était pour tenter de couvrir des crimes très graves ?[27]

Alors que ce livre allait être mis sous presse, j'ai appris que le rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre faisait partie des finalistes aux National Book Awards [les « Oscars » du livre, NdT]. Je n'aurais pas été choqué par cette nouvelle à une seule condition : que cette nomination fût dans la catégorie « fiction ».

Annexe

Conflits d'intérêts impliquant d'anciens membres du DoJ et du FBI

Si nous concevons le département de la Justice et le FBI comme essentiellement une seule entité, le DoJ-FBI, alors dix-huit membres de la Commission leur étaient liés. Après avoir examiné dans la conclusion les conflits d'intérêts, on pourrait s'attendre à ce que les liens qui impliquent le DoJ aient créé des conflits d'intérêts supplémentaires. Le récit de Peter Lance dans *Cover Up* tourne autour de ceux concernant Ramzi Yousef. Pour bien comprendre la complexité de son récit, la lecture de son livre est nécessaire et je vais en résumer les points principaux afin d'expliciter certains de ces conflits.

Un point principal est que la vraie cause du crash du vol n° 800 de la TWA le 17 juillet 1996, fut délibérément dissimulée par le DoJ-FBI. Bien que l'explication officielle fut « une défaillance mécanique », il existait des preuves qui ont permis de démontrer que l'avion fut détruit par une bombe placée dans la cabine au-dessus du réservoir de carburant, ce qui a provoqué son explosion. Le 22 août, le FBI était prêt à annoncer cette conclusion. Un article du *New York Times* rapportant qu'« un engin explosif fut activé à l'intérieur de la cabine passager » était déjà sous presse.[1] Dans la journée, le FBI se ravisa soudainement. Pour comprendre l'explication de Lance de ce qui s'est passé, nous avons besoin de connaître certains éléments essentiels de son récit.

L'un d'eux est que, bien que Yousef soit à juste titre accusé du prétendu complot Bojinka (qui fut découvert à Manille en janvier 1996), il avait en fait ourdi deux complots différents impliquant des avions. Le but du complot Bojinka était de faire sauter une douzaine d'avions de ligne américains qui effectuaient un vol retour d'Asie, en utilisant une nouvelle bombe inventée par Yousef, qui aurait été placée sous un siège au-dessus du réservoir de carburant. Le second complot consistait à détourner des avions et les utiliser comme des armes, en les faisant s'écraser contre des

bâtiments tels que le World Trade Center, le Pentagone, le siège de la CIA et une centrale nucléaire.[2]

Un autre élément essentiel dans le récit de Lance est que, pendant l'incarcération de Yousef dans une prison new-yorkaise dans l'attente de son procès (après avoir été capturé en février 1995), la cellule située entre la sienne et celle d'autres membres d'*al-Qaida* était attribuée à Gregory Scarpa fils, un membre de la célèbre famille Colombo. Yousef commença à se servir de Scarpa pour passer des informations à ses associés et Scarpa communiqua ces informations aux agents fédéraux dans l'espoir d'alléger sa sentence. Quand Yousef eut réalisé qu'il allait être reconnu coupable à l'issue du procès Bojinka, Scarpa apprit qu'il s'était arrangé pour que KSM et d'autres associés d'*al-Qaida* utilisent l'une de ses bombes pour descendre un avion de ligne américain afin de créer une erreur judiciaire (son avocat pouvant invoquer la similarité avec les attentats prévus dans le complot Bojinka, ce qui influencerait le jury).[3]

Le troisième élément essentiel dans l'histoire de Lance tient dans le fait que la preuve de la responsabilité de Yousef dans la destruction du vol n° 800 de la TWA est écrasante. Le schéma de la bombe que Scarpa reçut de Yousef est identique à celle qu'il utilisa pour la tester sur un vol de Manille.[4] Avant le vol n° 800 de la TWA, le réservoir de carburant situé au centre d'un Boeing 747 n'avait jamais explosé en plein vol et les produits chimiques trouvés dans la cabine passager au-dessus du réservoir de carburant étaient ceux recommandés par Yousef. Celui-ci avait expliqué son motif à Scarpa. Et Scarpa rapporta que non seulement Yousef avait donné l'ordre, mais aussi qu'il avait fourni des preuves supplémentaires de la responsabilité d'*al-Qaida*.[5] Le FBI disposait de toutes ces informations, et pourtant il n'en a pas fait usage. Pour quelle raison ?

Ceci nous amène à un quatrième point essentiel. Greg Scarpa fils devait aussi témoigner dans une affaire de corruption de policiers impliquant son père, informateur du FBI et « machine à tuer » notoire. Greg Scarpa père avait dénoncé l'agent du FBI, Lindley De Vecchio, avec lequel il avait développé une relation basée sur la corruption.[6] Greg Scarpa fils, outre qu'il était préparé à témoigner contre Yousef, devait être le témoin principal contre De Vecchio.[7]

Avec de tels antécédents, nous pouvons comprendre le revirement du FBI-DoJ dans le cas du crash du vol n° 800 de la TWA. Le 22 août 1996, le directeur du FBI, Louis Freeh, à qui l'avocat de De Vecchio avait précédemment fait appel, reprit la direction du bureau new-yorkais du FBI, chargé de l'investigation de la TWA. Il présida une assemblée générale de haut niveau, à laquelle assistait aussi le procureur adjoint Jamie Gorelick.

Lors de cette assemblée, il fut décidé qu'exposer la relation DeVecchio-Scarpa aurait des conséquences désastreuses. Outre le scandale que cela créerait, cela annulerait au moins neuf chefs d'accusation contre des gangsters dans le cas d'affaires très médiatisées.[8] Pour empêcher l'inculpation de DeVecchio, la crédibilité de Greg Scarpa fils devait être mise en doute.[9]

Il s'ensuivit, par conséquent, que si le témoignage de Scarpa contre son propre père devait être non crédible, celui contre Yousef ne pouvait pas être utilisé. On considéra donc qu'il s'agissait d'« un canular ».[10] Et si Yousef ne devait pas être accusé, l'estimation que le vol avait été détruit par une bombe devait être discréditée. Ce fut fait, principalement en affirmant la contrevérité que les produits chimiques trouvés dans la cabine provenaient de pilules utilisées lors d'un test récent par un chien détecteur de bombe et d'explosif.[11] Donc, bien que Yousef et KSM (en secret) fussent reconnus coupables du complot Bojinka, ils ne furent pas même mis en examen pour l'explosion du vol n° 800 de la TWA.

Un aspect dans lequel le récit de Lance est tout à fait d'actualité avec la Commission du 11 Septembre implique deux chercheurs qui ont essayé d'attirer l'attention des commissaires sur des informations. Angela Clémente et le Docteur Stephen Dresch ont passé beaucoup de temps à chercher la relation qui existait entre Yousef et Greg Scarpa fils, à découvrir les lettres que Yousef avait donné à Scarpa et les mémos du FBI prouvant leur authenticité. Leur conclusion fut que les rapports de Scarpa sur Yousef étaient « cent pour cent exacts », d'où il s'ensuivait que KSM et d'autres soldats d'*al-Qaida* étaient responsables du crash du vol n° 800 de la TWA. Présumant que la Commission du 11 Septembre aurait hâte d'apprendre cette information, Clémente et Dresch lui envoyèrent une lettre relatant leurs découvertes et offrant de témoigner. Mais ils ne reçurent aucune réponse.[12]

Bien sûr, nous pouvons comprendre pourquoi, avec sa large représentation DoJ-FBI, la Commission se montrait réticente à connaître des informations révélant que le vol n° 800 de la TWA avait été, en réalité, comme le FBI l'avait dès le début suspecté, détruit par des soldats d'*al-Qaida.* Après tout, si tel est le cas, alors la destruction de ce vol, qui a tué deux cent trente personnes, était alors le « plus grand meurtre collectif de l'histoire américaine ».[13] Il est possible que ceux des membres du DoJ-FBI qui décidèrent de cacher la vérité au sujet de ce crash, telle que Jamie Gorelick, aient cru que cette décision était justifiable. Néanmoins, surtout après le 11 Septembre, il est certain qu'ils ne voulaient pas que leur enquête puisse révéler qu'ils avaient menti et, qu'en agissant ainsi, ils avaient caché cette première attaque d'*al-Qaida* en Amérique.

Lance suggère aussi que ceux qui étaient liés au DoJ-FBI auraient eu une deuxième raison d'ignorer le témoignage porté par Clémence et Dresch. Étant donné l'information que le FBI avait reçu de Scarpa au sujet des avions de Yousef et de ses comparses, il « aurait pu éviter le crash du vol n° 800 de la TWA ».[14] Ainsi qu'il est écrit dans un article du *New York Times* du 23 août 1996 (que le FBI ne put empêcher de paraître), « en perte de vies humaines, la destruction du vol n° 800 de la TWA représenterait le crime le plus grave de l'histoire américaine ».[15] Le FBI ne veut certainement pas que le public sache qu'il aurait pu l'empêcher.

Une autre partie de l'article de 1996 que ceux qui sont loyaux envers le DoJ-FBI ne voudraient pas voir révélée, est que le FBI refusa l'opportunité de rencontrer un des associés de Yousef, donc de surveiller la cellule d'*al-Qaida* dans la ville de New York.[16]

Lance apporte d'autres éléments qui montrent que des membres de la Commission n'avaient pas intérêt à ce que l'histoire complète sur Ramzi Yousef soit révélée. Certains de ces aspects, trop complexes à résumer ici, permettent de comprendre pourquoi Dietrich Snell, l'un des procureurs de Yousef, aurait été réticent à ce que soit connue en partie cette histoire, que Lance lui-même cherchait à porter à l'attention de la Commission. Le passage du récit de Lance que j'ai résumé est suffisant pour illustrer la façon dont la présence à la Commission de dix-huit anciens employés du DoJ-FBI pouvait avoir travaillé contre son mandat de présenter « le compte-rendu le plus complet possible des événements liés au 11 Septembre ».

Comme le livre de Lance le montre, il semble que plus nous apprenons de choses au sujet de la Commission, plus nous constatons qu'elle n'était pas le genre d'organisme qui aurait révélé la vérité au sujet du 11 Septembre. Une investigation d'un genre radicalement différent s'avère nécessaire.

Notes

Introduction

1. Le nom officiel de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre est « Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis ». Ce nom est repris dans le titre complet de son rapport final, donné dans la note suivante.

2. Les numéros de pages sont ceux du document : Rapport de la Commission sur le 11 Septembre : rapport final de la Commission Nationale sur les Attaques Terroristes contre les États-Unis, édition officielle (New York, W.W. Norton, 2004). Ce rapport est paru en français chez deux éditeurs : Équateurs d'abord, puis Alban.

3. Poll Shocker : *Newsmax*, 17 avril 2002, sur le site : http://newsmax.com

4. Sondage *CBS News* publié le 28 avril 2004 ; http://www.cbsnews.com/htdocs/CBSNews_polls/042804_poll.pdf également disponible sur le site : http://www.pollingreport.com

5. Voir le site : www.zogby.com/news/ReadNews.dbm?ID=855

6. *Toronto Star,* 26 mai 2004.

7. *Wall Street Journal*, 29 septembre 2003.

8. *Le Nouveau Pearl Harbor : Questions gênantes à l'administration Bush* (Éditions Demi-Lune, Paris, 2006), paru sous le titre original *The New Pearl Harbor : Disturbing Questions about the Bush Administration and 9/11.* (Northampton, Massachusetts, Interlink Books/Olive Branch Press, 2004).

9. Même cette division de l'autre thèse en deux tendances est somme toute assez grossière. Dans un débat sur la théorie selon laquelle des éléments du gouvernement américain ont été « complices » des attaques, j'ai souligné l'existence d'au moins huit niveaux possibles de responsabilité, commençant par la faute la moins grave – mais qui pourrait conduire à la destitution – consistant à bâtir une relation mensongère de ce qui s'est passé (*NPH - The New Pearl Harbor* – pages XXI à XXII).

10. Paul Sperry, 31 mars 2004 ; http://antiwar.com/sperry/?articleid=2209

11. Philip Zelikow et Condoleezza Rice, *Germany Unified and Europe Transformed : A Study in Statecraft* [La Réunification de l'Allemagne et la transformation de l'Europe : étude sur la gouvernance des États], (Cambridge, Harvard University Press, 1997).

12. *Associated Press*, 27 décembre 2003. David Corn, « Probing 9/11 », *Nation, 277/1,* 7 juillet 2003. Paul Sperry, « Is Fix in at 9/11 Commission ? ». Emad Mekay, « Irak Was Invaded 'to Protect Israël' – US Official » [On a envahi l'Irak « pour protéger Israël » – selon une autorité américaine] *Asia Times,* 31 mars 2004 ; www.atimes.com/atimes/Front_Page/FC31Aa01.html

13. Cette demande qui avait été faite auparavant a été réitérée dans le communiqué à la presse du Comité des familles, en date du 20 mars 2004 ; www.911independentcommission.org/mar202004.html

14. Sperry, « Is Fix in at 9/11 Commission ? » [Littéralement. « Y a-t-il du truquage dans la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ? »],

15. Voir *NPH* 147-56 et plus loin, 283-85.

16. Philip Shenon, « 9/11 Commission Could Subpoena Oval Office Files » [La Commission d'enquête sur le 11 Septembre pourrait traduire devant la justice les dossiers du Bureau Ovale], *New York Times,* 26 octobre 2003.

17. Dans l'article d'Emad Mekay's intitulé *Irak Was Invaded 'to Protect Israël' - US Official* (voir note 12, ci-dessus), l'autorité à laquelle on fait référence est Philip Zelikow. On lui fait dire que « la menace qui ne mérite pas qu'on la nomme » est celle que posait l'Irak non envers les États-Unis mais envers Israël. Sa thèse était que l'un au moins des motifs de l'invasion de l'Irak en 2003 était le souci de l'administration Bush d'éliminer cette menace. En exposant pourquoi « cette menace ne mérite pas qu'on la nomme », on fait dire à Zelikow que « le gouvernement américain ne veut pas l'évoquer trop explicitement dans sa communication parce que le sujet se vend mal à l'opinion publique ».

18. « Lorsque nous avons rédigé le rapport, a expliqué Zelikow, nous avons pris garde de ne pas répondre à toutes les thèses. Cela serait revenu à vider une bassine avec une écumoire. C'est impossible. » C'est Carol Morello qui cite ces propos dans son article « Conspiracy Theories Flourish on the Internet », *Washington Post,* 7 octobre 2004. Après avoir cité la déclaration de Zelikow, Nicola Levis écrit : « Nous connaissons maintenant une règle fondamentale du fonctionnement de la Commission Kean : ne pas mettre les thèses à l'épreuve. Se contenter de les balayer si possible, sinon les ignorer purement et simplement. » (« Zelikow : La défaite devant les bactéries, lettre ouverte à Philip Zelikow et au *Washington Post* », 7 octobre 2004). www.911truth.org/article.php?story=20041009142411882

19. Cette lettre du 13 septembre 2004, intitulée « Open Letter : National Security Experts Speak Out : 9/11 Commission Falls Short, » [Lettre ouverte d'experts de la sécurité nationale qui s'expriment : le Rapport de la Commission sur le 11 Septembre ne va pas assez loin] est disponible sur le site www.911CitizensWatch.org

CHAPITRE 1

1. « Walid al-Shehri, raconte Thierry Meyssan, a donné une interview au quotidien en arabe *AlQuds al-Arabi* qui paraît à Londres. » Voir *L'Effroyable Imposture*, (Carnot, Paris, 2002).

2. *Associated Press* du 22 septembre 2001, cité par Meyssan dans *L'Effroyable Imposture.*

3. David Harrison, « Revealed : The Men with Stolen Identities » [Révélations : des hommes à la fausse identité], *The Telegraph,* 23 septembre 2001, disponible sur le site : www.portal.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2001/09/23/widen23.xml

4. *BBC News,* 23 septembre 2001.

5. Meyssan, *L'Effroyable Imposture.*

6. Harrison, *Revealed : The Men with Stolen Identities.*

7. *The Independent* du 17 septembre 2001. Voir aussi le site de la *BBC News,* 23 septembre 2001 :
http://news.bbc.co.uk/2/hi/world/middle_east/1559151.stm

8. *NPH* p. 86 cite *Newsweek,* 15 octobre 2001, et *San Francisco Chronicle,* 4 octobre 2001.

9. Voir le livre de Daniel Hopsicker, *Welcome to Terrorland : Mohamed Atta and the 9/11Cover-up in Florida* [Bienvenue à Terreurland : Mohammed Atta et le 11 Septembre, dissimulation en Floride], (MacCowPress, Eugène, 2004).
Ces précisions tirées du livre de Hopsicker sont résumées dans son article intitulé « Top Ten Things You Never Knew About Mohamed Atta » [Les Dix Choses que vous n'avez jamais su sur Mohammed Atta] dans *Mad Cow Morning News*, 7 juin 2004 www.madcowprod.com/index60.html, et dans une interview parue dans le *Guerrilla News Forum,* 17 juin 2004 et résumé dans le *NPH,* 2e édition anglaise p. 243, note n° 1. Disponible sur le site : www.guerrillanews.com/

10. « Terrorist Stag Parties » [Orgies entre hommes chez les terroristes], *Wall Street Journal,* 10 octobre 2001. http://www.opinionjournal.com/best/?id=95001298

11. *Associated Press*, 5 octobre 2001, *Boston Globe,* 18 septembre 2001, *The Independent,* 29 septembre 2001.

12. Seymour Hersh, « What Went Wrong ? » [Qu'est-ce qui a cloché ?], *New Yorker,* 1er octobre 2001.

13. Marc Fisher et Don Phillips, « On Flight 77 : 'Our Plane Is Being Hijacked' » [Vol AA77, notre avion est détourné], *Washington Post,* 12 septembre 2001.

14. *CNN* a publié le manifeste du vol AA11 que l'on peut lire sur le site :
www.cnn.com/SPECIALS/2001/trade.center/victims/AA11.victims.html
On peut retrouver les manifestes des autres vols en changeant cette partie de l'URL. Par exemple, le manifeste de vol du UA93 se trouve à l'URL :
www.cnn.com/SPECIALS/2001/trade.center/victims/ua93.victims.html

15. Par exemple, l'Islandais Elias Davidsson m'a confié qu'il a récemment écrit à American Airlines demandant la liste définitive des passagers du vol AA11 le 11 septembre 2001. Il a reçu en réponse la lettre suivante dont il m'a envoyé une copie le 9 septembre 2004. Il me semble qu'il l'avait reçue le jour même d'American Airlines :
« M. Davidsson
Je vous remercie de votre courriel du 5 août [2004]. Je vous demande de bien vouloir m'excuser de vous répondre si tard.
Au moment des incidents, nous avons remis les manifestes de bord aux services gouvernementaux compétents qui ont à leur tour communiqué certaines de ces informations aux médias. Ces listes ont été publiées dans nombre de périodiques importants et sont considérées maintenant comme de notoriété publique. À l'heure actuelle, nous ne sommes pas en mesure de donner davantage de renseignements ni de republier ce que les services de l'État ont fourni aux médias. En revanche, si vous souhaitez vous procurer ces listes, je vous suggère de vous adresser aux principaux

journaux et magazines pour leur demander des exemplaires de leurs publications contenant les informations que vous recherchez.
M. Davidsson, je suis sûre que ces renseignements vous seront utiles. Je vous prie de croire…
Karen Temmerman
Chargée des relations avec la clientèle de la compagnie American Airlines.»

CHAPITRE 2

1. Un rapport de la FEMA [Bureau fédéral de traitement des situations d'urgence] décrit les conséquences de l'incendie de l'immeuble de bureaux One Mediridian Plaza dans les termes suivants : «Les poutres et les longerons ont fléchi et se sont tordus […] sous l'effet puissant du feu […] Malgré l'exposition inhabituelle [à la température] les piliers ont continué à résister au poids qu'ils supportaient, sans dommages apparents». Voir : «High-Rise Office Building Fire One Meridian Plaza Philadelphia, Pennsylvania» [Incendie dans un gratte-ciel de bureaux, le One Meridian Plaza], http://www.usfa.dhs.gov/downloads/txt/publications/tr-049.txt

2. Cf. Rapport n° 403 de la FEMA *World Trade Center Building Performance Study* [Étude technique sur la construction du WTC] paru en mai 2002, consultable sur www.fema.gov/library/wtcstudy.shtm qui précise dans son annexe A : «Au milieu des années 90, la société British Steel et le Building Research Establishment [Établissement pour la recherche sur la construction] ont conduit une série de six expériences […] pour étudier la résistance des bâtiments à structure d'acier […] Malgré des températures de poutres de 800 à 900 °C lors de trois des essais […] on n'a observé aucun effondrement dans aucun des six tests.» Remarquons qu'il y a une grande différence entre une situation où *le feu* seul atteint ces températures et celle où ce sont effectivement les poutres d'acier et les piliers qui les atteignent. Bien peu des poutres et piliers du WTC n'ont ne fût-ce qu'approché ces températures.

3. Pour bien balayer toute éventualité, la Commission précise à la même page qu'«un secouriste s'est approché du commandant en chef au feu des pompiers de New York pour lui signaler qu'un ingénieur placé devant l'immeuble n° 7 du WTC venait de constater que les Tours Jumelles étaient sur le point de s'effondrer sur elles-mêmes» (p. 302). Mais ce commentaire de troisième main, s'appuyant sur des propos rapportés par deux sources inconnues ne saurait en aucun cas constituer un élément de preuve qu'un quelconque expert se soit attendu à l'effondrement des Tours Jumelles.

4. Sur les photos et la description des incendies des tours nord et sud, voir le livre d'Eric Hufschmid, *Painful Questions : An Analysis of the September 11th Attack*, [Des questions douloureuses : une analyse de l'attaque du 11 Septembre], (Goleta, California, Endpoint Software, 2002), p. 30-32. Disponible à l'adresse : www.erichufschmid.net – Hufschmid souligne l'impossibilité pour le feu de s'étendre (p. 38).

5. On peut faire la comparaison entre les incendies de l'immeuble n° 7 et ceux des tours 5 et 6 en se reportant aux figures 5-30, 6-2 et 6-3 dans le livre de Hufschmid, *Painful Questions.* Voir aussi mon argumentaire dans le *NPH*, p. 12 à 17.

6. *New York Times,* 11 septembre 2002. Même si la déclaration au sujet de la tour sud n'est pas tout à fait exacte, l'article illustre la grande différence entre les deux incendies.

7. Voir le *NPH* p. 17 et 18.

8. « The Wrong Tower Fell First » [C'est la mauvaise tour qui est tombée en premier] est le titre d'un passage d'une contribution de Fintan Dunne, « The Split-second Error : Exposing the WTC Bomb Plot » [L'erreur d'une fraction de seconde : attentat à la bombe au WTC] sur les sites Internet :
www.psyopnews.com ou www.serendipity.li

9. Je souligne ce point dans le *NPH* (p. 12 et 13), citant Thomas Eagar, professeur en résistance des matériaux au MIT.

10. Rapport FEMA, *World Trade Center Building Performance Study,* Ch. 5, Sect. 6.2, « Probable Collapse Sequence » [Déroulement probable de l'effondrement] que j'examine dans le *NPH* p. 22.

11. Ceci est encore plus vrai pour la tour n° 7 pour la raison mentionnée au point n° 4.

12. Sur les points 3 et 4, voir la contribution de Jim Hoffman, « The North Tower's Dust Cloud : Analysis of Energy Requirements for the Expansion of the Dust Cloud following the Collapse of World Trade Center » [Le Nuage de poussière de la tour nord : analyse de l'énergie requise pour produire la dispersion du nuage de poussière qui a suivi l'effondrement de la tour n° 1 du WTC*]*, version 3.1 du 5 janvier 2004 à l'adresse : http://911research.wtc7.net/papers/dustvolume/volume.html
que j'étudie dans le *NPH,* 2e édition, p. 177 à 179.

13. Sur les preuves visuelles de ces six analogies, voir les *Painful Questions* d'Eric Hufschmid, sa vidéo *Painful Deceptions* [Cruelles Impostures] consultables sur le site – www.erichufschmid.net – et diverses démonstrations sur des sites Internet comme celui de Jeff King, « The World Trade Center Collapse : How Strong is the Evidence for a Controlled Demolition ? » [L'Effondrement du WTC : quelle est la validité des preuves d'une destruction contrôlée ?] sur le site :
http://st12.startlogic.com/~xenonpup/collapse%20update
La citation du point 6 est tirée de l'article de King.

14. Donc, selon les propos de Jim Hoffman, « pouvaient ainsi se charger facilement dans les camions qui ont nettoyé *Ground Zero* ». Cf. Jim Hoffman, « Your Eyes Dont Lie : Common Sense, Physics, and the World Trade Center Collapses » [Vos yeux ne mentent pas : le bon sens, la physique et l'effondrement du WTC], initialement, une interview du 21 janvier 2004 sur KPFA disponible sur le site :
http://911research.wtc7.net/talks/radio/youreyesdontlie/index.html
cité dans le *NPH,* 2e édition p. 177. Incidemment, la société qui a obtenu le marché d'enlèvement des gravats du WTC, Controlled Demolition Inc., annonce dans sa publicité que ses systèmes segmentent l'acier en éléments compatibles avec la capacité d'emport du matériel dont elle dispose. Cité dans la vidéo d'Eric Hufschmid *Painful Deceptions* et dans *NPH* 2e édition p. 178.

15. Cf. *NPH* p. 179, note 74.

16. Sur les points 9 et 10, cf. *NPH* p. 19 et 20.

17. Thomas Eagar, cité en note 9, a essayé de donner l'explication dans « The Collapse : An Engineer's Perspective » [L'Effondrement : point de vue d'un ingénieur], interview NOVA, www.pbs.org/wgbh/nova/wtc/collapse.html et dans « Why did the World Trade Center Collapse ? Science, Engineering, and Spéculation » [Pourquoi le WTC s'est-il effondré ? Science, génie civil et spéculations], en collaboration avec Christopher Musso, *JOM* 53/12 (2001), p. 8 à 11.
Quoi qu'il en soit, j'ai souligné dans *NPH* que cette théorie soulève de nombreuses questions. Premièrement, les incendies n'ont été ni assez intenses ni assez longs pour produire la température qu'Eagar lui-même estime nécessaire pour causer l'effondrement. Deuxièmement, sa théorie suppose que les planchers situés au-dessus de celui où le feu était le plus fort se soient effondrés sur lui et qu'ils soient ensuite tombés sur celui du dessous provoquant son effondrement et ainsi de suite jusqu'en bas. Seulement, même si c'est concevable, le sol de chaque étage aurait résisté un tant soit peu, rendant impossible un effondrement de cent dix étages en dix à quinze secondes, c'est-à-dire à la vitesse de chute d'une matière qui ne rencontre pas de résistance ou très peu. Troisièmement, pour que chaque étage tombe de cette manière, des centaines de liens d'acier disposés sur deux cent trente-six colonnes extérieures et quarante-sept colonnes centrales auraient dû céder au même moment. Quatrièmement, la théorie du château de cartes d'Eagar, qui voudrait que les étages soient tombés comme les disques d'un ancien électrophone à pivot central de distribution, ne permet pas d'expliquer pourquoi l'effondrement a été total. Pourquoi ce qui tenait lieu de pivot, les quarante-sept colonnes centrales, s'est-il aussi écrasé au sol ? Cinquièmement, sa théorie n'explique pas pourquoi la plupart des colonnes d'acier se sont brisées en tronçons de dix mètres prêts au chargement sur des camions – voir note 14. Sixièmement, sa théorie ne peut expliquer pourquoi la tour sud s'est effondrée en premier.

18. Je dois cette information à Eric Hufschmid. On voit les images de certaines de ces colonnes à la page 23 de son livre.

19. Voir *NPH* p. 16 et 17.

20. Le livre lui-même ne comporte pas d'index, mais le lecteur peut rechercher n'importe quel nom ou mot sur le site : http://vivisimo.com/911

21. *America Rebuilds,* documentaire PBS de 2002, disponible maintenant chez PBS Home Video, ISBN 0-7806-4006-3 site : www.pbs.org/americarebuilds.
On peut voir et entendre la déclaration de Silverstein sur :
http://www.infowars.com/Video/911/wtc7_pbs.WMV
ou en écouter l'archive audio sur : http://VestigialConscience.com/PullIt.mp3
ou sur : http://sirdave.com/mp3/PullIt.mp3
Si vous voulez regarder un débat, voir le documentaire de Jeremy Baker pour *PBS « Silverstein, FDNY Razed WTC 7 »* [Documentaire PBS : Silverstein, le Centre d'incendie et de Secours de New York a rasé la tour n° 7] sur le site Infowars.com à l'adresse : www.infowars.com/print/Sept11/FDNY.htm
également disponible sur le site Rense.com à :
http://www.rense.com/general47/pulled.htm
Les commentaires de Silverstein ont été étudiés assez longuement sur *Alex Jones Show*, « WTC-7 Imploded hy Silverstein, FDNY and Others » [Silverstein, les

pompiers de New York et les autres ont fait imploser la tour n° 7], 19 janvier 2004 (voir le site www.prisonplanet.com/011904wtc7.html dont j'ai fait l'étude dans NPH, 2e édition, p. 175 à 177).

22. *CBS News,* 11 septembre 2001. Les vidéos de l'effondrement de la tour n° 7, qu'on a rarement vues sur les grandes chaînes de télévision, peuvent être trouvées sur différents sites Internet, parmi lesquels www.geocities.com/killtown/wtc7.html et www.editionsdemilune.com

Le DVD d'Eric Hufschmid, *Painful Deceptions,* est particulièrement bien fait à cet égard et est disponible sur le site www.EricHufschmid.net

23. Pour l'étude en images, voir *Painful Questions* d'Eric Hufschmid p. 62 à 65.

24. « WTC-7 Imploded by Silverstein, FDNY and Others » [La Tour n° 7 a été détruite par Silverstein, les pompiers de New York, et consorts], *Alex Jones Show,* 19 janvier 2004, disponible sur : www.prisonplanet.com/011904wtc7.html

25. Les enquêteurs officiels se sont rendu compte qu'ils avaient moins d'autorité que les équipes de déblaiement, situation qui a conduit la Commission des sciences de la Chambre des représentants à rendre compte du fait que « le manque d'autorité des enquêteurs pour placer sous scellés des morceaux de métal aux fins d'examen avant recyclage a conduit à la perte de nombreuses pièces à conviction ». Rapport disponible sur : http://www.house.gov/science/hot/wtc/wtc-report/WTC_ch5.pdf

26. *New York Times,* 25 décembre 2001 et *Fire Engineering,* janvier 2002.

27. Cité dans le *Alex Jones Show*, « WTC-7 Imploded by Silverstein, FDNY and Others*,* et dans *NPH* p. 181 et 182.

28. Voir Margie Burns, « Secrecy Surrounds a Bush Brother's Rôle in 9/11 Security » [Le Secret qui entoure le rôle d'un frère du président Bush dans les questions de sécurité relatives au 11 Septembre] *American Reporter,* n° 9/2001, 20 janvier 2003, de Wayne Madsen, Marvin Bush Employee's Mysterious Death – Connections to 9/11 ? [La Mort mystérieuse d'une employée de Marvin Bush est-elle liée au 11 Septembre ?], publication de *From the Wilderness* en 2003 sur le site : http://www.fromthewilderness.com/ et *NPH,* 2e édition p. 180.

29. Craig Unger, *House of Bush, House of Saud : The Secret Relationship between the World's Two Most Powerful Dynasties* [Maison Bush, Maison Saoud : les relations secrètes entre les deux plus puissantes dynasties du monde], (New York & Londres, Scribner, 2004), p. 249. À l'époque, la société s'appelait Securacom.

30. *Ibid*., note 249. En qualifiant Al Sabah d'associé, Unger fait allusion à KuwAm, société d'investissement koweïto-américaine qui avait assuré le soutien financier de Stratesec, anciennement Securacom. Cf. Wayne Madsen, *Marvin Bush Employee's Mysterious Death – Connections to 9/11 ?,* étudié dans *NPH,* 2e édition, p. 246, note 31. Sur le faux témoignage à propos des nourrissons koweïtiens, cf. Chalmers Johnson : *The Sorrows of Empire : Militarism, Secrecy, and the End of the Republic* [Les Malheurs de l'Empire : le militarisme, le secret et la fin de la République], (New York, Henry Holt, 2004), p. 230.

31. On peut chercher ces noms et d'autres sur le site : http://vivisimo.com/911

CHAPITRE 3

1. *Los Angeles Times,* 16 septembre 2001.

2. Meyssan, *9/11 : The Big Lie* [*L'Effroyable Imposture*] p. 20 de l'édition anglaise.

3. Nafeez Mosaddeq Ahmed, *The War on Freedom : How and Why America was Attacked September 11, 2001* déjà cité, p. 299 et 300 et Thierry Meyssan, *L'Effroyable Imposture,* p. 20 de l'édition en anglais.

4. Cf. *Le Pentagate* de Thierry Meyssan, page IV du cahier photo. Ce cliché se trouve aussi sur le site de Meyssan, *Cherchez le Boeing, testez vos capacités de perception* à l'adresse : www.asile.org/citoyens/numero13/pentagone/erreurs.htm

5. *New York Times* et *CNN*, 12 septembre 2001.

6. Cf. Paul Thompson et le Center for Cooperative Research, *The Terror Timeline : Year by Year, Day by Day, Minute by Minute : A Comprehensive Chronicle of the Road to 9/11 – and America's Response* (New York, HarperCollins/ReganBooks, 2004), p. 455, où j'ai trouvé l'historique de ces informations. La seule publication ultérieure qui en fasse mention est le *NPFA Journal* du 1er novembre 2001.

7. Marc Fisher et Don Phillips, « On Flight 77 : 'Our Plane is Being Hijacked' » [Vol 77 : « Notre avion a été détourné »] *Washington Post,* 12 septembre 2001.

8. Cf. Thierry Meyssan, *L'Effroyable Imposture* (*op.cit.*), *Hunt the Boeing* et une vidéo intitulée *Pentagon Strike* [Frappe sur le Pentagone] sur le site : www.freedomunderground.org/memoryhole/pentagon.php

9. DoD News Briefing [Point de presse du ministère] Defense Link, Department of Defense, 12 septembre 2001 sur le lien www.defenselink.mil/news/Sep2001/t09122001_t0912asd.html

10. DoD News Briefing on Pentagon Rénovation [Point de presse du ministère sur la rénovation du Pentagone] Defense Link, Department of Defense, 15 septembre 2001.

11. Les seules références à Ed Plaugher sont deux déclarations qu'il a faites ultérieurement. Comme je l'ai souligné dans *NPH* p. 34, un mois après les faits, après que la mémoire a eu le temps de lui revenir, Plaugher déclare qu'il « se souvient avoir vu des morceaux de fuselage, des ailes, du train d'atterrissage et des morceaux de moteurs ». Mais la Commission, n'ayant rapporté aucune de ces déclarations, n'a pas besoin de nous expliquer pourquoi il faut préférer la plus récente à la plus ancienne.

12. *NFPA Journal,* 1er novembre 2001. Meyssan souligne dans *Le Pentagate,* p. 14 à 17 de la version en anglais, que cette théorie a été déclinée par de nombreux défenseurs de la thèse officielle (cf. *NPH* p. 216, note 44).

13. *Washington Post,* 21 novembre 2001, et *Mercury,* 11 janvier 2002.

14. « Images Show September 11 Pentagon Crash » [Images de la frappe du 11 Septembre sur le Pentagone] mises en ligne le 8 mars 2002 sur le site de *CNN* : www.cnn.com/2002/US/03/07/gen.pentagon.pictures/index.html

15. Dick Eastman, *What Convinced Me that Flight 77 Was Not the Killerjet* [Ce qui m'a convaincu que ce n'est pas le vol AA77 qui a tué], 1re partie, American Patriot Friends Network sur le site : http://www.apfn.org/apfn/77_deastman1.htm

16. *Richmond Times-Dispatch,* 11 décembre 2001.

17. Carol Morello, « Conspiracy Theories Flourish on the Internet » [Les Théories du complot fleurissent sur l'Internet] *Washington Post,* 7 octobre 2004 ; voir le site www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A13059-2004Oct6.html?sub=AR

18. Cf. *NPH* p. 26 et 27.

19. Cf. *NPH* p. 26 et 36 à 39.

20. Cette déclaration se retrouve dans la transcription d'une interview accordée au magazine *Parade* par Rumsfeld le 12 octobre 2001
www.defenselink.mil/news/nov2001/t11182001_t1012pm.html/
et, traduit en français, sur le site : http://desordresmondiaux.site.voila.fr

21. Cf. le site Internet de Meyssan : www.effroyable-imposture.net

CHAPITRE 4

1. Bill Sammon, *Fighting Back The War on Terrorism from Inside the Bush White House* [La Réaction : la guerre contre le terrorisme depuis l'intérieur de la Maison Blanche] (Washington, éditions Regnery 2002), p. 90.
Sarasota Herald-Tribune, 10 septembre 2002.

2. *New York Times,* 16 septembre 2001, *The Telegraph,* 16 décembre 2001, *ABC News,* 14 septembre 2002 et *Washington Post,* 27 janvier 2002.

3. Allan Wood et Paul Thompson, *An Interesting Day : president Bush's Movements and Actions on 9/11 [Une journée intéressante : Les déplacements et les agissements du président Bush le 11 Septembre]* sur le site du Center for Cooperative Research à l'adresse www.cooperativeresearch.org
http://www.cooperativeresearch.org/project.jsp?project=911
Ce site essentiel est actuellement en cours de traduction en français par les éditions Demi-Lune et sera accessible à : www.chronologie11septembre.info

4. NBC, *Meet the Press,* 16 septembre 2001.

5. Richard A. Clarke, *Against Ail Enemies : Inside America's War on Terror* (New York, Free Press, 2004), p. 6.

6. *Ibid.*, p. 4.

7. *New York Times,* 16 septembre 2001, *The Telegraph,* 16 décembre 2001, *Dallas Morning News,* 28 août 2002.

8. Paul Thompson et le Center for Cooperative Research, *The Terror Timeline : Year by Year, Day by Day, Minute by Minute : A Comprehensive Chronicle of the Road to 9/11 – and America's Response* (New York, HarperCollins/ ReganBooks, 2004), p. 461.

9. *Salon,* 12 septembre 2001, *CBS News,* 11 septembre 2002, *Dallas Morning News,* 28 août 2002, tous cités par Thompson dans *The Terror Timeline,* p. 460.

10. Clarke, *Against All Enemies,* p. 6.

11. *Ibid.*, p. 7 et 8.

12. *Washington Post,* 27 janvier 2002.

13. MSNBC, 16 septembre 2001, cité par Thompson dans *The Terror Timeline,* p. 375.

14. Clarke, *Against All Enemies,* p. 7.

15. *Ibid.*, p. 2 et 3.

CHAPITRE 5

1. Alors que l'auteur utilise l'orthographe « Laden », courante dans la presse américaine, la Commission écrit le nom « Ladin » qui s'est imposé comme élément du nom complet Usama bin Ladin dans les publications du gouvernement américain et dans la presse britannique. La Commission met aussi une majuscule à « Bin » et écrit donc « Usama Bin Ladin » (note de l'auteur). En ce qui me concerne, cf. note Introduction.

2. *Associated Press*, 16 mai 2002, *San Francisco Chronicle,* 3 juin 2002, *Washington Post,* 27 mai 2002.

3. *Associated Press*, 16 mai 2002. Disponible à l'adresse Internet suivante : www.foxnews.com/story/0,2933,52982,00.html

4. Rappelons que l'index du texte de *The 9/11 Commission Report* se trouve à l'adresse Internet : http://vivisimo.com/911

5. Bien qu'aucun commissaire n'ait posé la question à Ashcroft en session publique, ce point fait évidemment partie de ceux qu'on a estimés de trop peu d'intérêt pour les inclure dans le rapport définitif.

6. Émission *Alex Jones Show,* 10 octobre, *World Net Daily,* 21 octobre, « David Schippers Goes Public : The FBI Was Warned » [Davis Schippers au public : Le FBI savait], *Indianapolis Star,* 13 octobre, et « Active FBI Special Agent Files Complaint Concerning Obstructed FBI Anti-Terrorist Investigations » [Un agent spécial du FBI en activité dépose une plainte pour obstruction à enquêtes antiterroristes du FBI] *Judicial Watch,* 14 novembre 2001. J'évoque cette affaire dans *The New Pearl Harbor,* p. 284.

7. William Norman Grigg, « Did We Know What Was Corning ? » [Étions-nous au courant de ce qui allait arriver ?] *The New American* 18/5 du 11 mars 2002 www.thenewamerican.com cité dans *NPH* p. 85.

8. Kyle F. Hence, « Billions in Pre-911 lnsider Trading Profits Leave a Hot Trail » [Des milliards de bénéfices dans des délits d'initiés commis avant le 11 Septembre laissent des traces visibles], Centre for Research on Globalisation, 21 avril 2002, visible sur : www.globalresearch.ca/articles/HEN204B.html

9. *San Francisco Chronicle,* 29 septembre 2001.

10. Allen Poteshman, « Unusual Option Market Activity and the Terrorist Attacks of September 11, 2001 », Journal of Business (à paraître) Et en attendant, sur le site : www.business.uiuc.edu/poteshma

11. *The Independent,* 4 octobre 2001.

12. Voir *NPH* p. 72, où je cite à la fois *UPI* du 13 février 2001 et l'ancien officier de police Michael Ruppert. Ce dernier a déclaré : « Il est parfaitement établi que la CIA a surveillé longtemps les ventes de ce type en temps réel en tant qu'indices d'alerte d'attentats terroristes et autres menaces envers les intérêts américains ». « Suppressed Details of Criminal lnsider Trading Lead Directly into the CIA's Highest Ranks » [La Dissimulation d'éléments relatifs à un criminel délit d'initiés conduit aux plus hauts échelons de la CIA], *From the Wilderness Publications* 9 octobre 2001, sur les sites : www.fromthewilderness.com ou www.copvia.com

13. Voici les références à la fin de la note : « Entretien avec Joseph Cella, 16 septembre 2003, 7 mai 2004,10 et 11 mai 2004, point de situation du FBI le 15 août 2003, note de synthèse de la Division d'exécution auprès de la présidence et des commissaires de la SEC, Pre-September 11, 2001 Trading Review [Bilan sur les échanges boursiers avant le 11 septembre 2001] en date du 15 mai 2002, entretien avec Ken Breen le 23 avril 2004, entretien avec Ed. G. le 3 février 2004. »

14. *San Francisco Chronicle,* 12 et 14 septembre 2001.

15. Evan Thomas et Mark Hosenball, « Bush : 'We're At War' » [Bush : Nous sommes en guerre], *Newsweek,* 24 septembre 2001 disponible sur le site : www.wanttoknow.info/010924newsweek

16. *The Independent,* 15 septembre 2002.

17. Résumé du rapport final de l'enquête conjointe, disponible sur : http://intelligence.senate.gov/press.htm

18. *Los Angeles Times,* 12 décembre 2003 cité en p. 73 du *NPH.*

19. Comme tout le monde peut le voir en ouvrant le site http://vivisimo.com/911 et en tapant KSM dans la fenêtre du moteur de recherche.

CHAPITRE 6

1. Richard Labevière, « CIA Agent Allegedly Met Bin Laden in July » [Un agent de la CIA aurait rencontré Oussama ben Laden en juillet], *Le Figaro,* 31 octobre 2001. Anthony Sampson raconte la même histoire dans le *Gardian* du 1er novembre avec presque le même titre d'article, Adam Sage titre dans le *London Times* du 1er novembre : « Ailing bin Laden 'Treated for Kidney Disease' » [ben Laden est malade : on le soigne pour une maladie des reins], *Agence France Presse* et *Radio France Internationale* annoncent la même chose le 1er novembre tandis que *Reuters* la reprend le 10 novembre, tout ceci en 2001.

2. Ministère de la Défense, 6 avril 2002 : www.defenselink.mil/news/Apr2002/t04082002_t407genm.html cité dans *NPH* p. 107.

3. *Daily Mirror,* 16 novembre 2001.

4. *Telegraph,* 23 février 2002.

5. Labevière, « CIA Agent Allegedly Met Bin Laden in July », dans le livre de Nafeez Mosaddeq Ahmed (*op.cit.*), p. 179.

6. Craig Unger, « Unasked Questions : The 9/11 Commission Should Ask Who Authorized the Evacuation of Saudi Nationals in the Days Following the Attacks », *Boston Globe,* 11 avril 2004. Pour plus d'éléments contre l'image d'Oussama ben Laden de mouton noir dans sa famille, lire le livre d'Ahmed, *The War on Freedom,* p. 178 et 179.

7. Déclaration du Prince Faiçal cité dans le livre de Michael O'Keffee, *Man of Mystery* [*L'Homme du mystère*] *New York Daily News,* 22 mai 2004 : www.nydailynews.com/sports/story/196031p-169336c.html

8. Pour plus d'éléments qui tendent à prouver une alliance secrète entre Oussama ben Laden, le gouvernement saoudien et celui des États-Unis, lire *The War on*

Freedom, p. 187 à 202. L'idée d'une alliance secrète est peut-être sans fondement, mais la Commission aurait dû au moins examiner les preuves qui semblent l'étayer.

9. Gerald Posner, *Why America Slept : The Failure to Prevent 9/11* [Pourquoi ce sommeil de l'Amérique : échec à prévenir le 11 Septembre] (New York, Random House, 2003), p. 181 à 194.

10. *Ibid.*, p. 188 à 190.

11. *Ibid.*, p. 190.

12. *Ibid.*, note p. 180.

13. *Ibid.*, p. 188 à 193 et 267 à 269.

14. Craig Unger, *House of Bush, House of Saud : The Secret Relationship between the World's Two Most Powerful Dynasties* (New York & London, Scribner, 2004), p. 264 à 266.

15. O'Keffee, *Man of Mystery* [L'Homme du mystère].

16. Unger, *House of Bush…* p. 255 et 266 à 268.

17. On changera plus tard de version pour raconter que le prince Ahmed a été hospitalisé pour des troubles à l'estomac et une accoutumance aux antalgiques. Cf. O'Keffee, *Man of Mystery.*

18. O'Keffee cite cette explication sans forcément y accorder foi dans son *Man of Mystery,* où il évoque aussi la mort des deux autres princes.

19. Posner, *Why America Slept,* p. XI, XII, 35, 44 à 47, 59,142,146,150,155,169,173 et 178.

20. Gerald Posner, *Case Closed : Lee Harvey Oswald and the Assassination of JFK* [Affaire classée : Lee Harvey Oswald et l'assassinat de JFK], (Random House, 1993).

21. *Ibid.*, p. 190.

22. Josh Meyer, « 2 Allies Aided Bin Laden, Say Panel Members » [2 alliés ont aidé ben Laden, disent des membres de la Commission d'enquête], *Los Angeles Times,* 20 juin 2004.

23. *Ibid.*

24. Bob Graham, *Intelligence Matters : The CIA, the FBI, Saudi Arabia, and the Failure of America's War on Terror* [Question de renseignement : la CIA, le FBI, l'Arabie Saoudite et l'échec de la guerre de l'Amérique contre la terreur], (Random House, n/a, 2004), p. 215.

25. *The New Pearl Harbor,* p. 119 et 120, citations *Washington Post,* 29 décembre 2001, *Newsweek,* 24 septembre 2002, *Los Angeles Times,* 24 septembre 2002 et *New York Times,* 25 juillet 2003.

26.Graham, *Intelligence Matters,* p. 12 et 13, p. 224.

27. *Ibid.*, p. 24 et 167.

28. *Ibid.*, p. 168, 223 et 225.

29. *Ibid.*, p. 169, citation de Dana Priest, « White House, CIA Kept Key Portions of Report Classified » [La Maison Blanche et la CIA font classifier des parties du rapport], *Washington Post,* 25 juillet 2003.

30. *Ibid.*, p. 224, citant une dépêche d'*Associated Press* en date du 24 mars 2004, « FBI Concludes 2 Saudis Not Intel Agents » [Le FBI conclut que les deux Saoudiens ne sont pas des agents de renseignement].

31. *Ibid.*, p. 226 à 229.

32. *Ibid.*, p. 166.
33. *Ibid.*, p. 166 et 216.
34. *Ibid.*, p. XIV.
35. Unger, *House of Bush…* p. 179 et 180, Graham, *Intelligence Matters,* p. 168. Unger écrit Basnan, Graham écrit Bassnan. Je me suis rangé à l'orthographe qu'emploie Unger. Dans ce résumé, j'ai emprunté aux deux récits, un peu plus à celui de Graham.
36. Craig Unger, *House of Bush…* p. 179 et 180.
37. Ibid, note p. 179.

CHAPITRE 7

1. Unger, « Unasked Questions » [Les Questions que l'on n'a pas posées], *Boston Globe,* 11 avril 2004.
2. Kathy Steele, avec Brenna Kelly et Elizabeth Lee Brown, Phantom Flightfrom Florida [Le vol fantôme au départ de Floride] *Tampa Tribune,* 5 octobre 2001.
3. Unger, *House of Bush…* p. 8 et 9 ; partie « Unasked Questions ».
4. Unger, « Unasked Questions ».
5. Jean Heller, « TIA Now Vérifies Flight of Saudis », [La TLA se penche maintenant sur les vols au profit des Saoudiens] *St. Petersburg Times,* 9 juin 2004.
6. « Phantom Flight » [Vol fantôme] est bien sûr l'expression de l'article du *Tampa Tribune* cité dans la note 2, ci-dessus.
7. Unger, *House of Bush…* p. 9, citation de Steele, « Phantom Flight from Florida ».
8. Unger, « Unasked Questions ».
9. Unger, *House of Bush…* p. 9.
10. *Ibid.*, p. 256.
11. *Ibid.*, p. 9. Étrangeté du traitement de ce sujet par la Commission, le récit de Jean Heller, « La TIA vérifie maintenant les vols au profit des Saoudiens », contient une affirmation que la Commission, semble-t-il, aurait pu utiliser pour étayer sa position, ce qu'elle ne fait pas. Heller déclare : « La plupart des aéronefs qui ont reçu l'autorisation de vol dans l'espace aérien des États-Unis le 13 septembre étaient des avions de ligne sans passagers redéployés des aéroports où ils avaient dû se poser en urgence le 11 septembre. La réouverture de l'espace aérien englobait les vols charter à titre onéreux mais non les vols privés sans facturation commerciale. "Pour qu'un tel vol – celui du Lear-Jet – soit légal, il aurait fallu que quelqu'un en ait payé la facture", déclare William Shumann, porte-parole de la FAA. "Là est toute la question." Pourquoi la Commission ne fait-elle pas état de ce distinguo ? Est-ce simplement parce qu'elle n'en a pas eu connaissance ? Ou bien a-t-elle découvert que le distinguo que Shumann met en évidence n'est qu'une invention de plus parmi celles mises au point après coup ? Pour répondre à ces questions, il faudrait savoir s'il existe des éléments établissant qu'on a fait ce distinguo à l'époque et qu'on l'a rendu public. Était-il inclus, par exemple, dans la Notam diffusée à 10 h 57 dont Unger fait état ? Mon opinion est que si la Commission évite d'y faire allusion, cela montre qu'elle a estimé qu'il n'aurait pas résisté à l'examen parce qu'il a été inventé *a posteriori.*

Lorsque j'ai demandé à Craig Unger lui-même si tel était le cas, il m'a répondu : "Oui, vous avez mis le doigt dessus, il s'agit d'un distinguo inventé après coup. Lorsque j'ai demandé à la FAA si ces vols étaient légaux, on m'a assuré que ces vols n'avaient jamais existé, comme l'ont déclaré le FBI et la Maison Blanche en de nombreuses occasion. » (Courriel du lundi 27 septembre 2004).

12. Autre élément qui souligne le caractère incomplet de cette présentation des faits, cet article du *New York Times,* cité par Unger, qui explique qu'« avant le 14 septembre, des membres de la famille ben Laden ont été conduits par route ou par avion, sous contrôle du FBI, en un point de rassemblement secret au Texas, puis de là sur Washington ». Tiré de *House of Bush…* p. 256 qui reprend l'article de Patrick E. Tyler « Fearing Harm, Bin Laden Kin Fled From U.S. » [De peur de représailles, des membres de la famille ben Laden quittent les États-Unis en avion] *New York Times,* 30 septembre 2001. Si cet article dit vrai, il y a bien eu au moins un vol de plus le 13 septembre, voire avant. Le FBI prétend que cet article est « entaché d'erreur », cependant, comme Unger l'a montré, les autres dénégations de ce service se sont révélées des mensonges. Mais le rapport de la Commission n'envisage pas cette possibilité.

13. L'auteur discute ici de l'orthographe de ce nom, Osama pour la presse, Usama pour la Commission. Nous avons réglé cette question vaine en adoptant la transcription en vigueur dans les milieux arabisant indépendants des milieux intellectuels anglo-saxons. Nous avons déjà pris position dans une note antérieure, mais nous y revenons parce que David Ray Griffin y est lui-même revenu dans son texte original. (NdT)

14. Unger, *House of Bush…* p. 178 et 179.

15. *Ibid.*, p. 258.

16. *Ibid.*, p. 12.

17. *Ibid.*, p. 257.

18. Unger, « Unasked Questions ».

19. *Ibid.*

20. Unger, *House of Bush…* p. 7.

21. *Ibid.*, p. 269.

22. Unger, « Unasked Questions ».

23. Unger, *House of Bush…* p. 255.

24. Craig Unger, « The Great Escape » [La Grande Évasion], *New York Times,* 1er juin 2004
www.nytimes.com/2004/06/01/opinion/01UNGE.html citant un communiqué de presse de *Judicial Watch* du 25 mars 2004. www.judicialwatch.org/3569.shtml

25. Craig Unger, « Bin Laden Manifests » [Ben Laden se montre], 22 juillet 2002 : www.houseofbush.com/index.php?p=11

26. Unger, « Unasked Questions ».

27. Unger, *House of Bush…* p. 7.

28. *Ibid.*, p. 3 et 15.

29. *Ibid.*, p. 145.

30. *Ibid.*, p. 2 et 7.

31. *Ibid.*, p. 8, et 14 à 15.

32. Quoique Unger ne précise pas que la rencontre entre Bandar et Bush ait eu lieu avant que les vols soient autorisés à décoller, le sénateur Bob Graham, après avoir évoqué l'entrevue, poursuit en disant que les vols sont partis un peu plus tard le même jour.

33. Unger, *House of Bush…* p. 7.

34. *Ibid.*, p. 16.

35. *Ibid.*, p. 11.

36. *Ibid.*, p. 255.

37. *Ibid.*, p. 254, en citation de l'émission de *CNN*, *Daybreak,* [*Le Point du jour*], 19 mars 2002.

38. *NBC*, *Meet the Press,* 25 avril 2004 : http://www.msnbc.msn.com/id/4829855
On peut trouver cette interview sur le site :
http://archive.salon.com/politics/war_room/2004/04/26/bandar

39. *Ibid.*, p. 253.

40. Posner, *Why America Slept,* p. 193.

41. Cf. note 1 chapitre 6.

42. Posner, *Why America Slept,* p. 193.

CHAPITRE 8

1. *New York Times,* 19 et 20 mai 2002 et *Los Angeles Times,* 26 mai 2002

2. *Time,* 11 mai 2002 et commission Renseignement du Sénat, 17 octobre 2002. La lettre de Rowley est discutée dans Martin Patrick, « September 11 Cover-Up Crumbles : Who Was Covering for Moussaoui, and Why ? », *World Socialist WebSite,* 29 mai 2002 : www.wsws.org/articles/2002/may2002/sept-m29.shtml

3. Dans *NPH* (p. 148), ayant expliqué qu'il y avait « des raisons de penser que cette intimidation peut avoir étouffé le zèle investigateur de certains des membres », j'ai souligné l'existence de rapports selon lesquels, « en août 2002, des agents du FBI ont interrogé presque tous les 37 membres des commissions Renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants sur des fuites d'information en relation avec le 11 Septembre ». Selon ces rapports, « ces agents ont même demandé que ces sénateurs et représentants se soumettent au détecteur de mensonges et fournissent leurs enregistrements téléphoniques et leurs calendriers de rendez-vous ». J'ai également cité un professeur de droit qui, commentant ces demandes, a dit : « Cela jette un sérieux froid sur ceux qui voudraient critiquer le FBI » *(Washington Post,* 2 août 2002). Enfin, j'ai souligné que certains sénateurs et représentants ont exprimé une grave inquiétude quant à cette violation de la séparation des pouvoirs, comme le sénateur John McCain : « Ce que nous avons ici, c'est une organisation qui compile des dossiers sur les gens qui enquêtent sur cette même organisation », ou un autre sénateur : le FBI « essaie de poser un étouffoir sur nos activités et je pense qu'il y parviendra. » *(Washington Post,* 3 et 24 août ; *Associated Press,* 29 août 2002).

4. Voir *NPH*, p. 82-83. Les trois citations internes viennent, respectivement, d'*UPI*, 30 mai 2002 ; *LA Weekly,* 2 août 2002 ; et *ABC News*, 26 novembre 2002.

5. Voir note précédente. *Le Nouveau Pearl Harbor,* où le cas de Wright est résumé, a été fourni à la Commission.

6. *Time,* 22 décembre 2002.

7. *NPH* p. 80-81. Les références des citations internes sont, respectivement : *New York Times,* 8 février 2002 ; *Time,* 4 août 2002 ; *Newsweek,* 20 mai 2002 ; *Time,* 21 et 27 mai 2001 ; *Time,* 21 et 27 juillet 2002 ; *Time,* 27 mai 2002 ; et *Star Tribune,* 22 décembre 2002.

8. Voir Grimaldi James V, « 2 FBI Whistle-Blowers Allege Lax Security, Possible Espionnage », *Washington Post,* 19 juin 2002 ainsi que des reportages de *Cox News,* 14 août 2002 et *Associated Press,* 18 octobre 2002.

9. *NPH*, p. 83-84. J'ai noté récemment, toutefois, que cette discussion d'Edmonds n'est pas dans le bon chapitre de *NPH* ; elle devrait se trouver au chapitre 8 qui parle des obstructions *après* le 11 Septembre.

10. *NPH*, 2e édition, p. 189-92

11. Edmonds Sibel, « Our Broken System », 9 juillet 2004 disponible sur :
www.911citizenswatch.org/print.php?sid=329
ou sur www.scoop.co.nz/mason/stories/HL0408/S00012.htm
Cet article commence ainsi : « Ce mardi 6 juillet 2004, le juge Reggie Walton a pris la décision de rejeter ma cause. Étant donné ce rejet, moi, citoyenne américaine, je n'ai plus de titre à exercer encore mes droits selon les 1er et 5e amendements, garantis par la Constitution des États-Unis. La vague raison citée, sans aucune explication, est le besoin de protéger « certaines relations diplomatiques pour la Sécurité nationale ». Le juge Walton est parvenu à cette décision, après avoir laissé dormir l'affaire durant près de deux ans, sans permettre à mon avocat ni à moi-même un procès équitable : PAS d'audience formelle, PAS de dossier, PAS d'argument oral et PAS de découverte. Il a pris sa décision, après avoir permis à l'avocat du gouvernement de présenter sa cause devant lui en privé, *in camera, ex parte ;* on ne nous a pas permis d'assister à ce brigandage. Est-ce le système de justice américain en lequel nous croyons ? Est-ce le procès équitable dont on nous parle dans nos cours d'instruction civique de base ? Est-ce la branche judiciaire de notre gouvernement, censée être séparée des deux autres branches pour protéger les droits du peuple et la liberté ? »

12. Edmonds Sibel, « Letter to Thomas Kean from Sibel Edmonds », *9/11 CitizensWatch,* 1er août 2004.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

CHAPITRE 9

1. *NPH*, p. 108-09.

2. *New York Times*, 13 septembre 2001, cité par Michel Chossudovsky, *War and Globalization : the Truth Behind September 11,* Canada, Global Outlook, 2002, p. 51.

3. Le sénateur Graham rapporte que, ce matin du 11 septembre, lui, en tant que président de la commission Renseignement du Sénat, Porteur Goss en tant que président de la commission Renseignement de la Chambre des Représentants, et le sénateur Jon Kyl, membre de la commission Renseignement du Sénat, ainsi que plusieurs membres de l'état-major, ont eu un petit déjeuner de travail avec le général Ahmad, « en réciprocité pour l'hospitalité du général Ahmed [orthographe de Graham] lors de notre voyage au Pakistan deux semaines plus tôt ». Toutefois, il rapporte que cette rencontre, qui commençait à 8 h 00, a été interrompue aussitôt qu'ils ont reçu la nouvelle de l'attaque sur la seconde tour du World Trade Center. *(Intelligence Matters,* p. IX-XI)

4. *Wall Street Journal*, 10 octobre 2001 : http://www.opinionjournal.com/best/?id=95001298

5. *Agence France Presse*, 10 octobre 2001, cité dans Chossudovsky, *War and Globalization,* p. 58.

6. *CNN*, 14 mars 2002 ; *Los Angeles Times,* 15 mars 2002.

7. Chossudovsky, *War and Globalization,* p. 156-58.

8. Joshi Manoj, « India Helped FBI Trace ISI-Terrorists Links », *Times of India,* 9 octobre 2001.

9. Meyer Josh, « 2 Allies Aided Bin Laden, Says Panel Members », *Los Angeles Times*, 20 juin 2004

10. *NPH*, p. 112.

11. Joshi Manoj, « India Helped FBI Trace ISI-Terrorists Links », cité dans NPH, p. 113.

12. Coll Steve, *Ghost Wars : The Secret History of the CIA, Afghanistan, and bin Laden, front the Soviet Invasion to September 10, 2001,* (New York, Penguin, 2004), p. 504-5.

13. Ahmed Nafeez Mosaddeq, *The War on Freedom,* p. 224-25.

14. « Our Fiends the Pakistanis », *Wall Street Journal,* 10 octobre 2001 : http://www.opinionjournal.com/best/?id=95001298

15. L'auteur écrit Masood et discute en note de l'orthographe Massoud utilisé par la Commission. Nous nous conformons ici à l'usage français.

16. Chossudovsky, *War and Globalization,* p. 52-54, 60.

17. Coll, *Ghost Wars,* p. 329.

18. Coll, *Ghost Wars,* p. 4.

19. *Ibid.*, p. 567-69, 574-75-

20. *Reuters*, 15 septembre 2001, cité par Chossudovsky, *War and Globalization,* p. 53.

21. Coll, *Ghost Wars,* p. 439, 452. (Dans son dernier exposé, Coll rapporte que George Tenet n'a jamais exposé cela publiquement. Mais il le dit d'une telle manière qu'il indique que cet exposé pourrait vraiment avoir été fait.)

22. *NPH* p. 116, citant *UPI*, 30 septembre 2002.

23. *Washington Post,* 23 février 2002.

24. *Boston Globe,* 7 février 2002 ; *Observer,* 24 février 2002 ; *Newsweek,* 11 mars 2002 ; *Vanity Fair,* août 2002.

25. *Time,* 26 janvier 2003 ; *UPI*, 30 septembre 2002 ; Lumpkin John J., « New Theory on Pearl Slaying : 9/11 Mastermind Believed to Have Killed Wall Street Journal Reporter », APAP, 21 octobre 2003.

26. *Guardian,* 5 avril 2002.

27. Posner Gerald, *Why America Slept : The Failure to Prevent 9/11,* (New York, Random House, 2003), p. 189, 191, 193, résumé dans *NPH*, p. 109.

28. *WPBF Channel 25*, 5 août 2002 ; *Cox News*, 2 août 2002 ; *Palm Beach Post,* 17 octobre 2002 ; cités dans *NPH*, p. 117.

CHAPITRE 10

1. Johnson Ian, « Conspiracy Theories about Sept. 11 Get Hearing in Germany », *Wall Street Journal,* 29 septembre 2003.

2. Woodward Bob, *Bush at War,* New York, Simon & Schuster, 2002, p. 32.

3. « Secretary Rumsfeld Interview with the New York Times », *New York Times,* 12 octobre 2001. Pour l'opinion de C. Rice, voir Johnson Chalmers, *The Sorrows of Empire : Militarism, Secrecy, and the End of the Republic,* (New York, Henry Holt, 2004), p. 229.

4. *The National Security Strategy of the United States of America,* septembre 2002 disponible sur : www.whitehouse.gov/nsc/nss.html

5. La seule déclaration que j'ai vue et qui s'en rapproche est celle de la Commission selon quoi « le président a noté que les attentats ont fourni l'opportunité d'engager la Russie et la Chine ». (p. 330)

6. The Project for the New American Century (PNAC), *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources for a New Century,* Septembre 2000 : www.newamericancentury.org

7. Johnson, *The Sorrows of Empire,* p. 178.

8. Lehman, qui a été secrétaire à la marine durant les deux administrations Reagan, a signé la « Lettre au président Bush sur la guerre au terrorisme » du PNAC (Letter to president Bush on the War on Terrorism), 20 septembre 2001 : www.newamericancentury.org/Bushletter.htm

9. PNAC, *Rebuilding America's Defenses,* p. 51.

10. *Washington Post,* 27 janvier 2002.

11. Kissinger Henry, « Destroy the Network », *Washington Post,* 11 septembre 2001.

12. Miller Greg, « Al Qaeda Finances Down, Panel Says », *Los Angeles Times,* 22 août 2004.

13. Ce document, que j'ai téléchargé en 2003, donne comme adresse du site de l'US Space Command : www.spacecom.af.mil/usspace mais, en août 2004, je n'ai pas pu y accéder de nouveau.

14. Une première version de ce document, intitulée « Joint Vision 2010 » est discutée dans Hitt Jack, « The Next Battlefield May Be in Outer Space », *New York*

Times Magazine, 5 août 2001 et dans Grossman Karl, *Weapons in Space,* (New York, Seven Stories, 2001).

15. Ces développements qui étaient aboutis déjà en 1998 sont décrits dans Friedman George et Meredith, *The Future of War : Power, Technology and American World Dominance in the 21st Century,* (New York, St. Martin's, 1998).

16. Pour un bref survol de ce projet, voir Grossman, *Weapons in Space.*

17. PNAC, *Rebuilding America's Defenses,* cité et discuté dans Mahajan Rahul, *Full Spectrum Dominance : US Power in Irak and Beyond,* (New York, Seven Stories Press, 2003), p. 53-54. L'idée de base est que si des pays que les USA veulent attaquer possèdent un petit nombre de missiles nucléaires, nous devrions éliminer la plupart d'entre eux à la première frappe. Si un pays lance alors le reste de ses missiles vers les États-Unis, ils ne passeraient sans doute pas notre bouclier. Quoique ce bouclier ne protégerait sans doute pas l'Amérique d'une première frappe lors de laquelle seraient tirés de nombreux missiles, il devrait, en théorie, abattre ceux d'une attaque à petite échelle. Ce pays étranger aurait de bonnes raisons de penser, cependant, que les États-Unis pourraient aller plus loin et l'attaquer en dépit de sa possession d'armes nucléaires. Il pourrait réaliser que ses efforts pour décourager les États-Unis avec une menace de riposte seraient futiles. De ce fait, les États-Unis n'auraient qu'à s'emparer de ce pays sans avoir besoin d'attaquer ses missiles nucléaires.

18. Paul O'Neill, le premier secrétaire au Trésor de l'administration Bush-Cheney, rapporte qu'un mémo de la main du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, membre du PNAC, énonce le fait que des puissances régionales hostiles aux États-Unis « s'armaient pour nous décourager » a créé des menaces pour la sécurité des USA. Voir Susskind Ron, *The Price of Loyalty : George W Bush, the White House, and the Education of Paul O'Neill,* (New York, Simon & Schuster, 2004), p. 81.

19. Ce chiffre figure dans *Global Network Space Newsletter #14* (Fall, 2003), disponible sur le site web du Global Network against Weapons and Nuclear Power in Space – www.space4peace.org

20. Un doute possible quant à la signification de ce jugement aurait été émis, par Christopher Maletz, directeur adjoint du PNAC. Christopher Bollyn déclare que, lorsqu'il a demandé à Maletz ce qu'il entendait par le besoin d'un « nouveau Pearl Harbor », ce dernier a répondu : « Il faudrait plus d'argent pour augmenter le budget de la Défense pour sa croissance, pour de nouvelles armes, pour de futures capacités » et aucun politicien ni aucun militaire ne l'approuverait « sans quelque désastre ou événement catastrophique ». Bollyn Christopher, « America'Pearl Harbored' », *American Free Press,* 12 avril 2004.

21. « Report of the Commission to Assess US National Security Space Management and Organization »
www.defenselink.mil/cgi-bin/dlprint.cgi et http://www.space.gov/

22. Ibid, cité dans Meyssan Thierry, *9/11 : The Big Lie,* London, Carnot, 2002, p. 151-152.

23. Department of Defense News Briefing on Pentagon Attack
www.defenselink.mil/cgi-bin/dlprint.cgi cité dans Meyssan, *9/11 : The Big Lie,* p. 152.

24. Ce point est souligné par Meyssan, *9/11 : The Big Lie,* p. 154

25. Un examen du rapport de la Commission montre que Rumsfeld est mentionné dans 53 paragraphes, Myers dans 18 et Eberhart dans 8. Nombre de ces occurrences citent des entretiens avec eux comme sources d'information. Aucune ne pose la moindre question sur le fait que certains aspects de leur comportement ce jour-là pourraient avoir été moins qu'exemplaires ou que certains de leurs discours puissent avoir été moins que pleinement véridiques.

26. Voir Rashid Ahmed, *Taliban : Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia,* (New Haven, Yale University Press), 2001, p. 145. Rashid a utilisé le terme pour la première fois dans « The New Great Game : The Battle for Central Asia's Oil », *Far Eastern Economic Review,* 10 avril 1997. Il l'a également utilisé dans la troisième partie de *Taliban.* Chalmers Johnson se réfère à Rashid comme à « la plus éminente autorité quant à la politique de l'Asie Centrale » (*The Sorrows of Empire,* p. 179).

27. Voir Coll Steve, *Ghost Wars,* p. 305.

28. Rashid, *Taliban,* chapitres 12 et 13.

29. *Ibid.*, p. 163.

30. Coll, *Ghost Wars,* p. 308 ; Rashid, *Taliban,* p. 167, 171 ; Johnson, *The Sorrows of Empire,* p. 177.

31. Coll, *Ghost Wars,* p. 338.

32. Rashid, p. 166.

33. Rashid, *Taliban,* p. 168.

34. *Ibid.*, p. 166. Bien que, comme le rapporte Rashid, le département d'État se soit rapidement rétracté concernant cette annonce, la révélation de ses sympathies réelles avait été faite.

35. Coll, *Ghost Wars,* p. 330.

36. Rashid, *Taliban,* p. 166.

37. *Telegraph,* 13 août 1998, cité dans *NPH* p. 90.

38. Rashid, *Taliban,* p. 75-79, 175.

39. *Ibid.*, p. 175.

40. Cité dans Brisard Jean-Charles et Dasquié Guillaume, *Forbidden Truth : US – Taliban Secret Oil Diplomacy and the Failed Hunt for Bin Laden,* (New York, Nation Books/Thunder's Mouth Press, 2002) et *NPH*, p. 91.

41. Arney George, « US Planned Attack on Taleban' », *BBC News,* 18 septembre 2001. « Taleban » est l'orthographe préférée par certains auteurs anglais.

42. La base de ces attaques a été fournie le 11 Septembre même. Dans le discours du président à la nation ce soir-là, il a déclaré : « Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent. »
Puis, lors d'une réunion du Conseil National de Sécurité qui a suivi immédiatement, le directeur de la CIA, Tenet, a déclaré, dit-on, qu'*al-Qaida* et les talibans étaient essentiellement une seule et même entité, après quoi Bush a dit des talibans qu'il fallait en finir avec eux. *(Washington Post,* 27 janvier 2002).

43. Johnson Chalmers, *The Sorrows of Empire,* p. 178-9.

44. *The Frontier Post,* 10 octobre 2001, cité dans Ahmed, *The War on Freedom,* p. 227.

45. *Chicago Tribune,* 18 mars 2002, citation du journal israélien *Ma'ariv.*

46. Johnson, *The Sorrows of Empire,* p. 176.

47. *Ibid.*, p. 182-83.

48. Brzezinski Zbigniew, *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives,* (New York, Basic Books, 1997), p. 210.

49. *Ibid.*, p. 35-36.

50. *Ibid.*, p. 36.

51. *Ibid.*, p. 212, 24-25.

52. Rapporté dans Sanger David E. et Toner Robin, « Bush, Cheney Talk of Irak and al-Qaida Link » *New York Times,* 18 juin 2004.

53. Safire William, *New York Times,* 21 juin 2004 ; Keller Susan Jo, « Political Uproar : 9/11 Panel Members Debate Qaeda-Irak Tie », *New York Times,* 21 juin 2004. Conason Joe, « 9/11 Panel Becomes Cheney's Nightmare » disponible sur : www.911citizenswatch.org/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=319

54. La Commission a ajouté que Wolfowitz a dit que les chances d'une implication de Saddam étaient élevées, en partie parce qu'il soupçonnait que Saddam était derrière les attentats de 1993 contre le World Trade Center – une théorie dont la Commission affirme ne pas avoir trouvé de preuves crédibles (p. 336, 559 note 73).

55. Johnson, *The Sorrows of Empire,* p. 227.

56. Bien que Johnson ne le nomme pas, il a sans doute à l'esprit le « Defense Planning Guidance » (DPG) du Pentagone publié en 1992, rédigé principalement par Paul Wolfowitz, alors sous-secrétaire à la Défense pour la politique, et par Lewis « Scooter » Libby

57. The Institute for Advanced Stratégie and Political Studies, « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm », 8 juillet 1996 http://www.israeleconomy.org/strat1.htm

58. Bamford James, *A Pretext for War,* (New York, Doubleday, 2004), p. 263.

59. Wolfowitz Paul D. et Khalilzad Zalmay M., « Saddam Must Go », *Weekly Standard,* décembre 1997.

60. PNAC, « Letter on president Clinton on Irak », 26 janvier 1998 – www.newamericancentury.org – PNAC, « Letter to Gingrich and Lott », 29 mai 1998, même site : www.newamericancentury.org/iraqletter1998.htm

61. PNAC, *Rebuilding America's Defenses,* p. 14, 17.

62. Johnson, *The Sorrows of Empire,* p. 228-9.

63. Voir Ron Susskind, *The Price of Loyalty,* p. 75, 91. Dans une interview à l'émission de CBS « 60 minutes » en janvier 2004, O'Neill qui, comme secrétaire au Trésor, a été membre du Conseil National de Sécurité, a dit que le principal thème durant les jours de cette inauguration tournait autour de Saddam et la question n'était pas « Pourquoi Saddam ? » ou « Pourquoi maintenant ? », mais plutôt de « trouver un moyen de le faire ». « Il a raison », affirme Richard Clarke à propos des affirmations d'O'Neill. « La seconde administration de George Bush a commencé avec l'Irak au cœur de son programme. » Clarke Richard, *Against All Enemies : Inside America's War on Terror,* (New York, Free Press, 2004), p. 264.
Voir sur la page :
www.cbsnews.com/stories/2004/01/09/60minutes/main592330.shtml

64. Ces notes sont citées dans « Plans for Irak Attack Began on 9/11 », *CBS News*, 4 septembre 2002.

65. Bamford, *A Pretext for War,* p. 285.
66. Susskind, *The Price of Loyalty,* p. 96.
67. Gowans Stephen, « Regime Change in Irak : A New Government by and for US Capital », *Znet*, 20 avril 2003 ; la citation interne est de Fisk Robert, *Independant,* 14 avril 2003.
68. Johnson, *The Sorrows of Empire,* p. 226.
69. PNAC, *Rebuilding America's Defenses,* p. 14.

CHAPITRE 11

1. « The FAA's Aeronautical Information Manual : Official Guide to Basic Flight Information and Air Traffic Control (ATC) Procédures » [Manuel d'informations aéronautiques de la FAA : Guide officiel des informations de vol élémentaires des procédures du contrôle aérien] www.faa.gov
2. Directive n° 3610.01 A du Chef d'état-major des armées en date du 1er juin 2001, *Piraterie aérienne (détournements) et destruction des objets volants incontrôlés* www.dtic.mil
3. Glen Johnson, « Otis Fighter Jets Scrambled Too Late to Halt the Attacks » [Les Intercepteurs d'Otis ont décollé trop tard pour arrêter les attaques] *Boston Globe,* 15 septembre.
4. *Ibid.*
5. Communiqué de presse de la FAA en date du 9 août 2002 repris dans l'ouvrage de William Thomas *Pentagon Says 9/11 Interceptors Flew : Too Far, Too Slow, Too Late* [Le Pentagone déclare que les intercepteurs sont partis trop loin, trop lentement, trop tard], dans celui de Jim Marrs, *Inside Job : Unmasking the 9/11 Conspiracies* [Travail interne : démasquer les complots du 11 Septembre] (San Rafaël : Origin Press, 2004), p145 à 149.
6. Témoignage du général d'armée aérienne Ralph E. Eberhart, commandant le NORAD devant le Congrès en octobre 2002 et article du magazine *Slate* du 16 janvier 2002.
7. Nafeez Mosaddeq Ahmed, *The War on Freedom : How and Why America Was Attacked September 11, 2001* (*op.cit.*), p. 151.
8. « Air Traffic Control Center » [Centre du Contrôle Aérien], *ATCC Controller's Read Binder* [Les Fiches de l'opérateur du CCA], disponible sur le site www.xavius.com/080198.htm cité dans le livre de Ahmed, *The War on Freedom,* p. 148.
9. « U.S. Senator Carl Levin (D-MI) Holds Hearing on Nomination of General Richard Myers to be Chairman of The Joint Chiefs of Staff » [Le sénateur américain Carl Levin (Démocrate, Michigan) donne une audience sur la nomination du général d'armée aérienne Richard Myers au poste de président du Comité des chefs d'état-major] commission sénatoriale des forces armées, Washington D.C., 13 septembre 2001. Le passage de l'interview en question est repris dans le livre de Thierry Meyssan, *L'Effroyable Imposture,* p. 161 à 163.
10. Glen Johnson, *Otis Fighter Jets* [Les intercepteurs d'Otis].
11. *CBS News*, émission du 14 septembre 2001.

12. Johnson, *Otis Fighterjets*

13. Matthew Wald, « After the Attacks : Sky Rules ; Pentagon Tracked Deadly Jet but Found No Way to Stop It » [Après les attaques : les procédures aériennes ; le Pentagone a poursuivi un avion tueur mais n'a pas pu l'arrêter], *New York Times,* 15 septembre 2001.

14. *The 9/11 Commission, Staff Report, May 19, 2004*. [*Commission sur le 11 Septembre, rapport de l'équipe, 19 mai 2004*] cité par Paul Thompson dans son livre, *The Terror Timeline,* p. 439.

15. Cette émission, outre qu'elle est citée par Johnson, est évoquée par George Szamuely dans son livre *Scramhled Messages* [Messages brouillés] *New York Press,* p. 14 à 50 www.nypress.com/14/50/taki/bunker.cfm comme la première apparition de la nouvelle version qui va bientôt devenir la thèse officielle.

16. *NORAD's Response Times* [*Les temps de réponse du NORAD*], communiqué de presse du North American Aerospace Defense Command, 18 septembre 2001, disponible sur le site : www.standdown.net/noradseptember182001pressrelease.htm

17. *Christian Science Monitor,* 13 septembre 2001 ; *MSNBC*, 15 septembre 2001 ; *New York Times,* 16 octobre 2001 ; *Associated Press*, 12 août 2002.

18. *ABC News*, 14 septembre 2001 ; *New York Times,* 15 septembre 2001.

19. *Boston Globe,* 23 novembre 2001 ; ABC News, 18 juillet 2002.

20. *New York Times,* 12 septembre 2001 ; *Guardian,* 12 octobre 2001 ; *Boston Globe,* 23 novembre 2001. Ben Sliney, nouveau directeur des opérations au centre de commandement de la FAA, a raconté plus tard qu'il a tout de suite entendu le message contenant la phrase « Nous sommes maîtres de plusieurs avions » et qu'elle l'a hanté toute la matinée. *(USA Today,* 18 août 2002).

21. *Village Voice,* 13 septembre 2001.

22. *Guardian,* 17 octobre 2001.

23. *Christian Science Monitor,* 13 septembre 2001.

24. *CNN*, 17 septembre 2001 ; *Washington Post,* 12 septembre 2001 ; NORAD, 18 septembre 2001.

25. *ABC News*, 14 septembre 2001.

26. « NORAD's Response Times » [Les Délais de réponse du NORAD] 18 septembre 2001 disponible sur le site :
www.standdown.net/noradseptember182001pressrelease.htm

27. *Guardian,* 17 octobre 2001 ; *New York Times,* 16 octobre 2001 ; *Boston Globe,* 23 novembre 2001.

28. *Boston Globe,* 23 novembre 2001 ; *New York Times,* 16 novembre 2001.

29. *Washington Post,* 12 septembre 2001 ; *CNN*, 17 septembre 2001, « NORAD's Response Times » [Les Délais de réponse du NORAD] 18 septembre 2001.

30. *ABC News*, 11 septembre 2002 ; *MSNBC*, 23 septembre 2001 ; *Slate,* 17 *JANVIER* 2002.

31. William B. Scott, *Aviation Week and Space Technology,* 3 juin 2002. www.aviationnow.com/content/publication/awst/20020603/avi stor.htm

32. *Air Force News,* numéro du 30 juillet 1997.

33. Un article du *Cape Cod Times* du 16 septembre 2001 cite un porte-parole de la B.A. d'OTIS qui explique qu'« un F15 qui décolle d'Otis peut être sur New York

en dix à douze minutes». Cette déclaration qui présuppose une vitesse moyenne de mille six cent dix kilomètres à l'heure a peut-être eu une incidence sur les heures d'alerte et de décollage.

34. «NORAD's Response Times» [Les Délais de réponse du NORAD] 18 septembre 2001

35. Stan Goff, *The So-Called Evidence is a Farce* [La prétendue preuve n'est qu'une grosse farce] *Narco News* n° 14 du 10 octobre 2001 www.narconews.com George Szamuely, *Scramhled Messages [Messages brouillés] New York Press,* 14/50 www.nypress.com/14/50/taki/bunker.cfm

36. Cette déviation de trajectoire apparaît dans le tracé du vol AA77 publié par *USA Today* en première page de l'article de Paul Thompson sur la chronologie du vol AA77.
http://www.cooperativeresearch.org/timeline.jsp?timeline=complete_911_timeline&day_of_9/11=aa77

37. *Guardian,* 17 octobre 2001; *New York Times,* 17 octobre 2001; *Boston Globe,* 23 novembre 2001.

38. *New York Times,* 15 septembre 2001.

39. *Newsday,* 23 septembre 2001, *Guardian,* 17 *OCTOBRE* 2001; *Boston Globe,* 23 novembre 2001.

40. *Washington Post,* 12 septembre 2001 et *Newsday,* 23 septembre 2001.

41. *New York Times,* 16 octobre 2001.

42. *Washington Post*, 12 *septembre* 2001; *CNN*, 17 septembre 2001; *Associated Press*, 19 août 2002; «NORAD's Response Times» [Les Délais de réponse du NORAD] 18 septembre 2001.

43. Le *Rapport de la Commission sur le 11 Septembre* précise «09 h 37 min 46 s» (p. 33).

44. «NORAD's Response Times» [Les Délais de réponse du NORAD] 18 septembre 2001 (voir note 69, ci-dessous); *Newsday,* 23 septembre 2001.

45. George Szamuely, «Nothing Urgent» [Rien ne presse] sur le site Internet *New York Press* 15/2 : www.nypress.com/15/2/taki/bunker.cfm

46. *Telegraph,* 16 septembre 2001.

47. «Air Attack on Pentagon Indicates Weaknesses» [La Frappe aérienne sur le Pentagone met des lacunes en évidence] *Newsday,* 23 septembre 2001.

48. *Pittsburgh Post-Gazette,* 29 octobre 2001; *Boston Globe,* 23 novembre 2001; Jere Longman, *Among the Heroes : United Flight UA93 and the Passengers and Crew Who Fought Back* [Au milieu des héros : le vol UA93 et les passagers et membres d'équipage qui ont résisté] (New York, Harper & Collins, 2002), p. 208.

49. *Guardian,* 17 octobre 2001; *Boston Globe,* 23 novembre 2001; *MSNBC*, 30 juillet 2002.

50. *CNN*, 17 septembre 2001; MSNBC, 3 septembre 2002.

51. *Newsweek,* 22 septembre 2001; *Pittsburgh Post-Gazette,* 28 octobre 2001.

52. Disponible sur le site :
http://www.9-11commission.gov/archive/hearing2/9-11 Commission_Hearing_2003-05-23.htm

53. II y a débat à propos de l'heure, mais uniquement pour savoir s'il était 10 h 03 ou 10 h 06, comme nous l'évoquerons plus tard.

54. *USA Today,* 16 septembre 2001 ; *Washington Post,* 27 janvier 2002 ; *ABC News* et *CBS News,* 11 septembre 2002.

55. *Pittsburgh Post-Gazette,* 28 octobre 2001 ; *Washington Post,* 27 janvier 2002.

56. *CBS News,* 11 septembre 2001 ; *Associated Press*, 13 septembre 2001 ; *Nashua Telegraph,* 13 septembre 2001.

57. *Boston Herald,* 15 septembre 2001. L'article de Matthew Wald dans le *New York Times* de ce jour-là : « After the Attacks : Sky Rules » [Après les attaques : les règles de sécurité de l'espace aérien] faisait aussi référence à la déclaration de Wolfowitz.

58. *Cleveland Newschannel 5*, 11 septembre 2001 ; *Philadelphia Daily News,* 15 novembre 2001 ; *Pittsburgh Post-Gazette,* 12 septembre 2001 ; *St. Petersburg Times,* 12 septembre 2001.

59. *Reuters News Service,* 13 septembre 2001 ; *CBS News,* 23 mai 2002 ; *Pittsburgh Tribune-Review,* 14 septembre 2001.

60. *Pittsburgh Post-Gazette,* 13 septembre 2001.

61. *The Independent,* 13 août 2002, *Philadelphia Daily News,* 14 novembre 2001.

62. *MSNBC* du 11 septembre 2002, Jere Longman, *Among the Heroes* [Au milieu des héros] p. 110.

63. *Newsweek,* 22 septembre 2001 ; *Pittsburgh Post-Gazette,* 28 octobre 2001 ; *Telegraph,* 6 août 2002.

64. *Pittsburgh Post-Gazette,* 28 septembre 2002 ; Longman, *Among the Heroes,* p. 180.

65. *ABC News,* 11 septembre 2001 ; *Associated Press*, 12 septembre 2001. Longman (p. 264) et l'article du *Mirror* rapportent que bien que le FBI ait nié plus tard que l'enregistrement de cet appel fît quelque mention de fumée ou d'explosion, la personne qui a intercepté cette communication n'a pas eu le droit de parler à la presse.

66. *Mirror,* 13 septembre 2002 ; Longman, *Among the Heroes,* p. 180.

67. William B. Scott, *Exercise Jump-Starts Response to Attacks, Aviation Week and Space Technology,* 3 juin 2001 ; *Cape Cod Times,* 21 août 2002.

68. Cet échange de propos est cité dans le livre de Thierry Meyssan, *L'Effroyable Imposture* (p. 162 de la version en anglais).

CHAPITRE 12

1. Comme nous l'écrivons au chapitre il, des bulletins d'information annoncent que le transpondeur s'éteint immédiatement après la perte du contact radio, c'est-à-dire vers huit heures quinze. Mais la Commission d'enquête sur le 11 Septembre fixe l'heure à huit heures vingt et une sur la base d'auditions (p. 18). Le colonel Robert Marr, commandant le NEADS, situe l'heure encore plus tard, soutenant que le transpondeur s'est éteint un peu après huit heures trente (*ABC News* ; 11 septembre 2002). La Commission ne fait absolument pas état de ces incertitudes chronologiques.

2. *MSNBC* du 12 septembre 2001.

3. Cette information qui fait état d'un délai de quarante minutes entre l'émission partie du vol AA11 et sa traduction contredit ou non la déclaration de Ben Sliney, citée dans la note 20 du chapitre 11 ci-dessus, dans laquelle on explique qu'il a eu connaissance de cette phrase peu de temps avant qu'elle ait été émise.

4. La chronologie du NORAD porte comme heure estimée huit heures quarante-six. La Commission précise huit heures quarante-six minutes et quarante secondes, qu'elle arrondit ensuite à huit heures quarante-sept.

5. Cité dans le livre de James Bamford, *A Pretext for War* [Un prétexte à la guerre] (New York, Doubleday, 2004), p. 60-61.

6. *Ibid.*, p. 4.

7. *Newsday,* 23 septembre 200, cité dans le livre de Paul Thompson, *The Terror Timeline,* p. 108.

8. Voir par exemple le site d'Illarion Bykov et Jared Israël : « Guilty for 9-11 : Bush, Rumsfeld, Myers, Section 1 : Why Were None of the Hijacked Planes Intercepted ? »Site : www.emperors-clothes.com/indict/911page.htm « Evidence of high-level government conspiracy in the events 0/9-11. » [Les coupables du 11 Septembre : Bush, Rumsfeld, Myers, Section 1 : Pourquoi n'a-t-on intercepté aucun des avions détournés ? Répertorié dans la table des matières sous le lien « Les preuves d'un complot aux plus hauts niveaux du gouvernement dans les événements du 11 Septembre »] .

9. *San Diego Union-Tribune,* 12 septembre 2001.

10. *USA Today,* 17 septembre 2001.

11. *MSNBC*, bulletin d'information du 23 septembre 2001.

12. Courriels de Kyle Hence, site *9/11 CitizensWatch,* 23 et 29 septembre 2004.

13. *Telegraph,* 16 septembre 2001, *Denver Post,* 11 septembre 2001.

14. *Aviation Week and Space Technology,* 9 septembre 2002.

15. *Ibid.*

16. *San Diego Union-Tribune,* 12 septembre 2001.

17. Bien que certains lecteurs puissent penser que cette éventualité n'est pas réaliste, James Bamford raconte que le colonel Marr – étant donné ce que des chasseurs non armés lancés à la poursuite du vol UA93 ont réussi – a déclaré que [citation indirecte de Bamford], « la seule solution serait que le pilote de l'un des chasseurs sacrifie sa propre vie en percutant l'appareil de United Airlines. » *A Pretext for War, op. cit.*, p. 67, citation de la transcription de l'émission *9/11, ABC News,* 11 septembre 2002.

18. Pour trouver trace de ces déclarations :
www.dcmilitary.com ou www.archive.org puis www.andrews.af.mil
Si aucun de ces chemins ne fonctionne, aller sur le site :
http://emperors-clothes.com/9-11backups/dcmilsep.htm et
emperors-clothes.com/9-11backups/dcmil.htm pour trouver les sauvegardes des pages Internet de *DC Military* pour les mois de septembre et novembre.

19. Cité par Bykov et Israël dans *Guilty for 9-11,* et par Ahmed dans *The War on Freedom,* p. 154 et 155, qui reprend les termes du site *DC Military :* www.dcmilitary.com

20. Sur ce changement de posture, voir Bykov and Israël, *Update to Guilty for 9-11 : Bush, Rumsfeld, Myers : Section 1* [Mise à jour de Les Coupables du 11 Septembre : Bush, Rumsfeld et Myers] *The Emperors New Clothes* www.emperors-clothes.com/indict/911page.htm ou encore Thompson, *September 11* (After 9:03 am) [Après 9 h 03].

21. Bykov et Israël indiquent néanmoins qu'on peut atteindre le site Internet *DC Military* en passant par l'URL www.archive.org et en entrant www.andrews.af.mil dans la fenêtre de recherche. En tout état de cause, ils ajoutent qu'ils ont sauvegardé des pages du site *DC Military* pour septembre et novembre et qu'on peut les consulter aux URL : emperors-clothes.com/9-11backups/dcmilsep.htm et emperors-clothes.com/9-nbackups/dcmil.htm.

22. Richard A. Clarke, *Against All Enemies : Inside America's War on Terror* (*op. cit.*), p. 12.

23. Ce document, souvent évoqué par son numéro, CJCSI 3610.01A est disponible à l'URL suivante : www.dtic.mil/doctrine/jel/cjcsd/cjcsi/3610_01a. pdf Voir *Le Nouveau Pearl Harbor,* postface.

24. Le principe qui veut qu'aucune procédure opérationnelle ordinaire ne doive empêcher la « riposte immédiate » en cas d'urgence se retrouve dans d'autres passages de cette note de service du 1er juin 2001. La section 4, après avoir stipulé que le ministre de la Défense reste l'autorité d'approbation pour différents types d'appuis par les armées, conclut par ce passage : « La présente directive ne saurait empêcher un commandant de force organique d'exercer, en matière de riposte immédiate de circonstance, ses propres responsabilités telles qu'elles sont définies par la Directive 3025.1 du ministère de la Défense ». La section 4.5 commence par ces mots : « À l'exception des ripostes instantanées dans des situations sérieuses et immédiates telles que définies au paragraphe 4.7.1 ci-dessous. » J'ai développé ce point plus longuement dans la postface de *Le Nouveau Pearl Harbor.*
Note du traducteur : un commandant de force organique est l'autorité militaire ou civile placée au commandement d'éléments organisés en vue de remplir des missions pour lesquelles ils ont été conçus. Une unité de police ou une unité militaire, par exemple, est organique à un ensemble plus vaste. En l'occurrence, les unités de défense aérienne qui sont mises pour emploi à disposition du NEADS sont organiques au NEADS. Elles sont commandées par des officiers qui constituent une chaîne hiérarchique montante, du lieutenant ou jeune capitaine chef de patrouille au colonel commandant d'escadre en passant par le capitaine chef d'escadrille et le capitaine ancien ou commandant chef d'escadron. En revanche, une unité stationnée sur le territoire du NEADS et qui n'est pas mise pour emploi sous son autorité – dont il n'a pas l'usage donc – n'est pas organique au NEADS. Elle est organique à un autre commandement. Par exemple, une unité de police de la route, embarquée sur hélicoptères et opérant dans la région de Washington, qui n'a que des capacités de suivi des véhicules en infraction, bien qu'opérant dans l'espace aérien et territorial du NEADS est organique à la police locale et non au NEADS.

25. On nous dit que « Pour des raisons techniques on ne dispose d'aucun enregistrement du sous-chef armement ni du directeur adjoint à l'armement du NEADS qui étaient en charge du suivi du décollage d'alerte d'Otis » (p. 459, note 20). Apparemment, cette explication a suffi à la Commission.

26. Thierry Meyssan, *Pentagate* (Carnot, 2002), p. 115, citant *PAVE PAWS, Watching North America's Skies, 24 Hours a Day* [PAVE PAWS, ou la surveillance permanente du ciel nord-américain] www.pavepaws.org *Pentagate* a été publié en français aux éditions Carnot sous le titre *Le Pentagate.*

27. NTSB (National Transportation Safety Board), *Aircraft Accident Brieffor Payne Stewart Incident* [Compte-rendu d'accident d'avion à propos de l'incident Payne Stewart], 25 octobre 1999, http://www.ntsb.gov/Publictn/2000/aab0001.htm

28. Lynn Lunsford, *Loss of Oxygen Cited as Possible Cause of jet's Stewart Flight, Crash* [Le manque d'oxygène comme cause possible de l'accident du vol Stewart] Knight-Ridder Tribune Business News : *The Dallas Morning News,* 26 octobre 1999 www.wanttoknow.info/991026dallasmorningnews

29. La note 121 de la page 459 conclut avec ces références : « Voir la note du NTSB « compte-rendu d'accident d'avion à propos de l'incident Payne Stewart » du 26 octobre 1999 et le courriel de Gahris à Myers « Chronologie ZJX [destinataire tous services] sur l'accident du vol N47BA » en date du 17 février 2004. »

30. NTSB, « *Aircraft Accident Brieffor Payne Stewart Incident.* »

31. Le compte-rendu du NTSB est malheureusement très imprécis, ce qui rend très difficile à quiconque de comprendre en le lisant ce qui s'est exactement passé. Une des imprécisions semble résider dans l'omission de signaler les différences de fuseaux horaires, mais la confusion semble encore plus profonde. En partie pour cette raison et en partie en raison des conflits entre les nouveaux rapports (peut-être causés par les imprécisions de ce compte-rendu), je ne citerai personnellement pas l'incident Payne Stewart comme un modèle de rapidité de réaction, ce qu'il a peut-être pourtant été.

CHAPITRE 13

1. *NORAD's Response Times,* communiqué de presse du NORAD, 18 septembre 2001, disponible sur le site Internet :
www.standdown.net/NORADseptember182001pressrelease.htm

2. Hart Seely, *Amid Crisis simulation : We were Suddenly No-Kidding Under Attack* [En pleine simulation de crise, nous fûmes soudain soumis à une attaque réelle], *Newhouse News Service,* 25 janvier 2002.

3. James Bamford, *A Pretext for War,* (New York, Doubleday, 2004), p. 15, citation de la transcription de l'émission *9/11* d'*ABC News* du 11 Septembre 2002.

4. *ABC News*, 11 septembre 2002 ; *MSNBC*, 23 septembre 2001 ; *Slate,* 17 janvier 2002.

5. William B. Scott, « Exercice Jump-Starts Response to Attacks », *Aviation Week and Space Technology,* 3 juin 2002.
www.aviationnow.com/content/publication/awst/20020603/avi_stor.htm

6. *Toronto Star,* 9 décembre 2001, cité par Thompson dans son livre *The Terror Timeline,* [Chronologie de la Terreur] p. 392.

7. *The 9/11 Commission, Staff Report, May 19, 2004,* cité par Paul Thomson dans son livre *The Terror Timeline,* p. 439.

8. *New York Times,* 16 octobre 2001.

9. *Newsday,* 10 septembre 2002.

10. *Washington Post,* 12 septembre 2001 ; *CNN*, 17 septembre 2001 ; *NORAD's Response Times,* 18 septembre 2001 ; *Newsday,* 10 septembre 2002 ; *Associated Press,* 19 août 2002.

11. Hart Seely, *Amid Crisis Simulation : We were Suddenly No-Kidding Under Attack, Newhouse News Service,* 25 janvier 2002.

12. J'ai obtenu une copie de ce mémo par Kyle Hence, l'un des fondateurs du *CitizensWatch* sur le 11 Septembre, qui fut l'un de ses premiers destinataires.

13. Ceci me fut rapporté par Laura Brown au cours d'une conversation téléphonique que nous eûmes le dimanche 15 août 2004.

14. www.911truth.org/article.php?story=2004081200421797

15. Tom Flocco, « Rookie in the 9-11 Hot Seat ? », 17 juin 2004, http://tomflocco.com/

Également disponible sur le site du Los Angeles Independent Media Center, 17 juin 2004 : http://la.indymedia.org/news/2004/06/113002.php

16. *Ibid.*

17. Tom Flocco, « 9-11 Probe continues to Bypass Executive Branch Testimony », [L'Enquête sur le 11 septembre continue à éluder le témoignage du pouvoir exécutif], 13 octobre 2003. http://tomflocco.com/

18. *CNN*, 4 septembre 2002 ; ABC News, 11 septembre 2002 ; William B. Scott, *Exercice Jump-Starts Response to Attacks, Aviation Week and Space Technology,* 3 juin 2002.

19. Richard A. Clarke, *Against All Enemies : Inside America's War on Terror* [Face à tous les ennemis : au sein de la guerre de l'Amérique contre la terreur], (New York, Free Press, 2004) p. 2.

20. Ibid, p. 3 à 5.

CHAPITRE 14

1. Le tracé du vol AA77 publié par *USA Today* se trouve en première page de l'article de Paul Thompson sur la chronologie du vol AA77, et sur le site *Complete 911 Timeline*
http://www.cooperativeresearch.org/timeline.jsp?timeline=complete_911_timeline&day_of_9/11=aa77

2. *Village Voice,* 13 septembre 2001, *Guardian* 17 octobre 2001.

Et bientôt disponible en français sur www.editionsdemilune.com

3. *USA Today,* 13 août 2002. Clarke, *Against All Enemies,* [Face à tous les ennemis] p. 13.

4. *Washington Post* du 12 septembre 2001, *Newsday* 23 septembre 2001.

5. Paul Thompson, *The Terror Timeline*, dans la partie « September 11 : Minute-by-Minute (8 h 56) », disponible sur le site :
http://www.cooperativeresearch.org/timeline.jsp?timeline=complete_911_timeline&day_of_9/11=dayOf911

6. *Christian Science Monitor,* 13 septembre 2001.

7. *ABC News*, 6 septembre 2002.

8. *New York Times,* 13 septembre 2001 ; Hait Seely, *Amid Crisis simulation : We were Suddenly No-Kidding Under Attack, Newhouse News Service,* 25 janvier 2002.

9. National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States [La Commission nationale sur les attaques terroristes à l'encontre des États-Unis], 12e audience publique, 17 juin 2004.
http://www.9-11commission.gov/archive/hearing 12/9-11Commission_Hearing_2004-06-17.htm

10. Vu que le compte-rendu préalable indiquait que les F16 se trouvaient à une distance de 105 miles (au lieu de 150) [170 kilomètres (au lieu de 240)], on peut se demander s'il était dans l'intention de la Commission de suggérer que cette conception vint d'une interversion du « 5 » et du « 0 ».

11. C'est à la page 45 de *Tlie 911 Commission Report* que nous apprenons que le pilote de tête était Eckmann.

12. Matthew Wald, *After the Attacks : Sky Rules* ; *Pentagon Tracked Deadly Jet but Found No Way to Stop it,* [Après les attaques : les procédures aériennes ; le Pentagone a poursuivi un avion tueur, mais n'a pas pu l'arrêter], *New York Times,* 15 septembre 2001.

13. Clarke, *Against All Enemies,* p. 3 à 5

14. « Déposition du secrétaire aux Transports Norman Y. Mineta devant la Commission nationale sur les attaques terroristes à l'encontre des États-Unis, le 23 mai 2003 », que l'on peut trouver sur le site :
http://www.cooperativeresearch.org/essay.jsp?article=essayairdefense

15. Clarke, *Against All Enemies,* p. 7 et 8.

16. Département de la Défense.

17. Bamford, A *Pretext for War,* p. 38 et 39.

18. Le sergent de 1e classe Kathleen T. Rhem, USA, *Myers and September 11 : 'We Hadn't Thought About This* [Myers et le 11 Septembre : nous n'avions pas envisagé une telle éventualité], *American Forces Press Service* [Le Service de presse des forces armées des États-Unis], 23 octobre 2001.

19. James Bamford, *Body of Secrets : Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency* [Secrets d'État : Anatomie de l'agence de sécurité nationale ultrasecrète] (2001 ; New York : Anchor Books, 2002), p. 82 à 91.

20. Clarke, *Against All Enemies,* p. 5.

21. Ibid, p. 7 à 9.

22. Ibid, p. 12.

23. Ibid, p. 23.

24. *NPH* p. 238 note 27.

25. Département de la Défense, 12 octobre 2001 ; *Minneapolis Star Tribune,* 12 septembre 2001 ; *CNN*, 5 décembre 2001 ; *ABC News*, 11 Septembre 2002. On peut trouver une version abrégée de ce compte-rendu dans le livre de Bob Woodward, *Bush at War* [Bush en guerre], (New York, Simon & Schuster, 2002), p. 24 et 25.

26. Département de la Défense, 15 septembre 2001.

27. *911 Commission Staff Report,* 23 mars 2004, cité dans le livre de Paul Thompson, *The Terror Timeline,* p. 424 et 426.

28. Pour étayer ce compte-rendu, selon lequel Rumsfeld apporte de nouveau son aide aux secours, la Commission cite un entretien qu'elle a eu avec Rumsfeld en

décembre 2002, ainsi qu'un mémo du département de la Défense et un entretien avec l'assistant de Rumsfeld, Stephen Cambone, en 2004 (p. 463 note 193).

29. Ce problème est évoqué par Paul Thompson, *The Terror Timeline,* p. 426.

30. Clarke, *Against All Enemies,* p. 22.

31. « Déposition du secrétaire aux Transports Norman Mineta devant la Commission nationale sur les attaques terroristes à rencontre des États-Unis, le 23 mai 2003 », que l'on peut trouver sur le site Internet de Paul Thompson :

http://www.cooperativeresearch.org/project.jsp?project=911_project

32. *ABC News*, 11 septembre 2002.

33. William B. Scott, « Exercice Jump-Starts Response to Attacks », *Aviation Week and Space Technology,* 3 juin 2002.

CHAPITRE 15

1. Clarke, *Against All Enemies,* p. 7.

2. *The National Commission on Terrorist Attacks upon the United States*, [Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis}, 17 juin 2004 cité dans, *Rookie in the 9-11 Hot Seat ?* [Littéralement : Un bleu à la barre le 11 Septembre ?] par Tom Flocco.

Site Internet : http://tomflocco.com/

3. Flocco, *Rookie in the 9-11 Hot Seat ?*

4. *Ibid.*

5. D'après Elizabeth Drew (*New York Review of Books,* 23 septembre 2004, p. 8), la Maison Blanche tenait beaucoup à ce que cette phrase, qui témoigne de l'esprit de décision de Cheney, soit reprise.

6. Je n'ai pas inclus dans mon texte le passage suivant du rapport Kean-Zelikow qui porte sur ce qui s'est passé après que l'autorisation de tir eut été finalement communiquée au NORAD : « Le commandant du NEADS, le colonel Robert Marr, nous a dit qu'il n'avait pas transmis l'ordre parce qu'il n'en connaissait pas les tenants et aboutissants. Tant le commandant de la mission que le directeur de l'armement ont précisé qu'ils n'ont pas transmis l'ordre aux chasseurs en hippodrome au-dessus de Washington et de New York parce qu'ils n'étaient pas sûrs de la façon dont les pilotes pourraient ou devraient appliquer cette directive. » (p. 43) – Je ne m'étendrai pas sur l'inanité de ces déclarations, si ce n'est pour souligner que le rapport Kean-Zelikow a réussi à couvrir les autorités militaires d'un ridicule qu'elle réserve normalement aux autorités de la FAA. Naturellement, les gens profèrent des absurdités lorsqu'ils inventent ou reprennent un mensonge. Ce que je considère être le cas pour les hésitations et les aberrations que contient le témoignage du général Larry Arnold devant la Commission, que j'ai cité au chapitre 12. Ce que je veux dire est qu'il ne faut pas prendre les déclarations de Marr et du directeur de l'armement pour argent comptant. Mais la Commission a considéré ces dépositions comme parole d'Évangile et a donné à penser que les militaires ont la possibilité de décider d'obéir ou de ne pas obéir à un ordre si par

hasard ils « n'en connaissent pas les tenants et aboutissants » ou s'ils ne sont « pas sûrs de la façon dont [d'autres] pourront ou devront appliquer cette directive ».

7. *USA Today,* 16 septembre 2001, *Washington Post,* 27 janvier 2002, *ABC News* et *CBS News* aux journaux du 11 septembre 2002.

8. Bamford, *A Pretext for War,* p. 65-66.

9. *Aviation Week and Space Technology,* 9 septembre 2002.

10. *Pittsburgh Post-Gazette,* 28 octobre 2001, *Washington Post,* 27 janvier 2002.

11. *CBS News*, 11 septembre 2001, *Associated Press* et *Nashua Telegraph,* 11 septembre 2001.

12. La citation exacte vient du *Boston Herald,* 15 septembre 2001. L'article de Matthew Wald dans le *New York Times* de ce jour-là intitulé « After the Attacks : Sky Rules » [Après les attaques : les règles du ciel] n'en a donné qu'une paraphrase.

13. William B. Scott, « Exercise Jump-Starts Response to Attacks », [L'Exercice Jump-Starts en réponse aux attaques], *Aviation Week and Space Technology,* 3 juin 2002 et *Cod Times,* 21 août 2002.

14. Richard Clarke, *Against All Enemies,* p. 7 et 8.

15. *New York Times,* 12 septembre 2001, *MSNBC*, 22 septembre 2001, *Washington Post,* 27 janvier 2002.

16. *New York Times,* 16 septembre 2001, *Telegraph,* 16 décembre 2001, *ABC News*, 14 septembre 2002.

17. *ABC News*, 11 septembre 2002.

18. Clarke, *Against All Enemies,* p. 2.

19. *Ibid.*, p. 3 à 8. C'était avant 9 h 55, puisque c'était avant le décollage d'*Air Force One.*

20. *NBC Meet the Press, [Face à la presse],* 16 septembre 2001.

21. On peut voir cette photo sur laquelle une horloge indique 9 h 25 sur le site de la Maison Blanche ou dans le livre de Paul Thompson, *The Terror Timeline*, partie « September 11 ».

22. *NBC Meet the Press,* 16 septembre 2001.

23. *Newsweek,* 20 juin 2004, cité par Thompson dans *The Terror Timeline,* p. 443 et 444.

24. En conséquence, si Cheney a pris sur lui de donner l'autorisation de tir alors que le président n'était ni empêché ni hors liaison, sa décision serait frappée d'illégalité, même s'il est faux que l'autorisation ne peut venir que du président. La question est donc d'importance.

25. Directive n° 3610.01A du président du comité des chefs d'état-major en date du 1er juin 2001 relative à : « Aircraft Piracy (Hijacking) and Destruction of Derelict Airbome Objects » [La Piraterie aérienne (détournements d'avions) et à la destruction des aéronefs incontrôlés], www.dtic.mil/doctrine/jel/cjcsd/cjcsi/3610_01a.pdf

26. Glen Johnson, « Otis Fighter Jets Scrambled Too Late to Hait the Attacks » [Les Appareils de Otis ont décollé trop tard…], Boston Globe, 15 septembre http://nl.newsbank.com/

27. *Calgary Herald,* 13 octobre 2001.

28. *Associated Press*, 13 août 2002.

29. *New York Observer,* 11 février 2004.

30. Won-Young Kim et G. R. Baum, *Seismic Observations during September 11, 2001, Terrorist Attack* [Observations sismographiques lors de l'attaque terroriste du 11 septembre 2001], printemps 2002 (Rapport au ministère des Ressources naturelles du Maryland, cité dans le rapport de la Commission sur le 11 Septembre, p. 461, note 168).

31. *San Francisco Chronicle,* 9 décembre 2002, *Philadelphia Daily News,* 16 septembre 2002.

32. Cf. William Bunch, « Three-Minute Discrepancy in Tape » [Un trou de trois minutes dans l'enregistrement] *Philadelphia Daily News,* 16 septembre 2002.

33. *New York Observer,* 17 juin 2004, cité par Thompson dans *The Terror Timeline,* p. 445.

34. *New York Observer,* 11 février 2004, cité par Thompson dans *The Terror Timeline,* p. 446.

35. Won-Young Kim et G. R. Baum, *Seismic Observations during September 11, 2001, Terrorist Attack,* Spring 2002, disponible à l'adresse Internet www.cooperativeresearch.org

36. Citant un courriel de Won-Young Kim, « Re : UA Flight 93 », 7 juillet 2004.

37. Tom Flocco raconte que Leidig, lors de sa déposition devant la Commission d'enquête sur le 11 Septembre le 17 juin 2004 « a dit à Lehman et Roemer que Winfield […] a repris son poste de sous-chef "Opérations" du NMCC juste avant que le vol UA93 ne s'écrase en Pennsylvanie » *(Rookie in the 9-11 Hot Seat?).*

38. Bamford, *A Pretext for War,* p. 65 et 66.

39. ABC News, 15 septembre 2002.

40. Nous citons cette note dans le chapitre 13 au sous-chapitre « La téléconférence de la FAA ».

Chapitre 16

1. *Aviation Week and Space Technology,* 9 septembre 2002.

2. Mike Kelly, « Atlantic City F16 Fighters Were Eight Minutes Away from 9/11 Hijacked Planes », [Les Chasseurs F16 d'Atlantic City étaient distants des avions détournés de huit minutes le 11 Septembre], *Bergen Record,* 5 décembre 2003.

3. Peter Lance, *Cover Up : What the Government is Still Hiding about the War on Terror,* (Harper-Collins/ReganBooks, 2004), p. 230 et 231.

4. Bamford, *A Pretext for War,* [Un prétexte à la guerre] p. 4 et 15.

5. National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, [La Commission nationale sur les attaques terroristes à l'encontre des États-Unis] 12e audience publique, le 17 juin 2004 : http://www.9-11commission.gov/archive/hearing12/9-11Commission_Hearing_2004-06-17.htm

6. Michael Parenti, *The Terrorism Trap : September 11 and Beyond* [Le Piège du terrorisme : le 11 Septembre et au-delà] (San Francisco, City Lights, 2002), p. 93 et 94.

7. *Ibid.*

8. Comme nous pouvons le voir dans l'annexe, Wolfowitz exprime ainsi une opinion très définie du « complot de Manille ».

9. *Los Angeles Times,* 27 septembre 2001 ; *CNN*, 18 Juillet 2001.

10. *Washington Post,* 2 octobre 2001.

11. *New York Times,* 3 novembre 2001 ; *Time,* 4 avril 1995.

12. *Associated Press*, 18 avril 2002.

13. *MDW News Service,* 3 novembre 2000 ; *Mirror,* 24 mai 2002.

14. *USA Today,* 18 avril 2004.

15. John J. Lumpkin, « Agency was to Crash Plane on 9-11 », [L'Agence devait faire atterrir un avion en catastrophe le 11 Septembre] *Associated Press*, 22 août 2002 ; Pamela Hess, « U.S. Agencies-Strange 9/11 Coincidence », [Les Agences américaines : une étrange coïncidence le 11 Septembre] *UPI*, 22 août 2002.

16. Cette considération est cruciale pour Michael C. Ruppert, *Crossing the Rubicon : The Decline of American Empire at the End of the Age of Oil* [*Franchir le Rubicon : le déclin de l'Empire américain à la fin de l'âge du pétrole*] (Gabriola Island, British Columbia, New Society Publishers, 2004). Ce livre est maintenant disponible en français grâce à l'éditeur Nouvelle Terre.

17. Vigilant Guardian est l'exercice auquel il est fait allusion dans l'article de Hart Seely cité précédemment, « Amid Crisis Simulation : We Were Suddenly No-Kidding Under Attack », [En pleine simulation de crise, nous fûmes soudain soumis à une attaque réelle], *Newhouse News Service,* 25 janvier 2002. Cet exercice est aussi mentionné dans le livre de James Bamford, *A Pretext for War,* p. 4, mais Bamford dit que le 11 Septembre était le quatrième jour de cet exercice, alors que Seely avait dit que c'était le deuxième jour.

18. Michael Kane, *Analyzing the 9/11 Report : Chapter 1 : Omissions, Contradictions and Falsehoods,* [Analyse du rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre : chapitre 1 : omissions, contradictions et contrevérités], 17 août 2004. Outre les quatre simulations de guerre citées dans le texte, Kane en mentionne une autre : Northern Guardian.

19. Richard Clarke, *Against All Enemies,* [Face à tous les ennemis], p. 5.

20. Peter Lance, *Cover Up,* p. 226, citant William B. Scott, « Exercise Jump-Starts Response to Attacks, Aviation Week and Space Technology », 3 juin 2002 : sur le site www.aviationnow.com/ et Mike Kelly, « Atlantic City F16 Fighters Were Eight Minutes Away from 9/11 Hijacked Planes ».

21. Michael Kane, « The Final Fraud : 9/11 Commission Closes its Doors to the Public : Cover-Up Complete », [La Mystification finale : la Commission d'enquête sur le 11 Septembre ferme ses portes au grand public : dissimulation totale] édité par the Wilderness Publications : www.fromthewilderness.com/members/071204_final_fraud.shtml Kane nous informe que les commentaires des membres de ces audiences parurent dans la transcription des auditions de l'*Associated Press* http://wid.ap.org/transcripts/040617commission911_1.html

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*

24. Voir Richard Van Alstyne, *The Rising American Empire* [L'Empire américain s'étend], (1960, New York, Norton, 1974), P- 143 ; Howard Zinn, *A People's History of the United States* [*Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*], (New York, HarperPerennial, 1990), p. 155 et 307. Cette pratique n'est pas, bien sûr, particulière à la tradition militaire américaine. Par exemple, Walter LaFeber, soutenant une opinion partagée par les historiens, dit que « l'incident Mukden », au cours duquel une explosion détruisit une partie du chemin de fer japonais en Mandchourie, fut orchestré par des officiers de l'armée japonaise « pour servir de prétexte à la conquête de la Mandchourie ». Voir Walter LaFeber, *The Clash : U.S.-Japanese Relations throughout History* [Le Conflit : les relations entre le Japon et les États-Unis au cours de l'Histoire] (New York, Norton, 1997), p. 166. L'incendie du Reichstag défini par les nazis comme ayant été provoqué par les communistes est de l'opinion générale le fait même des nazis (mais pour l'argumentation contraire, voir Ian Kershaw, *Hitler : 1889-1936 : Hubris* [New York, Norton, 1998]).

25. Voir Geoffrey Perret, *A Country Made by War : From the Revolution to Vietnam – the Story of America's Rise to Power* [Un pays construit par la guerre : de la révolution au Vietnam – l'histoire de la montée de l'Amérique au pouvoir] (New York, Random House, 1989), p. 280.

26. James Bamford, *Body of Secrets : Anatomy of the Vitra-secret National Security Agency* [Secrets d'État : Anatomie de l'agence de sécurité nationale ultrasecrète], (New York, Anchor Books, 2002), p. 82 à 91.

27. CIA, *A Program of Covert Operations Against the Castro Regime* [La CIA, une planification d'opérations secrètes contre le régime de Castro], 16 avril 1961 (declassified CIA document) [document de la CIA déclassifié], cité par Thierry Meyssan, *9/11 : The Big Lie,* p. 140. *[L'Effroyable Imposture].*

28. Ce mémorandum est imprimé dans le livre de Meyssan, *9/11 : The Big Lie,* p. 198. On pouvait aussi le consulter sur le site internet *ABC*.
http://abcnews.go.com/sections/us/DailyNews/jointchiefs_010501.html
mais la page semble ne plus être disponible.

29. Ce mémorandum est imprimé dans le livre de Meyssan, *9/11 : The Big Lie,* p. 199 à 205. Les passages cités dans ce paragraphe sont à la page 199.

30. *Ibid.*, p. 202 et 203.

31. *Ibid.*, p. 204.

32. *Ibid.*, p. 202.

33. *Ibid.*, p. 202.

34. National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, 12e audience publique, 17 juin 2004
http://www.9-11commission.gov/archive/hearing12/9 11Commission_Hearing_2004-06-17.htm

35. Entretien téléphonique avec Laura Brown, 15 août 2004.

CONCLUSION

1. « Open Letter : National Security Experts Speak Out : 9/11 Commission Falls Short », [Lettre ouverte : des experts de la Sécurité nationale s'expriment : la Commission d'enquête sur le 11 Septembre est décevante], disponible sur le site : www.911CitizensWatch.org

2. Peter Lance, *Cover Up : What the Government is Still Hiding about the War on Terror* [La Grande Dissimulation : ce que le gouvernement nous cache encore sur la guerre de la terreur], (New York, Harper-Collins/ReganBooks, 2004).

3. *Ibid.*, p. 139 et 140.

4. *Ibid.*, p. 215 à 220.

5. *Ibid.*, p. 3-

6. *Ibid.*, p. 243 et 244, citant Shaun Waterman, « 9/11 Commission Finishes First Chapters », [La Commission d'enquête sur le 11 Septembre termine les premiers chapitres], *UPI*, 1er juillet 2004.

7. *Ibid.*, p. 243 et 244.

8. *Newsweek*, 22 septembre 2002.

9. *CNN*, 30 novembre 2001 ; *Pittsburgh Post-Gazette*, 3 décembre 2001 ; *Washington Post*, 1er décembre 2001 ; *Chicago Sun-Times*, 13 décembre 2002 ; *New York Times*, 29 novembre 2002.

10. *Newsweek*, 15 décembre 2002 ; Washington Post, 5 octobre 1998 ; Salon, 3 décembre 2002.

11. *New York Times*, 12 décembre 2001 ; *MSNBC*, 13 décembre 2001 ; *Seattle Times*, 14 décembre 2002

12. *Associated Press*, 27 janvier 2003 ; *Time*, 26 mars 2003.

13. *Seattle Times*, 12 mars 2003 ; « White House Accused of Stalling 9-11 Panel », [La Maison Blanche accusée de retarder la Commission d'enquête sur le 11 Septembre] *Associated Press*, 26 octobre 2003 ; Philip Shenon, « 9/11 Commission Could Subpoena Oval Office Files », [La Commission sur le 11 Septembre pourrait exiger que lui soient remis les dossiers du bureau ovale pour les besoins de l'enquête], *New York Times*, 26 octobre 2003. J'ai parlé de ces nombreux obstacles dans *NPH* p. 149 et 150.

14. Multinational Monitor, novembre 1997 ; *Associated Press*, 20 janvier 2003 ; *Boston Herald*, 11 décembre 2001.

15. *CBS News*, 5 mars 2003, *Associated Press*, 12 décembre 2002 ; *Associated Press*, 1er janvier 2003 ; *Associated Press*, 14 février 2003 ; *Associated Press*, 27 mars 2003.

16. Lance, *Cover Up*, 208.

17. *Ibid.*, p. 208.

18. *Ibid.*, p. 161.

19. *Ibid.*, p. 197.

20. *Ibid.*, p. 208.

21. *Ibid.*, p. 222.

22. *Ibid.*, p. 202.

23. *Ibid.*, 2002.

24. *Ibid.*, p. 141, citant Philip Shenon, « Ex-Senator Will Soon Quit 911 Panel, Leaving Gap for Victim's Advocates », [L'Ancien Sénateur quittera bientôt la Commission d'enquête sur le 11 Septembre, laissant la place aux avocats des victimes] *New York Times*, 5 décembre 2003.

25. J'ai examiné ce sujet dans *NPH* p. 154 et 155.

26. Eric Boehlert, « The President Ought to be Ashamed : Interview with Max Cleland » [Le président devrait avoir honte : interview de Max Cleland], 13 novembre 2003. Site : Salon.com

27. Une vidéo intitulée *The Great Conspiracy* [La Grande Conspiration] produite et racontée par le journaliste critique canadien Barrie Zwicker, soulève directement la question d'une conspiration de l'administration Bush afin de donner une excellente introduction aux nombreux problèmes du compte-rendu officiel sur le 11 Septembre. Site : www.greatconspiracy.ca

ANNEXE

1. Peter Lance, *Cover Up : What the Government is Still Hiding about the War on Terror* [La Grande Dissimulation : ce que le gouvernement nous cache encore sur la guerre de la terreur], (New York, Harper-Collins/ReganBooks, 2004), p. 67.

2. *Ibid.*, p. 38, p. 44, p. 284 et 285.

3. *Ibid.*, p. 5, p. 49 à 54, p. 62, p. 64.

4. *Ibid.*, p. 41, p. 52, p. 103.

5. *Ibid.*, p. 52, p. 56 et 57, p. 66 et 68, p. 71 et 72, p. 97.

6. *Ibid.*, p. 19 et 20, p. 86, p. 91.

7. *Ibid.*, p. 90, p. 95.

8. *Ibid.*, p. 6, p. 68 et 69, p. 82, p. 97 et 98, p. 103, p. 127.

9. *Ibid.*, p. 90 et 91, p. 98, p. 106.

10. *Ibid.*, p. 72, p. 105.

11. Lance nous démontre de façon convaincante que l'avion dans lequel le test en question fut pratiqué ne pouvait pas être l'avion qui avait été utilisé pour le vol n° 800 de la TWA. (*Ibid.*, p. 69 et 70, p. 83 à 90).

12. *Ibid.*, p. 127.

13. *Ibid.*, p. 5.

14. *Ibid.*, p. 103.

15. *Ibid.*, p. 68.

16. *Ibid.*, p. 6, p. 58, p. 103.

Achevé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie France Quercy
Zone Artisanale des Grands Camps, 46090 Mercuès
Dépôt légal : août 2006
Imprimé en France